# LENINE

## œuvres

tome
10

novembre
1905
juin
1906

# LÉNINE

de la réorganisation du parti • l'organisation du parti et la littérature de parti • la victoire des cadets et les tâches du parti ouvrier • rapport sur le congrès d'unification du p.o.s.d.r.

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

# LÉNINE

## ŒUVRES

## 10

L'ÉDITION RUSSE EST PUBLIÉE
PAR DÉCISION DU IXe CONGRÈS DU P.C.(b)R.
ET DU IIe CONGRÈS DES SOVIETS DE L'U.R.S.S.

ИНСТИТУТ МАРКСИЗМА-ЛЕНИНИЗМА ПРИ ЦК КПСС

# В. И. ЛЕНИН

## СОЧИНЕНИЯ

*Издание четвертое*

ГОСУДАРСТВЕННОЕ ИЗДАТЕЛЬСТВО
ПОЛИТИЧЕСКОЙ ЛИТЕРАТУРЫ
МОСКВА

# V. LÉNINE

## ŒUVRES

### TOME
### 10

*Novembre 1905 – Juin 1906*

EDITIONS SOCIALES * PARIS
EDITIONS DU PROGRÈS * MOSCOU
1967

## PRÉFACE

Le dixième tome comprend les œuvres rédigées par Lénine de novembre 1905 au 6 (19) juin 1906, période où Lénine, retour d'émigration, déploie son activité à Pétersbourg.

Dans les articles publiés par le journal bolchevique *Novaïa Jizn* paraissant légalement : « De la réorganisation du Parti », « L'armée et la révolution », « Le prolétariat et la paysannerie », « L'autocratie agonisante et les nouveaux organes du pouvoir populaire », etc., Lénine définit les tâches du Parti pendant la première révolution russe.

La brochure « La victoire des cadets et les tâches du Parti ouvrier », ainsi que les articles écrits par Lénine après la défaite de l'insurrection armée de décembre 1905, font le bilan de la première année de révolution et en généralisent l'expérience.

La « Révision du programme agraire du Parti ouvrier » expose, arguments à l'appui, le programme agraire bolchevique de confiscation des domaines des grands propriétaires fonciers et de nationalisation de toutes les terres.

Le tome 10 réserve une place importante aux travaux consacrés au IV^e^ Congrès (Congrès d'Unification du Parti) : « Plate-forme tactique pour le Congrès d'Unification du P.O.S.D.R. », discours et interventions au congrès, « Rapport sur le Congrès d'Unification du P.O.S.D.R. ».

Il comprend également l'article intitulé « Nos tâches et le Soviet des députés ouvriers » qui figure pour la première fois dans les Œuvres complètes. Lénine y caractérise les Soviets comme organes de l'insurrection et embryons d'un pouvoir nouveau, révolutionnaire.

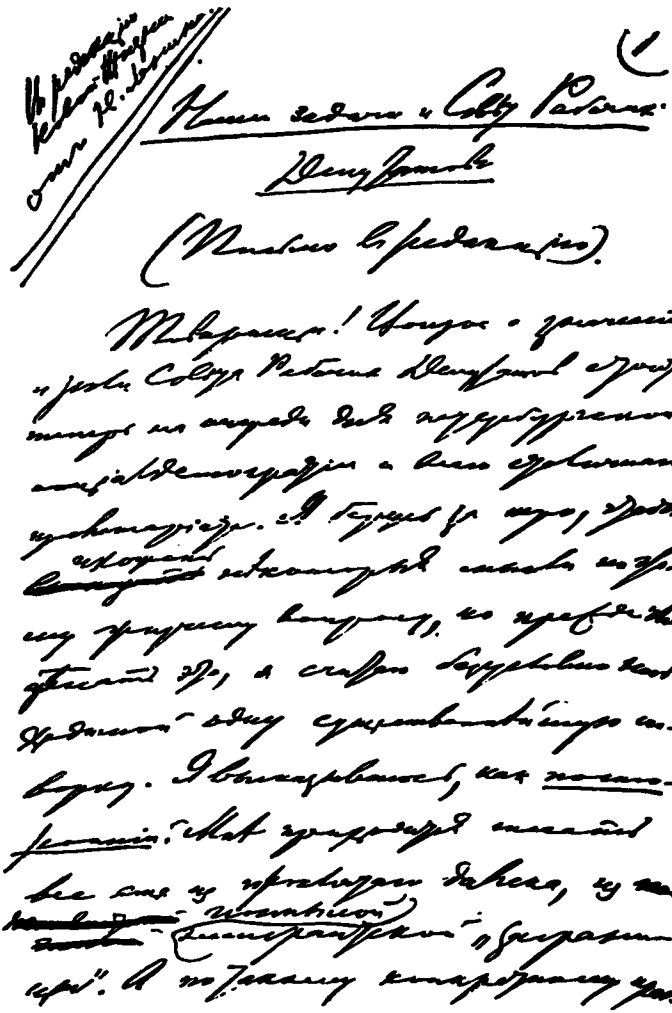
Certaines interventions de Lénine au IVe Congrès (Congrès d'Unification) du P.O.S.D.R. constituent des documents inédits. Ce sont : l'Intervention en faveur de l'amendement de Mouratov (Morosov) sur le groupe parlementaire social-démocrate, la Résolution sur les comptes que la commission des mandats devra rendre au congrès, la Déclaration sur la nécessité de soumettre tous les procès-verbaux à la ratification du congrès, la Déclaration écrite à la 17e séance du congrès, la Déclaration écrite à la 21e séance du congrès ainsi que les discours et interventions à la Conférence de l'organisation de Pétersbourg du P.O.S.D.R. (février-mars 1906). On trouvera aussi pour la première fois dans les Œuvres de Lénine les articles « Résolution et révolution » et « Ils ne veulent même pas marchander ! » publiés en 1906 dans le journal bolchevique légal *Volna*, articles dirigés contre les cadets.

# NOS TÂCHES ET LE SOVIET DES DÉPUTÉS OUVRIERS

(LETTRE À LA RÉDACTION)[1]

*Ecrit du 2 au 4 (15 au 17) novembre 1905.*
*Publié pour la première fois le 5 novembre 1940 dans le n° 308 de la « Pravda »*

*Conforme au texte du manuscrit*



**Première page du manuscrit de V. Lénine :**
**« Nos tâches et le Soviet des députés ouvriers ». — Novembre 1905**
***Réduction***

Camarades,

la question du rôle et de la portée du Soviet des députés ouvriers s'inscrit maintenant à l'ordre du jour de la social-démocratie de Pétersbourg et de l'ensemble du prolétariat de la capitale. Je prends la plume pour exposer certaines idées sur cette question brûlante, mais avant de l'aborder, je tiens pour absolument nécessaire de faire une réserve essentielle. Je me prononce sur ce point à titre *d'absent*. Force m'est d'écrire toujours du fond de ce maudit lointain, de l'odieux exil en pays étranger. Et il est presque absolument impossible de se faire une idée exacte sur cette question pratique et concrète, sans avoir été à Pétersbourg, sans avoir jamais vu le Soviet des députés ouvriers, sans avoir échangé nos idées avec les camarades de travail. Je laisse donc au Comité de rédaction la responsabilité d'insérer ou non cette lettre, rédigée par une personne mal informée. Je me réserve le droit de modifier mon opinion, quand j'aurai réussi enfin à prendre connaissance du problème autrement que « sur le papier ».

Et maintenant, au fait. Il me semble que le camarade Radine a tort quand il pose dans le n°5 de la *Novaïa Jizn*[3] (je n'ai vu que cinq numéros de notre Organe central de fait du P.O.S.D.R.) cette question : le Soviet des députés ouvriers ou le Parti ? Je pense qu'on ne saurait poser ainsi la question ; qu'il faut aboutir *absolument* à cette solution : *et* le Soviet des députés ouvriers *et* le Parti. La question — très importante — est seulement de savoir comment partager et comment coordonner les tâches du Soviet et celles du Parti ouvrier social-démocrate de Russie.

Il me semble que le Soviet aurait tort de se joindre sans réserve à un parti quelconque. Cette opinion ne manquera pas probablement d'étonner le lecteur, et (en rappelant encore une fois très instamment que c'est là l'opinion d'un absent) j'en arrive directement à expliquer ma pensée.

Le Soviet des députés ouvriers est né de la grève générale, à l'occasion de la grève, au nom des objectifs de la grève. Qui a conduit et fait aboutir la grève ? *Tout* le prolétariat au sein duquel il existe aussi, heureusement en minorité, des non-social-démocrates. Quels buts poursuivait la grève ? Economiques et politiques, tout ensemble. Les buts économiques concernaient *tout* le prolétariat, tous les ouvriers et en partie même tous les travailleurs, et pas seulement les ouvriers salariés. Les buts politiques concernaient tout le peuple, plutôt tous les peuples de la Russie. Les buts politiques consistaient à libérer tous les peuples de Russie du joug de l'autocratie, du servage, de l'arbitraire et des abus de la police.

Poursuivons. Le prolétariat doit-il continuer la lutte économique ? Assurément, il ne saurait y avoir là-dessus deux opinions parmi les social-démocrates. Faut-il que ce combat soit livré par les seuls social-démocrates ou uniquement sous le drapeau social-démocrate ? Il me semble que non ; je continue à m'en tenir à l'opinion que j'ai émise (en des circonstances, il est vrai, tout à fait différentes, déjà dépassées) dans *Que faire ?*, à savoir qu'il n'est pas utile de limiter l'effectif des syndicats et, par conséquent, l'effectif des participants à la lutte revendicative, économique, aux seuls membres du Parti social-démocrate *. Il me semble qu'en qualité d'organisation professionnelle le Soviet des députés ouvriers doit *tendre* à s'incorporer les députés de *tous* les ouvriers, employés, gens de service, salariés agricoles, etc., de *tous* ceux qui veulent et peuvent lutter ensemble pour améliorer la vie du peuple laborieux, de *tous* ceux qui sont doués d'une honnêteté politique élémentaire, de tous sauf les Cent-Noirs. Quant à nous, social-démocrates, nous tâcherons à notre tour, d'abord, de faire entrer toutes nos organisations du Parti au grand complet (autant que possible) dans tous les syndicats, et, en second lieu, de

* Voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 5, pp. 463-479. (*N.R.*)

lutter en commun avec les camarades prolétaires, sans distinction d'opinions, pour développer une propagande inlassable, opiniâtre de la conception *seule* conséquente, seule réellement prolétarienne, du *marxisme*. Pour ce travail, pour cet effort de propagande et d'agitation, nous conserverons absolument, nous consoliderons et développerons notre parti de classe, tout à fait indépendant, fidèlement attaché aux principes, le parti du prolétariat conscient, c'est-à-dire le Parti ouvrier social-démocrate de Russie. Chaque progrès de la lutte prolétarienne, indissolublement lié avec notre activité social-démocrate, méthodique et organisée,rapprochera de plus en plus les *masses* de la classe ouvrière de Russie et la social-démocratie.

Mais cette moitié du problème, celle qui concerne la lutte économique, est relativement simple et ne suscite guère de désaccords particuliers. Il n'en va pas de même pour l'autre moitié, relative à la direction politique, à la lutte politique. Au risque d'étonner encore davantage les lecteurs, je dois dire tout de suite que sous ce rapport également il me paraît inutile d'exiger du Soviet des députés ouvriers qu'il adopte le programme social-démocrate et adhère au Parti ouvrier social-démocrate de Russie. Je pense que pour diriger la lutte politique, le Soviet (*transformé* dans le sens dont il va être question tout à l'heure) *comme* le Parti sont *tous deux* absolument nécessaires à l'heure actuelle.

Je me trompe peut-être, mais (sur la foi de renseignements incomplets dont je dispose, renseignements « par écrit » seulement) il me semble que sous le rapport politique le Soviet des députés ouvriers doit être envisagé comme un embryon du *gouvernement révolutionnaire provisoire*. Je pense que le Soviet doit se proclamer au plus tôt gouvernement révolutionnaire provisoire de l'ensemble de la Russie ou bien (ce qui revient au même, mais sous une forme différente), il doit *créer* un gouvernement révolutionnaire provisoire.

La lutte politique aujourd'hui a justement atteint un degré de développement tel que les forces de la révolution et les forces de la contre-révolution se trouvent à peu près équilibrées ; que le gouvernement tsariste est *déjà* impuissant à écraser la révolution, et que la révolution n'est pas

*encore* suffisamment forte pour balayer net le gouvernement des Cent-Noirs. Le gouvernement tsariste est en pleine décomposition. Mais en pourrissant sur pied, il empoisonne la Russie de son odeur de cadavre. A la décomposition des forces tsaristes, contre-révolutionnaires, il importe assurément d'opposer dès maintenant, sans délai, sans le moindre atermoiement, l'*organisation* des forces révolutionnaires. Cette organisation, depuis quelque temps surtout, progresse avec une superbe rapidité. Témoin la formation de détachements de l'armée révolutionnaire (groupes de défense, etc.), le développement rapide des organisations social-démocrates de masse du prolétariat, la constitution de comités paysans par la paysannerie révolutionnaire, les premières réunions libres de nos frères prolétaires revêtus de l'uniforme du matelot et du soldat qui s'ouvrent un chemin pénible et difficile, mais sûr et lumineux, vers la liberté et le socialisme.

Ce qui manque aujourd'hui, c'est l'union de toutes les forces vraiment révolutionnaires, de toutes les forces agissant en tant que telles. Ce qui manque, c'est un centre politique pour toute la Russie, un centre vivant, jeune, fort par ses racines profondes dans le peuple et qui jouirait de la confiance absolue des masses ; qui posséderait une énergie révolutionnaire bouillonnante et serait étroitement lié aux partis révolutionnaires et socialistes organisés. Un tel centre ne peut être formé que par le prolétariat révolutionnaire qui a brillamment conduit la grève politique et organise maintenant l'insurrection armée de tout le peuple, qui a conquis pour la Russie une demi-liberté et conquerra la liberté complète.

La question se pose : pourquoi le Soviet des députés ouvriers ne serait-il pas l'embryon d'un tel centre? Parce que les social-démocrates ne sont pas les seuls à y siéger ? Ce n'est pas un inconvénient, c'est un avantage. Nous avons constamment affirmé qu'une union de combat est nécessaire entre social-démocrates et démocrates bourgeois révolutionnaires. Nous en avons parlé, et ce sont les ouvriers qui l'ont réalisée. Et ils ont bien fait. Lorsque je lisais dans la *Novaïa Jizn* la lettre des *camarades ouvriers* appartenant au parti socialiste-révolutionnaire [3] et qui protestaient contre l'intégration du Soviet dans un des partis,

je ne pouvais pas m'empêcher de penser que ces camarades ouvriers ont à maints égards pratiquement raison. Certes, nos points de vue divergent, et il ne peut certes être question de fusion entre social-démocrates et socialistes-révolutionnaires, mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Les ouvriers qui partagent le point de vue des socialistes-révolutionnaires et qui combattent dans les rangs du prolétariat, nous en sommes profondément convaincus, font preuve d'inconséquence, car tout en accomplissant une œuvre véritablement prolétarienne, ils conservent des conceptions non prolétariennes. Nous sommes tenus de combattre sur le terrain idéologique ce défaut de conséquence de la façon la plus énergique, mais de telle sorte que l'œuvre révolutionnaire immédiate, pressante, vivante, reconnue de tous et qui a rallié tous les gens honnêtes, n'ait pas à en souffrir. Nous tenons comme par le passé les conceptions des socialistes-révolutionnaires pour des conceptions non socialistes, mais démocratiques révolutionnaires. Mais dans le combat, nous sommes obligés de marcher ensemble, en conservant notre pleine indépendance politique ; le Soviet, lui, est justement une organisation de combat et doit demeurer tel. Il serait absurde et insensé de chasser des démocrates révolutionnaires honnêtes et dévoués à un moment où nous accomplissons justement la révolution démocratique. Nous aurons vite fait d'avoir raison de leur inconséquence, puisque l'histoire elle-même milite en faveur de nos conceptions, de même que la réalité le fait à chaque pas. S'ils n'ont pas appris le social-démocratisme dans nos écrits, c'est notre révolution qui le leur apprendra. Font aussi preuve d'inconséquence, bien entendu, ceux des ouvriers qui restent chrétiens, qui croient en Dieu, ainsi que les intellectuels partisans (fi ! fi !) de la mystique, mais nous ne les chasserons ni du Soviet ni même du Parti, car nous sommes fermement convaincus que la lutte véritable, le travail au coude à coude convaincra du bien-fondé du marxisme tous les éléments valables, rejettera loin de lui tout ce qui ne l'est point. Pour ce qui est de notre force, de la force dominante des marxistes au sein du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, nous n'en doutons pas une seconde.

A mon sens, le Soviet des députés ouvriers comme centre révolutionnaire de direction politique, n'est pas une

organisation trop large, mais au contraire trop étroite. Le Soviet doit se proclamer gouvernement révolutionnaire provisoire, ou bien en constituer un, en attirant absolument à cet effet de nouveaux députés, non pas seulement désignés par les ouvriers, mais, d'abord par les matelots et les soldats qui partout tendent déjà à la liberté ; en second lieu, par les paysans révolutionnaires ; en troisième lieu, par les intellectuels bourgeois révolutionnaires. Le Soviet doit doter le gouvernement révolutionnaire provisoire d'un noyau ferme et le compléter par des représentants de tous les partis révolutionnaires et de tous les démocrates révolutionnaires (mais, bien entendu, seulement révolutionnaires, et non libéraux). Nous ne craignons pas une composition aussi étendue et aussi diverse, nous la souhaitons même, car sans alliance du prolétariat et de la paysannerie, sans un rapprochement combatif des social-démocrates et des démocrates révolutionnaires, le plein succès de la grande révolution russe serait impossible. Ce serait une alliance provisoire pour des tâches précises, immédiates et pratiques, et c'est le Parti ouvrier social-démocrate de Russie, parti indépendant et fidèlement attaché aux principes, qui veillera constamment aux intérêts plus essentiels encore, aux intérêts majeurs du prolétariat socialiste, à ses buts finaux.

On m'objectera : Sera-t-il possible de créer un centre de direction pratique suffisamment cohérent et unique, si sa composition est large et diverse ? Je répondrai par une question : Que nous enseigne la révolution d'octobre [4] ? Le comité de grève n'est-il pas devenu *pratiquement* un centre reconnu de tous, un gouvernement véritable ? Est-ce que ce comité n'aurait pas inclu volontiers dans ses rangs les représentants de cette partie des « unions » et de l'« Union des unions » [5], qui sont véritablement révolutionnaires et soutiennent véritablement le prolétariat dans sa lutte à outrance pour la liberté ? Il faut seulement que le noyau essentiel, purement prolétarien, au sein du gouvernement révolutionnaire provisoire soit ferme, que des centaines, disons, d'ouvriers, de matelots, de soldats et de paysans, soient là avec des dizaines de députés des unions d'intellectuels révolutionnaires. Et je pense que les prolétaires sauront rapidement établir pratiquement une juste proportion.

On m'objectera : est-il possible de formuler le programme de ce gouvernement en termes suffisamment complets pour assurer la victoire de la révolution, et suffisamment larges pour pouvoir réaliser une alliance de combat, libre de toutes sortes de réticences, d'équivoques, de silence et d'hypocrisie ? Je répondrai : ce programme, la vie l'a déjà entièrement formulé. Il a été reconnu en principe par tous les éléments conscients de toutes les classes et de toutes les couches de la population sans exception, jusques et y compris des prêtres orthodoxes. Ce programme doit comporter en premier lieu la réalisation complète et pratique de la liberté politique, si hypocritement promise par le tsar. L'abrogation de toutes les lois qui restreignent la liberté de parole, de conscience, de réunions, de la presse, d'associations, de grèves et l'abolition de toutes les institutions qui limitent cette liberté, doivent être immédiates, réelles, assurées et appliquées en fait. Ce programme doit comporter la réunion d'une Assemblée constituante vraiment nationale, s'appuyant sur le peuple libre et armé, et qui ait tout le pouvoir et toute la force pour instituer un nouveau régime en Russie. Le programme doit comporter l'armement du peuple. La nécessité de cet armement a été reconnue de tous. Il reste à mener jusqu'au bout, à coordonner l'œuvre déjà mise en route partout. Le programme du gouvernement révolutionnaire provisoire doit ensuite comporter l'octroi immédiat d'une liberté réelle et totale aux nationalités opprimées par le monstre tsariste. La Russie libre est née. Le prolétariat est à son poste. Il ne permettra pas que la Pologne héroïque soit encore une fois écrasée. Il se jettera lui-même au combat, non plus seulement par une grève pacifique, mais il se dressera pour défendre, les armes à la main, la liberté de la Russie et de la Pologne. Ce programme doit comporter la consécration de la journée de 8 heures, dont les ouvriers « s'emparent » déjà, ainsi que d'autres mesures pressantes tendant à maîtriser l'exploitation capitaliste. Ce programme enfin doit absolument comporter la remise de toute la terre aux paysans, le soutien de toutes les mesures révolutionnaires de la paysannerie pour la confiscation de toute la terre (sans le soutien, bien entendu, des illusions d'une « égalisation » en matière de jouissance du sol) et la constitution en tous

lieux de comités paysans révolutionnaires qui ont déjà commencé et continuent à se former spontanément.

En est-il qui, en dehors des Cent-Noirs et de leur gouvernement, ne reconnaissent pas maintenant la nécessité impérieuse et pratique de ce programme ? Il n'est pas jusqu'aux libéraux bourgeois qui ne soient prêts à le reconnaître en paroles ! Et il nous faut le réaliser par les forces du peuple révolutionnaire, dans les faits ; il nous faut pour cela grouper au plus vite ces forces en faisant proclamer par le prolétariat un gouvernement révolutionnaire provisoire. Certes, l'appui réel d'un tel gouvernement ne peut être que l'insurrection armée. Or le gouvernement projeté ne sera pas autre chose que l'*organe* de cette insurrection qui grandit et mûrit déjà. Il était impossible de procéder pratiquement à la formation du gouvernement révolutionnaire tant que l'insurrection n'avait pas pris une ampleur évidente pour tout le monde, perceptible pour ainsi dire par tous. Et maintenant justement il est nécessaire de souder politiquement cette insurrection, de l'organiser, de le doter d'un programme clair, de faire en sorte que les détachements déjà nombreux et sans cesse croissants de l'armée révolutionnaire deviennent l'appui et l'instrument de ce gouvernement nouveau, réellement libre et réellement populaire. La lutte est inéluctable, l'insurrection est certaine, la bataille décisive est imminente. L'heure est venue de lancer un défi direct, d'opposer au tsarisme pourrissant le pouvoir organisé du prolétariat, d'adresser à l'ensemble du peuple un manifeste au nom du gouvernement révolutionnaire provisoire institué par les ouvriers d'avant-garde.

Maintenant nous voyons clairement qu'au sein du peuple révolutionnaire il se trouvera des hommes capables de réaliser cette œuvre grandiose, des hommes d'un dévouement à toute épreuve à la révolution et, surtout, doués d'une énergie bouillonnante et illimitée. Maintenant nous voyons clairement que des éléments de l'armée révolutionnaire qui soutiendra cette œuvre, existent déjà, que tout ce qu'il y a d'honnête, de vivant, de conscient dans toutes les classes de la population tournera définitivement le dos au tsarisme, lorsque le nouveau gouvernement aura déclaré une guerre à outrance à la Russie caduque des serfs et des policiers.

Citoyens, — conviendrait-il de dire dans cette déclaration de guerre, dans ce manifeste du gouvernement révolutionnaire, — citoyens, choisissez ! Là-bas, c'est la vieille Russie, toutes les forces obscures de l'exploitation, de l'oppression, du dénigrement de l'homme. Ici, c'est l'union des citoyens libres, égaux en droits dans toutes les affaires publiques. Là-bas, c'est la coalition des exploiteurs, des riches, des policiers. Ici, c'est l'union de tous les travailleurs, de toutes les forces vives du peuple, de tous les intellectuels honnêtes. Là-bas, ce sont les Cent-Noirs ; ici, les ouvriers organisés, en lutte pour la liberté, pour l'instruction, pour le socialisme.

Citoyens, choisissez ! Voici notre programme depuis longtemps mis en avant par le peuple tout entier. Voici nos buts au nom desquels nous déclarons la guerre au gouvernement des Cent-Noirs. Nous n'imposons au peuple aucune innovation imaginée par nous, nous prenons seulement l'initiative pour réaliser pratiquement ce sans quoi il est impossible, de l'aveu général et unanime, de continuer à vivre en Russie. Nous ne nous isolons pas du peuple révolutionnaire, nous soumettons à son jugement chacun de nos pas, chacune de nos décisions ; nous nous appuyons entièrement et sans réserve sur la libre initiative émanant des masses laborieuses elles-mêmes. Nous rallions les partis révolutionnaires les plus divers, nous appelons à rejoindre nos rangs les députés de tout groupe de population, prêt à combattre pour la liberté, pour notre programme qui assure les droits élémentaires et les besoins du peuple. Nous tendons surtout la main aux camarades ouvriers revêtus de l'uniforme militaire et à nos frères les paysans pour lutter ensemble jusqu'au bout contre le joug des propriétaires fonciers et des fonctionnaires, pour la terre et la liberté.

Citoyens, préparez-vous à la bataille décisive ! Nous ne permettrons pas au gouvernement des Cent-Noirs de déshonorer la Russie. Nous ne serons pas dupes de la mutation de quelques fonctionnaires, du renvoi de quelques policiers, aussi longtemps que la masse des policiers Cent-Noirs conservera le pouvoir pour se livrer aux meurtres, aux pillages et à des exactions contre le peuple. Que les bourgeois libéraux s'abaissent à adresser des sollicitations à ce gouvernement des Cent-Noirs. Les Cent-Noirs se mo-

quent quand on les menace de la justice tsariste exercé par les fonctionnaires tsaristes. Nous donnerons l'ordre aux détachements de notre armée d'arrêter les héros cent-noirs qui enivrent et corrompent le peuple ignorant ; tous ces monstres, tels que le chef de police de Cronstadt, nous les ferons juger publiquement par le tribunal révolutionnaire du peuple.

Citoyens, tout le monde a tourné le dos au gouvernement tsariste, sauf les Cent-Noirs. Ralliez-vous donc autour du gouvernement révolutionnaire, cessez de payer tous les impôts et charges, employez tous vos efforts pour organiser et armer les libres milices du peuple. La liberté véritable ne sera assurée en Russie que dans la mesure où le peuple révolutionnaire vaincra les forces du gouvernement des Cent-Noirs. Dans la guerre civile il n'y a pas et il ne saurait y avoir de neutres. Le parti des blancs n'est que lâche hypocrisie. Quiconque s'écarte de la lutte soutient l'emprise des Cent-Noirs. Qui n'est pas pour la révolution est contre elle. Qui n'est pas révolutionnaire est cent-noir.

Nous nous chargeons d'unir et de préparer les forces de l'insurrection populaire. Qu'à l'anniversaire de la grande journée du 9 janvier [6] il ne reste plus trace en Russie des institutions du pouvoir tsariste. Que la fête printanière du prolétariat international trouve la Russie déjà libre et l'Assemblée nationale constituante librement convoquée !

---

C'est ainsi que se présente à mes yeux la transformation du Soviet des députés ouvriers en gouvernement révolutionnaire provisoire. Telles sont les tâches que je poserais en premier lieu à toutes les organisations de notre Parti, à tous les ouvriers conscients, au Soviet lui-même et au congrès ouvrier qui tiendra ses assises à Moscou, ainsi qu'au congrès de l'Union paysanne [7].

# DE LA RÉORGANISATION DU PARTI [8]

## I

Les conditions d'activité de notre Parti changent radicalement. Nous avons conquis les libertés de réunion, d'association et de la presse. Certes, elles sont extrêmement précaires, et ce serait une folie, sinon un crime, que de vouloir compter dessus. La lutte décisive est encore à venir, la préparation à cette lutte doit être mise au premier plan. L'appareil clandestin du Parti doit être conservé. En même temps, il est indispensable d'user aussi largement que possible de la liberté relativement plus grande dont nous jouissons aujourd'hui. Il est absolument indispensable de créer, parallèlement à l'appareil clandestin, de nouvelles organisations légales et semi-légales, adhérant au Parti ou sympathisant avec lui. On ne conçoit pas comment nous pourrions adapter sans cela notre activité aux conditions nouvelles et résoudre les problèmes nouveaux.

Un congrès du Parti s'impose pour donner à l'organisation une nouvelle base. D'après les statuts, le congrès est convoqué tous les ans ; le prochain congrès devrait se réunir en mai 1906, mais il est nécessaire de le rapprocher. Si nous ne profitons pas de l'occasion, elle nous échappera, en ce sens que le besoin d'organisation si vivement ressenti par les ouvriers, revêtira des formes anormales et dangereuses, servira à renforcer quelques « indépendants » [9], etc. Hâtons-nous de nous organiser d'une manière nouvelle,

de soumettre les nouveaux procédés à l'examen de tous, de définir avec hardiesse et résolution notre « cours nouveau ».

L'appel adressé au Parti par son Comité central [10] et que nous publions dans le présent numéro, définit, j'en ai la profonde conviction, ce cours nouveau d'une façon tout à fait juste. Nous, représentants de la social-démocratie révolutionnaire, partisans de la « majorité », nous avons répété à bien des reprises que la démocratisation radicale du Parti était impossible dans la clandestinité et que le « principe électif » n'était, dans ces conditions, qu'une phrase creuse. La vie a confirmé nos affirmations. Les anciens partisans de la minorité ont plus d'une fois noté dans leurs écrits (voir la brochure d'« Un Ouvrier » préfacée par Axelrod et la lettre d'« Un Ouvrier parmi bien d'autres », publiée dans l'*Iskra* [11], ainsi que dans la brochure : *Les Ouvriers à propos de la scission du Parti*) qu'on n'avait jamais pu démocratiser sérieusement le Parti et y appliquer réellement le principe électif. Nous, bolcheviks, nous avons toujours affirmé la nécessité d'adopter le principe électif dans les conditions nouvelles dès l'avènement de la liberté politique : les procès-verbaux du IIIe Congrès du P.O.S.D.R. le prouvent de la façon la plus convaincante, si toutefois il en est encore besoin.

Le problème est donc posé nettement : conserver pour le moment l'appareil clandestin et en créer un autre, légal. En ce qui concerne le congrès, la tâche (dont l'accomplissement exige naturellement de l'habileté pratique et la connaissance des conditions de lieu et de temps) se formule ainsi : convoquer le IVe Congrès conformément aux statuts et commencer en même temps, sur l'heure, l'application du principe électif. Le Comité central a résolu comme suit ce problème : les délégués des comités, représentants des organisations de plein droit, à titre formel, et incarnant, de fait, la continuité du Parti, se présentent au Congrès effectivement avec voix délibératives. Le Comité central, usant de son droit, *invite* les délégués élus par *tous* les membres du Parti et donc par la masse de ses adhérents ouvriers, à se présenter au congrès avec voix consultatives. Le Comité central déclare ensuite qu'aussitôt le congrès réuni, il lui proposera de transformer ces voix consultatives en voix délibératives. Les délégués des comités,

jouissant de la plénitude des droits, y consentiront-ils, eux ?

Le Comité central pense qu'ils y consentiront certainement. Quant à moi, j'en suis profondément convaincu. Il est impossible de ne pas consentir à une chose pareille. On ne conçoit pas que la majorité des dirigeants du prolétariat social-démocrate n'y consente pas. Nous sommes persuadés que les avis de nos militants soigneusement enregistrés dans le journal *Novaïa Jizn*, auront bientôt attesté la justesse de notre opinion : si même une lutte devait s'engager autour de cette proposition (transformer les voix consultatives en voix délibératives), l'issue n'en serait pas douteuse.

Examinons la question sous un autre aspect, non du point de vue formel, mais quant au fond. Le plan que nous proposons constitue-t-il une menace pour la social-démocratie ?

On pourrait voir un danger dans le brusque afflux au Parti d'une masse non social-démocrate. Le Parti se dissoudrait alors dans la masse, cesserait d'être l'avant-garde consciente de la classe ouvrière et s'abaisserait au rang d'arrière-garde. Une période vraiment déplorable s'ouvrirait. Ce danger *pourrait* certainement devenir *des plus graves si* nous avions un penchant à la démagogie, *si* les assises (programme, règles de tactique, expérience en matière d'organisation) faisaient défaut au Parti, ou si elles étaient faibles et vacillantes. Mais justement, ce « si » n'existe pas. Non seulement nous, bolcheviks, nous n'avons jamais eu de penchant pour la démagogie, mais bien au contraire, nous avons toujours combattu énergiquement, ouvertement et sans détour toute velléité de démagogie, exigé que nos nouveaux adhérents fussent conscients, insisté sur l'énorme importance de la continuité dans le développement du Parti, prêché la discipline et l'éducation de *chaque* membre du Parti dans une de ses organisations. Nous avons un programme ferme, officiellement accepté par tous les social-démocrates, qui n'a jamais suscité de critique de fond, du moins quant à ses thèses essentielles. (La critique de certains points, de certaines formules du programme est parfaitement légitime et nécessaire dans tout parti vivant.) Nous avons des résolutions sur la tactique qui ont été mé-

thodiquement et soigneusement élaborées aux IIe et IIIe Congrès ainsi que dans la presse social-démocrate au cours de longues années. Nous avons quelque expérience aussi en matière d'organisation, nous avons une organisation de fait qui a joué un rôle éducateur et incontestablement porté des fruits, peu apparents au premier abord, mais dont la réalité ne peut être contestée que par des gens aveugles ou aveuglés.

Non, camarades, nous n'allons pas exagérer ce danger. La social-démocratie s'est créé un nom, elle s'est créé une orientation, elle s'est créé des cadres ouvriers social-démocrates. Et maintenant que l'héroïque prolétariat a montré dans les actes sa volonté de lutte et son aptitude à se battre avec solidarité et fermeté, en pleine connaissance des fins poursuivies, à se battre dans un esprit purement social-démocrate, il serait tout bonnement ridicule de douter que les ouvriers qui viennent actuellement à notre Parti et qui y viendront demain sur l'invitation du Comité central ne soient pas, dans 99 cas sur 100, des social-démocrates. La classe ouvrière est social-démocrate d'instinct, spontanément, et une activité social-démocrate qui date déjà de plus de dix ans n'a pas peu contribué à transformer cette spontanéité en conscience. Ne vous bâtissez pas de terreurs imaginaires, camarades ! N'oubliez pas qu'il y aura toujours, dans tout parti vivant, en voie de développement, des éléments instables, vacillants, hésitants. Mais ces éléments se laissent et se laisseront influencer par le noyau ferme et cohérent des social-démocrates.

Notre Parti est resté trop longtemps dans la clandestinité. Il y étouffait au cours des dernières années, comme l'a très justement dit un délégué du IIIe Congrès. La clandestinité s'effondre. En avant et hardiment ! Emparez-vous des nouvelles armes, distribuez-les aux nouveaux venus, élargissez vos bases d'appui, appelez à vous tous les ouvriers social-démocrates, incluez-les par centaines et milliers dans les organisations du Parti. Que leurs délégués vivifient nos nombreux centres, qu'ils y apportent le souffle rafraîchissant de la jeune Russie révolutionnaire. La révolution a confirmé sans cesse jusqu'à présent toutes les thèses fondamentales de la théorie marxiste, tous les mots d'ordre essentiels de la social-démocratie. La révolution a

également donné raison à *notre* travail social-démocrate, à notre espoir et à notre foi en l'esprit révolutionnaire authentique du prolétariat. Rejetons donc toute mesquinerie en abordant la réforme indispensable du Parti, engageons-nous d'emblée dans la voie nouvelle. Cela ne nous enlèvera pas notre ancien appareil clandestin ( dont les ouvriers social-démocrates reconnaissent et confirment l'utilité incontestable, attestée par la vie même et le cours de la révolution de façon cent fois plus imposante que ne pourraient le faire des résolutions et des décisions officielles). Cela nous procurera des forces nouvelles, jeunes, venues des couches profondes de la seule classe vraiment révolutionnaire et révolutionnaire jusqu'au bout, de la classe qui a conquis pour la Russie la moitié de la liberté, qui lui conquerra toute la liberté et, par la liberté, la conduira au socialisme !

## II

La décision de réunir le IV^e^ Congrès du P.O.S.D.R. prise par le Comité central de notre Parti et publiée dans le n° 9 de la *Novaïa Jizn* constitue un pas décisif vers l'application entière du principe démocratique dans nos organisations. Les délégués au congrès (qui auront d'abord voix consultative, et, certainement ensuite voix délibérative) doivent être élus dans le délai d'un mois. Toutes les organisations du Parti doivent donc commencer au plus tôt l'examen des candidatures et l'étude des tâches du congrès. Il faut s'attendre à ce que l'autocratie agonisante se livre à de nouvelles tentatives de ravir au peuple les libertés promises, d'attaquer les ouvriers révolutionnaires et surtout leurs chefs. Aussi la publication des noms véritables des délégués n'est-elle sans doute pas opportune (sauf peut-être dans des cas spéciaux). Tant que les Cent-Noirs demeurent au pouvoir, il n'y a pas lieu d'abandonner les noms d'emprunt auxquels nous a habitués l'ère de l'esclavage politique. De même, on ferait bien d'élire, comme par le passé, des délégués suppléants « en cas d'échec ». Nous n'insisterons pas sur ces diverses précautions relevant de la clandestinité, car les camarades qui connaissent les conditions locales du travail n'auront pas de peine à surmonter les

difficultés éventuelles dans ce domaine. Les camarades qui ont la riche expérience du travail révolutionnaire sous l'autocratie devront aider de leurs conseils ceux qui débutent dans l'activité social-démocrate, dans les conditions nouvelles de la « liberté » (cette liberté est encore entre guillemets). Il est évident que les membres de nos comités auront à faire preuve d'un grand tact : les anciennes prérogatives formelles perdent inévitablement de leur importance aujourd'hui ; il faut tout recommencer à chaque instant « depuis le commencement », il faut *démontrer* aux larges couches de nouveaux camarades toute l'importance d'un programme, d'une tactique et d'une organisation social-démocrates fermes. N'oublions pas que trop souvent nous n'avions affaire jusqu'à présent qu'à des révolutionnaires issus d'une couche sociale déterminée ; nous aurons désormais affaire à des représentants typiques de la masse ; ce changement appelle non seulement une modification des méthodes d'agitation et de propagande (nécessité d'user d'un langage plus populaire, de savoir aborder un problème, de savoir exposer de la façon la plus claire, la plus saisissante, la plus convaincante, les vérités fondamentales du socialisme), mais encore une modification de l'organisation.

Je voudrais m'arrêter dans ces notes sur un des aspects des nouvelles tâches d'organisation. La décision du Comité central invite des délégués de *toutes* les organisations, elle appelle *tous* les ouvriers social-démocrates à rejoindre ces organisations. Il ne suffit pas, pour que ces bonnes intentions prennent corps, d'une simple « invitation » adressée aux ouvriers, il ne suffit pas d'augmenter simplement le nombre des organisations du type ancien. Non, il est nécessaire que tous les camarades se mettent, par un travail collectif, plein d'initiative et d'esprit créateur, à élaborer les *nouvelles* formes d'organisation. On ne peut ici indiquer à l'avance des normes fixes, car tout est nouveau ; la connaissance des conditions locales et surtout l'initiative de *tous* les membres du Parti doivent trouver ici leur application. La nouvelle forme d'organisation ou, plus exactement, la forme nouvelle de la cellule organique de base du Parti ouvrier doit être indiscutablement plus large que les anciens cercles. La nouvelle cellule devra probablement être délimitée avec moins de rigueur que par le passé, elle de-

vra être une organisation plus « libre », plus « lose ».* Avec une liberté d'association complète, les droits civiques de la population étant pleinement garantis, nous devrions évidemment créer partout des unions social-démocrates (non seulement professionnelles, mais aussi politiques). Dans les conditions actuelles, nous devons tendre à approcher de ce but par toutes les voies et par tous les moyens disponibles.

Il faut réveiller immédiatement l'initiative de tous les militants et de tous les ouvriers sympathisant avec la social-démocratie. Il faut organiser tout de suite et en tous lieux des conférences, des exposés, des meetings, des réunions de masse, y exposer en termes populaires, accessibles à tout le monde, les tâches du IV^e^ Congrès du P.O.S.D.R., les nouveaux principes de son organisation et appeler tous les social-démocrates à prendre part à la création, sur de nouvelles bases, d'un Parti social-démocrate réellement prolétarien. Ce travail nous enrichira d'une foule d'indications pratiques ; il suscitera en deux ou trois semaines (s'il est poursuivi avec énergie) dans les milieux ouvriers de nouvelles forces social-démocrates et ranimera dans des couches sociales beaucoup plus larges l'intérêt pour le Parti social-démocrate que nous avons décidé de reconstruire maintenant avec le concours de tous les camarades ouvriers. La question de la création d'associations, d'organisations, de groupes du Parti sera aussitôt posée dans toutes les réunions. Chaque association, organisation ou groupe élira sur-le-champ un bureau, un conseil de direction, une commission administrative, en un mot une instance centrale permanente appelée à diriger l'organisation, à entretenir les relations avec les organismes locaux du Parti, à recevoir et à diffuser les publications du Parti, à recueillir les cotisations, à organiser des réunions, des conférences, des exposés, et, enfin, à préparer les élections au congrès du Parti. Les comités du Parti penseront naturellement à aider chacune de ces organisations, à les documenter sur le P.O.S.D.R., son histoire et ses grandes tâches actuelles.

Ensuite, il est temps aussi de songer à doter les organisations social-démocrates de points d'appui locaux d'or-

* En allemand dans le texte : lâche. (*N.R.*)

dre économique, pour ainsi dire : restaurants, débits de thé ou de bière, bibliothèques, salles de lecture, « tirs * », etc., tenus par des membres du Parti. N'oublions pas que les ouvriers social-démocrates auront à subir outre les persécutions de la police « autocratique », celles des patrons « autocrates », qui ne manqueront pas de congédier les agitateurs ; c'est pourquoi il importe au plus haut point de créer des bases aussi indépendantes que possible de l'arbitraire des fabricants.

En somme, nous, social-démocrates, nous devons profiter de toutes les manières de l'actuel élargissement de notre liberté d'action ; plus cette liberté sera assurée et plus énergiquement nous avancerons le mot d'ordre : « Allons au peuple ! ». L'initiative des ouvriers eux-mêmes va maintenant se manifester dans des proportions dont nous n'osions rêver, hier encore, nous autres conspirateurs et membres de « petits cercles ». L'action des idées socialistes sur les masses prolétariennes suit et suivra désormais des voies qui échapperont bien souvent à notre surveillance. Dans ces conditions, il faudra songer à une meilleure répartition des intellectuels social-démocrates ** ; ceux-ci ne devraient pas perdre leur temps là où le mouvement est déjà sur pied et peut, pour ainsi dire, se suffire à lui-même ; il

---

* Je ne connais pas de mot russe équivalent et j'appelle « tirs » les établissements qui disposent d'armes variées où l'on s'exerce au tir à la cible, où le premier venu peut, moyennant une modeste rétribution, s'exercer au tir au revolver ou au fusil. La liberté de réunion et d'association est proclamée en Russie. Les citoyens ont donc le droit de se réunir pour apprendre à tirer, et il ne peut en résulter nul péril pour personne. Vous trouverez dans n'importe quelle grande ville d'Europe des stands de tir accessibles à tout le monde, parfois installés dans des caves ou en banlieue. Il n'est pas du tout superflu pour les ouvriers d'apprendre à tirer et à manier les armes. Il va de soi que nous ne pourrons pas envisager sérieusement et largement cette question... tant que la liberté d'association ne sera pas garantie et tant qu'il ne nous sera pas possible de poursuivre en justice ces canailles de policiers qui se permettraient de fermer ces établissements.

** J'exprimai au IIIe Congrès du Parti le vœu de voir les comités du Parti comprendre huit ouvriers pour deux intellectuels. (Voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 8, p. 411. — *N.R.*) Que ce vœu a vieilli ! Il faut aujourd'hui souhaiter que les nouvelles organisations du Parti comprennent, pour un intellectuel, plusieurs centaines d'ouvriers social-démocrates !

faudrait qu'ils « descendent » là où le travail est plus difficile, les conditions plus dures, où le besoin d'hommes expérimentés et instruits se fait sentir plus vivement, où il y a moins de sources de savoir, où le pouls de la vie politique bat plus faiblement. Nous devons aller aujourd'hui « au peuple » tant en vue d'élections auxquelles participerait toute la population, y compris celle des hameaux les plus reculés, qu'en vue de lutte ouverte (ce qui est encore plus important), pour paralyser l'esprit réactionnaire de la Vendée [12] provinciale et assurer la diffusion dans tout le pays, dans toutes les masses du prolétariat, des mots d'ordre émanant de grands centres.

Certes, toutes les exagérations ont des conséquences fâcheuses. Nous aurons encore maintes fois à concentrer nos meilleures forces sur tel ou tel centre important afin de réaliser une organisation parfaitement stable et autant que possible « exemplaire ». L'expérience nous instruira sur les proportions à observer. Aujourd'hui, notre tâche consiste moins à inventer des normes pour nous organiser sur des principes nouveaux, qu'à déployer l'activité la plus large et la plus audacieuse, afin de dresser et de consacrer au IVe Congrès le bilan des expériences du Parti.

## III

Nous sommes arrêtés dans nos deux premières parties sur la portée générale du principe électif dans le Parti et sur la nécessité de nouvelles cellules de base et de nouvelles formes d'organisation. Nous allons maintenant examiner une autre question très urgente, celle de l'unification du Parti.

Ce n'est un secret pour personne que l'immense majorité des ouvriers social-démocrates est extrêmement mécontente de la scission du Parti et réclame l'unification. Ce n'est un secret pour personne que la scission a provoqué un certain refroidissement des ouvriers social-démocrates (ou prêts à le devenir) à l'égard du Parti.

Les ouvriers ont presque perdu l'espoir de voir le « sommet » du Parti refaire l'unification. La nécessité de celle-ci a été officiellement reconnue par le IIIe Congrès du P.O.S.D.R. et par la conférence menchevique en mai der-

nier. Six mois se sont écoulés depuis, mais l'unification n'a presque pas fait de progrès. Il n'est pas étonnant que les ouvriers aient commencé à s'impatienter. Il n'est pas étonnant qu'« Un Ouvrier parmi tant d'autres », qui a écrit à ce sujet dans l'*Iskra* et dans la brochure éditée par la « majorité » (*les Ouvriers à propos de la scission du Parti*, édition du Comité central, Genève 1905), ait fini par menacer les intellectuels social-démocrates du « poing d'en bas ». Cette menace a déplu à certains social-démocrates (aux mencheviks), d'autres (les bolcheviks) l'ont trouvée légitime et, dans le fond, parfaitement juste.

Le moment me semble venu où les ouvriers social-démocrates *conscients* peuvent et doivent mettre à exécution leur dessein (je ne dis pas leur « menace », car ce mot sent l'accusation, la démagogie, et nous devons éviter de toutes nos forces l'une et l'autre). En effet, le moment est venu, le moment se rapproche en tout cas où le principe électif pourra être appliqué dans l'organisation du Parti non pas en paroles mais en fait, non comme une belle phrase creuse, mais comme un principe véritablement nouveau, réellement appelé à rénover, élargir et accroître les liens du Parti. La « majorité », représentée par le Comité central, a directement appelé à appliquer sur-le-champ le principe électif. La minorité suit le même chemin. Or, les ouvriers social-démocrates constituent l'immense, l'écrasante majorité dans toutes les organisations des social-démocrates, dans toutes leurs institutions, réunions, meetings, etc.

La possibilité existe donc aujourd'hui de ne plus se borner à *persuader* à réaliser l'unification, à exiger des *promesses* d'unification, mais de *s'unifier* dans la pratique, par simple décision de la majorité des ouvriers organisés des deux fractions. Il n'y aura rien à « imposer », car la nécessité de l'unification est reconnue de tous en principe, et il ne reste aux ouvriers qu'à résoudre pratiquement un problème déjà résolu sur le plan des principes.

La répartition des fonctions entre les intellectuels et les prolétaires (les ouvriers) dans le mouvement ouvrier social-démocrate peut être assez exactement exprimée par cette formule générale : les intellectuels donnent de bonnes solutions de « principe », brossent des schémas excellents, font de bons raisonnements sur la nécessité d'agir.... tan-

dis que les ouvriers agissent, transforment la morne théorie en réalité vivante.

Je puis dire à présent sans verser le moins du monde dans la démagogie, sans nullement amoindrir le rôle considérable de la conscience de classe dans le mouvement ouvrier, ni l'immense portée de la doctrine marxiste, des principes marxistes : nous avons créé, au congrès comme à la conférence, une « morne théorie » d'unification du Parti ; camarades ouvriers ! aidez-nous à transformer cette morne théorie en réalité vivante ! Venez, nombreux, aux organisations du Parti. Faites de notre IV^e^ Congrès et de la deuxième conférence menchevique un imposant et grandiose congrès des ouvriers social-démocrates ! Consacrez-vous pratiquement avec nous au problème de la fusion, et qu'il y ait dans ce problème, à titre d'exception (une de ces exceptions qui confirmera la règle), un dixième de théorie et neuf dixièmes de pratique. Ce vœu est vraiment très légitime, psychologiquement compréhensible, fondé sur la nécessité historique. Nous avons si longtemps « théorisé » (quelquefois — à quoi bon le cacher — à vide) dans l'atmosphère renfermée de l'émigration que, ma foi, nous ne ferions pas mal de « courber l'arc dans l'autre sens », ne fût-ce qu'un tout petit peu, et de faire avancer un peu plus la pratique. Cette méthode serait certainement opportune dans la question de l'unification, question qui nous a fait verser des flots d'encre et gâcher une montagne de papier autour des causes de la scission. Nous autres émigrés notamment, nous avons la nostalgie de la pratique. Nous avons d'ailleurs déjà rédigé un programme excellent et complet de toute la révolution démocratique. Unissons-nous donc pour faire cette révolution !

*La « Novaïa Jizn » n^os^ 9, 13 et 14 des 10, 15 et 16 novembre 1905. Signé : N. Lénine*

*Conforme au texte du journal*

# LE PROLÉTARIAT ET LA PAYSANNERIE [13]

Le congrès de l'Union paysanne qui se tient en ce moment à Moscou met à nouveau à l'ordre du jour la question brûlante de l'attitude de la social-démocratie à l'égard du mouvement paysan. Cette question a toujours été capitale pour les marxistes russes dans leur programme et dans leur tactique. Déjà le premier projet de programme des social-démocrates russes, publié à l'étranger en 1884 par le groupe *Libération du Travail* [14], portait l'attention la plus sérieuse au problème paysan.

Depuis, on ne peut citer un seul ouvrage marxiste important consacré aux questions générales, un seul organe social-démocrate qui n'ait répété, développé, appliqué à des cas particuliers les idées et les mots d'ordre marxistes.

Le mouvement paysan est devenu aujourd'hui un problème primordial non seulement au point de vue théorique, mais aussi au sens le plus immédiatement pratique. Nous devons faire maintenant de nos mots d'ordre généraux des appels directs adressés par le prolétariat révolutionnaire aux paysans révolutionnaires. Le moment est venu où les paysans deviennent des créateurs conscients de formes nouvelles dans la vie russe. La marche de la grande révolution russe ainsi que son issue dépendent dans une très large mesure des progrès de la conscience paysanne.

Que demande la paysannerie à la révolution ? Que peut donner la révolution à la paysannerie ? Voilà deux problèmes que doit résoudre tout homme politique, et, en particulier, tout ouvrier conscient, qui est un homme politique

dans le meilleur sens de ce terme, si avili par la politicaillerie bourgeoise.

La paysannerie veut la terre et la liberté. Il ne peut pas y avoir deux opinions là-dessus. Tous les ouvriers conscients soutiennent de toutes leurs forces les paysans révolutionnaires. Tous les ouvriers conscients veulent que les paysans obtiennent toute la terre et une liberté totale, et ils y travaillent. « Toute la terre », cela veut dire ne pas se contenter de concessions partielles et d'aumônes ; cela veut dire compter non sur un accord des paysans avec les seigneurs terriens, mais sur l'abolition de la grande propriété foncière. Et le parti du prolétariat conscient, la social-démocratie, s'est prononcé dans ce sens de la façon la plus nette : à son IIIe Congrès, en mai dernier, le P.O.S.D.R. a adopté une résolution dans laquelle il est explicitement recommandé de soutenir les revendications révolutionnaires des paysans, *jusques et y compris la confiscation de toutes* les terres formant propriété privée. Cette résolution montre clairement que le parti des ouvriers conscients soutient les paysans dans leur revendication de toute la terre. Sous *ce* rapport la résolution analogue adoptée à la conférence de l'autre moitié de notre Parti coïncide avec celle du IIIe Congrès du P.O.S.D.R.

« Liberté totale », cela signifie l'élection des fonctionnaires et des administrateurs dirigeant les affaires de l'Etat et de la société. « Liberté totale », cela signifie la suppression complète de tout pouvoir d'Etat qui ne dépendrait pas entièrement et exclusivement du peuple, qui ne serait pas élu par ce dernier, qui ne serait pas responsable devant lui, qui ne serait pas révocable au gré du peuple. « Liberté totale », cela signifie que ce n'est pas le peuple qui doit être subordonné aux fonctionnaires, mais les fonctionnaires au peuple.

Certes, les paysans qui luttent pour la terre et la liberté ne sont pas tous fixés sur le sens de cette lutte et ne vont pas tous jusqu'à réclamer la république. Mais l'orientation démocratique des revendications paysannes est hors de doute. Aussi l'appui de ces revendications par le prolétariat est-il assuré aux paysans. Les paysans doivent savoir que le drapeau rouge qui flotte dans les villes est l'étendard de la lutte pour les revendications essentielles immédiates

non seulement des ouvriers industriels et agricoles, mais aussi des millions et des dizaines de millions de petits cultivateurs.

Aujourd'hui encore, les divers aspects, les diverses formes des survivances féodales oppressent impitoyablement toute la masse paysanne ; les prolétaires, sous le drapeau rouge, ont déclaré la guerre à cette oppression.

Mais le drapeau rouge ne signifie pas seulement l'appui du prolétariat aux revendications paysannes. Il exprime aussi les revendications propres du prolétariat. Il symbolise la lutte non seulement pour la terre et la liberté, mais aussi contre toute exploitation de l'homme par l'homme, contre la misère des masses populaires, contre la domination du capital. Ici se dresse devant nous le second problème : que peut donner la révolution aux paysans ? Beaucoup de leurs amis sincères (y compris les socialistes-révolutionnaires) ne prennent pas ce problème en considération, n'en aperçoivent pas l'importance. Ils s'imaginent qu'il suffit de poser la question : Que veulent les paysans? et qu'il suffit d'y répondre : La terre et la liberté. C'est une grosse erreur. La liberté totale, l'élection par le peuple de tous les fonctionnaires, y compris le chef d'Etat, ne supprimeraient pas la domination du capital, ne feraient pas disparaître l'opulence de quelques-uns et la misère des masses. La suppression complète de la propriété foncière ne ferait pas non plus disparaître la domination du capital et la misère des masses. Même sur la terre appartenant au peuple entier, ne pourra travailler avec indépendance que celui qui possédera des capitaux, qui aura du bétail, des machines, des semences, des fonds, etc. Celui qui n'a que ses bras sera toujours l'esclave du capital, même dans une République démocratique, même si la terre appartient au peuple entier. L'idée de « socialiser » sans socialiser le capital, d'égaliser la jouissance du sol en régime capitaliste, en régime de production marchande, n'est qu'une illusion. Presque dans tous les pays d'Europe, le socialisme a vu à certaines époques cette illusion, ou d'autres semblables, partagée par la majorité. L'expérience pratique de la lutte ouvrière a montré dans tous les pays combien cette erreur est dangereuse ; les prolétaires socialistes d'Europe et d'Amérique en sont maintenant complètement revenus.

Le drapeau rouge des ouvriers conscients signifie donc d'abord que nous soutenons de toutes nos forces la lutte paysanne pour toute la terre et pour la liberté totale ; il signifie ensuite que nous ne nous arrêtons pas là, que nous allons plus loin. Nous ne combattons pas que pour la terre et la liberté, nous combattons en outre pour le socialisme. La lutte pour le socialisme, c'est la lutte contre la domination du capital. Cette lutte est tout d'abord le fait des salariés placés dans la dépendance directe et totale du capital. Or, les petits propriétaires sont eux-mêmes, dans une certaine mesure, des possesseurs de capitaux et exploitent assez souvent des ouvriers. C'est pourquoi les petits cultivateurs ne se rangent pas tous parmi les combattants du socialisme ; ne viennent au socialisme que ceux d'entre eux qui choisissent consciemment et résolument les ouvriers contre le capital, la propriété collective contre la propriété privée.

Voilà pourquoi les social-démocrates disent qu'ils luttent avec tous les paysans contre les propriétaires fonciers et les fonctionnaires et que, prolétaires des villes, ils luttent en outre de concert avec les prolétaires des campagnes contre le capital. La lutte pour la terre et la liberté est une lutte démocratique. La lutte pour abolir la domination du capital est une lutte socialiste.

Adressons donc un salut chaleureux à l'Union paysanne qui a pris la décision de combattre fermement, courageusement, sans défaillance, en rangs serrés, pour la liberté totale et pour toute la terre. Ces paysans sont de vrais démocrates. Nous devons leur expliquer avec patience, avec fermeté, ce qu'il y a d'erroné dans leur conception de la démocratie et du socialisme, en leur parlant comme à des alliés auxquels nous lie une grande lutte commune. Ces paysans sont de vrais démocrates révolutionnaires, avec lesquels nous devons marcher et nous marcherons de concert à la lutte pour la victoire totale de la révolution actuelle. Nous considérons avec la sympathie la plus grande, la plus entière, le projet de grève générale et la décision de soulever de concert, ouvriers des villes et paysans pauvres, à la prochaine occasion. Les ouvriers conscients déploieront tous leurs efforts pour aider à la réalisation de ce dessein. Mais aucune alliance, fût-ce avec les démocrates les plus honnêtes

et les plus révolutionnaires, ne fera oublier aux prolétaires leur but encore plus élevé, encore plus important, qui est la lutte pour le socialisme, pour l'abolition complète de la domination du capital, pour l'affranchissement de tous les travailleurs de toute exploitation. En avant, ouvriers et paysans, à la lutte commune pour la terre et la liberté ! En avant, prolétaires, unis dans la social-démocratie internationale, à la lutte pour le socialisme !

*La « Novaïa Jizn » n° 11*
*12 novembre 1905.*
*Signé : N. Lénine*

*Conforme au texte du journal*

# L'ORGANISATION DU PARTI ET LA LITTÉRATURE DE PARTI

Les conditions nouvelles du travail social-démocrate, créées en Russie après la révolution d'octobre, ont mis à l'ordre du jour la question d'une littérature de Parti. La distinction entre la presse légale et illégale, triste héritage du servage et de l'autocratie russes, commence à disparaître. Elle n'a pas encore tout à fait disparu, loin de là. Le gouvernement hypocrite de notre premier ministre sévit encore à un tel point que les *Izvestia du Soviet des députés ouvriers* [15] s'impriment « illégalement » ; mais, en dehors de la honte qui rejaillit sur le gouvernement, en dehors de nouveaux échecs moraux qu'il subit, rien ne résulte de ses tentatives stupides pour « interdire » ce qu'il est impuissant à empêcher.

Lorsque la distinction entre la presse illégale et la presse légale existait encore, la question de la presse de Parti et de la presse hors-parti recevait une solution très simple, mais aussi très fausse et anormale. Toute la presse illégale était une presse de Parti, elle était éditée par des organisations et dirigée par des groupes qui se trouvaient liés de façon ou d'autre avec des groupes de militants du Parti se consacrant au travail pratique. Toute la presse légale était hors-parti, parce que les partis étaient interdits, mais elle « gravitait » autour de tel ou tel parti. Il s'ensuivait des unions monstrueuses, des « promiscuités » anormales, de fausses enseignes ; les réticences forcées de ceux qui voulaient exprimer des opinions de parti s'entremêlaient à l'incompréhension ou à la lâcheté de ceux qui n'avaient

pas encore atteint la hauteur de ces opinions, qui n'étaient pas, au fond, hommes de Parti.

Maudite époque de discours en langue d'Esope, d'avilissement littéraire, d'expression servile, d'asservissement de la pensée ! Le prolétariat a mis fin à cette ignominie qui étouffait tout ce qu'il y avait de vivant et de probe en Russie. Mais le prolétariat n'a jusqu'à présent conquis qu'une demi-liberté pour la Russie.

La révolution n'est pas encore terminée. Si le tsarisme est *déjà impuissant* à la vaincre, la révolution *n'est pas encore* assez forte pour abattre le tsarisme. Et nous vivons à une époque où, en tout et partout, se manifeste cette coexistence contre nature d'un esprit de parti ouvert, honnête, droit, conséquent, avec une « légalité » souterraine, déguisée, « diplomatique », fuyante. Cette coexistence contre nature se répercute sur notre journal lui aussi : M. Goutchkov [16] peut ironiser à son aise sur la tyrannie social-démocrate qui interdit la publication des journaux bourgeois modérés, il n'en reste pas moins que l'organe central du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, le *Prolétari* [17], ne peut franchir la porte de la Russie *autocratique* et policière.

De toute façon, la moitié de la révolution accomplie nous oblige tous à nous remettre immédiatement à la besogne pour réorganiser les choses. La littérature peut être maintenant, même « légalement », pour les 9/10 une littérature de Parti. La littérature doit devenir une littérature de Parti. En opposition aux mœurs bourgeoises, en opposition à la presse bourgeoise patronale et mercantile, en opposition à l'arrivisme littéraire et à l'individualisme bourgeois, à l'« anarchisme de grand seigneur » et à la chasse au profit, le prolétariat socialiste doit préconiser le principe d'une *littérature de Parti*, le développer et l'appliquer sous une forme aussi pleine et aussi entière que possible.

En quoi consiste donc ce principe ? Non seulement aux yeux du prolétariat socialiste, la littérature ne doit pas constituer une source d'enrichissement pour des personnes ou des groupements ; mais d'une façon plus générale encore elle ne saurait être une affaire individuelle, indépendante de la cause générale du prolétariat. A bas les littérateurs

sans-parti ! A bas les surhommes de la littérature ! La littérature doit devenir *un élément* de la cause générale du prolétariat, « une roue et petite vis » dans le grand mécanisme social-démocrate, un et indivisible, mis en mouvement par toute l'avant-garde consciente de la classe ouvrière. La littérature doit devenir partie intégrante du travail organisé, méthodique et unifié du Parti social-démocrate.

« Toute comparaison est boiteuse », dit un proverbe allemand. Ma comparaison de la littérature avec une vis, d'un mouvement vivant avec un mécanisme, boite-t-elle aussi. Il se trouvera même probablement des intellectuels hystériques qui pousseront des clameurs contre une pareille comparaison, laquelle signifierait une dégradation, une mortification, une « bureaucratisation » de la libre lutte idéologique, de la liberté de la critique, de la liberté de la création littéraire, etc., etc. De pareilles clameurs ne seraient, en fait, que l'expression de l'individualisme des intellectuels bourgeois. Il est indiscutable que la littérature se prête moins que toute chose à une égalisation mécanique, à un nivellement, à une domination de la majorité sur la minorité. Dans ce domaine, certes, il faut absolument assurer une plus large place à l'initiative personnelle, aux penchants individuels, à la pensée et à l'imagination, à la forme et au contenu. Tout cela est incontestable, mais tout cela prouve seulement que le secteur littéraire du travail d'un parti prolétarien ne peut pas être mécaniquement identifié aux autres secteurs de son travail. Tout cela ne contredit nullement ce principe, étranger et bizarre pour la bourgeoisie et la démocratie bourgeoise, selon lequel la littérature doit nécessairement et obligatoirement devenir un élément du travail du Parti social-démocrate, indissolublement lié à ses autres éléments. Les journaux doivent devenir les organes des différentes organisations du Parti. Les écrivains doivent absolument rejoindre les organisations du Parti. Les maisons d'édition et les dépôts, les magasins et les salles de lecture, les bibliothèques et les diverses librairies doivent devenir des entreprises du Parti soumises à son contrôle. Le prolétariat socialiste organisé doit surveiller toute cette activité, la contrôler à fond, y introduire partout, sans exception, le vivant esprit de

la cause vivante du prolétariat, mettant fin ainsi à ce vieux principe russe, semi-oblomovien [18], semi-mercantile : l'écrivain écrit quand ça lui chante, et le lecteur lit s'il lui chante.

Nous ne prétendons pas, naturellement, pouvoir réaliser d'un seul coup cette transformation de la littérature, avilie par la censure asiatique et la bourgeoisie européenne. Nous sommes loin de préconiser un système rigide quelconque ou de vouloir résoudre le problème par quelques règlements. Non, dans ce domaine il ne peut pas le moins du monde être question de schématiser. Il faut que tout notre Parti, tout le prolétariat social-démocrate conscient dans toute la Russie, prennent conscience de ce nouveau problème, le définissent clairement et s'attachent, toujours et partout, à le résoudre. Libérés des chaînes de la censure féodale, nous ne voulons pas accepter et nous n'accepterons pas de devenir les prisonniers des relations littéraires bourgeoises et mercantiles. Nous voulons créer et nous créerons une presse libre, libre non seulement au sens policier du mot, mais libre aussi du Capital, libre de l'arrivisme ; et, ce qui est plus encore, libre aussi de l'individualisme anarchique bourgeois.

Ces dernières paroles peuvent sembler au lecteur un paradoxe ou une raillerie. Comment ! va s'écrier peut-être quelque intellectuel, partisan passionné de la liberté. Comment ! Vous voulez donc soumettre à la collectivité un sujet aussi délicat, aussi individuel que celui de la création littéraire ! Vous voulez que des ouvriers résolvent, à la majorité des voix, les problèmes de la science, de la philosophie, de l'esthétique ! Vous niez la liberté absolue de la création purement individuelle de l'esprit !

— Rassurez-vous, messieurs ! D'abord, il s'agit de la littérature de Parti et de sa soumission au contrôle du Parti. Chacun est libre d'écrire et de dire tout ce qu'il veut, sans la moindre restriction. Mais toute association libre (y compris le Parti) est libre aussi de chasser les membres qui à l'abri de l'enseigne du Parti, prêcheraient des idées hostiles à ce dernier. La liberté de la parole et de la presse doit être entière. Mais il faut que la liberté d'association soit, elle aussi, entière. Je suis obligé de t'accorder, au nom de la liberté de parole, le plein droit de crier, de mentir et

d'écrire tout ce qui te plaît. Mais tu es obligé, au nom de la liberté d'association, de m'accorder le droit de contracter ou de rompre une alliance avec des gens qui disent ceci ou cela. Le Parti est une association libre qui serait immanquablement vouée à la dissolution idéologique d'abord, matérielle ensuite, si elle ne s'épurait pas de ceux de ses membres qui répandent des idées hostiles au Parti. Or, pour délimiter ce qui correspond aux conceptions du Parti et ce qui leur est contraire, il y a le programme du Parti, il y a les résolutions tactiques du Parti et ses statuts, il y a enfin toute l'expérience de la social-démocratie internationale, des libres associations internationales du prolétariat. Ce dernier a constamment admis dans ses partis des éléments divers ou des courants, pas tout à fait conséquents, pas tout à fait marxistes, pas tout à fait sûrs, mais il a toujours procédé, d'autre part, à des « épurations » périodiques de ses partis. Il en sera de même chez nous, *à l'intérieur* du Parti, Messieurs les partisans de la « liberté de critique » bourgeoise : notre Parti devient maintenant d'un seul coup un parti de masses, nous assistons maintenant à un brusque passage à des formes ouvertes d'organisation, beaucoup de gens inconséquents (du point de vue marxiste), peut-être même des chrétiens, peut-être même des mystiques, vont fatalement venir à nous. Nous avons l'estomac solide, nous sommes des marxistes d'une trempe à toute épreuve. Nous saurons digérer ces éléments inconséquents. La liberté de pensée et la liberté de critique au sein du Parti ne nous feront jamais oublier la liberté pour les hommes de se grouper en associations libres, nommées partis.

En second lieu, Messieurs les individualistes bourgeois, nous tenons à vous dire que vos discours sur la liberté absolue ne sont qu'hypocrisie. Dans une société fondée sur la puissance de l'argent, dans une société où les masses laborieuses végètent dans la misère, tandis que quelques poignées de gens riches vivent en parasites, il ne peut y avoir de « liberté » réelle et véritable. Monsieur l'écrivain, ne dépendez-vous pas de votre éditeur bourgeois, de votre public bourgeois qui vous réclame de la pornographie et de la prostitution sous forme de « supplément » à l'art « sacré » de la scène ? Cette liberté absolue n'est, en effet, qu'une

phrase bourgeoise ou anarchiste (car, en tant que conception du monde, l'anarchisme n'est qu'une philosophie bourgeoise à rebours). Vivre dans une société et ne pas en dépendre est impossible. La liberté de l'écrivain bourgeois, de l'artiste, de l'actrice, n'est qu'une dépendance masquée (ou qui se masque hypocritement), dépendance du sac d'écus, dépendance du corrupteur, dépendance de l'entreteneur.

Et nous, socialistes, démasquons cette hypocrisie, nous arrachons les fausses enseignes — non pour obtenir une littérature et un art en dehors des classes (cela ne sera possible que dans la société socialiste sans classes), mais pour opposer à une littérature prétendue libre, et en fait liée à la bourgeoisie, une littérature réellement libre, *ouvertement* liée au prolétariat.

Cette littérature sera libre, parce que ce ne seront pas l'âpreté au gain ni l'arrivisme qui lui amèneront des forces toujours nouvelles, mais l idée du socialisme et la sympathie pour les travailleurs. Cette littérature sera libre, parce qu'elle ne servira pas une héroïne blasée, ni « les dix mille privilégiés » qui s'ennuient et souffrent de leur obésité, mais les millions et les dizaines de millions de travailleurs, qui sont la fleur du pays, sa force, son avenir. Cette littérature véritablement libre fécondera le dernier mot de la pensée révolutionnaire de l'humanité par l'expérience et le travail vivant du prolétariat socialiste, elle provoquera, de façon permanente, une action réciproque entre l'expérience du passé (le socialisme scientifique, couronnement de l'évolution du socialisme depuis ses formes utopiques primitives) et l'expérience du présent (la lutte actuelle des camarades ouvriers).

Et maintenant, au travail, camarades ! Nous avons devant nous une tâche difficile et nouvelle, mais, aussi, grande et noble, la tâche de promouvoir une littérature vaste, riche, variée, en liaison étroite et indissoluble avec le mouvement ouvrier social-démocrate. Toute la littérature social-démocrate doit devenir une littérature de Parti. Tous les journaux, revues, maisons d'édition, etc., doivent procéder immédiatement à leur réorganisation et prendre les mesures nécessaires pour s'intégrer entièrement, de façon et d'autre, à telle ou telle organisation du Parti. Alors

seulement la littérature « social-démocrate » deviendra réellement social-démocrate, alors seulement elle saura remplir sa mission, alors seulement elle saura, même dans le cadre de la société bourgeoise, s'arracher à l'esclavage de la bourgeoisie et fusionner avec le mouvement de la classe qui marche véritablement à l'avant-garde et qui est révolutionnaire jusqu'au bout.

*La « Novaïa Jizn » n° 12, (13 novembre 1905).*
*Signé: N. Lénine*

*Conforme au texte du journal*

# RÉSOLUTION ADOPTÉE LE 14 (27) NOVEMBRE 1905 PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF DU SOVIET DES DÉPUTÉS OUVRIERS DE PÉTERSBOURG SUR LA LUTTE CONTRE LE LOCK-OUT [19]

Citoyens ! Plus de cent mille ouvriers sont jetés sur le pavé à Pétersbourg et dans d'autres villes.

Le gouvernement de l'autocratie a déclaré la guerre au prolétariat révolutionnaire. La bourgeoisie réactionnaire s'unit à l'autocratie dans l'intention de mater les ouvriers par la famine et de désorganiser la lutte pour la liberté.

Le Soviet des députés ouvriers déclare que ce licenciement sans précédent d'une telle foule d'ouvriers constitue une provocation gouvernementale. Le gouvernement veut amener le prolétariat de Pétersbourg à des actions isolées ; le gouvernement veut profiter de ce que les ouvriers des autres villes ne sont pas encore assez étroitement groupés autour de ceux de Pétersbourg pour battre séparément les uns et les autres.

Le Soviet des députés ouvriers déclare que la cause de la liberté est en danger. Mais les ouvriers ne tomberont pas dans la provocation du gouvernement. Ils n'accepteront pas la bataille dans les conditions désavantageuses où le gouvernement veut la leur imposer. Nous devons appliquer et nous appliquerons tous nos efforts à réaliser l'unité dans la lutte du prolétariat de Russie, des paysans révolutionnaires, de l'armée, de la flotte, qui se dressent déjà héroïquement pour la liberté.

En conséquence, le Soviet des députés ouvriers décide :

1. Toutes les usines fermées doivent être immédiatement réouvertes, tous les camarades congédiés doivent être réintégrés. Toutes les couches du peuple qui sont attachées à la liberté en fait, et non en paroles seulement, sont invitées à soutenir cette revendication.

2. Le Soviet des députés ouvriers estime de son devoir de faire appel pour la soutenir, à l'esprit de solidarité du prolétariat de la Russie entière, et, au cas où il n'obtiendrait pas satisfaction, d'appeler le prolétariat à la grève générale politique et à tous les autres moyens énergiques de lutte.

3. Afin de préparer cette action, le Soviet des députés ouvriers a chargé son Comité exécutif d'entrer immédiatement en contact, par l'envoi de délégués et autrement, avec les ouvriers des autres villes, avec les syndicats des cheminots et des postes et télégraphes, avec les unions paysanne et autres, ainsi qu'avec l'armée et la flotte.

4. Ce travail préliminaire accompli, le Comité exécutif réunira le Soviet des députés ouvriers en séance extraordinaire, afin de prendre une décision définitive sur la grève.

5. Le prolétariat de Pétersbourg invite tous les ouvriers et toutes les couches de la société et du peuple à soutenir par tous les moyens matériels, moraux et politiques les ouvriers licenciés.

*La « Novaïa Jizn » n° 13, 15 novembre 1905*

*Conforme au texte du journal*

# UNE PROVOCATION AVORTÉE

La résolution du Soviet des députés ouvriers * que nous publions dans ce numéro marque une étape exceptionnellement importante du développement de la révolution.

Le bloc du gouvernement et de la bourgeoisie tente d'infliger une défaite au prolétariat en profitant de l'épuisement de ses forces. A l'institution révolutionnaire de la journée de huit heures dans les fabriques et les usines de Pétersbourg la bourgeoisie répond par le lock-out.

Le complot est mis en place. La décision est prise de combattre la grève par le licenciement en masse des ouvriers. Les usines de l'Etat ferment leurs portes en même temps qu'un grand nombre d'usines privées. Des dizaines de milliers d'ouvriers sont jetés sur le pavé. On veut provoquer le prolétariat de Pétersbourg, épuisé par la lutte précédente, et lui imposer une nouvelle bataille dans les conditions les plus désavantageuses pour lui.

Le Soviet des députés ouvriers, se conformant aux indications des représentants de la social-démocratie, a décidé de démasquer devant les ouvriers le complot de la contre-révolution et de mettre en garde le prolétariat pétersbourgeois contre le piège. Au défi le provoquant au combat singulier, il a répondu par un appel à l'action unie dans la Russie entière et par des mesures immédiates tendant

---

* Voir le présent tome, pp. 44-45. (*N.R.*)

à consolider l'union des ouvriers révolutionnaires avec les paysans révolutionnaires et avec les unités de l'armée et de la flotte, qui commencent à se soulever dans tous les points de Russie.

A un tel moment, plus que jamais, il importe de tendre tous les efforts vers l'unification de l'armée de la révolution dans la Russie entière, de ménager les forces, de mettre à profit les libertés conquises pour une œuvre centuplée d'agitation et d'organisation, de se préparer à de nouvelles batailles décisives. Que l'autocratie s'allie à la bourgeoisie réactionnaire ! Que la bourgeoisie libérale (représentée par le congrès des zemstvos [20] et des municipalités siégeant à Moscou [21]) vote la confiance à un gouvernement qui parle hypocritement des libertés et écrase par les armes la Pologne, parce qu'elle réclame les garanties des libertés les plus primordiales !

A l'alliance de l'autocratie et de la bourgeoisie, nous devons opposer celle de la social-démocratie et de la démocratie révolutionnaire bourgeoise tout entière. Le prolétariat socialiste tend la main aux paysans en lutte pour la liberté et les appelle à une offensive commune, concertée, dans l'ensemble du pays.

C'est là que réside l'importance immense de la résolution votée par le Soviet des députés ouvriers. Social-démocrates, veillons à ce que notre Parti vienne en aide au Soviet des députés ouvriers. Nous n'aspirons pas uniquement à la révolution démocratique. Nous combattons pour le socialisme, c'est-à-dire pour la libération complète des travailleurs de toute oppression, non seulement politique mais aussi économique. Nous n'unissons dans notre Parti que ceux qui marchent vers ce grand but et ne perdent de vue, à aucun moment, la préparation des forces nécessaires pour l'atteindre.

Mais nous autres socialistes, nous voulons, précisément pour atteindre notre objectif socialiste, accomplir de la façon la plus résolue la révolution démocratique, conquérir une liberté complète, nécessaire à la lutte efficace pour le socialisme. Et c'est pourquoi nous devons, sans pour autant fusionner avec eux, marcher la main dans la main avec les démocrates révolutionnaires qui veulent combattre et non marchander avec le gouvernement, faire la ré-

volution jusqu'au bout et non la tronquer. Vive donc l'alliance du prolétariat socialiste et du peuple révolutionnaire tout entier ! Toutes les forces de la réaction, tous les attentats de la contre-révolution seront brisés par leur offensive commune.

*La « Novaïa Jizn » n° 13, 15 novembre 1905.*
*Signé : N. Lénine*

*Conforme au texte du journal*

# L'ARMÉE ET LA RÉVOLUTION

La révolte de Sébastopol grandit sans cesse. Elle approche de son dénouement. Les marins et les soldats qui combattent pour la liberté révoquent leurs chefs. L'ordre est parfait. Le gouvernement ne réussit pas à renouveler son sale coup de Cronstadt [22] et à provoquer des pogromes. L'escadre refuse de prendre le large et menace la ville au cas où des mesures seraient prises contre les insurgés. Le lieutenant Schmidt, qui avait été destitué pour son discours « séditieux » sur la défense armée des libertés promises dans le manifeste du 17 octobre [23], a pris le commandement de l'*Otchakov*. D'après la *Rouss* [24], le délai imparti aux marins pour se rendre expire aujourd'hui, le 15.

Nous sommes donc à la veille d'événements décisifs. Les jours prochains — peut-être même les heures prochaines — vont nous apprendre si les insurgés ont remporté une victoire complète, s'ils ont été vaincus, ou si un arrangement quelconque est intervenu. En tout cas, les événements de Sébastopol signifient la faillite complète des traditions d'obéissance servile qui transformaient les hommes de troupe en machines armées et en faisaient des instruments pour la répression des moindres aspirations à la liberté.

Les temps où l'armée russe allait, comme en 1849, réprimer la révolution à l'étranger [25] sont irrémédiablement révolus. A présent, l'armée s'est à jamais détachée de l'autocratie. Elle n'est pas encore révolutionnaire dans son ensemble. Le niveau politique des marins et des sol-

dats est encore très bas. Mais ce qui importe, c'est que la conscience s'est déjà éveillée, que les soldats ont créé un mouvement à *eux*, que l'esprit de liberté a partout pénétré dans les casernes. La caserne en Russie était le plus souvent pire que la prison ; nulle part on n'étouffait, on n'opprimait tant la personnalité humaine que dans la caserne ; nulle part les châtiments corporels, les sévices, les insultes à la dignité humaine n'ont fleuri à un tel point. Et voici que cette caserne devient un foyer de révolution.

Les événements de Sébastopol ne sont ni isolés ni fortuits. Nous ne parlerons pas des tentatives antérieures de révolte ouverte dans l'armée et la flotte. Comparons l'incendie de Sébastopol aux étincelles de Pétersbourg. Rappelons-nous les revendications que les soldats élaborent dans diverses unités militaires de la garnison de Pétersbourg (notre journal les a publiées hier). Quel document remarquable que la liste de ces revendications ! Avec quelle évidence il montre qu'une armée d'esclaves devient une armée révolutionnaire ! Et quelle force pourrait maintenant empêcher des revendications pareilles de se propager dans toute la flotte et dans toute l'armée ?

Les soldats de Pétersbourg réclament l'amélioration de l'ordinaire, de l'habillement, des logements, l'augmentation de la solde, la réduction de la durée du service et la réduction des exercices quotidiens. Mais une place plus importante encore appartient à des revendications d'un autre genre que seul le soldat-citoyen pouvait formuler. Droit de fréquenter en uniforme toutes les réunions publiques « à l'égal de tous les citoyens » ; droit de garder et de lire à la caserne *tous* les journaux ; liberté de conscience ; égalité en droit de toutes les nationalités ; abolition de la règle des honneurs à rendre en dehors du service ; suppression des ordonnances ; suppression des tribunaux militaires et juridiction civile pour les crimes et délits militaires ; droit de porter des plaintes collectives ; droit de se défendre à la moindre velléité de violence d'un chef, telles sont les revendications principales des soldats de Pétersbourg.

Ces revendications prouvent qu'une partie énorme de l'armée est déjà solidaire des insurgés de Sébastopol qui combattent pour la liberté.

Elles prouvent que les discours hypocrites des suppôts de l'autocratie sur la neutralité de l'armée, la nécessité de la tenir à l'écart de la politique, etc., ces discours ne peuvent espérer avoir le moindre écho parmi les soldats.

L'armée ne peut pas et ne doit pas rester neutre. Maintenir l'armée à l'écart de la politique, c'est le mot d'ordre des serviteurs hypocrites de la bourgeoisie et du tsarisme, qui ont toujours en réalité entraîné l'armée dans la politique réactionnaire et transformé les soldats russes en auxiliaires des Cent-Noirs et de la police. On ne peut pas demeurer à l'écart de la lutte du peuple entier pour la liberté. Quiconque y est indifférent se rend complice des excès d'un gouvernement policier qui n'a promis la liberté que pour insulter à cette liberté.

Les revendications des soldats-citoyens sont celles de la social-démocratie, de tous les partis révolutionnaires, des ouvriers conscients. L'entrée des soldats dans les rangs des partisans de la liberté, leur passage au peuple assurera avec le triomphe de leurs propres revendications la victoire de la cause de la liberté.

Mais pour que ces revendications soient satisfaites d'une façon vraiment complète et durable, il faut faire encore un petit pas en avant. Tous les vœux des soldats, martyrisés dans ce bagne maudit qu'est la caserne, doivent être ramenés à une revendication unique. Et cette revendication unique sera la suppression de l'armée permanente, remplacée par l'armement général du peuple.

Partout, dans tous les pays, l'armée permanente sert moins contre l'ennemi extérieur que contre l'ennemi intérieur. Partout, l'armée permanente est devenue l'instrument de la réaction, la servante du capital en lutte contre le travail, le bourreau de la liberté du peuple. Dans notre grande révolution libératrice, ne nous arrêtons pas seulement aux revendications particulières. Arrachons le mal avec la racine. Abolissons complètement l'armée permanente. Que l'armée se confonde avec le peuple en armes, que les soldats apportent au peuple leurs connaissances militaires, que la caserne disparaisse et soit remplacée par l'école militaire libre. Aucune force au monde n'osera attenter à la Russie libre si le rempart de sa liberté est formé par le peuple en armes, qui aura supprimé la caste militaire et qui aura fait

de tous les soldats des citoyens et, de tous les citoyens aptes à porter des armes, des soldats.

L'expérience de l'Europe occidentale a montré tout le rôle foncièrement réactionnaire des armées permanentes. La science militaire a démontré que l'organisation d'une milice populaire capable de s'élever à la hauteur des nécessités d'une guerre défensive aussi bien qu'offensive est parfaitement possible. Laissons la bourgeoisie hypocrite ou sentimentale rêver de désarmement. Tant qu'il y a au monde des opprimés et des exploités, nous devons exiger l'armement général du peuple et non le désarmement. Seul l'armement du peuple assurera pleinement l'avenir de la liberté. Seul il abattra définitivement la réaction. Ce n'est qu'avec cette réforme que la liberté, cessant d'être le privilège d'une poignée d'exploiteurs, deviendra réellement le lot de millions de travailleurs.

*Rédigé le 15 (28) novembre 1905.*
*Publié le 16 novembre 1905*
*dans la « Novaïa Jizn » n°14.*
*Signé: N. Lénine.*

*Conforme au texte du journal*

## LA BALANCE EST INSTABLE

L'état actuel de la Russie est souvent qualifié d'« anarchie ». Cette désignation inexacte et fausse exprime en réalité le fait qu'il n'y a dans le pays aucun ordre stable. La guerre de la nouvelle Russie libre contre l'ancienne Russie autocratique et féodale se poursuit sur toute la ligne. L'autocratie est déjà impuissante à vaincre la révolution, la révolution n'est pas encore assez forte pour vaincre le tsarisme. L'ordre ancien est ébranlé, mais non encore aboli ; le régime nouveau, libre existe sans être reconnu, à moitié caché, souvent traqué par les janissaires de l'autocratie.

Cet état de choses peut durer encore assez longtemps ; il sera inévitablement accompagné de manifestations d'ébranlement et d'instabilité dans tous les domaines de la vie sociale et politique ; ceux qui, par ruse de guerre, se déguisent aujourd'hui en amis de la liberté tout en lui étant hostiles, essaieront fatalement de pêcher dans cette eau trouble. Mais plus cette situation transitoire durera, et plus sûrement elle amènera à la victoire complète et décisive du prolétariat et des paysans révolutionnaires. Car rien n'instruit aussi bien les masses les plus ignorantes des villes et des campagnes, rien n'éveille mieux les plus indifférents et les plus endormis que cette lente décomposition de l'autocratie, qui est condamnée par tous et qui a reconnu elle-même ce fait.

Quelle est la signification des derniers événements politiques ; la grande et nouvelle grève des postes et télégraphes [26], l'effervescence et l'organisation révolutionnaire

croissantes dans l'armée et même dans la police, la victoire d'une armée inconsciente et enchaînée par la discipline sur l'armée de la liberté à Sébastopol, la chute sans précédent du cours des valeurs d'Etat? Elles signifient que l'autocratie brûle ses dernières cartouches, épuise ses ultimes réserves. La Bourse même, si loyale et si soumise, si bourgeoisement lâche et aspirant si bourgeoisement à la fin de la révolution, ne croit pas aux « vainqueurs » de Sébastopol. Ces événements signifient que le peuple révolutionnaire élargit sans cesse ses conquêtes, recrute de nouveaux combattants, aguerrit ses forces, améliore son organisation et marche en avant vers la victoire, irrésistible comme une avalanche.

L'arme de la grève politique se perfectionne ; de nouveaux détachements de travailleurs, sans lesquels la société civilisée moderne ne peut exister un seul jour, apprennent aujourd'hui à manier cette arme. La conscience de la nécessité de la liberté grandit dans l'armée et dans la police, préparant de nouveaux foyers de révolte, de nouveaux Cronstadt et de nouveaux Sébastopol.

Les vainqueurs de Sébastopol n'ont guère de raisons de triompher. En Crimée l'insurrection est vaincue. En Russie elle est invincible.

Que les ouvriers social-démocrates se préparent à des événements plus grands encore, qui leur imposeront des responsabilités formidables !

Qu'ils n'oublient pas que seul un Parti social-démocrate solide et uni peut conduire à la victoire le prolétariat de Russie marchant la main dans la main avec le prolétariat social-démocrate du monde entier !

*La « Novaïa Jizn » n° 16, 18 novembre 1905.*
*Signé: N. Lénine*

*Conforme au texte du journal*

# INSTRUISEZ-VOUS AUPRÈS DE VOS ENNEMIS

Les démocrates bourgeois de *Nacha Jizn* [27] sont partis en campagne contre le « mélange du marxisme et de la barbarie ». Nous ne saurions trop conseiller à tous les ouvriers conscients de prêter attention aux raisonnements des démocrates radicaux.

Rien n'aide tant à dégager le sens politique des événements que l'étude de l'opinion de nos adversaires (à la condition évidemment que ces adversaires ne soient pas des sots incurables).

La « lutte d'une fraction du Parti ouvrier social-démocrate de Russie contre le Soviet des députés ouvriers de Pétersbourg », ou, plus exactement, la lutte des social-démocrates contre les organisations de classe « sans-parti », selon l'expression de *Nacha Jizn*, déplaît à ce journal. « Les prolétaires doivent être unis », disent nos radicaux. Il s'ensuit... que les militants du Soviet qui « cherchent à unir *tout* le prolétariat sans distinction de confession politique » ont raison. Et les radicaux nous accusent triomphalement d'être en contradiction avec nos propres principes de « *lutte de classe* ».

Camarades ouvriers, vous qui considérez avec sympathie — ou même avec indifférence — l'idée de créer une organisation ouvrière sans-parti, instruisez-vous auprès de vos ennemis. Rappelez-vous le *Manifeste communiste* de Marx et Engels, qui parle de la *transformation* du prolétariat en *classe* au fur et à mesure de la croissance non de son organisa-

tion seule, mais aussi de sa *conscience* [28]. Rappelez-vous l'exemple de pays tels que l'Angleterre, où la lutte de classe du prolétariat contre la bourgeoisie a existé partout et de tout temps, mais où pourtant le prolétariat restait dispersé, ses élus se laissaient suborner par la bourgeoisie, sa mentalité était corrompue par les idéologues du capital, ses forces s'émiettaient, l'aristocratie ouvrière se séparant de la masse. Rappelez-vous toutes ces choses, camarades ouvriers, et vous vous convaincrez que le prolétariat social-démocrate est le seul qui ait pris conscience de ses devoirs de *classe*. A bas l'apolitisme ! Il a, toujours et partout, été l'instrument et le mot d'ordre de la bourgeoisie. Nous pouvons et nous devons, dans certaines conditions, marcher avec des prolétaires inconscients, avec les prolétaires professant des doctrines non prolétariennes (telles que le programme des « socialistes-révolutionnaires »), mais jamais, dans aucun cas, nous ne devons atténuer la rigueur de notre esprit de parti ; jamais, dans aucun cas, nous ne devons oublier ni laisser oublier que l'hostilité qui se manifeste au sein du prolétariat à l'égard de la social-démocratie est un vestige des idées bourgeoises au sein du prolétariat.

*La « Novaïa Jizn » n° 16, 18 novembre 1905.*
*Signé : N. Lénine*

*Conforme au texte du journal*

# BUREAUCRATIE RÉVOLUTIONNAIRE ET EFFICACITÉ RÉVOLUTIONNAIRE

Il était naturel et inévitable que, dans notre mouvement révolutionnaire, se pose la question de l'Assemblée constituante. Pour balayer définitivement les vestiges des vieilles institutions féodales de la Russie autocratique, pour déterminer la structure d'une Russie nouvelle, d'une Russie libre, il est impossible d'imaginer une autre voie que celle, nette et conséquente, de la convocation d'une Assemblée nationale constituante. Certes, il est rare que la vie permette de réaliser entièrement des mots d'ordre nets et conséquents ; la vie amène toujours beaucoup d'éléments imprévus qui compliquent et embrouillent le dénouement, qui confondent l'ancien et le nouveau. Mais quiconque veut sincèrement en finir avec le passé et est capable d'aller vers ce but, doit définir clairement la signification de l'Assemblée constituante et lutter de toutes ses forces pour en assurer la venue, sous sa forme la plus pure et la plus complète.

Le parti du prolétariat conscient, la social-démocratie, avait déjà formulé, dans le programme qu'il avait adopté à son deuxième Congrès en 1903, la revendication d'une Assemblée constituante. « Le Parti ouvrier social-démocrate de Russie — déclarait le dernier chapitre de notre programme — est fermement convaincu que la réalisation complète, conséquente et durable des transformations politiques et économiques indiquées plus haut » (création

d'un Etat démocratique, protection du travail, etc.) « ne peut être obtenue que par le renversement de l'autocratie et la convocation d'une Assemblée constituante librement élue par l'ensemble du peuple. »

Ce texte prouve clairement que notre Parti attire l'attention non pas seulement sur les conditions formelles, mais aussi sur les conditions matérielles de convocation de l'Assemblée constituante, c'est-à-dire sur les conditions qui rendraient cette Assemblée réellement nationale et constituante. Il ne suffit pas en effet qu'une assemblée soit qualifiée de « constituante », il ne suffit pas de réunir en session des représentants du peuple, fussent-ils élus au suffrage universel, égal et direct et au scrutin secret, et la liberté des élections fût-elle garantie dans les faits. Outre toutes ces conditions, il faut encore que l'Assemblée constituante ait le pouvoir et la possibilité matérielle d'instituer des structures nouvelles. L'histoire révolutionnaire connaît des exemples d'assemblées considérées comme constituantes, alors qu'en réalité, la force matérielle et le pouvoir juridique n'étaient pas détenus par celles-ci, mais par l'ancien pouvoir autocratique. Il en était ainsi à l'époque de la révolution allemande de 1848, et c'est pourquoi l'Assemblée « constituante » de ce temps-là, le fameux parlement de Francfort, acquit la peu flatteuse réputation de vulgaire « parlote » : cette assemblée se répandait en bavardages sur la liberté, décrétait la liberté, mais elle ne prenait aucune mesure effective pour se débarrasser des organes du pouvoir qui anéantissaient cette liberté. Et il est tout à fait naturel que cette pitoyable assemblée de pitoyables bavards de la bourgeoisie libérale ait quitté sans gloire la scène.

Aujourd'hui en Russie, la question de la convocation d'une Assemblée constituante occupe la première place dans la série des questions politiques du jour. Et c'est maintenant que le côté matériel de la question acquiert une importance et une urgence primordiales. Ce qui importe le plus n'est pas de savoir si l'Assemblée constituante sera convoquée (à cela, même le ministre courtier, M. Witte, donnera probablement son assentiment dès demain), mais si cette Assemblée sera effectivement nationale, et effectivement constituante.

En effet, l'expérience de notre révolution, quoiqu'elle n'en soit encore qu'à ses débuts, a déjà montré de façon évidente à quelles manigances on peut se livrer au moyen des paroles et des promesses en général, et avec le mot d'ordre d'Assemblée constituante en particulier. Rappelez-vous le récent congrès des représentants des zemstvos et des municipalités, des « cadets » [29], à Moscou. Rappelez-vous leur célèbre formule : une Douma d'Etat avec des fonctions constituantes pour élaborer une constitution, avec l'autorisation du tsar... Même la presse démocratique bourgeoise a noté la contradiction contenue dans cette formule et son absurdité. « Instituer » une nouvelle organisation du pouvoir d'Etat « avec l'autorisation » du chef de l'ancien gouvernement, cela équivaut à légitimer deux pouvoirs, deux pouvoirs suprêmes égaux (sur le papier) : celui du peuple insurgé et celui de la vieille autocratie. Il est aisé de voir que l'égalité entre ces deux pouvoirs est purement apparente, et qu'un « accord » entre eux sera déterminé en fait par une supériorité des *forces* d'un côté ou de l'autre. Les bourgeois libéraux ont par conséquent légitimé, dans leur plan « idéal » de passage de la vieille Russie à la nouvelle, la coexistence de deux forces égales opposées, luttant l'une contre l'autre, c'est-à-dire qu'ils ont légitimé une lutte éternelle et sans issue.

Cette contradiction est inexplicable du seul point de vue de la logique formelle. Mais la logique des intérêts de classe de la bourgeoisie l'explique entièrement. La bourgeoisie redoute la liberté complète, la démocratie totale, car elle sait que le prolétariat conscient, c'est-à-dire socialiste, utilisera cette liberté pour lutter contre la domination du capital. C'est pourquoi la bourgeoisie veut, au fond, non pas la liberté complète, le pouvoir absolu du peuple, mais un arrangement avec la réaction, un accommodement avec l'autocratie. La bourgeoisie veut le système parlementaire pour assurer la domination du capital, et non de la bureaucratie, et en même temps elle veut la monarchie, une armée permanente, le maintien de certains privilèges de la bureaucratie, pour empêcher la révolution d'aller jusqu'au bout et le prolétariat de s'armer, s'armer signifiant ici à la fois se donner des armes au sens propre et s'assurer une liberté complète. La contradiction impli-

quée par la situation de classe de la bourgeoisie, placée entre l'autocratie et le prolétariat, entraîne nécessairement, indépendamment même de la volonté et de la conscience de telle ou telle personne, des formules d'« accords » inaptes, dépourvues de sens. Le mot d'ordre d'Assemblée constituante se trouve transformé en phrase creuse, la grande revendication du prolétariat qui s'est soulevé pour sa liberté se trouve rabaissée au niveau d'une farce ; c'est ainsi que la bourgeoisie profane tout, en substituant le marchandage à la lutte.

Lorsqu'ils commentent d'un air sérieux le « projet » de convocation de l'Assemblée constituante élaboré par MM. Falbork et Tcharnolousky, et ensuite par le bureau central de l'Union des unions, les bourgeois radicaux de *Nacha Jizn* ne comprennent pas tout ce qu'il y a de nécessairement faux et de trompeur dans la façon dont les libéraux posent la question. Ecrire de tels « projets » est ridicule, messieurs : Vous suivez le chemin des « cadets », qui ont trahi la révolution. Vous oubliez que les projets sur le papier, comme toutes les illusions constitutionnelles, corrompent la conscience révolutionnaire du peuple et affaiblissent son énergie combattante, parce qu'ainsi le centre de gravité de la question est dissimulé et que la façon de la poser se trouve faussée. En effet, vous ne faites pas la propagande des notions politiques élémentaires, mais vous posez la question d'un point de vue *pratique* ; c'est ce que montre le caractère même de la discussion du projet, que les « représentants des partis extrêmes et modérés » ont engagée sur votre instigation. Honorables démocrates de la bourgeoisie, vous faites du manilovisme [30], lorsque d'une part vous reconnaissez comme souhaitable que l'Assemblée constituante dispose de la « totalité » du pouvoir, mais que d'autre part, vous essayez d'unir les partis extrêmes aux « modérés », c'est-à-dire ceux qui souhaitent cette totalité à ceux qui ne la veulent pas.

A bas les clinquants oripaux ! Nous en avons assez, des phrases libérales trompeuses ! Il est temps que chacun prenne ses distances. A droite, l'autocratie et la bourgeoisie libérale, unies par leur répugnance à transmettre le pouvoir, intégralement et sans partage, à l'Assemblée constituante. A gauche, le prolétariat socialiste et la paysan-

nerie révolutionnaire, ou plus largement, toute la bourgeoisie démocratique révolutionnaire. Eux veulent tout le pouvoir pour l'Assemblée constituante. Eux peuvent et doivent conclure dans ce but une alliance de combat, sans, bien entendu, se fondre l'un avec l'autre. Ce qu'il leur faut, à eux, ce ne sont pas des projets sur le papier, mais des mesures énergiques, ce n'est pas l'organisation d'un travail bureaucratique, mais l'organisation d'une lutte victorieuse pour la liberté.

*La « Novaïa Jizn » n° 18, 20 novembre 1905.*
*Signé : N. Lénine*

*Conforme au texte du journal*

# L'AUTOCRATIE AGONISANTE ET LES NOUVEAUX ORGANES DU POUVOIR POPULAIRE [31]

L'insurrection grandit. L'impuissance, le désarroi et la décomposition du gouvernement autocratique de Witte grandissent aussi. L'organisation des classes, des couches, des groupements les plus divers du peuple, l'organisation des forces révolutionnaires et des forces contre-révolutionnaires grandit, gagne en étendue et en profondeur.

Telle est la situation aujourd'hui. On peut l'exprimer en ces mots : organisation et mobilisation de la révolution. La bataille navale de Sébastopol est suivie, sans interruption, des combats de Voronej et de Kiev. Dans cette dernière ville, l'insurrection armée fait visiblement encore un pas en avant, un pas vers la fusion de l'armée révolutionnaire avec le prolétariat révolutionnaire et les étudiants. C'est du moins ce qui résulte de l'information publiée par la *Rouss* sur le meeting de 16 000 personnes qui a eu lieu à l'Institut polytechnique de Kiev sous la garde d'un bataillon du génie insurgé.

Dans ces conditions, il est parfaitement naturel que même cette bourgeoisie libérale qui aspire de toute son âme à un arrangement avec l'autocratie, commence à s'impatienter, à perdre confiance en ce « grand » acrobate de Witte et à se retourner vers la gauche, à la recherche d'une force capable de se charger des transformations dont la nécessité ne fait plus de doute.

La position de la *Rouss* est très édifiante sous ce rapport. Ce journal voit bien que « les événements commencent à ce précipiter en avalanche comme à la veille du 17 octo-

bre ». Et le voilà qui s'adresse, d'une part, à ces mêmes membres des zemstvos qui se sont révélés tout au moins aussi faibles, aussi impuissants et aussi déroutés que le gouvernement autocratique. Il les invite à « ne pas tarder » et à « prendre part aux événements proches », afin d'en « atténuer le dénouement et de lui donner des formes les moins préjudiciables, les plus favorables pour le pays ». Discutant d'autre part avec le *Slovo* [32], la *Rouss* déclare que « nul ne croit que le gouvernement actuel, dans les conditions actuelles, puisse convoquer la Douma d'Etat ». « Il faut penser maintenant, dit la *Rouss*, à créer un gouvernement qui puisse convoquer la Douma. »

Ainsi la bourgeoisie libérale fait encore un pas à gauche sous la pression du prolétariat révolutionnaire. Hier, elle exprimait l'intention de marchander avec Witte et lui votait (au congrès des zemstvos) une confiance conditionnelle. Aujourd'hui la confiance en Witte s'épuise et le capital exige un autre gouvernement. La *Rouss* propose à tous les partis libéraux de créer un Soviet spécial des députés du peuple appelé à devenir « un puissant moyen de pression sur le gouvernement au cas où celui-ci se montrerait encore (! ! !) capable de travailler, et un organe tout prêt du pouvoir populaire susceptible d'assumer provisoirement les fonctions gouvernementales en cas d'incapacité complète et de faillite du gouvernement ».

L'organe du pouvoir populaire qui assume provisoirement les fonctions d'un gouvernement en faillite s'appelle en bon russe le gouvernement révolutionnaire provisoire. Ce gouvernement doit être provisoire, car ses pouvoirs expirent avec la convocation de l'Assemblée constituante nationale. Ce gouvernement doit être révolutionnaire, car il se substitue à un gouvernement qui a fait faillite, se substitue à lui en s'appuyant sur la révolution. La substitution elle-même ne peut s'accomplir que par la voie révolutionnaire. Ce gouvernement doit devenir « l'organe du pouvoir populaire », en réalisant toutes les revendications du peuple et en procédant aussitôt, sans le moindre retard et dans toute l'étendue du pays, au remplacement des vieux « organes du pouvoir» de l'autocratie et des Cent-Noirs par les organes du pouvoir populaire, c'est-à-dire par les mandataires du gouvernement révolutionnaire ou bien, toutes les fois que des élections —

effectuées, bien entendu, au suffrage universel, égal, direct et au scrutin secret — sont possibles, par les élus du peuple.

Nous sommes enchantés de voir la bourgeoisie libérale monarchiste arriver à l'idée d'un gouvernement révolutionnaire provisoire. Non que nous considérions les libéraux ralliés à la cause de la révolution, non que nous soyons subitement persuadés de leur sincérité, de leur fermeté et de leur logique. Nous sommes enchantés parce que c'est là un indice évident et indéniable de la puissance de la révolution. Il faut que la révolution soit devenue une force pour que la bourgeoisie monarchiste libérale elle-même reconnaisse aujourd'hui la nécessité d'un gouvernement révolutionnaire provisoire.

Nous n'oublions naturellement pas que les libéraux désirent moins établir ce gouvernement que menacer de son apparition l'autocratie, comme l'acheteur menace le marchand d'aller acheter ailleurs. Cédez-nous, M. Witte, ou nous irons au gouvernement révolutionnaire provisoire, appelé « par euphémisme » « Soviet général des députés » ou « Soviet national des représentants du peuple » ! Ce n'est que par l'intention de marchander encore et encore que l'on peut expliquer cette absurdité apparente et cette ineptie de la *Rouss*, qui, tout en déclarant le gouvernement Witte incapable de convoquer les représentants du peuple, admet du même coup que ce gouvernement peut « *encore* se montrer capable de travailler ».

Non, messieurs les libéraux, les temps ne sont plus où les ruses pouvaient réussir, où la duplicité pouvait n'être point dévoilée ! Le peuple se bat contre l'autocratie qui n'a promis (le 17 octobre) la liberté que pour s'en moquer, pour l'insulter. Le gouvernement révolutionnaire provisoire est l'organe du peuple combattant pour sa liberté. La lutte pour la liberté contre le gouvernement qui la foule aux pieds, c'est (à un certain stade du développement de cette lutte) l'insurrection armée, qui se déroule aujourd'hui sur toute la ligne en Russie. Le gouvernement révolutionnaire provisoire est l'organe de l'insurrection, il groupe tous les insurgés, il dirige politiquement l'insurrection. Voilà pourquoi parler de la possibilité et de la nécessité d'un gouvernement révolutionnaire provisoire, tout en admettant un arrangement avec l'ancien gouvernement qu'il s'agit de

remplacer, c'est déraisonner ou trahir. Réfléchissez-y un moment, messieurs les publicistes de la *Rouss* : croyez-vous qu'il se trouve, parmi les partisans de la révolution, des nigauds capables d'accepter bénévolement la présence au sein du gouvernement révolutionnaire provisoire d'hommes ou de représentants de partis admettant que l'ancien gouvernement « est capable de travailler » et continuant à le fréquenter par l'entrée de service, à marchander avec lui ? Réfléchissez-y : l'armée russe aurait-elle gagné ou perdu à enrôler dans ses rangs la jeunesse patriote mandchoue ? Apparemment, elle y aurait perdu, car les patriotes mandchous auraient livré les Russes aux Japonais. Et le peuple révolutionnaire de Russie perdra si des « patriotes », les patriotes monarchisants du sac d'écus (les bourgeois libéraux en d'autres termes), le livrent à l'autocratie de Witte.

Peu importe si la bourgeoisie libérale ne voit dans le gouvernement révolutionnaire provisoire qu'un simple épouvantail à l'adresse de l'autocratie ! Pour le prolétariat socialiste, pour les paysans révolutionnaires et pour tous ceux qui se mettent résolument et irrévocablement de leur côté dans la lutte pour la liberté, c'est là une tâche aussi grande que sérieuse, et qui de jour en jour devient de plus en plus primordiale. La révolution d'octobre [33] suivie par des mutineries militaires a tellement affaibli l'autocratie que de nouveaux organes de pouvoir populaire surgissent spontanément sur le terrain labouré par les grèves politiques et fécondé du sang des combattants de la liberté. Ces organes sont les partis révolutionnaires, les organisations de combat des ouvriers, des paysans et des autres éléments du peuple qui mènent une lutte réellement révolutionnaire. Ces organes réalisent en fait l'alliance du prolétariat socialiste avec la petite bourgeoisie révolutionnaire. Cette alliance de combat, nous devons aujourd'hui l'élargir et la consolider, lui donner des formes et de la cohésion, afin que les organes du nouveau pouvoir soient prêts à rééditer prochainement le 17 octobre, afin que, dans la Russie entière, tous les combattants de la liberté, bien organisés, bien disciplinés, parfaitement fixés sur leurs buts, débarrassés des traîtres, des hésitants et des bavards, puissent à ce moment intervenir avec un programme unique de réformes politiques immédiates. Pour nous, représentants du prolétariat socialiste, la

révolution démocratique qui vient n'est qu'une des étapes dans la voie de l'accomplissement de la révolution socialiste. Nous en souvenant, nous ne nous confondrons jamais avec les partis ou groupements petits-bourgeois, si sincères, si révolutionnaires, si forts soient-ils ; nous savons trop bien que sur le chemin du socialisme l'ouvrier et le petit propriétaire se sépareront inévitablement plus d'une fois. Mais c'est précisément dans l'intérêt du socialisme que nous ferons à l'heure qu'il est tout ce qui dépend de nous pour que la révolution démocratique soit aussi rapide, complète et décisive que possible. Nous concluerons, nous concluons à cette fin une alliance de combat provisoire avec toute la démocratie révolutionnaire ; nous entendons atteindre avec elle le but politique le plus rapproché, qui nous est commun. Nous entrons à cette fin, tout en gardant rigoureusement l'indépendance et la physionomie politique de notre Parti, dans les Soviets des députés ouvriers et dans d'autres associations révolutionnaires. Vivent les nouveaux organes du pouvoir populaire ! Vive l'organe unique, suprême et victorieux du pouvoir populaire !

Quant aux bourgeois radicaux, nous leur dirons, pour prendre congé : Messieurs, vous bavardez sur les organes du pouvoir populaire. Le pouvoir ne peut être qu'une force. Dans la société moderne, le peuple en armes, ayant à sa tête le prolétariat en armes, peut seul être une force. Si l'attachement à la liberté se prouvait avec des mots, il faudrait sans doute considérer jusqu'aux auteurs du manifeste du 17 octobre comme des partisans de la liberté. Si l'attachement à la liberté se prouve par des actes, eh bien, les seuls actes qui l'attestent aujourd'hui sont ceux qui contribuent à l'armement des ouvriers, à la formation et à la consolidation d'une armée vraiment révolutionnaire. Choisissez donc, messieurs, entre l'antichambre de M. Witte, pour y mendier des bribes de liberté, pour y marchander à propos des entorses à la liberté, et les « organes du pouvoir populaire », le gouvernement révolutionnaire provisoire, afin d'y combattre sans relâche pour la liberté intégrale. Choisissez !

*La « Novaïa Jizn » n° 19*
*23 novembre 1905.*
*Signé : N. Lénine*

*Conforme au texte du journal*

# SOCIALISME ET ANARCHISME

Le Comité exécutif du Soviet des députés ouvriers a décidé hier, 23 novembre, d'opposer un refus aux anarchistes qui demandaient à être représentés au Comité exécutif et au Soviet des députés ouvriers. Le Comité exécutif lui-même a exposé comme suit les motifs de sa décision : « 1) d'après l'usage international, les anarchistes, ne reconnaissant pas la lutte politique comme un moyen d'atteindre leur idéal, ne sont pas représentés dans les congrès et les conférences socialistes ; 2) toute représentation doit émaner d'un parti ; or les anarchistes ne forment pas un parti ».

Nous estimons que la décision du Comité exécutif est au plus haut point légitime et qu'elle a une très grande importance théorique, pratique et politique. Certes, s'il fallait considérer le Soviet des députés ouvriers comme un parlement ouvrier ou comme un organe d'auto-administration du prolétariat, le refus d'y admettre les anarchistes serait une erreur. Si minime que soit (fort heureusement) l'influence des anarchistes dans nos milieux prolétariens, il est indéniable qu'un certain nombre d'ouvriers sont avec eux. Les anarchistes forment-ils un parti, une organisation, un groupement ou une libre association de personnes professant les mêmes idées ? C'est là une question de pure forme et qui n'a pas d'importance réelle en principe. Enfin, si les anarchistes, niant la lutte politique, demandent eux-mêmes à entrer dans une institution de lutte politique, cette inconséquence flagrante atteste évidemment une fois de plus l'instabilité de leurs conceptions et de leur tactique. Mais on ne pourrait pas les exclure d'un « parlement »

ou d'un « organe d'auto-administration » pour raison d'instabilité d'humeur.

La décision du Comité exécutif nous paraît tout à fait justifiée et ne nous semble nullement en contradiction avec les tâches, le caractère et la composition de cette institution. Le Soviet des députés ouvriers n'est ni un parlement ouvrier ni un organe d'auto-administration prolétarien ; de manière générale, ce n'est pas un organe d'auto-administration, c'est une organisation de combat poursuivant des fins déterminées.

Cette organisation de combat comprend, sur les bases d'un accord de combat non officiel et provisoire, les représentants du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (le parti du socialisme prolétarien), ceux du parti des « socialistes révolutionnaires » (expression du socialisme petit-bourgeois, ou extrême gauche de la démocratie bourgeoise révolutionnaire) et, enfin, nombre d'ouvriers « sans-parti ». Ces derniers ne sont toutefois pas de quelconque « sans-parti », ce sont des révolutionnaires sans-parti, car toutes leurs sympathies sont entièrement acquises à la révolution, pour le triomphe de laquelle ils luttent avec enthousiasme, énergie et abnégation. Il serait donc tout aussi naturel d'admettre au Comité exécutif les représentants de la paysannerie révolutionnaire.

Au fond, le Soviet des députés ouvriers est une vaste association de combat, fondée sur un accord non officiel, des socialistes et des démocrates révolutionnaires, le « révolutionnarisme sans-parti » couvrant, naturellement, de nombreux échelons intermédiaires entre les uns et les autres. Cette association est de toute évidence indispensable à la direction des grèves politiques et des autres formes, plus actives, de la lutte pour les revendications démocratiques essentielles, reconnues et approuvées par l'immense majorité de la population. Les anarchistes y seraient un élément négatif plutôt que positif : ils n'y apporteraient que la désorganisation et en affaibliraient ainsi la capacité offensive ; ils sont encore « capables de se mettre à discuter » l'urgence et la valeur des transformations politiques. L'exclusion des anarchistes d'une association de combat qui est là, disons-le, pour accomplir notre révolution démocratique, s'impose du point de vue de cette révolution, elle est dans son inté-

rêt. Il n'y a place dans une association de combat que pour ceux qui luttent pour les buts de l'association. Et si, par exemple, le parti des « cadets » ou celui de « l'ordre légal » [34] réussissaient à enrôler chacun dans leurs organisations de Pétersbourg quelques centaines d'ouvriers, il est pour le moins douteux que le Comité exécutif du Soviet des députés ouvriers ouvre pour cela ses portes à leurs représentants.

Le Comité exécutif invoque, pour motiver sa décision, l'usage des congrès socialistes internationaux. Nous nous félicitons hautement de cette déclaration qui place le Soviet des députés ouvriers de Pétersbourg sous la direction idéologique de la social-démocratie internationale. La révolution russe a déjà acquis une importance internationale. Ses adversaires conspirent déjà contre la Russie libre avec Guillaume II, avec tous les obscurantistes, les soudards, les oppresseurs et les exploiteurs de l'Europe. N'oublions pas non plus que la victoire complète de notre révolution exige l'alliance du prolétariat révolutionnaire de Russie et des ouvriers socialistes de tous les pays.

Les congrès socialistes internationaux n'ont pas décidé sans raison de ne pas admettre les anarchistes. Entre le socialisme et l'anarchisme il y a tout un abîme, que les agents provocateurs de la police criminelle et les journaux à la solde des gouvernements réactionnaires essaient vainement de présenter comme inexistant. La conception du monde anarchiste est une conception bourgeoise retournée à l'envers. Leurs théories individualistes, leur idéal individualiste, sont en opposition formelle avec le socialisme. Leur doctrine exprime non l'avenir du régime bourgeois, qui s'achemine irrésistiblement vers la socialisation du travail, mais son présent et même son passé, le règne du hasard aveugle sur le petit producteur disséminé et isolé. Leur tactique, qui se ramène à la négation de la lutte politique, désunit les prolétaires et en fait les participants passifs de telle ou telle politique bourgeoise, car l'abstention complète des ouvriers dans la vie politique est impossible et irréalisable.

L'organisation du prolétariat, la concentration de ses forces, l'instruction et l'éducation politiques de la classe ouvrière sont les tâches les plus urgentes de la révolution russe actuelle. Plus le gouvernement des Cent-Noirs

multiplie les excès, plus ses agents provocateurs s'évertuent à rallumer les mauvaises passions de la masse ignorante, plus les défenseurs de l'autocratie encore vivante, mais déjà en voie de décomposition, tentent désespérément de discréditer la révolution, en organisant des pillages, des pogromes, de lâches assassinats et en soûlant les gueux, et plus cette œuvre d'organisation, incombant avant tout au parti du prolétariat socialiste, devient importante. Et c'est pourquoi nous userons de tous les moyens de la lutte idéologique pour que l'influence des anarchistes sur les ouvriers russes demeure aussi infime qu'elle l'a été jusqu'à ce jour.

*Rédigé le 24 novembre (7 décembre) 1905.*
*Publié le 25 novembre 1905 dans la « Novaïa Jizn » n° 21.*
*Signé : N. Lénine*

*Conforme au texte du journal*

# LE PARTI SOCIALISTE ET LE RÉVOLUTIONNARISME SANS-PARTI

## I

Le mouvement révolutionnaire en Russie, embrassant rapidement des couches toujours nouvelles de la population, fait surgir un grand nombre d'organisations sans-parti. Le besoin d'association se manifeste avec d'autant plus de force qu'il a été plus longtemps comprimé et persécuté. Des organisations de toute sorte, quelquefois tout à fait amorphes, surgissent à chaque instant ; elles ont un caractère extrêmement original, dépourvu de ces cadres nets qui sont le propre des organisations européennes. Les syndicats prennent une allure politique. La lutte politique se confond avec la lutte économique — dans les grèves notamment — créant ainsi des amalgames provisoires d'organisations temporaires ou plus ou moins permanentes.

Quelle est la portée de ce phénomène ? Comment la social-démocratie doit-elle l'accueillir ?

L'organisation rigoureuse en partis est à la fois le signe et le résultat d'une lutte de classe parvenue à un haut degré de développement. Et, inversement, l'intérêt de la lutte de classe ouverte et large exige une organisation rigoureuse en partis. C'est pourquoi le parti du prolétariat conscient, la social-démocratie, ne cesse, avec raison, de combattre l'apolitisme et continue inflexiblement la création d'un parti ouvrier socialiste ferme sur les principes et solidement uni. Le succès couronne ce travail parmi les masses à mesure que

le développement du capitalisme scinde toujours plus profondément le peuple entier en classes et aggrave l'antagonisme mutuel de celles-ci.

Il est tout à fait compréhensible que la révolution actuelle en Russie ait engendré et engendre un si grand nombre d'organisations sans-parti. Cette révolution est démocratique, c'est-à-dire bourgeoise par son contenu social et économique. Elle jette à bas le régime autocratique et féodal, libérant ainsi le régime bourgeois pour satisfaire les revendications de toutes les classes de la société bourgeoise ; c'est en ce sens une révolution du peuple entier. Il ne s'ensuit pas, naturellement, que notre révolution ne soit pas une révolution de classe. Mais elle est dirigée contre des classes et des castes qui, du point de vue de la société bourgeoise, appartiennent au passé, reculent vers le passé, sont étrangères à la société bourgeoise, dont elles entravent le développement. Et la vie économique du pays étant déjà bourgeoise dans toutes ses manifestations essentielles, l'immense majorité de la population menant déjà en réalité une existence bourgeoise, les éléments contre-révolutionnaires sont misérablement insignifiants et ne représentent à la vérité, comparativement au « peuple », qu'une « poignée » de gens. Le caractère de classe de la révolution bourgeoise se révèle donc inévitablement par la lutte — dépourvue, à première vue, de tout esprit de classe — du « peuple entier », de toutes les classes de la société bourgeoise, contre l'autocratie et le servage.

L'époque de la révolution bourgeoise est caractérisée en Russie comme ailleurs par l'état relativement embryonnaire des antagonismes de classe de la société capitaliste. Il est vrai que le capitalisme est beaucoup plus développé en Russie aujourd'hui qu'il ne l'était en Allemagne en 1848, pour ne point parler de la France de 1789, mais il est certain que les antagonismes purement capitalistes sont encore éclipsés chez nous, dans une très forte mesure, par les contradictions entre la « culture » et l'asiatisme, entre la civilisation européenne et les mœurs tatares, entre le capitalisme et le servage ; c'est dire que se posent au premier plan des revendications dont la satisfaction fortifierait le capitalisme, le dégagerait des survivances féodales, améliorerait les conditions d'existence et de lutte du prolétariat aussi bien que de la bourgeoisie.

En effet, si l'on examine attentivement les exigences, les revendications, les *doléances* * formulées en si grand nombre à l'heure actuelle en Russie dans toutes les usines, dans tous les bureaux, dans tous les régiments, dans toutes les brigades de sergents de ville, dans tous les diocèses, dans toutes les écoles, etc., etc., on verra aisément que ce sont en quelque sorte, dans la plupart des cas, des revendications purement de « civilisation », si j'ose m'exprimer ainsi. Je veux dire que ce ne sont pas spécifiquement des revendications de classe, que ce sont des revendications juridiques élémentaires qui, loin de détruire le capitalisme, le font entrer dans la voie de la civilisation européenne, le dégagent de la barbarie, de la sauvagerie, de la corruption et autres survivances « russes » du régime féodal. Au fond, les revendications prolétariennes elles-mêmes se réduisent pour la plupart à des réformes parfaitement réalisables dans les limites du capitalisme. Le prolétariat russe exige à cette heure, immédiatement, non pas ce qui porte atteinte au capitalisme, mais ce qui l'épure, le fortifie et en hâte le développement.

Certes, la situation particulière du prolétariat dans la société capitaliste fait que les aspirations socialistes des ouvriers et leur union avec le parti socialiste se manifestent avec une force spontanée dès les premiers stades du mouvement. Mais les revendications proprement socialistes sont encore à venir ; à l'ordre du jour se trouvent les revendications démocratiques des ouvriers sur le plan politique, et, sur le plan économique, leurs revendications économiques dans le cadre du capitalisme. Même le prolétariat fait la révolution en quelque sorte dans les limites du programme minimum et non dans celles du programme maximum. Et que dire de la paysannerie, masse énorme, majorité vraiment écrasante de la population. Son « programme maximum », ses fins dernières ne sortent pas des limites du capitalisme, qui se développerait plus largement, plus magnifiquement encore, si toute la terre passait aux paysans, au peuple entier. La révolution paysanne est aujourd'hui une révolution bourgeoise, si « offensantes » que soient ces paroles pour l'oreille sentimentale des champions sentimentaux de notre socialisme petit-bourgeois.

* En français dans le texte. (*N.R.*)

Ce caractère de la révolution en cours détermine tout naturellement l'apparition d'organisations sans-parti. Le mouvement acquiert inévitablement un cachet, une apparence « sans-parti », mais ce n'est évidemment là qu'une apparence. Le besoin d'une vie « humaine », d'une vie civilisée, le besoin de s'unir, de défendre sa dignité, ses droits d'homme et de citoyen embrasse absolument tout, réunit toutes les classes, devance prodigieusement toute organisation en partis, secoue des hommes qui sont encore loin, très loin de s'élever jusqu'à l'idée de parti. Le besoin impérieux de réformes et de droits immédiats élémentairement nécessaires relègue pour ainsi dire au second plan les idées et les considérations se rapportant à un avenir plus éloigné. L'engouement pour la lutte en cours, engouement légitime et indispensable, sans lequel le succès serait impossible, fait idéaliser ces buts immédiats, élémentaires, les colore en rose, les revêt même parfois d'atours fantastiques ; la simple démocratie, la vulgaire démocratie bourgeoise est prise pour le socialisme et passe « au compte » du socialisme. Tout et tous paraissent « sans-parti », tous et tout paraissent se confondre dans un seul mouvement « libérateur » (qui libère en réalité toute la société bourgeoise) ; tout acquiert une légère, une très légère nuance « socialiste », grâce surtout au rôle d'avant-garde du prolétariat socialiste dans la lutte démocratique.

Dans ces conditions, l'idée de l'organisation sans-parti ne peut manquer de remporter des succès momentanés. L'organisation sans-parti ne peut manquer de devenir le mot d'ordre à la mode, car la mode se traîne lamentablement à la remorque de la vie, et l'organisation sans-parti paraît être précisément le phénomène le plus « commun » actuellement de la surface politique ; démocratie sans-parti, grève sans-parti, révolutionnarisme sans-parti.

Il s'agit maintenant de savoir quelle *doit être* l'attitude des partisans, des représentants des diverses classes à l'égard du fait et de l'idée d'organisation sans-parti. Je dis «doit être » non au sens subjectif, mais au sens objectif, c'est-à-dire non au sens de l'attitude désirable envers ces faits, mais au sens de l'attitude inévitablement commandée par les intérêts et les points de vue des diverses classes.

## II

Comme nous l'avons déjà montré, l'esprit sans-parti est le résultat ou, si l'on veut, l'expression du caractère bourgeois de notre révolution. La bourgeoisie ne peut manquer d'aspirer à l'absence de partis parmi ceux qui combattent pour la liberté de la société bourgeoise, car cela signifie l'absence d'une lutte nouvelle contre la société bourgeoise elle-même. Celui qui combat pour la liberté « en dehors des partis » méconnaît l'essence bourgeoise de la liberté, ou fétichise le régime bourgeois, ou renvoie aux calendes grecques la lutte contre ce régime, le « perfectionnement » de ce régime. Et, inversement, quiconque est consciemment ou inconsciemment partisan du régime bourgeois ne peut manquer d'être séduit par l'organisation sans-parti.

Dans une société fondée sur la division en classes, la lutte entre les classes ennemies devient inévitablement, à un certain stade de son évolution, une lutte politique. L'expression la plus rigoureuse, la plus complète et la mieux définie de la lutte politique de classe, c'est la lutte des partis. Faire preuve d'esprit sans-parti, c'est se montrer indifférent envers la lutte des partis. Mais cette indifférence n'équivaut pas à la neutralité, à l'abstention, car il ne peut y avoir de « neutres » dans la lutte de classe, on ne peut « s'abstenir », dans la société capitaliste, de participer à l'échange des produits ou de la main-d'œuvre. Or, cet échange fait immanquablement naître la lutte économique et, à sa suite, la lutte politique. L'indifférence envers la lutte n'est donc en réalité ni abandon de la lutte, ni abstention, ni neutralité. L'indifférence est un appui tacite donné au plus fort, au dominateur. En Russie, quiconque était indifférent envers l'autocratie avant sa chute pendant la Révolution d'Octobre, soutenait tacitement l'autocratie. Quiconque est indifférent à la domination bourgeoise dans l'Europe moderne soutient tacitement la bourgeoisie. Quiconque se montre indifférent à la nature bourgeoise de la lutte pour la liberté appuie tacitement la domination de la bourgeoisie dans cette lutte, la domination de la bourgeoisie dans la Russie libre qui est en train de naître. Etre indifférent en politique, c'est être politiquement rassasié. Un morceau de pain laisse « froid », « indifférent », l'homme repu ; mais celui qui a faim sera

« partial » dans la question du morceau de pain. « L'indifférence et la froideur » pour le morceau de pain ne signifient pas qu'on n'ait pas besoin de pain, mais qu'on a toujours le pain assuré, qu'on n'en manque jamais, qu'on s'est solidement installé dans le « parti » des bien-nourris. Dans la société bourgeoise, être sans-parti c'est masquer hypocritement l'adhésion passive au parti des rassasiés, au parti des dominateurs, au parti des exploiteurs.

L'indépendance à l'égard des partis est une idée bourgeoise. L'idée de parti est socialiste. Cette règle s'applique en gros à toute la société bourgeoise. Il faut, naturellement, savoir appliquer cette vérité générale aux questions et aux cas particuliers. Mais oublier cette vérité, alors que toute la société bourgeoise se dresse contre le féodalisme et l'autocratie, c'est renoncer complètement en pratique à la critique socialiste de la société bourgeoise.

La révolution russe, bien qu'elle ne soit encore qu'à ses débuts, fournit déjà pas mal d'arguments à l'appui des considérations générales que nous venons d'exposer. Une organisation rigoureuse n'a jamais été et n'est réclamée que par la social-démocratie, parti du prolétariat conscient. Nos libéraux qui représentent les conceptions de la bourgeoisie ne peuvent souffrir l'esprit de parti socialiste et ne veulent pas entendre parler de lutte de classes : qu'on se rappelle, par exemple, les discours récents de M. Roditchev, qui a répété pour la centième fois ce qu'ont dit et redit l'*Osvobojdénié*[35] à l'étranger aussi bien que les innombrables journaux inféodés au libéralisme en Russie. Enfin, l'idéologie de la classe moyenne, de la petite bourgeoisie, a trouvé une expression éclatante dans les idées des « radicaux » russes de toutes nuances, à commencer par *Nacha Jizn*, pour finir par les « socialistes-révolutionnaires », en passant par les « radicaux-démocrates »[36]. Les socialistes-révolutionnaires ont manifesté leur confusion du socialisme et de la démocratie surtout dans le problème agraire, et plus particulièrement dans leur mot d'ordre de « socialisation » du sol (sans la socialisation du capital). On sait aussi que, tout en se montrant tolérant envers le radicalisme bourgeois, ils sont intolérants envers la conception social-démocrate du Parti.

Il n'entre pas dans notre sujet d'examiner comment les intérêts des diverses classes se reflètent dans le programme

et la tactique des libéraux et des radicaux russes de toute espèce. Nous n'avons fait qu'effleurer incidemment ce problème intéressant et nous devons maintenant aborder les conclusions politiques pratiques sur l'attitude de notre Parti à l'égard des organisations sans-parti.

Les socialistes peuvent-ils participer à l'activité des organisations sans-parti ? Si oui, dans quelles conditions ? Quelle tactique faut-il observer dans ces organisations ?

A la première question on ne peut pas répondre en principe par un non catégorique. Il ne serait pas juste de dire que la présence de socialistes dans les organisations sans-parti (c'est-à-dire plus ou moins consciemment bourgeoises) n'est admissible en aucun cas, dans aucune circonstance. En période de révolution démocratique, le refus de militer dans les organisations sans-parti équivaudrait dans certains cas au refus de participer à la révolution démocratique. Mais il est certain que les socialistes doivent réduire ces « certains cas » à un très petit nombre et qu'ils ne peuvent admettre pareille participation à des organisations de ce genre qu'à des conditions rigoureusement définies, restreintes. Car si les organisations sans-parti sont, comme nous venons de le dire, le produit de l'état relativement embryonnaire de la lutte de classe, l'organisation rigoureuse en partis est un des facteurs de la conscience, de la clarté, de la netteté et de la fermeté sur les principes de la lutte de classes.

La sauvegarde de l'indépendance politique et idéologique du parti du prolétariat est, pour les socialistes, une obligation constante, absolue, invariable. Quiconque ne l'observe pas cesse *en réalité* d'être socialiste, si sincères que soient ses convictions « socialistes » (socialistes en paroles). Le socialiste ne peut admettre la participation aux organisations sans-parti qu'à titre d'exception. Les objectifs mêmes de cette participation, ainsi que son caractère, ses conditions, etc., doivent être entièrement subordonnés au but essentiel : la préparation et l'organisation du prolétariat socialiste pour la direction consciente de la révolution socialiste.

Les circonstances peuvent nous obliger à entrer dans les organisations sans-parti, surtout à l'époque de la révolution démocratique, et principalement au cours d'une révolution démocratique dans laquelle le prolétariat joue un rôle marquant. Cette participation peut, par exemple, devenir

nécessaire en vue de la propagande socialiste devant un auditoire vaguement démocratique ou dans l'intérêt de la lutte commune des socialistes et des démocrates-révolutionnaires face à la contre-révolution. Dans le premier cas, la participation serait un moyen de diffuser nos opinions ; dans le second, ce serait une alliance stratégique visant des fins révolutionnaires déterminées. Dans les deux cas, elle ne peut être que temporaire. Dans les deux cas, elle n'est admissible que si l'indépendance du parti ouvrier est entièrement préservée et — condition obligatoire — si le parti, dans son ensemble, dirige et contrôle ses membres ou ses groupes « délégués » dans les associations ou dans les Soviets sans-parti.

Ce contrôle et cette direction présentaient des difficultés énormes, à peu près insurmontables dans certains cas, lorsque l'activité de notre Parti était clandestine. Maintenant que l'activité du Parti a lieu de plus en plus au grand jour, on peut et on doit réaliser le plus largement possible ce contrôle, cette direction, et non seulement au niveau du « sommet » du Parti, mais obligatoirement au niveau de la « base », au niveau de tous les ouvriers organisés membres du Parti. Les comptes rendus de l'activité des social-démocrates dans les associations et les Soviets sans-parti, les conférences sur les conditions et les objectifs de cette activité, les résolutions des diverses organisations du Parti au sujet de cette activité, tout cela doit sans faute entrer dans la pratique du parti ouvrier. Seule, cette participation *réelle* du Parti tout entier, imprimant une *direction* à ce genre de travail, pourra opposer en pratique une activité authentiquement socialiste à l'activité démocratique générale.

Quelle doit être notre tactique dans les organisations sans-parti ? D'abord, profiter de toute occasion pour nous créer des relations particulières et diffuser tout notre programme socialiste. En second lieu, définir les objectifs politiques immédiats du moment du point de vue de la révolution démocratique la plus complète et la plus décisive, donner des mots d'ordre politiques dans la révolution démocratique, formuler le « programme » des transformations que doit réaliser la démocratie révolutionnaire qui lutte, à la différence de la démocratie libérale qui ne fait que marchander.

C'est seulement dans ces conditions que la participation des membres de notre Parti aux organisations révolutionnaires sans-parti créées aujourd'hui par des ouvriers, demain par des paysans, après-demain par des soldats, etc., sera admissible et fructueuse. C'est seulement dans ces conditions que nous serons en état de remplir la double tâche du parti ouvrier dans la révolution bourgeoise : mener jusqu'au bout la révolution démocratique, élargir et fortifier les rangs du prolétariat socialiste, qui a besoin de liberté pour engager une lutte implacable pour le renversement du capital.

*La « Novaïa Jizn » nos 22 et 27, 26 novembre et 2 décembre 1905.*
*Signé : N. Lénine*

*Conforme au texte du journal*

# SOCIALISME ET RELIGION

La société moderne est fondée tout entière sur l'exploitation des grandes masses de la classe ouvrière par une infime minorité de la population appartenant aux classes des propriétaires fonciers et des capitalistes. C'est une société d'esclavagistes, car les ouvriers « libres » qui travaillent toute leur vie pour le capital, n'ont « droit » qu'aux moyens d'existence strictement indispensables à l'entretien des esclaves produisant les bénéfices, qui permettent d'assurer et de perpétuer l'esclavage capitaliste.

L'oppression économique qui pèse sur les ouvriers, provoque et engendre inévitablement sous diverses formes l'oppression politique, l'abaissement social, l'abrutissement et la dégradation de la vie intellectuelle et morale des masses. Les ouvriers peuvent obtenir une liberté politique plus ou moins grande afin de lutter pour leur affranchissement économique, mais aucune liberté ne les débarrassera de la misère, du chômage et de l'oppression tant que le pouvoir du capital ne sera pas aboli. La religion est un des aspects de l'oppression spirituelle qui accable toujours et partout les masses populaires, écrasées par un travail perpétuel au profit d'autrui, par la misère et l'isolement. La foi en une vie meilleure dans l'au-delà naît tout aussi inévitablement de l'impuissance des classes exploitées dans leur lutte contre les exploiteurs que la croyance aux dieux, aux diables, aux miracles naît de l'impuissance du sauvage dans sa lutte contre la nature. A ceux qui peinent toute leur vie dans la misère, la religion enseigne la patience et la

résignation ici-bas, en les berçant de l'espoir d'une récompense céleste. Quant à ceux qui vivent du travail d'autrui, la religion leur enseigne la bienfaisance ici-bas, leur offrant ainsi une facile justification de leur existence d'exploiteurs et leur vendant à bon compte des billets donnant accès à la félicité divine. La religion est l'opium du peuple. La religion est une espèce d'alcool spirituel dans lequel les esclaves du capital noient leur image humaine et leur revendication d'une existence tant soit peu digne de l'homme.

Mais l'esclave qui a pris conscience de sa condition et s'est levé pour la lutte qui doit l'affranchir, cesse déjà à moitié d'être un esclave. L'ouvrier conscient d'aujourd'hui, formé par la grande industrie, éduqué par la ville, écarte avec mépris les préjugés religieux, laisse le ciel aux curés et aux tartuffes bourgeois et s'attache à la conquête d'une meilleure existence sur cette terre. Le prolétariat moderne se range du côté du socialisme qui fait appel à la science pour combattre les fumées de la religion et, organisant l'ouvrier dans une lutte véritable pour une meilleure condition terrestre, le libère de la croyance en l'au-delà.

La religion doit être déclarée affaire privée ; c'est ainsi qu'on définit ordinairement l'attitude des socialistes à l'égard de la religion. Mais il importe de déterminer exactement la signification de ces mots, afin d'éviter tout malentendu. Nous exigeons que la religion soit une affaire privée vis-à-vis de l'Etat, mais nous ne pouvons en aucune façon considérer la religion comme une affaire privée en ce qui concerne notre propre Parti. L'Etat ne doit pas se mêler de religion, les sociétés religieuses ne doivent pas être liées au pouvoir d'Etat. Chacun doit être parfaitement libre de professer n'importe quelle religion ou de n'en reconnaître aucune, c'est-à-dire d'être athée, comme le sont généralement les socialistes. Aucune différence de droits civiques motivée par des croyances religieuses ne doit être tolérée. Toute mention de la confession des citoyens dans les papiers officiels doit être incontestablement supprimée. L'Etat ne doit accorder aucune subvention ni à l'Eglise ni aux associations confessionnelles ou religieuses, qui doivent devenir des associations de citoyens coreligionnaires, entièrement

libres et indépendantes à l'égard du pouvoir. Seule la réalisation totale de ces revendications peut mettre fin à ce passé honteux et maudit où l'Eglise était asservie à l'Etat, les citoyens russes étant à leur tour asservis à l'Eglise d'Etat, où existaient et étaient appliquées des lois inquisitoriales moyenâgeuses (maintenues jusqu'à ce jour dans nos dispositions légales), qui persécutaient la croyance ou l'incroyance, violaient la conscience et faisaient dépendre les promotions et les rémunérations officielles de la distribution de tel ou tel élixir clérical. La séparation complète de l'Eglise et de l'Etat, telle est la revendication du prolétariat socialiste à l'égard de l'Etat et de l'Eglise modernes.

La révolution russe doit faire aboutir cette revendication comme une partie intégrante et indispensable de la liberté politique. Sous ce rapport, la révolution russe est placée dans des conditions particulièrement favorables, le détestable régime bureaucratique de l'autocratie féodale et policière ayant provoqué le mécontentement, l'effervescence et l'indignation dans le clergé même. Si misérable, si ignorant que fût le clergé orthodoxe russe, il s'est réveillé cependant au fracas de la chute de l'ancien régime, du régime médiéval en Russie. Le clergé lui-même soutient aujourd'hui la revendication de liberté, s'élève contre le bureaucratisme officiel et l'arbitraire administratif, le mouchardage policier imposé aux « ministres de Dieu ». Nous autres socialistes, nous devons appuyer ce mouvement en poussant jusqu'au bout les revendications des représentants honnêtes et sincères du clergé, en les prenant au mot quand ils parlent de liberté, en exigeant qu'ils brisent résolument tout lien entre la religion et la police. Ou bien vous êtes sincères, et vous devez dès lors réclamer la séparation complète de l'Eglise et de l'Etat, de l'école et de l'Eglise et demander que la religion soit déclarée affaire privée, et cela de façon absolue et catégorique. Ou bien vous ne souscrivez pas à ces revendications conséquentes de liberté, et cela signifie que vous êtes toujours prisonniers des traditions inquisitoriales, que vous voulez toujours avoir accès aux promotions et aux rémunérations officielles, que vous ne croyez pas à la puissance de vos armes spirituelles, que vous continuez à accepter les pots-de-vin de l'Etat ; et alors les ou-

vriers conscients de Russie vous déclarent une guerre sans merci.

Par rapport au parti du prolétariat socialiste, la religion n'est pas une affaire privée. Notre Parti est une association de militants conscients d'avant-garde, combattant pour l'émancipation de la classe ouvrière. Cette association ne peut pas et ne doit pas rester indifférente à l'inconscience, à l'ignorance ou à l'obscurantisme revêtant la forme de croyances religieuses. Nous réclamons la séparation complète de l'Eglise et de l'Etat afin de combattre le brouillard de la religion avec des armes purement et exclusivement idéologiques : notre presse, notre propagande. Mais notre association, le Parti ouvrier social-démocrate de Russie, lors de sa fondation, s'est donné pour but, entre autres, de combattre tout abêtissement religieux des ouvriers. Pour nous, la lutte des idées n'est pas une affaire privée ; elle intéresse tout le Parti, tout le prolétariat.

Mais puisqu'il en est ainsi, pourquoi ne nous déclarons-nous pas athées dans notre programme ? Pourquoi n'interdisons-nous pas aux chrétiens et aux croyants l'entrée de notre Parti ?

La réponse à cette question fera ressortir la différence très importante des points de vue de la démocratie bourgeoise et de la social-démocratie sur la religion.

Notre programme est fondé tout entier sur une philosophie scientifique, rigoureusement matérialiste. Pour expliquer notre programme il est donc nécessaire d'expliquer les véritables racines historiques et économiques du brouillard religieux. Notre propagande comprend nécessairement celle de l'athéisme ; et la publication à cette fin d'une littérature scientifique que le régime autocratique et féodal a proscrite et poursuivie sévèrement jusqu'à ce jour doit devenir maintenant une des branches de l'activité de notre Parti. Nous aurons probablement à suivre le conseil qu'Engels donna un jour aux socialistes allemands : traduire et répandre parmi les masses la littérature française du XVIII[e] siècle athée et démystifiante[37].

Mais en aucun cas nous ne devons nous fourvoyer dans les abstractions idéalistes de ceux qui posent le problème religieux en termes de « raison pure », en dehors de la lutte de classe, comme font souvent les démocrates radicaux

issus de la bourgeoisie. Il serait absurde de croire que, dans une société fondée sur l'oppression sans bornes et l'abrutissement des masses ouvrières, les préjugés religieux puissent être dissipés par la seule propagande. Oublier que l'oppression religieuse de l'humanité n'est que le produit et le reflet de l'oppression économique au sein de la société serait faire preuve de médiocrité bourgeoise. Ni les livres ni la propagande n'éclaireront le prolétariat s'il n'est pas éclairé par la lutte qu'il soutient lui-même contre les forces ténébreuses du capitalisme. L'unité de cette lutte réellement révolutionnaire de la classe opprimée combattant pour se créer un paradis sur la terre nous importe plus que l'unité d'opinion des prolétaires sur le paradis du ciel.

Voilà pourquoi, dans notre programme, nous ne proclamons pas et nous ne devons pas proclamer notre athéisme ; voilà pourquoi nous n'interdisons pas et ne devons pas interdire aux prolétaires, qui ont conservé tels ou tels restes de leurs anciens préjugés, de se rapprocher de notre Parti. Nous préconiserons toujours la conception scientifique du monde ; il est indispensable que nous luttions contre l'inconséquence de certains « chrétiens », mais cela ne veut pas du tout dire qu'il faille mettre la question religieuse au premier plan, place qui ne lui appartient pas ; qu'il faille laisser diviser les forces engagées dans la lutte politique et économique véritablement révolutionnaire au nom d'opinions de troisième ordre ou de chimères, qui perdent rapidement toute valeur politique et sont très vite reléguées à la chambre de débarras, par le cours même de l'évolution économique.

La bourgeoisie réactionnaire a partout eu soin d'attiser les haines religieuses — et elle commence à le faire chez nous — pour attirer de ce côté l'attention des masses et les détourner des problèmes économiques et politiques réellement fondamentaux, problèmes que résout maintenant le prolétariat russe, qui s'unit pratiquement dans sa lutte révolutionnaire. Cette politique réactionnaire de morcellement des forces prolétariennes, qui se manifeste aujourd'hui surtout par les pogromes des Cent-Noirs, trouvera peut-être demain des mesures plus subtiles. Nous lui opposerons dans tous les cas une propagande calme, ferme, patiente, qui se refuse à exciter des désaccords secondaires, la propagande

de la solidarité prolétarienne et de la conception scientifique du monde.

Le prolétariat révolutionnaire finira par imposer que la religion devienne pour l'Etat une affaire vraiment privée. Et, dans ce régime politique débarrassé de la moisissure médiévale, le prolétariat engagera une lutte large et ouverte pour la suppression de l'esclavage économique, cause véritable de l'abêtissement religieux de l'humanité.

*La « Novaïa Jizn » n° 28, 3 décembre 1905.*
*Signé : N. Lénine*

*Conforme au texte du journal*

# RÉSOLUTION SUR LA QUESTION AGRAIRE ADOPTÉE PAR LA CONFÉRENCE DE LA « MAJORITÉ » À TAMMERFORS [38]

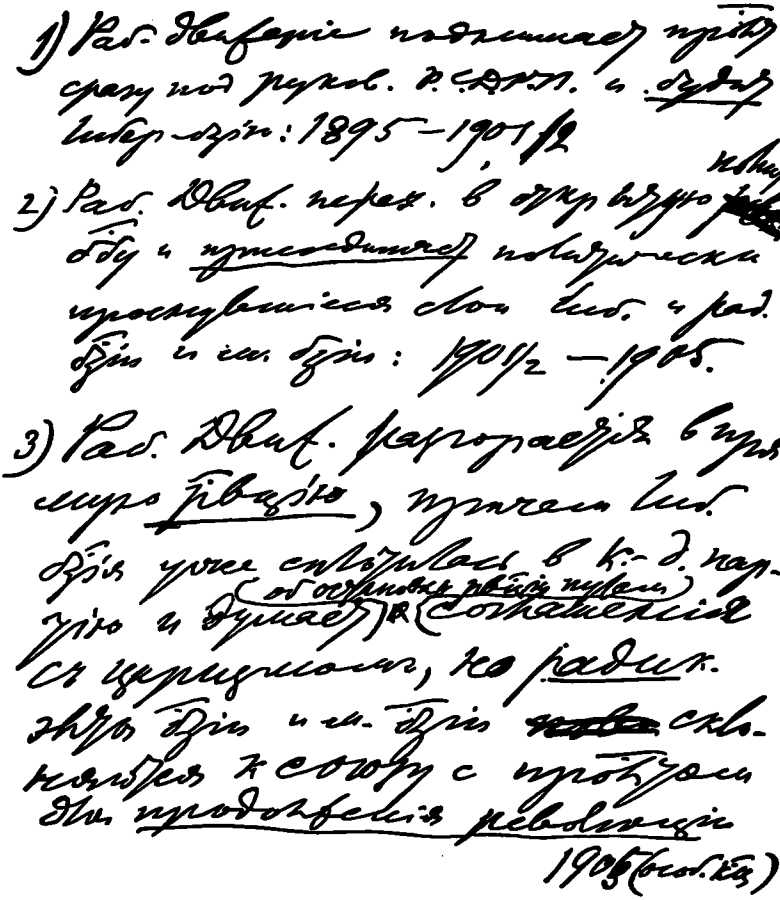
**12-17 (25-30) DÉCEMBRE 1905**

1. La Conférence reconnaît que le développement du mouvement paysan confirme pleinement les vues fondamentales du marxisme révolutionnaire tant sur le caractère révolutionnaire que sur la véritable nature économique et sociale de ce mouvement, qui détruit les vestiges du servage et établit dans les campagnes des relations bourgeoises libres ; la Conférence estime que le programme agraire de notre Parti devrait être modifié comme suit : supprimer le passage concernant les otrezki[39] ; y substituer un passage disant que le Parti soutient les mesures révolutionnaires de la paysannerie jusqu'à la confiscation de toutes les terres de l'Etat, de l'Eglise, des monastères, des apanages, de la Couronne et des particuliers ; qu'il s'assigne pour tâche constante et principale d'organiser le prolétariat agricole, de lui faire comprendre l'opposition irréductible de ses intérêts et de ceux de la bourgeoisie rurale, de lui indiquer comme but final le socialisme, seul capable de supprimer la division de la société en classes et toute exploitation de l'homme par l'homme.

2. La Conférence émet le vœu que la revendication du remboursement des indemnités de rachat[40] et de la création, avec les sommes ainsi obtenues, d'un fonds spécial, soit rayée du programme. La revendication de confiscation des terres de l'Etat, des monastères et autres serait à reporter à un autre article.

*Tract polycopié des résolutions de la Conférence, édité en décembre 1905*

*Conforme au texte du tract*



Première page du manuscrit de V. Lénine
« Etapes, orientation et perspectives de la révolution ». — 1905
*Réduction*

## ÉTAPES, ORIENTATION ET PERSPECTIVES DE LA RÉVOLUTION

1. Le mouvement ouvrier soulève d'emblée le prolétariat sous la direction du P.O.S.D.R. et *éveille* la bourgeoisie libérale : 1895-1901/02.

2. Le mouvement ouvrier passe à la lutte politique ouverte et *rallie* les couches politiquement éveillées de la bourgeoisie libérale et radicale et de la petite bourgeoisie : 1901-02/1905.

3. Le mouvement ouvrier s'intensifie jusqu'à devenir une *révolution* véritable. La bourgeoisie libérale s'est déjà groupée dans un parti constitutionnel-démocrate et pense à arrêter la révolution par une transaction avec le tsarisme, mais les éléments *radicaux* de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie penchent vers l'alliance avec le prolétariat pour la *continuation de la révolution* : 1905 (surtout à la fin de l'année).

4. Le mouvement ouvrier triomphe dans la révolution *démocratique*, les libéraux gardant une expectative passive et les *paysans* soutenant activement les ouvriers. Y ajouter le soutien des intellectuels radicaux, républicains et des couches correspondantes de la petite bourgeoisie des villes. Le soulèvement paysan l'emporte, le pouvoir des propriétaires fonciers est brisé.

(« Dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et des paysans. »)

5. La bourgeoisie libérale, expectante dans la troisième période, passive dans la quatrième, devient nettement con-

tre-révolutionnaire et s'organise pour ravir au prolétariat les conquêtes de la révolution. Les paysans aisés et bon nombre de paysans moyens « s'assagissent » également, se calment, se retournent vers la contre-révolution pour arracher le pouvoir au prolétariat et aux paysans pauvres sympathisant avec lui.

6. Sur la base des relations qui se sont établies dans la cinquième période, une nouvelle crise s'allume et s'étend, une nouvelle lutte s'engage, dans laquelle le prolétariat combat déjà pour la défense des conquêtes démocratiques en vue de la révolution socialiste. Cette lutte serait presque désespérée pour le seul prolétariat russe, et sa défaite serait tout aussi inévitable que celle du parti révolutionnaire allemand en 1849-1850 ou que celle du prolétariat français en 1871 *si le prolétariat socialiste d'Europe* ne venait à l'aide du prolétariat de Russie.

Ainsi, dans cette phase, la bourgeoisie libérale et les paysans aisés (plus une partie des moyens) organisent la contre-révolution. Le prolétariat de Russie, *plus* le prolétariat européen, organise la révolution.

Le prolétariat de Russie peut remporter dans ces conditions une seconde victoire. Sa cause n'est déjà plus désespérée. La seconde victoire sera *la révolution socialiste en Europe.*

Les ouvriers européens nous montreront « comment s'y prendre », et nous ferons alors avec eux la révolution socialiste.

*Rédigé à la fin de 1905 ou au début de 1906.*
*Publié pour la première fois en 1926 dans le Recueil Lénine V*

*Conforme au texte du manuscrit*

# LE PARTI OUVRIER ET SES TÂCHES DANS LA SITUATION ACTUELLE [41]

Les tâches générales des étudiants dans le mouvement de libération en Russie ont été exposées plus d'une fois dans la presse social-démocrate, et nous n'avons pas l'intention de nous y arrêter à nouveau dans le présent article. Il n'est point nécessaire de démontrer aux étudiants social-démocrates le rôle essentiel du mouvement ouvrier, l'extrême importance du mouvement paysan, ni l'importance du concours apporté aux uns et aux autres par ceux des intellectuels qui se sont pénétrés d'une conception marxiste du monde, sont passés du côté du prolétariat et sont prêts à devenir de véritables membres du Parti ouvrier.

Nous avons l'intention de nous arrêter, ne serait-ce que brièvement, sur une autre question qui présente actuellement la plus grande importance pratique.

Quel est le trait particulier de l'étape actuelle de la grande révolution russe ?

C'est le fait que les événements ont entièrement dévoilé le caractère illusoire du manifeste du 17 octobre. Les illusions constitutionnelles sont dissipées. C'est la réaction sur toute la ligne. Le pouvoir absolu est complètement rétabli et même « aggravé » par les droits dictatoriaux des satrapes locaux, en commençant par Doubassov[42] et en finissant par la police de bas rang.

La guerre civile bat son plein. La grève politique en tant que telle commence à s'épuiser, elle est refoulée dans le passé, comme forme périmée du mouvement. A Péters-

bourg, par exemple, les ouvriers, exténués et sans force, se sont montrés incapables de mener à bien la grève de décembre. D'autre part, le mouvement dans son ensemble, tout en étant dans le moment présent jugulé par la réaction, a incontestablement atteint un degré beaucoup plus élevé.

L'héroïque prolétariat de Moscou a montré qu'il était possible de mener une lutte active, et il y a entraîné en masse des couches de la population urbaine qui jusqu'à présent étaient considérées comme politiquement indifférentes, sinon réactionnaires. Et les événements de Moscou [43] ne furent que l'une des manifestations les plus marquantes du « courant » qui a jailli dans tous les coins de la Russie. La nouvelle forme d'action s'est trouvée placée devant des tâches telles qu'elles ne pouvaient évidemment être réalisées du premier coup. Mais ces tâches sont maintenant posées à l'ensemble du peuple de façon claire et nette, le mouvement est maintenant plus haut, plus compact, mieux trempé. Et ces conquêtes, rien ni personne n'est à même de les enlever à la révolution.

Les canons de Doubassov ont gagné à la révolution de nouvelles masses populaires dans des proportions inouïes. D'avance, la Douma caricaturale replâtrée est déjà accueillie avec beaucoup plus d'hostilité parmi les combattants d'avant-garde et parmi la bourgeoisie, avec un scepticisme incomparablement plus grand que la vieille Douma de Boulyguine[44].

Et maintenant ?

Regardons la réalité en face. Maintenant nous avons à entreprendre un nouveau travail pour assimiler et repenser l'expérience des dernières formes de lutte, un travail pour préparer et organiser les forces dans les principaux centres du mouvement.

Il serait extrêmement avantageux pour le gouvernement de pouvoir réprimer comme par le passé les actions isolées des prolétaires. Le gouvernement voudrait immédiatement provoquer les ouvriers à se battre aussi à Pétersbourg, dans les conditions les plus désavantageuses pour eux. Mais les ouvriers ne tomberont pas dans cette provocation et sauront se maintenir sur leur voie, celle de la préparation indépendante de prochaines actions dans toute la Russie.

Pour ces actions, les forces nécessaires existent : elles s'accroissent plus vite que jamais. Seule une petite partie d'entre elles a été absorbée dans le courant des événements de décembre. Le mouvement est loin de s'être déployé dans toute sa largeur et sa profondeur.

Considérez ne serait-ce que la presse bourgeoise modérée et les journaux des Cent-Noirs. Personne, pas même *Novoïé Vrémia*[45] ne croit le gouvernement quand il se vante de pouvoir réprimer immédiatement, dans l'œuf, toute nouvelle manifestation active. Personne ne doute que le gigantesque matériau combustible qu'est la paysannerie ne prendra vraiment feu au printemps seulement. Personne ne croit que le gouvernement veuille sincèrement convoquer la Douma et puisse la convoquer tant que subsiste le vieux système des répressions, des lenteurs administratives, de la bureaucratie, de l'arbitraire et de l'obscurantisme.

Ce n'est pas un emballement des révolutionnaires, cent fois dangereux dans une question telle que celle des actions décisives, mais des faits évidents reconnus même des adversaires de la révolution, qui témoignent que le gouvernement a remporté à Moscou une « victoire » qui a rendu sa situation encore plus désespérée qu'elle ne l'était avant octobre.

Le soulèvement paysan grandit. La faillite financière se rapproche. Les réserves d'or sont à sec. Le déficit d'un demi-milliard de roubles ne peut être comblé, bien que la bourgeoisie réactionnaire d'Europe soit toute prête à secourir l'autocratie. Toutes les troupes capables de lutter contre la révolution ont été mises en branle, et malgré cela, la « pacification » du Caucase et de la Sibérie traîne en longueur. L'effervescence qui s'était clairement manifestée après le 17 octobre dans l'armée et dans la marine ne sera évidemment pas calmée par la violence déployée contre les combattants de la liberté dans toute la Russie. Le retour des prisonniers et le retour de l'armée de Mandchourie ne font que stimuler cette effervescence. La mobilisation de nouvelles unités de l'armée contre l'ennemi intérieur fait naître de nouveaux dangers pour l'autocratie. Non seulement la crise n'est pas résolue, mais elle est au contraire élargie et aggravée par la « victoire » de Moscou.

Que le Parti ouvrier ait donc une conscience claire de ses tâches. A bas les illusions constitutionnelles ! Il

faut rassembler les forces nouvelles qui se joignent au prolétariat. Il faut « collecter l'expérience » des deux grands mois de révolution (novembre et décembre). Il faut s'adapter de nouveau à l'autocratie restaurée, il faut savoir, partout où cela est nécessaire, rejoindre la clandestinité. Il faut poser de façon plus précise, de façon pratique, les tâches colossales en vue de nouvelles manifestations actives et nous y préparer de façon plus ferme, plus systématique, plus opiniâtre, en épargnant dans la mesure du possible les forces du prolétariat, épuisé par la lutte gréviste.

Les vagues se succèdent. Après la capitale viendra la province. Après les confins, le cœur même de la Russie. Après le prolétariat, la petite bourgeoisie des villes. Après la ville, la campagne. L'échec du gouvernement réactionnaire dans l'accomplissement de ses tâches les plus ambitieuses est inévitable. De notre préparation au printemps 1906 dépend en grande partie l'issue de la première phase de la grande révolution russe.

*Rédigé fin décembre 1905.*
*Publié le 4 janvier 1906 dans le journal « Molodaïa Rossia » n° 1.*
*Signé : N. Lénine*

*Conforme au texte du journal*

# FAUT-IL BOYCOTTER LA DOUMA D'ÉTAT ?

### LA PLATE-FORME DE LA «MAJORITÉ»

Le parti de la classe ouvrière, le Parti ouvrier social-démocrate de Russie, est en train de s'unifier. Ses deux moitiés fusionnent et préparent le congrès d'unification du Parti, déjà annoncé.

Cependant, entre les deux moitiés du Parti, il subsiste encore un désaccord à propos de la Douma d'État. Tous les membres du Parti doivent avoir une vue claire de cette question afin d'élire en toute conscience les délégués au congrès commun, afin de trancher le débat comme le veulent tous les membres du Parti, et non seulement ses instances centrales et locales actuelles.

Bolcheviks et mencheviks sont d'accord sur ce point : la Douma actuelle est un piteux simulacre de la représentation populaire, il faut lutter contre cette duperie et se préparer à un soulèvement armé pour obtenir la convocation d'une Assemblée constituante librement élue par tout le peuple.

Le litige porte seulement sur la tactique à adopter à l'égard de la Douma. Les mencheviks disent : notre Parti doit prendre part à l'élection des délégués et des grands-électeurs. Les bolcheviks disent : il faut boycotter activement la Douma. Nous exposons ici le point de vue des bolcheviks, qui ont adopté une résolution contre la participation aux élections, au cours de la récente conférence des représentants de 26 organisations du P.O.S.D.R. *

---

* Voir le présent tome, pp. 101-102. (*N.R.*)

Que signifie boycotter activement la Douma ? Le boycottage signifie le refus de participer aux élections. Nous ne voulons élire ni députés à la Douma, ni grands-électeurs, ni délégués. Le boycottage actif signifie non pas simplement se tenir à l'écart des élections, mais utiliser largement les réunions électorales pour la propagande et l'organisation de la social-démocratie. Utiliser les réunions, cela signifie y pénétrer aussi bien légalement (en s'inscrivant sur les listes électorales) qu'illégalement, y exposer tout le programme et toutes les conceptions des socialistes, y montrer tout ce que la Douma a de faux et de mensonger, y appeler à la lutte pour l'Assemblée constituante.

Pourquoi refusons-nous de participer aux élections ? Parce que, en participant aux élections, nous maintiendrons involontairement dans le peuple la confiance dans la Douma, et nous affaiblirons ainsi notre lutte contre ce simulacre de la représentation nationale. La Douma n'est pas un parlement, mais un subterfuge de l'autocratie. Nous devons le démasquer, en repoussant toute participation aux élections.

En effet, si nous considérions comme acceptable de participer aux élections, il faudrait aller jusqu'au bout, jusqu'à l'élection de députés à la Douma. Les démocrates bourgeois, par exemple Khodsky dans le *Narodnoïé Khoziaïstvo*, nous conseillent précisément dans ce but des compromis électoraux avec les cadets. Mais aujourd'hui tous les social-démocrates, bolcheviks et mencheviks, repoussent ce genre de marché, car ils comprennent que la Douma n'est pas un parlement, mais une nouvelle duperie montée par la police.

C'est que nous ne pouvons maintenant tirer des élections aucun avantage pour le Parti. La liberté de propagande est inexistante. Le parti de la classe ouvrière est pourchassé. On arrête sans jugement ses militants, ses journaux sont fermés, ses réunions interdites. Le Parti ne peut, à l'occasion des élections, déployer légalement son drapeau, il ne peut présenter ouvertement ses candidats au peuple sans les livrer à la police. Dans une telle situation, les buts de notre organisation et de notre propagande seront beaucoup mieux servis si nous utilisons de façon révolutionnaire les réunions électorales sans participer aux élections que si nous participons aux réunions en vue des élections légales.

Les mencheviks sont contre les élections des députés à la Douma, mais ils veulent élire délégués et grands-électeurs. Pourquoi ? Pour en faire une Douma populaire ou une représentation libre, illégale, quelque chose dans le genre d'un Soviet des députés ouvriers (et paysans par-dessus le marché) pour toute la Russie ?

A cela nous répliquons : si nous avons besoin de représentants libres, à quoi bon compter sur telle ou telle Douma pour les faire élire ? A quoi bon donner à la police des listes de nos délégués ? Et de plus, à quoi bon créer de nouveaux Soviets des députés ouvriers, par une méthode nouvelle, quand il existe encore, à Pétersbourg notamment, les anciens Soviets des députés ouvriers ? C'est inutile, et même nuisible, car cela engendrera un état d'esprit malsain, l'idée illusoire que les Soviets qui se meurent et se désagrègent peuvent être ranimés par de nouvelles élections, et non par une nouvelle préparation et un nouvel élargissement de l'insurrection. Et si c'est pour l'insurrection, prescrire des élections légales dans des délais légaux est tout simplement grotesque.

Les mencheviks tirent argument de la participation des social-démocrates de tous les pays aux parlements, et même aux plus mauvais. Cet argument n'est pas valable. Nous aussi, nous participerons au parlement jusqu'au bout. Mais les mencheviks se rendent bien compte eux-mêmes que la Douma n'est pas un parlement, et eux-mêmes refusent d'y entrer. Ils disent que la masse ouvrière est fatiguée et veut se reposer avec des élections légales. Mais le Parti ne peut ni ne doit bâtir sa tactique sur la fatigue provisoire de quelques centres. Cela signifierait conduire le Parti à sa perte, car les ouvriers fatigués donneraient des élus non membres du Parti, seulement capables de compromettre celui-ci. Nous devons mener notre travail avec opiniâtreté et patience, en épargnant les forces du prolétariat sans toutefois perdre l'espoir que cette lassitude morale est provisoire, que les ouvriers se dresseront encore plus puissamment et plus audacieusement qu'à Moscou, qu'ils balaieront la Douma tsariste. Que les arriérés, les ignorants aillent à la Douma, le Parti n'enchaînera pas son sort à ces gens-là. Le Parti leur dira : votre propre expérience de la vie confirmera nos prévisions politiques. Vous verrez par vous-mêmes quelle du-

perie est cette Douma, et vous reviendrez alors vers le Parti, convaincus de la justesse de ses conseils.

La tactique des mencheviks est contradictoire et inconséquente (participer aux élections, mais ne pas élire à la Douma). Elle ne convient pas à un parti de masse, car au lieu d'une solution simple et claire, elle donne une solution embrouillée et ambiguë. Elle n'a pas de valeur pratique, car si les listes de délégués tombent entre les mains de la police, le Parti subira un grave préjudice. Enfin, cette tactique est inapplicable car lorsque les mencheviks se présenteront aux réunions électorales avec notre programme, nous aurons inévitablement, au lieu d'élections légales, une utilisation illégale des réunions sans élections. Les conditions policières sont telles que le fait de participer aux réunions conduira les mencheviks non à une participation aux élections mais à l'utilisation révolutionnaire bolchevique des réunions.

A bas la Douma ! A bas la nouvelle duperie policière ! Citoyens ! Honorez la mémoire des héros tombés à Moscou en reprenant les préparatifs de l'insurrection armée ! Vive l'Assemblée nationale constituante librement élue !

Tel est notre mot d'ordre de combat. Et seule la tactique du boycottage actif est compatible avec ce mot d'ordre.

*Rédigé en janvier 1906.*
*Publié en janvier 1906 dans les tracts du Comité central et du Comité central unifié du P.O.S.D.R.*

*Conforme au texte d'un tract du Comité central du P.O.S.D.R.*

# LA DOUMA D'ÉTAT ET LA TACTIQUE DES SOCIAL-DÉMOCRATES [46]

*Rédigé en janvier 1906.*
*Publié en février 1906 en brochure, sous le titre: « La Douma d'Etat et la social-démocratie ». Editions « Proletarskoïé Diélo ».*
*Signé: N. Lénine*

*Conforme au texte de la brochure*

La loi du 11 décembre[47] a mis à nouveau à l'ordre du jour la question de notre tactique à l'égard de la Douma. Faut-il élire ou ne faut-il pas élire à la Douma ? Notre presse démocratique bourgeoise délibère et discute là-dessus avec animation. Récemment une conférence des organisations de la « majorité » du P.O.S.D.R. a pris position sur ce point. Cette conférence à laquelle ont pris part les représentants de 26 organisations, et parmi eux 14 ouvriers élus par plus de 4 000 membres organisés du Parti, a remplacé le IV^e^ Congrès du Parti fixé et annoncé par le Comité central. Le congrès n'a pas pu avoir lieu à cause de la grève des chemins de fer, de l'insurrection de Moscou et de divers événements qui se sont déroulés dans les endroits les plus différents de la Russie. Mais les délégués qui avaient pu venir ont organisé une conférence de la « majorité », qui a discuté entre autres de la question des élections à la Douma qu'elle a résolue négativement, s'étant prononcée pour la non-participation aux élections. Voici à ce sujet un passage de la résolution adoptée par la conférence :

« Le gouvernement autocratique n'a cessé depuis le 17 octobre de fouler aux pieds toutes les libertés civiques fondamentales conquises par le prolétariat. Le gouvernement a noyé tout le pays dans le sang, canonnant et mitraillant les ouvriers, les paysans, les soldats et les marins qui luttaient pour la liberté ! Le gouvernement se moque de la revendication soutenue par l'ensemble du peuple qui réclame la convocation d'une Assemblée constituante et, par la loi du 11 décembre, il essaye de tromper à nouveau le prolétariat et la paysannerie et retarder sa chute définitive.

La loi du 11 décembre exclut en fait de la représentation à la Douma d'Etat le prolétariat et la masse de la paysannerie et tend à assurer

à l'avance, grâce à toutes sortes de subterfuges et d'obstacles policiers, la domination, au sein de la Douma, des éléments cent-noirs des classes exploiteuses.

La conférence exprime la conviction que la réponse de l'ensemble du prolétariat conscient de la Russie à la nouvelle loi tsariste sera une lutte résolue contre cette falsification de la représentation populaire, comme contre toute autre falsification de ce genre.

La conférence considère que la social-démocratie doit s'efforcer de faire avorter cette Douma policière en refusant d'y participer sous quelque forme que ce soit. »

Plus loin, la résolution recommande à toutes les organisations du Parti d'utiliser largement les réunions électorales, non pas pour effectuer, en se soumettant aux interdits policiers, des élections quelles qu'elles soient, mais pour élargir l'organisation révolutionnaire du prolétariat et faire campagne parmi toutes les couches du peuple en faveur d'une lutte décisive contre l'autocratie, puisque c'est seulement après la victoire complète sur celle-ci qu'il sera possible de convoquer des représentants du peuple élus de façon réellement libre.

Cette manière de résoudre la question est-elle juste ? Pour répondre, considérons d'abord les objections éventuelles. Il y a une circonstance qui pouvait parler actuellement en faveur de la participation à la Douma, c'est le fait que les ouvriers ont obtenu certains droits pour les élections à la Douma, et aussi celui que la liberté de propagande est un peu plus large qu'à l'époque de la « première » Douma de Boulyguine, promise par la loi du 6 août. Ces considérations, jointes à la répression de l'insurrection de Moscou et des autres soulèvements, répression qui a rendu nécessaire une certaine période d'accalmie, de rassemblement et de préparation de forces nouvelles, ont naturellement déterminé et déterminent la « minorité » du P.O.S.D.R. à se prononcer pour la participation aux élections, tout au moins à celles des délégués et des grands-électeurs. Ces social-démocrates pensent que nous ne devons pas tenter d'entrer à la Douma d'Etat, qu'il ne convient pas d'aller plus loin que l'élection des grands-électeurs, mais qu'il est indispensable d'utiliser pour l'éclaircissement et l'organisation du prolétariat et pour son éducation politique la possibilité qui s'offre d'effectuer les élections à la curie ouvrière.

A propos de ces arguments, nous signalerons tout d'abord qu'ils découlent tout naturellement des principes généraux de la conception du monde social-démocrate et de la tactique social-démocrate. Nous, représentants de la « majorité », nous devons le reconnaître, afin de ne pas tomber dans l'excès du fractionnisme, qui pourrait porter préjudice à l'unité du Parti dont la nécessité est incontestable. Nous devons absolument revenir à la question de la tactique avec un souci d'efficacité. Si les événements ont confirmé la justesse de notre tactique à l'égard de la Douma du 6 août, qui fut effectivement sabotée, boycottée, balayée par le prolétariat, il n'en résulte pas du tout automatiquement qu'on réussira à faire échouer de la même manière la nouvelle Douma. La situation n'est plus la même aujourd'hui, et il faut peser soigneusement les arguments pour et contre la participation.

Nous venons d'exposer brièvement les arguments essentiels, à notre avis, en faveur de la participation. Passons maintenant aux arguments contre.

La nouvelle Douma est incontestablement une caricature de la représentation populaire. Notre participation aux élections donnera aux masses populaires une idée pervertie de notre jugement sur la Douma.

Il n'y a pas de liberté de propagande. On disperse les réunions. On arrête les délégués.

Si nous mordons à l'appât du « constitutionnalisme » à la Doubassov, nous ne pourrons plus déployer devant les masses le drapeau de notre Parti, et nous affaiblirons les forces du Parti avec peu de profit pour notre cause, car la présentation « légale » de nos candidats ne fera que donner à la police des listes toutes prêtes de militants à arrêter.

Dans la plupart des localités de Russie, la guerre civile fait rage. L'accalmie ne peut être ici que temporaire. La préparation s'impose encore et toujours. Pour notre Parti, il n'est pas rationnel, et il est pratiquement irréalisable, de combiner cela avec les élections régies par la loi du 11 décembre. Il n'y aura pas pour nous d'élections « conformément à la loi », même si nous le voulions, car les conditions de la lutte l'excluent. Quelques exceptions sont certes possibles, mais il ne convient pas d'introduire à cause d'elles la confusion, la désorganisation et l'absence

d'unité dans la tactique du prolétariat de toute la Russie.

Les élections à la Douma conformément à la loi du 11 décembre, à un moment où règnent les Doubassov et Dournovo [48], n'équivalent qu'à jouer au parlementarisme. Il est indigne du prolétariat de participer à ce jeu.

La tactique d'un parti prolétarien de masse doit être simple, claire, directe. Or, les élections des délégués et des grands-électeurs sans élection de députés à la Douma constituent une solution confuse et ambiguë. D'une part, on accepte la forme légale des élections conformément à la loi. D'autre part, on « sabote » la loi, puisque les élections ne sont pas effectuées dans le but de l'appliquer, d'envoyer des députés à la Douma. D'une part, on ouvre la campagne électorale, et d'autre part, on l'interrompt au moment le plus important (du point de vue de toutes les élections), lorsqu'on en arrive à déterminer la composition effective de la Douma. D'une part, les ouvriers limitent leurs élections (des délégués et des grands-électeurs) au cadre absurde et réactionnaire de la loi du 11 décembre. D'autre part, on confie à ces élections ouvrières, qui, de toute évidence, ne reflètent ni entièrement ni exactement les aspirations avancées du prolétariat, le soin de donner corps à ces aspirations en dehors de la Douma (sous forme d'une représentation illégale, ou d'une Douma illégale ou d'une Douma populaire, etc., etc.). Il en résulte un non-sens : des élections sur la base d'un droit électoral inexistant à un parlement également inexistant. Les Soviets des députés ouvriers de Pétersbourg et de Moscou étaient élus par les ouvriers eux-mêmes sans égard aux « formes légales » de la police. L'arrestation de ces Soviets a donné une leçon très importante aux ouvriers. Ces arrestations ont montré combien il est dangereux de se fier au pseudo-constitutionnalisme, à quel point l'« auto-administration révolutionnaire » est précaire sans la victoire des forces révolutionnaires, combien est insuffisante une organisation provisoire sans-parti, qui, si elle peut parfois la compléter, ne saurait en aucun cas remplacer le Parti, organisation de combat solide et de longue durée. Les Soviets des députés ouvriers des capitales sont tombés parce qu'ils manquaient d'un appui solide dans l'organisation de combat du prolétariat. Si nous remplacions ces Soviets par des réunions de grands-électeurs ou

de délégués, nous fournirions un appui verbal au lieu d'un appui de combat, un appui quasi-parlementaire au lieu d'un appui révolutionnaire. Cela équivaudrait à remplacer un canon manquant par un canon dessiné sur du carton.

Ensuite, en participant aux élections, nous plaçons le prolétariat dans une situation fausse par rapport à la démocratie bourgeoise. De nouveau, cette dernière se désagrège. Les libéraux modérés (les cadets) sont à tout prix pour la participation. Les radicaux tendent vers le boycottage. Le fondement de classe de ce clivage est net : l'aile droite de la bourgeoisie tend vers un compromis avec la réaction au moyen de la Douma. L'aile gauche de la bourgeoisie tend vers une alliance avec la révolution, ou tout au moins, vers un soutien de celle-ci (rappelez-vous l'adhésion de l'Union des unions au manifeste du Comité exécutif du Soviet des députés ouvriers de Pétersbourg sur la faillite financière du gouvernement [49]). La tactique du boycottage engendre une attitude claire et juste du prolétariat envers la bourgeoisie révolutionnaire et la bourgeoisie opportuniste. La tactique de la participation entraînera un chaos épouvantable en empêchant le prolétariat de distinguer ses alliés les plus proches de ses ennemis.

Enfin, les buts pratiques de la participation peuvent être atteints tout aussi bien, sinon mieux, par le boycottage. L'évaluation des forces du prolétariat, la propagande et l'organisation, la garantie de la domination des social-démocrates dans la curie ouvrière, tout cela est aussi parfaitement possible si, au lieu de participer aux réunions électorales, on les utilise dans l'intérêt de la révolution, tout cela n'exige nullement l'élection de « délégués » et de « grands-électeurs » en tant que tels. Tout cela serait plus difficile à réaliser si nous détournions nos forces sur ces ridicules élections légales, car nous n'acceptons pas nous-mêmes le but de ces élections, et nous n'avons aucun intérêt à en faire une source d'information pour la police. Il faut croire que le résultat pratique sera presque toujours l'utilisation révolutionnaire des réunions électorales, et non la participation à ces dernières, car les ouvriers ne se soumettront pas aux interdits policiers, n'écarteront pas les « personnes étrangères » (lire les social-démocrates), n'observeront pas le règlement des élections. La force des choses, la force de la

situation révolutionnaire aura pour résultat qu'il ne sortira aucune élection des réunions « électorales », mais qu'il en sortira une agitation politique en dehors et aux dépens des élections, c'est-à-dire ce que nous avons appelé le « boycottage actif ». De quelque manière que nous considérions les choses et expliquions notre point de vue, et quelles que soient nos réserves, la participation aux élections aura inévitablement, dans tous les cas, tendance à faire naître l'idée d'un remplacement de l'Assemblée constituante par la Douma, d'une convocation de l'Assemblée constituante par l'intermédiaire de la Douma, etc. Montrer le caractère trompeur et fictif de la représentation à la Douma, réclamer la convocation d'une Assemblée constituante par la voie révolutionnaire et, dans le même temps, participer à la Douma, c'est là une tactique qui, dans une phase révolutionnaire, est tout juste capable de désorienter le prolétariat, de soutenir les éléments les moins conscients de la masse ouvrière, les éléments les moins consciencieux, les moins fermes sur les principes parmi ceux qui dirigent cette masse. Nous pouvons proclamer la pleine et archi-pleine indépendance de nos candidatures social-démocrates, l'esprit de parti pur et archi-pur qui anime notre participation, il n'en demeure pas moins que la situation politique est plus forte que toutes les proclamations. La réalité ne donnera pas, ne pourra pas donner raison à ces proclamations. Dans la pratique, une participation à la Douma actuelle à l'heure actuelle, aboutira inévitablement, en dépit de notre volonté, à une politique qui ne sera ni social-démocrate ni celle du parti ouvrier.

La tactique recommandée par la conférence de la « majorité » est la seule juste.

La position des « cadets » fournit (indirectement) une curieuse confirmation de cette conclusion. Dans son « chant du cygne » (son numéro du 20 décembre) la *Narodnaïa Svoboda* raisonne de la façon suivante sur une question qui surgissait une fois de plus, celle de savoir s'il fallait entrer à la Douma [50]. La tâche la plus urgente est de convoquer une Assemblée nationale constituante. Le journal considère la chose comme allant de soi. Qui convoquera cette Assemblée constituante et comment ? A cela on peut donner, selon l'opinion de la *Narodnaïa Svoboda*, une triple réponse :

1) le gouvernement légal (ou *de facto* autocratique) ; 2) un gouvernement révolutionnaire provisoire ; 3) une Douma d'Etat, en tant que « pouvoir en concurrence avec le pouvoir ». Il va de soi que les « cadets » choisissent la troisième « issue » et que c'est justement à cause de cette issue qu'ils insistent sur la nécessité de participer à la Douma. Ils repoussent la première issue, renonçant à espérer quoi que ce soit du gouvernement. Quant à la deuxième issue, ils nous donnent l'échantillon de raisonnement suivant, significatif au plus haut point :

« Peut-on compter sur la possibilité de réaliser *dans la pratique* ce gouvernement provisoire, dont maintenant encore — dans les fumées sanglantes de l'insurrection écrasée — les partis révolutionnaires continuent à rêver ? Disons-le franchement : non, on ne peut pas. On ne le peut pas, non parce que l'insurrection armée est impossible, Moscou a prouvé le contraire, et pas même parce qu'une telle insurrection sera fatalement écrasée par la force armée : qui peut prédire l'avenir ?

On ne peut pas compter sur ce gouvernement provisoire parce que, *dans aucune condition* — même dans le cas où l'insurrection réussirait —, il n'aura suffisamment d'autorité et de solidité pour « regrouper l'édifice tombé en poussière » de la terre russe. Il sera emporté par la lame contre-révolutionnaire qui monte du fond de la société.

La révolution russe dure non pas depuis des mois, mais depuis des années ; pendant ce temps, elle a réussi à tracer sa voie d'une manière déterminée et affirmée ; et il faut dire franchement que cette voie ne conduit ni à l'insurrection armée ni à un gouvernement provisoire. Nous n'allons pas fermer les yeux devant la réalité. L'intelligentsia libérale, la paysannerie et le prolétariat sont révolutionnaires, mais la coopération révolutionnaire de ces trois éléments sous le drapeau de l'insurrection armée est *impossible*. Nous n'allons pas chercher qui a raison et qui a tort ; un fait est un fait. Mais dans ce cas, avec quels éléments pourrait se former le fameux gouvernement provisoire des partis révolutionnaires ? Quel pourrait-il être ? Une dictature du prolétariat ? Mais dans la Russie contemporaine, on ne saurait parler de dictature du prolétariat »...

C'est à dessein que nous avons reproduit entièrement ce raisonnement, car il traduit d'une manière remarquable, et avec une précision rare de la part des « cadets », l'essence même du point de vue de la bourgeoisie libérale. Les erreurs de ce raisonnement sont si évidentes qu'il suffit de les indiquer sommairement. Si la possibilité d'une insurrection armée est démontrée maintenant et si l'impossibilité de son succès est indémontrable d'avance, que signifie alors cette objection « la contre-révolution emportera... etc. » ?

C'est une dérobade ridiculement faible. Une révolution sans contre-révolution n'existe pas et ne peut pas exister. Voici maintenant que le 17 octobre est emporté par la lame contre-révolutionnaire, mais est-ce que cela démontre que les revendications constitutionnelles ne sont pas réalistes ? La question n'est pas de savoir s'il y aura contre-révolution, mais de savoir qui, en fin de compte, après des batailles nécessairement longues et sujettes à vicissitudes, sera vainqueur.

La *Narodnaïa Svoboda* comprend que pour répondre à cette question il faut faire le recensement des forces sociales. Et ce recensement, elle le fait, elle reconnaît que le prolétariat, la paysannerie et l'intelligentsia libérale sont révolutionnaires. Mais le journal « décrète » : leur « coopération sous le drapeau de l'insurrection armée est impossible ». Pourquoi ? Là est le nœud de la question, et on ne peut s'en tirer ici par des déclarations gratuites. C'est un fait, et qui reste un fait, que le prolétariat se soulève, que la paysannerie se soulève également, avec la participation, tout au moins, d'une certaine partie de l'intelligentsia bourgeoise. En reconnaissant le fait (qui d'ailleurs n'a nullement besoin maintenant d'être reconnu) que l'insurrection armée est possible, en reconnaissant qu'il est impossible de prédire un échec certain de toutes les explosions futures, le journal a privé ses propres raisonnements de tout fondement. Il s'en tire seulement en truchant, en niant la possibilité de la dictature du prolétariat, c'est-à-dire d'une dictature socialiste, alors qu'il doit s'agir d'une dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie. La sympathie à l'égard de ces classes est acquise ainsi que la coopération avec elles d'une certaine partie de la petite-bourgeoisie en général et de l'intelligentsia bourgeoise en particulier reste la question du degré d'organisation et de la capacité de combat. C'est une très vaste et très sérieuse question, évidemment, mais la résoudre négativement, sans réfléchir, ne peut être que le fait de gens qui veulent de toute évidence éviter de trouver la solution.

La position des grands propriétaires fonciers libéraux est claire. Ils veulent participer à la Douma précisément parce qu'ils ne veulent pas participer à la lutte révolutionnaire. Ils veulent la convocation de la Douma précisément parce

qu'ils ne veulent pas la convocation révolutionnaire d'une Assemblée constituante. Ils veulent la Douma précisément parce qu'ils veulent un accommodement. L'attitude différente des libéraux et des social-démocrates à l'égard de la Douma reflète ainsi avec une parfaite précision la position de classe différente de la bourgeoisie et du prolétariat. Et pour se rendre compte à quel point il est vain de languir après accommodement et après la Douma à une époque où la guerre civile est exacerbée, il suffit de se référer, entre autres, à l'interdiction des journaux « cadets », à l'existence pitoyable à laquelle est réduite toute la presse libérale légale en général. Toute cette presse cite chaque jour une foule de faits qui montrent le caractère absolument factice de toute représentation à la Douma, l'impossibilité complète d'une propagande tant soit peu libre et d'élections tant soit régulières. La réalité de la situation révolutionnaire et contre-révolutionnaire infirme mieux que tous les arguments les rêves de participation à la Douma dans un but de lutte, et mieux que tous les arguments, elle démontre la justesse de la tactique du boycottage actif.

En conclusion, encore deux mots sur la façon dont nous devons maintenant organiser notre propagande à l'intérieur du Parti pour le boycottage actif de la Douma, par suite de la fusion des fractions en cours et de la complète unification du Parti ouvrier social-démocrate de Russie.

La fusion est nécessaire. Il faut soutenir la fusion. Dans l'intérêt de la fusion, il faut mener la lutte contre les mencheviks sur la tactique, dans le cadre de relations fraternelles, en s'efforçant de convaincre tous les membres du Parti, en ramenant la polémique à un exposé sérieux des arguments pour et contre, à une explication de la position du prolétariat et de ses tâches en tant que classe. Mais la fusion ne nous oblige nullement à masquer les désaccords tactiques ou à exposer notre tactique d'une manière incohérente et embrouillée. Rien de semblable. La lutte des idées pour la tactique que nous reconnaissons juste, nous devons la mener ouvertement, directement et résolument jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'au congrès d'unification du Parti. Dans un Parti uni, il doit avoir une seule tactique qui définisse les actions immédiates du Parti. Cette tactique unique doit être celle de la majorité des membres du Parti :

quand la majorité est nettement définie, la minorité est tenue de se soumettre dans sa conduite politique, tout en conservant le droit de critique et de propagande dans le but de soumettre la question à un nouveau congrès.

Dans la situation actuelle de notre Parti, les deux fractions se sont mises d'accord pour convoquer un congrès d'unification, et toutes deux sont d'accord pour se soumettre à ses décisions. C'est le congrès d'unification qui définira une tactique unique pour le Parti. Notre tâche est d'accélérer par tous les moyens la convocation de ce congrès et de contribuer de la façon la plus énergique à ce que tous les membres du Parti se fassent une idée et une conception claires de la différence des tactiques concernant la participation à la Douma, que tous les membres du Parti, en pleine connaissance de cause, et ayant pesé entièrement les arguments de l'une et l'autre partie, fassent consciemment, et non au hasard, leur choix des délégués au congrès commun, qui unifiera tout le Parti et qui unifiera notre tactique.

# LA SITUATION ACTUELLE DE LA RUSSIE ET LA TACTIQUE DU PARTI OUVRIER [61]

Le Parti ouvrier social-démocrate de Russie traverse une période très difficile. La loi martiale, les fusillades et les exécutions, les prisons archi-pleines, le prolétariat épuisé par la faim, le chaos dans l'organisation, encore renforcé par la destruction de nombreux points d'appui clandestins et l'absence de points d'appui légaux, enfin, les discussions sur la tactique allant de pair avec l'œuvre difficile du rétablissement de l'unité du Parti, tout cela provoque inévitablement un certain désarroi parmi les forces du Parti.

Le moyen formel permettant d'en sortir est de convoquer un congrès d'unification du Parti, et tous les militants doivent, selon notre conviction profonde, hâter de toutes leurs forces cette convocation. Mais, pendant que se poursuit le travail de convocation du congrès, il est indispensable d'exposer à tous et de discuter de façon extrêmement sérieuse la très importante question des causes les plus profondes de cet état de choses. La question du boycottage de la Douma d'Etat n'est au fond qu'une petite partie du vaste problème de la révision de toute notre tactique. Et ce dernier problème à son tour n'est qu'une petite partie du grand problème de la situation actuelle de la Russie et de la signification de la période actuelle dans l'histoire de la révolution russe.

Liées aux deux appréciations de cette période, deux lignes tactiques différentes se dessinent. Les uns (voir par exemple l'article de Lénine dans la *Molodaïa Rossia* *) con-

* Voir le présent tome, pp. 91-94. (*N.R.*)

sidèrent que la répression de l'insurrection de Moscou et des autres soulèvements n'est que la préparation du terrain et des conditions pour une nouvelle lutte armée plus résolue. Pour eux, la signification de la période actuelle réside dans la destruction des illusions constitutionnelles. Les deux grands mois de révolution (novembre et décembre) sont considérés comme ceux de la transformation d'une grève générale pacifique en insurrection armée de tout le peuple. La possibilité de cette insurrection est démontrée, le mouvement a gravi un degré supérieur, les larges masses ont acquis l'expérience pratique nécessaire pour le succès de l'insurrection future, les grèves pacifiques ont épuisé leurs possibilités. Il faut collecter plus soigneusement cette expérience, il faut permettre au prolétariat de se recueillir, de rejeter une fois pour toutes les illusions constitutionnelles et toute idée de participation à la Douma, préparer avec plus d'opiniâtreté et de patience la nouvelle insurrection, renforcer les liens avec les organisations de la paysannerie qui, vraisemblablement, se soulèvera plus puissamment encore au printemps.

Les autres apprécient de façon différente le moment actuel. Dans le numéro 3 et surtout dans le numéro 4 de ses *Cahiers* [52] le camarade Plékhanov a exposé de la manière la plus conséquente une autre appréciation, bien que malheureusement il n'ait pas toujours mené jusqu'au bout ses raisonnements.

« La grève politique commencée inopportunément, écrit le camarade Plékhanov, a conduit à une insurrection armée à Moscou, Rostov, etc. La force du prolétariat était insuffisante pour vaincre. Il n'était pas difficile de le prévoir. Et c'est pourquoi il ne fallait pas prendre les armes . » La tâche pratique des éléments conscients du mouvement ouvrier « consiste à montrer au prolétariat son erreur, à lui expliquer tous les risques que l'on court à jouer à ce jeu qui s'appelle insurrection armée ». Plékhanov ne conteste pas le fait qu'il veut freiner le mouvement. Il rappelle comment Marx, six mois avant la Commune, avait mis en garde le prolétariat parisien contre des actions prématurées [53]. « La vie a montré, écrit Plékhanov, que la tactique à laquelle notre Parti s'en tenait dans les derniers mois est inconsistante. Sous peine de nouvelles défaites,

nous devons mettre au point de nouvelles méthodes tactiques »... « Et surtout, nous devons immédiatement accorder une attention plus soutenue au mouvement syndical des ouvriers. » — « Une très grande partie de nos camarades s'est laissée entraîner outre mesure par l'idée de l'insurrection armée au lieu de s'occuper tant soit peu sérieusement de soutenir le mouvement syndical »... « Il nous faut faire cas du soutien des partis d'opposition non prolétariens, et non les repousser par des gestes maladroits. » Il est tout à fait naturel que Plékhanov se prononce également contre le boycottage de la Douma (sans préciser d'ailleurs s'il est pour la participation à la Douma ou pour la création par les grands-électeurs de ces « organes d'autoadministration révolutionnaire » si chers aux « mencheviks »). « La propagande électorale à la campagne poserait de front la question de la terre. » La confiscation de la terre est approuvée par les deux fractions de notre Parti, et « il est temps maintenant de mettre en œuvre » leurs résolutions.

Telles sont les opinions de Plékhanov que nous avons exposées presque en entier dans les termes mêmes de l'auteur des « Cahiers ».

Nous espérons qu'après cet exposé, le lecteur sera convaincu que la question de la tactique à l'égard de la Douma n'est qu'une partie d'un problème de tactique générale, soumis à son tour à la question de l'appréciation de toute la période révolutionnaire actuelle. Les racines du désaccord sur la tactique résident dans les points suivants. Il ne fallait pas prendre les armes, disent les uns, et ils appellent à mettre en évidence les risques de l'insurrection armée et à reporter le centre de gravité sur le mouvement syndical. La deuxième, la troisième grève et l'insurrection étaient des erreurs. Les autres pensent par contre qu'il fallait prendre les armes, car autrement le mouvement n'aurait pu s'élever à un degré supérieur, il n'aurait pu acquérir l'expérience pratique nécessaire aux insurrections, il n'aurait pu se libérer du cadre étroit de la seule grève pacifique qui a épuisé ses possibilités en tant que moyen de lutte. Pour les uns, par conséquent, la question de l'insurrection est pratiquement retirée de l'ordre du jour, tout au moins jusqu'à ce que se présente une nouvelle situation

qui nous obligerait à réviser une fois encore notre tactique. L'adaptation à la « constitution » (participation à la Douma et travail renforcé dans le mouvement professionnel légal) en est la conclusion inévitable. Pour les autres, au contraire, c'est précisément maintenant que, sur la base de l'expérience pratique acquise, expérience qui a démontré la possibilité de la lutte contre la troupe et qui a défini comme tâche immédiate une préparation plus opiniâtre et plus patiente de nouvelles actions, c'est maintenant que la question de l'insurrection se trouve placée à l'ordre du jour. D'où le mot d'ordre : à bas les illusions constitutionnelles ! et la relégation du mouvement professionnel légal à une place modeste, en tout cas pas « essentielle ».

Il va de soi que nous devons examiner cette question controversée non pas dans le but de savoir laquelle de l'une ou de l'autre ligne d'action est la plus souhaitable, mais sous l'angle des conditions objectives du moment et du rapport des forces sociales. Nous considérons le point de vue de Plékhanov comme erroné. Juger de l'insurrection de Moscou en disant qu'« il ne fallait pas prendre les armes », c'est raisonner de façon extrêmement partiale. Retirer de l'ordre du jour la question de l'insurrection, c'est au fond reconnaître que la période révolutionnaire est terminée et que la révolution démocratique entre dans une période « constitutionnelle », c'est-à-dire mettre plus ou moins sur le même plan, disons, la répression des insurrections de décembre en Russie et la répression des insurrections de 1849 en Allemagne. Bien sûr, il n'y a rien qui empêcherait notre révolution de connaître cette issue, et du point de vue de l'instant présent, où la réaction se déchaîne, il est aisé de se dire qu'une telle issue est déjà engagée. Il est absolument certain également qu'il serait plus rationnel de repousser résolument toute idée d'insurrection si les conditions objectives rendaient celle-ci impossible que d'user ses forces dans de nouvelles et infructueuses tentatives.

Mais cela équivaut à généraliser trop hâtivement, à élever au rang de loi pour toute une période la situation qui s'est créée à l'instant présent. N'avons-nous pas vu la réaction dans toute sa fureur après chaque grand pas en avant ou presque accompli par la révolution ? Et, malgré cette

réaction, le mouvement ne s'est-il pas élevé plus puissamment encore quelque temps après ? L'autocratie n'a pas cédé aux impératifs inéluctables de toute l'évolution sociale : au contraire, l'autocratie continue à regresser, provoquant des protestations même jusque dans la bourgeoisie qui applaudissait à la répression de l'insurrection. Les forces des classes révolutionnaires, celles du prolétariat et de la paysannerie, sont loin d'être épuisées. La crise économique, le délabrement des finances vont s'élargir et s'approfondir plutôt que s'atténuer. Même les journaux de la bourgeoisie, partisane de l'« ordre légal » et qui est incontestablement hostile à l'insurrection *, reconnaissent dès maintenant la possibilité d'une nouvelle explosion, encore que la répression de la première insurrection ne soit pas terminée. Le caractère bouffon de la Douma apparaît de plus en plus clairement, et la vanité pour le Parti d'essayer de participer aux élections devient de plus en plus certaine.

Ce serait faire preuve de myopie, ce serait se mettre à plat ventre devant la situation présente, que de retirer de l'ordre du jour la question de l'insurrection dans de pareilles conditions. Voyez dans quelle contradiction tombe Plékhanov lorsqu'il conseille chaleureusement de mettre en œuvre la résolution sur la propagande pour la confiscation de la terre parmi la paysannerie et qu'en même temps, il se donne pour but de ne pas repousser les partis d'opposition par des gestes maladroits, qu'il rêve de poser « de front » la question de la terre au cours de la propagande électorale à la campagne. On peut dire en toute certitude que les grands propriétaires fonciers libéraux vous pardonneront des millions de « maladresses », mais qu'ils ne vous pardonneront jamais les appels à la confiscation de la terre. Ce n'est pas un hasard si même les cadets disent qu'ils seraient eux aussi pour la répression des soulèvements

* Voici par exemple ce qu'écrit le journal conservateur bourgeois *Slovo* (n° 364 du 25 janvier) : « Parmi les partisans les plus convaincus du centre, on peut entendre de plus en plus souvent des voix, encore hésitantes et incertaines, il est vrai, qui disent que sans une nouvelle explosion, préparée par les partis révolutionnaires, la réforme ne sera pas réalisée avec toute l'ampleur et toute l'intégrité nécessaires... Actuellement, il ne reste pratiquement plus d'espoir de voir la réforme accomplie d'en haut par des voies pacifiques. »

paysans par la force armée, pourvu que celle-ci soit placée sous leur contrôle, et non sous celui de la bureaucratie (voir l'article du prince Dolgoroukov dans le *Pravo* [54]). On peut dire avec certitude que c'est précisément dans l'agitation électorale que la question de la terre ne sera jamais posée « de front », comme elle a été posée, comme elle l'est et comme elle le sera en dehors de la Douma et en dehors des élections menées avec la participation de la police.

Nous sommes entièrement pour le mot d'ordre de la confiscation de la terre. Mais la confiscation de la terre n'est qu'un mot creux si elle ne signifie pas la victoire de l'insurrection armée, car aujourd'hui la paysannerie a contre elle non seulement la troupe, mais aussi des groupes de mercenaires à la solde des propriétaires fonciers. En prêchant la confiscation de la terre, nous appelons les paysans à l'insurrection. Serions-nous en droit de faire cela, sans tomber dans la phraséologie révolutionnaire, si nous ne comptions pas sur le soulèvement des ouvriers dans les villes, sur le soutien des ouvriers aux paysans ? Ce serait une amère plaisanterie si, faute d'organisations de combat, les ouvriers proposaient aux paysans, qui se soulèveraient en une vague puissante et commenceraient à confisquer les terres, le concours d'organisations professionnelles placées sous tutelle de la police.

Non, nous n'avons pas de raisons de retirer de l'ordre du jour la question de l'insurrection. Nous n'avons pas à élaborer une nouvelle tactique du Parti à la lumière des conditions de la période de réaction actuelle. Nous ne pouvons pas et nous ne devons pas désespérer de voir enfin s'unir les trois courants d'insurrection divergents — ouvriers, paysans et soldats — en un seul soulèvement victorieux. Nous devons nous y préparer, sans nous refuser, bien sûr, à utiliser tous les moyens « légaux » pour amplifier la propagande, l'agitation et l'organisation, mais sans nous faire non plus d'illusions sur la solidité et la valeur de ces moyens. Nous devons grouper l'expérience des insurrections de Moscou, du bassin du Donetz, de Rostov, et d'autres soulèvements, faire largement connaître cette expérience, préparer opiniâtrement et patiemment de nouvelles forces pour le combat, les éduquer et les tremper dans une série d'actions armées.

La nouvelle explosion ne commencera peut-être pas encore au printemps, mais elle est en marche et, probablement, elle n'est pas tellement éloignée. Nous devrons l'accueillir armes à la main, organisés militairement, capables de livrer des assauts décisifs.

Nous nous permettrons ici une petite digression à propos des actions de groupes armés. Nous pensons qu'il est erroné de les comparer à des actes de terrorisme. La terreur était une vengeance contre des individus. La terreur était une conspiration de groupes d'intellectuels. La terreur n'était en aucune façon liée à l'état d'esprit des masses. La terreur ne préparait aucun chef militaire pour des luttes de masses. La terreur était le résultat — et aussi le symptôme et le compagnon — du manque de confiance dans l'insurrection, de l'absence de conditions nécessaires pour l'insurrection.

Les actions armées ne sont pas une vengeance, mais des actes de combat. Elles ressemblent aussi peu à des aventures que les raids de commandos de chasse sur les arrières de l'armée ennemie, en période d'accalmie sur le champ de bataille principal, ressemblent peu à des meurtres de duellistes ou de conspirateurs. Les actions des groupes de combat formés depuis longtemps déjà par les social-démocrates des deux fractions dans tous les grands centres du mouvement, et comprenant principalement des ouvriers, sont indiscutablement liées à l'état d'esprit des masses de la façon la plus évidente et la plus immédiate. Ces actions préparent directement des chefs militaires pour les luttes de masses. A l'heure actuelle, ces actions, non seulement ne sont pas le résultat d'un manque de confiance dans l'insurrection, ou de l'impossibilité d'un soulèvement, mais au contraire, sont une partie intégrante indispensable de l'insurrection en cours. Bien entendu, toujours et partout, des erreurs sont possibles, il peut y avoir des tentatives d'actions inopportunes ; il peut y avoir des emballements et des excès qui, toujours et incontestablement, sont nuisibles et peuvent porter préjudice à la tactique la plus juste. Mais le fait demeure que jusqu'à présent, dans la majorité des centres purement russes, nous souffrons d'un autre extrême, d'un manque d'initiative de la part de nos groupes de combat, de leur manque

d'expérience, du peu d'énergie de leurs actions. Sous ce rapport, le Caucase, aussi bien que la Pologne et les Territoires Baltes nous ont devancés ; or, ce sont précisément les centres où le mouvement s'est le plus éloigné de l'ancienne terreur, où l'insurrection a été le mieux préparée, où le caractère de masse de la lutte prolétarienne s'exprime avec le plus de vigueur et d'éclat.

Il nous faut rattraper ces centres. Il nous faut non pas retenir mais encourager les actions des groupes de combat, si nous voulons préparer l'insurrection autrement qu'en paroles et si nous avons reconnu que le prolétariat était effectivement prêt à se soulever.

La révolution russe a commencé par une prière au tsar d'accorder la liberté. Les fusillades, la réaction, le régime de Trépov [55] n'ont pas étouffé, mais au contraire enflammé le mouvement. La révolution a fait un second pas. Elle a arraché par la force au tsar la reconnaissance de la liberté. Elle a défendu les armes à la main cette liberté. Elle ne l'a pas sauvée du premier coup. Les fusillades, la réaction, les Doubassov n'étoufferont pas, mais au contraire enflammeront le mouvement. Nous voyons devant nous se dessiner le troisième pas, celui qui déterminera l'issue de la révolution : la lutte du peuple révolutionnaire pour le pouvoir, pour un pouvoir qui sera capable de réaliser vraiment la liberté. Dans cette lutte, nous ne devons pas compter sur le soutien des partis d'opposition, mais sur celui des partis démocratiques révolutionnaires. Ici, à côté du prolétariat socialiste marchera la paysannerie démocratique et révolutionnaire. Ce sera une grande lutte, une lutte difficile, une lutte menée pour conduire jusqu'au bout la révolution démocratique, une lutte pour sa victoire totale. Mais à l'heure actuelle, tous les symptômes indiquent que la marche même des événements ne fait que rapprocher cette lutte. Faisons en sorte que la nouvelle vague trouve le prolétariat russe prêt au combat d'une manière nouvelle.

*« Partinyé Izvestia »*
*n° 1, 7 février 1906.*
*Signé : Le Bolchevik*

*Conforme au texte du journal*

# LA CONFÉRENCE DE VILLE DE PÉTERSBOURG DU P.O.S.D.R. [56]

11 (24) FÉVRIER 1906

## INTERVENTIONS SUR LA VALIDITÉ DES MANDATS DES DÉLÉGUÉS DES ORGANISATIONS DE LA BANLIEUE ET DE L'ARRONDISSEMENT DE VYBORG

### 1

La première décision de la Conférence sur la vérification générale formelle des mandats a été sabordée par la décision adoptée à propos de l'organisation de la banlieue. Cette organisation comportait 56 voix douteuses, et c'est seulement de celles-ci qu'il pouvait s'agir. Le Comité et la conférence d'arrondissement avaient procédé à la vérification des élections ; si l'on ne se fie pas à la décision du Comité de Pétersbourg concernant l'organisation de la banlieue, il faut être conséquent, donc vérifier tous les arrondissements.

### 2

La question qui a été posée par le camarade Martov concerne l'aspect formel des choses ; si vous avez résolu d'examiner ici le cas d'un arrondissement sur la base des protestations avancées, il faut alors prendre la même décision concernant les autres arrondissements à propos desquels il y a aussi des protestations. Le camarade Akim [57] a

trouvé une irrégularité dans le quartier de Vyborg, et la Conférence, qui a pris une décision concernant l'organisation de la banlieue, doit étendre cette décision à celle de l'arrondissement de Vyborg.

3

Une motion d'ordre. Si le Comité de Pétersbourg a reconnu la valadité des mandats de l'organisation de la banlieue, je m'étonne de la proposition du camarade Martov visant à exclure cette organisation de la Conférence.

4

La proposition du camarade Martov ne peut être mise aux voix car la question qu'elle concerne ne peut être résolue que par le Comité de Pétersbourg.

5

Rendez-vous compte, camarades, de la monstruosité qu'on vous propose. On a discuté une question importante, à la solution de laquelle doit prendre part toute l'organisation de Pétersbourg, et voilà tout d'un coup qu'on vous propose d'éliminer une partie considérable de cette organisation : la banlieue. Réfléchissez à cela. Pour ma part, je considère qu'on ne doit absolument pas se permettre un tel vote. Je vous prie de voter : l'assemblée désire-t-elle mettre aux voix la proposition du camarade Martov ?

6

Il faut envisager la chose de sang-froid. La question se pose en ces termes : pouvons-nous priver l'organisation de la banlieue du droit de vote à la conférence ; dès l'instant où sa représentation est légitime, ce serait le comble de l'arbitraire de ne pas la faire participer au vote actuel ; sa représentation a été reconnue par vous

comme légitime, et elle n'a pas voté tant que l'on examinait la légitimité de sa représentation ; dans toutes les questions suivantes, elle doit prendre part au vote.

## RÉSOLUTION CONTRE LA PROPOSITION DE MARTOV D'ANNULER LE RAPPORT DU COMITÉ DE PÉTERSBOURG

L'assemblée reconnaît que la question soulevée par le camarade Martov n'a pas à être soumise à la discussion et n'exige pas de vote.

## EXPOSÉ DES MOTIFS

Le camarade Martov a tort ; il dit que des remarques du genre « soulever encore une fois la question » sont inadmissibles. Ce n'est pas vrai. Dans les réunions, on admet toujours toutes sortes de remarques. En ce qui concerne le rapport, il est indispensable de l'entendre. Ce rapport prendra en tout quelque 15 ou 20 minutes ; sinon on pourra nous dire qu'à la Conférence, outre des irrégularités d'ordre moral, nous avons aussi commis des irrégularités juridiques (outre des omissions morales, il y a eu des omissions juridiques). Il faut absolument entendre le rapport. Si vous jugez nécessaire de le ratifier, ratifiez-le, et si vous ne le jugez pas nécessaire, ne le ratifiez pas.

## PROPOSITION SUR LE RAPPORT DU COMITÉ DE PÉTERSBOURG

Je voudrais faire une proposition. La question soulevée par le camarade Akim sur l'approbation du rapport peut être retirée de l'ordre du jour ; je propose la résolution suivante : « L'assemblée, ayant entendu le rapport du Comité de Pétersbourg, reconnaît la représentation à la conférence comme légitime, la conférence comme constituée, et sa décision comme obligatoire pour l'organisation social-démocrate de Pétersbourg. »

## INTERVENTION EN FAVEUR DE LA PROPOSITION

Je suis d'accord que l'ordre des votes doit se conformer au contenu des propositions, mais je considère la mienne comme la plus radicale, les autres n'étant que des propositions conciliatrices. Si vous rejetez la proposition radicale, vous voterez donc les propositions conciliatrices.

## REMARQUE À PROPOS DE LA RÉSOLUTION SUR LA TACTIQUE DU BOYCOTTAGE

Si la longueur de la résolution a fatigué l'assemblée, je le regrette, mais si nous voulons discuter sur le fond, nous devons voir clairement ce que nous critiquons. Ma résolution résume tout ce qui a été dit dans les discussions antérieures et dont on n'a pas eu le temps de parler ici, or on ne peut pas ajourner plus longtemps la réunion. Si l'on n'a pas le temps de discuter la résolution, on peut élire une commission.

*Publié pour la première fois en 1930 dans la revue « Proletarskaïa Révolioutsia » n° 12 (107)*

*Conforme au sténogramme conservé dans les archives de l'Institut Marx-Engels-Lénine.*

# LA CONFÉRENCE DE VILLE DE PÉTERSBOURG DU P.O.S.D.R. (II)

FIN FÉVRIER (DÉBUT MARS) 1906

## INTERVENTION EN FAVEUR DE LA RÉSOLUTION SUR LA TACTIQUE DU BOYCOTTAGE

1

La résolution est longue — une « litanie », comme dit le camarade Dan — c'est vrai, mais ce défaut est racheté par une qualité : tous les arguments y sont examinés, faute de quoi l'explication de la tactique ne serait pas suffisamment réfléchie, pas juste. Pour les masses, il faut être bref, mais cette résolution est faite pour les organisations, et non pour les masses. La discussion n'a pas eu lieu sur tous les points, mais tous ils ont été évoqués. Il faut développer la totalité des points de vue utilisés dans la propagande politique. On ne peut en aucune manière affirmer que la minorité a été étouffée par la majorité, bien que, il est vrai, la position de la partie battue ne soit pas des plus brillantes. Pour en sortir, on peut proposer une division du travail : vous, vous critiquez la Douma, et nous, nous développerons la tactique. Imposer au camarade Dan de défendre les points avec lesquels il n'est pas d'accord, cela personne ne le veut. L'accusation de travail fractionnel et de polémique est toute gratuite.

2

Dans la résolution courte (celle de Martov) il y a aussi de la polémique, mais pourquoi donc voulez-vous nous rendre ridicules en nous proposant de l'adopter. Le projet

de la grande résolution semble contenir des motifs qui n'ont pas été discutés par le prolétariat. Mais le mannequin des ouvriers de chez Rastériaev a ridiculisé l'idée même de représentation [58], et il est probable qu'ils avaient pensé également à la paysannerie.

## OBJECTIONS CONTRE LES AMENDEMENTS AUX POINTS 3 ET 6 DU PROJET DE RÉSOLUTION

### 1

Vous affaiblissez la résolution : non seulement le gouvernement empêche les élections, mais encore il met en place les chefs de zemstvos [59] en qualité d'élus.

### 2

L'amendement du camarade Dan manque d'exactitude. « L'Union du 17 octobre » [60] fait partie de l'opposition, toutefois elle n'est pas poursuivie. Nous devons défendre les cadets s'ils sont persécutés, même sans motif sérieux.

### 3

Le « zoubatovisme » [61] n'est pas seulement une méthode policière destinée à appréhender les suspects, il s'appuie sur le mouvement ouvrier, c'est une organisation de la classe ouvrière. Le « zoubatovisme » est une invention purement russe. Et on continue à l'appliquer. La Douma est un jeu policier, mais on n'y trouve pas trace de constitution. En général, le mot «zoubatovisme » est employé ici à titre de comparaison, et c'est pourquoi il n'est pas complet comme définition. Enfin, ne disons-nous pas que c'est une « nouvelle » forme de « zoubatovisme », étendu à *toute la Russie*, un « zoubatovisme » *d'Etat*. Et notre tactique est ici la même que toujours à l'égard du « zoubatovisme ». Nous sommes allés aux réunions des zoubatoviens, mais nous n'avons jamais été membres de leur organisation.

## INTERVENTIONS LORS DE LA DISCUSSION DES POINTS 7 ET 8 DU PROJET DE RÉSOLUTION

### 1

La déclaration du camarade Dan sur une inexactitude de fait est une grande nouvelle pour moi. Jusqu'à présent, il n'a jamais été déclaré officiellement que la « participation à la Douma » [62] était admissible. Ni Parvus ni même Plékhanov n'ont rien dit de semblable jusqu'à présent. Ensuite, ne pas tenir compte du fait que la partie consciente du prolétariat envisage la question ainsi et pas autrement serait pour nous une attitude trop étroite, et si nous en tenons compte, ce n'est pas par hasard. Je suis prêt à apporter ce correctif : « la majorité écrasante » à la place de « tous ».

### 2

La déclaration officielle du camarade Dan est particulièrement précieuse pour moi, c'est la première fois en général que j'entends une telle déclaration. Il reste seulement à souhaiter qu'elle paraisse dans la presse, puisque jusqu'à présent on n'y a jamais trouvé quelque chose de semblable. Les mencheviks ont même toujours protesté lorsqu'on leur attribuait pareille opinion. Le tract du Comité central unifié établit que les deux fractions du Parti sont d'accord pour dire que l'on ne doit pas entrer à la Douma. C'est un document, et dans ce point de notre résolution, rien ne le contredit. En ce qui concerna Plékhanov, la remarque de Dan est inexacte. Il a simplement dit : « je suis contre le boycottage », et il a mis un point à l'endroit le plus intéressant. Nous sommes suffisamment informés, et la référence à Poltava n'a pas ébranlé notre opinion sur le point de vue de majorité du prolétariat dans la question de la participation à la Douma. La solidarité doit être soulignée.

### 3

Dan pense que si la Douma se réunit, ce sera une répétition de l'année 1849. C'est faux. La Douma, c'est le Landtag uni de 1847 [63], et nous n'avons pas l'intention

d'entrer dans ce genre de Landtag. J'estime nécessaire de prendre acte des indications de Lounatcharski. Je considère qu'il faut répondre à trois questions : 1) le fait est-il exact que la majorité a raison ? — c'est exact ; personne ne nous a démentis, et tout ce qui a été dit est gratuit et ne peut constituer une base suffisante pour que la constatation de ce fait soit rayée ; 2) faut-il tenir compte de ce fait ? — c'est indispensable ; 3) comment la rédaction de l'Organe central envisage-t-elle la question soulevée par ce point de l'exposé des motifs ? — Elle a reconnu que la participation à la Douma était *impossible*, je l'affirme. Je ne pensais pas que cela heurterait à tel point nos camarades mencheviks ; jusqu'à présent, personne, jamais, nulle part, n'a dit quoi que ce soit de semblable à ce qu'a dit le camarade Dan. Le camarade Dan hésite, et cela m'afflige beaucoup.

4

On dit que tout ce qui suit est bourré de polémique. Ce n'est pas vrai, loin de nous de vouloir atteindre ce but. Pourquoi ne doit-on pas entrer à la Douma ? Parce que le peuple peut penser qu'il est utile d'aller aux urnes, indépendamment de ce que les camarades mencheviks pensent du peuple. Nous n'attaquons personne, nous examinons un argument. Nous estimons nécessaire de n'envoyer que des mannequins.

## DÉCLARATION ÉCRITE AU BUREAU DE LA CONFÉRENCE

*Déclaration de fait.* Je déclare que les affirmations du camarade Dan sont erronées et qu'il ne réfute aucun de mes propos sur l'absence dans la presse d'affirmations semblables à ce qu'a déclaré le camarade Dan.

## RÉSOLUTION SUR L'EXPOSÉ DES MOTIFS DE LA TACTIQUE DU BOYCOTTAGE

La Conférence estime nécessaire de motiver de façon détaillée la résolution de l'organisation social-démocrate de Pétersbourg déclarant irrationnelle la participation aux

élections, cela nullement dans un but de polémique avec les camarades ex-mencheviks ni pour leur porter ombrage en tant que social-démocrates, mais dans le but d'exposer officiellement et de façon précise l'opinion de la majorité de l'organisation sur le caractère et la signification du boycottage total.

*Publié pour la première fois en 1931 dans la revue « Prolétarskaïa Révolioutsia » n° 1 (108)*

*Conforme au sténogramme conservé dans les archives de l'Institut Marx-Engels-Lénine*

# À TOUS LES OUVRIERS ET À TOUTES LES OUVRIÈRES DE LA VILLE DE PÉTERSBOURG ET DES ENVIRONS [64]

Camarades ouvriers !

Les ouvriers social-démocrates organisés appartenant à l'ensemble des organisations du P.O.S.D.R. de la ville de Pétersbourg et de la banlieue, ont formulé leur décision définitive et obligatoire pour le Comité du Parti et pour toutes ses organisations locales, concernant la question des élections à la Douma d'Etat. En dépit de tous les obstacles et de tous les pièges montés par la police, les ouvriers ont réussi à organiser *120 réunions de cercles* où cette question a été discutée en détail, avec la participation de représentants des deux tactiques qui se sont dessinées dans notre Parti. *Plus de deux mille ouvriers* et intellectuels membres de notre Parti ont voté cette question et, à une majorité de 1 168 voix contre 926 (sur 2 094 votes exprimés), se sont prononcés *pour le boycottage total* non seulement de la Douma, mais aussi *de toute élection* à cet organisme. La conférence des représentants élus dans tous les arrondissements (à raison de un délégué pour trente membres du Parti ayant pris part au vote) a discuté encore une fois de cette question, et, par 36 voix contre 29 (sur 65 participants ayant voix délibératives) a adopté une décision *définitive* en faveur de la tactique du *boycottage actif*.

Ainsi, le prolétariat social-démocrate de Pétersbourg a dit son mot. Maintenant, toutes les forces du Parti, tous les efforts des ouvriers d'avant-garde qui sympathisent avec la social-démocratie et désirent compt er avec sa décision, doivent être employés à faire connaître aux plus larges couches de la classe ouvrière et de toute la population les décisions de la social-démocratie, à répandre dans les masses une juste compréhension des buts que se donne le prolétariat conscient et des moyens qu'il a choisis pour les atteindre.

Pourquoi les social-démocrates de Pétersbourg se sont-ils prononcés pour le boycottage total de la Douma, pour le refus total de participer à n'importe quelles élections ?

Parce que la Douma d'Etat est une Douma factice. C'est un simulacre de la représentation populaire. Ce n'est pas une Douma populaire, mais une Douma des policiers et des grands propriétaires fonciers. Les élections ne se feront pas d'après le principe de l'égalité, elles sont manigancées de telle sorte que les grands propriétaires fonciers et les gros capitalistes l'emportent entièrement sur les ouvriers et les paysans. De toute la classe ouvrière, les trois quarts sont entièrement privés du droit de vote, tandis que le dernier quart est invité à élire les députés en passant par un triple tamis : on élira d'abord des délégués, lesquels délégués éliront des grands-électeurs, lesquels grands-électeurs (au nombre de 24 en tout) devront, en commun avec les grands propriétaires fonciers et les capitalistes (au nombre de plus d'une centaine) élire les membres de la Douma.

La façon dont le gouvernement se moque des paysans est encore plus grossière. Les députés des paysans sont passés au crible de quatre tamis : on élit d'abord dans chaque canton des représentants de dix feux (ceux des paysans pauvres, qui ne possèdent ni maison ni terre, sont exclus de ce vote) ; ensuite, ces représentants élisent des délégués ; les délégués élisent des grands-électeurs ; les grands-électeurs élisent les membres de la Douma, et cela est arrangé de telle sorte que sur le nombre total de grands-électeurs de chaque province, les paysans se trouvent pour la plupart en minorité.

Pourquoi ces trois ou quatre barrages ? Pour que les ouvriers et les paysans ne puissent envoyer à la Douma leurs véritables élus. Pour que ceux qui sont pour les ouvriers et les paysans ne puissent entrer à la Douma. Pour qu'une poignée de propriétaires fonciers et de capitalistes cent-noirs, qui, avec l'aide de la police, dépouillent tout le peuple travailleur, puissent s'intituler représentants du peuple.

Ouvriers et paysans ! Ne faites pas confiance à la Douma des policiers et des grands propriétaires fonciers. Ce ne sont pas des représentants du peuple que l'on y invite, mais des ennemis du peuple, afin de leur permettre de mieux s'entendre entre eux contre les ouvriers et contre les paysans. Regardez autour de vous : croyez-vous vraiment que les ouvriers et les paysans peuvent élire librement leurs véritables représentants à la Douma ? Le gouvernement policier n'arrête-t-il pas sans jugement ni enquête judiciaire les meilleurs ouvriers et les meilleurs paysans ? Dans toute la Russie, on fusille et on exécute les paysans qui luttent pour la cause du peuple. Toute la Russie est livrée aux exactions et au pillage de la clique des nobliaux ruinés en uniforme militaire. Toutes les promesses de liberté que nous avons entendues du gouvernement sont foulées aux pieds par ces fauteurs de violence. Toutes les prisons regorgent de ceux qui combattent pour la liberté du peuple.

En convoquant une Douma factice, le gouvernement veut tromper le peuple. Avec l'aide de la Douma des propriétaires fonciers, le gouvernement veut encore ramasser de l'argent pour opprimer le peuple, pour faire la guerre à son propre peuple, aux ouvriers et aux paysans. Le gouvernement veut nous attirer dans un piège policier, pour que nous consentions à participer à cette duperie qu'on appelle élections à la Douma.

Les ouvriers conscients ne tomberont pas dans ce piège policier. En dehors d'élections de toute sorte, nous devons déclarer franchement au gouvernement et à tout le peuple que nous ne prendrons pas part à cette comédie. Nous n'accepterons pas la duperie. Nous dévoilerons le mensonge policier aux yeux de tous. Nous mettons en garde les ouvriers et les paysans qui n'ont pas encore flairé la duperie et qui attendent que la Douma fasse le bien du peuple ; s'ils

essaient malgré tout de participer aux élections, ils verront que ce ne seront pas des députés ouvriers et paysans qui iront à la Douma, mais des députés des capitalistes et des propriétaires fonciers, faisant l'affaire de la police. Nous appelons tous les ouvriers et tous les paysans, toutes les honnêtes gens, à lutter contre la duperie policière.

Comme par le passé, nous luttons pour une véritable assemblée d'authentiques représentants du peuple. Pareille assemblée doit être élue librement, d'après le principe de l'égalité, sans aucun privilège pour les propriétaires fonciers et les riches, sans aucune entrave de la part des autorités et de la police. Seule une Assemblée constituante librement élue par l'ensemble du peuple peut constituer une véritable Douma, et non pas une Douma factice. Seule une telle assemblée peut instaurer un meilleur régime en Russie, donner aux ouvriers une vie plus facile, donner la terre aux paysans, donner la liberté à tout le peuple.

Par leur lutte, les ouvriers ont arraché le 17 octobre au gouvernement la promesse de la liberté. Le gouvernement a violé toutes ses promesses. Les ouvriers vont lutter maintenant encore plus unis, encore plus opiniâtres, pour la liberté du peuple. Les ouvriers ne perdront pas courage après des défaites provisoires. Les ouvriers savent que la lutte pour la liberté est pénible et dure, mais la cause de la liberté, c'est la cause de tout le peuple. La cause de la liberté vaincra, la lutte s'enflammera plus largement encore. Les ouvriers se relèveront des défaites qui leur ont été infligées. Ils s'uniront encore plus étroitement et plus fraternellement contre le gouvernement. Ils grouperont de nouvelles forces. Ils expliqueront aux masses paysannes encore plus larges toutes les duperies du gouvernement et la nécessité de lutter contre celui-ci. Les ouvriers se dresseront au coude à coude avec les paysans et renverseront le gouvernement des policiers fauteurs de violence qui insultent le peuple.

A bas la fausse Douma, la Douma des propriétaires fonciers et de la police !

Vive l'Assemblée nationale constituante librement élue !

*Rédigé après le 11 (24) février 1906*
*Publié en février 1906 dans un tract du Comité de Pétersbourg unifié du P.O.S.D.R.*

*Conforme au manuscrit collationné sur le texte du tract*

# RÉSOLUTION DE L'ORGANISATION DE PÉTERSBOURG DU P.O.S.D.R. SUR LA TACTIQUE DU BOYCOTTAGE [65]

Attendu que :

1) la Douma d'Etat convoquée en vertu des lois des 6 août = 11 décembre constitue la plus grossière falsification de la représentation populaire, puisqu'en fait l'immense majorité du prolétariat et de la paysannerie est écartée de toute participation à la Douma, grâce au suffrage non universel et au triage par trois ou quatre tamis des grands-électeurs désignés par les ouvriers et les paysans ;

2) au moyen de la sélection artificielle des grands-électeurs et de la création d'une série de privilèges en faveur des riches propriétaires fonciers et des gros capitalistes, le gouvernement s'efforce d'assurer à la Douma une complète domination des représentants non seulement des classes exploiteuses en général, mais particulièrement des éléments cent-noirs de ces classes ;

3) le gouvernement arrive même à truquer de la façon la plus éhontée des élections déjà limitées à une étroite catégorie sociale, n'admettant aucune liberté de propagande, instaurant partout l'état d'exception et un complet arbitraire policier, persécutant en dépit de toutes les lois et sans le moindre jugement, non seulement les représentants des partis socialistes et révolutionnaires, mais même ceux du parti de la bourgeoisie monarchiste libérale (cadets et autres);

4) le gouvernement abroge maintenant même sa propre loi sur les élections simultanées, afin de choisir artificiellement dans les différentes localités le moment le plus avanta-

geux pour lui et d'expédier les élections elles-mêmes à une vitesse telle qu'aucun contact ne soit possible entre les élus et la population;

5) le gouvernement autocratique compte, au moyen de la convocation de la Douma exercer une influence sur l'opinion publique russe et surtout sur l'opinion publique étrangère, dans le but de retarder sa chute inévitable et d'obtenir des millions de roubles par de nouveaux emprunts qui lui serviront à réprimer la révolution et continuer à opprimer le peuple ;

6) la loi du 20 février[66], transformant le Conseil d'Etat en Chambre suprême, aggrave encore la situation en ce qui concerne la Douma, en tendant à réduire définitivement celle-ci au rôle d'appendice consultatif sans aucun pouvoir de la bureaucratie autocratique ;

7) la participation à une semblable Douma dans de telles conditions politiques est reconnue impossible par la majorité écrasante des partis et organisations social-démocrates de toutes les nations du pays ;

8) la participation des social-démocrates aux élections à la Douma d'Etat, à un degré ou à un autre, est de nature à entretenir dans le peuple des idées fausses sur la possibilité d'élections tant soit peu justes pour les partis qui défendent les intérêts des larges masses du peuple ;

9) la participation aux élections pourrait détourner l'attention du prolétariat fixée sur les mouvements révolutionnaires des ouvriers, des paysans et des soldats qui se développent en dehors de la Douma pour l'orienter sur les minimes détails d'une campagne électorale pseudo-légale, faussement constitutionnelle, et abaisser encore le moral déjà provisoirement assez bas de la classe ouvrière en créant l'impression que la période révolutionnaire de lutte est terminée, que la question de l'insurrection est rayée de l'ordre du jour, et que le Parti s'engage dans la voie constitutionnelle ;

10) les élections à la Douma d'Etat supposent des conditions exigeant la légalité du Parti qui doit rester lucide ; ainsi notre participation à ces élections nous détournerait dangereusement de notre tâche révolutionnaire immédiate qui est de renforcer des actions énergiques contre le gouvernement, précisément au cours des élections et lors de la convocation de la Douma ;

11) le Parti social-démocrate ne peut, dans le but de faire l'éducation pratique des masses les moins évoluées, aller avec celles-ci aux élections, car elles veulent arriver jusqu'à la Douma même, et ceci par une voie légale, tandis que le Parti qui ne se soumettrait pas aux lois, ne ferait que provoquer la méfiance naturelle de ces masses et les empêcherait d'assimiler de manière sincère et conséquente les leçons de la campagne pour la Douma ;

12) les délégués et les grands-électeurs désignés par les ouvriers, du fait de la composition de leur corps électoral sélectionnée artificiellement par la police, du fait du caractère étroit et très provisoire de leurs mandats, du fait de l'atmosphère générale des élections ci-dessus mentionnée, ne peuvent rien faire pour une organisation effectivement révolutionnaire des larges couches de la classe ouvrière ;

13) on ne peut faire avorter la Douma, en retirant des réunions électorales de provinces la fraction des grands-électeurs que, dans le meilleur des cas, la social-démocratie pourrait entraîner à sa suite ;

14) les représentants conscients du prolétariat des nationalités les plus opprimées de la Russie (c'est-à-dire les social-démocrates polonais, juifs, lettons et lituaniens) repoussent résolument toute participation à la comédie des élections et luttent avec la dernière énergie contre ceux qui l'ont organisée ;

15) l'opinion publique de tous les éléments combatifs de la démocratie bourgeoise et de la paysannerie (Union paysanne, Union des enseignants [67], Union des unions, Parti socialiste-révolutionnaire, Parti socialiste polonais [68], Parti progressiste polonais, etc.) rejette la Douma ainsi que les élections à celle-ci.

Attendu tout cela, nous, assemblée des représentants des ouvriers de Pétersbourg appartenant au P.O.S.D.R., reconnaissons la nécessité :

1) de nous abstenir catégoriquement de toute participation à la Douma d'Etat ;

2) de nous abstenir catégoriquement de toute élection à la Douma d'Etat, à quelque degré que ce soit ;

3) de mener dans le peuple la propagande la plus large possible, en expliquant le véritable caractère de la Douma, en dissipant les mensonges que l'on veut faire accepter par

l'opinion publique de Russie et d'Europe, et en montrant l'inévitable déception qu'éprouvera la fraction des paysans qui attendent du bien de la Douma ;

4) d'utiliser de toutes les manières, légalement et illégalement, toutes les réunions de caractère électoral pour exposer les conceptions des social-démocrates en général, pour critiquer la Douma en particulier, et tout spécialement pour appeler à la lutte en vue d'une convocation révolutionnaire d'une Assemblée nationale constituante ;

5) en opposant à la lutte par l'intermédiaire de la Douma les méthodes révolutionnaires de lutte pour la liberté, de faire surtout connaître aux ouvriers et à l'ensemble du peuple par cette propagande l'expérience de l'insurrection de décembre, qui marque le début d'un stade supérieur de la lutte révolutionnaire pour une liberté populaire réelle ;

6) de faire ressortir par cette propagande la profonde crise économique et financière, l'extrême intensification de l'exploitation ouvrière menée par les capitalistes réactionnaires, l'accroissement du chômage dans les villes et de la famine à la campagne, le mouvement paysan du printemps prochain, les faits qui marquent l'effervescence dans l'armée, toutes circonstances qui rendent extrêmement probable dans un proche avenir une nouvelle explosion populaire qui balaiera la Douma d'Etat soit avant sa convocation, soit après, lorsque la population aura définitivement perdu toute illusion à son sujet ;

7) d'utiliser également cette propagande, entre autres choses, pour flétrir les pusillanimes représentants de la bourgeoisie monarchiste libérale (dans le genre des cadets) qui corrompent la conscience civique de la population en répandant des illusions constitutionnelles au moment où la guerre civile devient plus aiguë, en recommandant la Douma et la participation à celle-ci, en rejetant l'emploi de la violence pour défendre la liberté et les droits de l'immense majorité du peuple, à un moment où les bandes armées qui s'intitulent gouvernement ne se maintiennent en place que par une violence sauvage.

*Rédigé fin février-début mars 1906.*
*Publié en mars 1906 dans un tract du Comité central unifié du P.O.S.D.R.*

*Conforme au texte du tract*

# LA RÉVOLUTION RUSSE ET LES TÂCHES DU PROLÉTARIAT

## I

Quelle est la situation de la révolution démocratique en Russie : est-elle écrasée ou traversons-nous seulement une accalmie provisoire ? L'insurrection de décembre a-t-elle été le point culminant de la révolution et glissons-nous maintenant irrésistiblement vers un régime constitutionnel à la Chipov [69] ? Ou bien le mouvement révolutionnaire dans son ensemble va-t-il non pas vers son déclin, mais continue-t-il à s'élever, préparant une nouvelle explosion, regroupant de nouvelles forces au cours de l'accalmie, promettant, après l'échec de la première insurrection, un second soulèvement qui aura incomparablement plus de chances de succès que le premier ?

Tels sont les problèmes essentiels qui se posent actuellement aux social-démocrates de Russie. Pour autant que nous sommes fidèles au marxisme, nous ne pouvons ni ne devons échapper, au moyen de phrases générales à l'analyse des conditions objectives dont, en fin de compte, la prise en considération donnera une réponse définitive à ces problèmes. Or, de cette réponse, dépend toute la tactique de la social-démocratie et nos discussions par exemple sur le boycottage de la Douma (qui tirent déjà à leur fin, d'ailleurs, puisque la majorité des organisations du P.O.S.D.R. s'est prononcée pour le boycottage) constituent seulement une toute petite partie de ces grands problèmes.

Nous venons de dire qu'il ne convient pas à un marxiste d'essayer d'échapper à ces problèmes par des phrases générales. Faire des phrases générales en l'occurrence, c'est par exemple répéter que nous n'avons jamais compris la révolution sous la seule forme des « pieux et des fourches », que nous étions aussi révolutionnaires quand nous ne lancions pas d'appel direct à l'insurrection, que nous resterons révolutionnaires pendant la période parlementaire, quand elle commencera, etc. De tels discours ne seraient que de pitoyables faux-fuyants, la substitution de considérations abstraites à une question historique concrète, considérations qui n'expliquent absolument rien et servent uniquement à masquer l'indigence ou le désarroi politique. Pour étayer notre pensée par un exemple, référons-nous à l'attitude de Marx à l'égard de la révolution allemande de 1848. Cet exemple pourra être d'autant plus utile que l'on observe également chez nous, et même à un degré encore plus net, une série d'indices de scission de la bourgeoisie en bourgeoisie réactionnaire et bourgeoisie révolutionnaire, scission qui n'existait pas, par exemple, dans la grande révolution française. Au fond, nous pouvons même formuler les problèmes essentiels posés plus haut relatifs à l'état de la révolution russe, par analogie avec l'Allemagne (bien entendu, dans le sens conventionnel et limité que peut autoriser toute analogie historique), à peu près en ces termes : 1847 ou 1849 ? Traversons-nous (comme l'Allemagne en 1847, lorsque fut convoquée et réunie la Douma d'Etat allemande, c'est-à-dire le Landtag uni) la fin de l'essor maximum de la révolution, ou bien arrivons-nous (comme l'Allemagne en 1849) à la fin de l'épuisement définitif de la révolution et au début des jours grisâtres d'une constitution étriquée ?

C'est dans le courant de l'année 1850 que Marx a posé cette question, qu'il a entrepris de la résoudre et qu'il l'a résolue finalement, non pas par un faux-fuyant, mais par une réponse directe, déduite de l'analyse des conditions objectives. En 1849, la révolution était réprimée, une série de soulèvements s'était terminée par des échecs, la liberté effectivement conquise par le peuple était reprise, la réaction faisait rage contre les « révolutionnaires ». Une action politique ouverte de la « Ligue des communistes » (l'organisation social-démocrate de cette époque, pratiquement

dirigée par Marx) devenait impossible. « Partout, lit-on dans l'adresse du Comité central de la Ligue à ses membres en juin 1850, se fait sentir le besoin d'une forte organisation *secrète* (toutes les italiques sont de nous) du parti révolutionnaire dans toute l'Allemagne. » Le Comité central envoie de l'étranger en Allemagne un émissaire qui concentre « toutes les forces utiles entre les mains de la Ligue ». Marx écrit (adresse de mars 1850) qu'un nouvel essor, une nouvelle révolution sont probables, il conseille aux ouvriers de se constituer en organisation indépendante, il insiste en particulier sur la nécessité d'armer tout le prolétariat, sur la formation d'une garde prolétarienne, sur la nécessité de « déjouer par la force toute tentative de désarmement ». Marx réclame la formation de « gouvernements ouvriers révolutionnaires » et traite de la conduite que devra tenir le prolétariat « pendant et après la prochaine insurrection ». Marx donne comme modèle à la démocratie allemande la France jacobine de 1793 (voir « Le procès de Cologne des communistes »).

Six mois passent. L'essor attendu ne se produit pas. Les efforts de la Ligue ne sont pas couronnés de succès. Dans le courant de l'année 1850, écrivait Engels en 1885, un nouvel essor de la révolution « devenait de plus en plus improbable, voire de plus en plus impossible [70] ». La crise industrielle de 1847 était passée. L'industrie commençait à prospérer. Dès lors, tenant compte des conditions objectives, Marx pose la question de manière brutale et précise. En automne 1850, il déclare catégoriquement que maintenant, avec le développement impétueux des forces productives de la société bourgeoise, « *on ne saurait parler de véritable révolution* [71] ».

Le lecteur peut voir que Marx n'élude pas les questions difficiles. Il ne joue pas avec le mot « révolution », il ne substitue pas à des questions politiques brûlantes des abstractions vides. Il n'oublie pas que dans l'ensemble la révolution va dans tous les cas de l'avant, car la société bourgeoise continue à se développer, mais il parle franchement de l'impossibilité d'une révolution démocratique dans le sens direct et étroit du terme. Marx résout une question difficile sans se référer à l'« état d'esprit » de découragement et de fatigue de telles ou telles couches du prolétariat (comme

le font souvent les social-démocrates qui tombent dans le suivisme). Non, tant qu'il n'avait pas d'autres données que le fait d'une combativité affaiblie (mars 1850), il continuait à appeler aux armes et à l'insurrection, à la préparer, sans permettre que le scepticisme et le désarroi affaiblissent la combativité des ouvriers. C'est seulement lorsque Marx eut démontré que l'« épuisement » de la « révolution effective » était inévitable, c'est seulement alors qu'il changea de point de vue. Et dès l'instant où il avait changé de point de vue, Marx exigea franchement et ouvertement un changement radical de tactique, un arrêt complet des préparatifs d'insurrection, puisque ces préparatifs ne pourraient être dès lors qu'un jeu. Le mot d'ordre d'insurrection fut carrément retiré de l'ordre du jour. Il fut reconnu franchement et nettement que la « forme du mouvement avait changé ».

Dans la phase difficile que nous traversons nous devons toujours avoir présent à l'esprit cet exemple donné par Marx. Nous devons considérer avec le plus grand sérieux la question de la possibilité d'une « révolution effective » dans le proche avenir, celle de la « forme du mouvement » fondamentale, de l'insurrection et de ses préparatifs ; toutefois, un parti politique qui lutte est tenu de résoudre cette question franchement et nettement, sans faux-fuyant, sans restrictions, sans aucune réticence. Un parti qui ne serait pas capable de se donner une réponse claire à une telle question ne mériterait pas le titre de parti.

## II

Ainsi donc, de quelles données objectives disposons-nous pour résoudre cette question ? Toute une série de faits qui, pour ainsi dire, font surface et sautent aux yeux de chacun, parlent en faveur de l'idée que la « forme du mouvement » directement révolutionnaire est complètement épuisée, qu'une nouvelle insurrection est impossible, que la Russie entre dans l'ère du misérable pseudo-constitutionnalisme bourgeois. Le revirement est incontestable parmi la bourgeoisie. Les grands propriétaires fonciers se sont détachés des cadets et ont rejoint l'Union du 17 octobre. Le gouvernement a déjà octroyé une « constitution » à deux chambres. La loi martiale, les exécutions et les arrestations aidant, il devient possible de convoquer

une Douma factice. Le soulèvement des villes est écrasé, et le mouvement paysan du printemps peut se retrouver isolé, impuissant. La vente des terres des grands propriétaires fonciers continue, et par suite, la couche bourgeoise, « pacifique » de la paysannerie se renforce. L'affaiblissement de la combativité après la répression de l'insurrection est manifeste. Enfin, il ne faut pas non plus oublier que prévoir la défaite de la révolution est généralement plus facile et moins coûteux, en quelque sorte, que de prédire son essor, car le pouvoir est maintenant du côté de la réaction, et jusqu'à présent, la « plupart » des révolutions se sont achevées... en restant inachevées.

Quelles sont les données qui militent en faveur de l'opinion contraire ? Laissons sur cette question la parole à Karl Kautsky, dont la lucidité des vues et la capacité de discuter les questions politiques brûlantes et aiguës de la façon la plus calme, la plus argumentée et la plus scrupuleuse sont bien connues de tous les marxistes. Kautsky a exposé son point de vue peu après l'écrasement de l'insurrection de Moscou dans son article : « Les chances de la révolution russe ». Cet article est paru en traduction russe, bien entendu non sans déformation de la part de la censure (du genre de celles dont a souffert aussi la traduction russe d'un autre remarquable ouvrage de Kautsky : « La question agraire en Russie »).

Kautsky ne cherche pas à éluder une question difficile. Il ne tente pas de s'en tirer par des phrases creuses sur l'invincibilité de la révolution en général, sur le caractère éternellement et constamment révolutionnaire de la classe prolétarienne, etc. Non, il pose carrément la question historique concrète des chances d'une révolution à notre époque, de l'actuelle révolution démocratique en Russie. Il commence sans ambages son article en disant que depuis le début de 1906, il parvient de Russie des nouvelles presque uniquement affligeantes, qui « *pourraient faire croire que cette révolution est définitivement réprimée et rend son dernier soupir* ». Non seulement les réactionnaires se réjouissent à ce propos, mais aussi les libéraux russes, dit Kautsky, qui déverse sur ces derniers héros du « Coupon [72] » les expressions méprisantes pleinement méritées (visiblement, Kautsky ne croyait pas encore à la théorie de Plékhanov selon la-

quelle les social-démocrates russes devraient « faire cas du soutien des partis d'*opposition* non prolétariens »).

Et voici que Kautsky examine en détail cette opinion qui vient naturellement à l'esprit. La ressemblance extérieure entre la défaite de décembre des ouvriers moscovites et la défaite de juin (1848) des ouvriers parisiens ne fait aucun doute. Dans l'un et l'autre cas, l'insurrection ouvrière armée fut « provoquée » par le gouvernement à un moment où la classe ouvrière était encore insuffisamment organisée. Dans l'un et l'autre cas, malgré la résistance héroïque des ouvriers, la réaction triompha. Qu'en déduit Kautsky ? N'en conclue-t-il pas, sur le modèle des sermons pédantesques de Plékhanov, qu'il ne fallait pas prendre les armes ? Non, Kautsky ne se hâte pas de faire après coup de la morale facile et à courte vue. Il *analyse* les données objectives susceptibles de résoudre la question de savoir si en Russie, la révolution est définitivement réprimée.

Kautsky distingue quatre différences radicales entre les défaites du prolétariat à Paris (en 1848) et à Moscou (en 1905). Premièrement, la défaite de Paris fut la défaite de toute la France. On ne peut rien dire de semblable en ce qui concerne Moscou. Les ouvriers de Pétersbourg, de Kiev, d'Odessa, de Varsovie, de Lodz ne sont pas vaincus. Ils sont épuisés par une lutte extrêmement pénible et qui dure déjà depuis toute une année mais leur courage n'est pas brisé. Ils rassemblent leurs forces pour reprendre à nouveau la lutte pour la liberté.

Deuxièmement, il est une différence encore plus essentielle : en 1848, les paysans étaient en France du côté de la réaction, tandis qu'en 1905 ils sont en Russie du côté de la révolution. La paysannerie se soulève. Des armées entières sont engagées pour la réprimer. Ces armées dévastent le pays comme l'Allemagne fut dévastée pendant la guerre de Trente ans [73]. Les sévices de la troupe effrayent pour un temps les paysans, mais ils ne font que renforcer leur misère, que rendre leur situation encore plus désespérée. Ils feront naître inévitablement, de même que les dévastations de la guerre de Trente ans, de nouvelles et de nouvelles masses de gens qui seront contraints de déclarer la guerre au régime actuel, qui ne laisseront pas s'établir la paix dans le pays et qui s'allieront à tout soulèvement.

La troisième différence, d'une importance extrême, est celle-ci : la révolution de 1848 fut préparée par la crise et la disette de 1847. La réaction prit appui sur la fin de la crise et l'expansion industrielle. « Le régime de terreur qui règne actuellement en Russie doit inévitablement conduire, au contraire, à une aggravation de la crise économique qui pèse depuis des années sur l'ensemble du pays. » La famine de 1905 se fera encore sentir au cours des prochains mois, avec toutes ses conséquences. La répression de la révolution est une immense guerre civile, une guerre contre tout le peuple. Cette guerre n'est pas moins coûteuse qu'une guerre extérieure, et, par ailleurs, elle ruine non pas un pays étranger, mais son propre pays. La faillite financière approche. Et de plus, de nouveaux accords commerciaux menacent de porter un rude coup à la Russie et peuvent même provoquer une crise économique mondiale. Ainsi, plus la terreur réactionnaire se prolongera, plus la situation économique du pays sera désespérée et plus violente sera la colère contre un régime détesté. « Une telle situation, dit Kautsky, rend irrésistible tout mouvement de quelque puissance dirigé contre le tsarisme. Et un tel mouvement ne fera pas défaut. Le prolétariat russe qui a déjà donné tant de preuves magnifiques de son courage et de son abnégation y veillera. »

La quatrième différence signalée par Kautsky offre un intérêt tout particulier pour les marxistes russes. Chez nous actuellement, il est malheureusement une habitude fort répandue, celle de ricaner comme le font les cadets, en parlant des « brownings » et des « groupes de combat ». Personne n'a le courage et la franchise dont Marx a donné l'exemple, pour dire que l'insurrection est impossible et qu'il n'y a pas lieu de continuer à la préparer. Mais ricaner à propos des actes militaires des révolutionnaires, nous aimons beaucoup cela. Nous nous intitulons marxistes, mais nous préférons nous soustraire à l'analyse de l'insurrection dans son aspect *militaire* (auquel Marx et Engels [74] ont toujours accordé une valeur sérieuse) en déclarant d'un ton doctrinaire d'une inimitable majesté : « il ne fallait pas prendre les armes... » Kautsky procède autrement. Si peu nombreux que soient encore les éléments qu'il possède sur l'insurrection, il s'efforce néanmoins de réfléchir sérieu-

sement à l'aspect militaire de la question. Il s'efforce d'apprécier le mouvement en tant que forme de lutte nouvelle, élaborée par les masses, et non pas comme nos Kouropatkine [75] révolutionnaires apprécient les combats : bon, disent-ils, si on te laisse prendre quelque chose, prend-le ; si on te tape dessus, sauve-toi ; si les autres sont vainqueurs, eh bien, tu n'avais qu'à ne pas prendre les armes !

« La bataille de juin à Paris comme la bataille de décembre à Moscou, dit Kautsky, ont été des combats de barricades. Mais la première fut une catastrophe, la fin de la vieille tactique des barricades. L'autre, par contre, fut le début d'une tactique de barricades nouvelle. Et c'est pourquoi nous devons réviser le point de vue exposé par Engels dans sa préface à l'ouvrage de Marx *Les luttes de classe*, c'est-à-dire le point de vue selon lequel l'époque des combats sur les barricades est définitivement révolue [76]. Ce qui est révolu en réalité, c'est seulement l'époque de la *vieille* tactique des barricades. Voilà ce qu'ont montré les combats de Moscou, où une poignée d'insurgés ont réussi, pendant deux semaines, à tenir tête à d'excellentes troupes pourvues de toutes les armes de l'artillerie moderne. »

Ainsi parle Kautsky. Il ne dit pas l'office des morts à propos de l'insurrection, sous prétexte que la première tentative a échoué. Il ne bougonne pas au sujet de cet échec, mais il *analyse* la naissance et la croissance d'une forme de lutte nouvelle, supérieure, il examine la valeur de la désorganisation et du mécontentement dans l'armée, de l'aide apportée aux ouvriers par la population des villes, il étudie la combinaison de la grève de masse avec l'insurrection. Il recherche comment le prolétariat doit *apprendre* l'art de l'insurrection. Il réexamine les théories militaires périmées, invitant par là même tout le Parti à étudier et à assimiler l'expérience de Moscou. Il envisage l'ensemble du mouvement comme un passage de la grève à l'insurrection, en essayant de comprendre de quelle façon les ouvriers doivent combiner l'une et l'autre pour s'assurer du succès.

Kautsky termine son article par ces mots : « Telles sont les leçons de Moscou. Dans quelle mesure exerceront-elles une influence sur les formes de la lutte future, il est impossible à l'heure actuelle de le prévoir d'ici (c'est-à-dire d'Allemagne). Jusqu'à présent, en effet, nous avons vu dans toutes les manifestations précédentes de la révolution russe des explosions spontanées de masses inorganisées, et aucune de ces manifestations n'a été au préalable prévue dans un

plan ni préparée. Il est vraisemblable qu'il en sera encore ainsi pendant un certain temps.

Mais, si à l'heure actuelle, il est encore impossible de prévoir de façon précise les formes de lutte futures, tous les indices témoignent que nous devons absolument nous attendre à de prochaines batailles, que le sombre (*unheimliche*) apaisement d'aujourd'hui n'est que le calme qui précède la tempête. Le mouvement d'octobre a montré aux masses, dans les villes et à la campagne, quelle force elles sont capables de déployer. Puis la réaction de janvier les a précipitées dans un abîme de malheurs. Dans cet abîme, tout les stimule, tout les incite à la révolte, et il n'y a pas de prix, si élevé soit-il, qu'elles ne soient prêtes à payer pour en sortir. Bientôt les masses vont se dresser à nouveau, bientôt elles vont se manifester, plus puissantes encore ! Que la contre-révolution célèbre son triomphe sur les cadavres des héros de la lutte pour la liberté : la fin de ce triomphe n'est pas loin, une aube rouge se lève, *la révolution prolétarienne* approche. »

## III

La question dont nous avons esquissé les contours est la question essentielle de toute la tactique social-démocrate. Le prochain Congrès du Parti doit en tout premier lieu la résoudre de la façon la plus claire et sans aucune équivoque ; et tous les membres du Parti, tous les ouvriers conscients doivent immédiatement tendre toutes leurs forces pour rassembler les matériaux les plus divers qui permettront de résoudre cette question, ils doivent la discuter et envoyer au congrès des délégués pleinement préparés à leur sérieuse et importante tâche.

Les élections au congrès doivent se dérouler sur la base d'un complet éclaircissement des plates-formes tactiques. Et au fond, l'une ou l'autre des réponses conséquentes et complètes que l'on peut donner à la question posée détermine d'avance toutes les particularités de la plate-forme tactique social-démocrate.

De deux choses l'une.

Ou bien nous reconnaissons qu'à l'heure actuelle, « il ne peut être question d'une révolution effective ». Alors,

nous devons le proclamer bien haut, franchement et de la façon la plus résolue, afin de ne pas induire en erreur ni nous-mêmes, ni le prolétariat, ni le peuple. Dans ce cas, nous devons absolument écarter, à titre de tâche *immédiate* du prolétariat, l'achèvement de la révolution démocratique. Dans ce cas, nous sommes tenus de rayer complètement de l'ordre du jour la question de l'insurrection, de cesser tout travail d'armement et d'organisation des groupes de combat, car jouer à l'insurrection est indigne d'un parti ouvrier. Dans ce cas, nous devons avouer que les forces de la démocratie révolutionnaire sont épuisées, et nous donner pour tâche immédiate de soutenir telle ou telle couche de la démocratie libérale, comme force d'opposition réelle sous le régime constitutionnel. Dans ce cas, nous devons considérer la Douma d'Etat comme un parlement, fût-il mauvais, et participer non seulement aux élections, mais aussi à la Douma elle-même. Dans ce cas, nous devons mettre au premier plan la légalisation du Parti, la modification correspondante du programme du Parti, l'adaptation de tout le travail aux cadres « légaux », ou tout au moins, la relégation du travail illégal à une place modeste et subalterne. Dans ce cas, nous pouvons admettre que l'organisation des syndicats est pour le Parti une tâche de premier plan, comme l'était l'insurrection armée dans la période historique précédente. Dans ce cas, nous devons également rayer de l'ordre du jour les mots d'ordre révolutionnaires du mouvement paysan (comme, par exemple, la confiscation des terres des grands propriétaires fonciers), car de tels mots d'ordre sont pratiquement des mots d'ordre d'insurrection, or appeler à l'insurrection sans s'y préparer sérieusement sur le plan militaire et sans y croire, ce serait jouer à l'insurrection de façon indigne. Dans ce cas, nous devons jeter par-dessus bord tous propos non seulement sur le gouvernement révolutionnaire provisoire, mais aussi sur ce qu'on appelle « l'auto-administration révolutionnaire », car l'expérience a montré que les institutions ainsi désignées à tort ou à raison se transformaient en fait, par la force des choses, en organes d'insurrection, en embryons de gouvernement révolutionnaire.

Ou bien alors nous reconnaissons qu'à l'heure actuelle il peut et il doit être question d'une révolution effective.

Nous reconnaissons que des formes nouvelles, supérieures, de lutte directement révolutionnaire sont inévitables, ou tout au moins très vraisemblables. Dans ce cas, la tâche politique principale du prolétariat, le nerf de tout son travail, l'âme de l'organisation de toute son activité *de classe* doit être *l'achèvement de la révolution démocratique.* Tous les prétextes invoqués pour ne pas accomplir cette tâche ne mèneraient qu'à rabaisser la notion de lutte de classe à des conceptions à la Brentano [77], à transformer le prolétariat en appendice de la bourgeoisie monarchiste libérale. Dans ce cas, la tâche la plus centrale et la plus capitale du Parti sur le plan politique est la préparation des forces et l'organisation du prolétariat en vue de l'insurrection armée, en tant que forme de lutte supérieure du mouvement. Dans ce cas, il est indispensable d'étudier avec esprit critique, dans les buts pratiques les plus immédiats, toute l'expérience de l'insurrection de décembre. Dans ce cas, il faut décupler les efforts visant à organiser des groupes de combat et à les armer. Dans ce cas, il faut aussi se préparer à l'insurrection au moyen des actions armées car il serait ridicule de limiter la préparation au travail d'inscription et d'enrôlement. Dans ce cas, il faut considérer que la guerre civile est déclarée et se poursuit et que, par conséquent, *toute* l'activité du Parti doit être soumise au principe : « à la guerre comme à la guerre ». Dans ce cas, l'éducation des cadres prolétariens en vue d'actions militaires *offensives* est absolument indispensable. Dans ce cas, c'est faire preuve de logique et d'esprit de suite que de lancer des mots d'ordre révolutionnaires dans la masse paysanne. La tâche consistant à contracter des alliances de combat avec la démocratie révolutionnaire, et la démocratie révolutionnaire seulement, se trouve placée au premier plan : c'est précisément sur la question de l'insurrection que la démocratie bourgeoise doit se délimiter. Ceux qui sont pour l'insurrection, le prolétariat « se battra avec eux », même si « chacun suit son chemin » ; ceux qui sont contre l'insurrection, nous lutterons contre eux impitoyablement, ou bien nous les repousserons, comme des hypocrites et des jésuites méprisables (les cadets). Dans toute notre propagande, nous procéderons alors à la critique et à la dénonciation des illusions constitutionnelles du point de vue de la guerre

civile ouverte, nous mettrons en avant les circonstances et les conditions qui préparent immanquablement les explosions révolutionnaires spontanées. Dans ce cas, nous reconnaissons que la Douma n'est pas un parlement, mais un bureau de la police, et repoussons toute participation quelle qu'elle soit à la comédie des élections, que nous considérerons comme étant de nature à corrompre et désorganiser le prolétariat. A la base de l'organisation du parti de la classe ouvrière, nous mettons dans ce cas (comme Marx le faisait en 1849) une « forte organisation secrète », qui doit avoir un appareil spécial d'« actions ouvertes », glisser des antennes spéciales dans toutes les associations et toutes les institutions légales, depuis les syndicats ouvriers jusqu'à la presse légalisée.

En bref, ou bien nous devons reconnaître que la révolution démocratique est terminée, rayer de l'ordre du jour la question de l'insurrection et nous engager dans la voie « constitutionnelle ». Ou bien nous reconnaissons que la révolution démocratique continue, nous mettons au premier plan la tâche de l'achever, nous développons et nous appliquons dans les faits le mot d'ordre d'insurrection, nous proclamons la guerre civile et nous flétrissons impitoyablement toutes les illusions constitutionnelles.

Il est à peine besoin de dire à nos lecteurs que nous nous prononçons résolument pour la *deuxième* solution de la question qui se pose à notre Parti. La plate-forme tactique que nous publions en annexe doit résumer et exposer systématiquement nos points de vue que nous mettrons en avant au congrès et au cours de tout le travail de préparation du congrès. Cette plate-forme ne doit pas être considérée comme quelque chose d'achevé, mais comme un résumé des questions tactiques à éclaircir et une première esquisse des résolutions et des décisions que nous défendrons au congrès du Parti. Cette plate-forme a été discutée dans des réunions partielles groupant des gens qui ont les mêmes idées parmi les anciens « majoritaires » ou bolcheviks (y compris les rédacteurs et les collaborateurs du *Prolétari*) et elle est le fruit d'un travail collectif.

*« Partiinyé Izvestia » n° 2, 20 mars 1906.*
*Signé : Le Bolchevik*

*Conforme au texte du journal*

# PLATE-FORME TACTIQUE POUR LE CONGRÈS D'UNIFICATION DU P.O.S.D.R.

## PROJET DE RÉSOLUTIONS POUR LE CONGRÈS D'UNIFICATION DU P.O.S.D.R.[78]

*Publié dans le journal « Partiinyé Izvestia » n° 2, 20 mars 1906*

*Conforme au texte du journal*

Les onze résolutions que nous présentons au lecteur ont été établies par un groupe d'anciens rédacteurs et collaborateurs du *Prolétari*, ainsi que par plusieurs militants qui partagent les mêmes idées politiques ; ce n'est pas là un projet définitif, mais une esquisse qui doit donner autant que possible une idée complète de l'ensemble des points de vue tactiques d'une certaine fraction du Parti et faciliter la discussion systématique qui doit s'ouvrir maintenant dans tous les cercles et dans toutes les organisations de notre Parti à l'invitation du Comité central unifié.

Les résolutions tactiques ont été adaptées à l'ordre du jour du congrès proposé dans le tract bien connu du Comité central unifié [79]. Cependant, les membres du Parti ne sont nullement tenus de se limiter à cet ordre du jour. Afin de donner un exposé plus complet des points de vue tactiques, nous avons jugé absolument nécessaire d'ajouter deux questions non incluses dans l'ordre du jour du Comité central unifié, à savoir « La période actuelle de la révolution démocratique » et « Les tâches de classe du prolétariat dans la période actuelle de la révolution démocratique ». Sans tirer au clair ces questions, on ne peut discuter de problèmes tactiques plus particuliers. C'est pourquoi nous proposons au congrès de mettre à son ordre du jour cette question générale : « La période actuelle de la révolution démocratique et les tâches de classe du prolétariat ».

En ce qui concerne le programme agraire et l'attitude à l'égard du mouvement paysan, une brochure spéciale est nécessaire *. En outre, le Comité central unifié a désigné une

* Voir le présent tome, pp. 167-198. (*N.R.*)

commission spéciale qui prépare pour le congrès un rapport sur cette question [80].

En publiant nos projets de résolutions, nous invitons tous les membres du Parti à prendre part à la discussion, à corriger ces projets et à les compléter. Les rapports écrits et les projets peuvent être adressés par l'intermédiaire des organisations de notre Parti au Comité de Saint-Pétersbourg du P.O.S.D.R. qui les transmettra au groupe ayant élaboré les projets de résolutions.

## LA PÉRIODE ACTUELLE DE LA RÉVOLUTION DÉMOCRATIQUE

Attendu que :

1) la crise économique et financière que traverse la Russie et qui s'accompagne d'une destruction massive des forces productives et d'un appauvrissement encore jamais vu de la population, non seulement ne s'affaiblit pas, mais au contraire, s'élargit et devient plus aiguë, engendrant un chômage terrible dans les villes et la famine à la campagne ;

2) bien qu'il se produise parmi la classe des gros capitalistes et des grands propriétaires fonciers, effrayée par les initiatives révolutionnaires du peuple qui menacent ses privilèges et ses intérêts rapaces, un brusque tournant de l'opposition en faveur d'un compromis avec l'autocratie dans le but de réprimer la révolution, en revanche les revendications de liberté politique effective et de transformations sociales et économiques se renforcent et s'élargissent dans de nouvelles couches de la petite bourgeoisie et de la paysannerie ;

3) l'actuel gouvernement réactionnaire, en s'efforçant, en fait, de sauvegarder l'ancien régime autocratique, en foulant aux pieds toutes les libertés qu'il a lui-même proclamées, en donnant une voix consultative aux seules couches supérieures des classes possédantes, en falsifiant grossièrement la représentation populaire, en introduisant un régime de répressions militaires, d'exécutions sauvages et de tueries massives dans tout le pays, en accentuant dans des proportions inouïes l'arbitraire policier et administratif, provoque par là même le mécontentement et l'effervescence parmi

les larges couches de la bourgeoisie, la colère et la révolte dans les masses du prolétariat et de la paysannerie et prépare le terrain pour une nouvelle crise politique plus large et plus aiguë ;

4) la marche des événements à la fin de l'année 1905 — grèves de masse dans les villes, révoltes à la campagne et insurrection armée de décembre, provoquée par la volonté de défendre les libertés conquises par le peuple et reprises par le gouvernement, et ensuite l'impitoyable répression militaire du mouvement de libération — a montré la vanité des illusions constitutionnelles et a ouvert les yeux des larges masses du peuple sur le préjudice que causent de telles illusions à une époque où, par sa tension, la lutte pour la liberté a atteint le niveau de la guerre civile ouverte ;

Nous reconnaissons et nous proposons au congrès de reconnaître que :

1) la révolution démocratique en Russie non seulement ne va pas vers son déclin, mais va au contraire vers un nouvel essor, et que la période actuelle d'accalmie relative doit être considérée non pas comme une défaite des forces révolutionnaires, mais comme une période où s'accumule l'énergie révolutionnaire, où est assimilée l'expérience politique des étapes passées, où de nouvelles couches du peuple sont entraînées dans le mouvement et par conséquent, où se prépare un nouvel assaut révolutionnaire encore plus puissant ;

2) la forme principale du mouvement de libération dans la période actuelle n'est pas la lutte légale sur un terrain pseudo-constitutionnel, mais un mouvement directement révolutionnaire des larges masses populaires, brisant les lois policières et féodales, créant un droit révolutionnaire et procédant à la destruction violente des organes d'oppression du peuple ;

3) les intérêts du prolétariat, en tant que classe d'avant-garde de la société contemporaine, exigent une lutte impitoyable contre les illusions constitutionnelles que répand la bourgeoisie monarchiste libérale (y compris le parti des cadets), dissimulant ainsi ses étroits intérêts de classe, et qui, dans une période de guerre civile, exerce l'influence la plus corruptrice sur la conscience politique du peuple.

## L'INSURRECTION ARMÉE

Attendu que :

1) toute l'histoire de la révolution démocratique contemporaine en Russie nous montre, en gros, un progrès constant du mouvement contre l'autocratie vers des formes de lutte plus massives, embrassant tout le pays, plus résolues et plus offensives ;

2) la grève politique d'octobre, ayant rejeté la Douma de Boulyguine et ayant contraint le gouvernement autocratique à proclamer la liberté politique élémentaire, a démontré la force gigantesque du prolétariat et la possibilité de son action unanime dans toute la Russie, malgré toutes les faiblesses des organisations de classe ;

3) la grève générale pacifique, compte tenu de la croissance ultérieure du mouvement, s'est avérée insuffisante, et que son application isolée n'atteignait pas son but et dispersait les forces du prolétariat ;

4) tout le mouvement révolutionnaire a conduit ensuite spontanément à l'insurrection armée de décembre, où non seulement le prolétariat, mais aussi de nouvelles forces de la population pauvre des villes et de la paysannerie ont pris les armes pour défendre les libertés conquises par le peuple contre les atteintes portées à ces libertés par le gouvernement réactionnaire ;

5) l'insurrection de décembre a mis à jour une nouvelle tactique de barricades et démontré en général la possibilité d'une lutte armée ouverte du peuple, même contre une armée moderne ;

6) la dictature militaire et policière, mise en place malgré les promesses constitutionnelles, fait mûrir parmi les masses populaires la conscience de la nécessité d'une lutte pour un pouvoir réel que le peuple révolutionnaire ne peut conquérir que dans une lutte ouverte contre les forces de l'autocratie ;

7) l'autocratie affaiblit et démoralise ses forces armées en les employant à soumettre par les armes une population dont elles font partie, en n'accomplissant pas les réformes venues à échéance dans le domaine militaire et réclamées par tous les éléments honnêtes de l'armée, en ne prenant aucune mesure destinée à améliorer la situation désespérée

des réservistes et en répondant aux revendications des soldats et des marins par une rigueur encore plus grande des règles policières et de la caserne.

Nous reconnaissons et nous proposons au congrès de reconnaître que :

1) l'insurrection armée constitue à l'heure actuelle non seulement un moyen indispensable de lutte pour la liberté, mais un stade du mouvement déjà atteint dans la pratique, stade qui, du fait de la croissance et de l'aggravation de la nouvelle crise politique, inaugure le passage des formes défensives à des formes offensives de lutte armée ;

2) la grève politique générale doit être considérée, à l'étape actuelle du mouvement, moins comme un moyen de lutte indépendant que comme moyen auxiliaire par rapport à l'insurrection ; que, par conséquent, le choix du moment pour une telle grève, le choix du lieu et des secteurs du travail qu'elle doit embrasser, devraient de préférence être subordonnés au moment et aux conditions de la forme principale de la lutte, c'est-à-dire de l'insurrection armée ;

3) dans le travail d'agitation et de propagande du Parti, une attention accrue doit être portée sur l'étude de l'expérience pratique de l'insurrection de décembre, sur sa critique du point de vue militaire et sur les leçons directes qu'il faut en tirer pour l'avenir ;

4) il faut développer une activité encore plus énergique en vue d'augmenter le nombre des groupes de combat, d'améliorer leur organisation et de les munir d'armes de toute sorte ; ce faisant, comme le montre l'expérience, il faut organiser des groupes de combat non seulement au sein du Parti, mais aussi parmi ceux qui lui sont proches et même des groupes tout à fait en dehors ;

5) il est nécessaire de renforcer le travail dans l'armée sans perdre de vue le fait que pour assurer le succès du mouvement, la seule effervescence dans l'armée n'est pas suffisante, mais qu'il faut aussi un accord direct avec les éléments démocratiques révolutionnaires organisés de l'armée, dans le but de lancer les offensives les plus énergiques contre le gouvernement ;

6) vu l'extension du mouvement paysan, qui peut dans le plus proche avenir se convertir en une véritable insurrec-

tion, il est souhaitable de travailler à unifier les manifestations des ouvriers et des paysans, en vue d'organiser des actions de combat autant que possible concertées et simultanées.

## LES ACTIONS ARMÉES

Attendu que :

1) depuis l'insurrection de décembre, presque nulle part en Russie les combats n'ont complètement cessé, combats qui se traduisent maintenant de la part du peuple révolutionnaire par des attaques isolées contre l'adversaire ;

2) ces actions inévitables lorsque deux forces armées adverses se trouvent en présence et lorsque se déchaîne une répression militaire provisoirement triomphante, servent en même temps à désorganiser l'adversaire et préparent de futures actions armées massives et ouvertes ;

3) des actions de ce genre sont également indispensables pour former et éduquer militairement nos groupes de combat, qui, au moment de l'insurrection de décembre, se sont révélés en de nombreux endroits dépourvus de préparation pratique dans une activité nouvelle pour eux ;

Nous reconnaissons et nous proposons au congrès de reconnaître que :

1) le Parti doit reconnaître que les actions armées des groupes de combat appartenant au Parti ou luttant à ses côtés sont admissibles sur le plan des principes et opportunes dans la période actuelle ;

2) le caractère des actions armées doit être adapté à la tâche qui consiste à former les dirigeants des masses ouvrières en période d'insurrection et à acquérir l'expérience des actions offensives soudaines ;

3) le but immédiat le plus important de ces actions doit être la destruction des appareils gouvernemental, policier et militaire et une lutte impitoyable contre les organisations cent-noirs actives qui pratiquent la violence et la terreur contre la population ;

4) il faut admettre aussi les actions armées destinées à s'emparer de moyens financiers appartenant à l'ennemi,

c'est-à-dire au gouvernement autocratique, et à détourner ces moyens au profit de l'insurrection ; ce faisant, il importe de veiller sérieusement à ce que les intérêts de la population soient le moins possible lésés;

5) les actions armées de partisans doivent s'effectuer sous le contrôle du Parti et de telle sorte que les forces du prolétariat ne soient pas gaspillées en vain, et qu'en même temps, on prenne en considération les conditions du mouvement ouvrier dans la localité donnée et l'état d'esprit des larges masses.

## LE GOUVERNEMENT RÉVOLUTIONNAIRE PROVISOIRE ET LES ORGANES LOCAUX DU POUVOIR RÉVOLUTIONNAIRE

Attendu que :

1) le mouvement révolutionnaire contre le gouvernement autocratique qui se transforme en lutte armée a pris jusqu'à présent la forme d'insurrections locales isolées ;

2) dans cette lutte ouverte, les éléments de la population locale capables d'agir résolument contre le vieux pouvoir (c'est-à-dire presque exclusivement le prolétariat et les couches avancées de la petite bourgeoisie) ont été poussés à la nécessité de créer des organisations qui se sont avérées en fait les embryons d'un nouveau pouvoir révolutionnaire : les Soviets des députés ouvriers à Pétersbourg, à Moscou et autres villes, les Soviets des députés soldats à Vladivostok, Krasnoïarsk et autres villes, les comités de cheminots en Sibérie et dans le Midi, les comités de paysans dans la province de Saratov, les comités révolutionnaires de ville à Novorossiisk et autres villes, et enfin, les organes ruraux élus au Caucase et dans les Territoires Baltes ;

3) en rapport avec la forme initiale embryonnaire de l'insurrection, ces organes qui ne s'appuyaient pas sur une force révolutionnaire armée et organisée étaient à tel point dispersés, fortuits, indécis dans leurs actions qu'ils étaient inévitablement condamnés dès les premiers assauts des armées contre-révolutionnaires ;

4) seul, un gouvernement révolutionnaire provisoire, à titre d'organe d'une insurrection victorieuse, est capable de briser toute résistance de la réaction, de garantir la plei-

ne liberté de la propagande électorale, de convoquer sur la base du suffrage universel, égal, direct et à scrutin secret une Assemblée constituante susceptible de réaliser effectivement le gouvernement du peuple par le peuple et de donner satisfaction à un minimum de revendications sociales et économiques du prolétariat ;

Nous reconnaissons et nous proposons au congrès de reconnaître que :

1) pour que la révolution soit menée jusqu'au bout, le prolétariat doit actuellement faire face à une tâche urgente, celle de contribuer, en commun avec la démocratie révolutionnaire, à unifier l'insurrection et à créer un organe unifiant cette insurrection, sous forme d'un gouvernement révolutionnaire provisoire ;

2) pour permettre au gouvernement révolutionnaire de remplir sa tâche avec succès il sera indispensable de procéder, sur la base du suffrage universel, égal, direct et à scrutin secret, à la création d'organes locales d'auto-administration révolutionnaire dans toutes les villes et les communes qui se joigneraient à l'insurrection ;

3) la participation des délégués de notre Parti au gouvernement révolutionnaire provisoire en commun avec la démocratie révolutionnaire bourgeoise est admissible en fonction du rapport des forces et doit être soumise formellement au contrôle du Parti sur ses délégués et, en réalité, à la défense des intérêts propres de la classe ouvrière et à la sauvegarde constante de l'indépendance de la social-démocratie, qui vise à la révolution socialiste totale et qui, par conséquent, est l'adversaire irréconciliable de tous les partis bourgeois ;

4) indépendamment du fait de savoir si la participation de la social-démocratie au gouvernement révolutionnaire provisoire sera possible ou non, il convient de propager dans les couches les plus larges du prolétariat l'idée de la nécessité d'une pression constante sur le gouvernement provisoire de la part du prolétariat armé et dirigé par la social-démocratie, dans le but de sauvegarder, de consolider et d'élargir les conquêtes de la révolution.

## LES SOVIETS DES DÉPUTÉS OUVRIERS

Attendu que :

1) les Soviets des députés ouvriers naissent spontanément sur le terrain des grèves politiques de masse, en tant qu'organisations sans-parti des larges masses ouvrières ;

2) ces Soviets se modifient inévitablement au cours de la lutte tant sous le rapport de leur composition, en s'incorporant les éléments les plus révolutionnaires de la petite bourgeoisie, que sous celui du contenu de leur activité, en se transformant d'organisations limitées à la grève en organes de lutte révolutionnaire générale ;

3) ces Soviets étant des embryons du pouvoir révolutionnaire, leur force et leur importance dépendent entièrement de la force et du succès de l'insurrection ;

Nous reconnaissons et nous proposons au congrès de reconnaître que :

1) le Parti ouvrier social-démocrate de Russie doit participer aux Soviets des députés ouvriers sans-parti, en formant à tout prix à l'intérieur de chaque Soviet des groupes de membres du Parti les plus forts possibles et en dirigeant l'activité de ces groupes en liaison étroite avec l'activité générale du Parti ;

2) la création de telles organisations, dans le but d'élargir et d'approfondir l'influence de la social-démocratie sur le prolétariat et celle du prolétariat sur la marche et l'issue de la révolution démocratique, peut-être, dans certaines conditions, la tâche des organisations locales de notre Parti ;

3) l'on doit inviter à participer aux Soviets des députés ouvriers sans-parti les couches les plus larges possibles d'ouvriers, ainsi que les représentants de la démocratie révolutionnaire, spécialement parmi les paysans, les soldats et les marins ;

4) lorsque l'activité et la sphère d'influence des Soviets des députés ouvriers s'élargissent, il est nécessaire de montrer que de telles institutions, si elles ne s'appuient pas sur une armée révolutionnaire et si elles ne renversent pas les autorités gouvernementales (c'est-à-dire si elles ne se transforment pas en gouvernement révolutionnaire provisoire), seront inévitablement vouées à leur perte ; que, par con-

séquent, l'armement du peuple et le renforcement de l'organisation de combat du prolétariat doivent être considérés comme l'une des tâches principales de ces institutions à chaque période révolutionnaire.

## L'ATTITUDE À L'ÉGARD DES PARTIS BOURGEOIS

Attendu que :

1) la social-démocratie a toujours reconnu la nécessité de soutenir tout mouvement révolutionnaire et tout mouvement d'opposition dirigé contre le régime politique et social qui existe en Russie ;

2) à l'heure actuelle, où la révolution suscite des manifestations ouvertes de différentes classes et où sur ce terrain commencent à se former des partis politiques, la tâche urgente de la social-démocratie est de déterminer leur contenu de classe, de tenir compte des relations réciproques des classes au moment actuel et de déterminer en conséquence son attitude à l'égard des différents partis ;

3) la tâche principale de la classe ouvrière à l'étape de la révolution démocratique que nous traversons est de mener cette révolution jusqu'au bout ; par suite, la social-démocratie, en définissant son attitude à l'égard des autres partis, doit en particulier prendre en considération la mesure dans laquelle tel ou tel parti est capable de collaborer activement à ce but ;

4) de ce point de vue, tous les partis non social-démocrates qui existent en Russie (à l'exception des partis réactionnaires) se divisent en deux groupes fondamentaux : les partis libéraux-monarchistes et les partis démocrates révolutionnaires ;

Nous reconnaissons et nous proposons au congrès de reconnaître que :

1) l'aile droite des partis libéraux monarchistes (Union du 17 octobre, Parti de l'ordre légal, Parti des commerçants et des industriels [81], etc.) représente les organisations de classe des grands propriétaires fonciers et de la grande bourgeoisie commerçante et industrielle, organisations nettement contre-révolutionnaires, mais qui n'ont pas encore conclu de transaction définitive avec la bureaucratie autocratique sur

le partage du pouvoir ; que le parti du prolétariat, tout en mettant à profit dans son propre intérêt la subsistance de ce conflit doit en même temps mener la lutte la plus impitoyable contre ces partis ;

2) les partis libéraux monarchistes de l'aile gauche (Parti des réformes démocratiques [82], Parti des cadets, etc.) n'étant pas des organisations de classe déterminées, oscillent constamment entre la petite bourgeoisie démocratique et les éléments contre-révolutionnaires de la grande bourgeoisie, entre le désir de s'appuyer sur le peuple et la crainte des initiatives révolutionnaires de celui-ci ; leurs aspirations ne vont pas au-delà d'une société bourgeoise bien ordonnée, défendue par la monarchie et le système bicaméral contre les atteintes du prolétariat pour le bien de l'éducation politique du peuple, la social-démocratie doit utiliser l'activité de ces partis, en opposant à leur phraséologie pseudo-démocratique l'esprit démocratique conséquent du prolétariat et en dénonçant impitoyablement les illusions constitutionnelles qu'ils répandent ;

3) les partis et organisations démocratiques révolutionnaires (Parti socialiste-révolutionnaire, Union paysanne, fractions d'associations semi-professionnelles et d'associations semi-politiques, etc.) expriment au plus près les intérêts et le point de vue des larges masses de la paysannerie et de la petite bourgeoisie, en s'opposant résolument à la possession seigneuriale de la terre et à l'Etat féodal, en s'efforçant avec persévérance de promouvoir la démocratie et en travestissant leurs aspirations, qui sont au fond de type démocratique bourgeois, d'une idéologie vaguement socialiste ; la social-démocratie reconnaît la possibilité et la nécessité d'alliances de combat avec de tels partis, tout en dénonçant sans défaillance leur caractère pseudo-socialiste et en luttant contre leur tendance à estomper les contrastes entre le prolétaire et le petit patron ;

4) le but politique immédiat de ces alliances de combat temporaires entre la social-démocratie et la démocratie révolutionnaire est la convocation par la voie révolutionnaire d'une Assemblée constituante représentant tout le peuple et investie de la totalité du pouvoir, sur la base du suffrage universel, égal, direct et à scrutin secret ;

5) les alliances de combat temporaires ne sont possibles et opportunes dans la période donnée qu'avec les éléments qui acceptent l'insurrection armée comme moyen de lutte et qui y participent activement.

## L'ATTITUDE À L'ÉGARD DES PARTIS SOCIAL-DÉMOCRATES NATIONAUX

Attendu que :

1) au cours de la révolution, le prolétariat de toutes les nationalités de Russie se trouve de plus en plus uni par la lutte commune ;

2) cette lutte commune conduit à un rapprochement toujours plus étroit des différents partis social-démocrates nationaux de Russie ;

3) dans de nombreuses villes se forment déjà, à la place des anciennes organisations fédératives, des comités unifiés de toutes les organisations social-démocrates nationales des localités données ;

4) la majorité des partis social-démocrates nationaux n'insiste plus à l'heure actuelle sur le principe de la fédération rejeté à juste titre par le IIe Congrès du P.O.S.D.R. ;

Nous reconnaissons et nous proposons au congrès de reconnaître que :

1) il est indispensable de prendre les mesures les plus énergiques en vue d'obtenir le plus rapidement possible la fusion de tous les partis social-démocrates nationaux de la Russie en un seul Parti ouvrier social-démocrate de Russie ;

2) la base de l'unification doit être la fusion complète de toutes les organisations social-démocrates de chaque localité ;

3) le Parti doit garantir réellement la satisfaction de tous les intérêts de Parti et de tous les besoins du prolétariat social-démocrate de chaque nationalité, en tenant compte notamment des particularités de son mode de vie et de sa culture ; les moyens d'assurer ces garanties peuvent être les suivants : organisation de conférences spéciales des social-démocrates de telle nationalité, représentation des minorités nationales dans les institutions locales, régionales et centrales du Parti, création de groupes spéciaux de littérature, d'édition, d'agitation, etc.

*Note* : la représentation des minorités nationales au Comité central du Parti pourrait être organisée, par exemple, de telle façon que le congrès du Parti fasse entrer dans la composition du Comité central une quantité déterminée de membres pris parmi les candidats désignés par les congrès régionaux des localités de Russie où existent à l'heure actuelle des organisations social-démocrates distinctes.

## LES SYNDICATS

Attendu que :

1) la social-démocratie a toujours reconnu la lutte économique comme l'une des parties intégrantes de la lutte de classe du prolétariat ;

2) comme le montre l'expérience de tous les pays capitalistes, des syndicats larges constituent la forme d'organisation de la classe ouvrière la plus rationnelle pour mener la lutte économique ;

3) à l'heure actuelle, on observe en Russie une large aspiration des masses ouvrières à s'unir dans les syndicats ;

4) la lutte économique peut conduire à une amélioration durable de la situation des masses ouvrières et au renforcement de leur organisation de classe authentique si, et seulement si, cette lutte est associée de façon juste à la lutte politique du prolétariat ;

Nous reconnaissons et nous proposons au congrès de reconnaître que :

1) toutes les organisations du Parti doivent faciliter la formation de syndicats sans-parti et encourager à y entrer tous les membres du Parti représentants de profession intéressée ;

2) le Parti doit tendre par tous les moyens à éduquer les ouvriers militants dans les syndicats dans l'esprit d'une large compréhension de la lutte de classe et des tâches socialistes du prolétariat, afin de conquérir dans la pratique, par son activité, un rôle dirigeant dans ces syndicats et, enfin, de faire en sorte que ceux-ci puissent, dans certaines conditions, se joindre directement au Parti sans exclure pour autant leurs membres sans-parti.

## L'ATTITUDE À L'ÉGARD DE LA DOUMA D'ÉTAT

Attendu que :

1) la Douma d'Etat est une grossière falsification de la représentation populaire, puisque :

a) le suffrage n'est ni universel, ni égal, ni direct mais à plusieurs degrés, que la masse des ouvriers et des paysans est exclue en fait de la participation à la Douma d'Etat, et que le taux des grands-électeurs des différents groupes de la population a été établi en fonction des vues de la police ;

b) par l'étendue de ses droits et par rapport au Conseil d'Etat, la Douma est un appendice impuissant de la bureaucratie autocratique ;

c) l'ambiance des élections exclut complètement la possibilité pour le peuple d'exprimer réellement sa volonté, en raison de l'absence de liberté de propagande, en raison de la répression militaire, en raison des exécutions et arrestations massives, de l'arbitraire policier et administratif ;

d) le seul but du gouvernement quand il a convoqué une telle Douma a été de tromper le peuple, de consolider l'autocratie, de lui faciliter de nouvelles escroqueries financières et de passer un marché avec les éléments réactionnaires des classes exploiteuses, assurées de leur prépondérance à la Douma d'Etat ;

2) la participation aux élections à la Douma d'Etat, sans rien apporter qui puisse développer la conscience de classe du prolétariat, renforcer et élargir son organisation de classe et sa préparation au combat, est plutôt de nature à désorganiser et à corrompre le prolétariat, puisque :

a) la participation de la social-démocratie aux élections à la Douma maintiendrait inévitablement dans le peuple les illusions constitutionnelles, l'espoir que les élections peuvent donner une expression tant soit peu valable de la volonté populaire et l'idée que le Parti s'engage dans une voie pseudo-constitutionnelle ;

b) les collèges des délégués ouvriers et des grands-électeurs, du fait de leur nombre réduit, de la brièveté et de la spécialisation de leurs fonctions, ne peuvent rien faire pour une organisation effectivement révolutionnaire du prolétariat ;

c) la participation aux élections détourne l'attention du prolétariat du mouvement révolutionnaire qui se développe en dehors de la Douma, pour l'orienter sur la comédie montée par le gouvernement au lieu d'une large agitation parmi les masses ; l'effort principal est détourné vers de petits cercles de grands-électeurs ;

d) notre participation aux élections ne saurait aider l'éducation social-démocratique des couches les plus ignorantes des masses populaires, qui vont à la Douma et qui y vont par une voie exclusivement légale, dans laquelle le Parti ouvrier social-démocrate de Russie ne peut s'engager maintenant ;

e) le départ d'une partie des grands-électeurs des réunions électorales de provinces ne pourrait ni faire échouer la Douma, ni provoquer un large mouvement populaire ;

3) dans la situation politique présente, la participation aux élections obligerait les social-démocrates soit à se retirer, ce qui n'apporterait aucun profit au mouvement, soit à s'abaisser dans la pratique au rôle de complices muets des cadets ;

Nous reconnaissons et nous proposons au congrès de reconnaître que :

1) le P.O.S.D.R. doit refuser résolument de participer à la Douma d'Etat ;

2) le P.O.S.D.R. doit refuser résolument de participer aux élections à la Douma, à quelque degré que ce soit ;

3) le P.O.S.D.R. doit utiliser de la façon la plus énergique toutes les réunions électorales, quelles qu'elles soient, pour exposer les points de vue des social-démocrates en général, pour critiquer impitoyablement la Douma d'Etat en particulier et surtout pour appeler à lutter pour la convocation révolutionnaire d'une Assemblée nationale constituante ;

4) le P.O.S.D.R. doit utiliser aussi l'agitation autour de la Douma pour faire connaître aux plus larges masses possibles du peuple toutes les idées tactiques du Parti sur l'ensemble de la période révolutionnaire que nous traversons et sur toutes les tâches qui en découlent.

## LES BASES DE L'ORGANISATION DU PARTI

Attendu que :

1) le principe du centralisme démocratique dans le Parti est à l'heure actuelle reconnu par tout le monde ;

2) dans les conditions politiques existantes, l'application de ce principe, bien que difficile, est toutefois possible dans certaines limites ;

3) le mélange de l'appareil clandestin avec l'appareil légal du Parti s'est avéré extrêmement pernicieux pour ce dernier et a joué en faveur de la provocation gouvernementale ;

Nous reconnaissons et nous proposons au congrès de reconnaître que :

1) le principe électif dans les organisations du Parti doit être appliqué de la base au sommet ;

2) les dérogations à ce principe, par exemple les élections à deux degrés ou la cooptation dans les institutions électives, etc., ne sont admissibles qu'en présence d'obstacles policiers insurmontables et dans des cas exceptionnels spécialement prévus ;

3) il est au plus haut point indispensable de préserver et de renforcer le noyau clandestin de l'organisation du Parti ;

4) pour des interventions légales quelles qu'elles soient (dans la presse, dans des réunions, dans des associations, particulièrement dans des syndicats, etc.), il faut mettre sur pied dans les organisations des sections spéciales, qui ne puissent en aucun cas porter préjudice à l'intégrité des cellules clandestines ;

5) l'organisme central du Parti doit être unique, c'est-à-dire que le congrès général du Parti doit élire un seul Comité central, qui désignera la rédaction de l'Organe central, etc.

# RÉVISION DU PROGRAMME AGRAIRE DU PARTI OUVRIER [83]

*Rédigé dans la deuxième quinzaine de mars 1906.*
*Publié début avril en brochure aux éditions « Nacha Mysl »*

*Conforme au texte de la brochure*

КНИГОИЗДАТЕЛЬСТВО „НАША МЫСЛЬ“
Петербургъ, Литейный, 60, кв. 9.

Н. ЛЕНИНЪ.

# Пересмотръ аграрной программы РАБОЧЕЙ ПАРТІИ.

№ 1.

Цѣна 10 коп.

С.-ПЕТЕРБУРГЪ.
1906.

Couverture de la brochure de V. Lénine :
« Révision du programme agraire du parti ouvrier » : — 1906
*Réduction*

Tout le monde reconnaît à présent la nécessité de réviser le programme agraire du parti ouvrier. La dernière conférence de la « majorité » (décembre 1905) a posé formellement cette question brûlante, qui figure déjà à l'ordre du jour du Congrès d'unification.

Nous avons l'intention de donner d'abord un bref aperçu de la question agraire dans l'histoire de la social-démocratie russe, de passer ensuite en revue les différents projets de programme proposés actuellement par les social-démocrates, et, enfin, de tracer dans ses grandes lignes le projet que nous défendons.

## I. COUP D'ŒIL RAPIDE SUR LA QUESTION AGRAIRE DANS L'HISTOIRE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE RUSSE

Dès sa fondation la social-démocratie russe a souligné l'importance majeure de la question agraire et, plus spécialement, paysanne, en Russie ; une analyse spécifique de ce problème figure dans tous les projets de programme du Parti.

L'opinion contraire, propagée souvent par les populistes [84] et les socialistes-révolutionnaires, est due à l'ignorance totale de la question, ou bien à la volonté délibérée de déformer les faits.

Le premier projet des social-démocrates russes, publié par le groupe « Libération du Travail » en 1884, exige déjà « la révision radicale des rapports agraires » et la suppression de tous les vestiges du servage à la campagne. (Comme nous n'avons pas sous la main les anciennes publications social-démocrates qui paraissaient à l'étranger, nous som-

mes obligés de citer de mémoire ; nous répondons du sens général des citations qui ne sont pas littérales).

Ensuite, dans la revue *Social-démocrate* [85] (vers la fin des années 80), ainsi que dans les brochures *La ruine de la Russie* et *Les tâches des socialistes dans la lutte contre la famine en Russie* (1891-1892), Plékhanov a fait ressortir maintes fois, et dans les termes *les plus vigoureux*, l'importance extrême de la question paysanne en Russie ; il admet même la possibilité du « partage noir » [86] au cours d'une prochaine révolution démocratique et note que cette perspective n'effrayait nullement la social-démocratie ni ne lui répugnait. Sans être le moins du monde une mesure socialiste, le «partage noir » aurait imprimé une forte impulsion au progrès du capitalisme, au développement du marché intérieur, au mieux-être de la paysannerie, à la désagrégation de la commune, à l'éclosion des contradictions de classes au village, à l'anéantissement de tous les vestiges de l'ancienne Russie féodale.

Ces idées de Plékhanov sur le « partage noir » revêtent pour nous une importance historique particulière. Elles montrent nettement que, dès le début, les social-démocrates ont posé le fondement théorique de la question agraire en Russie qu'ils défendent avec fermeté aujourd'hui encore.

Depuis la fondation de leur parti jusqu'à nos jours, les social-démocrates russes ont constamment soutenu les trois principes suivants. *Premièrement* : la révolution agraire fera nécessairement partie de la révolution démocratique en Russie. Cette révolution aura pour objet de supprimer les rapports de servitude dans les campagnes. *Deuxièmement* : par son importance sociale et économique, la future révolution agraire aura un caractère démocratique bourgeois ; loin d'atténuer le développement du capitalisme et de ses contradictions de classe, elle les renforcera. *Troisièmement* : la social-démocratie a toutes les raisons de soutenir résolument cette révolution, de formuler à cette occasion telles ou telles tâches immédiates, mais sans se lier les mains et sans renoncer le moins du monde à soutenir même le « partage noir ».

Qui ignore ces trois principes, qui ne les a pas relevés dans *toutes* les publications social-démocrates sur la question agraire en Russie ou bien ignore la question, ou passe

sous silence l'essentiel (comme c'est toujours le cas des socialistes-révolutionnaires).

Pour en revenir à notre aperçu de la question paysanne dans l'histoire de la social-démocratie, signalons encore parmi les publications de la fin des années 90 « Les tâches des social-démocrates russes » (1897 *), ouvrage qui s'élève énergiquement contre l'opinion selon laquelle les social-démocrates seraient « indifférents » à l'égard de la paysannerie, et rappelle les vues générales de la social-démocratie en cette matière. Puis le journal *Iskra* [87]. Dans le numéro 3, paru au ***printemps 1901*** (mars et avril), c'est-à-dire *une année* avant la première grande insurrection paysanne russe, on a pu lire un éditorial : « Le parti ouvrier et la paysannerie » **, qui souligne une fois de plus l'importance du problème paysan et revendique, entre autres, la restitution des *otrezki* jadis enlevés aux paysans.

Cet article peut être considéré comme une première ébauche du programme agraire du P.O.S.D.R. publié en été 1902 au nom de la rédaction de l'*Iskra* et de la *Zaria* [88] et qui devint le programme officiel du Parti à notre deuxième congrès (août 1903).

Dans ce document, *toute* la lutte contre l'autocratie est envisagée comme la lutte du régime bourgeois contre le féodalisme et le principe marxiste est formulé de la manière la plus nette dans la thèse centrale de la partie agraire : « Afin d'abolir les survivances du servage, qui pèsent d'un poids lourd directement sur les paysans, et dans l'intérêt du libre développement de la lutte de classe à la campagne, le Parti réclame... »

Presque tous ceux qui critiquent le programme social-démocrate *passent* sous silence cette thèse centrale : ils ne voient pas l'éléphant.

Certains points du programme agraire adopté au IIe Congrès en plus de revendications indiscutables (abolir la taille, réduire le fermage, autoriser la libre disposition des terres), comprenaient encore la restitution des indemnités de rachat, l'institution de comités paysans pour le retour des *otrezki* et l'anéantissement des vestiges du servage.

* Voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 2, pp. 329-358. (*N.R.*)
** *Ibid.*, t. 4, pp. 437-445. (*N.R.*)

C'est ce point relatif aux *otrezki* qui soulevait le plus de critiques parmi les social-démocrates et aussi de la part du groupe social-démocrate « Borba » qui proposait (si ma mémoire est bien fidèle) l'expropriation de tous les domaines fonciers [89] ; il était critiqué également par le camarade [90] (cette critique ainsi que ma réponse * ont paru en brochure à Genève en été 1903, à la veille même du IIe Congrès et les délégués ont pu en prendre connaissance). Le camarade X proposait au lieu de la restitution des *otrezki* et des rachats : 1° la confiscation des terres de l'Eglise, des couvents et des apanages et leur remise à l'« Etat démocratique » ; 2° « un impôt progressif sur la rente foncière des gros propriétaires terriens, afin que l'Etat démocratique puisse disposer de cette forme de revenu pour les besoins du peuple », et 3° « la remise d'une partie des terres appartenant à des particuliers (grande propriété foncière), et si possible de toutes les terres, à de vastes organisations sociales auto-administrées (zemstvos) ».

J'ai critiqué ce programme en le qualifiant de « formulation plus mauvaise et contradictoire de la revendication concernant la nationalisation de la terre », et j'ai fait ressortir l'importance des comités paysans en tant que mot d'ordre de combat, destiné à soulever cette couche sociale opprimée ; la social-démocratie ne doit pas se lier les mains en renonçant ne serait-ce qu'à la « vente » des terres confisquées ; la restitution des *otrezki ne limite nullement les aspirations* de la social-démocratie, mais seulement la possibilité de formuler des tâches communes au prolétariat rural et à la bourgeoisie paysanne. Je soulignais : « Si la revendication de toute la terre doit être la revendication de la nationalisation de la terre ou de la remise de la terre aux exploitants agricoles actuels, nous apprécierons cette revendication du point de vue des intérêts du prolétariat, *après avoir pris en considération toutes les circonstances* (souligné par nous) : nous ne pouvons dire d'avance, par exemple, si, lorsque la révolution éveillera les exploitants agricoles à la vie politique, cette couche sociale agira en qualité de parti démocratique révolutionnaire ou en qualité de parti de l'ordre » (v. pp. 35-36 de la brochure **).

* Voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 6, pp. 458-474. (*N.R.*)
** *Ibid.*, p. 467. (*N.R.*)

J'ai exposé cette même idée que les *otrezki* ne limitent ni l'ampleur du mouvement paysan, ni le soutien que nous lui accorderions, au cas où ce mouvement irait plus loin, dans l'article « Aux paysans pauvres » (paru en 1903, à la veille du IIe Congrès), où les *otrezki* sont qualifiées de « porte » * et non de « barrière » ; la remise de *toute la terre* à la paysannerie n'est nullement rejetée mais est même saluée dans une situation politique déterminée.

En ce qui concerne le partage noir, j'ai écrit en août 1902 dans la *Zaria* (n° 4, p. 176) où j'assumais la défense du projet de programme agraire :

« Dans la revendication du partage noir il y a l'utopie réactionnaire qui tend à généraliser et éterniser la petite production paysanne, mais il y a aussi en elle (à part l'utopie suivant laquelle la « paysannerie » peut être la porteuse de la révolution *socialiste*) un aspect révolutionnaire, à savoir la volonté de balayer par l'insurrection paysanne tous les vestiges du régime féodal » **.

Ainsi, ces références aux publications des années 1902-1903 prouvent sans conteste que la revendication des *otrezki* n'a jamais été considérée par les auteurs de ce point comme une restriction de l'ampleur du mouvement paysan et de l'appui que nous lui accordons. Cependant, les événements montrent que ce point du programme n'est pas satisfaisant ; le mouvement paysan gagne en profondeur et en étendue à une vitesse incroyable, alors que notre programme laisse les larges masses perplexes ; or, le parti de la classe ouvrière doit compter avec ces dernières et ne peut se référer aux seuls commentaires sur le programme obligatoire du Parti par commentaires qui n'ont rien d'obligatoire pour ce dernier.

La nécessité de réviser le programme agraire s'imposait. Au début de 1905, un numéro du journal social-démocrate bolchevik *Vpériod* (hebdomadaire publié à Genève de janvier à mai 1905) exposait le projet de modification du programme agraire : le point relatif aux *otrezki* était supprimé et remplacé par « le soutien des revendications paysannes

---

* Voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 6, pp. 437-438. (*N.R.*)
** *Ibid.*, pp. 138-139. (*N.R.*)

jusques et y compris la confiscation de tous les domaines seigneuriaux* ».

Mais au IIIe Congrès du P.O.S.D.R. (mai 1905) et à la « conférence » simultanée de la « minorité », la question de la révision du programme n'a pas été posée. On s'est borné à rédiger une résolution *tactique*. Les deux fractions du Parti se sont mises d'accord sur la nécessité de soutenir le mouvement paysan *jusques et y compris la confiscation de tous les domaines fonciers*.

A vrai dire, ces résolutions tranchaient d'avance la question de la révision du programme agraire du P.O.S.D.R. La dernière conférence de la « majorité » (décembre 1905) a adopté ma proposition qui était d'émettre le vœu de supprimer les points relatifs aux *otrezki* et à la restitution des rachats et de déclarer à la place notre appui au mouvement paysan jusques et y compris pour la confiscation de toutes les terres seigneuriales **.

Nous terminons là notre coup d'œil rapide sur la question agraire dans l'histoire du P.O.S.D.R.

## II. QUATRE COURANTS AU SEIN DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE EN MATIÈRE DE PROGRAMME AGRAIRE

En plus de la résolution de la conférence « bolchevique » ci-dessus mentionnée, nous disposons actuellement de deux projets achevés de programme agraire, proposés par les camarades Maslov et Rojkov, et de remarques et considérations incomplètes, c'est-à-dire qui ne présentent pas de projet de programme défini, formulées par les camarades Finn, Plékhanov et Kautsky.

Nous allons exposer brièvement ces diverses conceptions.

Le camarade Maslov reprend le projet du camarade X en le modifiant quelque peu. Il supprime l'impôt progressif sur la rente foncière et modifie la revendication concernant la remise aux zemstvos des domaines des particuliers.

---

* Voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 8, p. 234. (*N.R.*)

** La résolution a été publiée dans la *Rouss*, la *Nacha Jizn* et dans la *Pravda* [91]. Voir le présent tome, p. 86. (*N.R.*)

L'amendement de Maslov consiste d'abord à rejeter la formule de X : « si possible toutes les terres » (c'est-à-dire la remise de toutes les terres aux zemstvos) ; ensuite Maslov, supprime tout à fait la mention de X concernant les « zemstvos », et remplace « les vastes organisations sociales : zemstvos » par de « vastes organisations régionales ». Le point correspondant chez Maslov stipule :

« Les terres des particuliers (la grosse propriété foncière) seront remises à de vastes organisations régionales auto-administrées. La superficie minimum des lots aliénables est déterminée par la représentation régionale du peuple. » En conséquence, Maslov rejette résolument la nationalisation intégrale, éventuellement admise par X, et exige la « municipalisation », ou, plus exactement, la « provincialisation ». Maslov oppose à la nationalisation trois arguments : 1° la nationalisation porterait atteinte au droit de libre disposition des nationalités ; 2° les paysans, surtout les paysans-propriétaires, n'accepteront pas la nationalisation de leurs terres ; 3° la nationalisation renforcera la bureaucratie, inévitable dans un Etat démocratique bourgeois, divisé en classes.

Maslov critique la distribution (le « partage ») des domaines des propriétaires fonciers qu'il présente comme une utopie pseudo-socialiste des socialistes-révolutionnaires, sans comparer cette mesure avec la « nationalisation ».

Quant à Rojkov, il ne veut ni distribution ni nationalisation ; il ne demande qu'à remplacer le point relatif aux *otrezki* par le texte suivant : « Remise sans rachat aux paysans de toutes les terres au moyen desquelles ils sont économiquement asservis (voir le recueil *La période actuelle* [92], p. 6 de l'article du camarade N. Rojkov). Le camarade Rojkov exige la confiscation des terres de l'Eglise et autres sans mentionner « leur remise à l'Etat démocratique » (ainsi que le désire le camarade Maslov).

Ensuite le camarade Finn dans son article inachevé (*Mir Boji* [93], 1906) rejette la nationalisation et semble enclin à accepter la distribution des terres seigneuriales aux paysans en toute propriété.

Le camarade Plékhanov, dans le n° 5 des *Cahiers*, ne dit absolument rien lui non plus sur la révision de notre programme agraire. Critiquant Maslov, il se borne à défendre

une « tactique souple » en général, repousse la « nationalisation » (en alléguant les vieux arguments de la *Zaria*) et paraît enclin à accepter la distribution des terres seigneuriales entre les paysans.

Enfin, K. Kautsky expose dans son excellente étude « La question agraire en Russie » les principes généraux des conceptions social-démocrates sur ce problème, en exprimant sa sympathie entière pour le partage des terres seigneuriales et semble admettre la nationalisation dans certaines conditions ; toutefois, il passe complètement sous silence l'ancien programme agraire du P.O.S.D.R. aussi bien que les projets de modification de ce dernier.

L'analyse de ces diverses opinions émises au sein du Parti sur le programme agraire du P.O.S.D.R. permet de les classer en *quatre* groupes fondamentaux :

1. Le programme agraire du P.O.S.D.R. ne doit exiger ni nationalisation ni confiscation des terres seigneuriales (c'est la thèse des partisans du programme actuel ou de quelques modifications peu importantes, dans le genre de celles du camarade N. Rojkov).

2. Le programme agraire du P.O.S.D.R. doit réclamer la confiscation des domaines des propriétaires fonciers, sans exiger la nationalisation du sol quelle qu'en soit la forme (c'est apparemment la thèse du camarade Finn et peut-être du camarade Plékhanov, encore que l'opinion de ce dernier ne soit pas claire).

3. Aliénation des domaines des propriétaires fonciers parallèlement à une nationalisation restreinte et d'un genre particulier (« la remise des terres aux zemstvos » et « provincialisation » de X, Maslov, Groman et autres).

4. Confiscation des terres seigneuriales et, *dans des conditions politiques déterminées*, nationalisation du sol (programme proposé par la majorité de la commission désignée par le Comité central unifié de notre Parti ; ce programme dont l'auteur de ces lignes assume la défense, est publié en fin de brochure *) ;

Examinons ces différentes opinions.

Les partisans du programme actuel ou d'un programme dans le genre de celui que propose le camarade Rojkov,

* Voir le présent tome, pp. 197-198. (*N.R.*)

partent du point de vue que la confiscation des grands domaines, qui aboutit à leur morcellement, ne peut en général être défendu d'un point de vue social-démocrate, ou bien ils estiment que la confiscation pourrait figurer tout au plus dans une résolution tactique, mais absolument pas dans le programme.

Commençons par le premier point. On nous dit que les grands domaines relèvent d'un type capitaliste avancé. Leur confiscation, leur partage, seraient des mesures réactionnaires, un pas en arrière vers la petite propriété. Les social-démocrates ne sauraient être en faveur d'une telle mesure.

Cette opinion nous paraît fausse.

Nous devons tenir compte du résultat général et définitif de l'actuel mouvement paysan au lieu de le noyer parmi des cas particuliers et des détails. Dans l'ensemble, les grandes exploitations foncières de la Russie d'aujourd'hui reposent sur le servage plutôt que sur le système capitaliste. Quiconque le nie ne saurait expliquer la profondeur et l'étendue du mouvement paysan révolutionnaire de nos jours. En réclamant la restitution des *otrezki* nous avons commis l'erreur de sous-estimer la profondeur et l'étendue du mouvement démocratique, plus précisément démocratique bourgeois, au sein de la paysannerie. On aurait tort de persister dans cette erreur à présent que la révolution nous a appris bien des choses. La confiscation de toutes les terres seigneuriales sera infiniment plus profitable pour le développement du capitalisme que ne sera grand le préjudice causé par le partage des grandes exploitations capitalistes. Loin de supprimer le capitalisme et de le tirer en arrière, le partage lui nettoiera dans une large mesure le terrain, qu'il unifiera, élargira, consolidera pour lui imprimer (au capitalisme) un nouvel essor. Nous avons toujours affirmé qu'il n'appartient point aux social-démocrates de limiter l'ampleur du mouvement paysan ; or, renoncer à l'heure présente à la confiscation de toutes les terres des grands propriétaires fonciers reviendrait à limiter manifestement l'ampleur d'un mouvement social déjà engagé.

Aussi, les camarades qui s'opposent actuellement à la confiscation de tous les domaines seigneuriaux se trompent comme les mineurs anglais qui, travaillant moins de huit

heures, se battent contre l'introduction légale de la journée de huit heures dans l'ensemble du pays.

D'autres camarades cèdent à l'« esprit du temps ». Le programme, disent-ils, se borne aux *otrezki* ou à l'aliénation des terres utilisées pour asservir les paysans, mais dans la résolution tactique, c'est la confiscation. On aurait tort, prétendent-ils, de confondre programme et tactique.

A cela nous répondrons que la tentative de tracer une ligne de démarcation absolue entre programme et tactique n'aboutit qu'au pédantisme et à la scolastique. Le programme définit les rapports généraux et fondamentaux entre la classe ouvrière et les autres classes. La tactique définit les rapports provisoires et partiels. Cela est juste naturellement. Mais il ne faut pas oublier que toute notre lutte contre les vestiges du servage à la campagne est une tâche provisoire et partielle par rapport aux objectifs socialistes généraux du prolétariat. Si « le régime constitutionnel » à la sauce Chipov se maintient dix à quinze ans en Russie, ces vestiges disparaîtront non sans avoir causé des souffrances sans nombre à la population, mais ils disparaîtront cependant ; ils s'effaceront d'eux-mêmes. Un mouvement paysan démocratique tant soit peu vigoureux ne sera plus possible ; on ne pourra plaider en faveur d'aucun programme agraire « visant à supprimer les vestiges du servage féodal ». Donc, la différence entre programme et tactique n'est que relative. Et les inconvénients pour un parti de masse qui lutte aujourd'hui plus à découvert que par le passé, seront très importants, si le programme contient une revendication partielle, limitée et étroite, alors que la résolution tactique comporte une revendication générale, ample et universelle. De toute façon, il faudra bientôt réviser de fond en comble le programme agraire de notre Parti au cas où s'affirmerait la « constitution » Doubassov-Chipov et au cas où triompherait l'insurrection paysanne ouvrière. En conséquence, on aurait tort de trop s'attacher à bâtir pour l'éternité.

J'en arrive au deuxième genre d'opinions. La confiscation des terres seigneuriales, leur partage, d'accord, mais pas de nationalisation, nous dit-on. On se réfère à Kautsky pour faire prévaloir le partage, on reprend les anciens arguments de tous les social-démocrates contre la nationalisa-

tion (cf. la *Zaria* n° 4). Nous sommes entièrement et absolument d'accord que le partage des domaines des grands propriétaires fonciers serait aujourd'hui, en somme, une mesure décidément progressiste sur le double plan économique et politique. Nous convenons de même que dans la société bourgeoise la classe des petits propriétaires, *dans certaines conditions*, constitue un « bastion de la démocratie beaucoup plus solide que la classe des fermiers dépendant de l'Etat de classe policier, fût-il constitutionnel ». (*Lénine*, « Réponse à X », p. 27*.)

Mais nous estimons que *se borner* à ces considérations à la phase présente de la révolution démocratique en Russie, se borner à plaider en faveur de l'ancienne position de 1902, ce serait à coup sûr perdre de vue les changements profonds qui ont affecté la conjoncture politique et sociale. La *Zaria* indiquait en août 1902 (fasc. 4, article de Plékhanov, p. 36) que, chez nous, les *Moskovskié Viédomosti* [94] défendaient la nationalisation et formulait l'idée parfaitement juste que cette revendication était loin d'être partout et toujours révolutionnaire. C'est parfaitement vrai, mais dans le même article de Plékhanov (p. 37), il est dit qu'à une « *époque révolutionnaire* » (souligné par Plékhanov) l'expropriation des gros terriens peut devenir chez nous une nécessité et que dans des conditions données cette question devra obligatoirement être posée.

Il est absolument certain que de nos jours la situation s'est sensiblement modifiée par rapport à 1902. La révolution a atteint un niveau élevé en 1905, et à présent les forces d'un nouvel essor se préparent. Il ne saurait être question pour les *Moskovskié Viédomosti* d'appuyer d'une manière tant soit peu sérieuse la nationalisation du sol. Au contraire, l'inviolabilité de la propriété privée de la terre est devenue le leitmotiv des discours de Nicolas II et des hurlements de Gringmut [95] et consorts. L'insurrection paysanne a déjà ébranlé la Russie féodale et tous les espoirs de l'autocratie agonisante reposent désormais exclusivement sur un marché avec la classe des propriétaires fonciers mortellement effrayés par le mouvement paysan. De même que les *Moskovskié Viédomosti*, le *Slovo*, organe des parti-

* Voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 6, p. 459. (*N.R.*)

sans de Chipov, traque Witte et le projet « socialiste » de Kutler [96] qui proposait non la nationalisation mais le *rachat* obligatoire d'une partie de la terre. Les sévices terribles exercés par le gouvernement sur l'« Union paysanne » et les « dragonnades » non moins furieuses contre les paysans en effervescence montrent, clair comme le jour, que le mouvement paysan a pris nettement un caractère démocratique révolutionnaire.

Ce mouvement, comme tout profond mouvement populaire, a déjà suscité et continue de susciter l'immense enthousiasme révolutionnaire et l'énergie révolutionnaire de la paysannerie. Dans leur lutte contre la propriété seigneuriale de la terre, contre la possession terrienne des hobereaux, les paysans en viennent nécessairement et en sont déjà venus à exiger, par la bouche de leurs représentants d'avant-garde, l'abolition de toute la propriété privée de la terre en général *.

Il est absolument certain que l'idée que la terre doit appartenir au peuple tout entier hante aujourd'hui les couches les plus profondes de la paysannerie. Il est non moins certain que malgré toute l'ignorance des paysans, malgré les éléments utopiques et rétrogrades de leurs aspirations, cette idée, dans son ensemble, revêt un caractère démocratique révolutionnaire **.

---

* Voir « Décisions des congrès de l'Union paysanne du 1er août et du 6 novembre 1905 », St-Pétersbourg 1905, p. 6 et « Procès-verbaux du Congrès constitutif de l'Union paysanne de Russie » (St-Pétersbourg 1905), passim.

** Dans le n° 5 des *Cahiers*, le camarade Plékhanov met en garde la Russie contre le danger de renouveler les expériences faites par Wang Kang-tché (réformateur chinois qui, au XIe siècle, a procédé à la nationalisation de la terre, mais sans succès) ; il s'attache à démontrer que l'idée paysanne de la nationalisation du sol est réactionnaire de par son origine. L'artifice de cette argumentation saute aux yeux. Vraiment, *qui prouve trop ne prouve rien* ***. Si l'on pouvait comparer la Russie du XXe siècle à la Chine du XIe siècle, Plékhanov et moi, très probablement, n'aurions parlé ni du caractère démocratique révolutionnaire du mouvement paysan, ni du capitalisme en Russie. Quant à l'origine (ou au caractère) réactionnaire de l'idée paysanne de la nationalisation du sol, il faut dire à ce propos que l'idée du « partage noir » comporte certains traits d'origine réactionnaire, mais aussi de caractère réactionnaire, même à l'heure

*** En français dans le texte. (*N.R.*)

Les social-démocrates doivent débarrasser cette idée des déformations réactionnaires et de celles des petits bourgeois socialisants. C'est indéniable. Mais les social-démocrates commettraient une grave erreur s'ils jetaient par-dessus bord cette revendication dans son ensemble sans en dégager l'aspect démocratique révolutionnaire. Nous devons dire au paysan en toute franchise et résolution que la nationalisation de la terre est une mesure bourgeoise ; qu'elle n'est utile *que* dans des conditions politiques données, mais nier *purement et simplement* cette mesure en général, ce serait, pour nous socialistes, mener auprès des masses paysannes une politique à courte vue. Bien plus, ce serait une entorse à la théorie marxiste qui a établi de toute évidence que la nationalisation de la terre est possible, concevable, même dans la société bourgeoise ; que loin de freiner l'évolution du capitalisme, elle la renforcera, que c'est le *maximum* des réformes démocratiques bourgeoises dans le domaine des rapports agraires.

Et qui peut nier qu'à *l'heure actuelle* nous devons proposer à la paysannerie le maximum des réformes démocratiques bourgeoises ? Se peut-il qu'on n'aperçoive pas encore le lien entre le radicalisme des revendications agraires du paysan (abolition de la propriété privée de la terre) et le radicalisme de ses revendications politiques (république, etc.) ?

Non, la position des social-démocrates dans la question agraire, à l'heure où il s'agit de mener à bonne fin la révolution démocratique, ne peut être que celle-ci : contre la propriété des seigneurs terriens, pour la propriété paysanne tant que la propriété privée de la terre subsiste en général. Contre la propriété privée foncière, pour la nationalisation de la terre *dans des conditions politiques données.*

Nous en arrivons ici au troisième genre d'opinions, c'est-à-dire à la « remise aux zemstvos » ou à la « provincialisation » proposée par X, Maslov et d'autres. Force

---

actuelle. Il existe des éléments réactionnaires dans l'ensemble du mouvement et de l'idéologie paysanne, mais cela n'exclut nullement le caractère démocratique révolutionnaire du mouvement en général. Loin d'avoir démontré la justesse de sa thèse (impossibilité pour les social-démocrates d'exiger la nationalisation de la terre dans des conditions politiques données) Plékhanov l'a affaiblie par une argumentation exagérément factice.

m'est de reprendre ici, en partie, contre Maslov, ce que j'ai déjà dit en 1903 contre X, à savoir qu'il proposait une « formulation plus mauvaise et contradictoire de la revendication concernant la nationalisation de la terre » (*Lénine*, « Réponse à X », p. 42) *. « Il est souhaitable (en général), disais-je encore, de remettre la terre entre les mains d'un Etat démocratique et non de *petites* organisations sociales (dans le genre du zemstvo actuel ou futur). »

Que propose Maslov ? Un salmigondis de nationalisation, *plus* la remise en zemstvo, *plus* la propriété privée de la terre *sans indiquer le moins du monde* les différentes conditions politiques dans lesquelles tel ou tel régime agraire serait avantageux (relativement) pour le prolétariat. En effet, le point 3 du projet de Maslov exige la « confiscation » des terres de l'Eglise et autres « avec remise à l'Etat démocratique ». C'est la nationalisation pure et simple. On se demande pourquoi n'ont pas été spécifiées les conditions politiques prémunissant contre les dangers de la nationalisation dans la société bourgeoise ? Pourquoi la remise aux zemstvos n'est-elle pas proposée *ici* à la place de la nationalisation ? Pourquoi une formule a-t-elle été choisie qui exclut la mise en vente des terres confisquées ** ? Sur toutes ces questions Maslov garde le silence.

En proposant la nationalisation des terres de l'Eglise, des couvents et des apanages, tout en contestant la nationalisation en général, Maslov se fait lui-même justice. Ses arguments contre la nationalisation sont en partie incomplets et imprécis, en partie inconsistants. Premier argument : la nationalisation porte atteinte au droit de libre disposition des nationalités. On ne saurait, de Pétersbourg, faire la loi sur le territoire de Transcaucasie. Ce n'est pas un argument, c'est un malentendu. Premièrement, le droit des nationalités à la libre disposition est reconnu par notre programme, donc la Transcaucasie « a le droit » de disposer librement d'elle-même et de se séparer de Pétersbourg.

---

* Voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 6, p. 474. (*N.R.*)

** Voir *Lénine* « Réponse à X », p. 27 : « Il ne serait pas juste de dire que les social-démocrates seront toujours et quelles que soient les conditions, contre la vente. » (Voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 6, p. 459. — *N.R.*) Supposer que la propriété privée de la terre soit inviolable et s'interdire la vente, ne serait ni logique ni raisonnable.

Maslov ne songe tout de même pas à s'élever contre le « scrutin aux quatre impératifs » [97] sous prétexte que la « Transcaucasie » pourrait ne pas être d'accord ! Deuxièmement, l'auto-administration *large*, locale aussi bien que régionale, est reconnue par notre programme *en général* ; par conséquent parler de la « bureaucratie de Pétersbourg qui ferait la loi sur la terre des montagnards » (Maslov, p. 22), c'est simplement ridicule ! Troisièmement, la loi sur la remise aux zemstvos des terres *transcaucasiennes* devra quand même être promulguée par l'Assemblée constituante de *Pétersbourg*, puisque Maslov ne veut quand même pas octroyer à une région périphérique quelconque la liberté de sauvegarder la propriété foncière des gros terriens ! Donc, l'argument de Maslov tombe à faux.

Deuxième argument : « La nationalisation du sol implique la remise de *toutes* les terres à l'Etat. Mais les paysans accepteront-ils de remettre librement leur terre à qui que ce soit, surtout les paysans-propriétaires ? » (Maslov, p. 20).

Premièrement, Maslov joue avec les mots ou brouille les idées. La nationalisation signifie le transfert du droit de propriété foncière, du droit de percevoir la rente foncière, et non point la remise de la terre elle-même. La nationalisation n'implique nullement la remise forcée de la terre par tous les paysans à n'importe qui. Expliquons-le à Maslov au moyen d'un exemple. La révolution socialiste signifie le transfert non seulement de la propriété foncière, mais de la terre elle-même, objet d'exploitation, à la société tout entière. Est-ce à dire que les socialistes veulent enlever aux petits paysans leur terre contre leur gré ? Non. Aucun socialiste sensé n'a jamais préconisé pareille absurdité.

Est-il quelqu'un qui juge nécessaire de le stipuler expressément dans un programme socialiste où il est question de substituer la propriété collective du sol à la propriété privée ? Non, aucun parti social-démocrate ne le fait. D'autant moins avons-nous des raisons pour imaginer des horreurs fantastiques à propos de la nationalisation. Nationaliser, c'est remettre la rente à l'Etat. Dans la plupart des cas, les paysans ne touchent aucune rente foncière. C'est dire qu'avec la nationalisation ils n'auront rien à payer ; l'Etat démocratique paysan (que Maslov sous-entend tacitement avec sa remise aux zemstvos et qu'il ne définit pas

avec précision) instituera par-dessus le marché un impôt progressif sur les revenus et réduira les versements de petits propriétaires. La nationalisation facilitera la mobilisation des terres, mais elle ne signifie aucunement que la terre sera enlevée aux petits paysans contre leur gré.

Deuxièmement, si l'on argumente contre la nationalisation du point de vue du « libre consentement » des paysans propriétaires, nous poserons à Maslov la question suivante : les paysans propriétaires « consentiront-ils librement » à ce que les meilleures terres, celles des seigneurs, de l'Eglise et des apanages, leur soient *uniquement données à bail* par « l'Etat démocratique » au sein duquel les paysans auront du poids ? Cela reviendrait à leur dire : Les mauvaises terres, vos lots, disposez-en en toute propriété ; quant aux bonnes, celles des hobereaux, prenez-les à ferme. Le pain noir est gratuit, mais pour le pain blanc il faut payer comptant. Jamais les paysans n'y consentiront. De deux choses l'une, camarade Maslov : ou bien les rapports économiques rendent nécessaire la propriété privée, et celle-ci est avantageuse, mais alors il faut parler du partage des terres seigneuriales ou de leur confiscation en général. Ou bien la nationalisation de toute la terre est possible et profitable, mais alors il n'est pas besoin de faire exception pour les paysans. Combiner la nationalisation avec la provincialisation, la provincialisation avec la propriété privée, c'est tout simplement embrouiller les choses. On peut être certain qu'une telle mesure ne pourrait jamais être appliquée même *en cas de victoire complète de la révolution démocratique.*

## III. LA PRINCIPALE ERREUR DU CAMARADE MASLOV

Il importe d'examiner ici une autre considération qui découle de la précédente, mais qui demande une analyse plus détaillée. Comme nous venons de le dire, nous pouvons garantir que le programme de Maslov est irréalisable, même en cas de victoire complète de la révolution démocratique. Le fait que certains points du programme soient « irréalisables » dans le sens que leur application est impossible dans la situation actuelle ou dans un proche avenir, ne sau-

rait constituer un argument contre eux. Kautsky l'a noté avec beaucoup de vigueur dans son article contre Rosa Luxembourg à propos de l'indépendance de la Pologne *. Rosa Luxembourg disait que cette indépendance était « irréalisable ». K. Kautsky fit remarquer qu'il ne s'agissait pas de savoir si la chose est « réalisable ou non » dans le sens indiqué, mais qu'il s'agissait plutôt de savoir si cette revendication correspondait à l'orientation générale de l'évolution sociale ou encore à la situation économique et politique dans le monde civilisé considéré dans son ensemble. Prenez, par exemple, disait Kautsky, le programme de la social-démocratie allemande qui demande que tous les fonctionnaires soient élus par le peuple. Certes, cette revendication est « irréalisable » eu égard à la situation actuelle en Allemagne. Néanmoins, elle est parfaitement juste et indispensable, car elle est partie intégrante de la révolution démocratique conséquente vers laquelle tend tout le développement social et à laquelle aspire la social-démocratie, en tant que condition du socialisme et élément inaliénable de sa superstructure politique.

Aussi, quand nous disons que le programme de Maslov est irréalisable, nous soulignons les mots : en cas de victoire complète de la révolution démocratique. Il n'est absolument pas question d'affirmer que le programme de Maslov est irréalisable du point de vue des rapports et conditions politiques actuels. Non. Nous soutenons que si la révolution démocratique est menée jusqu'au bout, si elle est conséquente, c'est-à-dire que si les conditions politiques sont précisément les plus éloignées de celles d'aujourd'hui et les plus propices à des réformes agraires radicales, c'est alors précisément que le programme de Maslov serait irréalisable, non parce qu'il est trop vaste, pour ainsi dire, mais parce qu'il est trop restreint du point de vue de ces conditions. Autrement dit, si la révolution démocratique n'aboutit pas à la victoire totale, on ne pourra parler sérieusement de destruction de la propriété foncière seigneuriale, de confiscation des terres des apanages et autres, ni de mu-

* Un extrait en est cité dans le n° 4 de la *Zaria*, dans mon article sur le projet de programme agraire (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 6, p. 18). (*N.R.*)

nicipalisation, etc. Bien au contraire, si la révolution démocratique aboutit à la victoire totale, *on ne pourra* se borner à la municipalisation d'une partie des terres. Une révolution qui balaye toute la propriété seigneuriale de la terre (c'est bien cette révolution que supposent Maslov et tous ceux qui sont partisans du partage ou de la confiscation des domaines), un tel bouleversement exige une énergie révolutionnaire, un élan révolutionnaire à une échelle sans précédent dans l'histoire. Admettre la possibilité d'un tel bouleversement sans que soient confisquées les terres seigneuriales (Maslov ne parle dans son projet de programme que d'« aliénation » et non de confiscation), sans que soit diffusée le plus largement possible dans le « peuple » l'idée de nationalisation de toute la terre, sans que soient créées les formes démocratiques les plus avancées politiquement, c'est admettre quelque chose d'absurde. Tous les aspects de la vie sociale sont étroitement liés entre eux et entièrement subordonnés, en dernière analyse, aux rapports de production. La destruction radicale de la propriété des seigneurs terriens est inconcevable sans la refonte non moins radicale des structures étatiques (et avec la réforme économique considérée cette modification n'est possible que dans le sens du démocratisme) ; elle est inconcevable si l'idéologie « populaire » et paysanne, qui exige l'abolition de la variété la plus importante de la propriété foncière privée, ne se dresse contre la propriété privée du sol, en général. Autrement dit, un bouleversement aussi décisif que la suppression de la propriété seigneuriale imprime inévitablement une impulsion formidable à tout le développement social, économique et politique. Un socialiste qui inscrit à l'ordre du jour le problème de cette révolution doit nécessairement réfléchir aux nouveaux problèmes qui en découlent, doit considérer cette révolution non seulement du point de vue de son passé, mais aussi de celui de son avenir.

Et c'est bien à cet égard que le projet du camarade Maslov laisse surtout à désirer. Ce projet formule mal, premièrement, les mots d'ordre qui doivent à présent, immédiatement et sans retard, attiser, accentuer, étendre et « organiser » la révolution agraire ; ces mots d'ordre ne peuvent être que la *confiscation* de toutes les terres seigneuriales et la création indispensable à cette fin, de *comités*

*paysans*, unique forme adéquate d'organes d'un pouvoir révolutionnaire local, fort, proche du peuple. En second lieu, ce projet est défectueux parce qu'il n'indique pas exactement les conditions politiques sans lesquelles la « municipalisation », loin d'être nécessairement utile, devient à coup sûr nuisible pour le prolétariat et la paysannerie ; plus précisément, ce projet ne donne aucune définition exacte et non équivoque de la notion « d'Etat démocratique ». Enfin, ce projet — et c'est là un de ses défauts les plus essentiels qu'on a le moins remarqué — ne considère pas la révolution agraire actuelle du point de vue de son avenir, n'indique pas les tâches qui découlent directement de cette révolution ; il pèche par la discordance entre les prémisses économiques et les prémisses politiques sur lesquelles il repose.

En effet, examinez avec un peu plus d'attention l'argument le plus important (le troisième), grâce auquel on peut défendre le projet Maslov. Cet argument est : la nationalisation renforcera le pouvoir de l'Etat bourgeois, tandis que les municipalités et en général les organes locaux d'un tel Etat sont plus démocratiques, exemptés des dépenses militaires, non chargés directement de fonctions policières oppressives vis-à-vis du prolétariat, etc., etc. Il est aisé de voir qu'un tel argument suppose un Etat *qui n'est pas entièrement démocratique*, dans lequel le point le plus important, le pouvoir central, se rapproche le plus de l'ancien régime bureaucratique et militaire, un Etat dont les institutions locales, subordonnées et de second ordre, sont préférables aux institutions centrales et plus démocratiques que ces dernières ; en d'autres termes, cet argument suppose que la *révolution démocratique n'a pas été menée jusqu'au bout*. Il implique *tacitement* quelque chose d'intermédiaire entre la Russie du temps d'Alexandre III, où les zemstvos étaient préférables aux organismes centraux, et la France du temps de « la république sans républicains », où la bourgeoisie *réactionnaire*, effrayée par la force grandissante du prolétariat, a instauré une « république monarchique » antidémocratique, avec des institutions centrales beaucoup plus mauvaises que les institutions locales, moins démocratiques, plus pénétrées de l'esprit militariste, bureaucratique et policier. Au fond, le projet Maslov admet

implicitement que les revendications de notre programme politique minimum ne sont pas entièrement réalisées ; que la souveraineté du peuple n'est pas assurée, que l'armée permanente n'est pas supprimée, que l'élection des fonctionnaires n'est pas introduite, etc. ; en d'autres termes, que notre révolution démocratique pas plus que la plupart des révolutions démocratiques d'Europe, n'a été menée à bonne fin, qu'elle n'est pas moins tronquée, déformée et ramenée en arrière. Le projet Maslov est spécialement adapté à une révolution démocratique bâtarde, inconséquente, incomplète ou amputée, « stérilisée » par la réaction *.

C'est bien ce qui rend le projet Maslov absolument artificiel, mécanique, irréalisable dans le sens indiqué plus haut, contradictoire et chancelant, enfin unilatéral (car il n'envisage que le passage de la révolution démocratique à la réaction bourgeoise antidémocratique, et non point à une lutte exacerbée du prolétariat pour le socialisme).

Il est tout à fait inadmissible de supposer *tacitement* que la révolution démocratique n'a pas été menée jusqu'au bout, que les revendications essentielles de notre programme politique minimum n'ont pas été réalisées. On ne saurait taire pareille hypothèse, il faut la faire ressortir avec toute la précision voulue. Si Maslov voulait demeurer fidèle à lui-même, s'il désirait éviter tous les éléments ambigus et fallacieux de son projet, il devrait dire : comme l'Etat issu de l'actuelle révolution sera « probablement » très peu démocratique, mieux vaut ne pas renforcer son pouvoir par la nationalisation et se borner à remettre la terre aux zemstvos, car ceux-ci seront, « *il faut l'espérer* », meilleurs et plus démocratiques que les institutions centrales de l'Etat. Telle est — il n'y en a pas d'autre — la prémisse implicite du projet Maslov. C'est pourquoi, lorsqu'il emploie l'expression « Etat démocratique » (point 3), et cela sans la moindre réserve, il énonce la plus grande des contre-vérités, il s'abuse lui-même et abuse le prolétariat et le peuple entier, car il « accommode » son projet précisément à un Etat *non*

* Kautsky, auquel se réfère Maslov, note en particulier dans son livre *Agrarfrage* (Question agraire. — *N.R.*) que la nationalisation, absurde dans les conditions de Mecklembourg, aurait une toute autre importance dans l'Angleterre ou l'Australie démocratiques.

démocratique, à un Etat réactionnaire, né d'un démocratisme qui n'a pas été poussé jusqu'au bout ou a été « repris en mains » par la réaction.

Puisqu'il en est ainsi — et il en est justement ainsi —, on comprend nettement tout ce que le projet Maslov a d'artificiel et de « factice ». En effet, si l'on suppose un Etat dont le pouvoir central est plus réactionnaire que les autorités locales, un Etat dans le genre de la Troisième République française sans républicains, il devient tout bonnement ridicule de croire à la possibilité d'abolir dans son cadre la propriété des seigneurs terriens ou au moins de maintenir l'abolition de cette propriété si celle-ci a été réalisée sous la poussée de la révolution. Tout Etat *de ce genre*, dans cette partie du monde qui s'appelle Europe, en ce XX^e^ siècle, devrait immanquablement, en raison de la logique objective de la lutte de classe, *commencer par défendre* la propriété des seigneurs terriens ou par la *restaurer* si elle est déjà partiellement détruite. Car tout le sens, le sens objectif d'un tel Etat semi-démocratique, mais en fait réactionnaire, est de sauvegarder les assises *fondamentales* du pouvoir de la bourgeoisie, des propriétaires fonciers et des fonctionnaires, en ne sacrifiant que les prérogatives les moins primordiales. En effet, dans de tels Etats, la coexistence d'un pouvoir central réactionnaire et d'institutions locales relativement « démocratiques », de zemstvos, de municipalités, etc., s'explique uniquement, exclusivement, par le fait que ces institutions locales se livrent à des occupations *inoffensives pour l'Etat bourgeois*, telles que l'« étamage des lavabos », la distribution d'eau, les tramways électriques, etc., activités qui ne sauraient saper les *fondements* de ce qu'on appelle « l'ordre social existant ». Il serait puéril et naïf de tirer des observations relatives au rôle des zemstvos en matière de distribution d'eau, d'éclairage, etc., la conclusion que ceux-ci pourraient avoir une « activité » de destruction de la propriété seigneuriale. Ce serait exactement comme si, dans un trou de province française, une municipalité entièrement social-démocrate s'aviserait de « municipaliser » dans toute la France les terrains bâtis appartenant à des particuliers. Ceci parce que les mesures pour abolir la propriété des seigneurs terriens ont un caractère quelque peu différent

de celles visant à améliorer la distribution d'eau, d'éclairage, l'assainissement, etc. Parce que les premières « *mesures* » « touchent », de la manière la plus audacieuse, aux fondements mêmes de *tout* l'« ordre social existant », les ébranlent, les sapent avec une extrême vigueur, facilitent l'offensive du prolétariat contre l'ensemble du régime bourgeois à une échelle sans précédent dans l'histoire. Oui, tout Etat bourgeois devra avant tout et par-dessus tout songer à sauvegarder les bases de la domination bourgeoise ; dès que les intérêts vitaux de l'Etat des bourgeois et des propriétaires fonciers seront lésés, tous les droits et privilèges pour l'étamage autonome des lavabos seront anéantis en un clin d'œil, la municipalisation s'en ira aux quatre vents, toute ombre de démocratie dans les institutions locales sera pourchassée par des « expéditions punitives ». Imaginer candidement l'autonomie démocratique des municipalités sous un pouvoir central réactionnaire et penser que cette « autonomie » suffira à détruire la propriété des seigneurs terriens, c'est fournir de merveilleux exemples d'inconséquence spectaculaire ou d'infinie puérilité politique.

## IV. LES OBJECTIFS DE NOTRE PROGRAMME AGRAIRE

La question du programme agraire du P.O.S.D.R. serait beaucoup plus claire si nous essayions d'exposer ce dernier sous forme de conseils simples et nets que la social-démocratie devrait donner au prolétariat et à la paysannerie à l'époque de la révolution démocratique.

Le premier conseil qui s'impose est d'axer tous les efforts sur la victoire complète de l'insurrection paysanne. Sans cette victoire, on ne saurait parler sérieusement d'« enlever la terre » aux propriétaires fonciers ni d'instaurer un Etat vraiment démocratique. Et il ne peut y avoir qu'un seul mot d'ordre appelant les paysans à l'insurrection : la confiscation de tous les domaines des propriétaires fonciers (et non l'aliénation ou l'expropriation en général qui laissent dans l'ombre la question du rachat) ; cette confiscation doit être absolument réalisée par les comités paysans en attendant que l'Assemblée constituante statue sur ce point.

Tout autre conseil (y compris le mot d'ordre d'« aliénation » formulé par Maslov, ainsi que toute sa municipalisation) est un appel à trancher la question non par l'insurrection, mais par un marché avec les propriétaires fonciers, avec le pouvoir central réactionnaire, un appel à résoudre le problème d'une manière bureaucratique et non révolutionnaire, car les organisations régionales et les zemstvos même les plus démocratiques ne peuvent manquer d'être bureaucratiques comparés aux comités paysans révolutionnaires qui doivent aussitôt, tout de suite, sur place, régler leurs comptes aux propriétaires fonciers et s'emparer des droits que l'Assemblée constituante nationale aura à sanctionner.

Le deuxième conseil qui s'impose : sans la démocratisation pleine et entière du régime politique, sans la république et la souveraineté réelle du peuple, il ne peut être question de maintenir les conquêtes de l'insurrection paysanne ni de faire le moindre pas en avant. Nous devons formuler notre conseil aux ouvriers et paysans d'une manière particulièrement précise et nette afin d'éviter le moindre doute, la moindre équivoque, la moindre fausse interprétation, la moindre absurdité tacitement admise telle que la possibilité d'abolir la propriété des seigneurs terriens sous un pouvoir central réactionnaire. Et c'est pourquoi, en insistant énergiquement sur nos conseils politiques, nous devons dire au paysan : quand tu auras pris la terre, tu dois aller de l'avant, sinon tu seras inévitablement battu et rejeté en arrière par les propriétaires fonciers et la grosse bourgeoisie. Il n'est pas question de prendre la terre et de la garder sans faire de nouvelles conquêtes politiques, sans porter un nouveau coup encore plus décisif à toute la propriété privée de la terre. En politique, de même que dans l'ensemble de la vie sociale, ne pas avancer c'est être rejeté en arrière. Ou bien la bourgeoisie aura repris des forces après la révolution démocratique (qui, naturellement, renforce la bourgeoisie) et retirera aux ouvriers et à la masse paysanne toutes leurs conquêtes, ou bien le prolétariat et la paysannerie se fraieront un chemin en avant. Cela signifie la république et la souveraineté totale du peuple. Cela signifie : la république étant instaurée, il y aura nationalisation de toute la terre et ce sera là le

maximum de la révolution démocratique bourgeoise, le pas en avant naturel et nécessaire sur le chemin allant de la victoire du démocratisme bourgeois au départ d'une lutte véritable pour le socialisme.

Troisième et dernier conseil : prolétaires et semi-prolétaires des villes et des campagnes, groupez-vous dans vos propres organisations. Ne faites pas confiance aux patrons, même petits patrons, même patrons « laborieux ». Ne vous laissez pas tenter par les petites exploitations sous le régime de la production marchande. Plus la victoire de l'insurrection paysanne est proche, et plus vite les paysans aisés se tourneront contre le prolétariat, plus une organisation prolétarienne indépendante est nécessaire ; nous devons appeler à la révolution socialiste intégrale avec d'autant plus d'énergie, de persévérance, de décision et d'ardeur. Nous soutenons le mouvement paysan jusqu'au bout, mais nous devons nous rappeler que c'est le mouvement d'une autre classe, *différente de celle* qui peut accomplir et accomplira la révolution socialiste. Nous laissons donc de côté la question de savoir comment il faut répartir la terre en tant qu'objet d'exploitation ; dans la société bourgeoise, cette question ne peut être réglée et ne le sera que par les propriétaires, grands et petits. Quant à nous, ce qui nous intéresse avant tout (et après la victoire de l'insurrection paysanne presque exclusivement), c'est la question de savoir ce que le prolétariat rural doit faire. Nous nous occupons et nous occuperons principalement de ce problème, en laissant aux idéologues de la petite bourgeoisie le soin d'imaginer les plans de jouissance égalitaire du sol et tout ce qui s'ensuit. Nous répondons à cette question, question cruciale pour la Russie nouvelle, démocratique bourgeoise : côte à côte avec le prolétariat des villes, le prolétariat rural doit se grouper dans des organisations indépendantes afin de lutter pour le triomphe définitif de la révolution socialiste.

En conséquence, notre programme agraire doit comporter trois parties essentielles : 1° l'appel le plus pressant en faveur de l'offensive révolutionnaire de la paysannerie contre la propriété des seigneurs terriens ; 2° l'indication précise de l'étape suivante que le mouvement peut et doit franchir afin de consacrer les conquêtes paysannes et de passer de la victoire démocratique à la lutte immédiate du

prolétariat pour le socialisme ; 3° l'indication des objectifs de classe du parti du prolétariat, objectifs d'autant plus impérieux et dont la nette formulation est d'autant plus pressante que la victoire de l'insurrection paysanne est plus proche.

Le programme Maslov ne résout aucun des problèmes fondamentaux que le P.O.S.D.R. est appelé à trancher aujourd'hui ; il ne formule pas de mot d'ordre qui puisse, dès maintenant, sans délai, sous l'Etat le plus antidémocratique, orienter le mouvement paysan vers la victoire. Ce programme ne définit pas avec précision les transformations politiques indispensables pour parfaire et consacrer les réformes agraires ; il n'indique pas les mesures nécessaires dans les conditions du démocratisme le plus complet et le plus conséquent. Il ne définit pas la position prolétarienne de notre Parti à l'égard de toutes les transformations démocratiques bourgeoises. Ce programme ne définit ni les conditions de la « première étape », ni les tâches de la « deuxième étape » ; il met tout dans le même sac, à commencer par la remise des terres des apanages à l'« Etat démocratique » inexistant, en continuant par la remise des domaines seigneuriaux aux municipalités démocratiques, par crainte que le pouvoir central ne soit pas démocratique ! Ce programme, qui n'est pas révolutionnaire par son actuelle portée pratique et repose sur l'hypothèse d'un marché absolument artificiel et absolument illusoire avec un pouvoir central semi-réactionnaire, ne peut guider le parti ouvrier dans aucune des voies possibles et concevables du développement de la révolution démocratique en Russie.

Résumons-nous : dans les conditions de la révolution démocratique, le seul juste programme est celui qui exige immédiatement la confiscation des terres des seigneurs terriens et la formation de comités paysans * ; nous ne devons

* De même que X, Maslov « voit une contradiction dans le fait que, d'une part, nous réclamons la suppression des castes, et que, d'autre part, nous réclamons l'institution de comités paysans, donc de comités de caste. En fait, la contradiction n'est ici qu'apparente : la suppression des castes exige une « dictature » de la caste inférieure, opprimée, exactement de même que la suppression des classes en général et de la classe des prolétaires en particulier exige la dictature du prolétariat. Tout notre programme agraire a pour but la suppres-

soumettre cette revendication à aucune clause restrictive. Cette revendication est révolutionnaire, à l'avantage du prolétariat ainsi que de la paysannerie, dans toutes les conditions, même les pires. Elle entraînera inévitablement l'effondrement de l'État policier et renforcera la démocratie.

Toutefois la confiscation ne suffit pas. A l'époque de la révolution démocratique et de l'insurrection paysanne, nous ne pouvons en aucun cas repousser en bloc la nationalisation du sol. Il faut seulement que cette revendication soit assortie d'un exposé précis de conditions politiques déterminées sans lesquelles la nationalisation pourrait être préjudiciable au prolétariat et à la paysannerie.

Un tel programme sera complet et cohérent. Il offrira assurément le maximum de ce qui est possible dans toute révolution démocratique bourgeoise. Il ne liera pas les mains de la social-démocratie, puisqu'il admet le partage aussi bien que la nationalisation en des situations politiques différentes. Il ne sèmera en aucun cas la discorde entre la paysannerie et le prolétariat, qui sont les combattants de la démocratie *. Il lancera à l'instant même, sans délai, sous le régime politique de l'autocratie policière, des mots d'ordre authentiquement révolutionnaires, capables de bouleverser ce régime ; de plus, ce programme formule les revendications ultérieures en cas de victoire totale de la révolution démocratique, c'est-à-dire pour le jour où son achèvement ouvrira des perspectives nouvelles et posera des tâches nouvelles.

Il est absolument certain que le programme doit préciser notre position prolétarienne particulière dans toute la

sion, dans le domaine des rapports agraires, des traditions liées au servage et aux castes ; or, pour cette suppression, on ne peut faire appel qu'à la caste inférieure, à celle sur qui pèsent ces vestiges du régime féodal. » (Lénine « Réponse à X », p. 29. Voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 6, p. 460.— *N.R.*)

* Afin d'écarter toute idée qui laisserait croire que le parti ouvrier prétendrait imposer aux paysans on ne sait quels projets de réformes, au mépris de leur volonté et du mouvement indépendant au sein de la paysannerie, nous joignons au projet de programme la *variante A* qui au lieu d'exiger directement la nationalisation, proclame d'abord la nécessité pour le Parti de soutenir la paysannerie révolutionnaire qui aspire à l'abolition de la propriété privée de la terre.

révolution démocratique agraire. Qu'une telle indication soit à sa place dans une résolution tactique, ou qu'elle fasse double emploi avec la partie générale du programme, voilà qui ne doit point nous inquiéter.

Pour rendre notre position parfaitement claire et l'expliquer aux masses, il vaut la peine de sacrifier la stricte démarcation entre programme et tactique.

Nous proposons donc notre projet de programme agraire rédigé par la majorité de la « commission agraire » nommée par le Comité central unifié du P.O.S.D.R.

## V. PROJET DE PROGRAMME AGRAIRE

Afin d'éliminer les survivances du servage qui accablent lourdement et directement les paysans, et afin d'assurer un libre développement de la lutte de classe à la campagne, le Parti exige :

1° la confiscation de toutes les terres appartenant à l'Eglise, aux couvents, aux apanages, à l'Etat, à la couronne et aux propriétaires fonciers ;

2° l'institution de comités paysans pour supprimer immédiatement toutes les traces du pouvoir et des prérogatives des propriétaires fonciers et pour disposer en fait des terres confisquées en attendant le nouveau statut agraire qui sera adopté par l'Assemblée nationale constituante ;

3° l'abolition de toutes les taxes et charges qui frappent actuellement la paysannerie en tant que classe assujettie à l'impôt ;

4° l'abrogation de toutes les lois qui empêchent la paysannerie de disposer librement de ses terres ;

5° l'attribution aux tribunaux élus par le peuple du droit de réduire les fermages démesurément élevés et de déclarer nuls et non avenus les marchés de servitude.

Si la victoire décisive de la révolution actuelle en Russie assure la souveraineté pleine et entière du peuple, c'est-à-dire si elle instaure la république et un régime vraiment démocratique, le Parti luttera * pour l'abolition de la

* Variante A.
... le Parti soutiendra la volonté de la paysannerie révolutionnaire de voir abolir la propriété privée de la terre et insistera pour que toutes les terres soient remises à l'Etat.

propriété privée de la terre et la remise de toutes les terres à l'ensemble du peuple.

Par ailleurs, en tout état de cause et quel que soit l'état des réformes agraires démocratiques, le Parti ouvrier social-démocrate de Russie se propose de lutter sans discontinuer pour promouvoir une organisation de classe indépendante du prolétariat rural, de l'éclairer sur l'opposition irréductible entre ses intérêts et ceux de la bourgeoisie rurale, de le mettre en garde contre les illusions du système des petites exploitations qui ne pourra jamais, sous la production marchande, remédier à la misère des masses, et enfin, de montrer la nécessité d'une révolution socialiste intégrale, seul moyen de supprimer toute misère et toute exploitation.

# PRÉFACE À L'ÉDITION RUSSE DE LA BROCHURE : K. KAUTSKY, « IL N'Y A PLUS DE SOCIAL-DÉMOCRATIE ! »

La brochure proposée en traduction russe aux lecteurs est l'œuvre de l'un des plus éminents représentants de la social-démocratie allemande. Son auteur a réussi à faire beaucoup plus qu'on ne pouvait s'y attendre à en juger par le sujet qu'il avait choisi. Au lieu d'une simple réfutation des mensonges du serviteur des fabricants, le peu consciencieux M. Bürger, nous avons un exposé remarquablement clair et accessible des questions les plus radicales du mouvement ouvrier non seulement en Allemagne, mais dans le monde entier. Le déclin de la petite production, l'appauvrissement du peuple se poursuivent partout. A l'exemple de M. Bürger, les politiciens et savants bourgeois de tous les pays suent sang et eau pour essayer de masquer ces phénomènes. Une analyse systématique des raisonnements habituels de ces messieurs acquiert de ce fait une importance extrême.

L'auteur de la brochure a presque exclusivement affaire à des données concernant l'Allemagne. Il serait souhaitable pour certaines questions de les compléter par des données qui concernent la Russie. Cette tentative sera probablement faite par les éditeurs de la brochure, si celle-ci trouve la large audience qu'elle mérite pleinement. Il faut remarquer seulement que la statistique industrielle et agricole de la Russie, comparée à celle de l'Allemagne, se trouve

dans l'Etat le plus déplorable. Pour ce qui touche l'Allemagne, il est possible de comparer les chiffres de deux recensements industriels et agricoles effectués à différents intervalles dans l'ensemble du pays. En Russie, il n'y a pas eu un seul recensement de ce genre et à part la statistique des zemstvos, qui a étudié à l'européenne certains petits secteurs isolés de l'économie nationale, nous n'avons en tout et pour tout que la statistique trompeuse, négligée et pleine de confusion bureaucratique de divers « départements », qui mérite plutôt le nom d'échappatoire policière.

La bureaucratie russe empêche le peuple russe de connaître toute la vérité sur sa situation. Mais n'importe quel lecteur instruit se rappellera facilement les centaines et les milliers d'exemples que nos publications ont donnés sur la situation de l'économie paysanne, sur les entreprises artisanales, sur la condition des ouvriers industriels, exemples qui confirment entièrement les conclusions auxquelles arrive l'auteur de la brochure. N'importe quel ouvrier ou paysan russe remarquera aisément que l'appauvrissement du peuple qu'elle décrit, existe en Russie dans des proportions plus larges encore, sous une forme plus accentuée, sous des aspects plus brutaux.

Mars 1906

*N. Lénine*

*Publié en mars-avril 1906 dans la brochure K. Kautsky « Il n'y a plus de social-démocratie ! »*

*Conforme au texte de la brochure*

# LA VICTOIRE DES CADETS ET LES TÂCHES DU PARTI OUVRIER

*Rédigé du 24 au 28 mars (6 au 10 avril) 1906. Publié en avril 1906 en brochure aux éditions « Nacha Mysl »*

*Conforme au texte de la brochure*

## I

## QUELLE SIGNIFICATION OBJECTIVE A REVÊTU NOTRE PARTICIPATION AUX ÉLECTIONS À LA DOUMA ?

Les victoires des cadets ont tourné la tête de notre presse libérale. Au cours de la campagne électorale, les cadets ont rassemblé autour d'eux tous les libéraux, ou presque. Les journaux qui n'appartenaient pas jusqu'alors au parti cadet se sont pratiquement transformés en organes de ce parti. La presse libérale jubile. De tous côtés montent des cris de victoire et des menaces à l'adresse du gouvernement. A ces cris — circonstance au plus haut point caractéristique — se mêlent constamment des sorties tantôt ironiques, tantôt condescendantes à l'adresse des social-démocrates.

— Voyez quelle erreur vous avez commise en refusant de participer aux élections ! Vous voyez maintenant ? Vous reconnaissez votre faute ? Vous appréciez maintenant les conseils du sage et clairvoyant Plékhanov ? — Ces propos et d'autres du même genre se rencontrent partout dans la presse libérale qui exulte. A propos de Plékhanov, le camarade Stépanov (dans son article « De loin », publié dans le recueil *Le monde actuel*) a dit avec une remarquable justesse qu'il lui était arrivé une aventure semblable à celle de Bernstein. Et de même qu'en son temps Bernstein fut hissé sur le pavois par les libéraux allemands et porté aux nues par tous les journaux bourgeois « progressistes », de même il n'est pas actuellement en Russie de journal libéral, ni même d'article de journal libéral (jusques et y compris le *Slovo*, oui, oui, y compris le *Slovo* octobriste !)

qui ne serre dans ses bras, qui n'embrasse, qui ne chérisse le sage, le clairvoyant, le raisonnable, le lucide Plékhanov qui eut le courage de s'élever contre le boycottage.

Voyons donc ce qu'ont montré les victoires des cadets. La faute de qui ont-elles mise en lumière ? Quelle tactique ont-elles révélée comme infructueuse ?

Plékhanov, Strouvé et compagnie nous affirment que le boycottage était une erreur. Que les cadets pensent ainsi, on le comprend. Leur proposition de faire entrer à la Douma un ouvrier de Moscou (voir *Nacha Jizn* du 23 mars) montre que les cadets savent apprécier l'aide des ouvriers, qu'ils recherchent des accommodements avec les social-démocrates dans le but de parfaire et de consolider leur victoire, qu'ils concluent de telles transactions avec des ouvriers sans-parti exactement comme ils le feraient avec le Parti social-démocrate. Que les cadets haïssent le boycottage, comme refus de les soutenir eux, cadets, comme refus des « gauches » de s'arranger avec eux, cadets, c'est une chose parfaitement naturelle.

Mais que veut Plékhanov et que veulent les mencheviks ou nos social-démocrates russes antiboycotteurs qui gravitent autour de lui (en partie consciemment, en partie inconsciemment) ? Hélas, hélas, hélas ! Plékhanov qui expose ses opinions plus audacieusement, plus logiquement, plus librement et plus clairement qu'eux tous montre encore et toujours dans ses cinquièmes cahiers * qu'*il ne sait pas lui-même ce qu'il veut.* Il faut participer aux élections, crie-t-il. Pourquoi ? Pour mettre sur pied l'auto-administration révolutionnaire prônée par les mencheviks ? Ou pour aller à la Douma ?

Plékhanov se tourne et se retourne, louvoie, tergiverse, échappe par des sophismes à ces questions simples, directes et évidentes. Après s'être tu pendant des mois et des mois, lorsque les mencheviks prônaient encore dans les pages de l'*Iskra* l'auto-administration révolutionnaire (*et quand lui-même proclamait sans ambages sa sympathie pour la tactique menchevique*), voici que maintenant, tout à coup, Plékhanov lance la phrase la plus méprisante qui soit contre

* *Cahiers d'un social-démocrate*, n° 5.

cette « fameuse auto-administration révolutionnaire » des mencheviks. Fameuse pourquoi et en quoi, camarade Plékhanov ? Qui est-ce qui a contribué à la rendre « fameuse », sinon ces mêmes bolcheviks contre lesquels Plékhanov veut maintenant mener la guerre et qui ont depuis longtemps montré l'insuffisance, l'imprécision et le caractère bâtard de ce mot d'ordre ?

Il n'y a pas de réponse. Plékhanov n'explique rien. Il laisse simplement tomber une sentence d'oracle, et il passe. Cependant, la différence entre un oracle et Plékhanov c'est que l'oracle prédit les événements, tandis que Plékhanov profère ses verdicts une fois que les événements ont eu lieu, offre la moutarde après le dîner. Quand les mencheviks parlaient d'« auto-administration révolutionnaire » avant la Révolution d'Octobre, avant l'insurrection de décembre, quand ils en parlaient avant le début de l'essor révolutionnaire, Plékhanov se taisait, tout en approuvant cependant la tactique menchevique en général, il se taisait comme s'il attendait, comme s'il était embarrassé, comme s'il ne parvenait pas à se former une opinion tant soit peu précise. Quand la vague révolutionnaire fut retombée, quand les « jours de liberté » et les jours d'insurrection furent passés, quand les divers Soviets des députés d'ouvriers, de soldats, de cheminots et autres eurent quitté la scène (Soviets qui semblaient être pour les mencheviks les organes de l'auto-administration révolutionnaire, mais que les bolcheviks rangeaient parmi les organes embryonnaires, dispersés, spontanés, et par suite impuissants, du pouvoir révolutionnaire) en un mot, quand la question eut perdu son acuité, quand le dîner fut terminé, c'est alors que Plékhanov est apparu avec sa moutarde, qu'il a manifesté sa sagesse et sa clairvoyance chères à MM. Strouvé et Cie... quant aux événements passés.

Pourquoi le camarade Plékhanov n'est-il pas satisfait de l'auto-administration révolutionnaire ? Cela demeure un mystère. Plékhanov s'accorde maintenant avec les bolcheviks pour dire que l'auto-administration révolutionnaire « désoriente » beaucoup de gens (voir n° 5 des *Cahiers*), mais tout montre que ce mot d'ordre paraît trop fort à Plékhanov, alors qu'il semble trop faible aux bolcheviks. Il semble à Plékhanov que ce mot d'ordre va trop loin,

alors qu'il nous semble, à nous, qu'il ne va pas assez loin. Plékhanov tend à ramener les mencheviks en arrière de l'« auto-administration révolutionnaire », vers un travail sensé et efficace à la Douma. Nous, nous tendons — et non seulement nous tendons, mais nous appelons consciemment et distinctement — à faire, à partir de l'auto-administration révolutionnaire, un pas en avant, à reconnaître la nécessité d'organes de l'insurrection, d'organes du pouvoir révolutionnaire purs, systématiques, et agissant de façon offensive. Plékhanov raye pratiquement de l'ordre du jour le mot d'ordre d'insurrection (bien qu'il ne se décide pas à le dire franchement et nettement) et il est parfaitement naturel qu'il rejette également le mot d'ordre d'auto-administration révolutionnaire, qui, sans insurrection et en dehors d'une situation insurrectionnelle, serait un jeu ridicule et nuisible. Plékhanov est un tout petit peu plus conséquent que ses amis politiques, les mencheviks.

Eh bien, pourquoi donc participer aux élections et comment participer aux élections, camarade Plékhanov ? Ce n'est pas pour l'auto-administration révolutionnaire qui ne fait que « désorienter ». Donc, c'est pour participer à la Douma ? Mais là, Plékhanov est pris d'une excessive timidité. Il ne veut point répondre mais comme n+1 camarades russes, qui désirent non seulement « lire s'il leur chante » les cahiers d'un auteur qui « écrit s'il lui chante », mais aussi agir de manière tant soit peu définie parmi la masse ouvrière, comme ces n+1 correspondants importuns lui réclament une réponse précise, Plékhanov commence à se fâcher. Il est difficile de se représenter quelque chose de plus impuissant et de plus curieux que sa coléreuse déclaration affirmant que ce serait du pédantisme, du schématisme, etc., que d'exiger des électeurs qu'ils sachent où et pourquoi ils élisent. De grâce, un peu de bon sens, camarade Plékhanov ! Mais voyons, vos amis cadets tout comme nos ouvriers vont simplement rire de vous, si vous vous mettez sérieusement, devant les masses, à défendre ce merveilleux programme : participez aux élections, votez, mais ne demandez pas où vous élisez, ni pourquoi vous votez. Votez sur la base de la loi instituant les élections à la Douma, mais n'allez pas penser (ce serait du pédantisme et du schématisme) que vous élisez à la Douma.

Pourquoi le camarade Plékhanov, qui dans le temps savait écrire clairement et donner des réponses précises, pourquoi s'est-il embrouillé tellement ? Parce que, n'ayant pas apprécié comme il le fallait l'insurrection de décembre, il s'est formé dès le départ une idée tout à fait fausse de la période politique actuelle. Il est dans une situation où il doit avoir peur de mener ses pensées jusqu'au bout, d'avoir peur de regarder la réalité en face.

Or, la réalité sans fard de la « campagne pour la Douma » apparaît désormais avec le maximum de clarté. Maintenant, les faits ont déjà répondu à la question de savoir quelle signification objective ont les élections et la participation aux élections, indépendamment de la volonté, de la conscience, des discours et des promesses des participants eux-mêmes. Et si le plus résolu des mencheviks, le camarade Plékhanov, craint de se prononcer ouvertement pour la participation à la Douma, c'est que cette participation a montré son véritable caractère. *Participer aux élections, cela signifie soit soutenir les cadets et passer un marché avec eux, soit jouer aux élections.* La justesse de cette affirmation est démontrée maintenant par la vie même. Dans le n° 5 de ses *Cahiers*, Plékhanov a été obligé de reconnaître le bien-fondé de la deuxième partie de ce raisonnement, de reconnaître l'incohérence du mot d'ordre d'« auto-administration révolutionnaire ». Dans le n° 6 de ses *Cahiers*, Plékhanov, s'il ne veut pas refuser d'analyser le fond des choses, sera obligé de reconnaître aussi comme valable la première partie.

La réalité politique a provoqué l'effondrement définitif de la tactique des mencheviks, de cette tactique qu'ils défendaient dans leur «plate-forme » (tract polycopié qui citait les noms de Martov et de Dan, paru à Saint-Pétersbourg fin 1905 ou début 1906) et dans leurs proclamations imprimées (tract du Comité central unifié qui exposait les deux tactiques, article de Dan dans la brochure connue). C'était la tactique qui consistait à participer aux élections à la Douma, mais pas pour y être élu. En ce qui concerne la participation à la Douma, répétons-le, aucun menchevik parmi ceux qui sont tant soit peu en vue n'a osé en dire un mot dans la presse. Et voilà que cette « pure » tactique menchevique est définitivement démolie par la vie.

Il est douteux même que l'on puisse maintenant parler sérieusement de la participation aux élections pour promouvoir l'« auto-administration » révolutionnaire, pour se retirer des réunions électorales de provinces, etc. Les événements ont montré de la façon la plus évidente que ce jeu aux élections, ce jeu au parlementarisme, ne peut rien apporter à la social-démocratie sinon la compromettre, ne peut lui apporter que la honte et le scandale.

S'il est encore besoin de confirmations de ce que nous avons dit, l'une des plus lumineuses est donnée par le Comité de Moscou de notre Parti. Il s'agit d'une organisation unifiée, où les fractions bolchevique et menchevique ont fusionné. La tactique adoptée fut aussi une tactique de « fusion », c'est-à-dire, au moins pour la moitié, menchevique : participer aux élections des délégués, afin de renforcer l'influence de la social-démocratie dans la curie ouvrière, et faire échouer ensuite les élections en refusant de voter pour les grands-électeurs. L'expérience consistait à relancer la tactique adoptée à l'égard de la commission Chidlovski [98]. Ce fut un « premier pas » justement dans l'esprit des mesures recommandées par le camarade Plékhanov : nous participerons et ensuite, le moment venu, nous examinerons les choses plus en détail.

La tactique menchevique plékhanovienne du Comité de Moscou s'est écroulée, comme il fallait s'y attendre, avec fracas. Les délégués furent élus. Parmi eux, il y eut des social-démocrates, et même, en partie, des membres de l'organisation. Puis la loi contre le boycottage [99] arriva à point nommé. Les délégués se trouvèrent pris entre deux feux : ou bien aller en prison pour propagande en faveur du boycottage, ou bien élire les grands-électeurs. La propagande du Comité de Moscou, clandestine comme celle de toutes les organisations de notre Parti, fut impuissante à maîtriser les forces qu'elle avait mises en mouvement. *Les délégués ont violé leur engagement*, ont déchiré leurs mandats impératifs, et... *ont élu les grands-électeurs*. Parmi ces derniers il y avait des social-démocrates, et même des membres de l'organisation.

L'auteur de ces lignes a assisté à une scène extrêmement pénible à la séance du Comité de Moscou où l'organisation social-démocrate dirigeante a examiné cette question : que

faire et comment se comporter maintenant à l'égard de cette malencontreuse tactique (plékhanovienne) ? L'échec de cette tactique était si évident que parmi les mencheviks, membres du Comité, il ne s'en trouva *pas un seul* qui se prononçât pour la participation des grands-électeurs à la réunion électorale de province, ou pour l'auto-administration révolutionnaire, ou pour autre chose de ce genre. D'un autre côté, il était difficile aussi de se résoudre à prendre des sanctions contre les délégués ouvriers qui avaient violé leurs mandats impératifs. Le Comité fut obligé de s'en laver les mains et de reconnaître tacitement son erreur.

Tel fut le résultat de la tactique plékhanovienne : voter, sans avoir réfléchi à fond (sans même désirer réfléchir à fond, sans désirer réfléchir du tout : voir le n° 5 des *Cahiers*, pourquoi et au nom de quoi voter. Au premier contact avec la réalité, la « tactique » menchevique est brisée en mille morceaux ; cela n'a rien d'étonnant, puisque cette « tactique » (participer aux élections mais pas pour être élu) consistait uniquement en bonnes paroles et en bonnes intentions. Les intentions sont restées des intentions, les paroles sont restées des paroles, mais dans la réalité, il s'est passé ce que dictait la logique inflexible de la situation politique objective : ou bien voter pour soutenir les cadets, ou bien jouer aux élections. Les événements ont donc confirmé mot pour mot ce que j'écrivais dans mon article « La Douma d'Etat et la tactique des social-démocrates » : « Nous pouvons proclamer la pleine et archi-pleine indépendance de nos candidatures social-démocrates, l'esprit de parti pur et archi-pur qui anime notre participation, il n'en demeure pas moins que *la situation politique est plus forte que toutes les proclamations.* La réalité ne donnera pas, ne pourra pas donner raison à ces proclamations. Dans la pratique, une participation à la Douma actuelle à l'heure actuelle aboutira, inévitablement, en dépit de notre volonté, à une politique qui ne sera ni social-démocrate ni celle du parti ouvrier » (p. 5)*.

Que les mencheviks ou les plékhanoviens essaient de réfuter cette conclusion, pas seulement en paroles, mais

* Voir le présent tome, p. 106. (*N.R.*)

dans la réalité, par les faits. En effet, actuellement chaque organisation locale de notre Parti est autonome quant à sa tactique. Pourquoi donc n'a-t-on vu nulle part en Russie de tactique menchevique sensée et judicieuse ? Pourquoi le groupe de Moscou du P.O.S.D.R., groupe menchevique qui n'a pas fusionné avec le comité bolchevique, n'a-t-il pas préparé de campagne électorale « plékhanovienne », ou une campagne électorale propre, pour les élections qui vont se dérouler à Moscou après-demain, dimanche 26 mars ? Bien sûr, ce n'est pas faute de le vouloir. Je suis convaincu que ce n'est pas non plus faute d'en être capable. Mais parce que la situation politique objective prescrivait soit de boycotter les élections, soit de soutenir les cadets. Maintenant, parmi les grands-électeurs de la province de Moscou, il y a des social-démocrates. Les élections apparaissent déjà tout à fait telles qu'elles sont. La réunion électorale de province n'aura pas lieu tout de suite. Il y a encore du temps, camarade Plékhanov ! Il y a encore du temps, camarades mencheviks ! Conseillez donc à ces grands-électeurs ce qu'ils doivent faire *. Montrez-leur, et pour une fois pas après coup, que vous avez une tactique. Ces grands-électeurs doivent-ils simplement quitter la réunion électorale de province ? Ou la quitter et former une auto-administration révolutionnaire ? Ou mettre dans l'urne des bulle-

* Ces lignes étaient déjà écrites lorsque j'ai lu dans le numéro 30 de la *Retch* [100] du 24 mars, dans une correspondance de Moscou : « Pour autant que l'on en puisse juger maintenant, dans la lutte qui va bientôt opposer les cadets et les partis de droite aux élections de province, les chances sont à peu près égales : de même que pour les octobristes (11), avec les commerçants et industriels (26) et les représentants des partis d'extrême droite (13), on compte en tout 50 voix suffisamment définies, de même pour les cadets (22) si on ajoute les progressistes sans-parti et les ouvriers (respectivement 11 et 17), on obtient exactement le même compte de 50 voix. Le succès dépendra donc du parti auquel se rangeront les 9 grands-électeurs dont la tendance reste inconnue. »

Admettons que ces 9 grands-électeurs soient des libéraux, et que les 17 ouvriers soient des délégués du Parti social-démocrate (conformément à ce que Plékhanov et les mencheviks souhaitaient voir). Les résultats seront alors : cadets 42, droite 50, social-démocrates 17. Que restera-t-il à faire aux social-démocrates, sinon conclure un accord électoral avec les cadets pour le partage des sièges à la Douma ?

tins blancs ? Ou enfin, élire à la Douma, et dans ce cas, élire qui ? leurs députés social-démocrates, pour une démonstration vaine et sans espoir, dans les coulisses ? Enfin, question essentielle à laquelle vous devez répondre, camarades mencheviks et camarade Plékhanov : que devront faire ces grands-électeurs, si de leurs voix dépend soit l'élection des cadets, soit celle des octobristes ? Si par exemple les cadets sont au nombre de A — 1, les octobristes au nombre de A, et s'il y a deux grands-électeurs social-démocrates? S'abstenir * signifierait aider les octobristes à battre les cadets ! Reste-t-il alors à voter pour les cadets, et *à leur demander en échange de ce service une petite place à la Douma* ?

Ce n'est pas du tout là un raisonnement inventé par nous. Ce n'est pas du tout une attaque polémique contre les mencheviks. Ce raisonnement, c'est la réalité elle-même qui le tient. La participation des ouvriers aux élections, la participation des social-démocrates aux élections conduit *en fait* à cela, et à rien d'autre. Les cadets ont su tenir compte de l'expérience de Pétersbourg, lorsque les ouvriers locataires sans-parti ont voté pour eux, afin de ne pas donner la victoire aux octobristes. Ayant tenu compte de cette expérience, les cadets ont adressé aux ouvriers de Moscou une proposition directe: soutenez-nous, et nous ferons entrer un de vos élus à la Douma. Les cadets ont mieux compris la signification réelle de la tactique plékhanovienne que Plékhanov lui-même. Par leur proposition, ils ont anticipé sur le résultat politique inévitable des élections. Qu'au

---

* Il est à peine besoin d'ajouter qu'en élisant un social-démocrate, ces deux grands-électeurs *aideraient en fait les Cent-Noirs.* L'élection d'un social-démocrate serait équivalente à une abstention, c'est-à-dire à une retraite passive d'un combat où les Cent-Noirs battent les cadets.

*P.-S.* Dans le texte, c'est par erreur qu'il a été dit que la réunion électorale de province n'aurait pas lieu tout de suite. Elle a déjà eu lieu. Les Cent-Noirs ont remporté la victoire parce que les paysans ne se sont pas entendus avec les cadets. A propos, dans le même numéro de *Nacha Jizn* (n° 405 du 28 mars) d'où nous tirons ces nouvelles, on trouve cette information: «Le journal *Pout* rapporte de source digne de foi que de nombreux social-démocrates mencheviks ont pris hier (à Moscou) une part active aux élections, donnant leur voix aux listes de la «liberté du peuple». Est-ce exact?

lieu des grands-électeurs ouvriers sans-parti, il y ait eu des ouvriers social-démocrates membres du Parti, ceux-ci se seraient trouvés placés devant le même dilemme : ou bien se retirer, aidant ainsi les Cent-Noirs, ou bien conclure un marché direct ou indirect, tacite ou formel, avec les cadets.

Non, non, ce n'est pas pour rien, ce n'est pas du tout *pour rien*, que les cadets embrassent maintenant Plékhanov ! Le prix de ces accolades est évident. *Do ut des*, comme dit le proverbe latin : donnant donnant. Je te donne l'accolade en remerciement de ce que, par tes conseils, tu me donnes *à moi* des voix en plus. Il est vrai que peut-être, ce n'est pas du tout cela que tu voulais ; tu as même eu honte de reconnaître publiquement avoir reçu nos accolades. Tu as éludé par tous les moyens vrais ou faux (surtout faux) la réponse aux questions qui serraient de trop près et avec trop peu de cérémonie notre galant arrangement. Mais ce qui compte, ce ne sont pas du tout tes désirs, ni tes desseins, ni tes bonnes (bonnes du point de vue de la social-démocratie) intentions. Ce qui compte, ce sont les *résultats*, et ceux-ci nous sont avantageux.

La façon qu'ont les cadets de comprendre la tactique plékhanovienne correspond à la réalité. C'est pourquoi ils obtiennent le résultat souhaité : acquisition de voix ouvrières, conclusion d'une transaction avec les ouvriers, *entraînement des ouvriers dans une responsabilité solidaire* (avec les cadets) *pour la Douma cadette*, pour la politique cadette.

La façon qu'a Plékhanov de comprendre la tactique qu'il a lui-même proposée, ne correspond pas à la réalité. C'est pourquoi les bonnes intentions de Plékhanov ne servent qu'à paver l'enfer. La propagande social-démocrate autour des élections parmi les *masses*, l'organisation des *masses*, la mobilisation des *masses* autour de la social-démocratie, etc., etc., etc. (voyez les déclamations de Dan, l'ami politique de Plékhanov dans sa brochure), tout cela reste sur le papier. Quels que soient les désirs de certains d'entre nous, les conditions objectives s'opposent à leur réalisation. On ne réussit pas à déployer le drapeau social-démocrate devant les masses (rappelez-vous l'exemple du Comité de Moscou), il est impossible à l'organisation illégale de se transformer en organisation légale, la voile s'arrache des mains du nocher impuissant qui s'est jeté dans le courant

pseudo-parlementaire sans aucun équipement sérieux. *Ce qu'on obtient dans la pratique, ce n'est pas une politique social-démocrate, ni la politique d'un parti ouvrier*, mais une politique ouvrière cadette.

Mais enfin, votre boycottage s'est avéré tout à fait inutile et impuissant ! nous crient de toutes parts les cadets. Les ouvriers qui voulaient couvrir de honte la Douma et nous autres cadets, par leur exemple de boycottage, les ouvriers qui ont élu un mannequin à la Douma, se sont trompés de la façon la plus évidente ! La Douma ne sera pas une assemblée de mannequins, mais une chambre cadette !

Suffit, messieurs ! Vous êtes naïfs, ou bien vous jouez la naïveté. Si la Douma devient cadette, la situation sera différente, mais la Douma sera tout de même une assemblée de mannequins. Les ouvriers étaient guidés par un instinct de classe d'une remarquable finesse, lorsque, par leur manifestation sans pareille où on voyait élire un mannequin, ils symbolisaient la future Douma, mettaient en garde le peuple crédule, déclinaient toute responsabilité pour ce jeu de marionnettes.

Vous ne comprenez pas cela ? Si vous le permettez, nous allons vous l'expliquer.

## II

### LA SIGNIFICATION SOCIALE ET POLITIQUE DES PREMIÈRES ÉLECTIONS

Les premières élections politiques russes revêtent une très grande signification politique et sociale. Mais les cadets, enivrés par leur victoire et complètement embourbés dans leurs illusions constitutionnelles, sont absolument incapables de comprendre le sens réel de ces élections.

Examinons avant tout quels sont les éléments de classes qui se groupent autour des cadets. Les élections fournissent sur ce point une documentation extrêmement précieuse et instructive, et qui est encore loin, très loin d'être complète. Il y a cependant quelque chose qui se dessine déjà et mérite une attention particulière. Voici le bilan des données concernant les grands-électeurs avant le 18 mars (c'est-à-dire

avant les élections de Pétersbourg) données que nous empruntons aux *Rousskié Viédomosti* [101].

| Tendances politiques* | Nombre de grands-électeurs élus par les congrès | | |
|---|---|---|---|
| | Electeurs des villes | Propriétaires fonciers | *Total* |
| Gauche . . . . . | 268 | 128 | 396 |
| Droite . . . . . | 118 | 172 | 290 |
| Sans-parti . . . . . | 101 | 178 | 279 |
| *Total* . . . | 487 | 478 | 965 |

Si maigres que soient encore ces données, elles montrent cependant (et les élections de Pétersbourg ne font que renforcer cette conclusion) que le mouvement de libération russe en général, et le parti cadet en particulier, connaissent actuellement un certain regroupement social. Le centre de gravité de ce mouvement se rapproche plus des villes. Le mouvement se démocratise. Les petits bourgeois des villes se poussent en avant.

Parmi les propriétaires fonciers dominent les éléments de droite (si l'on admet que les éléments sans-parti se partagent également entre la gauche et la droite, supposition qui pèche plutôt, vraisemblablement, par excès de pessimisme que par optimisme). Parmi les électeurs des villes, la prédominance des éléments de gauche est incomparablement plus forte.

Les grands propriétaires fonciers ont quitté les cadets pour l'Union du 17 octobre et autres partis de ce genre. En revanche la petite bourgeoisie, tout au moins celle des villes (en ce qui concerne la campagne, on n'a pas encore de renseignements, et d'ailleurs, il sera difficile d'en obtenir avant la réunion de la Douma), entre manifestement dans l'arène politique, et elle se tourne visiblement vers

* Parmi la gauche, nous rangeons: les social-démocrates (2), les cadets (304), le parti des réformes démocratiques (4), les tendances progressistes (59), les libéraux modérés (17), l'union pour l'égalité en droit des Juifs (3) et les nationalistes polonais (7). Parmi la droite, nous rangeons : les octobristes (124), le parti des commerçants et industriels (51), les monarchistes-constitutionnels (7), le parti de l'ordre légal (5), les droites (49) et les monarchistes (54).

la démocratie. Si auparavant, les grands propriétaires fonciers dominaient dans le mouvement bourgeois de libération (celui de l'« Osvobojdénié ») des congrès des zemstvos, maintenant par contre, les insurrections paysannes et la Révolution d'Octobre ont résolument rejeté une grande partie d'entre eux du côté de la contre-révolution. Le parti de cadets conserve sa nature ambiguë : nous y trouvons à la fois des éléments de la petite bourgeoisie des villes et des grands propriétaires fonciers libéraux, mais ces derniers, de toute évidence, constituent déjà une minorité dans le parti. La petite bourgeoisie démocratique prédomine.

Nous pouvons donc, avec une grande certitude, presque à coup sûr, tirer les deux conclusions suivantes : premièrement, la petite bourgeoisie se forme politiquement et prend nettement position contre le gouvernement ; deuxièmement, les cadets deviennent un parti « parlementaire » de la démocratie petite-bourgeoise.

Ces conclusions ne coïncident pas, comme il pourrait le sembler à première vue. La seconde est beaucoup plus étroite que la première, car les cadets, loin de rassembler tous les éléments démocratiques petits-bourgeois ne sont en outre qu'un parti « parlementaire » (c'est-à-dire, *bien entendu*, *pseudo-parlementaire*, *parlementaire par jeu*). En ce qui concerne par exemple la signification des élections de Pétersbourg, tous les témoignages concordent de façon frappante — à commencer par la pétulante et radicalisante *Rouss*, en continuant par M. Nabokov, membre du Comité central des cadets et candidat à la Douma, pour finir par le *Novoïé Vrémia*, — ils concordent pour affirmer que ces élections furent, à proprement parler, moins un vote *pour* les cadets qu'un vote *contre le gouvernement*. Si les cadets ont remporté la victoire, c'est en grande partie simplement *parce qu'ils étaient* (grâce à Dournovo et C^ie^) *le parti le plus à gauche*. Les partis réellement de gauche avaient été écartés par la violence, les arrestations, les tueries, la loi électorale, etc. Par la force des choses, par la logique de la lutte électorale, tous les éléments mécontents, irrités, aigris, vaguement révolutionnaires furent obligés de se rassembler autour des cadets *. Le groupement de tous les

* La *Molva* du 22 mars écrit : « Ce n'est un secret pour personne qu'il ne faut attendre aucun travail créateur de cette Douma,

grands-électeurs progressistes aux côtés des cadets, que nous avons effectué dans le tableau ci-dessus reproduit, a réellement eu lieu. Au fond, deux grandes forces se livraient combat : pour le gouvernement (grands propriétaires fonciers contre-révolutionnaires, capitalistes et brutes de l'administration), et contre le gouvernement (grands propriétaires fonciers libéraux, petite bourgeoisie et toutes sortes d'éléments indéterminés de la démocratie révolutionnaire). Que les éléments situés plus à gauche que les cadets leur aient donné leur voix, cela découle sans conteste du tableau général des élections de Saint-Pétersbourg *, cela est confirmé aussi par les indications directes de nombreux témoins (vote du « populaire » pour la « liberté », etc., etc.), et cela s'observe de façon indirecte par le passage généralisé dans le camp cadet de la presse démocratique, située un peu plus à gauche que la presse cadette. Par conséquent, si le noyau de l'actuel parti cadet est sans aucun doute constitué par des gens vraisemblablement incapables de quoi que ce soit de sensé, en dehors des beaux discours parlementaires qui ne sont que des jeux, on ne peut en aucune façon en dire autant de la masse des électeurs petits-bourgeois qui ont voté pour les cadets. « Ce qui nous est arrivé, au fond, est semblable à ce qui arrive aux social-démocrates lors des élections d'Allemagne, a déclaré un cadet à un reporter du journal cadet (ou semi-cadet) *Nacha Jizn* (n° 401 du 23 mars), beaucoup votent pour eux parce qu'ils sont le parti le plus oppositionnel à l'égard du gouvernement. »

Cela est fort bien dit. Il manque seulement un petit, un tout petit complément : les social-démocrates allemands, parti socialiste de combat et d'avant-garde au plein sens du terme, groupent autour d'eux de nombreux éléments relativement attardés. Les cadets russes, parti démocratique

et que les cadets ont été envoyés là en grand nombre par des gens qui ne sont pas d'accord avec leur programme, mais qui les ont chargés de la cause sacrée et du travail énorme que représente le nettoyage de la crasse accumulée depuis des années dans nos écuries d'Augias, c'est-à-dire dans notre gouvernement. »

* Les élections de Pétersbourg, qui ont donné les 160 sièges aux cadets, ont seulement mis à jour avec une précision particulière ce qui se dessinait et se dessine encore dans de nombreux autres endroits. Là réside toute leur signification.

non combatif et attardé au plein sens du terme, ont entraîné derrière eux de nombreux éléments démocratiques d'avant-garde et capables de lutter, grâce au fait que les partis réellement démocratiques ont été écartés par la force du champ de bataille. En d'autres termes : les social-démocrates allemands entraînent à leur suite ceux qui marchent derrière eux ; les cadets russes marchent eux-mêmes derrière la révolution démocratique, ils n'entraînent à leur suite de nombreux éléments d'avant-garde que lorsque ceux qui marchent devant eux peuplent surtout les prisons et les lieux de repos éternel *... Ceci soit dit en passant, afin que nos cadets ne s'en croient pas trop après avoir été comparés aux social-démocrates allemands.

Étant donné que les éléments démocratiques d'avant-garde ont été éloignés de la scène où l'on joue à la lutte parlementaire, et pendant toute la durée de cet éloignement, les cadets ont naturellement des chances de dominer ce parlement-joujou que l'on appelle la Douma d'Etat russe. Si l'on prend les chiffres cités plus haut, si l'on prend en considération la victoire des cadets à Pétersbourg et leurs autres victoires plus récentes, si l'on estime en gros qu'il y aura une prédominance considérable des grands-électeurs de la campagne sur ceux des villes, si l'on ajoute aux élus des grands propriétaires fonciers ceux des paysans, on doit reconnaître dans l'ensemble comme tout à fait possible et même probable l'hypothèse selon laquelle la Douma sera cadette.

---

* Il est intéressant de noter que la *Rouss* voit une des causes de la victoire des cadets dans la participation des « gens de gauche » à leurs réunions. Monsieur S. A-tch écrit dans le numéro 18 de la *Molva* (22 mars) : « Ce parti (les cadets) a aussi pas mal gagné aux yeux des électeurs du fait qu'ayant admis à ses meetings les représentants des partis d'extrême-gauche, il est victorieusement entré en discussion avec eux. » Laissons à Monsieur A-tch la victoire des cadets dans les débats. Nous sommes pleinement satisfaits des résultats de la compétition entre les cadets et les social-démocrates aux réunions de Pétersbourg en mars 1906. Un jour, les témoins impartiaux de ces réunions diront à qui était la victoire.

## III

### QUE REPRÉSENTE LE PARTI DE LA LIBERTÉ DU PEUPLE?

Quel rôle peut donc jouer et devra jouer la Douma cadette ? Pour répondre à cette question, il est nécessaire tout d'abord de procéder à une étude plus détaillée du parti cadet lui-même.

Nous avons déjà signalé le trait fondamental caractérisant la structure de classe de ce parti. Dépourvu de liaison avec telle ou telle classe déterminée de la société bourgeoise, mais pleinement bourgeois par sa composition, son caractère, ses idéaux, ce parti oscille entre la petite bourgeoisie démocratique et les éléments contre-révolutionnaires de la grande bourgeoisie. Son point d'appui social est, d'une part, la masse des petits bourgeois des villes, ceux-là mêmes qui à Moscou construisaient avec tant de zèle les barricades pendant les célèbres journées de décembre, et d'autre part, les propriétaires fonciers libéraux qui tendent, par l'intermédiaire des fonctionnaires libéralisants, à un marché avec l'autocratie, à un « inoffensif » partage du pouvoir entre le peuple et toutes sortes d'oppresseurs du peuple par la grâce de Dieu. Cet appui de classe extrêmement large, indéterminé et entaché de contradiction interne (qui se manifeste particulièrement, comme nous l'avons indiqué plus haut, dans les chiffres des grands-électeurs cadets) se reflète avec un relief tout particulier dans le programme et la tactique des cadets. Leur programme est entièrement bourgeois, ils ne peuvent même pas se représenter un autre régime social que le régime capitaliste, dont leurs plus audacieuses aspirations ne franchissent pas les limites. Dans le domaine politique, leur programme réunit la démocratie, la « liberté du peuple » et la contre-révolution, la liberté pour l'autocratie d'opprimer le peuple, et il les réunit avec une minutie purement petite-bourgeoise et un pédantisme professoral. Le pouvoir d'Etat se divisera approximativement en trois parties, tel est l'idéal du cadet. Première partie : l'autocratie. La monarchie demeure. Le monarque conserve des droits égaux à ceux de la représentation nationale qui « s'accorde » avec lui quant aux lois à promulguer et lui présente pour *ratifi-*

*cation* ses propres *projets de lois*. Deuxième partie du pouvoir : les grands propriétaires fonciers et les gros capitalistes. Ils obtiennent une Chambre haute, de laquelle les élections à deux degrés et le cens résidentiel doivent écarter les éléments du « populaire ». Enfin, troisième partie du pouvoir : le peuple, qui obtient une Chambre basse élue sur la base du suffrage universel, égal et direct et au scrutin secret. A quoi bon la lutte, à quoi bon les guerres intestines ? dit notre Petit Judas cadet [102], portant des regards chagrins et réprobateurs à la fois sur le peuple révolutionnaire et sur le gouvernement contre-révolutionnaire. Frères ! Aimons-nous les uns les autres ! Que les loups soient rassasiés et les brebis saines et sauves, la monarchie et sa Chambre haute inviolables et la « liberté du peuple » garantie !

L'hypocrisie de cette position de principe des cadets saute aux yeux, le caractère fallacieux des arguments « scientifiques » (doctement scientifiques) qui servent à la défendre est frappant. Mais il serait radicalement faux, bien entendu, d'expliquer cette hypocrisie et ce caractère fallacieux par les qualités personnelles des dirigeants cadets ou de certains membres du parti. Ce genre d'explication vulgaire, que nos adversaires nous attribuent assez souvent, est absolument étranger au marxisme. Non, parmi les cadets, il y a incontestablement des gens tout à fait sincères, qui croient que leur parti est effectivement le parti de la « liberté du peuple ». Mais le fondement de classe de leur parti, de nature ambiguë et flottante, engendre inévitablement leur politique à deux faces, leur mensonge et leur hypocrisie.

Ces aimables qualités apparaissent encore plus nettement peut-être, dans la tactique que dans le programme cadet. La *Poliarnaïa Zvezda*[103], dans laquelle M. Strouvé s'est évertué avec tant de zèle et de succès à rapprocher le point de vue cadet de celui de *Novoïé Vrémia*, a donné une remarquable, une excellente, une incomparable description de la tactique cadette. Au moment où les coups de feu s'éteignaient à Moscou, où la dictature policière et militaire fêtait ses orgies de violence, où les exécutions et les massacres se déroulaient dans toute la Russie, la *Poliarnaïa Zvezda* se répandait en discours contre les excès de la gauche, con-

tre les comités de grève des partis révolutionnaires. Se livrant au trafic de la science pour le compte des Doubassov, les professeurs cadets (M. Kisevetter, membre du Comité central des cadets et candidat à la Douma) en sont venus jusqu'à traduire le mot « dictature » par l'expression « sécurité renforcée » ! Ces « hommes des sciences » ont même dénaturé leur latin de collège afin de rabaisser la lutte révolutionnaire. La dictature — tenez-vous-le pour dit une fois pour toutes, Messieurs Kisevetter, Strouvé, Izgoïev et Cie — cela signifie un pouvoir illimité, s'appuyant non pas sur la loi, mais sur la force. En période de guerre civile tout pouvoir victorieux ne peut être qu'une dictature. Mais ce que nous voulons dire c'est qu'il peut y avoir une dictature de la minorité sur la majorité, d'un groupuscule policier sur le peuple, et qu'il peut y avoir aussi une dictature de l'immense majorité du peuple sur un groupuscule d'oppresseurs, de pillards et d'usurpateurs du pouvoir populaire. Par leur déformation vulgaire de la notion scientifique de dictature, par leurs vociférations contre la violence de gauche à une époque où la droite déclenche la violence la plus illégitime et la plus odieuse, messieurs les cadets ont démontré on ne peut plus clairement quelle est la position des « conciliateurs » au moment d'une âpre lutte révolutionnaire. Quand la lutte se déchaîne, le « conciliateur » se cache peureusement. Quand le peuple révolutionnaire est vainqueur (17 octobre), le « conciliateur » sort de son terrier, se pavane et dans un accès de débauche verbale crie à en perdre la voix : quelle « glorieuse » grève politique c'était ! Quand la contre-révolution est victorieuse, le « conciliateur » commence à couvrir les vaincus de sermons édifiants et d'exhortations hypocrites. Une grève qui a réussi est « glorieuse ». Les grèves vaincus sont criminelles, sauvages, insensées et anarchiques. Une insurrection vaincue, c'est une folie, un déchaînement des forces aveugles, une barbarie, une absurdité. En un mot, la conscience politique et l'intelligence politique du « conciliateur » consiste à se mettre à plat-ventre devant celui qui est le plus fort à tel moment, à se jeter dans les jambes des combattants, à gêner tantôt un camp, tantôt l'autre, à affaiblir la lutte et à émousser la conscience révolutionnaire du peuple qui mène une lutte acharnée pour conquérir sa liberté.

Les paysans luttent contre la possession seigneuriale de la terre. Cette lutte atteint maintenant son point culminant. Elle est si critique à présent que la question se pose carrément : les propriétaires fonciers veulent le peloton d'exécution chaque fois que les paysans ont les plus petites velléités de s'emparer de la terre accaparée au cours des siècles par les nobles. Les paysans, eux, veulent prendre toute la terre. C'est alors que la *Poliarnaïa Zvezda*, avec des mots aigres-doux, lance dans la bataille messieurs Kaufmann, qui vont démontrer que les grands propriétaires fonciers ont peu de terre, et que tout peut se régler à l'amiable.

La résolution tactique de leur dernier congrès résume très bien la politicaillerie des cadets. Après l'insurrection de décembre, alors que, de la façon la plus évidente pour tout le monde, la grève pacifique déjà dépassée, à bout de souffle, s'avérait inopportune en tant que moyen autonome de lutte, on vit apparaître à la surface la résolution du congrès cadet[104] (proposée, semble-t-il, par monsieur Vinaver), résolution qui reconnaissait comme moyen de lutte la grève politique *pacifique* !

C'est merveilleux, c'est incomparable, messieurs les cadets ! Vous avez assimilé avec une habileté sans pareille l'esprit et le sens de la politicaillerie bourgeoise. Il faut s'efforcer de trouver un appui dans le peuple. Sans cela, la bourgeoisie n'a jamais pu obtenir le pouvoir, et elle ne l'obtiendra jamais. Mais il faut en même temps refréner l'offensive révolutionnaire du peuple, afin que les ouvriers et les paysans ne puissent conquérir, Dieu nous garde, une démocratie complète et résolue, la liberté du peuple véritable, et non pas monarchique, non pas « bicamérale ». Pour cela, il faut jeter les bâtons dans les roues de la révolution à chaque fois qu'elle remporte des victoires, et il convient de le faire par tous les moyens, par toutes les mesures possibles, depuis la déformation « scientifique » du latin par les « professeurs » destinée à couvrir d'opprobre l'idée du triomphe décisif du peuple, jusqu'à la reconnaissance des seuls moyens de lutte révolutionnaire qui ont *déjà* fait leur temps au moment où vous les reconnaissez ! Cela ne présente aucun danger et cela est avantageux. Cela n'est pas dangereux, car il est notoire qu'une arme émoussée ne donnera pas la

victoire au peuple, ne portera pas au pouvoir le prolétariat et la paysannerie, et dans le meilleur des cas ne fera qu'ébranler légèrement l'autocratie et aidera les cadets à obtenir pour la bourgeoisie des miettes de « droits » supplémentaires. Cela est avantageux, car cela donne un aspect extérieur de « révolutionnarisme », un air de sympathie pour la lutte populaire, et cela gagne aux cadets la sympathie de la masse de ceux qui veulent sérieusement et sincèrement la victoire de la révolution.

L'essence même de la situation économique de la petite bourgeoisie, qui oscille entre le capital et le travail, engendre inévitablement la versatilité politique et l'ambiguïté du parti cadet, conduit à la fameuse théorie de la conciliation (« le peuple a des droits, mais le droit de les ratifier appartient au monarque ») et fait de ce parti celui des illusions constitutionnelles. L'idéologue de la petite bourgeoisie ne peut comprendre l'« essence de la constitution ». Le petit bourgeois est toujours enclin à prendre les paperasses pour le fond des choses. Il est fort peu apte à s'organiser pour son propre compte, sans se rallier à une classe combative, pour une lutte directement révolutionnaire. Eloigné plus que quiconque de la lutte économique la plus violente de notre époque, il préfère en politique également laisser la première place à d'autres classes, quand il s'agit de conquérir véritablement une constitution, d'assurer en fait une véritable constitution. Que le prolétariat lutte pour une base constitutionnelle, et sur un terrain constitutionnel, quand bien même celui-ci reposerait sur les cadavres des ouvriers tués pendant l'insurrection ; que les bonshommes joujoux [105] s'amusent au parlementarisme. Telle est la tendance immanente de la bourgeoisie, et le parti cadet, cette personnification pure, noble, sublimée, parfumée, idéalisée, sucrée, des aspirations de toute la bourgeoisie, agit dans ce sens avec une remarquable constance.

Vous vous intitulez parti de la liberté du peuple ? Allons donc ! Vous êtes le parti de la tromperie petite-bourgeoise quant à la liberté du peuple, le parti des illusions petites-bourgeoises à propos de la liberté du peuple. Vous êtes le parti de la liberté, car vous voulez soumettre la liberté au monarque et à la Chambre haute, à la chambre des grands propriétaires fonciers. Vous êtes le parti du peuple, car vous

craignez la victoire du peuple, c'est-à-dire la victoire complète de l'insurrection paysanne, la liberté complète de la lutte ouvrière pour la cause des ouvriers. Vous êtes le parti de la lutte, car vous vous livrez à des dérobades aigres-douces de style professoral chaque fois que s'enflamme une lutte véritable, directe, immédiatement révolutionnaire contre l'autocratie. Vous êtes le parti des mots et non des actes, le parti des promesses et non des réalisations, des illusions constitutionnelles et non d'une lutte sérieuse pour une constitution véritable (et pas seulement sur le papier).

Lorsque après une lutte acharnée vient l'accalmie, lorsqu'en haut, la bête * repue se repose « des fatigues de la victoire », et qu'en bas, on affûte les glaives, on rassemble de nouvelles forces, lorsque dans les tréfonds du peuple renaît un peu d'effervescence et de bouillonnement, lorsqu'on n'en est encore qu'à la préparation d'une nouvelle crise politique et d'une nouvelle grande bataille, c'est alors que le parti des illusions petites-bourgeoises sur la liberté du peuple atteint le point culminant de sa marche, s'enivre de ses victoires. La bête repue a la paresse de se redresser pour fondre sur les bavards libéraux (elle a encore le temps ! il n'y a pas péril en la demeure !). Et pour les combattants de la classe ouvrière et de la paysannerie, le moment de se lever à nouveau n'est pas encore venu. C'est alors que nos cadets saisissent l'instant propice, c'est alors qu'ils recueillent les voix de tous les mécontents (et qui aujourd'hui est content ?) c'est alors qu'ils font entendre leurs roulades de rossignol.

Les cadets sont les vers sépulcraux de la révolution. La révolution a été enterrée. Les vers la dévorent. Mais la révolution est dotée du pouvoir de ressusciter rapidement et, sur un terrain bien préparé, de croître avec opulence. Or le terrain a été préparé de façon excellente, remarquable, par les journées de liberté du mois d'octobre et par l'insurrection

* *Skitaletz* — « Le calme est revenu » : « Les cordes sont brisées ! Tais-toi maintenant, chanson ! Toutes les paroles, nous les avons dites avant le combat. Le dragon, bête agonisante, est ressuscité, et au lieu des cordes musicales, ce sont les glaives qui tintent... Le calme est revenu ; dans cette nuit sinistre, nul bruit de la vie passée. Là, en bas, les vaincus affûtent les glaives, en haut, le vainqueur est fatigué. La bête repue est toute desséchée et décrépite. Là, en bas, à nouveau elle aperçoit quelque chose, la vieille porte tremble et vacille, le héros commence à briser ses chaînes. »

de décembre. Loin de nous l'idée de nier le travail utile des vers en période d'enterrement de la révolution ! Ces vers bien nourris engraissent si parfaitement le sol, n'est-ce pas ?...

A la Douma, le paysan sera cadet ! s'est écrié en substance Monsieur Strouvé dans la *Poliarnaïa Zvezda*. C'est très vraisemblable. Dans sa masse, la paysannerie est évidemment pour la liberté du peuple. Elle prête l'oreille à ces belles, à ces grandes paroles, elle voit devant elle les petits gradés de la police rurale, ses commissaires casseurs de figure, les propriétaires semi-féodaux travestis sous divers costumes « octobristes ». Elle se rangera probablement du côté de la liberté du peuple, elle se laissera séduire par une enseigne joliment peinte, elle ne devinera pas tout de suite le mensonge petit-bourgeois, elle deviendra cadette... et elle le restera tant que le cours des événements ne lui aura pas montré que la liberté du peuple doit *encore* être conquise, que la lutte véritable pour la liberté du peuple se situera *hors* de la Douma. Et alors... alors la paysannerie, ainsi que la masse de la petite-bourgeoisie des villes, se scindera : une minorité de koulaks, peu nombreuse mais économiquement forte, pourra passer résolument dans le camp de la contre-révolution, une partie passera dans celui de la « conciliation », de l'« entente », des arrangements à l'amiable avec la monarchie et les grands propriétaires fonciers et une partie ira rejoindre la révolution.

Le petit bourgeois a construit des barricades en décembre, au moment de la grande lutte. Le petit bourgeois a protesté contre le gouvernement en mars, après l'écrasement de l'insurrection, en élisant les cadets. Mais il abandonnera les cadets pour la révolution, quand les illusions constitutionnelles d'aujourd'hui auront fait faillite. Quelle fraction de la petite bourgeoisie abandonnera le bavardage cadet pour la lutte révolutionnaire, quelle fraction de la paysannerie les rejoindra, avec quelle énergie, quelle organisation et quel succès le prolétariat entreprendra sa nouvelle offensive ? C'est là ce qui déterminera l'issue de la révolution.

Le parti cadet est un parti éphémère et sans vie. Cette affirmation peut sembler paradoxale à un moment où il a remporté une brillante victoire aux élections, et où des victoires « parlementaires » encore plus éclatantes l'attendent probablement à la Douma. Mais le marxisme nous enseigne

qu'il faut considérer tout phénomène dans son développement, et ne pas se contenter des seules apparences superficielles, qu'il ne faut pas croire aux belles enseignes, mais qu'il faut analyser les bases économiques, les bases de classe des partis, étudier la situation politique objective qui règle d'avance la valeur et l'aboutissement de leur activité politique. Appliquez cette méthode d'analyse aux cadets, et vous verrez le bien-fondé de notre affirmation. Les cadets ne sont pas un parti, mais un symptôme. Ils ne sont pas une force politique, mais une écume née de la rencontre de forces en lutte et qui plus ou moins s'équilibrent l'une l'autre. En vérité, ils unissent la chèvre, le chou et le loup : l'intelligentsia bourgeoise bavarde, pleine de morgue, contente d'elle, bornée et pusillanime, le propriétaire foncier contre-révolutionnaire, qui désire payer un prix raisonnable pour se débarrasser de la révolution, et enfin, l'inébranlable petit bourgeois, soucieux de ses intérêts, économe, près de ses sous. Ce parti ne veut ni ne peut gouverner de façon tant soit peu stable dans la société bourgeoise en général, il ne veut ni ne peut conduire sur une voie tant soit peu définie la révolution démocratique bourgeoise. Les cadets ne veulent pas du pouvoir, ils lui préfèrent la « participation » au pouvoir sous le régime de la monarchie et de la Chambre haute. Ils ne peuvent pas gouverner, parce que les véritables maîtres de la société bourgeoise, les divers Chipov et autres Goutchkov, représentants du grand capital et de la grande propriété, sont à l'écart de ce parti. Le parti cadet, c'est le parti des rêves d'une société bourgeoise toute blanche, toute pure, bien ordonnée, « idéale ». Les Goutchkov et les Chipov, c'est le parti du capital tout noir, véritable, palpable, dans la société bourgeoise contemporaine. Les cadets ne peuvent conduire la révolution en avant, parce qu'il n'y a pas derrière eux de classe unie et réellement révolutionnaire. Ils ont peur de la révolution. Ils rassemblent autour d'eux tout le monde, tout le « peuple », uniquement sur la base des illusions constitutionnelles, ils ne les groupent que par un lien négatif : la haine envers la bête repue, envers le gouvernement autocratique contre lequel, sur l'actuel terrain « légal », les *plus à gauche* sont en ce moment les cadets.

Le rôle historique des cadets est un rôle de transition, celui de l'instant présent. Leur chute viendra en même temps

que se produira l'effondrement inévitable et prochain des illusions constitutionnelles, de même que se sont effondrés à la fin des années quarante, les social-démocrates français, si semblables à nos cadets et comme eux petits-bourgeois. Les cadets s'effondreront, après avoir engraissé le sol... soit pour un triomphe de longue durée des Chipov et des Goutchkov, pour un enterrement prolongé de la révolution, pour un constitutionnalisme bourgeois « sérieux » ; soit pour une dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie.

## IV

## LE RÔLE ET LA SIGNIFICATION DE LA DOUMA CADETTE

Ainsi donc, nous disent les journaux libéraux, la Douma d'Etat sera cadette. Nous avons déjà montré que cette hypothèse était pleinement vraisemblable. Ajoutons seulement que si, malgré leurs victoires actuelles, les cadets se trouvent en minorité à la Douma, il est douteux que cette circonstance apporte des changements d'une importance particulière dans le déroulement de la crise politique qui, de nouveau, mûrit aujourd'hui en Russie. Les éléments de cette crise révolutionnaire sont trop profondément enracinés pour que telle ou telle composition de la Douma puisse avoir sur elle une influence sérieuse. L'attitude des larges masses de la population à l'égard du gouvernement est parfaitement claire. L'attitude du gouvernement à l'égard des besoins actuels de tout le développement social est plus que claire. Dans une telle situation, il est naturel que la révolution aille de l'avant. Il n'y aura probablement qu'un ralentissement dans certains aspects du développement politique de la Russie, à cause de la prédominance des Cent-Noirs à la première Douma. Plus précisément, la faillite du parti cadet et la fin du charme que les cadets exercent sur le peuple sera retardée si les cadets se trouvent maintenant en minorité. Etre en minorité, rester dans l'opposition est pour eux très avantageux actuellement. Aux yeux du public, la prépondérance des Cent-Noirs serait mise sur le compte des répressions gouvernementales lors des élections. Les discours d'opposition des cadets, conscients du « caractère inoffen-

sif » de leur opposition, seraient particulièrement téméraires. Vis-à-vis des larges masses de la population politiquement peu évoluées, le prestige des cadets pourrait être relevé si leurs « paroles » résonnaient encore plus fort que maintenant, tandis que leurs « actes » cadets resteraient encore peu clairs, du fait de la suprématie des octobristes. La croissance du mécontentement contre le gouvernement, la préparation d'un nouvel essor révolutionnaire continueraient à aller leur train, mais l'inconsistance cadette serait un peu moins vite dévoilée.

Prenons maintenant l'autre hypothèse, plus vraisemblable si l'on en croit les affirmations actuelles des journaux cadets. Admettons que les cadets se trouvent en majorité à la Douma, bien entendu, à condition de faire bloc avec les pro-cadets sans-parti, de « petits partis » et autres libéraux, comme cela se passe actuellement dans les élections. Quels seront le rôle et la signification de cette Douma cadette ?

Les cadets eux-mêmes donnent une réponse très précise à cette question. Leurs déclarations, leurs promesses, leurs grandes phrases respirent la fermeté et la décision. Et pour nous, membres du parti ouvrier, il importe au plus haut point de rassembler soigneusement toutes ces déclarations, de bien nous les rappeler, de les répandre largement dans le peuple, d'obtenir à tout prix que les leçons d'éducation politique (données au peuple par les cadets) ne se perdent pas, que les ouvriers et les paysans sachent exactement *ce que promettent* les cadets *et comment ils remplissent leurs promesses.*

Dans la présente brochure — qui n'est rien de plus que des remarques faites en passant par un publiciste social-démocrate errant, tenu à l'écart, par la volonté de Dournovo et C^ie^, du travail dans son journal — dans cette brochure, nous ne pouvons même pas songer à rassembler toutes les déclarations et promesses, ni même les plus importantes, des cadets en marche vers la Douma. Nous pouvons seulement donner quelques indications sur la base des publications qui nous sont tombées par hasard entre les mains.

Voici le journal *Narodnaïa Svoboda* qui a commencé à paraître en décembre et qui a bientôt été interdit par le gouvernement. C'est l'organe direct, officiel, du parti cadet. Ce journal était rédigé par des piliers du parti tels que

M.M. Milioukov et Hessen. Que l'ensemble du parti cadet réponde de son contenu, cela ne peut pas faire le moindre doute.

Dans son numéro du 20 décembre, la *Narodnaïa Svoboda* entreprend de convaincre le lecteur qu'il est indispensable d'aller à la Douma. Quels sont les arguments que donne pour cela l'organe des cadets ? La *Narodnaïa Svoboda* ne songe pas à mettre en question le fait que pour la Russie, la tâche politique présente est la convocation d'une Assemblée constituante. L'organe des cadets considère cette proposition comme démontrée. Toute la question est de savoir, voyez-vous, qui convoquera cette Assemblée constituante. Trois réponses sont possibles : 1) le gouvernement actuel, c'est-à-dire, en fait, le gouvernement autocratique ; 2) un gouvernement révolutionnaire provisoire ; 3) la Douma d'Etat, en tant que « *pouvoir en concurrence avec le pouvoir* ». Or, les cadets rejettent les deux premières réponses : ils ne placent aucun espoir dans le gouvernement autocratique ; quant au succès de l'insurrection, ils n'y croient pas. En revanche, les cadets sont pour la troisième solution. Et s'ils appellent à entrer à la Douma, c'est précisément parce qu'ils y voient le moyen le meilleur, le plus sûr, etc., etc., de convoquer une Assemblée nationale constituante.

Rappelez-vous bien cette conclusion, messieurs ! Le parti cadet, le parti de la « liberté du peuple », *a promis au peuple* d'utiliser le « pouvoir en concurrence avec le pouvoir », d'utiliser sa prédominance à la Douma d'Etat (si le peuple l'aide à obtenir cette prédominance) *pour convoquer une Assemblée nationale constituante.*

C'est là un fait historique. C'est une promesse très importante. C'est la première vérification de la façon dont le parti de la « liberté du peuple » entre guillemets servira la liberté du peuple sans guillemets.

Dans les journaux actuels du parti cadet (et à ce parti se sont joints *en fait*, répétons-le, presque tous les organes libéraux, y compris la *Rouss*, *Nacha Jizn*, etc.) vous ne rencontrez déjà plus cette promesse. On parle tout au plus de « fonctions constituantes » de la Douma, mais on ne dit plus rien de la convocation d'une Assemblée nationale constituante par la Douma. A mesure que le moment s'approche où les promesses devront être étayées par leur réalisation, *on*

*fait déjà un pas en arrière*, on se ménage *une porte de sortie*.

Ou bien, peut-être que toute la question est dans le fait que les lois féroces empêchent actuellement de parler franchement d'Assemblée constituante ? N'est-ce pas cela, Messieurs ? Mais à la Douma, où vos députés jouiront, *selon la loi*, de la liberté de parole, vous parlerez de nouveau à haute et intelligible voix, vous réclamerez la convocation... que dis-je ?... vous *convoquerez*, n'est-ce pas, l'Assemblée nationale constituante ?

Qui vivra verra. Et nous n'oublierons pas la promesse des cadets de convoquer, par l'intermédiaire de la Douma, une Assemblée nationale constituante. Ainsi, les journaux cadets sont émaillés actuellement de déclarations affirmant qu'eux, les cadets, seront le « gouvernement », qu'ils auront le « pouvoir », etc., etc. A la bonne heure, messieurs ! Plus vite vous aurez la majorité à la Douma, plus tôt viendra le moment où les traites que vous avez tirées seront présentées à l'encaissement. Voici par exemple le journal cadet *Rouss* qui, saluant la victoire du parti de la « liberté du peuple » à Pétersbourg, publie dans son numéro du 22 mars un article enflammé, intitulé : « Avec le peuple ou contre lui ? ». Il n'est pas question directement ici de convocation par la Douma d'une Assemblée nationale constituante. Cependant, malgré ce pas en arrière par rapport aux promesses faites par les cadets, il reste tout de même pas mal de bonnes perspectives cadettes :

« Le sens principal de la Douma qui se réunit actuellement, et en son sein, du parti de la liberté du peuple, c'est d'être le fouet du courroux populaire.

Après avoir chassé et fait passer en justice les membres criminels du gouvernement, elle devra se consacrer uniquement à des mesures d'urgence et ensuite convoquer une véritable Douma, sur des bases plus larges, telle qu'elle soit la représentante de tout le peuple » (c'est-à-dire convoquer une Assemblée constituante ?).

« Telle est sans conteste la tâche de la Douma, c'est-à-dire la tâche dont l'a chargée maintenant le peuple même. »

Bien. Bien. Chasser le gouvernement. Faire passer le gouvernement en justice. Convoquer une véritable Douma.

Le journal *Rouss* écrit fort bien. Les cadets parlent bien. Les cadets parlent remarquablement bien. La seule chose qui ne soit pas bien, c'est que l'on interdise leurs journaux pour ces belles paroles...

Retenons, messieurs, cette nouvelle promesse, faite deux jours après les élections de Pétersbourg, retenons-la bien. Les cadets vont à la Douma pour mettre à la porte le gouvernement, pour faire passer le gouvernement en justice, pour convoquer une véritable Douma.

Des promesses cadettes concernant la Douma, passons maintenant aux « vues » gouvernementales sur le compte de la Douma cadette. Bien entendu, il n'est donné à personne de connaître exactement ces « vues », mais il existe certaines données qui permettent d'en juger, et qu'on trouve même dans les journaux cadets les plus optimistes. A propos, par exemple, de l'emprunt consenti par la France[106] paraissent des informations de plus en plus affirmatives, selon lesquelles cet emprunt est chose décidée et sera fait avant la réunion de la Douma. Le gouvernement sera alors, bien sûr, encore moins dépendant de la Douma.

Ensuite, en ce qui concerne les perspectives du ministère Witte-Dournovo, le même journal *Rouss* (ou la *Molva*) dans l'article cité plus haut, propose au gouvernement de « marcher avec le peuple, c'est-à-dire avec la Douma ». Comme vous le voyez, « chasser les membres criminels du gouvernement » est à proprement parler compris uniquement au sens d'un certain changement de personnes. De quel changement il s'agit, on le verra d'après la citation suivante du journal :

« Maintenant, même pour la réaction elle-même, il serait le plus avantageux d'accorder le poste de premier ministre à une personnalité telle que D. Chipov. Lui seul pourrait prévenir le heurt final entre gouvernement et la société à la Douma. » Mais nous courons une « chance pire », remarque le journal, en attendant la formation d'un ministère constitué uniquement de fonctionnaires. « Il n'y a rien à démontrer ici, écrit la *Molva*, il est clair jusqu'à l'évidence pour tout le monde que si le gouvernement n'a pas l'intention de priver la Douma de toute signification il devra, il sera obligé de faire démissionner immédiatement Dournovo, Witte et Akimov. Et il est aussi clair que si cela n'est pas fait, si cela ne doit pas être fait, cela signifiera simplement que la politique policière « de refrènement et de répression » sera appliquée à la fois à l'encontre des représentants du peuple et de la Douma d'Etat. Et pour cela, bien sûr, ce qui

convient le mieux, ce sont des bras qui ont déjà trempé jusqu'au coude dans le sang du peuple. C'est parfaitement clair : si M. Dournovo reste en place avec une Douma d'opposition, c'est uniquement dans le but de la disperser. Cela n'a et ne peut avoir d'autre sens. Tout le monde le comprend. La bourse le comprend et l'étranger aussi. » « Agir contre » la Douma, c'est « lancer le vaisseau de l'Etat dans un abîme de tempêtes », etc., etc.

Enfin, pour compléter le tableau, citons encore l'information suivante parue dans le journal cadet *Nacha Jizn* du 21 mars et concernant les « sphères bureaucratiques », sur le compte desquelles ce journal s'efforce d'informer ses lecteurs avec un soin particulier :

« Le succès sans cesse croissant du parti cadet a attiré sur lui l'attention des sphères. Au début, ce succès a provoqué une certaine émotion, mais à l'heure actuelle, on a à son égard une attitude tout à fait sereine. Dimanche a eu lieu sur cette question une réunion privée des hauts représentants du gouvernement, au cours de laquelle a été définie cette attitude, et où de plus, pour ainsi dire, une tactique a été tracée. Entre autres choses, des considérations très caractéristiques ont été exprimées. De l'avis de certains, le succès des cadets est franchement avantageux pour le gouvernement : car si des éléments de droite étaient élus à la Douma, cela ferait seulement le jeu des groupes extrémistes, qui auraient ainsi la possibilité, en invoquant la composition de la Douma, de faire de la propagande contre celle-ci et de démontrer qu'elle a été artificiellement composée exprès de réactionnaires ; dans sa masse, la société aura une attitude d'autant plus respectueuse à l'égard de la Douma que celle-ci comprendra un plus grand nombre de représentants du parti cadet. En ce qui concerne la tactique à l'égard de la Douma, la majorité s'en tient à cette opinion qu'il n'y a aucune raison de redouter quelque « surprise », « compte tenu du cadre dans lequel se trouve enfermée la Douma », comme l'a remarqué franchement l'un des assistants. Compte tenu de cela, la majorité propose de ne gêner en rien les futurs membres de la Douma, « même s'ils se mettaient à critiquer certaines personnalités gouvernementales ». Beaucoup s'y attendent, et l'opinion générale des bureaucrates sous ce rapport est en somme : « ils n'ont qu'à parler » ; « ils exigeront la traduction en justice, peut-être mettront-ils l'affaire en route, etc., et ensuite ils en auront eux-mêmes assez ; qu'en sortira-t-il ? ce sera à voir, en attendant les membres de la Douma devront s'occuper des questions concernant le pays, et tout rentrera dans l'ordre. Si par ailleurs les membres de la Douma s'avisaient de refuser la confiance au gouvernement, cela non plus n'aurait pas d'importance, puisqu'en définitive, les ministres ne sont pas nommés par la Douma ». Ces arguments ont eu pour effet, dit-on, de calmer même Dournovo et Witte, qui, dans les premiers temps, étaient alarmés par les succès du parti cadet ».

Ainsi, vous avez devant les yeux les opinions, les points de vue et les intentions des parties directement intéressées à l'« affaire ». D'une part, les perspectives de lutte. Les cadets promettent de chasser le gouvernement et de convoquer une nouvelle Douma. Le gouvernement a l'intention de dissoudre la Douma, et alors ce sera « l'abîme de tempêtes ». La question est donc de savoir qui chassera l'autre, qui dissoudra l'autre. D'autre part, les perspectives d'arrangement. Les cadets supposent que le ministère Chipov pourrait prévenir le heurt entre le gouvernement et la société. Le gouvernement, lui, dit : ils n'ont qu'à parler, on peut même traîner quelqu'un devant les tribunaux, mais de toute façon, ce n'est pas la Douma qui nomme les ministres. C'est à dessein que nous avons cité exclusivement les opinions des participants même de cette combine et que nous les avons citées exclusivement dans leurs expressions propres. Nous n'avons rien ajouté de nous-mêmes. Ajouter quelque chose eut été affaiblir l'impression produite par ces témoignages. Grâce à eux, la nature même de la Douma cadette se dessine avec une remarquable netteté.

Ou bien la lutte, et alors ce ne sera pas la Douma qui luttera, mais le peuple révolutionnaire. La Douma espère récolter les fruits de la victoire. Ou bien un arrangement, mais alors dans tous les cas ce sera le peuple, c'est-à-dire le prolétariat et la paysannerie, qui sera trompé. Sur les conditions de l'arrangement les gens sérieux au vrai sens du mot ne disent rien avant le moment venu, et seuls les « radicaux » fougueux vendent quelquefois la mèche : par exemple, lorsqu'ils proposent que le gouvernement de fonctionnaires soit remplacé par celui de ce « bourgeois honnête » qu'est Chipov, pour permettre aux deux parties de s'entendre sans se faire du tort... Alors on serait très, très près de la réalisation de l'idéal cadet : à la première place la monarchie ; à la deuxième place la Chambre haute des propriétaires fonciers et des fabricants, avec un gouvernement Chipov correspondant à l'orientation de cette chambre ; à la troisième place la Douma « du peuple ».

Il va de soi que cette alternative, comme toutes les hypothèses relatives à l'avenir social et politique, ne fait qu'indiquer les lignes principales et fondamentales de l'évolution. Dans la vie pratique, on observe souvent des solu-

tions mitigées, les lignes se chevauchent, la lutte alterne avec les arrangements, les arrangements sont complétés par la lutte. C'est ainsi, précisément ainsi, que M. Milioukov, dans la *Retch* du vendredi 24 mars, raisonne à propos des perspectives de la victoire déjà visible des cadets : c'est à tort, dit-il, qu'on nous considère comme des révolutionnaires et qu'on nous traite comme tels. Tout dépend des circonstances, messieurs, enseigne notre « charmant dialecticien », Chipov lui-même n'était-il pas un révolutionnaire avant le 17 octobre ? Vous voulez conclure avec nous un arrangement dans les règles, équitable, acceptez alors la réforme mais pas la révolution. Vous ne le voulez pas, alors il faudra sans doute exercer sur vous une certaine pression d'en bas, vous faire goûter un peu à la révolution, vous effrayer, vous affaiblir par quelque coup porté par le peuple révolutionnaire, vous deviendrez alors un peu plus accommodants, et qui sait, l'arrangement sera peut-être plus avantageux pour nous.

Donc, les données du problème sont les suivantes. Le pouvoir est détenu par un gouvernement auquel, notoirement, la large masse de la bourgeoisie ne fait pas confiance et que haïssent les ouvriers et les paysans conscients. Le gouvernement dispose d'instruments de force considérables. Son seul point faible : l'argent. Et encore, on ne sait pas : peut-être réussira-t-il à obtenir un emprunt avant la réunion de la Douma. Au gouvernement s'oppose , selon notre hypothèse, la Douma cadette. Que veut-elle ? Son prix « surfait » est connu : c'est le programme cadet, la monarchie et la Chambre haute avec une Chambre basse démocratique. Son prix fixe ? On ne le connaît pas. Quelque chose dans le genre d'un gouvernement Chipov, peut-être... Celui-ci est contre le suffrage direct, c'est vrai, mais comme qui dirait c'est tout de même un honnête homme... on pourrait s'entendre, sans doute. Ses moyens de lutte : refuser de donner de l'argent. Moyen peu sûr, car, premièrement, l'argent viendra peut-être sans la Douma, et deuxièmement, selon la loi, les droits de la Douma quant au contrôle financier sont des plus dérisoires. Autre moyen : « qu'ils tirent » ; rappelez-vous comment Katkov présentait l'attitude des libéraux à l'égard du gouvernement : recule, sinon c'est « eux » qui tireront[107]. Mais au temps de Katkov, « eux »

n'étaient qu'une poignée de héros, qui ne pouvaient rien faire d'autre que d'assassiner des individus isolés. Maintenant, « eux », c'est toute la masse du prolétariat, qui a montré en octobre sa capacité d'agir dans toute la Russie avec une remarquable unanimité et qui a montré en décembre sa capacité de lutter avec acharnement, les armes à la main. « Eux », maintenant, c'est aussi la masse paysanne, qui a montré son aptitude à la lutte révolutionnaire sous une forme sporadique, non consciente, non unanime, mais dans cette masse on voit croître le nombre des éléments conscients, qui sont capables, dans des conditions convenables, au plus petit souffle d'un vent de liberté (et il est si difficile aujourd'hui de se mettre à l'abri des courants d'air !), d'entraîner derrière eux des millions de paysans. « Eux » peuvent faire autre chose maintenant que de tuer des ministres. « Eux » peuvent balayer complètement à la fois la monarchie et toutes les allusions à une Chambre haute, toute la propriété foncière des nobles, et même l'armée permanente. « Eux » peuvent non seulement faire cela, mais « ils » le feront nécessairement, si s'affaiblit le joug de la dictature militaire, ce dernier refuge du vieux régime, dernier non pas par estimation théorique, mais sur la base de l'expérience pratique déjà acquise.

Tels sont les éléments du problème. Comment ce problème sera résolu, il est impossible de le prédire avec une exactitude absolue. Comment nous *voulons* le résoudre, nous, les social-démocrates, et comment le *résoudront* tous les ouvriers conscients et tous les paysans conscients, voilà qui ne fait pas le moindre doute : en s'efforçant d'obtenir la victoire complète de l'insurrection paysanne et la conquête d'une république effectivement démocratique. Quelle *sera*, le problème ainsi posé, la tactique des cadets, quelle *doit être* cette tactique, indépendamment de la volonté et de la conscience des individus, du fait des conditions objectives d'existence de la petite bourgeoisie dans une société capitaliste qui lutte pour sa libération ?

La tactique des cadets consistera nécessairement et inévitablement à louvoyer entre l'autocratie et la victoire du peuple révolutionnaire, sans permettre à aucun des adversaires d'écraser l'autre résolument et définitivement. Si l'autocratie écrase résolument et définitivement la révolu-

tion, les cadets deviendront impuissants, puisque leur force est une force issue de la révolution. Si le peuple révolutionnaire, c'est-à-dire le prolétariat et la paysannerie soulevée contre toute la propriété seigneuriale, écrase résolument et définitivement l'autocratie et, par conséquent, balaye la monarchie et tous ses appendices, les cadets deviendront également impuissants, car tout ce qui est viable se détachera immédiatement d'eux pour rejoindre la révolution ou la contre-révolution, et il ne restera au parti qu'une paire de Kisevetter, qui soupireront après la « dictature » et qui chercheront dans les dictionnaires latins la signification des mots adéquats. En bref, la tactique des cadets peut s'exprimer ainsi : *faire assurer le soutien du parti cadet par le peuple révolutionnaire.* Le mot « soutien » doit exprimer précisément les actions du peuple révolutionnaire qui, premièrement, soient entièrement soumises aux intérêts du parti cadet, à ses instructions, etc., et, deuxièmement, ne soient pas des actions trop résolues, trop offensives, et surtout pas trop puissantes. Le peuple révolutionnaire ne doit pas avoir l'initiative, et d'une, et il ne doit pas vaincre définitivement, il ne doit pas mettre son ennemi en déroute, et de deux. Cette tactique sera inévitablement mise en pratique, dans son ensemble, par tout le parti cadet et par n'importe quelle Douma cadette, et en même temps, bien entendu, cette tactique sera fondée, défendue, justifiée par tout le riche bagage idéologique des recherches « scientifiques » *, des nébulosités « philosophiques », des platitudes politiques (ou politicaillantes), des glapissements « critico-littéraires » (*à la* ** Berdiaïev), etc., etc.

Au contraire, la social-démocratie révolutionnaire ne peut à l'heure actuelle définir sa tactique par cette thèse : soutien du parti cadet et de la Douma cadette. Une telle tactique ne serait pas juste et ne serait bonne à rien.

On nous objecte évidemment : comment ? Vous niez ce qui est reconnu à la fois par votre programme et par toute la social-démocratie internationale ? Vous niez le soutien par le prolétariat social-démocrate de la bourgeoisie démocratique révolutionnaire et oppositionnelle ? Mais c'est de

* Du genre des recherches de M. Kisevetter qui a découvert que la dictature signifie en latin sécurité renforcée.

** En français dans le texte. (*N.R.*)

l'anarchisme, de l'utopie, de l'esprit de révolte, du révolutionnarisme insensé.

Permettez, messieurs. Permettez-nous tout d'abord de vous rappeler que nous n'avons pas affaire à la question générale, abstraite, du soutien de la démocratie bourgeoise en général, mais à la question concrète du soutien du parti cadet et de la Douma cadette précisément. Nous ne nions pas la thèse générale, mais nous exigeons une analyse particulière des conditions d'application concrète de ces principes généraux. Il n'y a pas de vérité abstraite, la vérité est toujours concrète. C'est ce qu'oublie par exemple Plékhanov lorsqu'il met en avant (et pas pour la première fois) et souligne tout particulièrement la tactique suivante : « La réaction s'efforce de nous isoler. Nous devons nous efforcer d'isoler la réaction. » C'est une thèse juste, mais elle est si générale qu'elle en devient ridicule : elle s'applique aussi bien à la Russie de 1870 qu'à la Russie de 1906, et à la Russie en général, et à l'Afrique, et à l'Amérique , et à la Chine et à l'Inde. Cette thèse ne dit rien et ne donne rien, car tout le problème consiste à déterminer ce qu'est la réaction, et avec qui précisément et comment il faut s'unir (ou si l'on ne s'unit pas, avec qui et comment il faut accorder nos actions), pour isoler la réaction. Plékhanov a peur de donner des indications concrètes, et en fait, dans la pratique sa tactique se ramène, comme nous l'avons déjà démontré, à des cartels électoraux entre les social-démocrates et les cadets, au soutien des cadets par la social-démocratie.

Les cadets sont contre la réaction ? Je prends le numéro 18 de la *Molva* du 22 mars que j'ai déjà cité. Les cadets veulent chasser le gouvernement. C'est excellent, c'est contre la réaction. Les cadets veulent s'entendre avec le gouvernement autocratique sur un ministère Chipov *. C'est mauvais.

---

* On me dira peut-être : c'est un mensonge. C'est simplement l'indiscrète *Molva* qui a lâché une sottise. J'en demande pardon, mais d'après moi, c'est la vérité. L'indiscrète *Molva* a lâché une vérité, bien entendu une vérité approximative, pas littéralement exacte. Qui tranchera notre débat ? Une référence à des déclarations cadettes ? Mais en politique je ne crois pas aux paroles. Les actes des cadets ? Oui, je crois à ce critère. Et celui qui examinera toute la conduite politique des cadets dans son ensemble devra reconnaître que ce que dit la *Molva* est au fond la vérité.

C'est l'une des pires formes de réaction. Vous le voyez, messieurs : avec une thèse abstraite, avec une phrase toute nue sur la réaction, vous n'arrivez pas à faire un seul pas en avant.

Les cadets représentent la démocratie bourgeoise ? C'est juste. Mais la masse paysanne qui veut obtenir la confiscation de toutes les terres des propriétaires fonciers, c'est-à-dire ce que ne veulent pas les cadets, représente aussi la démocratie bourgeoise. Et les formes et le contenu de l'activité politique de l'une et de l'autre de ces fractions de la démocratie bourgeoise sont différents. Laquelle d'entre elles est-il pour nous le plus important de soutenir actuellement ? Pouvons-nous, *généralement parlant*, à une époque de révolution démocratique, soutenir la première ? Ne serace pas là trahir la seconde ? Ou, peut-être, irez-vous nier que les cadets, qui sont prêts à s'entendre en politique sur Chipov, sont capables de s'entendre dans la question agraire sur Kaufmann ? Vous le voyez messieurs : avec une thèse abstraite, avec une phrase toute nue sur la démocratie bourgeoise, vous n'arrivez pas à faire un seul pas en avant.

— Mais les cadets sont un parti parlementaire uni, puissant, viable !

Ce n'est pas vrai. Les cadets ne sont un parti ni uni, ni puissant, ni viable, ni parlementaire. Ils ne sont pas unis, car beaucoup de gens qui sont capables de lutter jusqu'au bout, et pas seulement de conclure des compromis, ont voté pour eux. Ils ne sont pas unis, car leur base sociale présente des contradictions internes : elle va de la petite bourgeoisie démocratique jusqu'aux propriétaires fonciers contre-révolutionnaires. Ils ne sont pas puissants, car en tant que parti, ils ne veulent pas et ne peuvent pas participer à cette guerre civile ouverte et aiguë qui s'est allumée en Russie à la fin de 1905 et qui a toutes les chances d'exploser avec une nouvelle force dans un proche avenir. Ils ne sont pas viables, car même dans le cas où leur idéal se réaliserait, la force principale dans la société qui serait créée conformément à cet idéal serait non pas eux, mais les bourgeois « sérieux » comme Chipov et Goutchkov. Ils ne sont pas un parti parlementaire, car nous n'avons pas de parlement. Nous n'avons pas de constitution, nous n'avons qu'une

autocratie constitutionnelle, que des illusions constitutionnelles, particulièrement nuisibles à une époque de guerre civile aiguë et répandues avec un zèle particulier par les cadets.

Et ici, nous en sommes arrivés au point central de la question. La phase actuelle de la révolution russe a ceci de particulier que les conditions objectives poussent à l'avant-scène une lutte décisive extraparlementaire, pour le parlementarisme, et c'est pourquoi il n'y a rien de plus nuisible et de plus dangereux à un tel moment que les illusions constitutionnelles et le jeu au parlementarisme. A un tel moment les partis d'opposition « parlementaire » peuvent être plus dangereux et plus nuisibles que les partis ouvertement et totalement réactionnaires : cette thèse ne peut apparaître comme paradoxale qu'à ceux qui sont tout à fait incapables d'une pensée dialectique. En effet, si dans les plus larges masses du peuple la revendication du parlementarisme est pleinement parvenue à maturité, si cette revendication s'appuie également sur toute l'évolution séculaire, économique et sociale du pays, si le développement politique nous a amenés à deux pas de la réalisation de cette revendication, que peut-il y avoir de plus nuisible et de plus dangereux qu'un simulacre de réalisation ? L'antiparlementarisme non dissimulé n'est pas dangereux. Il est condamné à mort, il est mort. Les tentatives faites pour le ressusciter ne font qu'exercer la meilleure des influences en ce sens qu'elles aident à éveiller à la révolution les couches les plus arriérées de la population. Le seul moyen possible de sauver l'autocratie devient maintenant l'« autocratie constitutionnelle », la création et la propagation des illusions constitutionnelles. C'est là la seule politique valable, la seule politique intelligente pour l'autocratie.

Et j'affirme qu'à l'heure actuelle, les cadets collaborent plus à cette politique intelligente de l'autocratie que les *Moskovskié Viédomosti*. Prenez, par exemple, la discussion entre ce journal et la presse libérale sur la question de savoir s'il existe en Russie une monarchie constitutionnelle. Non, disent les *Moskovskié Viédomosti*. Oui, répondent en chœur les journaux cadets. Dans cette discussion, ce sont les *Moskovskié Viédomosti* qui sont progressistes, et les journaux cadets réactionnaires, car les *Moskovskié Viédomosti* disent

la vérité, dévoilent les illusions, *aussprechen was ist* *, tandis que les cadets disent un mensonge — un mensonge bien intentionné, bienveillant, d'une sincère bonne volonté, un beau mensonge bien tourné, scientifiquement léché, fardé à la Kisevetter, de bonne compagnie — mais tout de même un mensonge. Et il n'y a rien de plus dangereux, il n'y a rien de plus nuisible à la phase actuelle de la lutte dans les conditions objectives de ce moment, qu'un semblable mensonge.

Une petite digression. J'ai eu l'occasion il y a peu de temps de faire un exposé politique dans l'appartement d'un cadet très cultivé et extrêmement aimable. Il y a eu discussion. Imaginez, nous disait notre hôte, qu'il y ait devant nous une bête féroce, un lion, et que nous soyons deux esclaves condamnés à être dévorés. Est-il opportun que nous nous disputions ? Ne sommes-nous pas tenus de nous unir pour lutter contre l'ennemi commun, « d'isoler la réaction », selon l'excellente expression du plus sage et du plus clairvoyant des social-démocrates, G. V. Plékhanov ? — L'exemple est bon et je l'accepte, répondis-je. — Mais comment faire, si l'un des esclaves conseille de se munir d'une arme et d'attaquer le lion, et si l'autre, juste au moment du combat, considérant le pendentif accroché au cou du lion avec l'inscription « constitution », s'écrie : « Je suis contre la violence de droite et de gauche », « je suis membre d'un parti parlementaire, et je me tiens sur le terrain constitutionnel ». Ne pourrait-il se produire que le lionceau, en vendant la mèche sur les véritables buts du lion, soit dans ces conditions un meilleur éducateur des masses et fasse plus pour développer leur conscience politique et leur conscience de classe que l'esclave qui, condamné à être déchiqueté par le lion, propage la confiance dans le pendentif que le fauve porte au cou ?

L'essentiel c'est qu'avec les raisonnements courants sur le soutien accordé à la démocratie bourgeoise par la social-démocratie, les thèses générales abstraites font trop souvent oublier les particularités de l'instant concret où mûrit une lutte décisive pour le parlementarisme et où l'une des armes de la lutte contre le parlementarisme employée par le gou-

* Expriment ce qui est. (*N.R.*)

vernement autocratique est précisément le jeu au parlementarisme. Dans de telles conditions, à un moment où la bataille extraparlementaire finale est encore à venir, poser comme tâche au parti ouvrier de soutenir le parti des conciliateurs parlementaires, le parti des illusions constitutionnelles, ce serait commettre une erreur fatale, sinon un crime devant le prolétariat.

Imaginons que nous avons en Russie un régime parlementaire bien établi. Cela signifierait que le parlement est déjà devenu la forme principale de domination des classes et des forces dirigeantes, qu'il est devenu l'arène principale de la lutte des intérêts sociaux et politiques. Nous ne sommes pas en présence d'un mouvement révolutionnaire, au sens direct de ce terme, les conditions économiques et autres n'engendrent pas d'explosions révolutionnaires dans le moment donné, c'est-à-dire envisagé par nous. Dans de telles conditions, évidemment, aucune déclamation révolutionnaire ne serait à même de « provoquer » la révolution. Se refuser à la lutte parlementaire dans ces conditions serait absolument inadmissible de la part de la social-démocratie. Le parti ouvrier devrait se mettre de la façon la plus sérieuse au parlementarisme, participer aux élections à la « Douma », et dans la « Douma », elle-même, subordonner toute sa tactique aux conditions de la formation et du bon fonctionnement d'un parti social-démocrate parlementaire. Alors, soutenir le parti cadet au parlement contre tous les autres situés plus à droite serait pour nous une obligation absolue. Alors, il n'y aurait aucune raison de s'opposer sans réserve à des accords électoraux avec ce parti lors d'élections communes, disons aux réunions électorales de province (dans le cas où les élections seraient indirectes). Plus même. Alors ce serait pour les social-démocrates une obligation que de soutenir les partisans de Chipov au parlement contre les véritables réactionnaires à tous crins : la réaction s'efforce de nous isoler, dirions-nous alors, nous devons nous efforcer d'isoler la réaction.

Mais actuellement en Russie, il ne serait être question d'un régime parlementaire effectif, bien établi et reconnu par tous. Actuellement en Russie, la forme principale de domination des classes et des forces sociales dirigeantes n'est notoirement pas la forme parlementaire, et l'arène princi-

pale des luttes opposant les intérêts sociaux et politiques n'est notoirement pas le parlement. Dans ces conditions, le soutien du parti des conciliateurs parlementaires serait pour le parti ouvrier un suicide, et inversement, le soutien de la démocratie bourgeoise, dans la mesure où elle agit en dehors du parlement, et même si elle le fait spontanément, de manière sporadique et inconsciente (à la manière des explosions paysannes), se trouve poussé au premier plan, devient une affaire vraiment sérieuse à laquelle tout le reste doit être subordonné... En de pareilles conditions sociales et politiques, l'insurrection est une réalité, le parlementarisme est un joujou, un champ de bataille sans importance, un appât beaucoup plus qu'une concession réelle. Donc, ce n'est pas du tout que nous niions ou sous-estimions le parlementarisme et ce n'est pas par des phrases générales sur le parlementarisme que notre position sera entamée en quoi que ce soit. Il s'agit de la conjoncture concrète de la phase actuelle de la révolution démocratique, où les conciliateurs bourgeois, où les monarchistes libéraux, sans nier eux-mêmes la possibilité que Dournovo dissolve tout simplement la Douma ou que la loi ramène définitivement cette Douma à zéro, déclarent néanmoins que le parlementarisme est une chose sérieuse et l'insurrection une utopie, de l'anarchisme, de l'esprit de révolte, du révolutionnarisme impuissant, etc., comme l'affirment tous ces Kisevetter, Milioukov, Strouvé, Izgoïev et autres héros de la petite bourgeoisie.

Imaginez que le Parti social-démocrate ait pris part aux élections à la Douma. Un certain nombre de grands-électeurs social-démocrates sont passés. Pour ne pas laisser la victoire aux Cent-Noirs, il faut bien (puisqu'on s'est fourré dans cette absurde comédie des élections) soutenir les cadets. Le Parti social-démocrate conclut donc un accord électoral avec les cadets. Grâce à leur aide un certain nombre de social-démocrates entrent à la Douma. La question qui se pose est celle-ci : le jeu en valait-il la chandelle ? Y avons-nous gagné ou y avons-nous perdu ? Premièrement, nous ne pourrions pas informer largement les masses du point de vue social-démocrate sur les conditions et le caractère de nos accords électoraux avec les cadets. Leurs journaux, par centaines de milliers et par millions d'exemplaires, colporteraient les mensonges bourgeois et les falsifications bour-

geoises quant aux tâches de classe du prolétariat. Nos tracts, nos mises au point dans des déclarations isolées, seraient une goutte d'eau dans la mer. Nous apparaîtrions *en fait* comme un appendice muet des cadets. Deuxièmement, en contractant cette alliance, nous prendrions sans aucun doute devant le prolétariat, tacitement ou de façon ouverte et formelle, peu importe, une certaine responsabilité pour les cadets, comme s'ils étaient meilleurs que tous les autres, comme si leur Douma cadette apporterait une aide au peuple, la responsabilité de toute leur politique cadette. Saurions-nous, par des « *déclarations* » ultérieures, nous dégager de cette responsabilité quant à telle ou telle action des cadets ? La question demeure, d'autant plus que les déclarations resteraient des déclarations, alors que le *fait* de l'accord électoral existerait déjà. Or, avons-nous vraiment des raisons, même dans une certaine mesure, même indirectement, de nous porter garant pour les cadets devant le prolétariat et devant la masse paysanne ? Les cadets ne nous ont-ils pas donné des milliers de preuves de leur parenté avec ces professeurs cadets allemands, avec ces « phraseurs de Francfort », qui ont su transformer non pas une Douma, mais même une Assemblée nationale constituante, d'instrument de développement de la révolution en instrument d'affaiblissement de la révolution, d'étranglement (moral) de la révolution ? Soutenir le parti cadet serait une erreur de la part de la social-démocratie et notre Parti a très bien fait de boycotter les élections à la Douma.

Maintenant non plus, soutenir le parti cadet ne peut être la tâche de la social-démocratie. Nous ne pouvons pas soutenir la Douma cadette. En temps de guerre, les conciliateurs et les transfuges peuvent être plus dangereux que l'ennemi lui-même. Chipov, lui, au moins, ne s'intitule pas « démocrate », et le « moujik » qui désire la « liberté du peuple » ne le suit pas. Et si le parti de la « liberté du peuple », après avoir conclu tel ou tel accord pour le soutien réciproque des cadets et des social-démocrates, concluait ensuite une transaction avec l'autocratie sur le remplacement de l'Assemblée constituante par un ministère du même Chipov, ou s'il réduisait son « activité » à des discours sonores et à des résolutions emphatiques, nous nous trouverions dans la situation la plus fausse.

Donner pour tâche au parti ouvrier à l'heure actuelle de soutenir les cadets, ce serait exactement comme si l'on donnait pour tâche à la vapeur non pas de faire avancer le bateau mais d'aider à faire marcher le sifflet. Qu'il y ait de la vapeur dans les chaudières et les sifflets siffleront. Qu'il y ait de la force dans la révolution et les cadets siffleront. On peut contrefaire les sifflets, et dans l'histoire de la lutte *pour* le parlementarisme, les bourgeois qui ont trahi la liberté du peuple ont plus d'une fois imité les sifflets et conduit par le bout du nez les gens à l'âme simple qui faisaient confiance à n'importe quelle « première assemblée représentative ».

Notre tâche n'est pas de soutenir la Douma cadette, mais de tirer parti des conflits internes de cette Douma et relatifs à cette Douma afin de choisir le meilleur moment pour attaquer l'ennemi, pour s'insurger contre l'autocratie. Nous devons agir en fonction de la croissance de la crise politique à l'intérieur de la Douma et autour de la Douma. Pour l'évaluation de l'état d'esprit de la société, pour une détermination plus juste et plus exacte du « point d'ébullition », toute cette campagne autour de la Douma doit avoir pour nous une importance énorme, mais une importance en tant que symptôme, et non en tant que champ de bataille réel. Ce n'est pas la Douma cadette que nous soutiendrons, ce n'est pas avec le parti cadet que nous compterons, mais avec les éléments de la petite bourgeoisie des villes, et surtout de la paysannerie qui, ayant donné leurs voix aux cadets, vont inévitablement commencer à perdre leurs illusions sur leur compte et à passer au mode combatif, et cela d'autant plus vite que la victoire des cadets à la Douma sera plus décisive. Notre tâche est d'utiliser, dans l'intérêt de l'organisation des ouvriers, dans l'intérêt de la dénonciation des illusions constitutionnelles, dans l'intérêt de la préparation de l'offensive armée, tout le sursis que nous donne la Douma d'opposition (et ce sursis est très avantageux pour nous, car le prolétariat doit s'occuper soigneusement à rassembler ses forces). Notre tâche est d'être à notre poste lorsque la comédie de la Douma éclatera en une nouvelle grande crise politique, et le but que nous nous donnerons alors ne sera pas de soutenir les cadets (dans le meilleur des cas, ils ne seront alors qu'un faible porte-voix du peuple

révolutionnaire), mais de renverser le gouvernement autocratique et d'établir le pouvoir du peuple révolutionnaire. Si le prolétariat et la paysannerie sont vainqueurs, dans l'insurrection, la Douma cadette, en quelques minutes, signera des deux mains un papier proclamant qu'elle adhère au manifeste du gouvernement révolutionnaire convoquant une Assemblée nationale constituante. Si l'insurrection est écrasée, le vainqueur, épuisé par la lutte, sera peut-être obligé de partager une bonne moitié du pouvoir avec la Douma cadette, qui s'assiéra autour du gâteau et adoptera une résolution déplorant la « folie » de l'insurrection armée au moment où l'organisation d'un régime effectivement constitutionnel était, n'est-ce pas, si probable, si proche... Pourvu qu'il y ait des cadavres, ce ne sont pas les vers qui manqueront.

## V

## UN ÉCHANTILLON DE LA PRÉSOMPTION DES CADETS

Pour apprécier la victoire des cadets et les tâches du parti ouvrier dans le moment présent, l'analyse de la période précédente de la révolution russe dans sa corrélation avec la période actuelle présente une importance considérable. Les projets de résolutions tactiques de la majorité (bolcheviks) et de la minorité (mencheviks), qui ont été publiés, définissent deux lignes, deux directions de pensée, liées à des manières différentes d'envisager cette appréciation. Tout en renvoyant le lecteur à ces résolutions, nous avons l'intention de nous arrêter ici sur un article paru dans le journal cadet *Nacha Jizn*. Cet article écrit à propos de la première résolution menchevique, fournit une documentation extrêmement abondante permettant de vérifier, de compléter et d'éclairer ce que nous avons dit ci-dessus sur la Douma cadette. C'est pourquoi nous reproduisons cet article en entier (R. Blank, « Les questions brûlantes de la social-démocratie russe », *Nacha Jizn*, 1906, numéro 401 du 23 mars) :

« La résolution de la fraction « menchevique » du Parti ouvrier social-démocrate de Russie sur la tactique du Parti, publiée ces jours-ci, constitue un document fort précieux. Elle témoigne que les dures leçons de la première phase de la révolution russe ne sont pas passées sans laisser de traces pour la fraction de la social-démocratie russe la *plus sensible* aux exigences de la réalité et la plus pénétrée des principes

du socialisme scientifique. *La nouvelle tactique* formulée dans cette résolution *a pour but de diriger* le mouvement social-démocrate russe sur *la voie que suit toute la social-démocratie internationale*, avec à sa tête le grand Parti social-démocrate d'Allemagne. J'ai dit « *la nouvelle tactique* », ce n'est pas tout à fait exact parce que, sous bien des rapports, cette tactique constitue un retour aux anciens principes posés dès l'époque de la création de la social-démocratie russe par ses fondateurs et développés par la suite à de nombreuses reprises par ses théoriciens et ses publicistes, et reconnus par presque tous les social-démocrates russes avant le début de la révolution en Russie. Mais ils étaient tombés dans l'oubli. Le tourbillon révolutionnaire a soulevé toute notre social-démocratie comme une plume légère et l'a emportée à une allure vertigineuse ; en un instant ont disparu tous les principes et toutes les idées social-démocrates et marxistes, élaborés avec tant de soin et de dévouement durant un quart de siècle, comme si tout cela n'avait été qu'une légère poussière déposée en une fine couche à la surface des choses ; les fondements mêmes de la conception du monde social-démocrate ont été ébranlés jusqu'à la base et même, semble-t-il, arrachés avec leurs racines.

Mais le tourbillon a tourné sur place, s'est apaisé à ce même endroit, et la social-démocratie est revenue à son point de départ. On pourra juger de la force de ce tourbillon par le fait qu'il a même réussi à entraîner Parvus, comme celui-ci le reconnaît lui-même ; qui connaît Parvus et sait comme il est difficile de le faire bouger comprendra ce que cela signifie... « Le courant révolutionnaire nous a irrésistiblement projetés en avant », écrit Parvus dans sa brochure bien connue. « Nous n'étions rien de plus que des cordes de harpe sur lesquelles jouait l'ouragan de la révolution », remarque-t-il à un autre endroit de la même brochure ; cela est aussi absolument vrai et cela explique entièrement pourquoi la musique social-démocrate à cette époque rappelait si peu les compositions symphoniques de Beethoven, de Bach ou de Marx. Toutes les théories, tous les principes, et jusqu'à la pensée même et à la simple raison, reculent à l'arrière-plan et disparaissent presque dans les coulisses lorsque la force des éléments se déchaîne dans toute sa puissance.

Mais maintenant, c'est à nouveau le tour de la pensée et de la raison, et l'on peut *revenir* à une activité consciente, méthodique, systématique. La première chose à faire ici, évidemment, doit être de prendre des mesures préventives afin d'éviter que ne se répète ce qui s'est produit lors de la première phase de la révolution russe, lors de son « Sturm- und Drang-Zeit » *, c'est-à-dire contre les actions destructrices des courants et ouragans révolutionnaires. Pour cela, le seul moyen efficace ne peut être que l'élargissement et le renforcement de l'organisation ; c'est pourquoi il est parfaitement naturel que la fraction « menchevique » mette cette tâche au premier plan et lui donne une large formulation, incluant dans son programme les organisations économiques et reconnaissant la nécessité d'utiliser toutes les possibilités légales. La résolution est exempte de mépris romantique pour la « légalité » et de dédain aristocratique pour l'« économie ».

* Période de tempête et d'assaut. (*N.R.*)

C'est avec un égal bon sens que la résolution aborde la question des relations réciproques entre la démocratie ouvrière et la démocratie bourgeoise, reconnaissant entièrement la nécessité d'un soutien mutuel et le danger qu'il y aurait pour le prolétariat à agir isolément dans la lutte décisive contre la réaction armée. L'attitude observée par la résolution sur la question de l'insurrection armée mérite une attention particulière ; elle reconnaît qu'il est nécessaire « d'éviter le genre d'actions susceptibles d'entraîner le prolétariat dans des conflits armés avec le gouvernement, dans des conditions telles que le prolétariat serait condamné à rester isolé dans cette lutte ».

C'est seulement de cette façon que nous pouvons éviter la répétition des journées de juin 1848 à Paris et rendre possible, sinon une coalition, du moins une coordination de la lutte menée par la démocratie ouvrière et la démocratie bourgeoise, sans laquelle le succès du mouvement est impossible. La démocratie bourgeoise, qui a, selon le témoignage de Karl Marx, « la plus haute importance dans toute révolution progressiste », a une importance non moindre dans la révolution russe. Si le Parti ouvrier social-démocrate de Russie ne peut pas, ou ne veut pas, faire d'elle son alliée déclarée, il ne doit pas, en tout cas, la pousser dans le camp opposé, dans la réaction, dans la contre-révolution. Cela, la social-démocratie révolutionnaire ne doit pas, n'a pas le droit de le faire, elle a le *devoir* de l'éviter par tous les moyens, au nom de la cause de la libération et au nom de la social-démocratie elle-même. Et si, dans le moment présent, la démocratie bourgeoise est contre l'insurrection armée, il ne peut plus et il ne doit plus en être question. Il est indispensable d'en tenir compte, même si en l'occurrence, la bourgeoisie obéit uniquement à sa propre mollesse, à sa faiblesse et à sa pusillanimité ; ces faits doivent également être pris en considération ; mais le guide de la social-démocratie révolutionnaire allemande n'a-t-il pas dit lui-même :

« *In der Gewalt sind sie uns stets über !* » — « Pour la force brutale, ils (c'est-à-dire les réactionnaires) nous surpassent toujours ! »

Le mot « toujours » n'est peut-être pas juste, mais en tout cas, en ce qui concerne « maintenant », on peut être d'accord avec Liebknecht et la social-démocratie allemande qui pense comme lui, sans être pusillanime ni même seulement « mou »... La résolution des « menchéviks » se place évidemment sur ce point de vue, ou tout au moins elle en est très proche ; de la même façon, elle est sous les autres rapports pénétrée de cet esprit de réalisme politique qui constitue le trait distinctif de la social-démocratie allemande et auquel cette dernière doit ses succès sans précédent.

L'ensemble du Parti social-démocrate de Russie adhérera-t-il à la résolution des « menchéviks » ? De cela dépendent beaucoup de choses dans notre mouvement révolutionnaire, et plus encore dans notre mouvement social-démocrate, peut-être tout le destin de ce mouvement pour de nombreuses années. La social-démocratie de Russie, exactement comme ce fut le cas dans les autres pays, ne pourra prendre racine et se consolider que lorsqu'elle aura pénétré au fond de la masse démocratique. Si par contre elle se borne à cultiver la couche supérieure de la démocratie, fût-elle la plus fertile, un nouvel ouragan pourra aisément l'arracher avec ses racines du sol russe, comme cela est arrivé

à la social-démocratie française en 1848, ou au mouvement social-démocrate anglais des années quarante, connu sous le nom de « mouvement chartiste ».

Tel est l'article de Monsieur Blank. Ces jugements parfaitement typiques de « cadet », connus dans chacun de leurs points de départ par tous ceux qui ont lu attentivement l'*Osvobojdénié* de M. Strouvé et, plus tard, la presse cadette légale, sont combinés ici de telle sorte que l'appréciation de la tactique politique actuelle est fondée sur l'appréciation de la phase passée de la révolution russe. C'est sur cette *appréciation du passé*, sur sa justesse ou sa fausseté, que nous nous arrêterons tout d'abord.

Monsieur Blank compare deux phases de la révolution russe : la première va, à peu près, d'octobre à décembre 1905. C'est la période du tourbillon révolutionnaire. La seconde, c'est la période actuelle que nous sommes évidemment en droit d'appeler la période des victoires cadettes aux élections à la Douma ou, peut-être, en se risquant à anticiper un peu, la période de la Douma cadette.

A propos de cette dernière période, Monsieur Blank écrit que le tour de la pensée et de la raison est revenu et que l'on peut reprendre une activité consciente, méthodique, systématique. Quant à la première phase, Monsieur Blank la définit au contraire comme une période de divergence entre la théorie et la pratique. Tous les principes et toutes les idées social-démocrates ont disparu, la tactique préconisée depuis toujours par les fondateurs de la social-démocratie russe est tombée dans l'oubli, et les fondements mêmes de la conception du monde social-démocrate ont été arrachés avec leur racine.

Cette affirmation fondamentale de Monsieur Blank ne concerne que les faits. Toute la théorie du marxisme aurait donc divergé d'avec la « pratique » de la période du tourbillon révolutionnaire.

En est-il ainsi ? Quel est le « fondement » premier et essentiel de la théorie marxiste ? C'est celui-ci : la seule classe révolutionnaire jusqu'au bout de la société actuelle, et par conséquent la seule classe progressiste dans toute révolution, c'est le prolétariat. Le tourbillon révolutionnaire, se demandera-t-on, n'a-t-il pas arraché avec sa racine ce « fondement » de la conception du monde social-démocrate ? Au contraire,

le tourbillon l'a confirmé de la façon la plus éclatante. C'est précisément le prolétariat qui fut le principal et, au début, presque le seul *combattant* de cette période. C'est peut-être la première fois dans l'histoire du monde qu'une révolution bourgeoise a été marquée par l'utilisation la plus étendue, encore jamais vue dans des pays capitalistes même plus développés, d'une arme de lutte purement prolétarienne: la grève politique de masse. Le prolétariat est entré dans la lutte, et dans une lutte directement révolutionnaire, à un moment où messieurs Strouvé et Blank appelaient à entrer à la Douma de Boulyguine et où les professeurs cadets appelaient les étudiants à poursuivre leurs études. Le prolétariat, par son arme de lutte prolétarienne, a conquis pour la Russie toute cette « constitution », s'il est permis de s'exprimer ainsi, que l'on n'a fait depuis que corrompre, rogner et tronquer. En octobre 1905, le prolétariat a appliqué la méthode tactique de lutte dont avait parlé *six mois auparavant* la résolution *bolchevique* du 3e Congrès du P.O.S.D.R., qui accordait une grande importance à l'union de la grève politique de masse et de l'insurrection ; et c'est précisément cette union qui caractérise *toute* la période du « tourbillon révolutionnaire », tout le dernier trimestre de l'année 1905. De la sorte, notre idéologie de la petite-bourgeoisie a déformé la réalité de la façon la plus impudente et la plus criante. Il n'a pas indiqué un seul *fait* témoignant de la divergence entre la théorie marxiste et l'expérience pratique du « tourbillon révolutionnaire » ; il a essayé de masquer le caractère fondamental de ce tourbillon, qui fournissait la confirmation la plus éclatante de « tous les principes et toutes les idées social-démocrates », de « tous les fondements de la conception du monde social-démocrate ».

## DIGRESSION

### CONVERSATION À LA PORTÉE DE TOUS AVEC LES PUBLICISTES CADETS ET LES DOCTES PROFESSEURS

Quelle est, cependant, la cause réelle qui a poussé M. Blank à en venir à cette opinion monstrueusement fausse selon laquelle, dans la période du « tourbillon », tous les principes et toutes les idées marxistes ont disparu ? L'analyse de ce fait est très intéressante ; elle nous dévoile pour la

mille et unième fois la véritable nature de la position petite-bourgeoise en politique.

En quoi consiste la différence essentielle entre la période du « tourbillon révolutionnaire » et la période actuelle, « cadette », du point de vue des différents procédés d'action politique ? du point de vue des différentes méthodes d'activité créatrice historique du peuple ? Avant tout et principalement, c'est que dans la période du « tourbillon » furent appliquées certaines méthodes d'activité créatrice particulière, étrangère aux autres périodes de la vie politique. Voici les plus importantes de ces méthodes : 1) « *conquête* » *par le peuple de la liberté politique* : mise en œuvre de cette liberté en dehors de tous droits et de toutes lois et sans aucune restriction (liberté de réunion au moins dans les universités, liberté de la presse, d'association, de rassemblement, etc.); 2) création de nouveaux organes *du pouvoir révolutionnaire* : Soviets d'ouvriers, de soldats, de cheminots, de paysans, nouvelles autorités à la ville et à la campagne, etc., etc. Ces organes ont été créés exclusivement par les couches *révolutionnaires* de la population, ils ont été créés en dehors de toute loi et de toute règle par voie entièrement révolutionnaire, comme produit d'une activité créatrice populaire originale, comme manifestation de l'initiative du peuple qui s'est affranchi ou qui s'affranchit des vieilles entraves policières. Ce furent, enfin, précisément des organes du *pouvoir*, malgré tout leur caractère embryonnaire, spontané, leur manque de forme et leur nature floue, tant dans leur composition que dans leur fonctionnement. Ils fonctionnaient en tant que pouvoir, s'emparant par exemple des imprimeries (Pétersbourg), arrêtant les officiers de police qui empêchaient le peuple révolutionnaire de mettre ses droits en pratique (il y en eut aussi des exemples à Pétersbourg, où l'organe correspondant du nouveau pouvoir était le plus faible, et le vieux pouvoir le plus fort). Ils agissaient au titre de pouvoir lorsqu'ils s'adressaient à tout le peuple pour l'appeler à ne pas donner d'argent au vieux gouvernement. Ils confisquaient l'argent de l'ancien gouvernement (comités de grève de chemins de fer dans le Midi) et ils s'en servaient pour les besoins du nouveau gouvernement, du gouvernement populaire ; oui, c'étaient bien là, incontestablement, les embryons d'un gouvernement nouveau, popu-

laire, ou si vous voulez, d'un gouvernement révolutionnaire. Par son caractère social et politique, c'était là en germe une dictature des éléments révolutionnaires du peuple ; cela vous étonne, Messieurs Blank et Kisevetter ? Vous ne voyez pas là de « sécurité renforcée », selon la définition que le bourgeois donne de la dictature ? Nous vous avons déjà dit que vous n'avez aucune idée de la notion scientifique de dictature. Nous allons vous l'expliquer tout de suite, mais nous indiquerons d'abord la *troisième* « méthode » d'action de la période du « tourbillon révolutionnaire » : *emploi de la violence par le peuple à l'égard des oppresseurs du peuple.*

Les organes du pouvoir que nous vous avons décrits étaient une dictature à l'état de germe, car ce pouvoir ne reconnaissait *aucun* autre pouvoir, aucune loi, *aucune* norme, d'où qu'ils viennent. Un pouvoir illimité en dehors de la loi, s'appuyant sur la force au sens le plus direct du mot, c'est cela la dictature. Mais la force sur laquelle s'appuyait et tendait à s'appuyer ce nouveau pouvoir n'était pas la force des baïonnettes saisies par une poignée de militaires, ce n'était pas la force du « commissariat de police », ce n'était pas la force de l'argent, ce n'était pas la force d'anciennes institutions établies quelles qu'elles fussent. Rien de semblable. Les nouveaux organes du nouveau pouvoir n'avaient ni armes, ni argent, ni anciennes institutions. Leur force — pouvez-vous l'imaginer, Messieurs Blank et Kisevetter ? — n'avait rien de commun avec les vieux instruments de la force, rien de commun avec la « sécurité renforcée », sinon avec celle du peuple à l'égard de l'oppression exercée par les organes policiers et autres de l'ancien pouvoir.

Sur quoi donc s'appuyait cette force ? Elle s'appuyait sur la masse du peuple. Voilà la différence *fondamentale* entre ce nouveau pouvoir et tous les organes précédents de l'ancien pouvoir. Ceux-ci étaient les organes du pouvoir de la minorité sur le peuple, sur la masse des ouvriers et des paysans. Ceux-là étaient les organes du pouvoir du peuple, des ouvriers et des paysans, sur la minorité, sur une poignée d'oppresseurs policiers, sur un groupuscule de nobles et de fonctionnaires privilégiés. Telle est la différence entre la dictature exercée *contre* le peuple et la dictature du *peuple* révolutionnaire, souvenez-vous-en bien, Messieurs Blank et Kisevetter. L'ancien pouvoir qu'était la dictature

de la minorité ne pouvait exclusivement se maintenir qu'à l'aide d'expédients policiers, qu'en éloignant, qu'en écartant la masse populaire de toute participation au pouvoir, de toute surveillance sur le pouvoir. L'ancien pouvoir se méfiait systématiquement de la masse, il avait peur de la clarté, il se maintenait par le mensonge. Le nouveau pouvoir, dictature de l'immense majorité, pouvait se maintenir et se maintenait exclusivement à l'aide de la confiance des larges masses, exclusivement en invitant de la façon la plus libre, la plus large et la plus forte toute la masse à participer au pouvoir. Rien de caché, rien de secret, aucun règlement, aucune formalité. Tu es ouvrier ? Tu veux lutter pour libérer la Russie d'une poignée d'oppresseurs policiers ? Tu es notre camarade. Elis ton député. Elis-le maintenant, immédiatement, comme bon te semble, nous l'acceptons volontiers et avec joie comme membre de plein droit de notre Soviet des députés ouvriers, de notre comité de paysans, de notre Soviet des députés de soldats, etc., etc. C'est un pouvoir qui s'offre à la vue de tous, qui fait tout sous les yeux des masses, accessible à la masse, issu directement de la masse, c'est l'organe direct, et, sans intermédiaire, de la masse populaire et de sa volonté. Tel était le nouveau pouvoir, ou plus exactement, tels étaient ses embryons, car la victoire de l'ancien pouvoir a très tôt foulé aux pieds les pousses de la jeune plante.

Peut-être demanderez-vous, M. Blank ou M. Kisevetter, ce que vient faire ici la « dictature », ce que vient faire ici la « violence » ? L'immense masse aurait-elle besoin d'exercer la violence contre une poignée, des dizaines et des centaines de millions d'hommes pourraient-ils être des dictateurs face à quelques milliers ou quelques dizaines de milliers ?

Cette question est posée habituellement par ceux qui rencontrent pour la première fois le mot dictature dans une acception nouvelle pour eux. Les gens sont habitués à ne voir que le pouvoir policier et la dictature policière. Il leur semble étrange qu'il puisse exister un pouvoir sans aucune police, qu'il puisse y avoir une dictature qui ne soit pas policière. Vous dites que des millions d'hommes n'ont pas besoin d'exercer la violence face à quelques milliers ? Vous vous trompez, et vous vous trompez parce que vous ne voyez pas le phénomène dans son développement. Vous oubliez

que le nouveau pouvoir ne tombe pas du ciel, mais qu'il pousse, qu'il naît à côté de l'ancien, contre l'ancien, dans la lutte contre lui. Sans violence à l'égard des oppresseurs qui détiennent les instruments et les organes du pouvoir, on ne peut pas délivrer le peuple des oppresseurs.

Voici à présent un simple petit exemple, Messieurs Blank et Kisevetter, afin de vous aider à assimiler cette sagesse inaccessible à la raison cadette, « vertigineuse » pour une pensée cadette. Imaginez que Avramov torture et mutile Spiridonova. Du côté de Spiridonova se trouvent, admettons, des dizaines et des centaines de gens sans armes. Du côté d'Avramov, une poignée de cosaques. Que ferait le peuple si Spiridonova n'était pas torturée dans un cachot ? Il emploierait la violence à l'égard d'Avramov et de sa suite. Il sacrifierait peut-être quelques combattants qu'Avramov fusillerait, mais il désarmerait tout de même de force Avramov et ses cosaques ; d'ailleurs, il est fort vraisemblable qu'il tuerait sur place quelques-uns de ces hommes, s'il est permis de s'exprimer ainsi, et il enfermerait les autres dans quelque prison, pour les empêcher de commettre d'autres forfaits et pour les traduire devant le tribunal du peuple.

Ainsi, vous le voyez, Messieurs Blank et Kisevetter, quand Avramov et ses cosaques torturent Spiridonova, c'est là une dictature militaire et policière exercée contre le peuple. Quand le peuple révolutionnaire (c'est-à-dire capable de lutter contre les oppresseurs, et pas seulement d'exhorter, de sermonner, de plaindre, de désapprouver, de pleurnicher et de geindre, révolutionnaire et non petit bourgeois borné) emploie la violence à l'égard d'Avramov et de ses semblables, c'est une dictature du peuple révolutionnaire. C'est une *dictature*, car c'est le pouvoir du peuple sur Avramov, un pouvoir qui n'est limité par aucune loi (le petit bourgeois, peut-être, s'opposerait-il à ce qu'on emploie la force pour arracher Spiridonova des mains d'Avramov : ce ne serait pas « légal », n'est-ce pas ? Avons-nous une « loi » qui permette de tuer Avramov ? Certains idéologues de la petite bourgeoisie n'ont-ils pas créé la théorie de la non-résistance au mal par la violence ? ) *. La notion

* Monsieur Berdiaïev ! Messieurs les rédacteurs de la *Poltarnaïa Zvezda* ou de *Svoboda i Koultoura* [108] ! voici encore pour vous un sujet de longues vociférations ... pardon, de longs articles contre

scientifique de dictature ne signifie rien d'autre qu'un pouvoir sans aucune limitation, qu'aucune loi et absolument aucune règle ne viennent restreindre, qui s'appuie directement sur la violence. La notion de dictature ne signifie *rien d'autre que cela* : souvenez-vous-en bien, Mrs les cadets. Ensuite, dans l'exemple que nous avons pris, nous voyons précisément une dictature du *peuple*, car le peuple, la masse de la population, inorganisée, rassemblée « par hasard » à un endroit donné, entre elle-même directement en scène, rend elle-même la justice, applique le pouvoir, crée un nouveau droit révolutionnaire. Enfin, c'est une dictature du peuple *révolutionnaire*. Pourquoi seulement révolutionnaire, et pourquoi pas de tout le peuple ? Parce que dans tout le peuple, qui souffre constamment et de la façon la plus atroce des exploits des Avramov, il y a des gens abrutis physiquement, terrorisés, des gens abrutis aussi moralement, par exemple par la théorie de la non-résistance au mal par la violence, ou bien simplement abrutis non par une théorie, mais par les préjugés, les coutumes, la routine, des gens indifférents à tout, ceux-là même qu'on appelle des philistins, et qui sont les plus capables de se tenir à distance des luttes aiguës, de passer outre ou même de se cacher (pourvu qu'ils n'aillent prendre un mauvais coup dans la bagarre !). Voilà pourquoi ce n'est pas tout le peuple qui réalise la dictature, mais seulement le peuple révolutionnaire, qui cependant ne craint en rien l'ensemble du peuple, qui dévoile à tout le peuple les mobiles de ses actes et tous leurs détails qui invite volontiers *tout* le peuple à participer non seulement à la « gestion » de l'Etat mais aussi au pouvoir, et à participer à l'organisation même de l'Etat.

Ainsi, l'exemple simple que nous avons pris contient *tous les éléments* de la notion scientifique de « dictature du peuple révolutionnaire », ainsi que de celle de « dictature militaire et policière ». De ce simple exemple, accessible même à un docte professeur cadet, nous pouvons passer à des phénomènes plus complexes de la vie sociale.

---

le « banditisme » des révolutionnaires. Vous vous rendez compte, ils traitent Tolstoï de petit bourgeois ! — Quelle horreur **, comme disait une dame agréable sous tous les rapports [109].

** Transcrit du français. (*N.R.*)

La révolution, au sens étroit, immédiat, du terme, est précisément la période de la vie du peuple où la colère accumulée pendant des siècles contre les exploits des Avramov s'extériorise en *actions*, et non en paroles, et en actions des *masses populaires* groupant des *millions* de gens, et non d'individus isolés. Le peuple s'éveille et se dresse pour se délivrer des Avramov. Le peuple arrache les innombrables Spiridonova de la vie russe des mains des Avramov, exerce la violence à l'égard des Avramov, prend le pouvoir sur les Avramov. Bien entendu, cela ne se produit pas si simplement, ni tout d'un coup, comme dans l'exemple que nous avons simplifié à l'intention de M. le professeur Kisevetter, cette lutte du peuple contre les Avramov, lutte au sens étroit et immédiat du terme, ce rejet des Avramov par le peuple s'étend sur des mois et des années de « tourbillon révolutionnaire ». Ce rejet des Avramov constitue le contenu réel de ce qu'on appelle la grande révolution russe. Ce rejet, si on l'envisage du point de vue des méthodes de l'activité créatrice historique, se produit dans les formes que nous venons de décrire en parlant de tourbillon révolutionnaire, à savoir : conquête par le peuple de la liberté politique, c'est-à-dire de cette même liberté dont les Avramov empêchaient l'application ; création par le peuple d'un pouvoir nouveau, révolutionnaire, d'un pouvoir sur les Avramov, d'un pouvoir sur les oppresseurs de l'ancien régime policier ; emploi par le peuple de la violence à l'égard des Avramov, pour éliminer, désarmer et mettre hors d'état de nuire ces chiens sauvages, tous ces Avramov, Dournovo, Doubassov, Min, etc., etc.

Est-il bien que le peuple applique des moyens de lutte semblables, aussi illégaux, irréguliers, non méthodiques et non systématiques, tels que la conquête de la liberté et la création d'un nouveau pouvoir reconnu par personne sur le plan formel, mais qui est révolutionnaire, est-il bien que le peuple exerce la violence contre les oppresseurs du peuple ? Oui, cela est très bien. C'est la manifestation la plus haute de la lutte du peuple pour la liberté. C'est la grande époque où les rêves de liberté des meilleurs hommes de Russie se transforment en une *cause*, celle des masses populaires elles-mêmes, et non de héros isolés. C'est tout aussi bien que la délivrance de Spiridonova par la foule (dans notre exemple),

que le désarmement d'Avramov par la force et sa mise hors d'état de nuire.

Mais c'est là précisément que nous en arrivons au point central des pensées et craintes cachées des cadets. Le cadet est un idéologue de la petite bourgeoisie, précisément parce qu'il transpose dans la politique, dans la libération de tout le peuple, dans la révolution, le point de vue de ce même philistin qui, dans notre exemple où Spiridonova était torturée par Avramov, aurait retenu la foule, aurait conseillé de ne pas violer la loi, de ne pas se hâter d'arracher les victimes des mains d'un tortionnaire agissant au nom du pouvoir légitime. Bien entendu, dans notre exemple, un tel petit bourgeois serait carrément un monstre moral, et appliquée à toute la vie sociale, la monstruosité morale du philistin, répétons-le, n'est pas du tout personnelle, mais sociale, conditionnée peut-être par les préjugés de la science juridique philistine bourgeoise ancrés dans les esprits.

Pourquoi M. Blank juge-t-il inutile de démontrer que dans la période du « tourbillon révolutionnaire », tous les principes marxistes étaient tombés dans l'oubli ? Parce qu'il transforme le marxisme en brentanisme, considérant comme non marxistes des « principes » tels que la conquête de la liberté, la création d'un pouvoir révolutionnaire, l'emploi de la violence par le peuple. Ce point de vue transparaît dans tout l'article de M. Blank, et pas seulement d'ailleurs de M. Blank, mais de tous les cadets, de tous les écrivains du camp libéral et radical comblés aujourd'hui par l'amour que Plékhanov porte aux cadets, jusques et y compris les bernsteiniens de *Sans titre* [110], M. Prokopovitch, M^me^ Kouskova et *tuti quanti*.

Voyons comment est né ce point de vue et pourquoi il devait naître.

Il est né directement de la conception bernsteinienne, ou plus largement, opportuniste, qui est celle de la social-démocratie d'Europe occidentale. Les erreurs de cette conception, que les « orthodoxes » occidentaux ont dénoncées systématiquement et sur toute la ligne, sont maintenant introduites « en catimini » en Russie et présentées sous une autre sauce et à d'autres propos. Les bernsteiniens ont accepté et acceptent le marxisme *à l'exclusion* de son côté directement révolutionnaire. Ils considèrent la lutte parlementai-

re non pas comme un moyen de lutte parmi d'autres, applicable spécialement dans certaines périodes historiques, mais comme la forme de lutte principale, presque la forme unique et qui rend inutile la « violence », la « conquête », la « dictature ». C'est cette déformation petite-bourgeoise vulgaire du marxisme qu'introduisent maintenant en Russie Mrs Blank et les autres laudateurs libéraux de Plékhanov. Ils se sont tellement habitués à cette déformation qu'ils ne jugent même pas utile de démontrer l'oubli des principes marxistes et des idées marxistes dans la période du tourbillon révolutionnaire.

Pourquoi un tel point de vue devait-il naître ? Parce qu'il correspond de la manière la plus profonde à la position de classe et aux intérêts de la petite bourgeoisie. L'idéologue de la société bourgeoise « épurée » admet *toutes* les méthodes de lutte de la social-démocratie, *à l'exception précisément de celles qu'applique le peuple révolutionnaire à l'époque du « tourbillon »* et que la social-démocratie révolutionnaire approuve et aide à appliquer. Les intérêts de la bourgeoisie exigent que le prolétariat prenne part à la lutte contre l'autocratie, mais seulement sous une forme telle qu'elle ne donne pas un rôle dirigeant au prolétariat et à la paysannerie, sous une forme telle qu'elle n'entraîne pas l'élimination complète des vieux organes du pouvoir autocratiques, féodaux et policiers. La bourgeoisie veut conserver ces organes, en les soumettant simplement à son contrôle immédiat, elle en a besoin *contre le prolétariat*, dont la lutte prolétarienne serait beaucoup trop facilitée par la suppression de ces organes. Voilà pourquoi les intérêts de la bourgeoisie, en tant que classe, exigent la monarchie et la Chambre haute, exigent que soit prohibée la dictature du peuple révolutionnaire. Lutte contre l'autocratie, dit la bourgeoisie au prolétariat, mais ne touche pas aux vieux organes du pouvoir, il me les faut. Lutte sur un mode « parlementaire », c'est-à-dire dans les limites que je te prescris avec l'accord de la monarchie, lutte au moyen d'organisations, mais pas du genre des comités généraux de grève, des Soviets des députés ouvriers, soldats, etc., mais seulement au moyen des organisations que la loi, promulguée par moi avec l'accord de la monarchie, reconnaît et limite, et rend inoffensives pour le capital.

On comprend dès lors pourquoi la bourgeoisie parle de la période du « tourbillon » avec dédain, avec mépris, avec colère et avec haine * ; tandis qu'elle parle de la période du constitutionnalisme défendu par Doubassov avec joie, avec ravissement, avec un amour infini de petit bourgeois pour... la réaction. C'est toujours la même qualité, constante et invariable, des cadets : aspiration à s'appuyer sur le peuple et crainte de ses initiatives révolutionnaires.

On comprend de même pourquoi la bourgeoisie redoute plus que le feu la répétition du « tourbillon », pourquoi elle ignore et passe sous silence les éléments de la nouvelle crise révolutionnaire, pourquoi elle soutient et répand dans le peuple les illusions constitutionnelles.

Nous avons maintenant expliqué à fond pourquoi M. Blank et ses semblables déclarent que dans la période du « tourbillon », tous les principes et toutes les idées marxistes étaient tombés dans l'oubli. Comme tous les petits bourgeois, M. Blank accepte et reconnaît le marxisme *à l'exclusion* de son côté révolutionnaire, il reconnaît les méthodes social-démocrates de lutte *à l'exclusion* des méthodes les plus révolutionnaires et les plus directement révolutionnaires.

L'attitude de M. Blank à l'égard de la période du « tourbillon » est caractéristique au plus haut degré, elle illustre l'incompréhension bourgeoise des mouvements prolétariens, la peur bourgeoise devant une lutte aiguë et décisive, la haine bourgeoise pour toutes les manifestations de la manière brutale de résoudre les problèmes sociaux et historiques,

---

* Voir par exemple le compte rendu des *Rousskié Viédomosti* n° 1, 1906, sur l'activité de l'Union paysanne ; c'est une délation à Doubassov sur le compte de la démocratie révolutionnaire pour ses tendances pougatchéviennes [111], son accord avec la confiscation des terres par les paysans, l'institution d'un nouveau pouvoir, etc. Même les cadets de gauche de *Sans titre* (n° 10) ont fait honte aux *Rousskié Viédomosti*, les comparant à juste titre pour cet article aux *Moskovskié Viédomosti*. Malheureusement, les cadets de gauche font honte aux *Rousskié Viédomosti* comme s'ils voulaient se justifier. *Sans titre* défend l'Union paysanne, mais n'accuse pas la bourgeoisie contre-révolutionnaire. Je ne sais s'il faut expliquer cette peu séante façon de polémiquer avec les *Rousskié Viédomosti* par la « crainte du châtiment » ou par le fait que M. Blank écrit dans cet organe. Les cadets de gauche sont tout de même des cadets.

celle qui brise les vieilles institutions, la manière révolutionnaire, au sens immédiat du terme. M. Blank s'est trahi, il a montré d'un seul coup tout son caractère borné de bourgeois. Il a entendu dire et il a lu que dans la période du « tourbillon », les social-démocrates avaient commis des « erreurs », et il s'est hâté de conclure et de déclarer avec aplomb, sans appel et gratuitement, que tous les « principes » du marxisme (principes dont il n'a pas la moindre notion !) avaient été oubliés. A propos de ces « erreurs », nous remarquerons ceci : y a-t-il eu une seule période dans le cours du mouvement ouvrier, dans le développement de la social-démocratie, où n'ont pas été commises telles ou telles erreurs ? Où l'on n'ait pas observé tel ou tel écart à droite ou à gauche ? L'histoire de la période parlementaire dans la lutte de la social-démocratie allemande — cette période qui, pour tous les bourgeois bornés dans le monde entier semble la limite à ne pas franchir ! — n'est-elle pas remplie de telles erreurs ? Si M. Blank n'était pas un parfait ignorant dans les questions du socialisme, il se serait aisément rappelé Mülberger, Dühring et la question de la *Dampfer-subvention* * [112], et celle des « Jeunes » [113], et les bernsteiniades [114], et quantité d'autres choses. Mais l'important pour M. Blank n'est pas d'étudier le cours réel du développement de la social-démocratie, il lui faut seulement rabaisser l'ampleur prolétarienne de la lutte pour magnifier l'indigence bourgeoise de son parti cadet.

En fait, si nous envisageons les choses du point de vue des écarts de la social-démocratie par rapport à sa voie habituelle, « normale », nous voyons que sous ce rapport, la période du « tourbillon révolutionnaire » montre une cohésion et une intégrité idéologiques de la social-démocratie *plus grandes* et non pas plus petites par rapport à ce qu'elles étaient avant. La tactique de l'époque du « tourbillon » n'a pas éloigné, mais rapproché les deux ailes de la social-démocratie. A la place des anciens désaccords, on a obtenu l'unité des points de vue sur la question de l'insurrection armée. Les social-démocrates des deux fractions ont travaillé dans les Soviets des députés ouvriers, ces organes originaux d'un pouvoir révolutionnaire embryonnaire, ils ont fait

* Subvention à la navigation. (*N.R.*)

participer soldats et paysans à l'activité de ces Soviets, ils ont édité des manifestes révolutionnaires en commun avec les partis révolutionnaires petits-bourgeois. Les vieilles querelles d'avant la révolution ont fait place à la solidarité dans les questions pratiques. La vague révolutionnaire a balayé les divergences, obligeant à reconnaître la tactique de combat, écartant la question de la Douma, mettant à l'ordre du jour celle de l'insurrection, rapprochant dans l'activité immédiate, urgente, la social-démocratie et la démocratie bourgeoise révolutionnaire. Dans le *Séverny Goloss* [115], les mencheviks et bolcheviks ont appelé ensemble à la grève et à l'insurrection, ils ont appelé les ouvriers à ne pas cesser la lutte tant que le pouvoir ne serait pas entre leurs mains. La situation révolutionnaire elle-même suggérait les mots d'ordre pratiques. Les discussions portaient seulement sur des détails dans l'appréciation des événements : le *Natchalo* [116], par exemple, considérait les Soviets des députés ouvriers comme des organes d'auto-administration révolutionnaire ; la *Novaïa Jizn* comme des organes embryonnaires du pouvoir révolutionnaire, unissant le prolétariat et la démocratie révolutionnaire.

Le *Natchalo* penchait pour la dictature du prolétariat, la *Novaïa Jizn* s'en tenait au point de vue d'une dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie. Mais est-ce que n'importe quelle phase dans le développement de n'importe quel parti socialiste européen ne nous montre pas de semblables divergences à l'intérieur de la social-démocratie ?

Non, la déformation des choses par Monsieur Blank, sa falsification criante de l'histoire des récents événements s'expliquent par le fait et seulement par le fait que nous avons devant nous un joli modèle de la vulgarité bourgeoise satisfaite d'elle-même, pour qui les périodes de tourbillon révolutionnaire semblent une folie (« Tous les principes sont tombés dans l'oubli », « la pensée elle-même et la simple raison disparaissent presque »), tandis que les périodes de défaite de la révolution et de « progrès » petit-bourgeois (protégé par les Doubassov) semblent celles d'activité raisonnable, consciente et méthodique. Cette appréciation comparative des deux périodes (celle du « tourbillon » et la cadette) marque tout l'article de Monsieur Blank. Lorsque l'histoire de l'humanité avance à la vitesse de la locomoti-

ve, cela s'appelle « tourbillon », « torrent », « disparition » de tous « les principes et de toutes les idées ». Lorsque l'histoire de l'humanité avance à la vitesse du char à bœufs, cela s'appelle la raison même et la méthode même. Quand les masses populaires, avec tout leur primitivisme virginal, avec leur résolution simple et brusque, commencent à faire l'histoire, à faire entrer dans la vie directement et immédiatement « les principes et les théories », alors le bourgeois se sent épouvanté et crie que « la raison est repoussée à l'arrière-plan » (n'est-ce pas le contraire, ô héros de la petite bourgeoisie ? n'est-ce pas justement à ces moments-là qu'apparaît dans l'histoire la raison des masses, et non la raison d'individus isolés, n'est-ce pas justement alors que la raison des masses devient une force vivante, efficace, et non une force de cabinet ?). Quand le mouvement direct des masses est écrasé par les fusillades, les exécutions, le fouet, le chômage et la famine, quand les punaises de la science professorale entretenues avec l'argent de Doubassov sortent des fissures et commencent à mener la barque *pour* le peuple, *au nom des masses*, vendant et livrant leurs intérêts à des poignées de privilégiés, il semble aux chevaliers du philistinisme que l'on est entré dans une époque de progrès calme, apaisé, que « le tour de la pensée et de la raison est revenu ». Le bourgeois est toujours et partout fidèle à lui-même : que vous preniez la *Poliarnaïa Zvezda* ou *Nacha Jizn*, que vous lisiez Strouvé ou Blank, c'est partout la même chose, c'est partout cette même appréciation bornée, docte et pédante, d'une pâleur de rond-de-cuir, des périodes révolutionnaires et des périodes réformistes. Les premières sont des périodes de folie, *tolle Jahre*, la disparition de la pensée et de la raison. Les secondes sont des périodes d'activité « consciente, systématique ».

N'interprétez pas mes paroles à rebours. Ne dites pas que je parle des préférences de messieurs Blank et consorts pour telle période ou telle autre. La question n'est pas du tout dans les préférences, ce n'est pas de notre préférence subjective que dépend le changement des phases historiques. La question est que dans *l'analyse des caractères* de telle ou telle phase (tout à fait indépendamment de nos préférences et de nos sympathies), messieurs Blank et consorts *déforment* effrontément *la vérité*. La question est que ce sont

précisément les périodes révolutionnaires qui se distinguent par une plus grande ampleur, une plus grande richesse, une plus grande conscience, qui sont plus méthodiques, plus systématiques, plus audacieuses et plus éclatantes dans l'activité créatrice historique que les périodes de progrès petit-bourgeois, cadet, réformiste. Or, messieurs Blank et consorts présentent les choses à l'envers ! Ils font passer l'indigence pour de la riche activité créatrice historique. Ils considèrent l'inactivité des masses étouffées ou écrasées comme le triomphe du « système » dans l'activité des fonctionnaires et des bourgeois. Ils hurlent à la disparition de la pensée et de la raison, lorsqu'au lieu du furetage de toutes sortes de petits bureaucrates et de *penny-a-liners* libéraux (écrivaillons payés à la ligne) autour des projets de lois, commence une période d'activité politique directe de la « populace », qui, en toute simplicité, brise incontinent les organes d'oppression du peuple, s'empare du pouvoir, prend pour elle ce qui était considéré comme appartenant en propre à tous les détrousseurs du peuple, lorsqu'en un mot, s'éveille justement la pensée et la raison de millions de gens écrasés, et qu'elle s'éveille non pas simplement pour lire quelques bouquins, mais pour l'action, pour une action vivante, humaine, pour l'activité créatrice historique.

Voyez le raisonnement superbe de ce chevalier cadet : « Le tourbillon a tourné sur place et s'est apaisé *à ce même endroit.* » Or, si les petits bourgeois libéraux sont encore vivants, si les Doubassov et compagnie ne les ont pas encore dévorés, c'est *bien grâce à ce tourbillon.* « A ce même endroit », dites-vous ? La Russie du printemps 1906 en est même point qu'en septembre 1905 ?

Certes, tout au long de la période « cadette », les Doubassov et les Dournovo tirent et *vont tirer la Russie* « consciemment, méthodiquement et systématiquement » en arrière, pour la ramener au point où elle en était en septembre 1905, *mais ils n'en auront pas la force*, parce que pendant la période du tourbillon, le prolétaire, le cheminot, le paysan, le soldat mutiné ont fait progresser la Russie à la vitesse de la locomotive.

Si ce tourbillon déraisonnable s'est effectivement apaisé, la Douma cadette sera condamnée à s'occuper de l'étamage des lavabos.

Mais Monsieur Blank ne se doute même pas que la question de savoir si le tourbillon s'est apaisé, est une question indépendante et purement scientifique, que la réponse à cette question résout par avance toute une série de problèmes tactiques, et qu'au contraire, si l'on n'y répond pas, il est impossible de voir tant soit peu clair dans les problèmes de la tactique contemporaine. Ce n'est pas sur la base de telle ou telle analyse de données ou d'arguments que Monsieur Blank en est venu à conclure à l'absence actuelle des conditions nécessaires à un mouvement qui ait la forme d'un tourbillon (cette conclusion, si elle était fondée, aurait évidemment une importance essentielle pour la détermination d'une tactique, car répétons-le, on ne peut pas se permettre de fonder cette détermination sur une simple « préférence » pour telle ou telle voie ) ; non, il exprime directement et simplement sa conviction profonde (et profondément myope) qu'il ne peut en être autrement. A proprement parler, Monsieur Blank envisage le « tourbillon » exactement de la même manière que l'envisagent messieurs Witte, Dournovo, Bülow et autres fonctionnaires d'origine allemande, qui ont depuis longtemps qualifié l'année 1848 d'« année folle ». Ce n'est pas une conviction scientifique qu'exprime Monsieur Blank en parlant d'apaisement du tourbillon, mais une sottise de philistin, pour qui n'importe quel tourbillon et le tourbillon en général est la « disparition de la pensée et de la raison ».

« La social-démocratie est revenue à son point de départ », nous affirme Monsieur Blank. La nouvelle tactique des mencheviks oriente le mouvement social-démocrate russe sur la voie que suit toute la social-démocratie internationale.

Comme vous le voyez, Monsieur Blank qualifie la voie parlementaire, on ne sait pourquoi, de « point de départ » (bien qu'en Russie, elle ne puisse être le point de départ de la social-démocratie). Monsieur Blank considère la voie parlementaire, pour ainsi dire, comme la voie normale, principale, et même comme la voie complète, unique, exclusive de la social-démocratie internationale. Monsieur Blank ne se doute même pas que sous ce rapport, il reprend entièrement la déformation bourgeoise du mouvement social-démocrate, qui domine dans la presse libérale allemande et que copièrent à un moment donné les bernsteiniens. L'une

des méthodes de lutte possibles apparaît au bourgeois libéral la seule méthode existante. La conception brentanovienne du mouvement ouvrier et de la lutte de classe s'exprime ici tout entière. Que la social-démocratie européenne ne soit entrée et n'ait pu entrer dans la voie parlementaire que lorsque les conditions objectives eurent retiré de l'ordre du jour historique la question de mener jusqu'au bout la révolution bourgeoise, lorsque le régime parlementaire fut effectivement devenu la forme principale de domination de la bourgeoisie et l'arène principale de la lutte sociale, de cela Monsieur Blank ne se doute pas lè moins du monde. Il ne prend même pas la peine de se demander s'il y a en Russie un parlement et un régime parlementaire, il lui suffit de décréter sans appel : la social-démocratie est *revenue* à son point de départ. Le jugement bourgeois se représente *exclusivement* des révolutions démocratiques inachevées (car ce qui répond fondamentalement à *l'intérêt* de la bourgeoisie c'est une révolution inachevée). Le jugement bourgeois fuit comme la peste toutes les méthodes de lutte non parlementaires, toutes les manifestations ouvertes des masses, toute révolution au sens propre du terme. Instinctivement, le bourgeois se hâte d'accepter pour authentique, de qualifier et de proclamer tel, tout pseudo-parlementarisme, pour mettre un terme au « tourbillon vertigineux » (dangereux non seulement pour la tête de nombreux bourgeois qui ne l'ont pas solide, mais aussi pour leur poche). Voilà pourquoi la question scientifique et réellement importante de savoir si l'on peut reconnaître qu'en Russie, la voie parlementaire de lutte a acquis une importance essentielle et que le mouvement en forme de « tourbillon » est épuisé, cette question, messieurs les cadets ne sont même pas en état de la comprendre. Et le fondement matériel, le fondement de classe de cette incompréhension est parfaitement clair : que l'on soutienne la Douma cadette par la grève pacifique ou par d'autres manifestations de ce genre, soit, mais surtout, que l'on ne songe pas à une lutte sérieuse, résolue, destructrice, que l'on ne songe pas à une insurrection contre l'autocratie et contre la monarchie.

« Maintenant, le tour de la pensée et de la raison est revenu », déclare avec joie Monsieur Blank à propos de la période des victoires doubassoviennes. Savez-vous une chose,

Monsieur Blank ? C'est qu'il n'y a jamais eu en Russie de période à propos de laquelle on aurait pu dire aussi justement « le tour de la pensée et de la raison est revenu » que celle d'Alexandre III ! Parfaitement. C'est précisément à cette époque que le vieux populisme russe a cessé d'être un simple regard méditatif sur l'avenir, qu'il a donné des études sur la réalité économique de la Russie qui ont enrichi la pensée sociale russe. C'est précisément à cette époque que le travail de la pensée révolutionnaire russe a été le plus intense, créant les fondements de la conception du monde social-démocrate. Certes, loin de nous, révolutionnaires, l'idée de nier le rôle révolutionnaire des périodes réactionnaires. Nous savons que la forme du mouvement social se modifie, qu'aux périodes d'action politique directe des masses populaires succèdent dans l'histoire des périodes où règne un calme apparent, où les masses, abruties et écrasées par un travail de forçat et par la misère, se taisent ou dorment (semblent dormir) où les modes de production se révolutionnent extrêmement vite, où la pensée des représentants les plus avancés de la raison humaine dresse le bilan du passé et construit de nouveaux systèmes et de nouvelles méthodes de recherche. Car en Europe aussi, la période qui a suivi l'écrasement de la révolution de 1848 s'est distinguée par un progrès économique et un travail de la pensée encore jamais vus, travail qui a créé ne serait-ce que le *Capital* de Marx. En un mot, le « tour de la raison et de la pensée » survient parfois dans les périodes de l'histoire de l'humanité comme c'est le cas d'un militant politique que son séjour en prison aide dans ses travaux et ses études.

Mais le malheur de notre philistin bourgeois, c'est qu'il ne se rend pas compte que sa remarque se réduit aux limites d'une prison, à un cadre doubassovien. Il ne voit pas la question essentielle : la révolution russe est-elle écrasée, ou va-t-elle vers un nouvel essor ? La forme du mouvement social, de révolutionnaire qu'elle était, s'est-elle changée en une forme adaptée au régime de Doubassov ? Les forces nécessaires au « tourbillon » sont-elles épuisées ou non ? La raison bourgeoise ne pose pas ces questions, parce que pour elle la révolution en général est un tourbillon insensé, tandis que la réforme, c'est le tour de la pensée et de la raison.

Voyez un peu ce raisonnement extrêmement instructif, sur l'organisation. « La première chose à faire » pour la pensée et la raison, nous indique Monsieur Blank, « doit être de prendre des mesures préventives afin d'éviter que ne se répète ce qui s'est produit lors de la première phase de la révolution russe, lors de son *Sturm und Drang Zeit*, c'est-à-dire contre les actions destructives des courants et ouragans révolutionnaires. Pour cela, le seul moyen efficace ne peut être que l'élargissement et le renforcement de l'organisation. »

Vous le voyez : le cadet raisonne de telle sorte que, pour lui, la période d'ouragan a détruit l'organisation et la capacité d'organisation (voyez le *Novoïé Vrémia*, pardon... je veux dire la *Poliarnaïa Zvezda* contenant les articles de Strouvé contre l'anarchie, les actions spontanées, l'absence de pouvoir dans la révolution, etc., etc.) ; tandis que la période de la pensée et de la raison protégées par Doubassov est une période où se créent les organisations. La révolution, c'est mauvais, elle détruit, c'est un ouragan, un tourbillon vertigineux. La réaction, c'est bien, elle crée, c'est un vent qui vous pousse, c'est une époque d'activité consciente, méthodique, systématique.

Et de nouveau, le philosophe du parti cadet calomnie la révolution et trahit tout son amour pour les formes et les conditions bornées et bourgeoises du mouvement. L'ouragan a détruit les organisations ! Quelle criante contre-vérité ! Citez une seule période dans l'histoire russe ou dans l'histoire du monde, trouvez-y seulement six mois ou même six années où autant ait été fait pour les organisations spontanées et libres des masses populaires qu'au cours des six semaines du tourbillon révolutionnaire russe, durant lesquelles, selon les termes des calomniateurs de la révolution, tous les principes et toutes les idées sont tombés dans l'oubli, durant lesquelles, la raison et la pensée ont disparu. Et la grève générale dans toute la Russie, qu'est-ce que c'était ? Ce n'était pas de l'organisation, d'après vous ? Vous ne voulez pas en tenir compte parce qu'elle n'est pas consignée dans les registres de la police, parce qu'elle n'est pas une organisation permanente. Prenez les organisations politiques. Savez-vous que les ouvriers, cette masse grisâtre, ne sont jamais entrés aussi volontiers dans des organisa-

tions politiques, n'ont jamais accru de façon aussi gigantesque le nombre des associations politiques, n'ont jamais créé d'organisations semi-politiques aussi originales que les Soviets des députés ouvriers ? Mais vous redoutez quelque peu les organisations politiques du prolétariat. En brentanisme, convaincu que vous êtes, les organisations syndicales vous semblent moins dangereuses pour la bourgeoisie (et par conséquent plus solides, plus sérieuses). Prenons les organisations syndicales, et nous verrons qu'en dépit de tous les commérages philistins sur l'oubli de celles-ci au moment révolutionnaire, jamais en Russie il ne s'est créé une telle masse d'organisations syndicales ouvrières que pendant ces journées. Les pages des journaux socialistes, oui socialistes, et de la *Novaïa Jizn* et du *Natchalo* étaient toutes pleines d'informations annonçant la constitution incessante de nouvelles organisations syndicales. Des couches prolétariennes arriérées telles les domestiques, qu'on n'arriverait sûrement pas à faire bouger, des dizaines d'années durant, en période de progrès petit-bourgeois « méthodique et systématique », ont fait preuve de la plus grande volonté et de la plus grande capacité d'organisation. Prenez l'Union paysanne. Il est très facile maintenant de trouver un cadet qui vous répondra à son sujet, avec un mépris supérieur : eh quoi, mais voyons, c'est une organisation à moitié fictive ! Il n'en reste maintenant même plus de traces ! Eh bien, messieurs, j'aimerais voir ce qui serait resté de vos organisations cadettes si elles avaient dû se battre contre les expéditions punitives, contre les innombrables Loujénovski, Riman, Filonov, Avramov et Jdanov de la campagne ? L'Union paysanne s'est développée à une vitesse fantastique pendant la période du tourbillon révolutionnaire. Elle a été une organisation réellement populaire, une organisation de masse, partageant naturellement certains préjugés du paysan, sensible à ses illusions petites-bourgeoises (comme y sont sensibles nos socialistes-révolutionnaires eux aussi), mais sans conteste une organisation « du terroir », une organisation de masse effective révolutionnaire dans son essence même, capable d'appliquer réellement les méthodes révolutionnaires de lutte, qui n'a pas rétréci mais au contraire élargi l'envergure de l'activité créatrice de la paysannerie, qui a fait

monter sur la scène les paysans eux-mêmes avec leur haine des fonctionnaires et des grands propriétaires fonciers, et non des semi-intellectuels qui sont si souvent enclins à former toutes sortes de projets de compromis entre la paysannerie révolutionnaire et les propriétaires fonciers libéraux. Oui, le mépris devenu courant à l'égard de l'Union paysanne dénote surtout l'étroitesse bourgeoise philistine du cadet qui ne croit pas à l'initiative révolutionnaire du peuple et qui redoute cette initiative. Pendant les jours de liberté, l'Union paysanne fut une des réalités les plus puissantes, et l'on peut prédire avec certitude que, si les Loujénovski et les Riman n'assassinent pas encore des dizaines de milliers de jeunes paysans progressistes, si une petite brise de liberté souffle encore un peu, cette Union se développera non pas de jour en jour, mais d'heure en heure, elle deviendra une organisation à côté de laquelle les comités cadets d'aujourd'hui paraîtront des grains de poussière *.

Résumons-nous : l'activité organisatrice du peuple, particulièrement du prolétariat, et après lui, de la paysannerie, se manifeste dans les périodes de tourbillon révolutionnaire, avec des millions de fois plus de vigueur, de riches-

* Bien entendu, comme l'Union paysanne n'est pas une organisation de classe, elle recèle également des éléments de désagrégation. Plus la victoire de l'insurrection paysanne est proche et plus complète sera cette victoire, plus la désagrégation de cette union sera prochaine. Mais avant la victoire de l'insurrection paysanne et pour cette victoire, l'Union paysanne est une organisation puissante et pleine de vitalité. Elle aura achevé son rôle au moment de la victoire complète de la révolution démocratique bourgeoise, alors que précisément à ce moment-là, le rôle des organisations prolétariennes sera particulièrement important et particulièrement vital dans la lutte pour le socialisme, quant au rôle des organisations cadettes, il consiste à freiner la victoire complète de la révolution bourgeoise, à briller dans les périodes préparatoires de cette révolution, dans les périodes de décadence, de stagnation, de domination doubassovienne. En d'autres termes, la paysannerie vaincra dans la révolution démocratique bourgeoise et épuisera par là définitivement son potentiel révolutionnaire en tant que paysannerie. Le prolétariat vaincra dans la révolution démocratique bourgeoise, et par là, il ne fera que déployer de façon véritable son potentiel révolutionnaire, socialiste. Quant à la petite bourgeoisie cadette, elle aura accompli son rôle d'opposition dans le même temps que dès demain les illusions constitutionnelles auront été vidées de tout contenu.

se et d'efficacité que dans les périodes de progrès historique dit calme (c'est-à-dire à l'allure du char à bœufs). L'opinion inverse des messieurs Blank est une déformation de l'histoire typique des fonctionnaires bourgeois. Pour le bon bourgeois et l'honnête fonctionnaire, seules semblent « véritables » les organisations soigneusement consignées dans les registres de la police et scrupuleusement conformes à toutes sortes de « règlements provisoires ». Sans règlements provisoires, le fonctionnaire bourgeois ne peut rien imaginer de méthodique ni de systématique. C'est pourquoi il ne faut pas se leurrer quant à la véritable signification des paroles sonores des cadets lorsqu'ils parlent de mépris romantique pour la légalité et de dédain aristocratique pour l'économie. La signification réelle de ces mots est uniquement la suivante : c'est la crainte des opportunistes bourgeois devant l'initiative révolutionnaire du peuple.

Enfin, examinons le dernier point de la « théorie » cadette de M. Blank : le rapport entre la démocratie bourgeoise et la démocratie ouvrière. Les raisonnements de Monsieur Blank sur ce sujet méritent une très grande attention de la part de la social-démocratie, car ils sont un échantillon de la façon dont, à l'aide de citations de Marx, on peut trahir Marx. Tout comme Brentano, Zombart, Bernstein et compagnie ont substitué au marxisme le brentanisme en utilisant la terminologie de Marx, en citant des affirmations isolées de Marx, en accommodant le marxisme, tout juste de façon identique nos cadets se livrent à un « travail subtil » de falsification de Marx dans la question du rapport entre la démocratie ouvrière et la démocratie bourgeoise.

Sans coordination des actions de la démocratie ouvrière et de la démocratie bourgeoise, le succès de la révolution démocratique bourgeoise est impossible. C'est une vérité sacrée, c'est une vérité absolue. Il vous semble, Messieurs Blank, Izgoïev et consorts, que les révolutionnaires social-démocrates l'ont particulièrement oubliée dans les journées du « tourbillon » ? Ou bien vous faites erreur, ou bien vous substituez consciemment à la notion de démocratie *bourgeoise révolutionnaire* celle de démocratie bourgeoise en général, y compris la démocratie bourgeoise opportuniste et surtout la démocratie bourgeoise libérale monarchis-

te. Prenez la *Novaïa Jizn* et vous verrez que c'est *presque dans tous les numéros* qu'on parle d'action commune, d'alliance de combat entre la démocratie ouvrière et la démocratie révolutionnaire bourgeoise. L'importance de l'Union paysanne et du mouvement paysan est évoquée avec on ne peut plus de force. En dépit des fables cadettes sur l'intolérance et l'étroitesse doctrinale des marxistes, on y reconnaît pleinement l'importance des associations et des organisations *sans-parti* *, mais seulement des organisations sans-parti *révolutionnaires*. Voilà où est le nœud de la question, habilement dissimulé par nos politiciens à la Brentano : *quels sont précisément* les éléments de la démocratie bourgeoise qui sont capables de mener la révolution démocratique bourgeoise jusqu'au bout, alors que cette révolution se trouve, pour ainsi dire, à la moitié de son chemin ? Sont-ce les éléments qui acceptent le programme monarchiste libéral, qui s'embourbent complètement dans les illusions constitutionnelles, et qui arrosent les périodes révolutionnaires, les méthodes révolutionnaires d'activité créatrice historique, de la bave de leur indignation, de leur réprobation et de leur regret de philistins ? Ou bien ceux qui acceptent le programme de victoire complète de l'insurrection paysanne (au lieu des arrangements entre les paysans et les propriétaires fonciers), de victoire complète de la démocratie (au lieu des arrangements entre la Chambre basse démocratique d'une part, et la Chambre haute et la monarchie d'autre part) ? Vous est-il arrivé une fois de penser à cette question, messieurs Blank et Izgoïev ? Est-ce avec les *conciliateurs* démocrates bourgeois que nous devons « combattre ensemble » à l'heure actuelle, ou avec les démocrates bourgeois *révolutionnaires* ?

N'avez-vous pas entendu parler, honorables messieurs qui aimez tant citer et déformer Marx, de la façon impitoyable dont il fustigeait les conciliateurs démocrates bourgeois en Allemagne, en 1848 ? [117] Et pourtant ces conciliateurs siégeaient non pas dans une pitoyable Douma d'Etat, mais dans une Assemblée nationale, c'étaient des démocrates beaucoup plus « résolus » (en paroles) que nos cadets.

* Voir à ce sujet mon article dans la *Novaïa Jizn* « Le parti socialiste et le révolutionnarisme sans-parti » (voir le présent tome, pp. 71-79. — *N.R.*)

Et les mêmes Marx et Engels, une quinzaine d'années après, à l'époque du « conflit constitutionnel » prussien, conseillaient au parti ouvrier de soutenir les démocrates bourgeois progressistes, qui ne valaient vraiment pas mieux que les démocrates de Francfort [118]. Est-ce là, d'après vous, une contradiction et une inconséquence de Marx et d'Engels ? Est-ce que, d'après vous, cela démontre que pour eux aussi, à un moment de « tourbillon révolutionnaire », la « pensée et la raison » avaient presque disparu (point de vue soutenu par la majorité des bernsteiniens et des cadets) ? En fait, il n'y a pas là la moindre contradiction : en période de lutte révolutionnaire, Marx fustigeait plus que tout les illusions constitutionnelles et les conciliateurs constitutionnels. Lorsque toutes les forces du « tourbillon » révolutionnaire eurent été épuisées, lorsqu'on ne pouvait plus douter que les cadets allemands avaient définitivement trahi la révolution, lorsque les insurrections eurent été définitivement et incontestablement écrasées, et que la prospérité économique rendait leur répétition impossible, alors et *seulement alors* (Marx et Engels ne se distinguaient pas par la pusillanimité et leur foi en l'insurrection ne pouvait tomber après un premier échec !), seulement alors ils reconnurent la lutte parlementaire comme forme principale de lutte. Une fois entré au parlement, non seulement on peut, mais on doit, dans certaines conditions, soutenir le transfuge Izgoïev contre Chipov, et Chipov contre Dournovo. Dans la lutte *pour* un parlementarisme réel, il n'y a parfois rien de plus dangereux que les « conciliateurs » cadets.

Si vous voulez vous référer à Marx, messieurs, essayez de démontrer que notre Douma est déjà un organe de domination de la bourgeoisie dans une Russie libre, et non la feuille de vigne de l'autocratie. Vous me direz que cette dernière peut se transformer en cet organe par une série de petites modifications, et que les élections cadettes en constituent précisément une et même pas petite, mais importante.

Très bien. Mais par là, vous ne faites que déplacer la question, vous ne la résolvez pas. Bon, et maintenant, la Douma actuelle, a-t-elle suffisamment repoussé ses limites pour pouvoir être un organe du pouvoir ? Ceux d'entre vous

qui pensent ainsi et qui essayent de contraindre le peuple à le faire, ceux-là répandent simplement les illusions constitutionnelles les plus nuisibles, ceux-là sont directement des contre-révolutionnaires. Ceux par contre qui admettent comme vraisemblable que « Dournovo reste pour dissoudre la Douma » *, ou qui comprennent que sans une offensive extra-« parlementaire » révolutionnaire, rien n'est encore assuré **, ceux-là démasquent eux-mêmes l'inconstance de leur position. Par leurs aveux, ils montrent clairement que la politique des cadets est la *politique de la minute présente*, et non une politique de défense sérieuse des intérêts *durables* et fondamentaux de la révolution. Ces aveux montrent qu'au moment où se dénouera la *nouvelle crise révolutionnaire* qui mûrit actuellement, toute une masse d'éléments démocratiques bourgeois révolutionnaires se détachera des cadets, éléments que les railleries des messieurs Dournovo sur la Douma pousseront vers les barricades. Autrement dit, toute la différence réside en ce que cette nouvelle bataille inévitable, vous voulez la *limiter*, la lier, la rétrécir à la tâche de soutenir la Douma cadette, tandis que nous, nous voulons axer toutes nos pensées, tous nos efforts, tout notre travail d'agitation, de propagande et d'organisation sur l'élargissement de l'envergure du combat qui dépassera les limites des programmes cadets, jusqu'au complet renversement de l'autocratie, jusqu'à la victoire complète de l'insurrection paysanne, jusqu'à la convocation par voie révolutionnaire d'une Assemblée nationale constituante.

Il vous semble que nous n'avons aucune démocratie bourgeoise révolutionnaire en Russie, que les cadets sont la seule ou tout au moins la principale force de la démocratie bourgeoise en Russie. Mais vous n'avez cette impression que parce que vous êtes peu perspicaces, parce que vous vous contentez d'observer superficiellement les phénomènes politiques, parce que vous ne voyez ni ne comprenez l'« essence de la constitution ». Politiciens à la petite semaine, vous vous révélez les plus typiques des opportunistes, car derrière les intérêts immédiats de la démocratie, vous ne

---

* La *Rouss* et la *Molva*.

** Article de P. Milioukov : « Les éléments du conflit » dans la *Retch* n° 30 (24 mars) — très intéressant credo de conciliateur.

voyez pas ses intérêts plus profonds et plus radicaux, derrière les tâches de la minute présente, vous oubliez les tâches futures et plus sérieuses, derrière l'étiquette, vous ne voyez pas le contenu. La démocratie bourgeoise révolutionnaire existe en Russie, et elle ne peut pas ne pas exister tant qu'existe la paysannerie révolutionnaire, liée par des milliards de fils à la population pauvre des villes. Si cette démocratie s'est cachée, c'est *exclusivement* grâce au travail des Riman et des Loujénovski [119]. Et demain dévoilera inévitablement les illusions des cadets. Ou bien le régime des répressions continuera comme par le passé, les Riman et Loujénovski feront « leur petit travail », et la Douma cadette bavardera ; alors le caractère pitoyable de cette Douma et le caractère pitoyable du parti qui y domine deviendront du même coup évidents aux yeux des immenses masses de la population. Une violente explosion aura lieu alors, à laquelle participeront, évidemment, non pas les cadets en tant que parti, mais les éléments de la population qui constituent la démocratie révolutionnaire. Ou bien le régime des répressions s'affaiblira, le gouvernement fera quelques concessions, et la Douma cadette, bien entendu, aux anges dès les premières concessions, commencera à accepter non seulement Chipov, mais peut-être même quelque personnage pire encore. La nature contre-révolutionnaire des cadets (qui s'est manifestée de façon particulièrement claire pendant les journées du « tourbillon » et qui apparaît constamment dans leur littérature) se montrera en pleine lumière. Mais par contre, le *premier* souffle d'une petite brise de liberté, le premier affaiblissement des répressions commenceront de nouveau *inévitablement* à éveiller à la vie des centaines et des milliers d'organisations, d'unions, de groupes, de cercles, d'initiatives de caractère démocratique révolutionnaire. Et ce phénomène conduira tout aussi inévitablement à un nouveau « tourbillon », à la répétition de la lutte d'octobre-décembre, toutefois à une échelle incommensurablement plus large. Les cadets qui brillent aujourd'hui s'effaceront de nouveau à ce moment-là. Pourquoi ? Parce que les vers grouillent autour des cadavres et non des vivants.

En d'autres termes, les cadets peuvent, comme l'aurait dit Dournovo, « allécher » tout à fait le peuple avec la « li-

berté du peuple », mais ils ne peuvent absolument pas, en aucun cas, mener une lutte réelle pour une liberté du peuple effective, sans guillemets, sans conciliation de la liberté avec l'autocratie. Cette lutte, inévitablement, sera encore à mener, mais ce seront d'autres partis qui le feront, d'autres éléments sociaux, et pas les cadets. On comprend par suite que la social-démocratie révolutionnaire n'envie nullement les succès des cadets, et qu'elle continue à porter toute son attention sur cette future lutte réelle, et non postiche.

Monsieur Blank cite les paroles de Marx sur la haute importance de la démocratie bourgeoise. Pour exprimer effectivement l'opinion de Marx, il aurait fallu ajouter : et *sa forte tendance à la trahison.* Marx en a parlé des milliers de fois dans différents passages de ses diverses œuvres. Le camarade Plékhanov, qui a des penchants pour le brentanisme dans la politique actuelle, a oublié ces avertissements de Marx. Plékhanov ne devine même pas *ce que* la démocratie libérale peut trahir. La réponse est très simple, camarade Plékhanov : le parti de la « liberté du peuple » a trahi et trahira la liberté du peuple.

Monsieur Blank nous fait la leçon, nous disant qu'il ne faut pas pousser la démocratie bourgeoise dans la « réaction, la contre-révolution ». Nous demandons à ce sage cadet : voulez-vous prendre le monde des idées, des théories, des programmes, des lignes tactiques ? Ou bien le monde des intérêts de classe matériels ? Prenons l'un et l'autre. Qui a poussé dans la contre-révolution votre ami Monsieur Strouvé et quand ? Monsieur Strouvé était contre-révolutionnaire en 1894, époque à laquelle il faisait des réserves brentanistes quant au marxisme dans ses *Notes critiques.* Et, malgré les efforts de certains d'entre nous pour le « pousser » du brentanisme dans le marxisme, Monsieur Strouvé est définitivement passé du côté du brentanisme. Et les notes *contre-révolutionnaires* n'ont *jamais* disparu des pages de l'*Osvobojdénié*, l'*Osvobojdénié illégale.* Qu'est-ce ? un hasard ? Est-ce un hasard si justement l'époque du « tourbillon », l'époque d'initiative révolutionnaire du peuple, a incité Monsieur Strouvé à fonder un organe modèle de grognement réactionnaire : la *Poliarnaïa Zvezda* ?

Qui pousse en général le petit producteur, dans les conditions d'économie marchande, du côté de la réaction et de

la contre-révolution ? C'est sa situation entre la bourgeoisie et le prolétariat dans la société capitaliste. Nécessairement et inévitablement, dans tous les pays et quelles que soient les combinaisons politiques, le petit bourgeois oscille et hésite entre la révolution et la contre-révolution. Il veut s'affranchir du joug du capital et consolider sa situation de petit possédant. Ce problème de par sa nature même est insoluble, et les hésitations du petit bourgeois, de par sa nature même de la structure de la société contemporaine, sont inévitables et ne peuvent disparaître. C'est pourquoi seuls les idéologues de la petite bourgeoisie peuvent s'imaginer que sont *pensables* des manifestations de l'initiative révolutionnaire des ouvriers ou des paysans en révolte contre la propriété seigneuriale telles qu'elles *ne poussent pas* une certaine fraction de la démocratie bourgeoise vers la réaction. Seuls les chevaliers du philistinisme petit-bourgeois peuvent en concevoir des regrets.

Est-il vrai que messieurs Blank et Izgoïev (ou le camarade Plékhanov) imaginent, par exemple, qu'une *complète* victoire de l'insurrection paysanne, une complète « *confiscation de la terre* » seigneuriale (mot d'ordre de Plékhanov) sans indemnité, pourrait avoir lieu sans pousser dans la contre-révolution les trois cinquièmes de la « démocratie bourgeoise » cadette ? Ne devons-nous pas pour cette raison commencer à marchander avec les cadets autour d'un programme paysan « raisonnable », qu'en pensez-vous, camarade Plékhanov ? Qu'en dites-vous, Messieurs Blank et Izgoïev ?

Et maintenant voici le final des raisonnements politiques de notre cadet : *si au moment présent la démocratie bourgeoise est contre l'insurrection armée, il ne peut et il ne doit plus en être question.*

Ces mots expriment toute l'essence et toute la signification de la politique cadette : soumettre le prolétariat aux cadets, le prendre en remorque dans la question fondamentale de sa conduite politique et de sa lutte politique. Il ne mène à rien de fermer les yeux là-dessus. Monsieur Blank détourne les yeux de ses lecteurs de façon assez habile : il ne parle pas des cadets, mais de la démocratie bourgeoise en général. Il parle du « moment présent », mais pas de l'insurrection en général. Seul un enfant pourrait se laisser

abuser, ne pas voir qu'il détourne les yeux du lecteur, et que le sens véritable des raisonnements de Monsieur Blank est précisément celui que nous avons indiqué : nous avons déjà cité une série d'exemples prouvant que Monsieur Blank (comme tous les cadets) ignore systématiquement la démocratie bourgeoise située plus à gauche que les cadets, que, conformément à toute sa position de défenseur des illusions constitutionnelles, il identifie les cadets à la démocratie bourgeoise et ignore la démocratie bourgeoise révolutionnaire. Il nous reste seulement à montrer que les cadets sont contre l'insurrection armée en général, et non pas seulement contre un choix inopportun du « moment » (il est surprenant de voir combien de fois l'on confond l'un et l'autre, confusion particulièrement avantageuse pour les cadets parce qu'elle masque leur refus de l'insurrection sous des raisonnements sur le moment opportun). Rien de plus facile que de le démontrer : il suffit de se reporter à l'*Osvobojdénié illégale*, où Monsieur Strouvé, au printemps et en été 1905, après le 9 janvier et avant le 9 octobre, combattait l'insurrection armée, montrant que prôner celle-ci était « *insensé et criminel* ». Les événements ont apporté un démenti suffisant à ce contre-révolutionnaire. Les événements ont montré que seule *l'union de la grève générale et de l'insurrection armée* que les marxistes avaient prévue et préconisée comme mot d'ordre, avait conquis à la Russie la reconnaissance de la liberté et des embryons de régime constitutionnel. Seuls quelques social-démocrates, isolés, dépourvus de partisans en Russie (comme Plékhanov), ont pu dire lâchement de l'insurrection de décembre : « il ne fallait pas prendre les armes ». Au contraire, l'immense majorité des social-démocrates était d'accord pour dire que l'insurrection était la réplique nécessaire à la suppression des libertés, qu'elle avait élevé tout le mouvement à un degré supérieur, et qu'elle avait montré qu'il était possible de lutter contre la troupe. Cette dernière circonstance a même été reconnue par un témoin aussi impartial, aussi prudent, aussi peu passionné que Kautsky.

Voyez donc maintenant à quoi se ramène la morale des messieurs Blank : le prolétariat ne doit pas songer à l'insurrection si le parti cadet (qui n'a jamais été révolutionnaire) n'a pas de sympathie pour l'insurrection (bien que dans

le moment présent comme *dans tous les autres* moments il soit contre l'insurrection). Non, Monsieur Blank ! Le prolétariat prendra obligatoirement en considération la démocratie bourgeoise même dans la question de l'insurrection en général et dans la question du moment de l'insurrection en particulier — mais seulement *pas* la démocratie bourgeoise cadette, mais *bien* la démocratie bourgeoise révolutionnaire — pas les tendances et les partis monarchistes libéraux, mais bien les tendances et les partis républicains révolutionnaires — pas les bavards qui se satisfont d'un parlement d'opérette, mais la masse paysanne (elle aussi fait partie de la démocratie bourgeoise) qui définit son attitude à l'égard de l'insurrection d'une autre manière que les cadets.

« Les cadets sont contre l'insurrection. » Mais ils n'ont jamais été et ils ne pourront jamais être pour. Ils en ont peur. Ils s'imaginent naïvement que de leurs désirs — du désir des éléments intermédiaires, qui se tiennent à l'écart de la lutte la plus aiguë et la plus immédiate — *dépend* la solution du problème de l'insurrection. Quelle erreur ! L'autocratie se prépare à la guerre civile, et elle la prépare, justement maintenant, de façon particulièrement systématique. Autour de la Douma mûrit une nouvelle crise politique, beaucoup plus large et beaucoup plus profonde. La masse paysanne et le prolétariat conservent encore dans leurs couches profondes une masse d'éléments combatifs qui exigent irrévocablement la liberté du peuple, et non pas des compromis de nature à ronger la liberté du peuple. De la volonté de quel parti, dans ces conditions, peut dépendre le fait qu'il y aura ou qu'il n'y aura pas insurrection ?

De même que le petit bourgeois d'Europe occidentale, à la veille de la révolution socialiste, rêve d'émousser les contradictions de classe entre la bourgeoisie et le prolétariat, appelle ce dernier à ne pas pousser les représentants de la première dans la réaction, se prononce pour la paix sociale et repousse avec un sentiment de profonde indignation morale l'idée antiscientifique, étroite, conspiratrice, anarchique, etc., de la catastrophe, de même le petit bourgeois russe, à mi-chemin de notre révolution démocratique bourgeoise, rêve d'émousser la contradiction entre l'auto-

cratie et la liberté du peuple, appelle les révolutionnaires, c'est-à-dire tous les partisans résolus et conséquents de cette liberté, à ne pas pousser dans la réaction la bourgeoisie libérale, se prononce pour la voie constitutionnelle et repousse avec un sentiment d'authentique indignation, étayée par l'idéalisme philosophique, l'idée antiscientifique, étroite, conspiratrice, anarchique, etc., de l'insurrection. Au petit bourgeois d'Europe occidentale, l'ouvrier conscient déclare : la catastrophe ne dépendra pas des éléments intermédiaires, mais de l'exacerbation des extrêmes. Au petit bourgeois russe (et le cadet est le petit bourgeois idéal en politique), l'ouvrier conscient déclare : l'insurrection ne dépendra pas de la volonté des libéraux, mais des actes de l'autocratie et des progrès de la conscience et de l'indignation parmi le prolétariat et la paysannerie révolutionnaire. Les petits bourgeois d'Europe occidentale disent au prolétariat : ne repousse pas loin de toi le petit paysan ni en général la petite bourgeoisie éclairée, social-libérale, réformatrice, ne t'isole pas toi-même, seule la réaction veut t'isoler. Le prolétaire répond : c'est de ceux qui veulent réconcilier la bourgeoisie et le prolétariat que je dois m'isoler dans l'intérêt de toute l'humanité travailleuse, car ces conciliateurs me conseillent de me désarmer, car ils exercent l'influence la plus nuisible, pratiquement et directement nuisible, sur la conscience de la classe opprimée par leur propagande de la conciliation, émousse des contradictions, etc. Mais de toute cette immense masse des petits bourgeois, de cette masse travailleuse, qui est capable de s'aligner sur le point de vue du prolétariat, de ne pas rêver de conciliation, de ne pas se passionner pour la consolidation de la petite exploitation dans la société capitaliste, de ne pas refuser la lutte contre le régime capitaliste lui-même, de cette masse je ne m'isole pas.

Dans une autre situation, dans une autre phase historique, à la veille (et même pas à la veille, mais au milieu) de la révolution, non pas socialiste, mais démocratique bourgeoise, il se produit quelque chose d'analogue en Russie. Le petit bourgeois dit au prolétaire : la réaction veut t'isoler, tu dois isoler la réaction, ne repousse pas loin de toi le cadet, le cadet éclairé politiquement libéral, qui souhaite des réformes. Le prolétaire répond : c'est de ceux qui

veulent concilier l'autocratie et la représentation populaire que je dois m'isoler dans une lutte effective pour une liberté réelle, car ces conciliateurs nous conseillent de nous désarmer, ils obscurcissent la conscience civique du peuple en prêchant la « paix politique » et les illusions constitutionnelles. Mais ces conciliateurs, tous ces cadets ne sont nullement le peuple, ne sont nullement la masse, ne sont nullement une force, comme le croient ceux qui se laissent entraîner par l'état d'esprit de la minute présente, les impressions de la minute présente, et qui aujourd'hui crient au danger d'isolement du prolétariat. La masse réelle, ce sont la paysannerie révolutionnaire et les éléments vraiment pauvres de la population des villes. Et de cette masse, je ne veux pas m'isoler, je l'appelle à se libérer des illusions constitutionnelles, je l'appelle à une lutte véritable, je l'appelle à l'insurrection. Pour déterminer le moment de l'insurrection, je tiendrai compte de la façon la plus sérieuse de l'état d'esprit et de l'évolution de la conscience de *cette* masse (et pas du tout des conciliateurs cadets), mais je n'oublierai pas une minute, au nom d'un succès instantané, au nom du brillant de pacotille du parlementarisme cadet (ou peut-être serait-il plus exact de dire du parlementarisme doubassovien), la lutte révolutionnaire contre l'autocratie, qui mûrit extrêmement vite et qui s'engagera vraisemblablement dans un avenir peu éloigné.

Il fut un temps, récemment, où en Europe le social-libéral, le petit-bourgeois conciliateur brillait de mille feux, menait grand bruit, imposait ses associations et ses accords au prolétariat. L'aile intellectuelle des partis social-démocrates se laissait prendre à l'hameçon, se laissait séduire par la politique du moment, créait la fameuse bernsteiniade, etc. Une année ou deux passèrent, le brouillard de la « paix sociale » se dissipa définitivement, et la justesse de la position de l'aile révolutionnaire de la social-démocratie, qui s'en tenait avec constance au point de vue prolétarien, devint tout à fait évidente.

Actuellement, en Russie, les victoires cadettes et la future Douma cadette tournent la tête à tout le monde. Le danger existe que l'aile intellectuelle de notre Parti se laisse attirer par ce brillant, se laisse séduire par des blocs électoraux avec les cadets, par l'idée de les soutenir, de se

comporter avec « tact » à leur égard, ne veuille pas définir de façon claire et précise, en partant du point de vue du prolétariat, la nature de classe petite-bourgeoise de ce parti, la nocivité de ses illusions constitutionnelles, le danger pressant que constitue sa tactique de « conciliation ». Il ne se passera même pas quelques années, quelques mois peut-être, et le brouillard se dissipera, la réalité confirmera les points de vue de la social-démocratie révolutionnaire, les pages des journaux et des revues cadettes cesseront d'être émaillées de louanges à l'égard de certains social-démocrates, louanges offensantes pour le prolétariat et qui témoignent d'une certaine maladie à l'intérieur de la social-démocratie.

## VI

## CONCLUSION

Parlant des opinions de Monsieur Blank, cet interprète des plus typiques de la politique cadette, nous avons presque complètement laissé de côté les points de vue de nos camarades mencheviks. Mais les conclusions relatives à leur position découlent d'elles-mêmes de ce que nous avons dit. Les éloges empressés que leur prodiguent les cadets sont déjà une allusion à une certaine faute qu'ils commettent. La presse cadette n'est pas loin de constituer les neuf dixièmes de toute la presse politique de la Russie à l'heure actuelle, et si toute cette presse bourgeoise commence à faire l'éloge, systématiquement et constamment, aujourd'hui de Plékhanov, demain de Potressov (*Nacha Jizn*), après-demain de la résolution de tous les mencheviks, c'est déjà un indice certain, quoique, bien entendu, indirect, que les camarades mencheviks sont en train de commettre, ou se préparent à commettre, une certaine faute. Il est impossible que l'opinion de toute la presse bourgeoise ait brusquement divorcé avec l'instinct de classe de la bourgeoisie qui est très sensible à la direction dans laquelle souffle le vent.

Mais, répétons-le, il ne s'agit que d'un indice indirect. L'exposé précédent conduit également à une formulation directe des erreurs qui apparaissent dans les projets des résolutions mencheviques. Il n'y a pas lieu ici d'analyser en détail ces résolutions, nous pouvons seulement en indiquer

brièvement l'essentiel, en liaison avec le problème « des victoires cadettes et des tâches du parti ouvrier ».

L'erreur des mencheviks est qu'ils ne formulent pas du tout, et même, de toute évidence, qu'ils oublient complètement cette tâche politique essentielle du prolétariat social-démocrate conscient dans le moment présent, que constitue la lutte contre les illusions constitutionnelles. Le prolétariat socialiste qui s'en tient strictement à un point de vue de classe, qui applique infailliblement la conception matérialiste de l'histoire à l'appréciation de la réalité contemporaine, qui est hostile à tous les sophismes et à tous les mensonges petits-bourgeois, ne peut pas ignorer cette tâche, à une époque telle que celle que traverse actuellement la Russie. S'il l'ignorait, il cesserait d'être le combattant d'avant-garde pour toute la liberté populaire, le combattant placé au-dessus de la médiocrité bourgeoise démocratique. S'il l'ignorait, il se traînerait, impuissant, à la queue des événements qui font justement maintenant de ces illusions constitutionnelles le même instrument de corruption bourgeois du prolétariat que la théorie de la « paix sociale », qui était récemment en Europe le principal instrument utilisé par la bourgeoisie pour détourner les ouvriers du socialisme.

Les illusions constitutionnelles, c'est toute une période de la révolution russe, qui a commencé naturellement après l'écrasement de la *première* insurrection armée (une seconde insurrection suivra) et les victoires électorales des cadets. Les illusions constitutionnelles, c'est un poison politique opportuniste et bourgeois que les millions d'exemplaires de la presse cadette déversent maintenant dans le cerveau du peuple, profitant du silence forcé des journaux socialistes. Voici par exemple le journal *Tovarichtch* [120], organe des cadets qui vont dans le « peuple », et spécialement dans la classe ouvrière. Dans le premier numéro, on chante des louanges dithyrambiques aux cadets : « Dans son programme, il (le parti cadet) promet (hum ! hum ! pro-met !...) de défendre les intérêts des paysans (à la manière de Kaufmann ?) et des ouvriers (tiens ! bien sûr !) et les droits politiques de tous les citoyens russes sans distinction. S'il obtient la majorité des voix à la Douma d'Etat, le gouvernement actuel, qui a causé tant de mal au peuple,

devra se retirer et l'Etat sera dirigé par des hommes nouveaux (un Mouraviev à la place d'un Witte ?), *qui obéiront à la voix du peuple.* » Oui, oui. Qui obéiront à la voix du peuple !... Les cadets ont du style !

Nous sommes convaincus qu'il ne se trouvera aucun socialiste qui ne soit pas révolté par ce mensonge bourgeois éhonté, qui ne reconnaisse pas entièrement et absolument la nécessité de lutter de la façon la plus énergique contre cette corruption bourgeoise de la classe ouvrière, corruption d'autant plus dangereuse que les cadets ont entre leurs mains quantité de journaux, alors que nous, malgré le nombre infini de tentatives que nous avons faites pour mettre sur pied le journal socialiste le plus modéré, le plus retenu, le plus modeste, nous n'en avons pas un seul.

Ce n'est pas tout. On ne peut manquer de convenir que ce mensonge bourgeois, cet obscurcissement de la conscience révolutionnaire du peuple, n'ont pas du tout le caractère d'incartades fortuites, mais bien d'une véritable campagne. Et il y a plus encore. La Douma cadette (si la Douma doit être cadette) est pour ainsi dire l'incarnation vivante des illusions constitutionnelles, leur foyer, le lieu géométrique de tous les aspects de la vie politique qui sautent le plus aux yeux (et qui, pour le point de vue superficiel, idéaliste, du petit bourgeois, paraissent l'essentiel, ou tout au moins le phénomène principal de la vie politique contemporaine). Nous avons devant nous non seulement une campagne systématique de toute la presse bourgeoise, de tous les idéologues bourgeois qui s'efforcent de traîner le prolétariat à leur remorque, nous avons devant nous une institution représentative de toute la Russie, qui possède toute l'auréole d'un premier, passez-moi l'expression, « parlement » et qui doit consolider cette transformation de la classe ouvrière en appendice du parti cadet. Rappelez-vous l'opinion des « sphères » citée plus haut : comme cela serait bien, si à la Douma, les cadets suscitaient la confiance de la société envers la Douma, et s'ils concentraient sur la Douma tous les espoirs de la société. La Douma doit être un emplâtre destiné à garantir contre la révolution... c'est en cela, en somme, que nos cadets s'accordent avec Dournovo et Doubassov. C'est un fait. La *Poliarnaïa Zvezda* l'a montré de façon particulièrement nette. Il vaut mieux

des réformes méthodiques et systématiques que le tourbillon révolutionnaire dans lequel disparaissent la pensée et la raison, disent messieurs Blank et consorts. Il vaut mieux marchander à la Douma avec les cadets que de se battre avec des troupes peu sûres contre les ouvriers et les paysans, disent Dournovo et Doubassov. *Les beaux esprits se rencontrent* *. Qui se ressemble s'assemble.

Tout le monde dit de nous que nous calomnions les libéraux. On nous traitait déjà de calomniateurs à l'époque où, dans la *Zaria* et dans la vieille *Iskra*, nous attaquions les premiers numéros de l'*Osvobojdénié* « baïonnette au canon » [121]. Ces calomnies, c'était en fait l'analyse marxiste de l'idéologie bourgeoise, analyse qui fut pleinement confirmée par la réalité. C'est pourquoi nous n'éprouverons ni étonnement ni chagrin, si aujourd'hui on nous accuse de calomnier le parti de la « liberté du peuple ».

Chaque période politique pose à la social-démocratie, représentante de la seule classe révolutionnaire jusqu'au bout, une tâche particulière et spécifique, qui se trouve placée à l'ordre du jour et que les couches opportunistes de la démocratie bourgeoise mettent toujours sous le boisseau, repoussent d'une manière ou d'une autre à l'arrière-plan. A l'heure actuelle, la tâche politique spécifique du moment, que seule peut accomplir la social-démocratie révolutionnaire et qu'elle a le devoir d'accomplir si elle ne veut pas trahir les intérêts permanents, radicaux, essentiels du prolétariat, cette tâche, c'est la lutte contre les illusions constitutionnelles. Les opportunistes petits-bourgeois se satisfont toujours de l'instant présent, du clinquant de la dernière innovation, du « progrès » de l'instant, tandis que nous, nous devons voir plus loin et plus profond, montrer tout de suite et directement dans ce progrès les aspects qui sont le fondement et le gage d'une *régression*, qui traduisent le caractère unilatéral, étroit, peu durable de ce qui a été obtenu et qui entraîne la nécessité de *poursuivre la lutte sous d'autres formes, dans des conditions différentes.*

Plus la victoire électorale des cadets et de l'opposition en général est décisive, plus une Douma cadette s'avère vraisemblable et proche, et plus dangereuses deviennent les

* En français dans le texte. (*N.R.*)

illusions constitutionnelles, plus se fait sentir la contradiction entre, d'une part, le maintien absolu, et même le renforcement, de la politique réactionnaire de l'autocratie qui, comme par le passé, tient tout le pouvoir entre ses mains, et, d'autre part, la représentation « populaire ». Cette contradiction engendre avec une vitesse extrême une nouvelle crise politique, incomparablement plus large et plus profonde, plus consciente et plus aiguë que toutes les précédentes. Ce que nous traversons en cette année 1906, à la vérité, c'est la *reproduction* de la révolution, selon l'heureuse expression d'un social-démocrate. Il semble que l'histoire de 1905 se répète, commençant à nouveau par le commencement, l'autocratie étant toute puissante, continuant par une effervescence sociale et un mouvement d'opposition d'une force encore jamais vue, embrassant tout le pays, et se terminant... qui sait par quoi ?... peut-être par la « reproduction » de la députation des libéraux au tsar, comme en été 1905, sous forme d'une adresse ou d'une résolution de la Douma cadette, peut-être par la « reproduction » de l'essor de l'automne 1905. Il serait ridicule d'essayer de deviner les formes exactes et les dates précises des futurs pas en avant de la révolution. Il importe d'avoir en vue l'ampleur incomparablement plus grande du mouvement, l'expérience politique incomparablement plus riche de l'ensemble du peuple. Il importe de ne pas oublier que ce qui nous attend dans un proche avenir, c'est une crise *révolutionnaire* précisément, et pas du tout parlementaire. La lutte « parlementaire » à la Douma est une petite étape ; ce n'est rien d'autre en réalité qu'une petite station de chemin de fer : « la plate-forme cadette » sur la ligne qui va de la constitution à la révolution *. Du fait des particularités fondamentales de la période sociale et politique actuelle, la lutte à la Douma *ne peut pas* décider du sort de la liberté du peuple, elle ne peut pas être la forme *principale* de lutte, car il est notoire que ce « parlement » n'est reconnu par *aucune des deux* parties en lutte, ni par les

* Jeu de mot intraduisible en français, le mot « plate-forme » signifiant en russe aussi bien quai de gare, petite station de chemin de fer que plate-forme politique. (*N.R.*)

Dournovo, les Doubassov et compagnie, ni par le prolétariat et la paysannerie.

Et la social-démocratie doit par conséquent, en tenant compte de toutes les particularités concrètes de la période historique présente, reconnaître résolument et faire entrer systématiquement dans l'esprit des ouvriers et des paysans conscients que la forme principale du mouvement social dans la Russie actuelle reste comme par le passé un mouvement directement révolutionnaire des larges masses du peuple, brisant les vieilles lois, détruisant les organes d'oppression du peuple, conquérant le pouvoir politique, créant un droit nouveau. La Douma convoquée par les Doubassov et les Dournovo et protégée par ces honorables messieurs jouera un très grand rôle dans le mouvement, mais en aucun cas elle ne transformera la forme principale de celui-ci. L'opinion inverse, déjà mise en avant et répandue aujourd'hui par les cadets, est une duperie à l'égard du peuple, une utopie de philistins petits-bourgeois.

C'est dans ce contexte que se pose la question de la démocratie bourgeoise et de son soutien par le prolétariat. Dans ce domaine également, les résolutions des mencheviks sont en partie insuffisantes, en parties erronées. Les cadets se mettent en quatre pour essayer d'identifier leur parti avec la démocratie bourgeoise en général, pour essayer de présenter leur parti comme le représentant essentiel de la démocratie bourgeoise. C'est un mensonge énorme. Et tout manque de clarté dans la définition que donnent les social-démocrates de la notion de « démocratie bourgeoise » fait le jeu de ce mensonge. Nous avons le devoir de résoudre le problème politique concret du soutien de la démocratie bourgeoise sur la base d'une évaluation précise des tendances concrètes, courants et partis qui existent à l'intérieur de la démocratie bourgeoise. Et sous ce rapport, la tâche fondamentale du moment consiste précisément à mettre à part la démocratie bourgeoise révolutionnaire, c'est-à-dire celle qui, bien qu'elle ne soit pas pleinement consciente en matière politique, qu'elle souffre d'une série de préjugés, etc., est capable de mener une lutte résolue et sans rémission contre tous les vestiges de la Russie féodale, à séparer cette démocratie bourgeoise de la démocratie bourgeoise monarchiste libérale, opportuniste, capable de tous

les compromis avec la réaction et manifestant à chaque moment critique ses tendances contre-révolutionnaires. L'existence de couches extrêmement larges de démocrates révolutionnaires en Russie ne fait aucun doute : leur manque d'organisation, leur caractère hors parti, le fait qu'elles sont écrasées par les répressions actuelles, tout cela ne peut induire en erreur que les observateurs les plus distraits et les moins réfléchis. Avec cette démocratie et avec elle seule, nous devons maintenant « marcher séparément mais combattre ensemble », dans le but de mener jusqu'au bout la révolution démocratique, en dénonçant de la façon la plus impitoyable, la précarité du parti cadet qui « domine » aujourd'hui.

En se donnant pour but de mener jusqu'au bout la révolution démocratique, le parti du prolétariat socialiste doit non seulement savoir dénoncer en toute occasion toutes les illusions constitutionnelles, non seulement séparer de toute la démocratie bourgeoise les éléments aptes à la lutte, mais aussi définir exactement et clairement, et exposer clairement devant les masses, les conditions de cette victoire décisive de la révolution, montrer aux masses et mettre à nu dans toute sa propagande et toute son agitation les caractères précis de cette victoire décisive de la révolution. Si nous ne le faisons pas — et les camarades mencheviks ne le font pas dans leurs résolutions — nos paroles sur « la révolution jusqu'au bout » resteront creuses et vides de sens.

Dans son article, Monsieur Blank cite la « social-démocratie » française des années 1848-1849. Ce très honorable cadet ne comprend pas qu'il dessine une caricature de lui-même. En effet, les cadets répètent aujourd'hui les erreurs des « social-démocrates » français, qui en réalité n'étaient pas du tout des social-démocrates, c'est-à-dire des marxistes. Ils n'étaient pas un parti de classe des ouvriers, mais un authentique parti petit-bourgeois ; ils étaient tout imprégnés d'illusions constitutionnelles et de la croyance aux méthodes «parlementaires » de lutte dans n'importe quelles conditions, même révolutionnaires. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle, malgré une série de succès parlementaires stupéfiants, purement « cadets », ils ont été victimes d'un honteux fiasco, que Marx a tant ridiculisé[122].

Notre Parti aussi, s'il s'était engagé inconsidérément dans n'importe quel bloc électoral, dans n'importe quel accord, compromis avec les cadets, s'il avait laissé dans l'ombre le problème de la lutte contre les illusions constitutionnelles, s'il avait, en recherchant un rapprochement avec la démocratie bourgeoise, identifié celle-ci avec son aile opportuniste, c'est-à-dire avec les cadets, s'il avait, à une époque semblable à celle que nous traversons aujourd'hui, oublié la nécessité de se préparer sérieusement à des procédés de lutte non parlementaires, notre Parti aurait été menacé lui aussi par le grave danger d'une répétition du triste sort qu'a connu la pseudo-social-démocratie petite-bourgeoise française, dans les années 1848 et 1849.

Il n'y a pour nous aucune raison valable d'envier les succès des cadets. Les illusions petites-bourgeoises et la confiance dans la Douma sont encore suffisamment puissantes parmi le peuple. Elles doivent être surmontées. Et elles le seront d'autant plus vite que le triomphe des cadets à la Douma sera plus grand. Saluons donc les succès des cadets, ces Girondins [123] de la grande révolution russe ! Derrière eux, on verra se dresser une masse populaire plus large, on verra se mettre en mouvement des couches de la population plus énergiques et plus révolutionnaires — et ces couches se rassembleront autour du prolétariat, elles conduiront jusqu'à la victoire complète notre grande révolution bourgeoise, elles inaugureront l'époque de la révolution socialiste en Occident.

28 mars 1906

# *CONGRÈS D'UNIFICATION DU P.O.S.D.R.*[124]

**10 (23) AVRIL-25 AVRIL (8 MAI) 1906**

*Publié en 1907 dans le recueil « Procès-verbaux du Congrès d'Unification du P.O.S.D.R. tenu à Stockholm en 1906 », Moscou*

*Conforme au texte des « Procès-verbaux »*

## 1

## DISCOURS DE CLÔTURE SUR LA QUESTION AGRAIRE [125]

J'avance deux thèses fondamentales : 1) les paysans ne voudront jamais de la municipalisation ; 2) la municipalisation sans république démocratique, sans pouvoir absolu du peuple pleinement garanti, sans éligibilité des fonctionnaires, est une chose nuisible. En développant ces deux thèses, je m'arrêterai tout d'abord sur les objections les plus sérieuses contre la nationalisation. Il ne fait aucun doute que l'objection présentée par le camarade Plékhanov mérite le plus d'attention. Le camarade Plékhanov a dit littéralement, j'ai noté ses paroles : « Nous ne pouvons en aucun cas être partisans de la nationalisation. » C'est une erreur. Je prends sur moi d'affirmer que, si la révolution paysanne se réalise effectivement dans notre pays et si le renouveau politique qui l'accompagnera, va jusqu'à la création d'une république effectivement démocratique, le camarade Plékhanov considérera alors comme possible d'être partisan de la nationalisation ; à supposer que dans le bouleversement à venir, une république démocratique s'instaure effectivement en Russie, dans ce cas toute la situation du mouvement non seulement en Russie, mais aussi sur le plan international, pousserait à la nationalisation. Si cette condition n'était pas réalisée, là encore la municipalisation apparaîtrait comme une fiction ; elle pourrait alors se réaliser tout au plus comme une nouvelle forme de rachat. Le camarade John [126] emploie le terme « aliénation », et non « confiscation », et comme l'a montré son discours, il n'a pas choisi ce terme fortuitement ; d'ail-

leurs, ce terme est purement cadet, il suppose tout ce que l'on veut, et le rachat projeté par les cadets se concilie parfaitement avec lui. Poursuivons. Qu'est-ce qui nous garantit contre une restauration ? a demandé le camarade Plékhanov. Je ne pense pas qu'entre cette question et le programme que nous analysons il y ait une liaison étroite, organique, mais dès l'instant où elle est posée, il faut lui donner une réponse tout à fait précise et sans aucune équivoque. Si l'on veut parler d'une garantie économique véritable, pleinement effective, contre la restauration, c'est-à-dire d'une garantie qui créerait des conditions économiques excluant cette restauration, nous sommes obligés de dire : la seule garantie contre une restauration, c'est la révolution socialiste en Occident ; il ne peut pas y avoir d'autre garantie, au sens exact et véritable de ce mot. En dehors de cette condition et quelle que soit la solution du problème (municipalisation, partage, etc.), la restauration non seulement est possible, mais simplement inévitable. Je formulerai cette proposition dans les termes suivants : la révolution russe peut vaincre par ses propres forces, mais en aucun cas elle n'est capable de maintenir et de consolider de ses propres mains ses conquêtes. Elle ne peut pas y parvenir s'il n'y a pas de révolution socialiste en Occident ; sans cette condition la restauration est inévitable, qu'il y ait municipalisation ou nationalisation ou partage, car le petit propriétaire, quelles que soient les formes de possession et de propriété, servira d'appui à la restauration. Après la victoire complète de la révolution démocratique, le petit propriétaire se tournera inévitablement contre le prolétariat, et cela d'autant plus vite que tous les ennemis communs du prolétariat et des petits patrons auront été renversés plus rapidement, à savoir : les capitalistes, les grands propriétaires fonciers, la bourgeoisie financière, etc. Notre république démocratique n'a aucune réserve autre que le prolétariat socialiste d'Occident et, sous ce rapport, il ne faut pas perdre de vue le fait que la révolution bourgeoise classique en Europe, c'est-à-dire précisément la grande révolution française du XVIIIe siècle, ne s'est nullement déroulée dans les mêmes conditions internationales que celles dans lesquelles se déroule la révolution russe. A la fin du XVIIIe siècle, la France était entourée d'Etats

féodaux et semi-féodaux. Au début du XXe siècle, la Russie qui accomplit sa révolution bourgeoise est entourée de pays dans lesquels le prolétariat socialiste, résolu et ferme, est à la veille de lancer la bataille finale contre la bourgeoisie. Si des événements relativement négligeables, tels que la promesse faite par le tsar le 17 octobre d'accorder la liberté à la Russie, ont déjà donné une grande impulsion au mouvement du prolétariat en Europe occidentale, s'il a suffi aux ouvriers autrichiens de recevoir de Pétersbourg le télégramme sur le fameux manifeste constitutionnel pour les pousser à descendre aussitôt dans la rue, pour amener une série de manifestations et de collisions armées dans les plus grandes villes industrielles de l'Autriche, on peut imaginer comment se comportera le prolétariat socialiste international si les courriers de Russie lui apportent non pas une promesse de liberté, mais la nouvelle de sa réalisation effective et de la victoire complète de la paysannerie révolutionnaire. Si, par contre, on posa la question des garanties contre une restauration sur un autre terrain, c'est-à-dire si l'on parle d'une garantie relative et conditionnelle contre la restauration, on est obligé de dire ceci : la seule garantie relative et conditionnelle contre la restauration, c'est que la révolution soit accomplie de la façon la plus décisive possible, qu'elle soit conduite directement par la classe révolutionnaire, avec le minimum de participation possible des intermédiaires, des opportunistes et conciliateurs de toute sorte, que cette révolution soit effectivement menée jusqu'au bout — alors mon projet donne le maximum de garanties contre la restauration.

Dans mon projet, les comités paysans représentent le levier direct du mouvement révolutionnaire paysan, sa forme la plus souhaitable. Le mot d'ordre des comités paysans, cela signifie en langage clair que les paysans fassent justice eux-mêmes, directement et immédiatement, des fonctionnaires et des propriétaires fonciers, et cela de la façon la plus résolue. Le mot d'ordre des comités paysans, cela signifie que le peuple opprimé par les vestiges du féodalisme et le régime policier, fasse justice de ces vestiges, comme disait Marx, « à la plébéienne [127] ». Cet aspect d'une révolution menée jusqu'au bout, réalisant l'éligibilité des fonctionnaires par le peuple, a rappelé au

camarade Plékhanov l'anarchisme si désagréable pour lui, comme d'ailleurs pour nous tous, bien sûr, mais il est au plus haut point étrange que l'élection des fonctionnaires par le peuple puisse faire penser à l'anarchisme ; il est au plus haut point étrange qu'en un moment tel que celui que nous vivons, la question de l'élection des fonctionnaires par le peuple ait pu ou puisse provoquer le sourire chez quelque social-démocrate que ce soit, à l'exception évidemment de Bernstein. En effet, nous traversons maintenant une époque où ce mot d'ordre (élection des fonctionnaires par le peuple) acquiert l'importance pratique la plus grande et la plus directe. Toute notre activité, notre propagande et notre agitation parmi les masses paysannes doivent consister dans une grande mesure à propager, à répandre et à expliquer ce mot d'ordre précisément. Prôner la révolution paysanne, parler de révolution agraire dans un sens tant soit peu sérieux du terme, et ne pas parler en même temps de la nécessité d'une démocratie véritable, c'est-à-dire entre autres de l'élection des fonctionnaires par le peuple, c'est une contradiction criante. Le reproche d'anarchisme en cette occasion ne fait que me rappeler les bernsteiniens allemands, qui récemment, dans leur polémique contre Kautsky, l'accusaient d'anarchisme.

Nous devons dire franchement et nettement au paysan : si tu veux mener la révolution agraire jusqu'au bout, tu dois également conduire jusqu'au bout la révolution politique ; si l'on ne conduit pas jusqu'au bout la révolution politique, il n'y aura pas du tout de révolution agraire, ou bien il n'y aura pas de révolution agraire tant soit peu durable. Sans un renouveau démocratique complet, sans l'élection des fonctionnaires par le peuple, ou bien nous aurons des émeutes paysannes, ou bien nous aurons des réformes agraires cadettes. Nous n'aurons pas ce qui aurait mérité le grand mot employé par Plékhanov : la révolution paysanne. Poursuivons. La municipalisation donne à la lutte de classe une vaste arène, a dit Plékhanov ; je me suis efforcé de reproduire cette affirmation le plus littéralement possible, et je dois déclarer résolument que cette affirmation n'est rien moins qu'*erronée* ; elle est erronée à la fois au sens politique et au sens économique. Dans toutes autres conditions égales, la municipalité et la possession

municipale de la terre sont sans aucun doute une arène plus étroite de la lutte de classe que toute la nation, que la nationalisation de la terre. La nationalisation de la terre en république démocratique crée incontestablement le plus large champ d'action pour la lutte de classes, le plus large qui soit possible et concevable en général sous le régime capitaliste. La nationalisation signifie la suppression de la rente absolue, l'abaissement du prix du blé, un maximum de liberté de concurrence et de liberté de pénétration du capital dans l'agriculture. La municipalisation, au contraire, rétrécit la lutte de classe sur le plan national, faute d'épurer tous les rapports de production à la campagne de la rente absolue et parce qu'elle remplace notre revendication générale par des revendications particulières ; en tout cas, la municipalisation émousse la lutte de classe. De ce point de vue, la question posée par Plékhanov ne peut être résolue que dans un sens. De ce point de vue, il est incontestable que la municipalisation ne résiste pas à la critique. La municipalisation rétrécisserait et éclipserait la lutte de classe.

L'objection suivante de Plékhanov concerne la prise du pouvoir. Plékhanov a relevé dans mon projet de programme agraire l'idée de la prise du pouvoir, et je dois dire qu'elle s'y trouve effectivement, mais ramener cette idée à la prise du pouvoir telle que la concevaient les populistes de la « Narodnaïa Volia » [128] est une très grosse erreur. Dans les années 70 et 80, alors que l'idée de la prise du pouvoir était cultivée par les populistes, ceux-ci n'étaient qu'un groupe d'intellectuels, et en fait, il n'existait pas de mouvement révolutionnaire tant soit peu large, véritablement de masse. La prise du pouvoir était un souhait ou une phrase creuse formulée par une poignée d'intellectuels, et non la prochaine étape inévitable d'un mouvement de masse en plein développement. Maintenant, après octobre, novembre et décembre 1905, après que les larges masses de la classe ouvrière, des éléments semi-prolétariens et de la paysannerie ont montré au monde des formes de mouvement révolutionnaire qu'on n'avait pas vues depuis longtemps, maintenant, après que la lutte révolutionnaire du peuple pour le pouvoir a éclaté à la fois à Moscou, dans le Midi et dans les Territoires Baltes, ramener maintenant l'idée

de la conquête du pouvoir politique par le peuple révolutionnaire aux idées du populisme, c'est retarder d'au moins vingt-cinq ans, c'est biffer de l'histoire de la Russie toute une très grande période. Plékhanov a déclaré : il ne faut pas avoir peur de la révolution agraire. Or, la peur de la conquête du pouvoir par la paysannerie révolutionnaire, c'est précisément la peur de la révolution agraire. La révolution agraire est une phrase vide si sa victoire ne suppose pas la conquête du pouvoir par le peuple révolutionnaire. Si cette dernière condition n'est pas remplie, ce ne sera pas une révolution agraire, mais une émeute paysanne ou des réformes agraires cadettes. Je rappellerai seulement, pour en terminer avec l'analyse de ce point, que même la résolution des camarades de la minorité, publiée dans les *Partiinyé Izvestia* n° 2, déclare que d'ores et déjà, la tâche se pose à nous d'arracher le pouvoir des mains du gouvernement.

L'expression : « activité créatrice du peuple », qui ne figure pas, semble-t-il, dans nos résolutions, mais que j'ai employée si l'on en croit la mémoire du camarade Plékhanov, dans mon discours, lui semble un rappel de nos vieilles connaissances parmi les populistes et les socialistes-révolutionnaires. Ce souvenir du camarade Plékhanov me paraît une fois de plus retarder de vingt-cinq ans. Rappelez-vous ce qu'il y a eu en Russie dans le dernier trimestre de 1905 ; les grèves, les Soviets des députés ouvriers, les insurrections, les comités paysans, les comités de cheminots, etc., etc., tout cela témoigne précisément du passage du mouvement populaire à la forme insurrectionnelle, tout cela montre l'existence incontestable d'embryons d'organes du pouvoir révolutionnaire, et mes paroles sur l'« activité créatrice du peuple » avaient un contenu parfaitement déterminé et concret ; elles se rapportaient précisément à ces journées historiques de la révolution russe, elles caractérisaient cette manière d'engager la lutte non seulement contre l'ancien pouvoir, mais aussi la lutte par l'intermédiaire du pouvoir révolutionnaire, procédé appliqué pour la première fois par les larges masses d'ouvriers et de paysans russes dans les célèbres journées d'octobre et de décembre. Si notre révolution est enterrée, alors seront enterrées aussi ces formes embryonnaires de pouvoir révolutionnaire des paysans et

ouvriers ; si, par contre, vos paroles sur la révolution paysanne ont un sens, si nous devons avoir effectivement une révolution agraire au sens authentique du terme, alors nous verrons sans aucun doute se répéter les événements d'octobre et de décembre à une échelle incomparablement plus large. Le pouvoir révolutionnaire, non pas des intellectuels, non pas d'un groupe de conspirateurs, mais des ouvriers et paysans, a déjà eu lieu en Russie, a déjà été réalisé dans les faits au cours de notre révolution. Ce pouvoir a été écrasé par la réaction triomphante, mais si nous avons des raisons effectives d'être convaincus d'un nouvel essor de la révolution, nous devons inévitablement nous attendre aussi à l'essor, au développement et au succès, de nouveaux organes du pouvoir révolutionnaire, encore plus résolus, encore plus liés à la paysannerie et au prolétariat. Par conséquent, Plékhanov, en utilisant l'épouvantail archi-usé et ridicule du populisme, a simplement éludé l'analyse des formes prises par le mouvement en octobre et en décembre.

Enfin, examinons encore la question de savoir si mon programme est souple et ferré des quatre pieds. Je pense que sous ce rapport également, mon programme agraire, par comparaison avec tous les autres, est le plus satisfaisant. Que faire, si les choses vont mal pour la révolution ? Que faire si tous les « si » que j'ai mis dans mon projet n'étant pas réalisés, on ne peut plus parler de mener jusqu'au bout notre révolution démocratique ? Alors, incontestablement, il faudra tenir compte des conditions de l'économie paysanne et de la jouissance paysanne de la terre telles qu'elles existent maintenant. A cet égard, je citerai un phénomène d'une importance aussi considérable que le fermage. En effet, si l'on dit que les choses peuvent aller mal pour la révolution, qu'elle peut rester inachevée, dans ce cas, incontestablement, il faudra tenir compte de l'existence et de l'impossibilité d'éliminer un tel phénomène, et dans mon projet, au pis aller, pour un cas où tous les « si » prétendument utopiques feraient défaut, les tâches du Parti sont prévues de façon plus complète, plus précise et beaucoup plus réaliste que dans celui du camarade Maslov. Ainsi, mon programme donne des mots d'ordre pratiques à la fois pour les conditions actuelles d'économie

paysanne et de jouissance paysanne de la terre, et pour les perspectives optimales de développement futur du capitalisme. Le camarade John a essayé de faire un bon mot en disant qu'il y avait trop de programmes dans mon programme, qu'on y trouvait à la fois la confiscation et le fermage, qui s'excluent l'une l'autre ; mais la plaisanterie a fait long feu, parce que la confiscation des terres des grands propriétaires fonciers n'exclue pas le fermage qui a également lieu sur les terres des paysans. Par conséquent, le camarade Plékhanov a eu particulièrement tort, lorsqu'il avançait contre moi son argument le plus spectaculaire. Il n'est pas difficile, a-t-il dit, d'écrire un programme pour le cas où tout se passerait le mieux du monde. N'importe qui pourra en écrire un, mais allez donc écrire un programme pour le cas où, justement, les meilleures conditions feraient défaut. En réponse à cet argument, j'affirme que, précisément dans le cas où le déroulement ou l'issue de notre révolution seraient les moins favorables, mon programme, en parlant de la confiscation des terres des grands propriétaires fonciers et en prévoyant des questions telles que le fermage, est particulièrement lucide et particulièrement bien ferré ; par contre, en ce qui concerne le camarade John, son projet, qui ne dit rien des conditions les moins favorables, c'est-à-dire en l'absence de démocratie politique réellement mise en pratique, nous donne seulement la municipalisation ; or une municipalisation sans éligibilité des fonctionnaires, sans suppression de l'armée permanente, etc., présente le même danger, et même un danger plus grand que la nationalisation. Voilà pourquoi j'insiste pour inclure ces « si » que Plékhanov a si injustement condamnés.

Donc, les paysans n'accepteront pas la municipalisation. Le camarade Kartvélov [129] nous a dit qu'au Caucase, les paysans étaient entièrement d'accord avec les socialistes-révolutionnaires, mais qu'ils demandaient en même temps s'ils auraient le droit de vendre la terre qu'ils auraient obtenue par voie de partage ou de socialisation. Très juste, camarade Kartvélov ! Votre observation correspond entièrement aux intérêts des paysans en général et à la compréhension que les paysans ont eux-mêmes de leurs intérêts, mais c'est parce que les paysans envisagent toutes les

transformations agraires du point de vue de savoir s'ils auront le droit de vendre les terres supplémentaires qu'ils auront obtenues, c'est précisément pour cette raison que les paysans seront absolument contre la municipalisation, contre la remise aux zemstvos. Jusqu'à présent, les paysans confondent encore le zemstvo avec le chef du zemstvo et ils ont à cela des raisons beaucoup plus profondes que ne le supposent les majestueux professeurs de droit cadets, qui se moquent de l'ignorance paysanne. C'est pourquoi, avant de parler de municipalisation, il est nécessaire, il est absolument nécessaire, de parler de l'éligibilité des fonctionnaires par le peuple. Maintenant par contre, tant que cette revendication démocratique n'est pas réalisée, il convient seulement de parler des confiscations en général, ou bien de partage. Voilà pourquoi, dans le but de simplifier pour le Congrès la question fondamentale, je présente les choses de la façon suivante : puisque le programme du camarade Borissov [130] comporte une série de traits communs avec le mien et est basé précisément sur le partage et non sur la nationalisation, je retire mon programme et je propose au congrès de se prononcer sur cette question : le partage ou la municipalisation. Si vous rejetez le partage — ou peut-être est-il plus exact de dire « lorsque » vous rejetterez le partage — il me faudra évidemment retirer mon projet comme inutile, et ceci à titre définitif ; si par contre vous acceptez le partage, je présenterai mon programme en entier comme amendement à celui du camarade Borissov. Je rappellerai encore, en réponse aux reproches selon lesquels j'impose la nationalisation aux paysans, que mon programme comporte « *une variante A* » qui rejette spécialement toute idée d'imposer quoi que ce soit aux paysans contre leur volonté. Par conséquent, le remplacement de mon projet par celui de Borissov lors du vote initial ne changera strictement rien au fond du problème, mais il nous sera alors plus facile et plus simple de faire connaître la volonté réelle du Congrès. A mon avis, la municipalisation est une erreur nuisible, le partage est une erreur, mais pas nuisible.

Je m'arrêterai brièvement sur cette distinction : les partisans du partage rapportent les faits de façon juste, mais ils ne se rappellent pas la maxime de Karl Marx sur

le vieux matérialisme : « les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de différentes manières, mais il s'agit de le transformer » [131]. Le paysan dit : « la terre est à Dieu, la terre est au peuple, la terre n'est à personne ». Les partisans du partage nous expliquent que le paysan ne dit pas cela consciemment, qu'il dit une chose et en pense une autre. Les aspirations réelles des paysans, disent-ils, sont entièrement et exclusivement d'acquérir de nouvelles terres, d'agrandir la petite exploitation, et rien d'autre. Tout cela est absolument vrai. Mais là, notre désaccord avec les partisans du partage, loin de s'achever, ne fait que commencer. Ces paroles des paysans, malgré toute leur inconséquence ou leur manque de contenu économique, nous devons les utiliser pour y accrocher notre propagande. Tu dis que tous doivent jouir de la terre ? Tu veux restituer la terre au peuple ? C'est parfait, mais qu'est-ce que cela veut dire, donner la terre au peuple ? Qui administrera les biens populaires et l'avoir du peuple ? Les fonctionnaires, les Trépov. Est-ce que tu veux donner la terre à Trépov et aux fonctionnaires ? Non. N'importe quel paysan dira qu'il ne veut pas leur donner la terre. Est-ce que tu veux donner la terre à des Pétrounkévitch et Roditchev [132], qui peut-être, siégeront à l'administration municipale indépendante ? Non. Les paysans ne voudront certes pas donner la terre à ces messieurs. Par conséquent, expliquerons-nous aux paysans, pour que la terre puisse être distribuée à tout le peuple dans l'intérêt des paysans, il est indispensable que soit garantie l'élection de tous les fonctionnaires, sans exception, par le peuple. Par conséquent, le projet de nationalisation que je présente, projet soumis à la condition d'une réalisation totale de la république démocratique, donne précisément la ligne de conduite juste pour nos propagandistes et nos agitateurs en leur montrant de façon claire et précise que l'analyse des revendications paysannes sur la terre doit servir de terrain à la propagande politique et, en particulier, à la propagande républicaine. Le paysan Michine, par exemple, qui a été élu député des paysans de Stavropol à la Douma, a apporté les instructions de ses grands électeurs, publiées en entier dans le *Rousskoïé Gossoudarstvo* [133]. On y réclame à la fois le départ des fonctionnaires du zemstvo, la construction de si-

los et la remise de toutes les terres au Trésor. Cette dernière revendication est incontestablement un préjugé réactionnaire, car en Russie constitutionnelle d'aujourd'hui et de demain le Trésor relève du despotisme policier et militaire ; nous ne devons pas seulement rejeter cette revendication comme préjugé nuisible, nous devons nous en saisir pour expliquer à Michine et à ses semblables comment les choses se présentent en réalité : que la revendication de la mise dès terres sous l'administration du Trésor exprime, bien que très mal, une idée extrêmement importante et utile pour les paysans. La remise de la terre au Trésor ne peut être très utile pour les paysans et ne sera très utile pour eux que lorsque l'Etat sera devenu une république tout à fait démocratique, lorsque l'élection des fonctionnaires sera entièrement mise en application, lorsque l'armée permanente sera supprimée, etc. Voilà toutes les raisons pour lesquelles je pense que si vous rejetez la nationalisation, vous provoquerez par là même, inévitablement, les mêmes erreurs de la part de nos militants, de nos propagandistes et de nos agitateurs que celles que nous avons provoquées par notre programme erroné de 1903 sur les *otrezki*. De même qu'alors nos *otrezki* avaient reçu une interprétation plus restrictive que ne le comprenaient les auteurs de ce point, de même maintenant le refus de la nationalisation et son remplacement par la revendication du partage, sans parler même de la municipalisation avec laquelle le gâchis est complet, entraîneront inévitablement la même série d'erreurs de la part de nos militants, de nos propagandistes et de nos agitateurs, de telle sorte que nous serons rapidement obligés de regretter d'avoir adopté le programme de partage ou de municipalisation.

Je termine en énonçant une dernière fois mes deux thèses fondamentales : 1) les paysans ne voudront jamais de la municipalisation ; 2) la municipalisation sans république démocratique, sans éligibilité des fonctionnaires par le peuple est une chose nuisible.

## 2

## DISCOURS DE CONCLUSION SUR LA PÉRIODE ACTUELLE ET LES TÂCHES DE CLASSE DU PROLÉTARIAT

Je vais m'efforcer de dégager l'essentiel. Le camarade Ptitsyne [134] m'a rappelé le proverbe : qui cherche trouve. Il a demandé : où les bolcheviks voient-ils que la forme principale de la lutte est maintenant la destruction des lois, etc. ? Camarade Ptitsyne, enlevez donc vos lunettes cadettes. Il vous semble que la forme principale de lutte, c'est le parlementarisme. Voyez donc : agitation parmi les chômeurs, agitation dans les troupes, agitation paysanne. La forme principale du mouvement n'est pas à la Douma, celle-ci ne peut jouer qu'un rôle indirect. Le camarade Plékhanov a dit que Hegel se retournerait deux fois dans sa tombe s'il m'entendait le citer. Certes, le camarade Plékhanov a parlé avant le camarade Ptitsyne, et pourtant ce qu'il a dit concerne plutôt ce dernier. Le camarade Ptitsyne s'incline devant l'instant présent, il ne remarque que les phénomènes qui apparaissent à la surface et ne remarque pas ce qui se passe en profondeur. Il n'étudie pas les phénomènes dans leur développement. De l'avis du camarade Ptitsyne, les discours sur la tête et la queue, sur le rôle d'avant-garde ou d'arrière-garde du prolétariat, c'est de la phraséologie. L'erreur fondamentale des mencheviks s'est fait sentir ici de façon particulièrement visible. Ils ne voient pas que la bourgeoisie est contre-révolutionnaire, qu'elle a une tendance consciente au compromis. A titre d'argument, ils citent les Jacobins, en indiquant que ceux-ci étaient de monarchistes naïfs et sont devenus

des républicains. Mais les cadets ne sont pas des monarchistes naïfs, ce sont des monarchistes conscients. C'est ce qu'oublient les mencheviks.

Le terrible camarade Léonov [135] a dit : Voyez, les « bolcheviks » dissertent sur le peuple révolutionnaire. Mais c'est aussi ce que disent les « mencheviks » dans leur résolution. Le camarade Léonov a cité Marx qui disait dans la *Lutte des classes en France* que la république était la plus haute forme politique de la domination de la bourgeoisie. Le camarade Léonov aurait dû poursuivre la citation. Il aurait vu alors que la république était imposée à la bourgeoisie par une situation provisoire, et que la bourgeoisie, divisée en deux fractions — les légitimistes et les orléanistes — ne faisait que supporter la république [136] contre sa volonté.

Dan a déclaré : les « bolcheviks » ignorent délibérément la valeur de l'organisation politique. Cela n'est pas vrai. Mais ce serait un truisme que de parler en général de l'importance de l'organisation. La question est de savoir précisément quelles formes d'organisation politique sont nécessaires actuellement. Nous devons indiquer le terrain sur lequel nous construisons l'organisation politique. Les « mencheviks » partent des prémisses de l'essor de la révolution, et dans le même temps, ils recommandent des formes d'action qui correspondent non pas au développement de la révolution, mais à son déclin. Par-là même, ils font le jeu des cadets qui dénigrent par tous les moyens la période d'octobre-décembre. Les « mencheviks » parlent d'explosion. Mettez ce mot dans la résolution. Alors, la forme actuelle du mouvement — les élections à la Douma d'Etat et autres — apparaîtra pour ce qu'elle est, c'est-à-dire rien moins qu'une forme transitoire du mouvement.

Le camarade Dan a déclaré : les mots d'ordre de la minorité (« mencheviks ») ont été confirmés, et il a cité l'auto-administration révolutionnaire et les Soviets des députés ouvriers. Mais prenez le numéro 5 des *Cahiers* de Plékhanov. Il y déclare que l'auto-administration révolutionnaire « désoriente » les gens. Mais qui ce mot d'ordre a-t-il désorienté et quand ? Nous n'avons jamais repoussé ce mot d'ordre. Mais nous l'avons considéré comme insuffisant. C'est un mot d'ordre bâtard, ce n'est pas un mot

d'ordre de révolution victorieuse. La référence aux Soviets des députés ouvriers n'est pas juste. Nous n'en avons pas encore parlé.

L'erreur de Plékhanov consiste en une absence complète d'analyse des formes du mouvement qui existaient en octobre. Les Soviets des députés ouvriers, a-t-il déclaré, sont souhaitables et nécessaires. Mais il ne s'est pas donné la peine d'analyser ce que représentaient ces Soviets. Qu'étaient-ils ? Des organes d'auto-administration révolutionnaire, ou des organes embryonnaires du pouvoir ? J'affirme, et cette thèse ne peut être réfutée, que c'était la lutte menée par l'intermédiaire du pouvoir révolutionnaire. C'est cela, et seulement cela, qui constituait la différence caractéristique entre la lutte d'octobre-décembre et celle de maintenant ; et nous ne pouvons imposer telle ou telle forme de lutte.

Plékhanov a déclaré : on a fait l'éloge de Bernstein à propos de la théorie, du fait qu'il refusait un marxisme théorique, et moi, on m'a complimenté à propos de la tactique. Mais la situation est tout autre, a dit le camarade Plékhanov. A cela, le camarade Warszawski lui a fort justement répondu que Bernstein avait été félicité à propos de la tactique. Pour sa tendance à émousser les contradictions, comme le font les cadets. Bernstein émoussait les contradictions sociales à la veille de la révolution socialiste. Plékhanov émousse les contradictions politiques au moment où la révolution démocratique bourgeoise bat son plein. C'est pour cette raison que les cadets font l'éloge de Plékhanov et des mencheviks.

Le camarade Plékhanov a dit : nous ne nions pas la prise du pouvoir, mais nous sommes pour une prise du pouvoir comme à l'époque de la Convention, et non pour un coup d'Etat de conspirateurs. Ecrivez donc cela, camarades « mencheviks », dans votre résolution. Repoussez le léninisme, stigmatisez les comploteurs socialistes-révolutionnaires, etc., etc., cela ne me fait pas peur le moins du monde, mais mettez dans votre résolution la prise du pouvoir du type de la Convention, et nous signerons cette résolution des deux mains. Seulement rappelez-vous, camarade Plékhanov, que dès le moment où vous aurez écrit cela, croyez-moi, les cadets cesseront de vous féliciter.

## 3

## PROJET DE RÉSOLUTION SUR LA DOUMA D'ÉTAT PRÉSENTÉ AU CONGRÈS D'UNIFICATION DU PARTI [137]

Etant donné que :

1) la loi électorale du 11 décembre et les conditions effectives des élections ont privé le prolétariat et la social-démocratie de la possibilité de participer aux élections, en présentant et en faisant passer librement de vrais candidats du Parti ;

2) en conséquence, la signification réelle de la participation des ouvriers aux élections devait inévitablement se ramener, et s'est ramenée en fait comme l'a montré l'expérience, à un obscurcissement de la stricte position de classe du prolétariat par suite des accords avec les cadets ou d'autres groupes de la bourgeoisie ;

3) seul un boycottage complet et conséquent a donné la possibilité aux social-démocrates de soutenir le mot d'ordre de la convocation par voie révolutionnaire d'une Assemblée constituante, de faire retomber toute la responsabilité de la Douma d'Etat sur le parti des cadets, et de préserver le prolétariat et la démocratie paysanne ou révolutionnaire des illusions constitutionnelles ;

4) la Douma d'Etat, avec la composition cadette (en majorité) qui s'y dessine déjà, ne peut en aucune façon remplir le rôle d'une véritable représentation populaire et contribue seulement de manière indirecte au développement d'une nouvelle crise révolutionnaire encore plus large et plus profonde,

nous reconnaissons et nous proposons au congrès de reconnaître que :

1) les organisations du Parti, en boycottant les élections à la Douma d'Etat et la Douma elle-même, ont agi de façon juste ;

2) la tentative de créer une fraction parlementaire social-démocrate, dans les conditions politiques actuelles et en l'absence à la Douma de social-démocrates qui soient vraiment hommes du Parti et capables de le représenter, ne peut promettre aucun succès important, menace plutôt de compromettre le P.O.S.D.R. et de le rendre responsable d'un type particulièrement nuisible de parlementaires, à mi-chemin entre les cadets et les social-démocrates ;

3) par suite de tout ce qui vient d'être exposé, les conditions nécessaires n'existent pas encore pour que notre Parti s'engage sur la voie parlementaire ;

4) la social-démocratie doit tirer parti de la Douma d'Etat, de ses heurts avec le gouvernement ou de ses conflits intérieurs, pour combattre ses éléments réactionnaires, dénoncer impitoyablement l'inconséquence et l'instabilité des cadets, se montrer particulièrement attentifs aux éléments de la démocratie révolutionnaire paysanne, les grouper, les opposer aux cadets, soutenir toutes leurs actions qui répondent aux intérêts du prolétariat, se préparer à appeler le prolétariat à un assaut décisif contre l'autocratie au moment où, peut-être par suite de la crise à la Douma, la crise révolutionnaire générale sera devenue la plus aiguë ;

5) considérant comme possible la solution que le gouvernement dissolve la Douma d'Etat et convoque une Douma avec de nouveaux députés, le congrès décide que, dans le déroulement de la nouvelle campagne électorale, aucune liste commune ni aucun accord avec le parti cadet ne sont admissibles, pas plus qu'avec les éléments non révolutionnaires qui leur ressemblent ; quant à savoir si la participation de notre Parti à la nouvelle campagne électorale est possible, cette question sera résolue par la social-démocratie russe en relation avec les circonstances concrètes du moment.

*La « Volna » n° 12, 9 mai 1906*

*Conforme au texte du journal*

## 4

## CORAPPORT SUR LA QUESTION DE L'ATTITUDE À L'ÉGARD DE LA DOUMA D'ÉTAT

Camarades,

Je ne vais pas vous lire la résolution des bolcheviks, car cette résolution est probablement connue de vous tous. (Mais comme les membres du congrès le réclament, l'orateur relit toutefois le texte de la résolution des bolcheviks.) La comparaison entre cette résolution et celle des mencheviks nous montre les quatre différences essentielles suivantes, ou les quatre défauts essentiels de la résolution des mencheviks.

1) La résolution des mencheviks n'émet aucun jugement sur les élections, elle ne tient pas compte des résultats objectifs de notre expérience politique dans ce domaine ;

2) Cette résolution est toute imprégnée d'une attitude imprudente, pour s'exprimer modérément, ou optimiste à l'égard de la Douma d'Etat ;

3) Elle n'établit pas de distinction claire des différents courants ou différents partis à l'intérieur de la démocratie bourgeoise, du point de vue de notre tactique à leur égard ;

4) Votre résolution décide la formation d'un groupe parlementaire à un moment et dans des conditions telles que l'avantage d'une telle mesure pour le parti du prolétariat ne saurait en aucune façon être démontré.

Telles sont les divergences réelles qui nous opposent, si l'on analyse ces divergences sérieusement, sans couper les cheveux en quatre à propos de mots ou de vétilles.

Examinons donc ces quatre points.

L'étude de l'expérience relative aux élections revêt une importance énorme si nous voulons fonder nos conclusions non pas sur des phrases générales concernant le parlementarisme en général, etc., mais sur le rapport réel des forces politiques. En effet, nous avons avancé et nous avançons cette thèse tout à fait précise : participer aux élections signifie en réalité soutenir les cadets, il est impossible d'y participer sans établir d'alliance avec les cadets. Analysez-vous le fond de cette idée ? Envisagez-vous la réalité du point de vue des données pratiques ? Absolument pas. Axelrod a complètement éludé la première moitié des questions, et en ce qui concerne la seconde, il a donné deux réponses contradictoires. D'abord, il a parlé d'une alliance avec les cadets en général, en employant les expressions les plus méprisantes. Ensuite, il a dit qu'il ne verrait aucune objection à cette alliance, mais naturellement, non pas pour les vieux et mesquins « chuchotis », les accords dans l'ombre, mais en vue d'actions ouvertes et directes, au su et au vu de l'ensemble du prolétariat. Cette dernière « thèse » d'Axelrod constitue un remarquable modèle des rêves cadets, des véritables « vœux pieux » engendrés par les illusions constitutionnelles. Nous n'avons pas en fait de constitution, nous n'avons aucun terrain pour des actions ouvertes, nous n'avons que le « constitutionnalisme » doubassovien. Les rêves d'Axelrod demeureront des rêves creux, et les cadets tireront un avantage réel des accords conclus, qu'ils soient tacites ou écrits, formels ou non formels.

Et lorsqu'on dit que nous nous sommes nous-mêmes tenus à l'écart des élections, on oublie toujours que ce sont les conditions politiques, et non notre volonté, qui ont tenu notre Parti à l'écart, qui l'ont écarté des journaux et des réunions, qui l'ont empêché de présenter comme candidats des membres en vue de notre Parti. En dehors de toutes ces conditions, le parlementarisme apparaît beaucoup plus comme un jeu futile et pitoyable que comme un moyen d'éducation du prolétariat : il est naïf de prendre le parlementarisme dans sa « forme pure », dans son « idée » et non dans sa situation concrète.

Lorsqu'on parle des élections, on oublie habituellement qu'en fait deux puissants « partis » se sont battus sur le

terrain du constitutionnalisme doubassovien : les cadets et les Cent-Noirs. Les cadets avaient raison lorsqu'ils disaient aux électeurs que tout éparpillement des voix, toute présentation de « troisièmes » candidats, ne pouvaient conduire qu'à la victoire des Cent-Noirs. Prenez des exemples dans le genre de ceux de Moscou ; Goutchkov obtient, disons, 900 voix, le cadet, 1 300. Il aurait suffi à un candidat social-démocrate de recueillir 401 voix et le Cent-Noir eût été vainqueur. Par conséquent, l'idée que se faisaient les cadets de la participation des social-démocrates aux élections correspondait à la réalité (les cadets ont donné aux ouvriers de Moscou une place à la Douma d'Etat pour la participation des ouvriers aux élections), mais l'idée que vous, mencheviks, vous en faites, ne correspond pas à la réalité, c'est un rêve vide et oiseux. Ou bien il ne faut pas se mettre au parlementarisme et ne pas en parler au moyen de lieux communs, ou bien il faut s'y mettre sérieusement. Sinon on a une position qui ne vaut strictement rien.

Deuxième point. Dans son discours, Axelrod a montré plus encore les défauts de la résolution que j'ai signalés. Il est question dans la résolution d'une transformation de la Douma en instrument de la révolution. Vous envisagez la Douma exclusivement du point de vue de la pression que le gouvernement exerce sur nous, du joug que le gouvernement exerce sur la révolution. Nous, nous envisageons la Douma d'Etat comme la représentation d'une classe déterminée, comme une institution bien précise quant aux partis qui la composent. Votre raisonnement n'est absolument pas juste, pas complet, il est construit de façon non marxiste. Vous ne tenez pas compte de la structure interne de la Douma selon la composition de classe du parti cadet. Vous dites que le gouvernement étouffe la révolution, mais vous oubliez d'ajouter que les cadets eux aussi ont déjà dévoilé complètement et entièrement leur tendance à étouffer la révolution. La Douma cadette ne peut manquer de manifester les propriétés du parti cadet. L'exemple du parlement de Francfort, où cette institution représentative pendant la période révolutionnaire a montré clairement sa tendance à étouffer la révolution (à cause de l'étroitesse petite-bourgeoise et de la pusillanimité des bavards de Francfort), cet exemple, vous le perdez complètement de vue.

Enfin, il est très maladroit qu'une résolution social-démocrate mentionne « le pouvoir reconnu par le tsar et confirmé par la loi ». En réalité, la Douma n'est pas un pouvoir. La référence à la loi ne renforce pas, mais affaiblit toute votre argumentation et tous vos mots d'ordre d'agitation qui découlent de cette résolution. C'est Witte qui invoquera le plus volontiers la « loi » et la « volonté du tsar », en empêchant les plus petites velléités de la Douma de sortir des limites de sa compétence ridiculement restreinte. Ce ne sont pas les social-démocrates, mais le *Rousskoïé Gossoudarstvo* qui tire avantage d'arguments de cette espèce.

Je passe au troisième point. L'absence d'une définition claire des cadets, le refus de dévoiler toute leur tactique, le fait que les cadets ne sont pas distingués de la démocratie paysanne et révolutionnaire, tout cela constitue l'erreur essentielle de la résolution, erreur étroitement liée à toutes celles qui l'ont précédée. Cependant, ce sont bien les cadets qui sont les maîtres de la situation à la Douma actuelle. Et ces cadets ont déjà révélé plus d'une fois qu'ils ont trahi la « liberté du peuple ». Quand ce bon bavard de Vodovozov, désirant être plus à gauche que les cadets, leur rappela après les élections les promesses qu'ils avaient faites concernant l'Assemblée constituante, etc., la *Retch* a adopté un ton de « grande puissance » pour répondre avec grossièreté, une grossièreté injurieuse, à Vodovozov, qu'elle n'avait pas besoin de ces conseils mal venus.

Pour ce qui est de la tendance à affaiblir la révolution, votre résolution est tout aussi erronée. Comme je l'ai déjà dit, cette tendance existe non seulement dans le gouvernement, mais aussi chez les petits bourgeois conciliateurs qui aujourd'hui font le plus grand bruit à la surface de notre vie politique.

Votre résolution dit que la Douma aspire à s'appuyer sur le peuple. Cela n'est vrai qu'à moitié et, par conséquent, ce n'est pas vrai. Qu'est-ce que la Douma d'Etat ? Nous est-il permis de nous borner à citer cette institution en général au lieu d'analyser les classes et les partis qui déterminent son contenu réel et sa valeur ? Quelle Douma aspire à s'appuyer sur le peuple ? Pas la Douma octobriste, car cette aspiration est parfaitement étrangère aux octo-

bristes. Pas non plus la Douma paysanne, car les députés paysans sont déjà une partie intégrante du peuple, ils n'ont pas à « aspirer à s'appuyer sur le peuple ». *L'aspiration* à s'appuyer sur le peuple caractérise précisément la Douma *cadette*. Mais ce qui est propre aux cadets c'est tout à la fois et aussi bien l'aspiration à s'appuyer sur le peuple que la *crainte* des initiatives révolutionnaires du peuple. En indiquant un aspect des choses et en passant complètement l'autre aspect sous silence, votre résolution répand des idées non seulement fausses, mais franchement nuisibles. Le fait de passer sous silence cet autre aspect de la question — aspect souligné dans notre résolution sur l'attitude à l'égard des autres partis — constitue un mensonge, si l'on prend la signification objective de ce fait.

Non, il n'est permis en aucune façon de définir notre tactique à l'égard de la démocratie bourgeoise en passant sous silence les cadets, en refusant de les critiquer sévèrement. Nous devons et nous pouvons chercher le soutien de la seule démocratie révolutionnaire et paysanne, et pas du tout de ceux qui émoussent les contradictions politiques du moment actuel.

Enfin, considérons la proposition de former un groupe parlementaire. Que l'utilisation par la social-démocratie de cet instrument nouveau que constitue le « parlementarisme », doive être faite avec une extrême prudence, même les mencheviks n'osent le nier. Ils sont tout à fait prêts à le reconnaître « dans le principe ». Mais la question actuellement n'est pas du tout dans une reconnaissance de principe, mais dans un examen juste des conditions concrètes. Il ne sert à rien d'accepter la prudence par principe, si les conditions réelles transforment cette acceptation en rêve pieux et oiseux. Les Caucasiens par exemple parlent fort bien d'élections indépendantes, de candidats purement du Parti, de leur refus d'alliance avec les cadets. Mais à quoi servent ces belles paroles, si en même temps l'un des camarades caucasiens, au cours d'une conversation qu'il a eue avec moi, m'a informé qu'à Tiflis, centre du Caucase menchevique, c'est vraisemblablement Agroutinski, cadet de gauche, qui passera, et probablement, non sans aide de la part des social-démocrates ? A quoi peut bien servir de souhaiter faire des déclarations larges et ouvertes devant

les masses, si nous n'avons comme maintenant que les *Partiinyé Izvestia* du Comité central contre la masse énorme des journaux et revues cadets ?

Notez encore que les social-démocrates les plus optimistes espèrent faire élire leurs candidats grâce aux seules curies paysannes. Autrement dit, ils veulent « inaugurer le parlementarisme » dans la pratique du parti ouvrier pas avec des ouvriers, mais avec des curies petites-bourgeoises, à demi socialistes-révolutionnaires. Pensez-y un peu : quelle politique ouvrière a le plus de chance de sortir de toute cette situation, une politique ouvrière social-démocrate ou non ?

## 5

## DISCOURS SUR LA QUESTION DE L'INSURRECTION ARMÉE

Un camarade a récemment remarqué que nous rassemblons du matériel d'agitation contre les décisions du congrès. A cela j'ai répondu aussitôt qu'appeler ainsi des votes nominatifs était plus qu'étrange. Tous ceux qui ne sont pas satisfaits des décisions du congrès feront toujours de l'agitation contre elles [138]. Le camarade Vorobiev [139] a dit que les mencheviks ne pouvaient pas travailler dans un même parti avec nous, les bolcheviks. Je suis content que ce soit justement le camarade Vorobiev qui ait dit cela le premier. Que ces paroles servent de « matériel d'agitation », cela ne fait pour moi aucun doute. Mais le plus important, bien sûr, c'est le matériel d'agitation sur les questions de principe. Et nous n'aurions pu imaginer de meilleur matériel d'agitation contre le présent Congrès que votre résolution contre l'insurrection armée [140].

Plékhanov a parlé de la nécessité de discuter avec sang-froid d'une aussi importante question. Il a mille fois raison. Mais évidemment, une discussion de sang-froid ne se traduit pas par l'absence de débats avant le congrès et au congrès, mais dans le contenu des résolutions soumises à la discussion, contenu qui doit être effectivement plein de sang-froid et soucieux des réalités. De ce point de vue, il est extrêmement instructif de comparer les deux résolutions. Ce n'est pas la polémique qui nous déplaît dans la résolution des « mencheviks » — Plékhanov a tout à fait mal compris les paroles du camarade Winter [141] sur ce sujet — ce n'est pas la polémique qui nous déplaît, mais la polémique mes-

quine, futile qui imprègne la résolution des mencheviks. Prenez l'appréciation de l'expérience du passé, la critique du mouvement prolétarien par la social-démocratie, organisation qui est l'expression consciente de ce mouvement. La critique et la « polémique » sont ici absolument nécessaires, mais seule une critique ouverte, franche, nette et claire, et non des chicaneries, des piqûres, des coups d'épingle d'intellectuels. Eh bien, notre résolution, en dressant de façon scientifique le bilan de l'année passée, émet une critique franche : la grève pacifique s'est révélée être un « gaspillage de forces », elle apparaît comme dépassée. L'insurrection devient la forme principale de lutte, et la grève une forme auxiliaire. Prenez la résolution des « mencheviks ». Au lieu d'une discussion de sang-froid, au lieu d'une prise en considération de l'expérience acquise, au lieu d'une étude des rapports entre la grève et l'insurrection, vous y trouvez un reniement inavoué, mesquinement inavoué, de l'insurrection de décembre. L'opinion de Plékhanov selon laquelle « il ne fallait pas prendre les armes » pénètre entièrement votre résolution (bien que la majorité des « mencheviks » russes aient proclamé leur désaccord avec Plékhanov). Dans son discours, le camarade Tchérévanine s'est trahi d'une façon sans égale, lorsque, pour défendre la résolution des « mencheviks », il a été obligé de présenter l'insurrection de décembre comme une vaine manifestation de « désespoir », comme une insurrection qui n'avait démontré aucune possibilité de lutte armée.

Kautsky, comme vous le savez, est d'un autre avis. Il a reconnu que l'insurrection de décembre en Russie obligeait à « réviser » le point de vue d'Engels sur l'impossibilité de la lutte de barricades, que l'insurrection de décembre était le *début* d'une nouvelle tactique. Il va de soi que l'opinion de Karl Kautsky peut être erronée, que les « mencheviks » peuvent être plus dans le vrai que lui. Mais si nous attachons de la valeur à une discussion « de sang-froid », à une critique sérieuse et non mesquine, il convient dans une résolution d'exprimer franchement et clairement notre opinion : « il ne fallait pas prendre les armes » ; par contre, il est inadmissible qu'elle l'exprime en sourdine, sans la formuler directement. C'est ce désaveu mesquin, dissimulé, de l'insurrection de décembre, désaveu qui n'est pas basé sur la

moindre critique de l'expérience du passé, qui constitue le défaut énorme et fondamental de votre résolution. Ce défaut fournit un immense matériel d'agitation contre pareille résolution, qui dans le fond se rapproche du point de vue du camarade Akimov, en masquant seulement ses angles trop aigus [142].

Le premier point de votre résolution pèche par le même défaut. Ce premier point commence par une *phrase creuse*, car l'« obstination stupide » est le propre de tous les gouvernements réactionnaires, mais de cela seul ne découle pas du tout nécessairement et inévitablement l'insurrection [143]. « Arracher le pouvoir », c'est la même chose que « s'emparer du pouvoir », et il est comique de voir que ceux qui protestent contre le deuxième terme ont accepté le premier. Ils ont révélé ainsi le vide de leur déclamation contre le populisme, etc. La proposition de Plékhanov de dire, au lieu d'« arracher le pouvoir », « arracher ses droits » est particulièrement maladroite, car elle donne une formule purement cadette. Mais le principal, je le répète, c'est que votre résolution aborde la question de l'« arrachement du pouvoir » et de l'insurrection armée, non pas à partir d'étude et de la prise en considération de l'expérience du passé et des données réelles sur le développement du mouvement, mais à partir de lieux communs qui ne sont ni démontrés ni démontrables par quoi que ce soit.

## 6

## INTERVENTION EN FAVEUR DE L'AMENDEMENT DE MOURATOV (MOROSOV) SUR LE GROUPE PARLEMENTAIRE SOCIAL-DÉMOCRATE [144]

Le camarade Mouratov m'a laissé le soin de conclure. Il est absolument inexact de dire que le camarade Mouratov enfonce des portes ouvertes. Au contraire, il les ouvre précisément. L'amendement du camarade Mouratov pose directement la question. Le congrès a adopté une autre tactique que celle à laquelle se sont tenus les ouvriers en de nombreux endroits ; en constituant un groupe parlementaire à la Douma, il est indispensable, afin d'éviter des conflits aigus, de demander aux ouvriers s'ils désirent avoir comme représentants à la Douma des hommes à l'élection desquels ils n'ont pas participé.

## 7

## OPINION PARTICULIÈRE SUR LA COMPOSITION DE LA FRACTION PARLEMENTAIRE DU P.O.S.D.R.

### I

Voyant dans le rejet de l'amendement de Stodoline [145] un recul même par rapport aux principes du parlementarisme, je voudrais faire une déclaration particulière sur cette question.

### II

Suite à la déclaration déjà présentée, je joins ici mon opinion particulière sur la question de l'amendement de Stodoline.

Le camarade Stodoline, dans son amendement, a proposé que soient admis à participer à un groupe parlementaire officiel du Parti ouvrier social-démocrate de Russie les seuls membres du Parti qui non seulement militent en général dans l'une des organisations du Parti, non seulement se soumettent au Parti en général et aux organisations du Parti en particulier, mais qui en outre sont présentés par ces dernières (c'est-à-dire par les organisations du Parti correspondantes) en qualité de candidats.

En conséquence, le camarade Stodoline voulait que nos premiers pas de social-démocrates sur la voie du parlementarisme s'effectuent exclusivement sur mandat direct des organisations correspondantes du Parti et en leur nom. Il ne suffit pas que les membres du groupe parlementaire soient

en même temps membres de l'une des organisations du Parti. Dans les conditions de la Russie actuelle, cela ne suffit pas à exclure la possibilité des aventures les moins souhaitables, car nos organisations sont incapables d'exercer un contrôle ouvert et visible pour tous sur leurs propres membres. C'est pourquoi il est d'une extrême importance que nos premiers pas sur la voie du parlementarisme soient entourés de toutes les précautions nées de l'expérience des partis socialistes d'Europe. Les partis d'Europe occidentale, en particulier leurs fractions de gauche, insistent même pour que les candidats au parlement soient présentés par les organisations locales du Parti, en accord avec le Comité central. La social-démocratie révolutionnaire d'Europe a les plus sérieuses raisons d'exiger ce *triple* contrôle sur les parlementaires : premièrement, contrôle général du Parti sur tous les membres du Parti ; deuxièmement, contrôle spécial des organisations locales qui doivent présenter en leur nom les candidats au parlement ; contrôle spécial du Comité central de tout le Parti, qui, placé au-dessus des influences et des particularités locales, doit prendre soin que ne soient présentés comme candidats au parlement que ceux qui satisfont aux exigences communes à tout le Parti et aux exigences politiques générales.

En écartant l'amendement du camarade Stodoline, selon lequel le groupe parlementaire devrait comprendre seulement ceux que les organisations du Parti ont présentés directement comme candidats au parlement, en écartant cela, le Congrès a fait preuve de beaucoup moins de prudence dans la tactique parlementaire que les social-démocrates révolutionnaires d'Europe occidentale. Or, les conditions en Russie étant particulièrement défavorables à une action ouverte de la social-démocratie, on ne saurait douter que nous ayons besoin d'une prudence bien plus grande que celle de la social-démocratie révolutionnaire d'Europe occidentale, prudence fournie par l'expérience.

8

## RÉSOLUTION SUR LES COMPTES QUE LA COMMISSION DES MANDATS DEVRA RENDRE AU CONGRÈS

Le congrès charge la commission des mandats de fournir des comptes rendus qui permettent de voir quels motifs ont guidé les organisations pour l'élection des délégués au congrès et quel critère a été appliqué pour définir qui peut être membre du Parti.

## 9

## DÉCLARATION SUR LA NÉCESSITÉ DE SOUMETTRE TOUS LES PROCÈS-VERBAUX À LA RATIFICATION DU CONGRÈS

Il est nécessaire de soumettre tous les procès-verbaux à la ratification du congrès. Par suite les procès-verbaux établis par les secrétaires seront seuls officiels. Les sténographes ne noteront que certains discours.

## 10

## DÉCLARATION ÉCRITE À LA 17e SÉANCE DU CONGRÈS

Je n'ai pas dit que les militants de Tiflis avaient décidé de faire élire Argoutinski. J'ai dit qu'on considérait la victoire d'Argoutinski comme probable, et cela non sans l'aide des social-démocrates.

## 11

## DÉCLARATION ÉCRITE À LA 21e SÉANCE DU CONGRÈS

Nous déclarons que qualifier les votes nominatifs sur les questions importantes de « matériel d'agitation contre l'autorité des décisions du congrès » c'est ne rien comprendre au rôle du congrès, ou faire preuve d'un esprit fractionnel borné.

## 12

## DÉCLARATIONS ÉCRITES À LA 26e SÉANCE DU CONGRÈS

### I

Il est faux que j'aie « soutenu » le camarade Vorobiev qui avait dit que les bolcheviks et les mencheviks ne pouvaient travailler ensemble dans un même parti. Je n'ai pas du tout « soutenu » une telle affirmation et *je ne partage pas du tout cette opinion*. Le sens de mes paroles : « Je suis content que ce soit justement le camarade Vorobiev qui ait dit cela le *premier* », était purement ironique, car les vainqueurs, ceux qui ont la majorité au congrès, n'ont montré que leur faiblesse, en parlant les *premiers* de scission.

### II

Je propose l'additif suivant au statut d'unification avec le Bund :

Le congrès charge le Comité central de faire entrer ce statut en application immédiatement après sa ratification par le Bund.

# ADRESSE AU PARTI DES DÉLÉGUÉS DU CONGRÈS D'UNIFICATION, MEMBRES DE L'ANCIENNE FRACTION « BOLCHEVIQUE » [146]

Camarades !

Le Congrès d'Unification du P.O.S.D.R. a tenu ses assises. Il n'y a plus de scission. Non seulement les anciennes fractions « bolchevique » et « menchevique » ont complètement fusionné au point de vue organisationnel, mais encore le P.O.S.D.R. et la social-démocratie polonaise [147] se sont unifiés, l'unification avec la social-démocratie lettonne [148] a été signée et l'union avec la social-démocratie juive, c'est-à-dire avec le Bund [149], a été décidée. L'importance politique de ces faits serait très grande dans n'importe quelles conditions, mais eu égard à l'époque historique que nous traversons, elle devient véritablement énorme.

Tout le destin de la grande révolution russe sera résolu, de toute évidence, dans un proche avenir. Suivi par les larges masses de la population pauvre des villes et de la campagne, le prolétariat marche à la tête de la révolution depuis ses premiers instants. En raison des événements dramatiques, décisifs qui vont se produire d'ici peu dans la lutte populaire, le plus important est de réaliser pratiquement l'unité du prolétariat conscient de toute la Russie, de toutes ses nationalités. A une époque révolutionnaire telle que celle que nous vivons, toutes les erreurs théoriques et toutes les déviations tactiques du Parti sont critiquées de la façon

la plus impitoyable par la vie elle-même, qui éclaire et éduque la classe ouvrière avec une vitesse sans précédent. A une telle époque, le devoir de tout social-démocrate est de faire tous ses efforts afin que la lutte idéologique à l'intérieur du Parti sur les questions de théorie et de tactique soit menée aussi ouvertement, aussi largement et aussi librement que possible, mais qu'en aucun cas elle ne brise ni ne gêne l'unité des actions révolutionnaires du prolétariat social-démocrate.

La grande révolution russe est à la veille d'un tournant décisif. La lutte de toutes les classes de la Russie bourgeoise contre l'autocratie a donné une constitution sur le papier. Une partie de la bourgeoisie s'en est trouvée entièrement satisfaite et s'est détournée de la révolution. L'autre partie, qui désire aller plus loin, se berce de vains espoirs en une voie « constitutionnelle » de lutte et est prête à voir dans la victoire électorale du parti cadet, parti bourgeois hésitant et hypocrite, une sérieuse victoire remportée par la liberté du peuple.

La large masse de la paysannerie, qui lutte avec abnégation contre la vieille Russie féodale, contre l'emprise des fonctionnaires et l'asservissement aux propriétaires fonciers, reste du côté de la révolution, mais elle est encore loin d'être pleinement consciente. Peu consciente est également la fraction démocratique révolutionnaire de la petite bourgeoisie des villes. Seul le prolétariat, qui s'est battu héroïquement pour la liberté en octobre, qui a pris les armes pour la défendre en décembre, seul le prolétariat reste comme par le passé la classe révolutionnaire jusqu'au bout, la classe qui regroupe de nouvelles forces et se prépare consciemment aujourd'hui à de nouvelles batailles encore plus importantes.

Le gouvernement tsariste avec une franchise qui touche au cynisme, continue son jeu constitutionnel. Il conserve son vieux pouvoir, il continue et renforce la persécution des combattants de la liberté, il veut visiblement faire de la Douma une stérile parlote, un paravent pour l'autocratie et un instrument de duperie pour le peuple. Cette tactique sera-t-elle couronnée de succès ? Cela sera décidé dans le plus proche avenir, par l'issue de la nouvelle flambée révolutionnaire qui couve actuellement.

Si le prolétariat de toute la Russie s'unit étroitement, s'il est capable d'entraîner les couches du peuple réellement révolutionnaires, aptes au combat, non aux compromis, s'il se prépare sérieusement et choisit convenablement le moment de la bataille finale et décisive pour la liberté, la victoire lui sera assurée. Alors le jeu constitutionnel insultant que mène le tsar échouera, alors les arrangements de la bourgeoisie avec l'autocratie feront fiasco, alors la révolution russe ne sera pas cette révolution inachevée et bâtarde, aux trois quarts infructueuse sous le rapport des intérêts de la classe ouvrière et de la paysannerie, comme le furent les révolutions du XIXe siècle en Europe occidentale. Alors ce sera effectivement une grande révolution : la victoire totale de l'insurrection populaire libérera la Russie bourgeoise de toutes les vieilles chaînes, et peut-être, inaugurera l'époque des révolutions socialistes en Occident.

La social-démocratie qui aspire à une révolution démocratique complète doit dans tout son travail tenir compte du fait qu'une nouvelle explosion révolutionnaire est inévitable. Nous devons démasquer impitoyablement les illusions constitutionnelles, entretenues à la fois par le gouvernement et par la bourgeoisie en la personne de son parti libéral, le parti des cadets ; nous devons appeler la paysannerie révolutionnaire à s'unir étroitement, au nom de la victoire complète de l'insurrection paysanne ; nous devons expliquer aux larges masses la signification majeure de la première insurrection de décembre, et l'inévitabilité d'une nouvelle insurrection, qui seule sera à même de ravir réellement le pouvoir à l'autocratie tsariste, et de faire passer réellement ce pouvoir entre les mains du peuple. Telles doivent être les tâches fondamentales de notre tactique dans la période historique actuelle.

Nous ne devons ni ne pouvons passer sous silence le fait que, selon notre conviction la plus profonde, le Congrès d'Unification du Parti n'a pas compris ces tâches de façon entièrement juste. Dans les trois plus importantes résolutions du congrès, on découvre nettement les points de vue erronés de l'ancienne fraction des « mencheviks » qui prédominaient numériquement au congrès.

Dans le programme agraire, le congrès a adopté dans le principe la « municipalisation ». La municipalisation, cela

signifie la propriété des paysans sur les terres communautaires et la prise à bail par les paysans des terres seigneuriales remises aux zemstvos. En réalité, c'est une sorte de moyen terme entre une véritable révolution agraire et une réforme agraire de type cadet. Les paysans n'accepteront pas un projet de ce genre. Ils exigeront soit directement un partage de la terre, soit le passage de toutes les terres à la propriété du peuple. La municipalisation ne pourrait être une réforme démocratique sérieuse que dans le cas d'une révolution démocratique complète, dans un régime républicain où les fonctionnaires seraient élus par le peuple. Nous avons d'ailleurs proposé au congrès de lier tout au moins la municipalisation à ces conditions, mais le congrès a rejeté notre proposition. Or, si ces conditions ne sont pas réalisées, la municipalisation en tant que réforme libérale bureaucrate, donnera aux paysans tout autre chose que ce dont ils ont besoin et, en même temps, elle fournira une force nouvelle, une nouvelle influence aux éléments bourgeois antiprolétariens qui dominent dans les zemstvos, laissant pratiquement entre leurs mains le soin de répartir le fonds agraire. Nous devons expliquer cette question aux larges masses ouvrières et paysannes.

Dans sa résolution sur la Douma d'Etat, le congrès a reconnu qu'il était désirable d'y constituer un groupe parlementaire social-démocrate. Le congrès n'a pas voulu tenir compte du fait que les neuf dixièmes des ouvriers conscients de Russie, y compris les prolétaires social-démocrates polonais, lettons et juifs, ont boycotté cette Douma. Le Congrès a écarté la proposition de subordonner la participation aux élections à la condition qu'une large agitation parmi les masses soit effectivement possible. Il a rejeté la proposition tendant à ce que le groupe parlementaire social-démocrate ne comprenne que les personnes présentées par les organisations ouvrières comme candidats à la Douma. Ainsi le congrès s'est engagé dans la voie du parlementarisme, sans même avoir fourni au Parti les garanties offertes par l'expérience de la social-démocratie révolutionnaire européenne.

En tant que social-démocrates, nous avons reconnu évidemment l'obligation de principe d'utiliser le parlementarisme en qualité d'instrument de la lutte du prolétariat ; mais toute la question est de savoir si la participation des

social-démocrates est admissible dans les conditions actuelles et dans un « parlement » tel que notre Douma. Est-il admissible de constituer un groupe parlementaire sans parlementaires social-démocrates élus par les organisations ouvrières ? Nous pensons que non.

Le congrès a rejeté la proposition de poser comme l'une des tâches du Parti la lutte contre le jeu constitutionnel, la lutte contre les illusions constitutionnelles. Le congrès ne s'est pas prononcé sur la nature ambiguë du parti « cadet » prépondérant à la Douma, parti dans lequel les tendances à passer des compromis avec l'autocratie, à étouffer et à empêcher la révolution, sont si puissantes. Le congrès a été beaucoup trop subjugué par l'impression du succès momentané et tout apparent du parti des conciliateurs bourgeois qui veulent trouver un terrain d'entente entre l'autocratie tsariste et la liberté du peuple.

Dans les résolutions sur l'insurrection armée, le congrès n'a pas non plus donné ce qui était nécessaire : une critique directe des erreurs du prolétariat, une appréciation claire de l'expérience d'octobre et décembre 1905 ; il n'a même pas tenté d'étudier le rapport entre la grève et l'insurrection ; au lieu de tout cela, les résolutions sont dominées par des sortes de réserves timides sur l'insurrection armée. Le congrès n'a pas dit franchement et clairement à la classe ouvrière que l'insurrection de décembre serait une erreur ; mais en même temps, le congrès a condamné sous forme masquée l'insurrection de décembre. Nous pensons qu'avec de tels procédés, on peut plutôt obscurcir qu'éclairer la conscience révolutionnaire du prolétariat.

Nous devons et nous menons une lutte idéologique contre ces résolutions du Congrès que nous considérons comme des erreurs. Ceci étant, nous proclamons devant tout le Parti que nous sommes contre toute espèce de scission. Nous sommes pour le respect des décisions du congrès. Refusant de boycotter le Comité central et appréciant toute la valeur du travail en commun, nous avons accepté de faire entrer au Comité central ceux qui pensent comme nous, quoiqu'ils doivent s'y trouver en très petite minorité. Selon notre profonde conviction, les organisations ouvrières social-démocrates doivent être unies, mais dans ces organisations unies, on doit mener largement une libre discussion des questions

qui intéressent le Parti, se livrer à une critique fraternelle libre et donner une libre appréciation des événements de la vie du Parti.

Dans les questions d'organisation, nous nous sommes trouvés en désaccord seulement en ce qui concerne les droits de la rédaction de l'Organe central. Nous avons pris parti pour le droit du Comité central de nommer et de révoquer les membres de la rédaction de l'Organe central [150]. Nous nous sommes tous mis d'accord sur le principe du centralisme démocratique, sur la garantie des droits de toute minorité et de toute opposition loyale, sur l'autonomie de chaque organisation du Parti, et pour reconnaître que tous les cadres du Parti devaient être élus révocables et tenus de rendre compte de leur travail. C'est dans l'observation réelle de ces principes d'organisation, dans leur application sincère et conséquente que nous voyons la garantie contre les scissions, la garantie que la lutte idéologique dans le Parti peut et doit être pleinement compatible avec une unité d'organisation stricte, avec le respect de toutes les décisions du congrès.

Nous appelons tous ceux qui pensent comme nous à ce respect et à cette lutte idéologique ; nous invitons tous les membres du Parti à examiner avec attention les décisions du congrès. La révolution nous apprend, et nous le croyons, que l'unité pratique de lutte du prolétariat social-démocrate de toute la Russie préservera notre Parti d'erreurs fatales au moment où la prochaine crise politique se dénouera. Au moment crucial, les événements eux-mêmes suggéreront aux masses ouvrières la tactique juste. Employons toutes nos forces à ce que notre appréciation de cette tactique contribue à la réalisation des tâches de la social-démocratie révolutionnaire, à ce que le parti ouvrier ne s'écarte pas de la voie prolétarienne ferme sous l'influence de la course à un succès de pacotille, à ce que le prolétariat socialiste joue jusqu'au bout son grand rôle de combattant d'avant-garde pour la liberté !

*Rédigé les 25 et 26 avril (8 et 9 mai) 1906. Publié en tract*

*Conforme au texte du tract*

# RAPPORT SUR LE CONGRÈS D'UNIFICATION DU P.O.S.D.R. [151]

## (LETTRE AUX OUVRIERS DE PÉTERSBOURG)

*Rédigé en mai 1906.*
*Publié en brochure en juin 1906 par les Éditions « Vpériod », Moscou*

*Conforme au texte de la brochure*

Н. ЛЕНИНЪ.

# ДОКЛАДЪ

## ОБЪ ОБЪЕДИНИТЕЛЬНОМЪ СЪѢЗДѢ РОССІЙСКОЙ СОЦІАЛЪ-ДЕМОКРАТИЧЕСКОЙ РАБОЧЕЙ ПАРТІИ

(Письмо къ петербургскимъ рабочимъ).

Цѣна 25 коп.

МОСКВА.
1906.

Couverture de la brochure de V. Lénine « Rapport sur le Congrès d'Unification du Parti ouvrier social-démocrate de Russie ». — 1906
*Réduction*

Camarades,

Vous m'avez élu comme délégué au Congrès d'Unification du P.O.S.D.R. Comme je n'ai pas la possibilité à l'heure actuelle de me rendre personnellement à Pétersbourg, je me permets de présenter mon rapport sur le congrès par écrit et d'exposer en passant certaines idées à propos de ce congrès.

Avant d'en venir au fait, je dois faire une réserve importante. Il est absolument impossible de se rappeler exactement tout ce qui s'est passé à ce congrès qui réunissait cent vingt personnes ou plus et qui a tenu près de trente séances. Etant occupé au bureau du congrès en qualité de l'un des présidents, participant en outre à plusieurs commissions, je n'ai pu prendre de notes. Il est impossible de se fier entièrement à sa mémoire, sans disposer de notes. Il y a eu un certain nombre d'épisodes et un certain nombre de discours que je n'ai carrément pas entendus, étant absent de la salle des séances à cause de mon travail dans les commissions ou pour des raisons fortuites et personnelles. L'expérience des congrès précédents (IIe et IIIe Congrès), lesquels étaient plus réduits quant au nombre des délégués, m'a montré que même avec une attention soutenue, il était impossible de garder en mémoire un tableau exact du congrès. Lorsqu'ont paru les procès-verbaux des IIe et IIIe Congrès, je les ai lus comme des livres nouveaux bien que j'eusse moi-même participé au Congrès, car ces livres, effectivement, m'apportaient beaucoup de choses nouvelles et m'obligeaient à rectifier toute une série d'impressions personnelles inexactes ou incomplètes que j'avais retirées de ces congrès. C'est pourquoi je demande avec insistance de ne

pas perdre de vue que cette lettre n'est qu'un brouillon de rapport qui devra être revu dans tous les cas en fonction des procès-verbaux.

## I

## COMPOSITION DU CONGRÈS

Je commencerai par la composition générale du congrès. Comme on le sait, les délégués avec voix délibérative ont été élus à raison d'un délégué pour 300 membres du Parti. Ces délégués étaient environ de 110 ; au début du congrès, il semble qu'il y en ait eu un peu moins (tous n'étaient pas arrivés) ; à la fin du congrès il y en a eu pas loin de 113. Comme délégués avec voix consultative, il y a eu les cinq rédacteurs de l'Organe central (trois de la « minorité » et deux de la « majorité », puisque j'ai reçu de vous un mandat avec voix délibérative) et, si je ne me trompe, cinq membres du Comité central unifié. Il y a eu en outre, comme délégués avec voix consultative, les délégués des organisations qui n'avaient pas obtenu de voix délibérative, certains invités particuliers (deux membres de la « commission agraire », puis Plékhanov et Axelrod, ensuite le camarade Akimov et quelques autres). Il y eut aussi, comme délégués avec voix consultative, certains délégués de grandes organisations rassemblant plus de 900 ouvriers (Pétersbourg, Moscou, organisation régionale du Sud, etc.). Enfin, comme délégués avec voix consultative, il y a eu les représentants des partis social-démocrates nationaux : trois délégués de la social-démocratie polonaise, autant de la social-démocratie lettonne et de la social-démocratie juive (Bund), un délégué du Parti ouvrier social-démocrate d'Ukraine (appellation adoptée, à ce qu'il paraît, par le parti révolutionnaire ukrainien [152] à sa dernière conférence). Au total, 30 personnes ou un peu plus avec voix consultative. C'est-à-dire en tout, non pas 120, mais plus de 140 personnes.

Selon leur « tendance » vis-à-vis de la plate-forme tactique, ou si vous voulez, selon leur position fractionnelle, les délégués avec voix délibérative se répartissaient approximativement de la façon suivante : 62 mencheviks et 46 bolcheviks. Tout au moins, de très nombreux votes « par frac-

tions » au congrès, j'ai retenu surtout ces chiffres-là. Une partie des délégués naturellement n'avait pas de position déterminée et hésitait sur certaines questions : c'est ce qu'on appelle en langage parlementaire le « centre » ou le « marais ». Au congrès, ce « centre » était particulièrement faible, bien que certains camarades rangés par moi, sur la base des votes, au nombre des mencheviks, prétendissent à l'appellation de « conciliateurs » ou de délégués du « centre ». De tous les votes tant soit peu sérieux, je ne me souviens que d'un seul (le vote sur la question de la réunion du Bund au Parti), lorsque ces « mencheviks conciliateurs » ne votèrent pas, en effet, comme leur fraction. De ce vote, où les mencheviks appartenant pleinement à la fraction furent battus à une majorité de 59 voix — je me le rappelle — je parlerai ci-dessous de façon plus détaillée.

Donc, 62 et 46. Ce fut donc un congrès menchevique. Les mencheviks ont eu une prépondérance solide et garantie, qui leur permit même de se concerter d'avance et de déterminer de cette façon les résolutions du congrès. Ces accords particuliers dans des réunions de fractions sont au fond pleinement naturels, lorsqu'on se trouve en présence d'une majorité compacte déterminée, si bien que quand certains délégués, particulièrement parmi ceux du centre, s'en sont plaints, j'ai appelé cela au cours de conversations avec ces délégués « le centre qui se plaint de sa propre faiblesse ». Ils essayèrent de poser au congrès la question des réunions de fractions, mais elle fut écartée, car en fait les fractions se réunissaient de toute manière, et dans leurs réunions il devenait possible d'admettre des étrangers, et de les transformer en réunions « ouvertes ». Vers la fin du congrès, par exemple, la question de la composition du Comité central, comme on le verra plus bas, fut résolue au fond non pas par des votes au congrès, mais par « simple accord » des fractions. Je n'ai pas l'intention de juger ce fait. Le déplorer est, à mon avis, inutile, car il est absolument inévitable tant que les vieilles divisions en fractions ne sont pas éliminées.

En ce qui concerne les distinctions internes à l'intérieur des fractions, je noterai que celles-ci ne me sont apparues de façon évidente que sur la question agraire (une

partie des mencheviks était contre la municipalisation, quant aux bolcheviks, ils se divisaient en « rojkovistes », partisans du partage, et en partisans de la confiscation avec nationalisation en régime républicain) et sur la question de l'union avec le Bund. Ensuite, l'absence parmi les mencheviks du courant qui s'est clairement manifesté dans le *Natchalo* et qu'on avait pris l'habitude de lier aux noms des camarades Parvus et Trotski, cette absence donc sautait aux yeux. Certes, il est possible qu'il y ait eu parmi les mencheviks des « parvusistes » et des « trotskistes » — on m'a affirmé par exemple qu'il y en avait huit — mais, après le rejet de la question du gouvernement révolutionnaire provisoire, ils n'ont pas réussi à se manifester. Le plus vraisemblable cependant, c'est que comme au Congrès les mencheviks se sont dans l'ensemble ralliés à Plékhanov, alors qu'avant ils n'étaient pas d'accord avec ses *Cahiers*, les « parvusistes » ont fait un certain pas vers la droite. Je ne me rappelle qu'un seul épisode où, probablement, les « parvusistes » présents parmi les mencheviks ont obligé tous ces derniers à opérer un certain virage. Il s'agit de l'incident qui a surgi à propos de la question de l'insurrection armée. Plékhanov, qui dirigeait la commission, modifia la vieille résolution menchevique, écrivant à la place de « arracher le pouvoir » (il s'agissait à cet endroit de la résolution des tâches du mouvement) « arracher les droits par la force » (ou « conquérir les droits » — je ne me rappelle plus exactement). L'opportunisme de cette rectification était à tel point visible qu'elle provoqua les protestations les plus énergiques. Nous l'attaquâmes avec une force redoublée. Les mencheviks furent ébranlés. Je ne sais pas exactement s'il y eut des réunions de fractions, ni ce qui s'y passa ; je ne sais pas si l'information qui m'a été transmise, selon laquelle dix mencheviks qui penchaient pour le « parvusisme » ont proclamé énergiquement leur désaccord quant à la rectification de Plékhanov, était exacte. Le fait est que Plékhanov, après les discussions du congrès, retira lui-même sa rectification, sans laisser les choses arriver au vote, et qu'il la retira sous ce prétexte (diplomatique, peut-être, et habile, mais accueilli avec des sourires) qu'il était inutile de discuter spécialement sur des questions de « style ».

Enfin, pour en terminer avec la composition du congrès, je dirai encore quelques mots sur la commission des mandats (commission de vérification de la composition du congrès). Il y en eut deux, car la première élue par le congrès donna à l'unanimité sa démission [153]. Ce fait est sans précédent dans l'histoire de nos congrès. En tout cas, il témoigne d'un phénomène au plus haut point anormal en ce qui concerne le travail de vérification de la composition du congrès. Je me souviens que le président de la première commission était un conciliateur, qui avait inspiré confiance au début à notre fraction aussi. S'il n'a pas pu faire de sa commission un tout homogène, s'il lui a fallu démissionner avec toute la première commission, cela signifie que ce conciliateur a été incapable de concilier. Les détails de la lutte qui s'est déroulée au congrès à cause des rapports de la commission des mandats sont parmi ceux qui ont le plus échappé à mon attention. Plus d'une fois la lutte fut très chaude, les mandats de certains bolcheviks furent annulés, les passions s'enflammèrent, les choses allèrent jusqu'à l'explosion au moment où démissionna la première commission, mais à ce moment il se trouva que je n'étais pas dans la salle des séances. Je me rappelle un autre fait, assez important de toute évidence, relatif à la détermination de la composition du congrès. C'est la protestation des ouvriers de Tiflis (au nombre de près de 200, semble-t-il) contre les pleins pouvoirs de la délégation de Tiflis, qui était presque entièrement menchevique et qui se signalait par une quantité insolite de membres, onze, paraît-il. Cette protestation a été lue au congrès, et par conséquent elle doit figurer dans les procès-verbaux [154].

Les travaux des commissions des mandats doivent aussi être consignés dans les procès-verbaux, si toutefois ces commissions ont rempli leurs tâches avec tant soit peu d'attention et ont établi un authentique rapport sur la vérification des mandats et sur toutes les élections au congrès. Cela sera-t-il fait ? Ce rapport paraîtra-t-il dans les procès-verbaux ? Je n'en sais rien. Si cela n'est pas fait, il sera hors de doute que les commissions n'ont pas abordé leur tâche avec l'attention et le soin nécessaires. Si cela est fait, il est possible que je sois obligé de rectifier beaucoup de choses dans ce que je viens de dire, car dans cette question,

qui n'est pas une question de principe mais une question purement concrète et pratique, il est fort aisé de se tromper lorsqu'on a des impressions générales et il est particulièrement important d'étudier les documents avec attention.

D'ailleurs, pour épuiser toutes les questions formelles et en venir plus vite aux questions de principe plus intéressantes, je parlerai aussi des procès-verbaux. J'ai bien peur que sous ce rapport également, notre congrès soit plus mauvais que le deuxième et le troisième. A ces deux congrès, les procès-verbaux furent entièrement soumis à la ratification de l'assemblée. Au Congrès d'Unification, on vit se manifester pour la première fois une telle négligence des secrétaires, une telle hâte de terminer le congrès (malgré le retrait de l'ordre du jour de toute une série de questions d'une importance considérable) que tous les procès-verbaux *ne furent pas* soumis à la ratification du congrès. La commission du procès-verbal (deux mencheviks et deux bolcheviks) sort de ce congrès avec une mission extrêmement large et extrêmement floue : celle de ratifier des procès-verbaux inachevés. En cas de désaccord, elle doit faire appel devant les camarades délégués qui se trouvent à Pétersbourg. Tout cela est extrêmement affligeant. Je crains que nous n'obtenions pas des procès-verbaux aussi bons que ceux des IIe et IIIe Congrès. Il est vrai que nous avons eu deux sténographes, et que plusieurs discours seront reproduits presque intégralement, et non sous forme de résumés comme c'était le cas avant, mais il ne peut être question d'un sténogramme complet des délibérations du congrès, car un tel travail serait absolument hors de la portée de deux sténographes, comme ils l'ont eux-mêmes plus d'une fois déclaré au congrès. En ma qualité de président, j'ai particulièrement insisté pour que les secrétaires donnent à tout prix de bons résumés, même très courts : que les sténogrammes de divers discours soient un complément de luxe des procès-verbaux, mais il faut qu'il y ait une base, il faut que non seulement des discours séparés, mais que toutes les délibérations soient enregistrés sans exception ne serait-ce que sous forme de résumés [155].

## II

### ÉLECTIONS DU BUREAU, ORDRE DU JOUR DU CONGRÈS

J'en viens maintenant à relater les travaux du congrès dans l'ordre des séances. Le vote sur l'élection du bureau fut le premier vote, qui en fait a décidé d'avance (si étrange que cela paraisse pour ceux qui sont loin de la question) tous les votes les plus importants. Près de 60 voix (à peu près 58 si ma mémoire est bonne) allèrent à Plékhanov et à Dan, laissant souvent une place vide dans le bulletin pour le troisième candidat. Il y eut 40 voix et quelques ou près de 40 pour moi. Ensuite le « centre » se manifesta, ajoutant une dizaine ou une quinzaine de voix tantôt à l'un, tantôt à l'autre candidat. Furent élus : Plékhanov avec, semble-t-il, 69 voix (ou 71 ?), Dan avec 67 voix et moi avec 60.

Sur la question de l'ordre du jour, les discussions prirent à deux reprises un caractère intéressant, mettant en lumière la composition et le caractère du congrès. Il s'agit, premièrement, des discussions sur la question de savoir s'il fallait mettre en premier le problème de l'union avec les partis social-démocrates nationaux. C'est évidemment ce que voulaient les partis nationaux. Nous étions également pour. Les mencheviks firent échouer ce projet, en invoquant les motifs suivants : que le P.O.S.D.R. commence par se définir lui-même, et après il s'unira avec les autres, commençons par déterminer nous-mêmes *qui* « nous » sommes, et après nous nous unirons avec « eux ». A cet argument (parfaitement compréhensible psychologiquement et tout à fait correct du point de vue de la fraction menchevique) nous opposions l'objection suivante : n'est-il pas étrange de refuser aux partis nationaux le droit de se déterminer eux-mêmes *en commun* avec nous ? S'« ils » s'unissent avec « nous », alors « nous » tous, eux y compris, nous déterminerons et nous devons déterminer *qui* « nous » sommes. Il faut noter encore qu'en ce qui concerne la social-démocratie polonaise, le Comité central unifié avait conclu dès avant le congrès un accord pour la fusion complète. Et cependant, on a fait échouer l'inscription de cette question au premier point de l'ordre du jour. Le camarade Warszawsky, membre de la délégation polonaise, s'est élevé contre cela avec tant de sincérité qu'il a même crié, faisant

sourire tout le congrès, en s'adressant aux mencheviks : vous voulez d'abord « dévorer » ou « égorger » les bolcheviks, et ensuite vous unir avec nous ! C'était évidemment une plaisanterie, et je suis moins que tout enclin à chicaner pour des « mots affreux » comme celui de « dévorer », mais cette plaisanterie a exprimé avec beaucoup de relief une appréciation très juste d'une situation politique originale.

La deuxième discussion intéressante porta sur la question de savoir s'il fallait inclure dans l'ordre du jour la question de la période actuelle de notre révolution et des tâches de classe du prolétariat. Nous autres, bolcheviks, étions naturellement pour, conformément à notre déclaration publiée dans le numéro 2 des *Partiinyé Izvestia* *. Du point de vue des principes, il ne pouvait être question d'éluder la question essentielle : la révolution est-elle en période d'essor, quelles formes du mouvement révolutionnaire sont essentielles actuellement, en raison des conditions objectives du moment, et quelles tâches en découlent pour le prolétariat ? En contestant l'inclusion de cette question à l'ordre du jour, les mencheviks se sont trouvés dans une situation peu enviable. Leurs arguments, prétendant que cette question est théorique, qu'il ne faut pas lier le Parti par des résolutions sur de telles questions, etc., ont surpris par leur caractère artificiel et factice. Les rires fusèrent lorsque, en réponse au discours de Dan, si je ne m'abuse, qui s'était mis en quatre pour empêcher que cette question soit inscrite à l'ordre du jour, l'un des orateurs tira le numéro 2 des *Partiinyé Izvestia* et se mit à lire tranquillement les « paroles fatales » de la plate-forme tactique menchevique : « nous » — précisément nous, mencheviks — « nous reconnaissons et *nous proposons au congrès de reconnaître* ». Comment cela, camarades ? demanda l'orateur. Hier « nous proposions au congrès de reconnaître », et aujourd'hui « nous proposons au congrès » de ne pas discuter de cette question ? La question fut inscrite à l'ordre du jour, mais par la suite, les mencheviks réussirent tout de même, comme nous le verrons, à imposer leur point de vue.

---

* Voir le présent tome, p. 151. (*N.R.*)

## III

## LA QUESTION AGRAIRE

La question agraire, ou plus exactement, la question du programme agraire fut inscrite à l'ordre du jour en priorité. Il y eut de grandes discussions. Une foule de questions de principe des plus intéressantes furent soulevées. Il y eut cinq rapporteurs : je défendis le projet de la commission agraire (publié dans la brochure : *Révision du programme agraire du parti ouvrier*) et j'attaquai la municipalisation de Maslov. Le camarade John défendit cette dernière. Le troisième rapporteur, Plékhanov, prit la défense de Maslov et essaya de convaincre le congrès que la nationalisation proposée par Lénine n'était qu'un emprunt aux socialistes-révolutionnaires et aux populistes. Le quatrième rapporteur, Schmidt [156], défendit le projet de la commission agraire avec les amendements dans l'esprit de la « variante A » (voir cette variante dans la brochure citée plus haut) *. Le cinquième orateur, Borissov, défendit le partage. Son programme était original par sa construction et par son contenu, c'était celui qui rejoignait le plus le nôtre ; à la nationalisation sous condition de l'instauration de la république il substituait le partage des terres entre les paysans.

Il va de soi que l'exposé de tous les détails des très vastes discussions qui ont eu lieu est impossible à faire dans le présent rapport. Je tâcherai d'esquisser seulement le principal, c'est-à-dire l'essence de la « municipalisation » et les arguments avancés contre la nationalisation sous condition de l'institution de la république et autres. Je ferai remarquer à ce propos qu'au centre de tous les débats se trouva la question telle que l'avait posée Plékhanov, grâce à son âpreté polémique, toujours avantageuse et souhaitable du point de vue de la séparation nette des tendances radicales de tel ou tel courant de pensée.

Quel est le sens de la « municipalisation ? » C'est la remise des terres des grands propriétaires fonciers (ou plus précisément : de toutes les terres de la grande propriété privée) aux zemstvos ou plus généralement aux organes de l'auto-administration locale. Les terres communautaires ap-

* Voir le présent tome, p. 197-198. (*N.R.*)

partenant aux paysans et les terres des petits propriétaires doivent rester leur propriété. Les grands domaines sont « aliénés » et deviennent possession des organes d'auto-administration locale démocratiquement organisés. Plus simplement, on peut s'exprimer de la façon suivante : les terres paysannes resteront propriété paysanne, et celles des grands propriétaires fonciers seront prises à bail par les paysans au zemstvo, à condition que les zemstvos soient démocratiques.

En ma qualité de premier rapporteur, je me prononçai résolument contre ce projet. Il n'est pas révolutionnaire. Les paysans ne l'accepteront pas. Il est nuisible s'il n'existe pas en même temps un régime politique démocratique pleinement conséquent, jusques et y compris la république, l'éligibilité des fonctionnaires par le peuple, la suppression de l'armée permanente, etc. Tels étaient mes trois principaux arguments.

Je considère ce projet comme non révolutionnaire, premièrement, parce qu'au lieu de confiscation (aliénation sans indemnité), on y parle d'aliénation tout court ; deuxièmement, et c'est le principal, parce que ce projet n'appelle pas à un *mode révolutionnaire* de réalisation des transformations agraires. Les belles phrases sur la démocratie ne disent strictement rien à une époque où les cadets, ces hypocrites qui veulent réconcilier l'autocratie et le peuple, peuvent s'intituler démocrates. Tous les procédés de transformation agraire se ramèneront à une *réforme* administrative libérale, à une réforme de type cadet, et non à une révolution paysanne, si l'on ne pose pas le mot d'ordre de saisie *directe* des terres par les paysans eux-mêmes, tout de suite et sur place, c'est-à-dire précisément par des comités révolutionnaires paysans, afin que les paysans eux-mêmes *disposent* de ces terres saisies * avant la convoca-

* Mon projet porte : « confisquées ». Le camarade Borissov a remarqué avec juste raison que c'est une formulation erronée. Il faut dire : « saisies ». La confiscation est la reconnaissance juridique de la saisie, sa confirmation par la loi. Nous devons poser le mot d'ordre de la confiscation. Pour la réaliser, nous devons appeler les paysans à la *saisie*. Cette saisie paysanne doit être reconnue, légalisée par une assemblée nationale constituante, qui, en tant qu'organe suprême du pouvoir du peuple, transformera la saisie en *confiscation* en vertu d'une loi qu'il lui appartiendra de promulguer.

tion d'une Assemblée nationale constituante. Sans ce mot d'ordre, nous aurons un programme de réforme agraire cadet ou semi-cadet, et non de révolution paysanne.

Ensuite, les paysans n'accepteront pas la municipalisation. La municipalisation, cela signifie : prends gratuitement les terres communautaires, mais pour les terres des gros propriétaires fonciers, paie un fermage au zemstvo. Les paysans révolutionnaires n'accepteront pas. Ils diront ou bien : partageons toutes les terres entre nous, ou bien : faisons de toutes les terres la propriété de l'ensemble du peuple. Le mot d'ordre de municipalisation ne deviendra jamais celui de la paysannerie révolutionnaire. Si la révolution est victorieuse, elle ne pourra *en aucun cas* s'arrêter à la municipalisation. Si la révolution n'est pas victorieuse, il ne sortira de la municipalisation qu'une nouvelle duperie pour les paysans, du type de la réforme de 1861 [157].

Mon troisième argument fondamental est le suivant. La municipalisation est nuisible si on lui donne comme condition la « démocratie » en général, et non spécialement la république et l'éligibilité des fonctionnaires par le peuple. La municipalisation, c'est la remise de la terre aux organes du pouvoir local, aux organes de l'auto-administration. Si le pouvoir central n'est pas *complètement* démocratique (république, etc.), les autorités locales ne pourront rester « autonomes » que dans les petites choses, elles ne seront indépendantes que pour la question de l'étamage des lavabos, elles seront simplement aussi « démocratiques » qu'étaient « démocratiques », disons, nos zemstvos sous Alexandre III. Par contre, dans les questions importantes, et particulièrement dans une question aussi essentielle que celle de la grande propriété foncière, la démocratie des autorités locales contre le pouvoir central non démocratique est un joujou. S'il n'y a pas de république ni d'éligibilité des fonctionnaires par le peuple, la municipalisation équivaut à donner la terre des grands propriétaires fonciers aux pouvoirs locaux élus, même si le pouvoir central reste entre les mains des Trépov et Doubassov. Une telle réforme ne sera qu'un jouet, et un jouet nuisible, car les Trépov et Doubassov laisseront aux pouvoirs locaux élus le droit d'aménager l'adduction d'eau, d'électricité, etc., mais jamais ils *ne pourront* leur laisser les terres confisquées aux

grands propriétaires fonciers. Les Trépov et Doubassov *feront passer* alors ces terres de la « compétence » des zemstvos à « celle » du ministère de l'Intérieur, et les paysans auront été trois fois roulés. Il faut appeler au renversement des Trépov et des Doubassov, à l'éligibilité de tous les fonctionnaires par le peuple, et non pas dessiner, au lieu de cela et avant cela, des modèles pour rire de quelque réforme locale libérale.

Quels étaient donc les arguments de Plékhanov en faveur de la municipalisation ? Ce qu'il a mis le plus en avant dans ses deux discours, c'est la question des *garanties contre une restauration.* Cet argument original était le suivant : la nationalisation de la terre constituait la base économique de la Russie Moscovite d'avant Pierre Ier. Notre révolution actuelle, comme toute autre révolution d'ailleurs, n'offre pas de garantie contre une restauration. C'est pourquoi, dans le but d'éviter cette restauration (c'est-à-dire le rétablissement de l'ancien régime, du régime d'avant la révolution), il faut tout particulièrement se méfier de la nationalisation.

L'argument de Plékhanov a semblé extrêmement convaincant aux mencheviks, et ils ont applaudi Plékhanov avec enthousiasme, surtout pour ses « fortes paroles » à l'adresse de la nationalisation (emprunt aux socialistes-révolutionnaires, etc.). Et cependant, si l'on réfléchit un petit peu, il est facile de se convaincre que cet argument se réduit à un pur sophisme.

En effet, examinez tout d'abord cette « nationalisation dans la Russie Moscovite d'avant Pierre Ier ». Nous ne parlerons même pas du fait que les conceptions historiques de Plékhanov consistent à outrer le point de vue libéral populiste sur la Russie Moscovite. Parler de la nationalisation de la terre dans la Russie d'avant Pierre Ier, cela ne tient vraiment pas debout, citerions-nous même Klioutchevski, Efimenko [188] et autres. Mais laissons ces subtilités historiques. Admettons un instant que dans la Russie Moscovite, dans la Russie de Pierre Ier, au XVIIe siècle, la nationalisation de la terre existait effectivement. Qu'en résulta-t-il ? Selon la logique de Plékhanov, il en résulte que réaliser la nationalisation, c'est faciliter la restauration de la Russie Moscovite. Mais une telle logique est précisément un sophisme

et non une logique, ou bien un jeu de mots sans une analyse de la base économique des phénomènes ou du contenu économique des notions utilisées. Pour autant que la nationalisation de la terre existait dans la Russie Moscovite (ou si elle existait dans la Russie Moscovite), sa base économique était *un mode de production asiatique*. Or, c'est *le mode de production capitaliste* qui s'est développé en Russie depuis la seconde moitié du XIXe siècle, et qui au XXe siècle est incontestablement devenu dominant. Que reste-t-il alors de l'argument de Plékhanov ? Il a confondu la nationalisation fondée sur le mode de production asiatique avec la nationalisation fondée sur le mode de production capitaliste. Par suite de l'identité des termes, il n'a pas remarqué la différence radicale entre les rapports économiques, précisément entre les rapports de production. En bâtissant son argumentation sur la restauration de la Russie Moscovite (c'est-à-dire sur la prétendue restauration des modes de production asiatiques), il a parlé en fait d'une restauration politique, dans le genre de celle des Bourbons (qu'il a d'ailleurs citée), c'est-à-dire de la restauration d'une forme de gouvernement antirépublicaine sur le terrain des rapports de production capitalistes.

A-t-on signalé à Plékhanov à ce congrès qu'il se fourvoyait ? Oui, on l'a fait. Un camarade, qui portait au congrès le nom de Démian [159], a dit dans son discours qu'il n'était absolument rien sorti de cette « restauration » avec laquelle Plékhanov avait prétendu nous faire peur. Des prémisses de son argumentation découle la restauration de la Russie Moscovite, c'est-à-dire la restauration d'un mode de production asiatique, c'est-à-dire le plus pur des nonsens à l'époque du capitalisme. De ses conclusions et de ses exemples, par contre, découle la restauration napoléonienne de l'Empire ou la restauration des Bourbons après la grande révolution bourgeoise française. Mais cette restauration n'avait rien de commun avec les modes de production précapitalistes. Cela premièrement. Et deuxièmement, *cette* restauration a succédé non pas à la nationalisation de la terre, mais à la vente des terres des grands propriétaires fonciers, c'est-à-dire à une mesure archi-bourgeoise, spécifiquement bourgeoise, qui affermissait incontestablement les rapports de production bourgeois, c'est-à-dire capitalistes. Autre-

ment dit, *aucune* des restaurations que Plékhanov a mêlées à la question de la nationalisation n'a quoi que ce soit à voir avec elle, ni la restauration du mode de production asiatique (restauration de la Russie Moscovite), ni la restauration française du XIXe siècle.

Quelle a été la réponse de Plékhanov à ces arguments absolument irréfutables du camarade Démian ? Il a répondu de façon incroyablement habile. Lénine est un socialiste-révolutionnaire, s'est-il écrié, et le camarade Démian me sert une soupe-maison [160].

Les mencheviks ne se sentaient plus de joie. Ils se tordaient de rire à la brillante repartie de Plékhanov. Les tempêtes d'applaudissements faisaient trembler la salle de séances. La question de savoir si Plékhanov avait été capable de joindre les deux bouts avec sa restauration fut rayée une fois pour toutes du congrès menchevique.

Loin de moi, bien entendu, la pensée de nier que la réponse de Plékhanov fût non seulement une perle d'esprit, mais aussi, si vous voulez, de profondeur marxiste. Mais je prendrai tout de même la liberté de penser que le camarade Plékhanov s'est embrouillé au maximum entre la restauration de la Russie Moscovite et la restauration française du XIXe siècle. Je prendrai la liberté de penser que la « soupe-maison à la Démian » deviendra une « expression historique » non pas par rapport au camarade Démian (comme le pensent les mencheviks enchantés par *l'éclat* du trait d'esprit plékhanovien), *mais par rapport au camarade Plékhanov.* En tout cas, au Congrès d'Unification, certains délégués parlaient à propos des discours de Plékhanov de « soupe à la moscovite » et de « plaisanteries d'épicier », quand Plékhanov, à propos de la question de la prise du pouvoir dans la révolution russe actuelle, régalait ses mencheviks en leur servant l'histoire du communard qui dans une ville de province française mangeait du saucisson après « une prise de pouvoir » ratée.

Au congrès, comme je l'ai déjà fait remarquer plus haut, j'ai été le premier rapporteur sur la question agraire. J'ai eu droit au discours de conclusion non pas le dernier, mais aussi le premier des cinq rapporteurs. De la sorte, j'ai parlé *après* le camarade Démian et *avant* le camarade Plékhanov. Par conséquent, je ne pouvais pas prévoir la géniale

défense de Plékhanov contre les arguments de Démian. Je n'ai fait que répéter brièvement ces arguments et j'ai insisté non sur l'inconsistance complète des raisonnements sur la restauration comme argument en faveur de la municipalisation, mais sur l'analyse de l'essence même du problème de la restauration. De quelles garanties contre une restauration s'agit-il ? ai-je demandé au camarade Plékhanov. S'agit-il d'une garantie absolue, c'est-à-dire de la suppression des conditions économiques susceptibles d'engendrer une restauration ? Ou bien d'une garantie relative et provisoire, c'est-à-dire de la création de conditions politiques qui, si elles ne suppriment pas la possibilité même d'une restauration, la rendent seulement moins probable, ne font que le rendre plus difficile ? S'il s'agit de la première, je répondrai : la garantie totale contre une restauration en Russie (après la victoire de la révolution en Russie) résiderait *exclusivement* dans une révolution socialiste en Occident. Il n'y a pas et il ne peut pas y avoir d'autre garantie. Autrement dit, de ce point de vue, la question se ramène à savoir comment et par quoi précisément la révolution démocratique bourgeoise en Russie peut faciliter ou accélérer la révolution socialiste en Occident. Une seule réponse à cette question nous paraît concevable : si le pitoyable 17 octobre a provoqué un puissant essor du mouvement ouvrier en Europe, la victoire *complète* de la révolution bourgeoise en Russie provoquera presque inévitablement (ou tout au moins selon toute vraisemblance) en Europe une série de bouleversements politiques qui constitueront la plus puissante des impulsions pour la révolution socialiste.

Voyons maintenant la « deuxième » garantie, c'est-à-dire la garantie relative contre une restauration. Quel est le fondement économique d'une restauration sur la base du mode de production capitaliste, c'est-à-dire non pas d'une humoristique « restauration de la Russie Moscovite », mais d'une restauration du type de la restauration française du début du XIXe siècle ? Ce fondement, c'est la situation du petit producteur de marchandises dans toute société capitaliste. Le petit producteur hésite entre le capital et le travail. Avec la classe ouvrière, il lutte contre le servage et l'autocratie policière. Mais en même temps, il tend à consolider sa situation de propriétaire dans la société bourgeoise,

et c'est pourquoi, si les conditions du développement de *cette* société deviennent tant soit peu favorables (par exemple, prospérité industrielle, extension du marché intérieur par suite de la révolution agraire, etc.), le petit producteur se tourne *inévitablement* contre le prolétaire qui, lui, lutte pour le socialisme. Par conséquent, disais-je, la restauration sur la base de la petite production marchande, de la petite propriété paysanne dans la société capitaliste non seulement est possible en Russie, mais même *inévitable*, car la Russie est un pays à prédominance petite-bourgeoise. La situation de la révolution russe du point de vue de la restauration, disais-je plus loin, peut être exprimée par la thèse suivante : pour vaincre, la révolution russe possède des forces propres en quantité suffisante. Mais elle n'a pas suffisamment de forces pour conserver les fruits de sa victoire. Elle est capable de vaincre car le prolétariat avec la paysannerie révolutionnaire peut constituer une force invincible. Mais elle ne peut pas maintenir sa victoire, car dans un pays où la petite exploitation connaît un développement considérable, les petits producteurs de marchandises (paysans y compris) se retourneront inévitablement contre le prolétariat, lorsque *de la* liberté, il voudra passer *au* socialisme. Pour que la révolution russe puisse maintenir sa victoire, pour qu'elle puisse empêcher une restauration, il lui faut une *réserve* non russe, il lui faut une aide de l'extérieur. Cette réserve existe-t-elle dans le monde ? Oui : c'est le prolétariat socialiste de l'Occident.

Qui parle de restauration en oubliant cela révèle l'extrême étroitesse de son point de vue sur la révolution russe. Celui-là oublie que la France de la fin du XVIIIe siècle, à l'époque de la révolution démocratique bourgeoise, était entourée de pays semi-féodaux beaucoup plus arriérés, qui servaient de réserve pour une restauration, tandis que la Russie de ce début du XXe siècle, à l'époque de sa révolution démocratique bourgeoise, est entourée de pays beaucoup plus avancés, dans lesquels existe une force sociale capable de former la réserve de la révolution.

Résultat : en posant la question des garanties contre une restauration, Plékhanov a effleuré une série de sujets extrêmement intéressants, mais il n'a strictement rien expliqué quant au fond du problème, il n'a fait que passer à

côté (et il a attiré ses auditeurs mencheviques à côté) de la question de la municipalisation. En effet, si une restauration capitaliste (nous appelons ainsi, pour être plus brefs, la restauration sur la base du mode de production non pas asiatique, mais capitaliste) repose sur le soutien de la classe des petits producteurs de marchandises en tant que telle, que vient alors faire ici la municipalisation ? La municipalisation est l'une des formes de *possession de la terre*, mais n'est-il pas évident que les traits essentiels et fondamentaux d'une *classe* ne changent pas avec les formes de la possession de la terre ? Nécessairement et inévitablement, le petit bourgeois est le rempart de la restauration contre le prolétaire, aussi bien avec la nationalisation qu'avec la municipalisation ou avec le partage de la terre. S'il est concevable à cet égard de tracer une nette frontière entre les formes de possession de la terre, ce ne peut être tout au plus qu'en faveur du partage, en tant que lien plus étroit du petit propriétaire avec la terre, plus étroit et par conséquent plus difficile à rompre *. Quant à défendre la municipalisation au moyen de l'argument sur la restauration, c'est simplement ridicule.

Au cours des débats au congrès, les camarades John et Plékhanov, qui ont prononcé leur discours de conclusion après moi, ont essayé une fois de plus de passer subrepticement de ce malheureux argument sur la restauration à un autre, apparemment semblable par sa forme, mais complètement différent par son contenu. Ils ont entrepris de défendre la municipalisation non plus du point de vue des garanties contre une restauration de la monarchie après l'instauration de la république, c'est-à-dire non plus en tant que mesure de garantie républicaine, non plus en tant qu'institution permanente, mais en tant que base *au cours de la lutte* contre la monarchie pour la république, c'est-à-dire en tant que mesure destinée à faciliter les conquêtes futures, en tant qu'institution temporaire et transitoire. Ce faisant, Plékhanov est allé jusqu'à appeler les grands organes d'auto-

* Nous disons « tout au plus », car la question reste posée de savoir si ce n'est pas justement le lien plus étroit du paysan avec sa parcelle qui constitue le meilleur rempart du bonapartisme. Mais ce n'est pas le lieu d'entrer ici dans les détails de cette question concrète.

administration locale qui auront municipalisé la terre des « républiques » locales, qui serviront de point d'appui dans la guerre contre la monarchie.

A propos de cet argument, il convient de remarquer ceci :

Premièrement, dans le programme initial de Maslov et le programme de John, Plékhanov et Kostrov [161], adopté au congrès, il n'est *pas un seul mot* qui indique que la municipalisation est envisagée comme une mesure temporaire et transitoire *dans le cours* de la révolution, c'est-à-dire comme *un instrument de lutte pour des objectifs ultérieurs.* Par conséquent, une telle interprétation est une « libre élucubration », qui n'est pas confirmée, mais réfutée par le texte du programme. Par exemple, en mettant en avant dans mon programme les comités paysans révolutionnaires, en tant qu'instruments de la révolution, en tant que base de lutte pour des objectifs ultérieurs, je déclare textuellement dans le programme lui-même : le Parti recommande aux comités paysans de s'emparer de la terre et d'en disposer *jusqu'à la réunion de l'Assemblée constituante.* Le programme de Maslov, John, Plékhanov et Kostrov, non seulement n'en dit rien *, mais au contraire, il expose incontestablement un plan d'organisation permanente de jouissance de la terre.

Deuxièmement, l'argument essentiel et radical contre le raisonnement que nous analysons est que, sous l'aspect d'une garantie contre la restauration ou contre la réaction,

* C'est précisément parce que le programme de Plékhanov ne dit rien de cela que nous avons eu pleinement le droit au congrès de comparer cette nouvelle interprétation de la municipalisation avec l'« auto-administration » révolutionnaire des mencheviks. C'est Plékhanov, et personne d'autre que lui, qui fut obligé, après les longs éclaircissements donnés par les bolcheviks sur cette question, de reconnaître que le mot d'ordre d'« auto-administration révolutionnaire » n'avait rien expliqué à personne et avait désorienté bien des gens (voir les *Cahiers* n° 5). Les bolcheviks ont dit encore dans *Vpériod* et dans le *Prolétari* que le mot d'ordre d'« auto-administration révolutionnaire » était insuffisant, incomplet et n'exprimait pas les conditions de la victoire totale de la révolution. Pour cette victoire, ce n'est pas l'auto-administration révolutionnaire qu'il faut, c'est le pouvoir révolutionnaire, et pas seulement des pouvoirs révolutionnaires locaux, mais aussi un pouvoir révolutionnaire central. (Voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 9, pp. 181-189, 217-230, 368-385. — *N.R.*)

le programme de Plékhanov débouche en réalité sur un *arrangement avec la réaction*. Réfléchissez en effet : si nous rédigeons un programme, et particulièrement un programme agraire (paysan), n'est-ce donc pas à l'intention des larges masses que nous voulons diriger ? Et que voyons-nous ici ? Des membres du Parti, voire même des chefs du Parti, vont dire que les zemstvos qui auront municipalisé la terre constitueront des « républiques » opposées à la monarchie centrale. Et dans le programme, la révolution agraire est liée directement et précisément avec la démocratie dans l'administration locale, sans être liée *par le moindre mot* avec la démocratisation *complète* de l'administration centrale et du régime politique ! Je vous le demande : sur quoi se guidera la masse des militants du Parti dans notre agitation et notre propagande quotidienne ? Sur ce que dit Plékhanov des « républiques » locales qui luttent contre la monarchie centrale, ou sur le texte même de notre nouveau programme, dans lequel la revendication de la terre aux paysans est précisément liée avec la seule démocratisation de l'administration locale, et pas du tout avec celle du pouvoir central et du régime politique ? Les propos de Plékhanov, confus par eux-mêmes, ne manqueront pas de jouer le rôle de mot d'ordre qui « *désoriente les gens* » tel que la « fameuse » (« fameuse » du point de vue de Plékhanov) « auto-administration révolutionnaire ». *Dans les faits*, le programme de notre Parti reste un programme d'*arrangement avec la réaction*. Ce n'est pas un programme social-démocrate, mais un programme cadet, si l'on considère sa signification *politique réelle* dans la situation actuelle de la Russie, et non les exposés des motifs mentionnés dans les discours de nos divers orateurs. Les motifs en question sont les meilleurs du monde, les intentions sont les plus social-démocrates possibles, mais le programme qui en est sorti est en réalité cadet, pénétré d'un esprit d'« arrangement », et non de l'esprit de la « révolution paysanne » (Plékhanov a dit, entre autre, qu'auparavant nous avions peur de la révolution paysanne, mais que maintenant il faut nous délivrer de cette peur).

J'ai analysé plus haut la signification *scientifique* de l'argument sur la « garantie contre une restauration ». J'en arrive maintenant à sa signification *politique* à l'époque du

constitutionnalisme doubassovien et de la Douma d'Etat cadette. La valeur scientifique de cet argument est égale à zéro ou à moins un. Politiquement, c'est une arme prise dans l'arsenal de cadets et de l'eau versée au moulin des cadets. Regardez autour de vous : quel est le *courant politique* qui a presque monopolisé l'indication du danger d'une restauration ? C'est le courant cadet. Quelle est la réponse que les cadets ont donnée des millions de fois à nos camarades du Parti lorsque ceux-ci montraient la contradiction entre la « démocratie » des cadets et leur programme monarchiste et autre. Ils ont répondu que toucher à la monarchie, c'est faire naître le danger d'une restauration. Ne touchez pas à la monarchie, ont crié par milliers les cadets à l'adresse des social-démocrates, ne touchez pas à la monarchie, car vous n'avez pas de garanties contre une restauration. Plutôt que d'attirer sur soi le danger d'une restauration, le danger d'une réaction, il vaut mieux conclure un compromis avec la réaction : telle est la sagesse politique des cadets, tel est tout leur programme, toute leur tactique, découlant inévitablement de la position de classe du petit bourgeois, du danger que présente pour la bourgeoisie une révolution démocratique menée jusqu'au bout.

Pour confirmer ce que je viens de dire, je me bornerai à deux exemples. La *Narodnaïa Svoboda*, organe de Milioukov et Hessen, écrivait en décembre 1905 que Moscou avait démontré la possibilité d'une insurrection armée, mais que l'insurrection était tout de même funeste, et cela non pas parce qu'elle aurait été vaine, mais parce que de toute façon la réaction devait balayer les conquêtes de l'insurrection (cité dans ma brochure : *La Douma d'Etat et la social-démocratie* *). Second exemple. Dans le *Prolétari*, en 1905, j'avais déjà donné des extraits de l'article de Vinogradov publié par les *Rousskié Viédomosti* **. Vinogradov exprimait l'espoir que la révolution russe se déroulerait non pas suivant le type de la révolution de 1789-1793, mais selon celui de la révolution de 1848-1849, c'est-à-dire que nous n'aurions pas d'insurrections *victorieuses*, que notre révolution n'irait pas jusqu'au bout, qu'elle serait tronquée au

* Voir le présent tome, p. 107. (*N.R.*)
** Voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 9, pp. 247-252. (*N.R.*)

plus tôt par la trahison de la bourgeoisie libérale, par son entente avec la monarchie. Vinogradov agitait l'épouvantail de la restauration sous les aspects du portier prussien, sans dire un mot, bien sûr, d'une « garantie de la révolution » représentée par le prolétariat allemand.

La référence au manque de garanties contre une restauration est une idée purement cadette, c'est *une arme politique de la bourgeoisie contre le prolétariat.* Les intérêts de la bourgeoisie l'obligent à lutter pour empêcher que le prolétariat, aux côtés de la paysannerie révolutionnaire, conduise jusqu'au bout la révolution démocratique bourgeoise. Dans cette lutte, les philosophes et les politiciens de la bourgeoisie se raccrochent inévitablement à des arguments historiques, à des exemples tirés du passé. Dans le passé, les ouvriers ont toujours été dupés, même après la victoire de la révolution il y a eu une restauration, et cela signifie qu'il ne peut en être autrement dans notre pays, dit la bourgeoisie, soucieuse, naturellement, d'affaiblir la confiance du prolétariat russe en ses propres forces et dans celles du socialisme européen. L'accentuation des contradictions politiques et l'exacerbation de la lutte politique conduisent à la réaction, enseigne le bourgeois aux ouvriers, et cela signifie qu'il faut *émousser* les contradictions : plutôt que de risquer le triomphe de la réaction après la victoire, il vaut mieux ne pas se battre pour la victoire, mais passer un arrangement avec la réaction.

Est-ce par hasard que Plékhanov a entrepris de se raccrocher à cette arme idéologique de la bourgeoisie contre le prolétariat ? Non, c'était inévitable dès le moment où Plékhanov avait émis un jugement erroné sur l'insurrection de décembre (« il ne fallait pas prendre les armes ») et avait commencé, sans appeler les choses par leur nom, à inviter dans ses *Cahiers* le parti ouvrier à soutenir les cadets. Au congrès, cette question a été abordée lors des discussions sur un autre point de l'ordre du jour, au moment où un débat s'est engagé pour savoir à quel propos la bourgeoisie chantait les louanges de Plékhanov. Je parlerai en temps utile de cette discussion, mais je ferai remarquer ici que les arguments que j'ai exposés plus haut, je ne les ai pas développés au congrès, mais seulement indiqués dans leurs plus grandes lignes. Notre meilleure « garantie con-

tre une restauration », ai-je dit, c'est de mener la révolution jusqu'au bout, et non de passer un arrangement avec la réaction. Et c'est cela, et seulement cela, que dit mon programme agraire, qui est tout entier le programme de l'insurrection paysanne, le programme de l'accomplissement intégral de la révolution démocratique bourgeoise. Par exemple, les « comités révolutionnaires paysans » constituent la seule voie que puisse suivre l'insurrection paysanne (en l'occurrence d'ailleurs, je n'oppose nullement les comités paysans au pouvoir révolutionnaire, comme les mencheviks ont opposé à ce pouvoir l'auto-administration révolutionnaire, mais je vois dans ces comités l'un des organes de ce pouvoir, l'un des organes qui exigent d'être complétés par d'autres organes, des organes centraux, par un gouvernement révolutionnaire provisoire et par une Assemblée nationale constituante). Une solution de la question agraire, telle que la veulent les fonctionnaires de la bourgeoisie, sa solution par les Pétrounkévitch, Roditchev, Kaufmann et autres Kutler, *ne* peut être exclue *que* si le programme agraire est formulé en ces termes.

Plékhanov ne pouvait manquer de remarquer ce trait fondamental de mon programme. Il l'a fait et l'a reconnu au congrès. Mais cette reconnaissance, il l'a exprimée (car telle est sa nature) sous cette même forme de soupe à la Démian, ou plutôt de poussière plékhanovienne. Oui, oui, il y a bien dans le programme de Lénine l'idée de la prise du pouvoir. Lénine le reconnaît lui-même. Mais cela même est mauvais. C'est du populisme, Lénine restaure le populisme. Combattez, camarades, contre la restauration du populisme. Lénine parle même d'une sorte d'« activité créatrice populaire ». N'est-ce pas du populisme ? etc., etc.

Pour ces raisonnements, nous autres bolcheviks, et moi-même et Voïnov [162], avons remercié Plékhanov de tout cœur. Pour nous, de tels arguments ne peuvent qu'être utiles et souhaitables. En effet, camarades, réfléchissez donc un peu à ce raisonnement ; « puisqu'il y a, dans le programme de Lénine, l'idée de la prise du pouvoir, c'est que Lénine est populiste ». De quel programme s'agit-il ? Du programme agraire. A qui propose-t-on, dans ce programme, de s'emparer du pouvoir ? A la paysannerie révolutionnaire. Lénine confond-il le prolétariat avec cette paysannerie ? Non seu-

lement il ne le confond pas, mais il le met spécialement à part dans la troisième partie de son programme, laquelle troisième partie a été intégralement reproduite dans la résolution tactique du congrès menchevique !

Voilà qui est bien, n'est-ce pas ? Plékhanov a dit lui-même qu'il ne nous convenait pas du tout, à nous marxistes, *de craindre la révolution paysanne*. Et en même temps, le voici qui aperçoit du populisme dans la *prise du pouvoir par la paysannerie révolutionnaire* !! Or, comment une révolution paysanne victorieuse serait-elle donc possible sans la prise du pouvoir par la paysannerie révolutionnaire ? ? Bref, Plékhanov a poussé directement son raisonnement jusqu'à l'absurde. Une fois qu'il a commencé à débouler la pente, il ne peut plus s'empêcher de glisser jusqu'en bas. D'abord, il a nié la possibilité pour le prolétariat de s'emparer du pouvoir dans la révolution actuelle. Maintenant, il s'est mis à nier la possibilité pour la paysannerie révolutionnaire de s'emparer du pouvoir dans la révolution actuelle. Mais si *ni* le prolétariat *ni* la paysannerie révolutionnaire ne peuvent s'emparer du pouvoir, cela signifie que le pouvoir *doit rester entre les mains du tsar et de Doubassov*. Ou que ce sont les cadets qui doivent prendre le pouvoir ? Mais les cadets eux-mêmes ne veulent pas s'emparer du pouvoir, puisqu'ils défendent la monarchie, l'armée permanente, la Chambre haute et autres merveilles de ce genre.

N'avais-je pas raison au congrès lorsque j'ai dit que si Plékhanov *avait peur de la prise du pouvoir, c'est qu'il avait peur de la révolution paysanne* ? Voïnov n'avait-il pas raison lorsqu'il a dit qu'avant, dans sa jeunesse, Plékhanov avait pris peur des populistes au point que ceux-ci le hantent même lorsqu'il reconnaît que la révolution paysanne est inévitable, et lorsque personne parmi les social-démocrates n'a d'illusions quant à un socialisme paysan ? Voïnov n'avait-il pas raison, lorsqu'au congrès, il ironisait à propos de la résolution menchevique sur l'insurrection armée (dans cette résolution, le premier paragraphe commence par reconnaître qu'il faut « arracher le pouvoir des mains du gouvernement autocratique »), en remarquant que la « prise du pouvoir », c'est du populisme, mais que « arracher le pouvoir », c'est du marxisme authentique

et profondément réfléchi ? Ce qui en résulte en vérité, c'est que, au nom de la lutte contre les idées populistes dans la social-démocratie, les mencheviks ont gratifié notre parti d'un programme qui préconise *l'« arrachement du pouvoir »... par les cadets.*

Bien entendu, je n'ai pas été le moins du monde étonné d'entendre pousser les hauts cris à propos du populisme. Je me rappelle trop bien que les opportunistes de la social-démocratie (encore en 1898-1900) se sont toujours raccrochés à cet épouvantail contre les social-démocrates révolutionnaires. Et justement, comme par un fait exprès, cela nous a été rappelé par le camarade Akimov, qui a prononcé à notre Congrès d'Unification une brillante plaidoirie en faveur d'Axelrod et des cadets. J'espère revenir sur cette question dans nos publications.

Deux mots à propos de l'« activité créatrice du peuple ». En quel sens ai-je parlé de cela au congrès ? Dans le même sens que celui que je donne à cette expression dans ma brochure : *La victoire des cadets et les tâches du parti ouvrier* (cette brochure a été distribuée aux délégués du congrès *). J'oppose la période d'octobre-décembre 1905 à la période cadette actuelle, et je dis que dans une période révolutionnaire, l'activité créatrice du peuple (c'est-à-dire des paysans révolutionnaires plus les prolétaires) est plus riche et plus productive que dans la période cadette. Plékhanov prend cela pour du populisme. Pour moi, d'un point de vue scientifique, ce que dit Plékhanov me semble éluder la question extrêmement importante de l'appréciation de la période d'octobre-décembre 1905 (dans ses *Cahiers* Plékhanov n'a même pas songé à analyser les *formes du mouvement* à cette époque, se bornant à faire des discours moralisateurs !). Du point de vue politique, cela ne fait que démontrer à nouveau combien, dans les questions de tactique, Plékhanov se rapproche de Blank et des cadets en général.

Pour en finir avec la question agraire, je dirai encore quelques mots du dernier des arguments sérieux. Lénine est un rêveur, a dit Plékhanov, il laisse courir sa fantaisie à propos de l'élection des fonctionnaires par le peuple, etc. Pour une aussi belle issue, il n'est pas difficile d'écrire un

* Voir le présent tome, pp. 248-279. (*N.R.*)

programme. Mais je vous défie d'écrire en prévision de l'issue la plus mauvaise. De faire en sorte que le programme soit « ferré des quatre pieds ».

Cet argument contient un raisonnement, cela est incontestable, que tout marxiste se doit de prendre en considération de la manière la plus scrupuleuse. Effectivement, un programme qui tiendrait compte *uniquement* de la meilleure issue possible ne serait pas valable. Mais de ce point de vue précisément, ai-je répondu à Plékhanov au congrès, mon programme est de toute évidence supérieur à celui de Maslov. Pour s'en convaincre, il suffit de se rappeler l'existence de l'*affermage*. Qu'est-ce qui distingue le mode de production capitaliste (et semi-capitaliste) dans l'agriculture ? Toujours et partout, c'est le développement de l'affermage. Est-ce cela concerne la Russie ? Oui, cela la concerne, et dans des proportions considérables. Et c'est à tort que le camarade John m'objectait que d'après lui mon programme renfermait une absurdité : l'affermage subsiste après la confiscation des terres des grands propriétaires fonciers. Sur ce point, le camarade John a trois fois tort : premièrement, dans mon programme, *toute* la première partie est consacrée aux premiers pas de la révolution paysanne (s'emparer des terres *jusqu'à* la réunion de l'Assemblée nationale constituante) ; pour moi, autrement dit, l'affermage ne « demeure » pas « après » la confiscation, mais il est pris comme un fait, car c'est un fait. Deuxièmement, la confiscation est la remise en d'autres mains de la propriété de la terre, or la remise de la propriété n'atteint nullement l'affermage. Troisièmement, l'affermage concerne, comme chacun sait, aussi bien les terres appartenant aux paysans que les terres communautaires.

Voyez donc ce que nous obtenons en fait de programme « ferré des quatre pieds », en fait de prise en considération non seulement des conditions les meilleures, mais aussi les pires. Majestueusement, Maslov supprime d'un trait de plus tout affermage. Il suppose tout de suite et carrément une révolution telle qu'elle abolisse l'affermage. Cette hypothèse, comme je l'ai montré, est tout à fait absurde du point de vue de la « réalité la plus défavorable » et de la nécessité d'en tenir compte. Au contraire, toute la première partie de mon programme est fondée *entièrement* sur cette « réalité

la plus défavorable » contre laquelle s'insurgent les paysans révolutionnaires. C'est pourquoi chez moi l'affermage ne vient pas disparaître au royaume des ombres (la suppression de l'affermage dans la société capitaliste est une transformation qui n'est pas moins « fantaisiste », si non plus, du point de vue du « bon sens » de Plékhanov, que la suppression de l'armée permanente ou autres). Il en résulte que je prends en considération avec beaucoup plus de sérieux que Maslov la « réalité la plus *défavorable* », et que je fais de la propagande auprès des paysans pour une réalité *meilleure*, en partant non pas du point de vue des compromis cadets (républiques locales contre la monarchie centrale), mais du point de vue de la victoire complète de la révolution et de la conquête d'une république qui soit authentiquement démocratique.

J'ai particulièrement insisté au congrès sur cet élément de propagande politique et tout spécialement dans le programme agraire, et il me faudra vraisemblablement m'arrêter plus d'une fois encore sur cette question dans nos publications. Au congrès, on nous a objecté, à nous autres bolcheviks : nous avons un programme politique, c'est là qu'il convient de parler de la république. Faire cette objection témoigne que l'on n'a pas du tout réfléchi à la question. Nous avons effectivement un programme général de principe (première partie du programme du Parti) et des programmes spéciaux : programme politique, programme ouvrier, programme paysan. Dans le programme ouvrier (journée de huit heures, etc.), *personne* ne propose de stipuler particulièrement et spécialement les conditions politiques de telle ou telle transformation. Pourquoi ? Parce que la journée de travail de huit heures et autres réformes de ce genre deviendront *inévitablement, quelles que* soient les conditions politiques, un instrument qui fera progresser le mouvement. Mais faut-il dans le programme paysan *mentionner particulièrement et spécialement* les conditions politiques ? Il le faut, parce que même la meilleure répartition des terres *peut* devenir, sous le gouvernement des Trépov et des Doubassov, un instrument qui fera reculer le mouvement. Prenez ne serait-ce que le programme Maslov : il parle de la remise de la terre à un Etat *démocratique* et à des organes *démocratiques* d'auto-administra-

tion locale ; autrement dit, malgré l'existence d'un programme politique du Parti, on y stipule particulièrement et spécialement les conditions politiques des transformations agraires à notre époque. Autrement dit, il ne peut y avoir de discussion quant à la nécessité d'associer aux revendications agraires des conditions politiques spéciales. Toute la question est de savoir s'il est permis, à la fois d'un point de vue scientifique et du point de vue de la démocratie prolétarienne conséquente, de lier une transformation agraire radicale non pas à l'élection des fonctionnaires par le peuple, non pas à la république, mais à la « démocratie » en général, c'est-à-dire, par conséquent, à la démocratie cadette aussi, qui est à l'heure actuelle, indépendamment de notre volonté, la forme principale de pseudo-démocratie, la forme la plus répandue et la plus influente dans la « société » et dans la presse. Je pense que cela n'est pas permis. Je le dis à l'avance, la pratique devra rectifier tout de suite et elle rectifiera l'erreur contenue dans notre programme agraire, c'est-à-dire que la situation politique *obligera* nos propagandistes et nos agitateurs, dans leur lutte contre les cadets, à mettre l'accent non pas sur la démocratie cadette, mais sur la république et l'élection des fonctionnaires par le peuple.

En ce qui concerne le programme de partage de la terre, j'ai exprimé au congrès mon opinion à son sujet dans les termes suivants : la municipalisation est une erreur et une erreur nuisible, le partage en tant que programme est erroné, mais cette erreur n'est pas nuisible. C'est pourquoi, évidemment, je suis plus enclin au partage, et je suis prêt à voter pour Borissov contre Maslov. Le partage ne peut pas être nuisible, car, premièrement, il obtiendra l'accord des paysans ; et deuxièmement, il n'a pas besoin d'être assorti d'une réorganisation conséquente de l'Etat. Pourquoi est-il erroné ? Parce qu'il envisage de façon unilatérale le mouvement paysan, uniquement du point de vue du passé et du présent, sans prendre en considération celui de l'avenir. Les partisans du partage qui prennent à parti la nationalisation me disent : le paysan ne veut autre chose que ce dont il parle lorsque vous l'entendez parler de nationalisation. Ne considérez pas les paroles, mais le fond des choses. Le paysan veut la propriété privée, il veut le

droit de vendre sa terre, et les paroles sur la « terre de Dieu » et autres ne sont rien d'autre qu'une couverture idéologique du désir de prendre les terres des propriétaires fonciers.

Je leur ai répondu : tout cela est vrai. Mais notre désaccord avec vous ne fait que commencer là où vous considérez que la question est déjà épuisée. Vous répétez l'erreur de l'ancien matérialisme, dont Marx disait : les anciens matérialistes ont su interpréter le monde, mais nous, nous devons le transformer [163]. Exactement de la même manière, les partisans du partage comprennent *correctement* les paroles des paysans sur la nationalisation, *ils les interprètent correctement*, mais — et c'est là tout le fond de l'affaire — ils sont incapables de faire de cette interprétation correcte le *levier d'une transformation du monde*, l'instrument d'un nouveau mouvement en avant. Il ne s'agit pas d'imposer aux paysans la nationalisation au lieu du partage (la variante A de mon programme coupe l'herbe sous le pied à toutes les idées absurdes de ce genre, si elles venaient à l'esprit de certains). Ce dont il s'agit, c'est que le socialisme en dénonçant impitoyablement les illusions petites-bourgeoises du paysan quant à la « terre de Dieu », doit savoir lui montrer la voie qui mène en avant. J'ai déjà dit à Plékhanov au congrès, et je le répéterai des milliers de fois : les militants vulgariseront le programme actuel de la même façon qu'ils ont vulgarisé les *otrezki* ; ils feront d'une petite faute une grande erreur. A la foule paysanne qui crie que la terre n'est à personne, qu'elle appartient à Dieu, qu'elle est au Trésor, ils démontreront les avantages du partage, ce qui ne servirait qu'à avilir et à déshonorer le marxisme. Ce n'est pas cela que nous devons dire aux paysans. Nous devons leur dire : que ces paroles sur la terre de Dieu, sur la terre qui n'appartient à personne ou qui appartient au Trésor, il y a beaucoup de vérité, il faut seulement savoir découvrir cette vérité. Si la terre appartient au Trésor et que c'est Trépov qui en dispose, alors la terre appartient à Trépov. Est-ce cela que vous voulez ? Voulez-vous que la terre tombe entre les mains des Roditchev et des Pétrounkévitch, si, conformément à leurs vœux, ils réussissent à accaparer le pouvoir et, par conséquent, le Trésor ? Et les paysans, de toute évidence, répondront : non, nous ne le voulons pas. Les terres enlevées aux grands propriétaires

fonciers nous ne les donnerons ni aux Trépov, ni aux Roditchev. Mais dans ce cas il faut que tous les fonctionnaires soient élus par le peuple, il faut que l'armée permanente soit supprimée, il faut que soit instituée la république, et c'est alors *seulement* que la remise de la terre « au Trésor », la transmission de la terre « au peuple » sera une mesure non pas nuisible, mais utile. Et d'un point de vue rigoureusement scientifique, du point de vue des conditions du développement capitaliste en général, nous devons absolument dire, si nous ne voulons pas être en désaccord avec le troisième tome du *Capital*, que la nationalisation de la terre est possible dans la société bourgeoise, qu'elle contribue au développement économique, qu'elle facilite la concurrence et l'afflux des capitaux dans l'agriculture, qu'elle réduit le prix du blé, etc., etc. Par conséquent, nous *ne pouvons* en aucun cas, à une époque de révolution paysanne authentique et dans un régime capitaliste assez développé, avoir une attitude purement et simplement négative à l'égard de la nationalisation. Ce serait faire preuve d'étroitesse, de partialité, de simplisme, de myopie. Nous devons seulement expliquer au paysan les prémisses politiques nécessaires de la nationalisation en tant que mesure utile et, ensuite, nous devons en montrer le caractère bourgeois (c'est ce que fait la troisième partie de mon programme, incluse maintenant dans la résolution du Congrès d'Unification *).

Pour en finir avec les discussions sur la question agraire au congrès, j'indiquerai encore les amendements qui ont été apportés au projet de Maslov. Lorsque la question de l'adoption comme base d'un des projets fut mise au vote, 52 voix, *c'est-à-dire moins de la moitié*, se prononcèrent d'abord en faveur de Maslov. 40 voix environ allèrent au partage (je me suis joint à ses partisans afin de ne pas diviser les voix opposées à la municipalisation). C'est seulement à l'issue d'un second ballottage que le projet de Maslov réunit soixante voix et quelques, après quoi tous les hésitants eurent voté en sa faveur, afin de ne pas laisser le Parti sans programme agraire.

Parmi les amendements, les mencheviks en firent rejeter un, qui donnait une définition plus précise de la notion

* Voir le présent tome, p. 197. (*N.R.*)

d'Etat démocratique. Nous avions proposé de dire : « Une république démocratique, garantissant entièrement le pouvoir absolu du peuple. » Cet amendement partait de l'idée, esquissée plus haut, selon laquelle la municipalisation sans une démocratisation *complète* du pouvoir d'Etat central est franchement nuisible et peut dégénérer en réforme agraire de type cadet. Cet amendement provoqua une tempête. A cet instant, je ne me trouvais pas dans la salle des séances. Je me rappelle que lorsque je revins et que je traversai la salle voisine, je fus frappé par un tumulte extraordinaire dans les couloirs et une quantité d'exclamations ironiques : « Le camarade John a proclamé la république ! » « Il n'a pas trouvé de garanties contre une restauration ! » « Le camarade Plékhanov a restauré la monarchie ! »

Les choses s'étaient passées, à ce qu'on m'a dit, de la façon suivante. Les mencheviks, en raison de la susceptibilité qui leur est propre, se jugèrent offensés par l'amendement qui, à leur avis, trahissait l'intention de les convaincre d'opportunisme insinuant que les mencheviks étaient contre la république. Paroles et cris d'indignation éclatèrent. Les bolcheviks se mirent aussi de la partie, bien sûr. Ils réclamèrent un vote nominal. Alors les passions se déchaînèrent complètement. Le camarade John perdit contenance, et ne voulait pas semer la discorde, n'ayant, évidemment, rien « contre la république », il se leva et déclara qu'il retirait lui-même sa formulation et qu'il se joignait à l'amendement. Les bolcheviks applaudirent cette « proclamation de la république ». Mais le camarade Plékhanov, ou quelque autre menchevik, s'interposa, discuta, réclama un nouveau vote, et la « monarchie fut restaurée » — d'après les récits qui me sont parvenus — en tout par quelque 38 voix contre 34 (de nombreux délégués, visiblement, étaient absents de la salle des séances ou s'abstinrent).

Parmi les amendements adoptés, il faut remarquer que le mot « aliénation » a été remplacé par le mot « confiscation ». Ensuite, les partisans de la municipalisation durent tout de même faire une concession à ceux du partage, et le camarade Kostrov apporta un amendement qui admettait également le partage sous condition. Au lieu du programme initial de Maslov, on obtint, comme cela fut dit ironiquement au congrès, un programme « châtré ». On y trouve

mêlés en fait, la nationalisation (certaines terres passent à la propriété *commune du peuple*), la municipalisation (une partie des terres est mise à la disposition de gros organes d'auto-administration locale), et enfin, le partage. Ceci étant, ni le programme ni la résolution tactique ne déterminent avec précision quand il faut être pour la municipalisation et quand il faut être pour le partage. Le programme obtenu en fin de compte n'est pas solidement ferré des quatre pieds, mais il perd ses quatre fers *.

## IV

## APPRÉCIATION DE LA PÉRIODE RÉVOLUTIONNAIRE ET DES TÂCHES DE CLASSE DU PROLÉTARIAT

La question que pose le titre ci-dessus fut la deuxième à être soumise à la discussion du congrès. Les rapporteurs furent Martynov et moi-même. Dans son rapport, le camarade Martynov ne défendit pas à proprement parler le projet de résolution menchevique dans le numéro 2 des *Partiinyé Izvestia*. Il préféra donner un « aperçu général » de ses opinions et une critique générale de ce que les mencheviks appellent les opinions des bolcheviks.

Il parla de la Douma en tant que centre politique, du caractère nuisible de l'idée de la prise du pouvoir, de l'importance de l'effort constitutionnel à une époque révolutionnaire. Il critiqua l'insurrection de décembre, nous invita à reconnaître franchement notre défaite et accusa notre résolution de poser de façon purement « technique » la question de la grève et de l'insurrection. Il déclara que « les cadets, en dépit de leur opposition à la révolution, bâtissent l'échafaudage qui servira au développement ultérieur de la révolution » (et pourquoi donc cela ne figure-t-il pas dans vos résolutions ? avons-nous demandé). Il dit : « Nous

* La critique la plus sévère du programme « châtré » de Maslov fut donnée au congrès par un camarade menchevik (Stroumiline), partisan d'un partage partiel. Il donna lecture d'une déclaration écrite dans laquelle il montrait de façon remarquablement juste et impitoyable — on pourrait même dire plus exactement qu'il fustigeait — toute la contradiction interne du programme ainsi obtenu. Malheureusement, je n'ai pas noté d'extraits du discours qu'il a lu.

sommes à la veille d'une explosion révolutionnaire » * (et pourquoi donc cela ne figure-t-il pas dans votre résolution ? avons-nous demandé à nouveau). Il affirma entre autres : « objectivement, les cadets joueront un plus grand rôle que les socialistes-révolutionnaires ». Mettre sur le même plan la prise du pouvoir et les idées de Tkatchev, placer la Douma au premier rang, en tant que début d'un « effort constitutionnel », en tant que pierre angulaire dans l'édification des « institutions représentatives », telles furent les idées fondamentales du rapport présenté par le camarade Martynov. Comme tous les mencheviks, il adaptait passivement notre tactique aux moindres sinuosités que prenait le cours des événements, il la soumettait aux intérêts du moment, aux nécessités (ou à ce qui semblait être les nécessités) de la minute présente, et sans le vouloir, il rabaissait les tâches fondamentales et essentielles du prolétariat, combattant d'avant-garde dans la révolution démocratique bourgeoise.

J'ai basé mon rapport sur une comparaison exacte des deux résolutions proposées au congrès. Dans ces deux résolutions, ai-je dit, on reconnaît que la révolution va vers un nouvel essor, que notre tâche est de nous efforcer de la mener jusqu'au bout, et enfin, que seuls prolétariat et paysannerie révolutionnaire côte à côte sont en état d'accomplir cette tâche. Il semblerait que ces trois propositions doivent déterminer par elles-mêmes une identité complète de la ligne tactique. Mais voyez donc quelle est celle de ces deux résolutions qui suit ce point de vue fondamental de la façon la plus conséquente ? Celle qui le motive de la façon la plus juste et qui indique le mieux les conclusions qui en découlent.

Et j'ai montré que l'exposé des motifs de la résolution menchevique n'était bon à rien, que ce n'était pas un exposé des motifs, mais des phrases pures et simples (« la lutte n'a pas laissé au gouvernement d'autre choix ». Voici bien un échantillon de pure phraséologie ! C'est précisément ce qu'il faut démontrer, et encore pas sous cette forme. Les mencheviks commencent donc par une proposition

* Je place entre guillemets les mots que j'ai trouvés inscrits dans mes notes.

indémontrée et indémontrable). J'ai dit que celui qui reconnaît *effectivement* que l'essor de la révolution est inévitable doit en tirer les conséquences voulues pour déterminer la forme *principale* du mouvement. En effet, c'est là que réside la question politique et scientifique essentielle, question que nous devons résoudre et que les mencheviks éludent : si c'est la Douma, disent-ils, va pour la Douma ; si c'est les grèves et l'insurrection, va pour les grèves et l'insurrection ; mais conclure à la nécessité de telle ou telle forme du mouvement, cela, ils ne le peuvent ni ne le veulent. Dire au prolétariat et à tout le peuple quelle forme est la forme *principale*, ils ne peuvent s'y décider. Et s'il en est ainsi, parler de l'essor de la révolution, de la nécessité de la conduire jusqu'au bout (les mencheviks ont eu cette formule très maladroite : conduire la révolution jusqu'à son terme *logique*), c'est parler dans le vide. Cela signifie ne pas élever le prolétariat au rôle de guide d'avant-garde de la révolution, capable de la juger plus profondément et plus largement, de fonder sa tactique sur les intérêts généraux et fondamentaux de la démocratie, mais rabaisser le prolétariat au rôle de participant passif et de modeste « manœuvre » de la révolution démocratique bourgeoise.

Les mencheviks, ai-je dit, ne prennent que la première moitié de la célèbre thèse de Hegel : « Tout ce qui est réel est rationnel, et tout ce qui est rationnel est réel. » La Douma est une réalité. Par conséquent, la Douma est rationnelle, disent-ils, et ils se contentent de cela. La lutte en dehors de la Douma est « rationnelle », répondons-nous. Elle découle avec une nécessité absolue et objective de toute la situation actuelle. Autrement dit, elle est « réelle », bien qu'étouffée dans le moment présent. Nous ne devons pas suivre l'instant présent comme des esclaves ; ce serait de l'opportunisme. Nous devons réfléchir aux causes les plus profondes des phénomènes et aux conséquences les plus lointaines de notre tactique.

Dans leur résolution, les mencheviks reconnaissent que la révolution va vers un nouvel essor, que le prolétariat et la paysannerie côte à côte doivent la mener jusqu'à son terme. Mais qui pense sérieusement ainsi doit savoir en tirer les conclusions. Si vous dites aux côtés de la paysannerie, cela signifie que vous considérez la bourgeoisie monarchiste

libérale (cadette et autres) comme peu sûre. Pourquoi ne le dites-vous pas comme nous le faisons dans notre résolution ? Pourquoi ne soufflez-vous pas un traître mot sur la nécessité de lutter contre les illusions constitutionnelles, c'est-à-dire contre la croyance aux promesses et lois du vieux gouvernement autocratique ? Les cadets ont l'habitude, eux, d'oublier cette lutte ; ce sont eux-mêmes qui répandent les illusions constitutionnelles. Mais un social-démocrate qui, dans une période révolutionnaire, oublie de lutter contre les illusions constitutionnelles se fait *politiquement* l'égal du cadet. Que valent toutes les paroles sur l'« essor de la révolution », la « nécessité de la mener jusqu'à son terme », la « nouvelle explosion révolutionnaire », si en fait, le social-démocrate ne dévoile pas parmi le peuple les illusions constitutionnelles ?

La question des illusions constitutionnelles, c'est justement, à l'heure actuelle, la question sur laquelle il est le plus facile et le plus juste de distinguer l'opportuniste du partisan d'un développement ultérieur de la révolution. L'opportuniste se dérobe à la dénonciation de ces illusions. Le partisan de la révolution dénonce impitoyablement leur duperie. Or, voilà que les social-démocrates mencheviks passent sous silence une telle question !

Ne se décidant pas à dire ouvertement et franchement que les formes de lutte d'octobre-décembre n'étaient ni bonnes ni souhaitables, les mencheviks disent la même chose sous la forme la plus mauvaise, la plus dissimulée, la plus indirecte et la plus évasive. Pareille chose est parfaitement inconvenante pour un social-démocrate.

Telles furent les thèses fondamentales de mon rapport.

Les discussions à propos de ces rapports (celui de Martynov et le mien) ont donné lieu aux incidents caractéristiques suivants qu'il convient de mentionner. Un camarade, qui portait au congrès le nom de Boris Nikolaïévitch [164] me fit m'exclamer dans mon discours de conclusion : qui cherche trouve ! Il est difficile de faire mieux ressortir que ce camarade l'a fait toute l'« essence » du menchevisme. C'est une « curiosité », dit-il, de voir que les bolcheviks considèrent comme « forme *principale* du mouvement » non pas la forme légale et constitutionnelle, mais les mouvements révolutionnaires des larges masses populaires. Cela

est « comique », car il n'existe pas de mouvements de ce genre, alors que la Douma existe bel et bien. Les discours sur le rôle du prolétariat, « chef » ou « guide », sur la possibilité pour lui de devenir la « queue », etc., tout cela n'est que « métaphysique » et « phraséologie ».

Retirez vos lunettes de cadets ! ai-je répondu à ce menchevik conséquent. Vous verrez alors le mouvement paysan en Russie, l'effervescence dans l'armée, l'agitation parmi les chômeurs, vous verrez ces formes de lutte qui se « cachent » pour l'instant, que même les bourgeois modérés n'osent pas nier. Ces derniers parlent carrément du caractère nuisible ou de l'inutilité de ces formes de lutte. Et les social-démocrates mencheviks, eux, les *tournent en ridicule.* Telle est la différence entre la bourgeoisie et les social-démocrates mencheviks. Il en était exactement de même avec Bernstein, le menchevik allemand, le social-démocrate allemand de l'aile droite. En Allemagne, à la fin du XIXe siècle, la bourgeoisie trouvait et déclarait franchement que les formes révolutionnaires de lutte étaient nuisibles, et Bernstein ne faisait que les *tourner en ridicule.*

Ayant été abordée au Congrès, la question de Bernstein a naturellement conduit à cette autre question : pour quelles raisons la bourgeoisie chante-t-elle les louanges de Plékhanov ? Le fait que l'immense masse des journaux et publications bourgeois libéraux, jusques et y compris le journal octobriste *Slovo*, ait chanté de la manière la plus empressée les louanges de Plékhanov, ce fait ne pouvait manquer d'être remarqué au congrès.

Plékhanov releva le gant. La bourgeoisie n'a pas chanté les louanges de Bernstein pour la même raison qu'elle m'a félicité moi-même, dit-il. Bernstein fut félicité pour avoir remis à la bourgeoisie notre arme théorique : le marxisme. Mais moi, j'ai été félicité pour la tactique. La situation n'est pas la même.

Le représentant du Parti social-démocrate polonais et moi-même avons répondu à cette affirmation de Plékhanov. Nous avons montré tous les deux que Plékhanov *avait tort.* Ce n'est pas seulement pour la théorie que la bourgeoisie avait chanté les louanges de Bernstein. A proprement parler, ce n'est même pas du tout pour la théorie. La bourgeoisie se moque de toutes les théories. La bourgeoisie a

chanté les louanges des social-démocrates allemands de l'aile droite parce qu'ils ont indiqué une autre *tactique*. C'est pour la tactique qu'ils ont été félicités. Pour leur tactique de réformistes, à la différence de la tactique révolutionnaire. Pour avoir reconnu comme forme principale, ou presque unique de lutte, la forme légale, parlementaire, réformiste. Pour leur tendance à transformer la social-démocratie en un parti de réformes sociales démocratiques. C'est bien là la raison des louanges prodiguées à Bernstein. Les bourgeois l'ont félicité pour avoir *émoussé* les contradictions entre le capital et le travail à la veille de la révolution socialiste. La bourgeoisie chante les louanges de Plékhanov parce qu'il *émousse* les contradictions entre le peuple révolutionnaire et l'autocratie à l'époque de la révolution démocratique bourgeoise. Plékhanov est félicité pour avoir reconnu comme forme principale de lutte la lutte « parlementaire », pour avoir condamné la lutte d'octobre-décembre et particulièrement l'insurrection armée. On chante les louanges de Plékhanov parce qu'il est devenu, dans les questions de la tactique contemporaine, le guide de l'aile droite de la social-démocratie.

J'ai oublié d'ajouter quelle a été l'attitude des mencheviks dans les discussions sur les illusions constitutionnelles. Ils n'ont pas occupé de position tant soit peu stable : certains d'entre eux ont dit que la lutte contre les illusions constitutionnelles était la tâche permanente de la social-démocratie, et pas du tout une tâche particulière du moment présent. D'autres, comme Plékhanov, ont déclaré que la lutte contre les illusions constitutionnelles, c'était de l'anarchisme. La complète impuissance de la position des mencheviks est apparue avec un relief tout particulier dans ces deux opinions extrêmes et opposées qu'ils ont émises sur la question des illusions constitutionnelles. Quand le régime constitutionnel s'est consolidé, quand la lutte constitutionnelle est devenue pour un certain temps la force principale de la lutte des classes et de la lutte politique en général, la dénonciation des illusions constitutionnelles n'est pas la tâche particulière de la social-démocratie, elle n'est pas la tâche du moment. Pourquoi ? Parce qu'en de tels moments, les choses sont réglées dans les Etats constitutionnels *exactement de la même façon*

qu'elles sont résolues au parlement. Les illusions constitutionnelles, c'est une croyance trompeuse dans la constitution. Les illusions constitutionnelles surgissent au premier plan lorsqu'il semble qu'il y a une constitution, alors qu'en fait, il n'y en a pas. En d'autres termes, lorsque les choses ne sont *pas* réglées dans l'Etat *de la même façon* qu'elles sont résolues au parlement. Quand la vie politique réelle *diverge* de son reflet dans la lutte parlementaire, alors, et *seulement alors*, la lutte contre les illusions constitutionnelles devient la tâche actuelle de la classe révolutionnaire d'avant-garde, c'est-à-dire du prolétariat. Les bourgeois libéraux qui craignent la lutte extra-parlementaire, propagent les illusions constitutionnelles même lorsque les parlements sont impuissants. Les anarchistes rejettent complètement la représentation aux parlements, quelles que soient les circonstances. Les social-démocrates sont pour l'utilisation de la lutte parlementaire, pour la participation à celle-ci, mais ils dénoncent impitoyablement le « crétinisme parlementaire », c'est-à-dire la conviction que la lutte parlementaire est la *seule* forme de lutte politique, ou *dans toutes les conditions* sa forme *principale*.

Est-ce qu'en Russie la réalité politique diverge avec les discours prononcés et les décisions prises à la Douma ? Est-ce que dans notre pays les choses se règlent dans l'Etat de la même façon qu'elles sont résolues à la Douma ? Est-ce que les partis de la Douma reflètent de façon tant soit peu exacte les forces politiques *réelles* à l'époque actuelle de la révolution ? Il suffit de poser ces questions pour compendre dans quel désarroi impuissant se trouvent les mencheviks en ce qui concerne la question des illusions constitutionnelles.

Ce désarroi est ressorti au congrès d'une manière incroyablement frappante dans l'attitude des mencheviks, qui bien qu'étant en majorité n'ont même pas mis aux voix leur résolution sur l'appréciation de la période actuelle. Ils ont retiré leur résolution ! Au congrès, cela a bien fait rire les bolcheviks. Les vainqueurs retirent leur résolution victorieuse, disait-on à propos de cet acte extraordinaire, encore jamais vu dans l'histoire des congrès. On réclama même et on obtint un vote nominal sur cette question, bien que les mencheviks y aient objecté de façon très cu-

rieuse, faisant parvenir au bureau des déclarations écrites selon lesquelles « Lénine rassemblait du matériel de propagande contre les décisions du congrès ». Comme si le droit de rassembler des documents n'était pas le droit et même le devoir de toute opposition ! Et comme si nos vainqueurs n'avaient pas souligné par leur dépit la position incroyablement embarrassante à laquelle ils avaient abouti en renonçant à leur propre résolution ! Les vaincus insistent pour que les vainqueurs acceptent leur propre résolution victorieuse. Nous ne pouvions désirer de victoire morale exprimée avec plus de précision.

Les mencheviks ont dit, bien sûr, qu'ils ne voulaient pas nous imposer ce avec quoi nous n'étions pas d'accord, qu'ils ne voulaient pas la violence, etc... On comprendra que des dérobades de ce genre aient été accueillies par des sourires et des demandes renouvelées de vote nominal. En effet, pour les questions sur lesquelles ils croyaient avoir raison, les mencheviks n'ont pas eu peur de nous « imposer » leur opinion, ils n'ont pas eu peur de la « violence » (que vient faire ici ce terme redoutable ?), etc. La résolution sur l'appréciation de la période actuelle n'appelait le Parti à aucune action. Mais sans elle, le Parti ne pouvait pas *comprendre* les fondements de principe et les *motifs* de toute la tactique du congrès.

Le retrait de la résolution était à cet égard la plus haute manifestation d'opportunisme pratique. Notre rôle est d'être à la Douma quand il y en a une et nous ne voulons entendre parler d'aucun raisonnement général, d'aucune appréciation générale, d'aucune tactique réfléchie. Voilà ce que les mencheviks ont dit au prolétariat, en retirant leur résolution.

Il est absolument certain que les mencheviks s'étaient convaincus que leur résolution n'était ni valable ni juste. Il ne saurait être question que des gens convaincus du bien-fondé de leurs points de vue renoncent à les exprimer directement et nettement. Le hic, le voici : les mencheviks n'ont même pas été capables d'introduire le moindre amendement dans leur résolution. Ils n'ont pu, par conséquent, s'entendre entre eux sur aucune des questions essentielles concernant l'appréciation de la période actuelle et des tâches de classe du prolétariat en général. La seule chose sur

laquelle ils ont pu s'entendre, c'est sur une décision négative, celle de retirer complètement la résolution. Les mencheviks ont senti confusément qu'en adoptant leur propre résolution *de principe*, ils compromettraient leurs résolutions *pratiques*. Mais ils n'ont pas arrangé ainsi les choses. Les résolutions des mencheviks et des bolcheviks sur l'appréciation de la période actuelle peuvent et doivent être confrontées et discutées par *l'ensemble* du Parti, par *l'ensemble* des organisations du Parti. Nous avons laissé la question en suspens. Or, il faut la résoudre. C'est en confrontant les deux résolutions mentionnées avec l'expérience de la vie politique, avec les leçons à tirer ne serait-ce que de la Douma cadette, que l'on obtient une remarquable confirmation de la justesse des points de vue bolcheviques sur la période actuelle de la révolution russe et les tâches de classe du prolétariat.

## V

### L'ATTITUDE À L'ÉGARD DE LA DOUMA D'ÉTAT

Le rapporteur de la fraction dominante au congrès sur la question de la Douma d'Etat fut le camarade Axelrod. Dans son long discours, il n'a pas donné non plus d'appréciation comparative des deux résolutions (la commission avait présenté deux résolutions puisque l'accord n'avait pas été possible entre mencheviks et bolcheviks), il n'a pas fait d'exposé exact de tous les points de vue mencheviques sur la question, mais il a donné lui aussi un « aperçu général » de la signification du parlementarisme. Le rapporteur a voulu faire un large exposé, a sauté sur un vaste sujet historique, etc... et tracé le tableau du parlementarisme, de sa signification, de son rôle dans le développement des organisations prolétariennes, dans la propagande, dans l'éclairement de la conscience prolétarienne, etc. Tout en prenant perpétuellement à parti les conceptions « conspiratrices anarchistes », le rapporteur s'est complètement noyé dans les abstractions, dans les hauteurs brumeuses des lieux communs et des belles considérations historiques valables pour tous les temps, pour toutes les nations, pour toutes les périodes historiques en général, mais non valables, tant ils

étaient abstraits, pour embrasser les particularités concrètes de la question concrète devant nous posée. Il m'est resté en mémoire un exemple particulièrement net de la façon incroyablement abstraite et générale au point d'en avoir perdu tout contenu dont Axelrod a posé la question. Deux fois (je l'ai noté), il a abordé dans son discours la question des compromis ou accords entre social-démocrates et cadets. La première fois, il a frôlé la question en passant pour se prononcer de manière méprisante, en deux mots, contre tout accord quel qu'il soit. La deuxième fois, il s'est arrêté un peu plus longuement sur cette question pour dire qu'en général les accords étaient admissibles. Il faut seulement que ce ne soit pas des messes basses entre tels ou tels comités, mais des accords ouverts déclarés au vu et au su de toutes les masses ouvrières, et qui doivent constituer de grandes initiatives ou actions sur le plan politique. De tels accords rehausseraient le prolétariat quant à la valeur de sa force politique, lui montreraient plus clairement et plus précisément le mécanisme politique et la position différente, les intérêts différents de telle ou telle classe. Ils entraîneraient le prolétariat dans des relations politiques déterminées, lui apprendraient à distinguer ses ennemis et ses amis, etc., etc. C'est de raisonnements de ce genre qu'était constitué l'énorme « rapport » du camarade Axelrod ; il est impossible de les reproduire, on ne peut qu'en montrer les grandes lignes sur tel ou tel exemple particulier.

Dans mon discours de réponse, j'ai déclaré avant tout qu'Axelrod avait tracé un très joli tableau, ou si vous voulez un tableau charmant. Il l'a brossé avec amour et art, les couleurs qu'il a choisies sont vives, les traits sont finement dessinés. Le seul dommage est que cela ne soit pas un tableau d'après nature. Beau tableau, il n'y a rien à dire, mais le sujet en est quelque peu fantaisiste. Remarquable étude sur le thème de la valeur du parlementarisme en général, excellente conférence de vulgarisation sur le rôle des institutions représentatives. Le seul dommage est que sur les conditions historiques concrètes du — passez-moi l'expression — « parlement » russe actuel, rien ne soit dit et strictement rien ne soit expliqué. Axelrod s'est trahi de façon excellente, ai-je dit, avec son raisonnement sur les

accords avec les cadets. Il a reconnu que la valeur de tels accords, parfois inévitables dans un véritable régime parlementaire, dépend d'une action franche aux yeux des masses, de la possibilité d'éliminer les vieilles « messes basses » et de les remplacer par la propagande parmi les masses, l'initiative des masses, les actions devant elles.

Tout cela est remarquable, disons-le bien. Mais est-ce possible sous le régime « parlementaire » russe ? Ou plus exactement, est-ce sous une telle forme que s'effectuent en Russie, dans les conditions objectives de notre réalité véritable (et non pas prise dans un tableau), les actions de masses réelles ? N'arrive-t-il pas en fait, camarade Axelrod, que les actions des social-démocrates devant les masses que vous prisez tant, se réduisent à des tracts clandestins, alors que les cadets ont des journaux par millions d'exemplaires ? Ne vaudrait-il pas mieux, au lieu d'un exposé inutile des beautés du parlementarisme (que personne ne songe à nier), montrer comment les choses se passent dans la réalité pour les journaux, les réunions, les clubs et les associations social-démocrates ? Ce n'est pas à vous en effet, qui êtes européen, que j'irai démontrer que vos raisonnements généraux sur le parlementarisme supposent implicitement que les journaux, les réunions, les clubs et les associations, tout cela fasse partie du système parlementaire ?

Pourquoi Axelrod s'est-il borné à des lieux communs et à des thèses abstraites dans son rapport ? Parce qu'il lui fallait laisser dans l'ombre la réalité politique concrète de la Russie dans la période de février à avril 1906. Cette réalité montre des contradictions par trop *aiguës* entre l'*autocratie* d'une part, *le prolétariat et la paysannerie* opprimés mais qui se soulèvent, d'autre part. Pour charmer les auditeurs avec le tableau du parlementarisme en général, il fallait présenter des contradictions moins aiguës, il fallait les *émousser*, il fallait tracer un plan « idéal » d'accords idéaux, ouverts, avec les cadets, et surtout, il fallait *abstraire* ces contradictions aiguës, les oublier, les passer sous silence.

Pour tenir compte des divergences réelles et ne pas s'envoler dans les nuages, j'ai confronté les deux résolutions et je les ai analysées de façon détaillée dans mon rap-

port. Ceci étant, quatre différences fondamentales sont apparues entre la résolution des mencheviks et celle des bolcheviks.

Premièrement, les mencheviks ne donnent aucun jugement sur les élections. Au moment du congrès, les élections étaient déjà terminées dans les neuf dixièmes de la Russie. Ces élections donnaient incontestablement une foule de documents politiques qui fournissaient un tableau de la réalité, et non un tableau issu de notre imagination. Nous avons tenu compte de ces documents franchement et exactement, en disant : ils montrent que dans l'immense majorité des localités de Russie, la participation aux élections équivalait à soutenir les cadets, que cette participation ne fut pas en fait la politique des social-démocrates. Les mencheviks n'en ont pas *soufflé mot*. Ils *redoutent* de poser la question sur ce terrain concret. Ils ont peur de regarder la réalité en face et de tirer les conclusions nécessaires de cette situation entre les cadets et les Cent-Noirs. Ils ne donnent pas d'appréciation des élections *réelles*, ni celle de leurs résultats *d'ensemble*, car cette appréciation *parle contre eux*.

Deuxièmement, dans toute leur résolution, les mencheviks prennent ou considèrent la Douma uniquement comme une institution juridique et non comme l'organe d'expression de la volonté (ou de l'absence de volonté) d'éléments déterminés de la bourgeoisie, non comme organe subordonné aux intérêts de partis bourgeois déterminés. Dans leur résolution, les mencheviks parlent de la Douma en général, de la Douma en tant qu'« institution », de la Douma en tant que « pure » représentation populaire. C'est une méthode de raisonnement qui n'est pas marxiste mais purement cadette, qui n'est pas matérialiste mais idéaliste dans le sens le plus péjoratif du terme, qui n'est pas prolétarienne, de classe, mais floue, petite-bourgeoise.

Prenez ne serait-ce que l'expression suivante, extrêmement caractéristique de la résolution menchevique, ai-je dit au congrès... « (4) que ces conflits (avec la réaction) obligeant la Douma d'Etat à rechercher un appui dans les larges masses »... (je cite le projet présenté par les mencheviks au congrès). Est-il vrai que la Douma peut rechercher et recherchera un appui parmi les larges masses ? *Quelle* Douma ? La Douma des octobristes ? Assurément

pas. La Douma des députés ouvriers et paysans ? Elle n'a nullement besoin de *rechercher* un appui puisqu'elle a, qu'elle a eu et qu'elle aura toujours cet appui. La Douma des cadets ? Oui, en ce qui la concerne, et seulement en ce qui la concerne cela est vrai. La Douma cadette a effectivement besoin de *rechercher un appui* parmi les larges masses. Mais dès le moment où, sous la formulation générale, abstraite et idéaliste des mencheviks vous introduisez un contenu de classe concret, vous voyez aussitôt combien leur formulation est incomplète et, par conséquent, inexacte. Les cadets *s'efforcent* de s'appuyer sur le peuple. C'est vrai. C'est mot pour mot ce que dit à leur sujet notre résolution (la résolution bolchevique) sur l'attitude à l'égard des partis bourgeois. Mais notre résolution ajoute : les cadets *hésitent* entre leur aspiration à s'appuyer sur le peuple et *leur peur de ses initiatives révolutionnaires.* Aucun socialiste n'osera nier la justesse des mots soulignés. Pourquoi donc les mencheviks, dans leur résolution sur la Douma, alors que l'on savait déjà que la Douma était cadette, n'ont-ils dit que la *moitié de la vérité* ? Pourquoi n'ont-ils montré que le *beau côté* des cadets, en passant sous silence le revers de la médaille ?

Notre Douma n'est pas l'incarnation de l'« idée pure » de la représentation populaire. Seuls peuvent penser ainsi les esprits bourgeois vulgaires pris parmi les professeurs cadets. Notre Douma n'est rien d'autre que ce que font d'elle les représentants des *classes* déterminées et des partis déterminés qui y siègent. Notre Douma est une Douma cadette. Si nous disons à son sujet qu'elle s'efforce de s'appuyer sur le peuple et si nous n'ajoutons pas qu'elle redoute l'initiative révolutionnaire du peuple, nous dirons carrément une contre-vérité, nous induirons en erreur le prolétariat et l'ensemble du peuple, nous céderons de la manière la plus impardonnable à l'humeur de la minute présente, nous nous laisserons impressionner par les victoires du parti des hésitations entre la liberté et la monarchie, nous nous montrerons incapables de juger la nature véritable de ce parti. Les cadets, bien entendu, vous en féliciteront, mais les ouvriers conscients vous en féliciteront-ils eux aussi ?

Prenons un autre exemple. « Le gouvernement tsariste s'efforce d'affaiblir l'essor révolutionnaire », écrivent les

mencheviks dans leur résolution. C'est vrai. Mais le gouvernement tsariste est-il le seul ? Les cadets n'ont-ils pas démontré déjà des milliers de fois qu'ils s'efforcent eux aussi *à la fois* de s'appuyer sur le peuple et d'affaiblir son essor révolutionnaire ? Est-ce convenable pour les social-démocrates de farder de la sorte les cadets ?

J'ai tiré la conclusion suivante : notre résolution dit que la Douma contribuera *indirectement* au développement de la révolution. *Seule* pareille formulation est juste, car les cadets hésitent entre la révolution et la réaction. Notre résolution dit franchement et clairement *à propos de la Douma* qu'il est indispensable de dénoncer l'instabilité des cadets. Passer cela sous silence dans une résolution sur la Douma, c'est tomber dans les idéalisations bourgeoises relatives à la « pure représentation populaire ».

L'expérience de la réalité a déjà commencé à détruire les illusions mencheviques. Dans la *Nevskaïa Gazéta* [165], vous trouverez déjà des indications (malheureusement non suivies) attestant que les cadets ne mènent pas une action révolutionnaire à la Douma, que le prolétariat n'admettra pas « les arrangements de messieurs Milioukov et autres avec le vieux régime ». En disant cela, les mencheviks confirment entièrement la justesse de la critique que j'ai faite de leur résolution au congrès. En disant cela, ils suivent la vague de l'essor révolutionnaire qui, malgré sa faiblesse relative, a déjà commencé à montrer la véritable nature des cadets, a déjà commencé à révéler que les bolcheviks posent correctement la question.

Troisièmement, ai-je dit, la résolution des mencheviks n'établit pas de démarcations nettes à l'intérieur de la démocratie bourgeoise du point de vue de la tactique du prolétariat. Jusqu'à un certain point le prolétariat doit marcher avec la démocratie bourgeoise, en d'autres termes, « marcher séparément, mais combattre ensemble ». Avec quelle partie de la démocratie bourgeoise doit-il « combattre ensemble », à l'heure actuelle, à l'époque de la Douma ? Vous comprenez bien vous-mêmes, camarades mencheviks, que la Douma place cette question à l'ordre du jour, mais vous vous dérobez. Nous, par contre, nous avons dit clairement et franchement : avec la démocratie paysanne ou

révolutionnaire, neutralisant par notre accord avec elle l'instabilité et l'inconséquence des cadets.

Les mencheviks (et particulièrement Plékhanov, qui, je le répète, fut le véritable guide idéologique des mencheviks au congrès) essayèrent, en réponse à cette critique, d'« approfondir » leur position. Oui, vous voulez dénoncer les cadets ! s'écrièrent-ils. Mais nous, nous dénonçons *tous* les partis bourgeois ; voyez donc la fin de notre résolution : « dévoiler devant les masses l'inconséquence de *tous* les partis bourgeois », etc... Et Plékhanov d'ajouter avec fierté : seuls les radicaux bourgeois insistent exclusivement sur les cadets, tandis que nous, socialistes, nous dénonçons tous les partis bourgeois.

Le sophisme dissimulé dans cet « approfondissement » apparent de la question a été si souvent utilisé au congrès et est si souvent utilisé maintenant qu'il vaut la peine d'en dire quelques mots.

De quoi s'agit-il dans la résolution envisagée ? De se livrer à une dénonciation socialiste de tous les partis bourgeois, ou bien de définir quelle couche de la démocratie bourgeoise peut *aujourd'hui* aider le prolétariat à faire avancer plus encore la révolution bourgeoise ?

Il est clair que ce n'est pas de la première chose qu'il s'agit, mais de la deuxième.

Et si cela est clair, il n'y a aucune raison de remplacer la seconde par la première. La résolution bolchevique sur l'attitude à l'égard des partis bourgeois parle clairement de se livrer à la dénonciation socialiste de toute la démocratie bourgeoise, y compris la démocratie révolutionnaire et paysanne, mais dans la question de la tactique actuelle du prolétariat, il ne s'agit pas de critique socialiste, mais de soutien politique réciproque.

Plus la révolution bourgeoise progresse, plus le prolétariat se cherche des alliés à gauche parmi la démocratie bourgeoise, et plus il descend des couches supérieures de cette dernière vers ses couches inférieures. Il fut un temps où le soutien pouvait venir des maréchaux de la noblesse et de monsieur Strouvé quand celui-ci mettait en avant (1901) le mot d'ordre de Chipov : « Des droits et un zemstvo investi du pouvoir [166]. » La révolution a progressé beaucoup plus. Les couches supérieures de la démocratie bourgeoise

ont commencé à se détacher de la révolution. Les couches inférieures ont commencé à s'éveiller. Le prolétariat s'est mis à chercher des alliés (pour la révolution *bourgeoise*) parmi les couches inférieures de la démocratie bourgeoise. Et maintenant la seule définition juste de la tactique du prolétariat sous ce rapport sera : avec la paysannerie (qui fait aussi partie de la démocratie bourgeoise, ne l'oubliez pas, camarades mencheviks !) et avec la démocratie révolutionnaire, pour paralyser l'instabilité des cadets.

Une fois de plus, quelle orientation a été confirmée par les premiers actes de la Douma cadette ? La vie a déjà dépassé nos discussions. La vie a obligé même la *Nevskaïa Gazéta* à distinguer le groupe paysan (« troudovik [167] »), à le préférer aux cadets, à se rapprocher de lui et à dénoncer les cadets. La vie a enseigné notre mot d'ordre : l'allié du prolétariat jusqu'à la victoire de la révolution bourgeoise, c'est la démocratie paysanne et révolutionnaire.

Quatrièmement, j'ai critiqué le dernier point de la résolution menchevique qui concernait le groupe parlementaire social-démocrate à la Douma. J'ai montré que dans sa masse le prolétariat conscient n'avait pas pris part aux élections. Est-il rationnel dans ces conditions d'imposer à cette masse ouvrière des représentants officiels du Parti ? Le Parti peut-il se porter garant que le choix des candidats sera effectivement conforme aux principes qui sont les siens ? Le fait que les premiers candidats social-démocrates à la Douma sont attendus des curies *paysannes* et petites-bourgeoises des villes ne créera-t-il pas un certain danger et une situation anormale ? Les premiers candidats du Parti ouvrier social-démocrate arrivés à la Douma sans avoir été élus par les organisations ouvrières et sans leur contrôle... L'amendement du camarade Nazar [168], qui réclamait que les candidats social-démocrates de la Douma *soient présentés* par les organisations ouvrières locales, a été repoussé par les mencheviks. Nous avons réclamé un vote nominal et fait inscrire au procès-verbal notre opinion particulière *.

Nous avons voté pour l'amendement des Caucasiens (participer aux élections là où elles n'ont encore pas eu lieu,

* Voir le présent tome, pp. 315-316. (*N.R.*)

mais pas d'alliances avec d'autres partis), car l'interdiction d'alliances et d'accords avec les autres partis avait incontestablement une grande signification politique pour le Parti.

Je remarquerai encore que le congrès a écarté l'amendement du camarade Ermanski (un menchevik qui se considère comme conciliateur), qui voulait que la participation aux élections ne soit admise que s'il est possible de faire de la propagande dans les masses et de les organiser largement.

Les représentants des partis social-démocrates nationaux, les Polonais, les bundistes, et, si je me souviens bien, les Lettons, ont pris la parole sur cette question et se sont prononcés résolument pour le boycottage en soulignant les conditions locales et concrètes et en protestant contre la solution d'une telle question sur la base de considérations abstraites.

Sur la question du groupe parlementaire social-démocrate, le congrès a également adopté les instructions au Comité central. Ces instructions qui n'ont malheureusement pas paru dans les décisions du congrès éditées par le Comité central, chargent le Comité central de faire savoir à *toutes* les organisations du Parti : 1) qui précisément, 2) quand précisément et 3) à quelles conditions précisément il a désigné comme représentants du Parti au groupe parlementaire, et ensuite de donner des comptes rendus périodiques sur l'activité de ces représentants [169]. Cette résolution charge les organisations ouvrières locales dont les membres sont députés social-démocrates de contrôler leurs « mandataires » à la Douma. Je ferai remarquer entre parenthèses que cette importante résolution, qui montre que les social-démocrates n'envisagent pas le parlementarisme de la même manière que les politicailleurs bourgeois, a été accueillie par une indignation unanime ou par des ricanements aussi bien à la *Douma* [170], journal de monsieur Strouvé, qu'à *Novoïé Vrémia*.

Enfin, pour en terminer avec le récit des débats sur la Douma d'Etat, je noterai encore deux épisodes. Le premier fut l'intervention du camarade Akimov qui avait été invité à assister au congrès avec voix consultative. Pour l'information des camarades qui ne connaissent pas l'his-

toire de notre Parti, je dirai que le camarade Akimov, depuis la fin des années 90, est l'opportuniste le plus conséquent, ou l'un des opportunistes les plus conséquents, au Parti. Même la nouvelle *Iskra* a été obligée de le reconnaître. Akimov était « économiste »[171] en 1899, et dans les années suivantes, il est resté fidèle à lui-même. Dans l'*Osvobojdénié*, M. Strouvé l'a félicité plus d'une fois pour son « réalisme » et pour le caractère scientifique de son marxisme. Je doute que le camarade Akimov diffère beaucoup, au fond, des bernsteiniens de *Bez Zaglavia* (M. Prokopovitch et autres). On comprend que la présence d'un tel camarade ait été forcément précieuse au congrès, durant la lutte entre l'aile gauche et l'aile droite de la social-démocratie.

Le camarade Akimov a justement été le premier qui ait parlé après les rapporteurs sur la question de la Douma d'Etat. Il a déclaré qu'il n'était pas d'accord avec les mencheviks sur de nombreux points, mais qu'il était entièrement d'accord avec le camarade Axelrod. Non seulement pour participer à la Douma, mais aussi pour soutenir les cadets. Le camarade Akimov fut le seul menchevik conséquent dans ce sens qu'il prit ouvertement la défense des cadets (et non sous une forme dissimulée, en disant par exemple que les cadets sont plus importants que les socialistes-révolutionnaires). Il s'insurgea ouvertement contre mon appréciation des cadets dans ma brochure *La victoire des cadets et les tâches du parti ouvrier*. Les cadets sont, à l'en croire, « effectivement le parti de la liberté du peuple, mais plus modéré ». Les cadets sont des « démocrates d'orphelinat », dit notre social-démocrate d'orphelinat. « Les mencheviks doivent élever artificiellement des obstacles afin de ne pas devenir complices des cadets. »

Comme le lecteur peut le constater, le discours du camarade Akimov a très clairement montré une fois de plus de quel côté dégringolent nos camarades mencheviks.

Le deuxième épisode a montré la même chose sous un autre aspect. Voici comment les choses se sont passées. Dans le projet initial de la résolution menchevique sur la Douma d'Etat présentée par la commission, le paragraphe 5 (sur l'armée) contenait cette phrase :... « Voyant pour la première fois sur le sol russe un nouveau pouvoir issu du

cœur de la nation, *appelé à la vie par le tsar lui-même et reconnu par la loi* », etc. Critiquant la résolution des mencheviks pour son attitude imprudente et optimiste, pour m'exprimer poliment, à l'égard de la Douma d'Etat, j'ai critiqué entre autres les mots soulignés plus haut et j'ai dit en plaisantant : ne faut-il pas ajouter : « et envoyé sur la terre par notre Seigneur » ? Le camarade Plékhanov, membre de la commission, s'est terriblement fâché contre moi. Comment ! s'est-il écrié dans son discours. Je dois supporter de m'entendre ainsi « soupçonner d'opportunisme » ! (cette expression est littéralement celle qu'il a employée et que j'ai notée). Je suis moi-même militaire et je sais quelle est l'attitude des militaires à l'égard du pouvoir, quelle valeur a à leurs yeux la reconnaissance d'un pouvoir par le tsar, etc., etc. L'offense ressentie par le camarade Plékhanov a révélé son point faible et a montré encore plus clairement qu'il y « était allé un peu trop fort ». Dans mon discours de conclusion, j'ai répondu qu'il n'était pas du tout question de « soupçons » et qu'il était ridicule d'employer des mots aussi pitoyables. Personne n'accuse Plékhanov d'avoir confiance dans le tsar. Cependant, la résolution n'est pas écrite pour Plékhanov, mais pour le peuple. Et il est inadmissible de répandre dans le peuple des arguments ambigus de ce genre qui conviennent uniquement à messieurs Witte et Cie. Ces arguments se retourneront contre nous, car si l'on souligne que la Douma d'Etat est un « pouvoir » ( ? ? ce seul mot montre déjà l'optimisme immodéré de nos mencheviks) et un pouvoir appelé à la vie par le tsar, on en concluera que c'est un pouvoir légal qui doit agir légalement, obéissant à celui par qui il a été « appelé à la vie ».

Les mencheviks se sont eux-mêmes rendu compte que Plékhanov y était allé un peu trop fort. Sur proposition de certains d'entre eux, les mots soulignés ont été biffés de la résolution.

## VI

## L'INSURRECTION ARMÉE

Deux questions capitales, la question agraire et celle de la Douma d'Etat, avec les débats sur l'appréciation de la période actuelle, ont retenu principalement l'atten-

tion du congrès. Je ne me rappelle pas combien de jours nous leur avons consacré, mais le fait est que de nombreux délégués présents ont ressenti de la lassitude et non seulement de la lassitude, mais peut-être aussi l'envie de retirer certains points de l'ordre du jour. La proposition d'accélérer les travaux du congrès fut adoptée, et le temps de parole des rapporteurs sur la question de l'insurrection armée *fut réduit* à quinze minutes (dans leurs discours sur les questions précédentes ils avaient à plusieurs reprises dépassé la demi-heure réglementaire). C'est à partir de ce moment que les débats furent bousculés.

Le rapporteur de la « minorité » dominante au congrès sur la question de l'insurrection armée, le camarade Tchérévanine, comme il fallait s'y attendre et comme les bolcheviks l'avaient prédit plus d'une fois, « glissa du côté de Plékhanov », c'est-à-dire qu'il adopta sur le fond le point de vue des *Cahiers*, avec lequel de nombreux mencheviks avaient proclamé leur désaccord avant le congrès. J'ai inscrit dans mes notes quelques phrases du rapporteur, dans le genre de celle-ci : « l'insurrection de décembre fut uniquement le produit du désespoir », ou bien : « la défaite de l'insurrection de décembre était assurée dès les premiers jours ». Le : « il ne fallait pas prendre les armes » de Plékhanov marquait tout son exposé truffé, comme il se doit, de sorties violentes à l'adresse des « conspirateurs » et de l'« exagération de la technique ».

Notre rapporteur, le camarade Winter, s'efforça en vain, dans son bref discours, d'inciter le congrès à se prononcer sur le texte exact des deux résolutions. Il fut même contraint une fois de renoncer à poursuivre son rapport. C'était au milieu de son discours, lorsqu'il lut le premier point de la résolution menchevique : « la lutte met en avant la tâche immédiate d'arracher le pouvoir des mains du gouvernement autocratique ». Il s'avéra que notre rapporteur, membre de la commission chargée de mettre au point la résolution sur l'insurrection armée, *ne savait pas* qu'à la *dernière minute* cette commission avait proposé au congrès, dans un projet de résolution ronéotypé, une *nouvelle* rédaction. Plus précisément: la fraction menchevique de la commission, dirigée par Plékhanov, avait proposé de dire : « *arracher les droits par la force* » au lieu de « arracher le pouvoir ».

Cette modification du texte de la résolution présentée au congrès faite à l'insu du rapporteur membre de la commission, violait si grossièrement toutes les coutumes et règles de travail communément admises dans les congrès que notre rapporteur indigné refusa de poursuivre son rapport. Ce fut seulement après de longues « explications » des mencheviks qu'il accepta de dire quelques mots en guise de conclusion.

La modification avait effectivement de quoi vous couper les jambes. Dans une résolution sur l'insurrection, on ne parle pas de la lutte pour le pouvoir, mais de la lutte pour les droits ! Pensez un peu quelle invraisemblable confusion aurait été introduite dans la conscience des masses par cette formulation opportuniste, et combien aurait été absurde le déséquilibre flagrant entre la grandeur du moyen (l'insurrection) et la modestie du but (arracher les droits, c'est-à-dire les arracher au vieux pouvoir, obtenir une concession du vieux pouvoir, et non le renverser) !

Il va de soi que les bolcheviks ont attaqué cet amendement de la façon la plus énergique. Il y a eu des flottements dans les rangs des mencheviks. Ils ont dû se rendre compte que Plékhanov, une fois de plus, y était allé un peu trop fort, et que dans la pratique, cette appréciation modérée et rangée du problème de l'insurrection aurait pour eux des effets désastreux. Ils ont obligé Plékhanov à faire marche arrière. Il a retiré son amendement, en disant qu'il n'attachait pas d'importance à des distinctions d'ordre purement «stylistique ». Bien entendu, c'était là dorer la pilule. Tout le monde comprenait qu'il ne s'agissait nullement d'une simple question de style.

L'amendement de Plékhanov révéla clairement la tendance fondamentale des mencheviks dans la question de l'insurrection : inventer des prétextes pour éviter l'insurrection, désavouer l'insurrection de décembre, déconseiller un deuxième soulèvement, ramener ses objectifs à zéro ou les définir de telle sorte que pour les accomplir, il ne puisse plus être question d'insurrection. Mais les mencheviks ne se décidèrent pas à dire cela franchement et résolument, clairement et ouvertement. Leur position était la plus fausse possible, car ils devaient dire sous une forme dissimulée, au moyen de demi-allusions, ce qui constituait le

fond de leur pensée. Les représentants du prolétariat peuvent et doivent critiquer ouvertement les erreurs qu'il commet, mais faire cela sous une forme dissimulée, ambiguë, confuse, n'est absolument pas digne d'un social-démocrate. Et sans le vouloir, la résolution des mencheviks a reflété par elle-même cette position ambiguë : trouver des prétextes pour éviter l'insurrection tout en admettant sa reconnaissance « par le peuple ».

Les discours sur la technique et la conspiration apparaissaient trop clairement pour donner le change, trop grossièrement pour étouffer les désaccords dans l'appréciation *politique* de l'insurrection. Pour éluder cette appréciation, pour ne pas dire franchement si oui ou non l'insurrection de décembre a été un pas en avant et une élévation du mouvement à un degré supérieur, il fallait faire dévier les discours, les faire passer de la politique à la technique, de l'appréciation concrète de décembre 1905 à des phrases générales sur la conspiration. Pareils discours sur la conspiration, à propos d'un mouvement aussi *populaire* que la lutte de décembre à Moscou, seront à jamais une tache honteuse sur la social-démocratie !

Vous voulez vous lancer dans la polémique, avons-nous dit aux camarades mencheviks, vous voudriez « piquer » les bolcheviks, votre résolution sur l'insurrection est remplie de pointes à l'adresse de ceux qui ne pensent pas comme vous. Faites de la polémique autant que vous voudrez. C'est votre droit et votre devoir. Mais ne rabaissez pas la grande question de l'appréciation de journées historiques à une menue et mesquine polémique. Ne diminuez pas le Parti en faisant en sorte que, sur la question des luttes menées en décembre par les ouvriers, les paysans et la petite bourgeoisie des villes, il s'avère incapable de dire autre chose que d'envoyer des piques et des pointes à l'adresse de l'autre fraction. Elevez-vous un peu plus haut, écrivez, si vous voulez, une résolution polémique spéciale contre les bolcheviks, mais donnez au prolétariat et à tout le peuple une réponse franche et claire sur la question de l'insurrection, et non une réponse à deux faces.

Vous criez qu'on exagère l'importance de la technique et qu'on fait de la conspiration. Mais regardez les deux projets de résolution. Vous verrez justement dans notre

résolution non pas un document technique, mais un document *historique et politique*. Vous verrez dans notre résolution un exposé des motifs pris non pas dans des lieux communs vides et indémontrables (« l'objectif de la lutte est d'arracher le pouvoir »), mais dans l'*histoire du mouvement*, dans l'expérience politique du dernier trimestre de l'année 1905. Vous faites comme le voleur qui crie au voleur, parce que c'est précisément votre résolution qui constitue un document incroyablement pauvre au point de vue historique et politique. Elle parle de l'insurrection, mais ne dit pas un mot des rapports entre la grève et l'insurrection, pas un mot de la façon dont la lutte d'après octobre a rendu nécessaire et inévitable l'insurrection, pas un mot tant soit peu clair et franc sur décembre. Dans notre résolution, par contre, l'insurrection apparaît non pas comme un appel à la conspiration, non pas comme une question technique, mais comme le *résultat politique* d'une réalité historique tout à fait concrète, créée par la grève d'octobre, par la promesse des libertés, par la tentative de reprendre ces libertés et par la lutte pour les défendre.

Les phrases sur la technique et la conspiration servent uniquement à couvrir votre *recul* dans la question de l'insurrection.

Au congrès, on a appelé la résolution des mencheviks sur l'insurrection : « résolution *contre* l'insurrection armée ». Et il est douteux que quiconque lira avec quelque attention les textes des deux résolutions proposées, osera contester le bien-fondé de cet avis *.

Nos arguments n'ont exercé qu'une influence partielle sur les mencheviks. Ceux qui compareront leur *projet* de résolution avec celle qu'ils ont finalement adoptée verront qu'ils ont effectivement rejeté toute une série de points de vue et de piques de moindre importance. Mais bien entendu, l'esprit général est resté. C'est un fait historique

* Pour permettre au lecteur d'avoir une attitude plus consciente et critique à l'égard des débats du congrès, je joins en annexe à cette brochure les textes du projet initial des résolutions bolchevique et menchevique et les textes des résolutions adoptées par le congrès. Seule une étude attentive de ces deux textes et leur comparaison permettra de se faire une idée personnelle sur la tactique social-démocrate.

que le congrès menchevique qui s'est tenu après la première insurrection armée en Russie a fait preuve de désarroi, a éludé une réponse directe, ne s'est pas décidé à dire franchement au prolétariat si cette insurrection était une erreur ou un pas en avant, si une seconde insurrection est nécessaire et quel lien historique elle aura avec la première.

L'attitude évasive des mencheviks qui souhaitent retirer de l'ordre du jour la question de l'insurrection, qui tendent à ce but sans toutefois se décider à le reconnaître, cette attitude a fait que pour l'essentiel la question est demeurée sans solution. L'appréciation de l'insurrection de décembre doit *encore* être mise au point par le *Parti*, et toutes les organisations doivent lui porter l'attention la plus sérieuse.

La question pratique de l'insurrection est restée elle aussi sans solution. Au nom du congrès, il a été reconnu que la tâche *immédiate* (notez bien cela !) du mouvement est d'« *arracher le pouvoir* ». Mais cette formulation est, si vous le voulez, ultra-bolchevique, elle ramène tout le problème à une phrase, ce dont on nous a accusés, nous. Or, dès l'instant où c'est le congrès qui l'a dit, nous devons prendre cette tâche comme guide, nous devons critiquer *sur cette base* et de la façon la plus résolue les institutions et organisations locales et centrales du Parti qui pourraient oublier cette tâche *immédiate*. Nous pouvons et nous devons, sur la base des décisions du congrès, placer *au premier plan* cette tâche *immédiate*, dans une conjoncture politique donnée. Nul n'est en droit d'empêcher cela, cela sera pleinement et entièrement dans le cadre des directives du congrès, dès l'instant où nous avons rejeté les mots « arracher les droits » et obligé le congrès à adopter comme « *tâche immédiate d'arracher le pouvoir* ».

Nous conseillons aux organisations du Parti de ne pas oublier cela, surtout au moment où notre fameuse Douma se fait souffleter par le gouvernement autocratique.

Au cours des débats sur l'insurrection armée, le camarade Voïnov a très justement signalé dans quel étau étaient tombés les mencheviks. Dire « arracher les droits », c'est employer une formulation on ne peut plus opportuniste. Dire « arracher le pouvoir », c'est abandonner toutes les armes pouvant servir contre les bolcheviks. Aujourd'hui

nous savons, a dit avec ironie le camarade Voïnov, ce qu'est le marxisme orthodoxe et ce qu'est l'hérésie conspiratrice. « Arracher le pouvoir », voilà qui est orthodoxe, « conquérir le pouvoir », voilà qui est de la conspiration...

A ce propos, le même orateur a tracé un portrait général du menchevik. Les mencheviks sont des impressionnistes, a-t-il dit, ce sont des gens qui suivent leur humeur, l'impression du moment. Quand la vague monte, quand octobre-novembre 1905 arrive, voilà le *Natchalo* qui prend le galop, il se montre même plus bolchevique que les bolcheviks eux-mêmes. Le voilà qui galope de la dictature démocratique à la dictature socialiste. La vague recule-t-elle, le moral baisse-t-il, les cadets relèvent-ils la tête, et voilà les mencheviks qui se hâtent de se conformer à ce moral qui baisse, ils courent en sautillant derrière les cadets, et d'un geste négligeant, ils rejettent les formes de lutte d'octobre-décembre.

La déclaration écrite du menchevik Larine a fourni au congrès une confirmation extrêmement intéressante de ce qui vient d'être dit. Il l'a remise au bureau et, par conséquent, elle doit se trouver intégralement dans les procès-verbaux. Larine déclarait que les mencheviks avaient commis une erreur en octobre-décembre en agissant à la bolchevik. Contre ce « précieux aveu », j'ai entendu au congrès des protestations verbales individuelles émises par certains mencheviks, mais je ne garantirais pas que ces protestations aient été exprimées dans les discours ou déclarations.

L'intervention de Plékhanov a également été fort instructive. Il a parlé (si je ne me trompe) de la prise du pouvoir. Dans ce discours, il s'est trahi de la façon la plus originale. Je suis contre la prise du pouvoir par des méthodes conspiratrices, s'est-il écrié, mais je suis entièrement pour une prise du pouvoir telle que, par exemple, la Convention dans la grande révolution française.

Là-dessus nous avons pris Plékhanov au mot. C'est parfait, camarade Plékhanov, lui ai-je répondu. Ecrivez dans votre résolution ce que vous venez de dire ! Condamnez aussi durement que vous le voulez la conspiration, quant à nous, bolcheviks, nous voterons malgré tout ensem-

ble et des deux mains pour une résolution dans laquelle on accepte et on recommande au prolétariat une prise du pouvoir du type de la Convention. Condamnez la conspiration, mais acceptez dans votre résolution une dictature semblable à celle de la Convention, et nous serons d'accord avec vous entièrement et sans réserve. Plus encore. Je vous garantis que dès le moment où vous aurez écrit une telle résolution, *les cadets cesseront de chanter vos louanges* !

Le camarade Voïnov a lui aussi remarqué la contradiction criante dans laquelle est tombé le camarade Plékhanov quand, par inadvertance, il « s'est trahi » en parlant de la Convention. La Convention était précisément la dictature des basses classes, c'est-à-dire des couches les plus inférieures de la population pauvre des villes et de la campagne. Dans la révolution bourgeoise, c'était précisément une institution investie des pleins pouvoirs, dans laquelle dominaient complètement et sans partage non pas la grande ou la moyenne bourgeoisie, mais le simple peuple, les classes pauvres, c'est-à-dire ce que nous appelons : « le prolétariat et la paysannerie ». Reconnaître la Convention et partir en guerre contre la prise du pouvoir, c'est jouer sur les mots. Reconnaître la Convention et fulminer contre la « dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie », c'est se battre soi-même. Les bolcheviks, eux, ont toujours et en tout temps parlé de la conquête du pouvoir précisément par la masse du peuple, précisément par le prolétariat et la paysannerie, et pas du tout par telle ou telle « minorité consciente ». Les phrases sur la conspiration et le blanquisme ne sont que des déclamations naïves qui sont parties en fumée au seul rappel de la Convention.

## VII

### LA FIN DU CONGRÈS

La question de l'insurrection armée a été la dernière question dont le congrès ait discuté de façon tant soit peu circonstanciée et du point de vue des principes. Les autres questions ont été ou bien très écourtées, ou bien résolues sans discussion.

La résolution sur les actions armées des partisans est passée comme appendice à la résolution sur l'insurrection armée. Je ne me trouvais pas à ce moment-là dans la salle des séances, et les camarades ne m'ont rapporté aucune discussion tant soit peu intéressante sur ce point. Il est vrai, bien entendu, que ce n'est pas là une question de principe.

Les résolutions sur les syndicats et sur l'attitude à l'égard du mouvement paysan ont été adoptées à l'unanimité. Dans les commissions chargées de préparer ces textes, bolcheviks et mencheviks sont tombés d'accord. Je noterai dans la résolution sur le mouvement paysan une appréciation tout à fait juste sur le parti cadet, et la reconnaissance de l'insurrection comme « seul moyen » de conquérir la liberté. Dans notre travail de propagande quotidienne, nous devons avoir un peu plus souvent à l'esprit ces deux thèses.

La question de l'union avec les partis social-démocrates nationaux a occupé un peu plus de temps. La fusion avec les Polonais a été décidée d'un commun accord. La fusion avec les Lettons aussi, autant que je m'en souvienne, ou en tout cas sans grandes discussions. Mais la question de la fusion avec le Bund a provoqué une grande bataille. Elle a été adoptée, si mes souvenirs sont exacts, par 54 voix ou à peu près. Ont voté *pour* : les bolcheviks (presque tous), le centre et les mencheviks les moins entachés de l'esprit de fraction. Les principes de l'unité des comités dirigeants locaux du P.O.S.D.R. et de l'élection des délégués au congrès sur des bases communes ont été adoptés, de même que la résolution qui reconnaît la nécessité de lutter pour des bases d'organisation centralistes (nous avions proposé une résolution différente quant à sa rédaction mais identique quant au sens, dans laquelle nous soulignions l'importance pratique de la concession que nous avions faite au Bund et reconnaissions la nécessité de lutter de façon inflexible pour une cohésion plus étroite et plus nouvelle des forces du prolétariat).

Certains mencheviks se sont furieusement emportés à propos de l'union avec le Bund et nous ont accusés de nous écarter des principes posés par le deuxième Congrès. L'information parue dans le numéro 2 des *Partiinyé Izvestia*

constitue la meilleure réponse à ces accusations. Les bolcheviks y avaient publié en effet, *bien longtemps avant le congrès*, un projet de résolution qui proposait une série de concessions *ultérieures à tous* les partis social-démocrates nationaux, concessions qui allaient jusqu'à la « représentation proportionnelle dans les institutions locales, régionales et centrales du Parti * ». Dans le même numéro 2, les mencheviks répondaient à nos résolutions par leurs contre-résolutions, mais sans dire *un seul mot* indiquant qu'ils n'étaient pas d'accord avec notre projet d'accorder des concessions ultérieures au Bund et aux autres partis social-démocrates nationaux.

Il me semble que ce fait donne la meilleure réponse à la question litigieuse de savoir si les bolcheviks ont voté pour le Bund par esprit de fraction, ou si les mencheviks ont voté contre le Bund par esprit de fraction.

Les statuts du Parti ont été très rapidement adoptés. J'étais à la commission chargée d'en mettre au point le projet. Les mencheviks voulaient augmenter jusqu'aux 2/3 des effectifs du Parti le nombre de demandes nécessaire pour la convocation d'un congrès extraordinaire. J'ai alors catégoriquement déclaré, avec mes camarades bolcheviks, que la moindre tentative de diminuer le minimum d'autonomie et de droits réservé à l'opposition, minimum reconnu statutairement par le IIIe Congrès fractionnel, entraînerait inévitablement une scission. Tout dépend de vous, camarades mencheviks : ou bien vous voulez respecter les règles de la loyauté, respecter tous les droits de la minorité, tous les droits de l'opposition **, et alors nous nous soumettons, nous faisons entrer nos partisans au Comité central et nous condamnons la scission. Ou bien vous ne le voulez pas, et la scission devient inévitable.

Les mencheviks ont été d'accord pour ramener la proportion des 2/3 à 1/2. Les statuts ont été adoptés à l'unani-

* Voir le présent tome, pp. 162-163. (*N.R.*)

** Je me rappelle que dans ma brochure : *La Douma d'Etat et la social-démocratie* (en même temps que l'article de Dan), j'indiquais dès avant le congrès la nécessité de garantir, pour la tendance qui restait en minorité, *la liberté de critiquer les décisions du congrès et de se livrer à la propagande en faveur d'un nouveau congrès (p. 8)*. (Voir le présent tome, p. 109. — *N.R.*)

mité : et le § 1, et le principe du centralisme démocratique. Deux paragraphes seulement ont entraîné des divergences.

Premièrement, nous avons proposé d'ajouter au § 1 une note d'après laquelle les membres du Parti qui changeraient de résidence auraient le droit d'entrer dans les organisations locales du Parti.

Le sens de cette note était de rendre impossibles les petites querelles et les zizanies, la mise à la porte des organisations de ceux qui pensent autrement, le refus des mencheviks d'admettre des bolcheviks et réciproquement. Notre Parti grandit. Il devient une organisation large. Il faut en finir avec la lutte pour les places. Toutes les instances du Parti sont électives. Quant aux organisations de base, l'accès doit y être entièrement libre pour tous les membres du Parti. C'est seulement alors que la lutte idéologique ne sera pas salie par des querelles d'organisation.

Malgré notre insistance, les mencheviks ont repoussé cette note. Mais, afin de prouver la loyauté de leurs intentions, ils ont été d'accord pour adopter cette résolution : « Le congrès repousse cette note, uniquement parce qu'il la considère comme superflue et *comme allant de soi* » (je cite de mémoire, car le texte de cette résolution ne figure pas dans mes notes). Il est très important d'avoir cette résolution à l'esprit lors de toutes les discussions et de tous les frottements en matière d'organisation.

Le deuxième point de désaccord portait sur les rapports entre le Comité central et l'Organe central. Les mencheviks ont fait adopter au congrès l'élection de la rédaction de l'Organe central et son inclusion dans la composition du Comité central pour les questions de politique (paragraphe peu clair, qui provoquera probablement des malentendus). Se référant à la triste expérience des conflits qui eurent lieu dans les partis russe et allemand * dans ce domaine, les bolcheviks se prononçaient pour la désignation par le Comité central de la rédaction de l'Organe central et pour le droit du Comité central d'en remanier la composition. La décision des mencheviks, à mon avis, démontre incon-

* Cf. l'« incident » récent avec six rédacteurs de *Vorwärts* [173], qui ont fait un scandale pour avoir été destitués par la Direction centrale du Parti social-démocrate allemand.

testablement qu'il existe dans l'aile droite de notre Parti une anomalie dans les rapports entre ceux qui écrivent d'une part, et ceux qui assurent la direction politique pratique d'autre part.

Il faut remarquer encore, à titre de curiosité, que les mencheviks ont fait adopter au congrès la décision de réaffirmer la résolution du congrès socialiste international d'Amsterdam sur l'attitude à l'égard des partis bourgeois [173]. Dans l'histoire de nos congrès social-démocrates, cette décision fera précisément figure de curiosité. En effet, *toutes* les décisions des congrès socialistes internationaux ne sont-elles pas obligatoires pour les partis social-démocrates de *tous* les pays ? Quel sens y a-t-il alors à mettre à part et à réaffirmer l'une de ces décisions ? Où et quand a-t-on vu que les partis social-démocrates nationaux, au lieu de résoudre la question de l'attitude à l'égard de tel ou tel parti bourgeois de *leur* pays, se référaient à une attitude commune à tous les pays vis-à-vis de tous les partis bourgeois en général ? Avant le congrès, bolcheviks et mencheviks ont préparé des projets de résolutions sur l'attitude à l'égard des partis bourgeois *dans la Russie* en cette *1906e* année après Jésus Christ. S'il ne restait plus assez de temps pour étudier cette question au congrès, il fallait simplement l'ajourner. Mais choisir la voie « moyenne » qui consistait à ne pas examiner la question des partis russes et à réaffirmer une résolution internationale prise sur une question générale, c'était tout simplement étaler son désarroi face au monde entier. Nous ne savons pas, voyez-vous, quelle décision prendre par nous-mêmes en ce qui concerne les partis russes, aussi répétons au moins, pour dire quelque chose, la résolution internationale ! C'était là la façon la plus maladroite de laisser la question en suspens, susceptible uniquement de provoquer les railleries.

Or, la question est d'une extrême importance. Le lecteur trouvera en annexe les projets de résolutions respectifs de la majorité et de la minorité. Nous proposons à ceux que cette question intéresse (et quel est le militant, l'agitateur ou le propagandiste, qui pourrait ne pas s'y intéresser ?) de confronter de temps à autre ces projets avec les « leçons de la révolution », c'est-à-dire avec les faits politiques de la vie des partis que la réalité russe fournit

actuellement en abondance. Celui qui voudra effectuer cette confrontation se rendra compte que la révolution confirme de plus en plus notre jugement sur les deux tendances principales de la démocratie bourgeoise : la tendance monarchiste libérale (c'est-à-dire principalement les cadets), et la tendance démocratique révolutionnaire.

Quant à la résolution menchevique, elle porte, précisément, les traces évidentes de cette impuissance et de ce désarroi qui ont abouti au congrès à cette curieuse solution qui a été de réaffirmer une résolution internationale. La résolution menchevique est constituée uniquement de phrases générales, sans aucune tentative de donner une solution (ou d'ébaucher une solution) aux questions concrètes de la réalité politique russe. Il faut critiquer tous les partis, déclare cette résolution confuse, il faut les dénoncer, il faut reconnaître qu'il n'existe pas de partis démocratiques pleinement conséquents. Mais *comment précisément* convient-il de « critiquer et de dénoncer » les *divers* partis bourgeois de la Russie ou les divers types de partis ? Cela, la résolution ne le sait pas. Elle dit qu'il faut « critiquer », mais elle *ne sait pas* critiquer, car la critique marxiste des partis bourgeois, c'est précisément une analyse *concrète* de telle ou telle base *de classe* des différents partis de la bourgeoisie. La résolution déclare d'un air d'impuissance : il n'existe pas de partis démocratiques pleinement conséquents ; mais elle n'est pas capable de définir les *différences* entre les partis démocratiques bourgeois *russes*, qui se sont déjà manifestées et qui se manifestent dans notre révolution quant à leur manière d'être conséquents. Derrière les phrases creuses, derrière les lieux communs de la résolution menchevique, ont disparu même les distinctions entre les trois types fondamentaux de partis bourgeois russes : celui des octobristes, celui des cadets et celui des démocrates révolutionnaires. Et ce sont nos social-démocrates de l'aile droite, eux qui sont incapables, jusqu'à friser le ridicule, d'analyser les fondements de classe et les tendances des différents partis de la Russie bourgeoise, ce sont eux qui accusent les social-démocrates de gauche de faire montre de « socialisme authentique », c'est-à-dire d'ignorer le rôle historique concret de la démocratie bourgeoise ! Encore une fois, c'est bien là le voleur qui crie au voleur.

Je me suis quelque peu écarté du sujet de mon exposé. Mais j'avais prévenu le lecteur, dès le début de cette brochure, que j'avais l'intention de joindre à mon rapport les quelques considérations que m'inspire ce congrès. Et je pense que pour que les membres du Parti puissent se former un jugement valable sur le congrès, il faut réfléchir non seulement à ce qu'il a fait, mais aussi à ce qu'il n'a pas fait, bien qu'il eût dû le faire. Or, la nécessité d'une analyse marxiste des différents partis démocratiques bourgeois de la Russie est reconnue chaque jour plus nettement par chaque social-démocrate capable de réfléchir.

Les élections ont été terminées en quelques minutes. Tout avait été réglé, quant au fond, avant les séances plénières du congrès. La rédaction de l'Organe central, composée de cinq membres, fut constituée par les mencheviks et uniquement de mencheviks. Pour le Comité central, nous avons accepté d'y entrer à trois avec sept mencheviks. Quelle sera leur situation, en tant que contrôleurs, en quelque sorte, et gardiens des droits de l'opposition, c'est l'avenir qui le dira.

## VIII

### BILAN DU CONGRÈS

Si nous jetons un regard sur l'ensemble des travaux du congrès et sur la situation de notre Parti telle qu'elle se présente à la suite de ces travaux, nous aboutissons aux conclusions essentielles suivantes.

La grosse tâche pratique réalisée par le congrès a été la fusion envisagée (déjà réalisée en partie) avec les partis social-démocrates nationaux. Cette fusion renforce le Parti social-démocrate de Russie. Elle contribuera à balayer les dernières traces de l'esprit de cercle. Elle apportera un courant nouveau dans le travail du Parti. Elle renforcera à un degré considérable la puissance du prolétariat de tous les peuples de la Russie.

La fusion des fractions menchevique et bolchevique est une œuvre pratique très importante. Elle a mis fin à la scission. Le prolétariat social-démocrate et son Parti doivent être unis. Les désaccords dans les questions d'orga-

nisation sont presque totalement dépassés. Il reste à accomplir une tâche importante, sérieuse et extrêmement lourde de responsabilités : faire entrer effectivement dans la pratique les principes du centralisme démocratique dans l'organisation du Parti, obtenir, par un travail acharné, que les organisations de base deviennent réellement, et non en parole, les cellules fondamentales de l'organisation du Parti, et que toutes les instances supérieures soient effectivement électives, révocables et tenues de rendre compte de leur activité. Nous devons, par un travail acharné, constituer une organisation qui engloberait tous les ouvriers social-démocrates conscients et qui jouira d'une vie politique indépendante. L'autonomie de n'importe quelle organisation du Parti, reconnue jusqu'à présent plutôt sur le papier, doit être applicable et effectivement appliquée dans la vie. Il faut mettre fin une fois pour toutes à la lutte pour les places, à la peur de l'autre « fraction ». Il faut que nous ayons réellement des organisations du Parti unies, avec une lutte purement idéologique des différents courants de pensées social-démocrates à l'intérieur de ces organisations. Ce n'est pas encore facile à réaliser et nous n'y arriverons pas du premier coup. Mais la voie est tracée, les principes sont proclamés, et nous devons parvenir à réaliser complètement et de façon conséquente cet idéal sur le plan de l'organisation.

Nous considérons comme un résultat idéologique très important à l'actif du congrès la délimitation plus claire et plus nette des ailes droite et gauche de la social-démocratie. L'une et l'autre existent dans tous les partis social-démocrates d'Europe, et depuis longtemps déjà elles se dessinent dans le nôtre. Une délimitation plus nette entre elles, une définition plus claire des sujets de controverses sont nécessaires dans l'intérêt d'un développement sain du Parti, dans l'intérêt de l'éducation politique du prolétariat, et pour permettre au Parti social-démocrate de couper court à toutes les déviations exagérées par rapport au droit chemin.

Ce Congrès d'Unification a fourni une foule de documents concrets pour définir de façon précise et indiscutable les points d'accord et de désaccord, et la mesure exacte de notre désaccord. Il faut *étudier* ces documents, il faut

connaître les *faits* qui montrent exactement le contenu et l'étendue des désaccords, il faut s'affranchir des vieilles habitudes de la période des cercles, qui consistent à pousser des cris, à lancer des paroles effroyables, des accusations menaçantes, au lieu d'analyser utilement tels et tels désaccords apparus à propos de telle et telle question. Et nous jugeons nécessaire de donner en annexe à cette brochure la *documentation* la plus complète possible relative au Congrès d'Unification, afin que les membres du Parti puissent réellement *étudier* par eux-mêmes les désaccords, et non pas seulement répéter de confiance des phrases toutes faites entendues çà et là. Cette documentation est évidemment aride. Tous n'auront pas suffisamment d'attention et de patience pour lire les projets de résolution, pour les confronter avec les textes adoptés, pour réfléchir à la signification des diverses formulations de chaque paragraphe, de chaque phrase. Pourtant, sans ce travail sérieux, il est impossible d'avoir une attitude consciente vis-à-vis des décisions du congrès.

Et c'est ainsi qu'en regroupant ce que j'ai dit plus haut sur les discussions qui se sont déroulées, qu'en regroupant les différentes tendances des projets de résolutions examinés (ou ajournés) par le congrès, j'en arrive à la conclusion que le congrès a beaucoup contribué à délimiter plus nettement l'aile droite de l'aile gauche de la social-démocratie.

Notre aile droite ne croit pas à la victoire complète de la révolution actuelle, c'est-à-dire de la révolution démocratique bourgeoise en Russie, elle redoute cette victoire, elle ne propose pas au peuple de façon nette et résolue cette victoire pour mot d'ordre. Elle se fourvoie toujours dans l'idée radicalement fausse et qui avilit le marxisme, selon laquelle seule la bourgeoisie peut « faire » elle-même la révolution bourgeoise, ou qu'il appartient uniquement à la bourgeoisie de conduire la révolution bourgeoise. L'aile droite de la social-démocratie ne comprend pas le rôle du prolétariat, combattant d'avant-garde pour la victoire complète et décisive de la révolution bourgeoise.

Elle avance par exemple — tout au moins dans les discours de certains de ses orateurs au congrès — le mot d'ordre de *révolution paysanne*, mais elle n'applique pas ce

mot d'ordre avec esprit de suite. Elle ne formule pas dans son programme de voie révolutionnaire claire pour la propagande et l'agitation dans le peuple (*prise* de la terre par les comités paysans révolutionnaires *jusqu'à* la convocation de l'Assemblée nationale constituante). Elle a peur d'exprimer dans le programme de révolution paysanne l'idée de la prise du pouvoir par la paysannerie révolutionnaire. En dépit de ses promesses, elle ne pousse pas la révolution démocratique bourgeoise dans l'agriculture jusqu'à son terme « logique », car ce terme « logique » (*et aussi économique*), sous le capitalisme, c'est la nationalisation de la terre, qui seule supprimera la rente absolue. Elle invente on ne sait trop quelle ligne médiane incroyablement artificielle, avec une nationalisation de la terre éparpillée dans les districts locaux, avec des zemstvos démocratiques sous un pouvoir central non démocratique. Elle agite aux yeux du prolétariat le spectre de la restauration, sans remarquer qu'elle se raccroche à l'arme politique utilisée par la bourgeoisie contre le prolétariat, qu'elle porte de l'eau au moulin de la bourgeoisie monarchiste.

Et dans toute leur ligne tactique, nos social-démocrates de l'aile droite surestiment l'importance et le rôle de la bourgeoisie monarchiste libérale instable et hésitante (les cadets et autres) et sous-estiment l'importance de la démocratie bourgeoise révolutionnaire (« Union paysanne », « Groupe du Travail » à la Douma, socialistes-révolutionnaires, innombrables organisations semi-politiques et semi-professionnelles, etc., etc.). Cette surestimation des cadets et cette sous-estimation « des bases » démocratiques révolutionnaires est rattachée de la façon la plus étroite à la conception erronée de la révolution bourgeoise ci-dessus mentionnée. Nos social-démocrates de l'aile droite sont aveuglés par le succès de pacotille des cadets, par leurs victoires « parlementaires » tapageuses, par leurs actions « constitutionnelles » spectaculaires. Séduits par la politique de l'instant présent, ils oublient les intérêts plus fondamentaux et plus essentiels de la démocratie, ils oublient les forces qui font moins de bruit à la surface du « constitutionnalisme » autorisé par les Trépov et Doubassov, mais qui effectuent un travail plus profond, encore que moins visible, dans les couches inférieures démocrati-

ques et révolutionnaires, préparant des conflits d'une nature fort peu parlementaire.

De là le scepticisme (pour s'exprimer poliment) de nos social-démocrates de l'aile droite à l'égard de l'insurrection, de là leur tendance à tourner le dos à l'expérience d'octobre et de décembre, aux formes de lutte élaborées à cette époque. De là leur indécision et leur passivité dans la lutte contre les illusions constitutionnelles, lutte que toute période réellement révolutionnaire met au premier plan. De là leur incompréhension du rôle historique du boycottage de la Douma, leur tendance à éviter, au moyen du petit mot à effet d'« anarchisme », une analyse des conditions concrètes du mouvement à tel moment *, de là leur hâte excessive à entrer dans une institution pseu-

* Je viens de recevoir la nouvelle brochure de Karl Kautsky intitulée *La Douma d'Etat*. Sa façon de poser la question du boycottage diffère de celle des mencheviks comme le ciel diffère de la terre. Nos piètres social-démocrates dans le genre de Négoriev, de la *Nevskaïa Gazéta* lâchent tout crûment : le boycottage c'est l'anarchisme ! Kautsky, lui, analyse les conditions concrètes et écrit : « Dans de telles conditions, il n'y a rien d'étonnant à ce que la majorité de nos camarades russes n'ait vu dans la Douma convoquée par ce moyen, rien d'autre qu'une falsification parmi les plus révoltantes de la représentation populaire et ait décidé de la boycotter... » « Il n'y a rien d'étonnant à ce que la majorité de nos camarades russes, au lieu de prendre part à la campagne électorale pour entrer ensuite à la Douma, aient jugé plus rationnel de lutter pour faire avorter cette Douma et obtenir la convocation d'une Assemblée constituante. »

Comme nous voudrions qu'en parallèle à cette appréciation historique concrète de Kautsky paraissent au plus vite les phrases générales d'Axelrod sur l'avantage du parlementarisme et la nocivité de l'anarchisme !

D'ailleurs à ce propos, voici comment Kautsky parle dans cette même brochure de la victoire de la révolution : « Les paysans et le prolétariat vont pousser à gauche les membres de la Douma avec de plus en plus d'énergie et de moins en moins de cérémonies... » (« pure dénonciation des cadets », selon l'expression méprisante de la *Nevskaïa Gazéta*)... «ils vont de plus en plus affaiblir et paralyser leurs adversaires, jusqu'à ce *qu'ils aient obtenu la victoire complète*». Ainsi, *les paysans et le prolétariat* vont « les » vaincre, c'est-à-dire le gouvernement et la bourgeoisie libérale. Malheureux Kautsky ! Il ne comprend pas que seule la bourgeoisie peut faire la révolution bourgeoise. Il tombe dans l'hérésie « blanquiste » : la victoire (« la dictature ») du prolétariat et de la paysannerie.

do-constitutionnelle, de là leur surestimation du rôle positif de cette dernière.

Nous devons mener la lutte idéologique la plus résolue, la plus ouverte et la plus impitoyable contre ces tendances de l'aile droite de nos social-démocrates. Nous devons obtenir la discussion la plus large des décisions du congrès, nous devons exiger de tous les membres du Parti une attitude pleinement consciente et critique à l'égard de ces décisions. Il faut obtenir que toutes les organisations ouvrières expriment en toute connaissance de cause leur approbation ou leur désapprobation de telle ou telle décision. Dans la presse, dans les réunions, dans les cercles, dans les groupes, partout, cette discussion doit être menée, si seulement nous avons décidé de façon vraiment sérieuse d'appliquer le centralisme démocratique dans notre Parti, si nous avons décidé d'entraîner les masses ouvrières à participer consciemment à la solution des problèmes du Parti.

Mais dans un Parti uni, cette lutte idéologique ne doit pas scinder les organisations, elle ne doit pas entraver l'unité d'action du prolétariat. C'est un principe encore nouveau dans la pratique de notre Parti, et pour le faire entrer dans la vie de façon juste, nous aurons encore pas mal de travail à faire.

Liberté de discussion et unité d'action, voilà ce que nous devons obtenir. Et sous ce rapport, les décisions du Congrès d'Unification ouvrent suffisamment de perspectives à tous les social-démocrates. Nous ne sommes pas encore tout près des actions pratiques dans le genre de la « municipalisation », mais pour soutenir les actions révolutionnaires de la paysannerie, pour critiquer les utopies petites-bourgeoises, tous les social-démocrates sont d'accord entre eux. Nous devons donc par conséquent discuter de la municipalisation et la condamner sans avoir peur de porter atteinte à l'unité d'action du prolétariat.

En ce qui concerne la Douma, les choses se présentent un peu différemment. Lors des élections une complète unité d'action est *obligatoire*. Le congrès a décidé que là où les élections auront lieu, nous devrons *tous* y participer. Au cours des élections, aucune critique de cette participation ne sera admise. L'*action* du prolétariat doit être unie. Lorsqu'il existera un groupe social-démocrate à la Douma,

nous devrons tous et toujours le reconnaître comme *notre* groupe.

Mais en dehors des limites de l'unité d'action, nous devons avoir la plus large et la plus libre discussion, la plus large et la plus libre condamnation des initiatives, décisions, tendances que nous considérons comme nuisibles. C'est seulement dans de telles discussions, dans de telles résolutions, dans de telles protestations que peut s'élaborer l'opinion vraiment représentative de notre Parti. C'est seulement à cette condition que nous aurons un vrai Parti, sachant *toujours* proclamer son opinion et trouvant les justes voies pour transformer l'*opinion* qui s'est formée en *décisions* prises par un nouveau congrès.

Prenons maintenant la troisième résolution qui a suscité des divergences, celle relative à l'insurrection. Ici, l'unité d'action au moment de la lutte est sans aucun doute indispensable. Au cours d'une lutte aussi ardente, *aucune* critique n'est admissible à l'intérieur de l'armée du prolétariat dont toutes les forces sont tendues. Mais tant qu'il n'y a pas d'appel à l'action, il faut avoir la plus large et la plus libre discussion, la plus large et la plus libre appréciation de la résolution, de ses motifs et de ses thèses particulières.

Ainsi, le champ d'action est extrêmement large. Les résolutions du congrès ouvrent un vaste champ d'action. Contre tout engouement pour le pseudo-constitutionnalisme, contre toute surestimation, par qui que ce soit, du rôle « positif » de la Douma, contre tout appel des social-démocrates d'extrême-droite à la modération et à la sagesse, contre tout cela, nous disposons de l'arme la plus puissante qui soit. Cette arme, c'est le premier point de la résolution du congrès sur l'insurrection.

Le Congrès d'Unification du Parti ouvrier social-démocrate de Russie a reconnu que la tâche *immédiate* du mouvement est d'*arracher le pouvoir* des mains du gouvernement autocratique. Quiconque oubliera cette tâche immédiate, quiconque la reléguera à l'arrière-plan, *violera* la volonté du congrès, et nous lutterons de la façon la plus résolue contre ces violateurs.

Je le répète, le champ d'action est vaste. Il va du groupe parlementaire jusqu'à la tâche immédiate d'arracher le

*pouvoir*. Dans ce cadre très large, la lutte idéologique doit et peut se dérouler sans scission, en conservant l'unité d'action du prolétariat.

C'est à cette lutte idéologique que nous appelons tous les social-démocrates qui ne veulent pas permettre que notre Parti s'écarte outre mesure vers la droite.

*Annexe*

## DOCUMENTS POUR L'APPRÉCIATION DES TRAVAUX DU CONGRÈS D'UNIFICATION DU P.O.S.D.R.

Afin que les lecteurs puissent, avant la parution des procès-verbaux, s'orienter correctement dans les documents relatifs aux questions qui ont fait l'objet d'une discussion au congrès, nous publions ici les projets de résolutions présentés par les bolcheviks et les mencheviks, ainsi que les textes des résolutions adoptées par le congrès. Comme nous l'avons déjà indiqué dans le texte de la brochure, seule l'étude de cette documentation donnera la possibilité à chacun de se faire une idée claire et précise de la signification véritable de la lutte idéologique qui s'est déroulée au congrès. Nous reproduisons également ici, parmi les résolutions qui n'ont pas été examinées par le Congrès ni soumises à ce dernier, les plus importantes des résolutions parues dans le deuxième numéro des *Partiinyé Izvestia* car tous les membres du congrès les avaient présentes à l'esprit au cours des débats, s'y référaient parfois, et il est impossible sans en avoir connaissance de comprendre pleinement les désaccords.

# LA LUTTE POUR LA LIBERTÉ ET LA LUTTE POUR LE POUVOIR

Le *Novoïe Vrémia* dénonce. Ce journal, au service d'un gouvernement qui demeure en fait autocratique, vient de publier une série d'accusations terrifiantes contre notre journal [174], en prévenant les cadets du danger que constitue pour la bourgeoisie la lutte de classe du prolétariat. Parmi les dénonciations habituelles aux autorités, il y a dans les raisonnements de *Novoïé Vrémia* des points qui présentent un très vif intérêt.

« Les cadets n'ont-ils pas honte, écrit le *Novoïé Vrémia*, de présenter les social-révolutionnaires (il s'agissait de la *Volna*) comme des « combattants d'avant-garde pour la liberté politique » ? Rien de tel. Ils ne combattent pas pour la liberté, mais pour le pouvoir, et à la place de l'ancienne autocratie, ils veulent mettre leur autocratie à eux, celle du prolétariat. »

Le *Novoïé Vrémia* est entièrement dévoué au gouvernement autocratique. Dans l'intérêt de son maître, le serviteur se donne beaucoup de mal pour effrayer la bourgeoisie en agitant le spectre de la révolution socialiste. C'est sa première tâche. La deuxième, c'est de présenter la révolution en cours comme une révolution socialiste, de confondre l'« autocratie du peuple » avec l'« autocratie du prolétariat ».

Les fourberies et les falsifications des serviteurs de l'autocratie qui s'efforcent d'accomplir les deux tâches indiquées ne sont pas dues au hasard. Toujours et partout, les serviteurs du vieux pouvoir, du pouvoir autocratique,

se sont efforcés et s'efforcent de se livrer à de pareilles falsifications non seulement dans des articles de journaux, mais dans toute leur politique.

C'est pourquoi l'analyse des mensonges de *Novoïé Vrémia* acquiert une signification des plus sérieuses. Arrêtons-nous tout d'abord sur cette « épouvantable » révélation : « ils » luttent *non pas* pour la liberté, *mais* pour le pouvoir. Voyons ce que cela signifie. La liberté du peuple n'est garantie que lorsque le peuple organise vraiment sans aucune entrave des associations, des réunions, lorsqu'il édite des journaux, lorsqu'il édicte lui-même les lois, élit et révoque lui-même tous les hommes d'Etat chargés d'appliquer les lois et de gouverner conformément à celles-ci. Par conséquent, la liberté du peuple n'est garantie entièrement et réellement que lorsque tout le pouvoir dans l'Etat appartient entièrement et réellement au peuple. C'est tout à fait évident, et seule la volonté délibérée d'introduire la confusion dans la conscience du peuple guide des serviteurs du gouvernement tels que le *Novoïé Vrémia*. C'est bien cette vérité évidente qu'établit le programme du parti ouvrier. Dans ce programme le *pouvoir absolu du peuple* est placé en tête des revendications *politiques* réalisables dans le cadre de la société bourgeoise, c'est-à-dire en conservant la propriété privée des moyens de production et l'économie axée sur le marché. Celui qui lutte pour la liberté du peuple sans lutter pour que le peuple ait la totalité du pouvoir dans l'Etat, est soit inconséquent, soit hypocrite.

Ainsi se présentent les choses en ce qui concerne la lutte pour la liberté et la lutte pour le pouvoir, si l'on se contente de parler de la logique de nos raisonnements. Dans l'histoire de la lutte pour la liberté, on voit toujours le vieux pouvoir prodiguer au peuple, au début de sa lutte, la *promesse* de garantir la liberté. Le vieux pouvoir d'Etat, qui ne dépend pas du peuple, qui se tient au-dessus de celui-ci, *promet au peuple*, par peur de la révolution, de garantir la liberté. Les promesses restent sans effet, et elles ne peuvent pas être tenues dans leur intégrité tant que demeure un pouvoir que le peuple ne peut révoquer. Dans l'histoire de toutes les révolutions, à un certain stade de leur développement, il arrivait donc un moment où la logique évidente du raisonnement que nous avons développé plus haut

pénétrait dans la conscience des larges masses populaires, sous l'influence des leçons de la vie.

Un tel moment arrive également en Russie. La lutte d'octobre 1905 était, quant à sa signification historique, une lutte destinée à obtenir du vieux pouvoir la promesse de garantir la liberté. Jusqu'à présent le peuple n'a réussi à obtenir rien de plus que des promesses. Mais les très nombreuses tentatives infructueuses pour obtenir ce quelque chose de plus n'ont pas été faites en vain. Elles ont préparé le peuple à une lutte plus sérieuse. La contradiction entre la promesse de liberté et l'absence de liberté, entre le pouvoir absolu du vieux gouvernement, qui « dirige tout », et l'impuissance des « représentants du peuple » à la Douma, qui ne font que parler, cette contradiction, précisément maintenant, précisément grâce à l'expérience de la Douma, pénètre dans la conscience des masses populaires avec toujours plus de force, toujours plus de profondeur, toujours plus d'acuité. La lutte pour le pouvoir absolu du peuple, afin que soit garantie en fait sa liberté complète, cette lutte se rapproche avec une fulgurante rapidité, et ceci non seulement en raison de la logique subjective de nos raisonnements, mais en vertu de la logique objective des événements politiques. Voilà pourquoi il a suffi que la Douma tienne séance pendant quelques jours pour que passe un souffle d'air frais. La Douma joue le rôle d'un excellent instrument de révélation, et elle révèle particulièrement bien les illusions sur la force d'une *telle* Douma, sur la valeur des promesses, sur l'utilité des constitutions octroyées ou des ententes entre le vieux pouvoir et la nouvelle liberté. Et voilà pourquoi les signes d'un nouveau et réel pas en avant qu'accomplit le mouvement de libération commencent à apparaître si rapidement. Les victoires des cadets aux élections ont momentanément tourné la tête à tout le monde. Leur conduite à la Douma commence déjà à ternir quelque peu cette auréole. Ces gens qui veulent concilier le vieux pouvoir et la nouvelle liberté perdent et perdront inévitablement aux yeux du peuple tout leur brillant à mesure que se rapproche la lutte pour le pouvoir absolu du peuple, afin que soit garantie sa liberté effective.

*La « Volna » n° 9, 5 mai 1906.*
*Signé : N. L-ne*

*Conforme au texte du journal*

# UN NOUVEL ESSOR

Le début des séances de la Douma, c'est aussi le début des pogromes cent-noirs. Le début de la voie « parlementaire pacifique », qui comble de joie et d'attendrissement les cadets et tous les politiciens petits-bourgeois, c'est aussi le début des manifestations les plus brutales, les plus directes et les plus immédiates de la guerre civile. Le début des méthodes « fondées sur le droit » pour résoudre les problèmes politiques, par l'intermédiaire des listes électorales et du décompte des voix, c'est aussi le début de l'explosion de la violence la plus primitive, qui résout les problèmes politiques en exterminant ceux qui pensent autrement, en massacrant (littéralement par le fer et par le feu) les adversaires politiques *.

Cette coïncidence ne serait-elle pas due au hasard ? Evidemment non. Et l'explication est insuffisante selon laquelle la police organise elle-même les pogromes dans un but provocateur, dans le but de compromettre la Douma. Bien entendu, il ne peut y avoir l'ombre d'un doute quant à la participation directe de la police. Bien entendu, la police organise et excite et provoque. Tout cela est vrai. Dans la guerre que mène la bureaucratie, une véritable guerre à mort, les serviteurs de la bureaucratie et ses partisans ne reculent littéralement devant rien. Mais pourquoi sont-ils obligés d'employer précisément maintenant,

* L'incendie de la maison du peuple de Vologda par la foule excitée par la police, le massacre des manifestants à Simbirsk, sont les pogroms les plus notoires de ces derniers jours.

et à une aussi large échelle, précisément de telles méthodes de lutte ? Il vaut la peine de réfléchir à cette question, pour éviter de considérer des périodes entières du développement révolutionnaire comme le résultat d'une volonté particulièrement mauvaise, d'une soif de sang particulière, d'une sauvagerie particulière des combattants.

Nous vivons actuellement le début d'un nouvel essor social. Le mouvement des chômeurs, le Premier Mai, l'effervescence accentuée dans la paysannerie et dans l'armée, les meetings, la presse, les syndicats, tout témoigne de ce nouvel essor de la façon la plus incontestable. En quelques jours à peine, l'essor d'un large mouvement populaire a déjà dépassé l'essor antérieur, qui s'était exprimé par la victoire des cadets et de la « gauche » en général aux élections. Déjà, les cadets restent en arrière. Déjà, la Douma cadette détient et se fane avant même d'avoir eu le temps de fleurir. Une expression extrêmement caractéristique de cet étiolement de nos stériles fleurs petites-bourgeoises, de ce désarroi des cadets, a été fournie entre autres par l'article de Monsieur D. Protopopov (cadet, membre de la Douma d'Etat) publié dans la *Douma* d'hier. Monsieur Protopopov se plaint, gémit : « Le pays attend de la Douma d'État la solution immédiate de plusieurs questions les plus complexes et, surtout, l'application immédiate des réformes attendues. » De grâce, soyez gentils, chers concitoyens, supplie le cadet. Nous n'avons ni « baguette magique » ni « pleins pouvoirs » (notre cadet oublie d'ajouter qu'il n'y a pas non plus de plein pouvoir pour le peuple dans le programme, c'est-à-dire dans l'idéal politique des cadets). Car la Douma d'Etat n'est pas la Convention. Et des lèvres du cadet tombe cet aveu inouï, presque touchant, celui d'un petit bourgeois terrorisé : « Seule une Douma-Convention pourrait satisfaire les revendications d'une notable partie de notre société. » Ce qui est vrai est vrai. « Une notable partie », peut-être même la masse des paysans et des ouvriers, réclame une Convention et obtient ... la Douma des cadets. Pauvres, pauvres cadets! Pouvaient-ils s'attendre à ce que l'essor populaire les dépasse aussi rapidement et sans rémission ?

Et voilà que ce grand essor sert de base matérielle au phénomène suivant : la lutte prend une acuité extraor-

dinaire, le « parlementarisme pacifique » se ternit et reflue à l'arrière-plan, le jeu constitutionnel cède la place au règlement des problèmes politiques par la force. On assiste à un renouvellement de l'essor d'octobre, mais sur des bases beaucoup plus larges, à une échelle beaucoup plus grande, avec une conscience accrue dans la masse de la paysannerie et de la classe ouvrière, qui a acquis (grâce à la période octobre-décembre) une expérience politique incomparablement plus grande. En octobre, les forces des deux parties combattantes s'équilibraient. La vieille autocratie s'avérait *déjà incapable* de continuer à diriger le pays. Le peuple n'était *pas encore* capable d'obtenir la totalité du pouvoir, seule garantie d'une liberté complète. Le manifeste du 17 octobre était l'expression juridique de cet équilibre des forces. Mais ce dernier qui conduisait à un recul du vieux pouvoir, l'obligeant à reconnaître la liberté sur le papier, ne marquait somme toute qu'un arrêt momentané et nullement une cessation de la lutte. En octobre et en novembre, on disait de notre gouvernement qu'il avait « fait grève », qu'il était « tombé en arrêt » devant la révolution, qu'il s'était complètement figé et que, le moment venu, il s'était jeté dans un combat désespéré qui s'était terminé par sa victoire. Les politiciens petit-bourgeois, bornés comme toujours, avec cette pusillanimité et cet « idéalisme » inconsistant et pharisaïque qui leur est propre, s'indignaient, se lamentaient, étaient révoltés par l'« immoralité » de cette « grève » du gouvernement, tombé en arrêt devant la révolution. L'indignation, en l'occurrence, était inutile. « A la guerre comme à la guerre. » Dans toute guerre, des adversaires dont les forces s'équilibrent, s'arrêtent pour un certain temps, accumulent des forces, prennent du repos, assimilent l'expérience vécue, se préparent, puis... se jettent dans une nouvelle bataille. Il en fut ainsi pour les armées de Kouropatkine et d'Oyama. Il en fut ainsi et il en sera toujours de même dans toute grande guerre civile. « A la guerre comme à la guerre. »

Mais la guerre civile se distingue de la guerre tout court par une complexité incomparablement plus grande, par l'indétermination et l'impossibilité de déterminer les effectifs des parties adverses, par suite des passages d'un camp dans l'autre (tantôt des octobristes passent du côté

du gouvernement, tantôt une partie des troupes passent du côté du peuple), par suite de l'impossibilité de tracer une frontière précise entre les combattants et les non-combattants. Quand le gouvernement « fait grève », quand la police tombe en arrêt, la guerre ne cesse pas pour autant, précisément parce qu'il s'agit d'une guerre civile, parce qu'à l'intérieur de la population elle-même il y a des défenseurs intéressés du vieux pouvoir et des défenseurs de la liberté. Voilà aussi pourquoi l'essor actuel, qui a équilibré les forces, conduit à nouveau inexorablement, d'une part à l'affaiblissement du gouvernement, à une « grève », à une certaine répétition de l'« arrêt devant la révolution », et d'autre part, à une renaissance des formes de lutte d'octobre, novembre et décembre. Quiconque veut aborder de façon consciente les grands événements qui se déroulent devant nous, quiconque veut tirer des enseignements de la révolution, doit se rendre pleinement compte du fait que ces formes de lutte sont inévitables, doit réfléchir aux tâches qui nous sont imposées par ces formes de lutte.

Enivrés par leurs victoires électorales, les cadets ont noirci des montagnes de papiers pour célébrer l'entrée de la Russie dans la voie du parlementarisme. Les social-démocrates de l'aile droite de notre Parti ont cédé à l'euphorie générale. Au Congrès d'Unification du Parti, bien que victorieux, ils ont retiré eux-mêmes, malgré les protestations des social-démocrates de gauche, la résolution sur l'essor de la révolution, sur les formes principales du mouvement dans la période actuelle, sur les tâches du prolétariat. Sous ce rapport, ils ont un peu agi comme Milioukov qui, au dernier congrès cadet, voulut demander si le peuple n'était pas plus révolutionnaire que la Douma, si une lutte révolutionnaire au sens strict du terme n'était pas inévitable, mais qui, pris de frayeur, retira aussitôt sa question. Pour un cadet, il était naturel de l'éluder. Mais pour des social-démocrates, cette attitude est inconvenante. Et déjà la vie prend sa revanche. Déjà la vie met en avant avec une force spontanée des formes de lutte qui repoussent la Douma à la seconde place, amènent un nouvel octobre, un nouveau décembre, et ceci d'une manière totalement indépendante de notre volonté.

Au congrès, un social-démocrate de l'aile droite a tourné en dérision la résolution des social-démocrates de gauche qui reconnaissait ouvertement et franchement comme « forme *principale* du mouvement » non pas le jeu constitutionnel, mais une forme semblable à celle d'octobre-décembre, c'est-à-dire une intervention des larges masses rejetant directement les vieilles lois, les vieux organes du pouvoir, et employant comme arme pour conquérir la liberté un nouveau pouvoir, un pouvoir né dans la lutte même. Nous ne voyons pas actuellement ces formes de lutte, s'écria l'orateur social-démocrate de l'aile droite. Ce n'est pas une réalité mais une invention de nos social-démocrates de gauche, ces utopistes, ces rebelles, ces anarchistes. — Enlevez donc vos lunettes de cadets ! répondîmes-nous à ce camarade lors du congrès, vous verrez alors autre chose que ce qui se passe à la surface. Vous verrez précisément que la lutte parlementaire n'est pas la forme *principale*, vous comprendrez que des conditions objectives rendent inévitables des formes *extra-parlementaires* du mouvement, et que ce sont elles précisément qui deviennent désormais principales, essentielles, radicales, décisives.

Deux semaines se sont écoulées après ces discussions. Et déjà la révolution retire leurs lunettes de cadets non seulement aux social-démocrates de droite mais aussi aux larges masses de la population. Déjà la Douma perd son éclat, déjà les illusions constitutionnelles s'effondrent. Les formes de lutte d'octobre-décembre, qu'hier encore les gens myopes et trop soumis à l'influence du moment présent ne voulaient pas voir, reviennent déjà. La social-démocratie ne remplira pas son devoir devant le prolétariat si elle ne sait pas apprécier la croissance et le développement inévitables de ces formes de lutte, si elle n'expose pas devant les masses, dans toute leur ampleur, les tâches que la vie leur pose et qu'elle leur imposera bientôt. La social-démocratie se montrera indigne de la classe qu'elle représente si, pour se dérober à l'étude et à l'appréciation de ces formes, elle emploie des qualificatifs dédaigneux tels qu'esprit de mutinerie et populisme, qualificatifs si souvent lancés par l'aile droite de notre Parti. Une vague spontanée se lève, et il faut immédiatement tendre toutes nos forces pour donner à ce mouvement davantage de con-

science, d'organisation que nous n'avons pu le faire en octobre et décembre.

Nous ne devons pas forcer les événements. Notre intérêt actuel n'est pas d'accélérer l'explosion. Cela ne fait aucun doute. C'est la leçon que nous devons tirer de l'expérience de la fin de l'année 1905. Mais ce n'est là qu'une petite partie de notre tâche, c'est une définition purement négative de notre tactique. Ceux qui se bornent à cet aspect de la question, ceux qui érigent cette tâche négative en quelque chose de positif, s'abaissent nécessairement au rôle de bourgeois voulant concilier la liberté populaire et l'autocratie.

Le parti de la classe ouvrière doit faire face à une tâche fondamentale, particulièrement sérieuse et urgente. Nous devons orienter toutes nos pensées, tous nos efforts, tout notre travail de propagande, d'agitation, d'organisation, et toute notre activité directement pratique de sorte que le prolétariat et la paysannerie soient mieux préparés à une nouvelle lutte décisive. Le choix des formes de cette lutte ne dépend pas de notre volonté ; c'est le développement historique de la révolution russe qui les détermine avec une nécessité impérieuse. Nous savons déjà, car nous en avons fait l'expérience, ce que signifie l'« arrêt » gouvernemental, nous savons ce que signifie l'excitation croissante des masses par suite de la crise politique générale qui mûrit rapidement. Nous savons à quelle vitesse vertigineuse s'est développée la lutte d'octobre et comment elle a inévitablement amené celle de décembre. Que chacun soit à son poste. Nul ne peut prévoir l'instant du dénouement, nul ne sait dans quel ordre et dans quelle combinaison se développeront finalement les formes que le mouvement a revêtues en octobre et décembre. Mais déjà elles se développent. Déjà leurs organes apparaissent. De la cohésion, de la conscience, de la fermeté et de la décision de la classe d'avant-garde dépendent beaucoup de choses, sinon tout, dans l'issue de notre grande révolution.

*La « Volna » n° 10, 6 mai 1906.*
*Signé : N. L-ne*

*Conforme au texte du journal*

# A PROPOS DU BILAN DU CONGRÈS

« Certains symptômes, écrit aujourd'hui la *Retch*, indiquent que le brillant succès remporté par l'opposition a redonné vie aux vieilles illusions qui semblaient enterrées et menace de ramener le mouvement révolutionnaire dans la voie du blanquisme, d'où la « minorité » raisonnable de la social-démocratie russe s'était si laborieusement efforcée de le tirer après l'échec de l'« insurrection armée » de décembre. »

Précieux aveu, sur lequel les ouvriers russes ont intérêt à méditer. Pourquoi la bourgeoisie injurie-t-elle certains social-démocrates en leur tapant sur l'épaule et en les qualifiant de raisonnables ? Parce qu'ils se sont laborieusement efforcés de détourner le mouvement de la voie du blanquisme, de la voie de « décembre ». Est-il vrai que la lutte de décembre était du blanquisme ? Non, ce n'est pas vrai. Le blanquisme est une théorie qui nie la lutte de classes. Pour le blanquisme, ce n'est pas la lutte de classe du prolétariat qui délivrera l'humanité de l'esclavage salarié, mais le complot d'une petite minorité d'intellectuels. Y a-t-il eu un tel complot ou quoi que ce soit dans ce genre en décembre ? Non, il n'y a rien eu de semblable à un complot. Ce fut un mouvement de classe des immenses masses du prolétariat qui a utilisé des instruments de lutte purement prolétariens, telle que la grève, et qui a rassemblé autour de lui des masses encore jamais vues dans l'arène politique russe de semi-prolétaires (employés des chemins de fer, employés des postes, etc.), de paysans (dans le Sud, au Caucase, dans les Territoires Baltes) et de petits-bourgeois des villes

(Moscou). Au moyen de l'épouvantail du « blanquisme », la bourgeoisie veut rabaisser, dénigrer, calomnier la lutte du peuple pour le pouvoir. La bourgeoisie a intérêt à ce que les prolétaires et les paysans luttent simplement pour obtenir des concessions du vieux pouvoir.

Les social-démocrates de l'aile droite ne parlent de « blanquisme » que pour employer de belles paroles dans la polémique. La bourgeoisie, elle, en fait une arme dirigée contre le prolétariat : « Soyez raisonnables, ouvriers ! Luttez pour l'élargissement des droits de la Douma cadette, tirez les marrons du feu pour la bourgeoisie, mais n'ayez pas l'audace de penser à une folie, à un anarchisme, à un blanquisme, telle que la lutte pour le pouvoir absolu du peuple ! »

Les bourgeois libéraux disent-ils la vérité quand ils prétendent que les social-démocrates de droite se sont laborieusement efforcés de détourner le mouvement de la voie et des méthodes d'octobre et décembre ? Malheureusement oui. Tous les social-démocrates de l'aile droite n'avaient pas conscience de ce que signifiait leur tactique, et pourtant son sens réel était bien celui-ci. Insister sur la participation aux élections à la Douma signifiait au fond soutenir les cadets qui travaillaient à enterrer la révolution et qualifiaient la lutte révolutionnaire de « vieille illusion ». Les trois résolutions du Congrès d'Unification, les plus importantes du point de vue des principes, adoptées par l'aile droite de la social-démocratie malgré la lutte acharnée des social-démocrates de gauche : programme agraire, résolution sur la Douma d'Etat, résolution sur l'insurrection armée, portent toutes les traces évidentes des efforts déployés par la « partie raisonnable de la social-démocratie » pour détourner le mouvement révolutionnaire de la voie d'octobre-décembre. Prenez la fameuse « municipalisation ». Il est vrai que sous notre pression, le projet initial de municipalisation de Maslov a subi une poussée évidente vers la gauche. On a inscrit « confiscation » au lieu d'« aliénation », le partage des terres a été admis, le soutien des « actions révolutionnaires de la paysannerie jusques et y compris la confiscation » a été ajouté, etc... Mais la municipalisation, quoique châtrée, a tout de même été conservée. La municipalisation, c'est la remise des terres des

grands propriétaires fonciers à des zemstvos démocratiques. Les paysans révolutionnaires ne l'accepteront pas. C'est à juste titre qu'ils se méfient et qu'ils se méfieront des zemstvos, même démocratiques, tant que ces organismes démocratiques locaux coexisteront avec un pouvoir central non démocratique. C'est à juste titre qu'ils rejetteront la remise des terres aux organes du pouvoir locaux aussi bien que centraux, tant que tout le pouvoir, absolument tout le pouvoir, ne sera pas élu par le peuple, responsable et révocable. Or, malgré la lutte des social-démocrates de gauche, le congrès a écarté cette condition. Au lieu de la remise de la terre au peuple habilité à élire tous les organes du pouvoir d'Etat, le congrès a adopté la remise des terres aux organes locaux du pouvoir élus ! Quels furent les motifs du congrès ? Il est inutile, voyez-vous, d'inscrire dans le programme l'idée de la prise du pouvoir ; ce qu'il faut, ce sont des garanties contre une restauration. Mais la crainte de voir la paysannerie révolutionnaire s'emparer du pouvoir, c'est purement et simplement la peur cadette de la révolution paysanne.

Or, il ne peut y avoir qu'une seule garantie contre la restauration, au sens propre du terme : la révolution socialiste en Occident. En dehors de cette condition, rien au monde ne peut nous garantir contre la restauration d'un pouvoir central non démocratique, tant que subsistent le capitalisme et les petits producteurs marchands, toujours hésitants, toujours instables. Au lieu de rêveries oiseuses sur des garanties relatives contre une restauration, nous devons par conséquent penser à mener notre révolution jusqu'au bout. Mais au congrès, l'aile droite des social-démocrates a trouvé comme garantie contre une restauration l'adoption d'un programme qui ressemble à un compromis avec la restauration : nous nous garantissons contre la restauration d'un pouvoir central non démocratique en passant sous silence, dans notre programme agraire, la nécessité d'une complète démocratisation de *ce même* pouvoir...

Prenez la résolution sur la Douma d'Etat. Le congrès l'a adoptée alors que les victoires électorales des cadets étaient déjà acquises. Et malgré nos protestations, le congrès parle d'une Douma des représentants du peuple en gé-

néral et non de la Douma cadette réelle. L'aile droite de la social-démocratie n'a pas voulu mettre l'accent sur la nature ambiguë de *cette* Douma, elle n'a pas prévenu les ouvriers du rôle contre-révolutionnaire que s'efforce de jouer la Douma *cadette*, elle n'a pas consenti à dire franchement et nettement : les ouvriers socialistes doivent marcher avec la démocratie révolutionnaire et paysanne contre les cadets. Elle a exprimé le désir d'avoir un groupe parlementaire social-démocrate sans se préoccuper de savoir si nous avions réellement un parlement et si nous avions des parlementaires social-démocrates.

Prenez la troisième des résolutions citées plus haut. Elle commence par une phrase ultra-révolutionnaire, et néanmoins, elle est entièrement pénétrée d'un esprit sceptique, sinon négatif, à l'égard de la lutte d'octobre-décembre. On n'y trouve pas un mot sur le bilan de l'expérience *historique* acquise par le prolétariat russe et le peuple russe à la fin de 1905. Elle ne reconnaît pas le fait que la nécessité historique a engendré dans le passé et engendre à nouveau aujourd'hui des formes de lutte parfaitement définies. Nous n'avons fait qu'indiquer très brièvement et dans leurs traits les plus généraux les défauts essentiels des résolutions qui ont été la source des luttes au congrès. Nous reviendrons encore plus d'une fois sur ces questions. Le parti du prolétariat doit les revoir et les discuter avec un soin particulier, en s'appuyant sur les éléments nouveaux que nous fournissent la Douma cadette et le tableau du nouvel essor qui se déploie rapidement. Le parti du prolétariat doit acquérir l'aptitude à juger avec un rigoureux esprit critique les résolutions de ses représentants. Et le chœur uni des journaux bourgeois qui chante les louanges des petits enfants bien sages, raisonnables, de la social-démocratie russe indique clairement au prolétariat qu'il existe un malaise certain dans le Parti.

Nous devons guérir et nous guérirons cette maladie.

*Rédigé le 6 (19) mai 1906.*
*Publié le 7 mai 1906 dans la « Volna » n° 11.*
*Signé : N. L-ne*

*Conforme au texte du journal*

# LA DOUMA ET LE PEUPLE

La question de l'attitude de la Douma envers le peuple est à l'ordre du jour. Tout le monde la discute, et les cadets qui dominent à la Douma le font avec un zèle particulier. Nous donnons ci-dessous l'une des opinions les plus intéressantes parues dans l'organe cadet de gauche *Nacha Jizn* qui exprime souvent le point de vue des meilleurs éléments de ce parti.

« Tout naturellement la question se pose de savoir où sont les limites de l'harmonie entre la Douma et le peuple. Où sont les frontières au-delà desquelles, soit la Douma devient le jouet des passions populaires, soit au contraire, se coupe de la population et des partis ? Dans le cas où ils sont spontanés, les rapports que la population entretient avec la Douma présentent des dangers. Que se produise quelque événement marquant, et l'explosion d'un mécontentement spontané se reflétera immédiatement sur la Douma, parce qu'il ne sera pas facile de demeurer dans sa position d'organe autonome et organisé de la volonté populaire. L'histoire, ne serait-ce même que celle de la révolution française, a fourni plus d'une fois des exemples de cas où les représentants du peuple étaient le jouet de la foule. Mais le contraire peut aussi se produire, c'est-à-dire une complète indifférence. Pouvons-nous affirmer avec conviction que dans le cas où la Douma serait dissoute, elle bénéficierait réellement du soutien du peuple, que ceux qui exigent immédiatement de la Douma des décisions particulièrement radicales ne s'éloigneraient pas avec un sourire sceptique et ne diraient pas : nous avions bien dit que la Douma était impuissante. Mais alors que feront-ils et quand ? »

Et l'auteur recommande d'organiser toutes sortes de clubs et de réunions qui établiraient une liaison vivante entre la Douma et la population. « Une critique bienveillante de la Douma et son soutien actif, voilà la noble tâche du moment présent. »

Voyez donc avec quel relief se reflète dans ce bienveillant discours d'un cadet aux pensées élevées l'impuissance de son parti et de la Douma où ce parti règne en maître ! Des clubs, des réunions, une liaison vivante avec le peuple... Pourquoi prendre un air si important pour parler de choses qui vont de soi ? Est-ce vraiment la peine de démontrer l'utilité des clubs et des réunions ? Le premier souffle d'une brise de liberté, venu avec la période d'essor que nous connaissons actuellement, a suscité des meetings, des créations de clubs, le progrès de la presse. Et cela se poursuivra tant que des obstacles extérieurs n'y auront pas mis un terme. Mais, voyons, tout cela n'est que l'aspect technique, pour ainsi dire, de la question : les clubs, les réunions, les journaux, la presse, les pétitions (particulièrement chères à nos social-démocrates de l'aile droite), tout cela aide la Douma à connaître l'opinion du peuple, et le peuple à connaître la Douma. Tout cela est mille fois nécessaire, c'est évident. Tout cela sert à organiser et à informer, c'est incontestable. Tout cela crée une « liaison » ; mais, pensez-y un peu, quel genre de liaison ? Il s'agit d'une liaison purement technique. Les organisations ouvrières social-démocrates doivent surveiller de près la Douma cadette. C'est indiscutable Mais même avec la meilleure information, la meilleure organisation, leur « liaison » ne sera pas une liaison d'intérêts, une convergence de tâches, une identité de conduite politique. C'est là l'essentiel du problème. Notre noble radical n'a pas su voir au-delà de la question des *moyens* de liaison, le *contenu* de cette liaison, il n'a pas saisi la différence des intérêts de classe, la divergence des tâches politiques.

Et pourquoi donc ? Parce qu'étant cadet, il n'est pas capable de remarquer, ou bien il a peur de reconnaître, que la Douma cadette demeure en *arrière* des larges masses populaires. La Douma n'entraîne pas à sa suite la masse de la paysannerie consciente dans la lutte pour la terre et la liberté ; la Douma retarde sur la paysannerie, en *amenuisant* l'ampleur de sa lutte. Nul besoin d'expliquer à quel point la Douma retarde sur le prolétariat. La Douma cadette n'est pas le guide de la masse paysanne et de la classe ouvrière, mais un « noble » intermédiaire qui rêve d'une alliance à droite et de sympathies à gauche. La Douma

cadette n'est rien d'autre que ce que les cadets en ont fait. Et le parti de la « liberté du peuple » est un parti bourgeois, hésitant entre la petite bourgeoisie démocratique et la grande bourgeoisie contre-révolutionnaire, entre la tendance à s'appuyer sur le peuple et la crainte de son initiative révolutionnaire. Plus la lutte entre le peuple et le vieux pouvoir devient aiguë, plus intenable devient la position d'intermédiaire, et plus impuissants sont ceux qui hésitent. D'où le ton mélancolique de la citation que nous avons reproduite plus haut et de tous les discours des cadets. D'où leurs plaintes amères sur leur propre impuissance. D'où leurs sempiternelles tentatives de rejeter leur propre faiblesse, leur irrésolution, leur instabilité sur le peuple.

Réfléchissez un peu à la signification que peut avoir la peur d'un « noble » radical bourgeois qui craint que la Douma ne devienne le jouet des passions populaires, le jouet de la foule ! Ces misérables sentent qu'ils ne peuvent être l'organe de la passion populaire, le guide du peuple, et les voilà qui rejettent leur impuissance, leur retard sur le peuple, le qualifient avec dédain de « foule », refusent avec morgue de remplir le rôle de « jouet ». Et cependant, toute la liberté qui existe encore en Russie a été conquise uniquement par cette « foule », par ce peuple qui au mépris de sa vie est descendu dans la rue, qui a laissé d'innombrables victimes dans la lutte, qui par ses actions a soutenu ce magnifique mot d'ordre : la liberté ou la mort. Toutes ces actions du peuple ont été une action de la foule. L'ère nouvelle dans laquelle la Russie est entrée, a été conquise et est maintenue seulement grâce à la passion populaire.

Mais vous, parti des belles paroles sur la « liberté du peuple », vous avez peur de la passion populaire, vous avez peur de la foule. Et vous osez encore accuser la « foule » d'indifférence ! Vous, sceptiques par nature, sceptiques dans tout votre programme, sceptiques dans toute votre tactique bâtarde, vous taxer de « scepticisme » le manque de confiance du peuple dans vos belles phrases ! Votre horizon politique ne va pas au-delà de cette préoccupation : le peuple soutiendra-t-il la Douma ?

Nous retournons cette question : les cadets soutiennent-

ils le peuple à la Douma ? Ou bien se tiennent-ils derrière lui ? Ces sceptiques soutiendront-ils le peuple lorsqu'il « fera » ce qu'il *a déjà fait* au nom de la liberté ? Ou bien vont-ils lui jeter des bâtons dans les roues, vont-ils refroidir son énergie, l'accuser d'anarchisme et de blanquisme, de folie spontanée et de spontanéisme fou ?

Mais la masse paysanne et la classe ouvrière feront ce qu'elles ont à faire, elles écarteront avec mépris les craintes et les doutes pitoyables des intellectuels bourgeois veules et séniles. Elles ne soutiendront pas la Douma, elles soutiendront leurs revendications que la Douma cadette a formulées de façon si incomplète et si insuffisante.

Les cadets se prennent pour le nombril de l'univers. Ils rêvent de parlementarisme pacifique et ils ont pris leurs rêves pour la réalité. Ils luttent, voyez-vous, et il faut les soutenir. N'est-ce pas le contraire, messieurs ? N'est-ce pas vous qui citez constamment une phrase qui, dans les pays véritablement parlementaires, ne viendrait à la tête de personne : « on dispersera la Douma » ? Quiconque veut bien réfléchir sérieusement à sa signification, à la situation dans laquelle on en vient à l'employer, celui-là comprendra que ce qui nous attend c'est soit l'abomination de la désolation, embellie par des phrases mensongères, soit une nouvelle action de la foule, un nouvel acte de la grande passion populaire.

Sur ce point nous ne devons attendre aucune aide de la part des cadets. La minorité de la Douma, c'est-à-dire le « Groupe du Travail » et le « Groupe ouvrier », nous l'espérons, ne poseront pas la question comme les cadets. Ils ne demanderont pas au peuple de les soutenir, ne se proclameront pas une force dans un parlement factice, mais ils emploieront tous leurs efforts, tout leur travail pour soutenir dans la mesure du possible cette grande action désormais imminente.

*La « Volna » n° 12, 9 mai 1906*

*Conforme au texte du journal*

# LU DANS LA PRESSE [175]

Dans son article « Louanges libérales » publié dans le numéro 6 de la *Nevskaïa Gazéta*, le camarade L. M. veut démontrer que la bourgeoisie félicite les social-démocrates de droite d'être des social-démocrates authentiques, reprochent aux social-démocrates de gauche d'être des anarchistes. La bourgeoisie, soi-disant, aurait particulièrement peur de l'anarchisme qui est une méthode brutale de lutte, des bombes, etc.

Soutenir ce point de vue, c'est tout simplement se moquer de la vérité.

Comment le camarade L. M. peut-il ignorer que la bourgeoisie louait les partisans de Bernstein en Allemagne et les partisans de Millerand [176] en France parce qu'ils étaient opportunistes, qu'ils émoussaient les contradictions quand la lutte était aiguë ? L. M. a-t-il « acquis de l'esprit » au point d'être enclin à considérer les partisans de Bernstein et de Millerand comme d'authentiques social-démocrates ?

Que le camarade L. M. réfléchisse ne serait-ce qu'à l'attitude récente de la bourgeoisie libérale russe devant la terreur perpétrée par les populistes et les socialistes-révolutionnaires et à son attitude actuelle à l'égard des formes de lutte de décembre. La bourgeoisie libérale a davantage loué les socialistes-révolutionnaires que les social-démocrates lorsque la terreur était dirigée contre l'autocratie qu'elle déteste. N'est-ce pas, camarade L. M. ? Et qu'en pensez-vous, camarade L. M. : la bourgeoisie libérale louerait-elle les social-démocrates de droite s'ils quittaient leur

position *actuelle* pour adopter le point de vue du pur parlementarisme ? Et diriez-vous alors, camarade L. M., que la bourgeoisie libérale ne comprend simplement pas que le pur parlementarisme des social-démocrates de droite, dans *le moment présent*, est beaucoup plus nuisible pour elle et beaucoup plus utile pour le prolétariat que la position actuelle des social-démocrates de droite ?

*La « Volna » n° 12, 9 mai 1906*

*Conforme au texte du journal*

# À PROPOS DE LA RÉSOLUTION BOLCHEVIQUE SUR LA DOUMA D'ÉTAT [177]

En publiant ce projet de résolution, nous demandons aux impartiaux de juger : ce projet donne-t-il le moindre prétexte à jouer sur les mots d'« anarchisme », de « blanquisme » et autres ? De plus, quelle est la résolution qui a été justifiée par la vie : celle qui a été adoptée par le Congrès ou celle-ci ? N'est-il pas clair maintenant que la Douma ne peut être utilisée qu'indirectement ? Ne voit-on pas clairement maintenant laquelle de ces deux résolutions va directement dans le sens d'une démocratie véritablement révolutionnaire et tient plus justement compte du « cadettisme », tel qu'il s'est, en pratique, manifesté à la Douma ?

*La « Volna » n° 12, 9 mai 1906*

*Conforme au texte du journal*

# LE GROUPE OUVRIER DE LA DOUMA D'ÉTAT

Il existe à la Douma d'Etat un Groupe ouvrier de quinze membres. Comment ces députés sont-ils entrés à la Douma ? Leurs candidatures n'ont pas été présentées par les organisations ouvrières. Le Parti ne les a pas mandatés pour représenter ses intérêts à la Douma. Aucune organisation locale du P.O.S.D.R. n'a pris de décision (bien qu'elle ait pu le faire) concernant l'entrée de ses membres à la Douma d'Etat.

Les députés ouvriers sont entrés à la Douma par des voies extra-parti. Presque tous, ou même tous, y sont entrés grâce à des accords directs ou indirects, tacites ou explicites, avec les cadets. Beaucoup sont entrés à la Douma d'une façon telle qu'il est impossible de savoir si c'est en qualité de cadets ou en qualité de social-démocrates qu'ils ont été élus. C'est un fait, et un fait revêtant une importance politique considérable. Le passer sous silence, comme le font aujourd'hui de nombreux social-démocrates, est à la fois impardonnable et inutile. Impardonnable parce que cela équivaut à jouer à l'aveuglette avec les électeurs en général et le parti ouvrier en particulier. Inutile, parce que dans le cours même des événements, ce fait finit fatalement par se révéler.

Le Congrès d'Unification du P.O.S.D.R., qui a reconnu souhaitable la formation d'un groupe parlementaire social-démocrate, a commis une erreur en négligeant ce fait. La

résolution des social-démocrates de gauche que nous avons publiée hier *, permet de voir que ce fait a été signalé au Congrès. Mais il faut dire en toute justice que, sur les instances de l'aile gauche, le Congrès a adopté une très importante instruction au Comité central du Parti. La non-publication de cette résolution constitue une grosse lacune dans la publication du Comité central d'après laquelle nous avons reproduit les résolutions du Congrès. La résolution sur le groupe parlementaire charge le Comité central de faire connaître à *toutes* les organisations du Parti 1) qui précisément, 2) quand précisément, et 3) dans quelles conditions précisément a été reconnu par le Comité central comme représentant du Parti à la Douma d'Etat ; ensuite, elle charge le Comité central de fournir au Parti des comptes rendus périodiques sur l'activité du groupe parlementaire, et enfin, elle impose aux organisations ouvrières qui ont pour membres des députés social-démocrates à la Douma d'Etat, l'obligation d'exercer un contrôle spécial sur ces députés.

Après avoir signalé cette résolution extrêmement importante, poursuivons maintenant l'examen de la question du groupe ouvrier à la Douma d'Etat. En entrant à la Douma, Mikhaïlitchenko, chef de ce groupe, s'est proclamé social-démocrate. En sa personne, le groupe ouvrier a exprimé clairement sa volonté de se distinguer des cadets et de se constituer en un véritable groupe social-démocrate.

Une telle volonté mérite une sympathie totale. Au Congrès nous étions contre la formation d'un groupe parlementaire officiel. Nos motifs sont exposés de façon exacte et détaillée dans notre résolution publiée hier. Mais il va de soi que notre point de vue négatif sur l'opportunité de former un groupe parlementaire officiel ne nous empêche en rien de soutenir *n'importe quel* désir de *n'importe quel* représentant ouvrier de s'éloigner des cadets pour se rapprocher des social-démocrates.

Mais d'un désir à son exécution, il y a encore une certaine marge. Il ne suffit pas de se proclamer social-démocrate. Il faut aussi mener une politique ouvrière effectivement social-démocrate. Bien entendu, nous comprenons parfai-

* Voir le présent tome, pp. 303-304. (*N.R.*)

tement la position difficile dans laquelle se trouvent ces parlementaires novices. Nous savons parfaitement que nous devons nous montrer indulgents pour les erreurs de ceux d'entre eux qui commencent seulement à passer des cadets aux social-démocrates. Mais s'ils doivent accomplir ce transfert jusqu'au bout, ils ne peuvent le faire que par une critique nette et franche de leurs erreurs. Fermer les yeux sur ces erreurs serait une faute impardonnable vis-à-vis du Parti social-démocrate comme de l'ensemble du prolétariat.

Il est maintenant nécessaire de mentionner une erreur commise par le Groupe ouvrier à la Douma. Quelques jours après le vote de la réponse au discours du Trône, les membres du Groupe ouvrier ont déclaré aux journaux qu' « ils s'étaient abstenus de participer au vote, et qu'ils ne voulaient pas seulement faire de leur refus une démonstration (?) afin de ne pas se mêler au groupe du comte Heiden » [178]. Les cadets sont le parti des hésitations entre la révolution et la réaction. Les Heiden à droite et les social-démocrates à gauche doivent toujours manifester et manifesteront toujours leur opposition contre ce parti. Le refus de manifester cette opposition a été une erreur de la part du Groupe ouvrier. Il devait dire carrément et à haute voix à l'ensemble du peuple par-dessus la tête des cadets : « Vous adoptez un ton faux, messieurs les cadets. Votre adresse est pénétrée d'esprit d'arrangement. Laissez tomber la diplomatie. Déclarez hautement que les paysans veulent toute la terre, que les paysans doivent recevoir toute la terre sans indemnités de rachat. Déclarez que le peuple exige la liberté complète, que le peuple s'emparera de la totalité du pouvoir afin de se garantir la liberté dans les faits, et pas seulement sur le papier. Ne croyez pas aux « constitutions » écrites, croyez seulement à la force du peuple en lutte ! Nous votons contre votre adresse. »

Si le Groupe ouvrier avait parlé de la sorte, il aurait accompli un acte en faveur d'une politique ouvrière réellement social-démocrate. Il aurait exprimé ainsi non seulement les intérêts des ouvriers, mais aussi les intérêts de tout le peuple révolutionnaire en lutte pour la liberté. Et il aurait dit alors à propos du refus d'audience : « Voyez, Messieurs les cadets, quelle bonne leçon vous avez reçue ! Vous

avez subi un châtiment bien mérité pour avoir employé un ton faux dans votre adresse. Et si vous continuez sur ce ton, il arrivera un jour, et ce jour n'est pas loin, où le peuple vous rappellera « l'amère raillerie que le fils frustré jette à la figure de son père prolixe »[179].

Répétons-le une fois encore pour éviter toute fausse interprétation de nos paroles : si nous critiquons la conduite du Groupe ouvrier, ce n'est pas pour couvrir ses membres de reproches, mais pour aider la paysannerie et le prolétariat russes à progresser sur le plan politique.

De ce même point de vue nous devons indiquer une grave erreur de la *Nevskaïa Gazéta* : « Nous ne pouvons considérer l'incident de l'adresse, écrit ce journal, comme un prétexte pour mettre fin à l'activité de la Douma »... « Nous ne voyons actuellement pas de raisons pour poser la question carrément » (n° 6). Cela sonne faux. Il est indigne des social-démocrates d'affecter de pouvoir cautionner la Douma. Si les social-démocrates étaient en majorité à la Douma, celle-ci ne serait plus ce qu'elle est, ou bien les social-démocrates ne seraient plus ce qu'ils sont. Que les cadets répondent pleinement pour la Douma. Que le peuple apprenne sur leur dos, et non sur le nôtre, à s'affranchir des illusions constitutionnelles.

Vous le dites vous-mêmes, camarades : « le prolétariat n'admettra pas qu'on laisse à M. Milioukov et consorts la liberté de conclure des compromis avec le vieux régime ». Excellentes paroles. Mais quelle est la nature des arrangements cadets ? Ce n'est pas une trahison individuelle, évidemment. Un point de vue aussi grossier est tout à fait étranger au marxisme. Leur nature réside uniquement en ceci : les cadets ne quittent ni ne veulent quitter le terrain du maintien du pouvoir de l'ancien régime, le terrain des ordres émanant de ce dernier. Les cadets, en demeurant tels, ont parfaitement raison lorsqu'ils disent : quitter ce terrain, c'est poser la question carrément, c'est fournir un prétexte pour mettre fin à l'activité de la Douma.

Il est indigne des social-démocrates de se livrer à des raisonnements tels que le peuple puisse y voir une justification des cadets. Nous ne devons pas justifier leurs discours hypocrites, comme si tout était dans la « politesse » de la Douma et l'« impolitesse » de Trépov (le Strouvé de la

*Douma*). Nous devons dénoncer cette hypocrisie et établir le rapport entre la « première leçon » infligée aux cadets et l'ambiguïté foncière de toute leur position, de toute leur adresse. Nous ne devons pas juger la situation révolutionnaire du pays en fonction de ce qui se passe à la Douma. Au contraire, c'est en partant de la situation révolutionnaire du pays que nous devons juger les problèmes et les incidents à l'intérieur de la Douma.

*La « Volna » n° 13, 10 mai 1906*

*Conforme au texte du journal*

# À PROPOS DE LA QUESTION D'ORGANISATION [180]

A la commission du Congrès chargée de rédiger les statuts du Parti, les bolcheviks ont déclaré carrément que toute tentative pour restreindre l'autonomie des organisations locales et les droits de l'opposition, par rapport aux normes du IIIe Congrès fractionnel, équivaudrait inévitablement à une scission. C'est pourquoi les bolcheviks ont insisté, par exemple, pour que le droit de convoquer un nouveau congrès ne soit pas restreint, etc. Les bolcheviks ont proposé d'inclure dans les statuts une clause selon laquelle les membres du Parti qui changent de résidence auraient le droit d'entrer dans les organisations locales. Le Congrès l'a rejetée, *mais il a adopté une résolution déclarant qu'il ne la rejetait que comme superflue et allant de soi.*

Par conséquent, les mencheviks ont promis d'être loyaux et de ne pas avoir recours aux « limogeages » mesquins. Il faut que le Parti surveille avec vigilance l'accomplissement de cette promesse : seul le contrôle du Parti peut garantir que toute possibilité de scission sera écartée.

*La « Volna » n° 13, 10 mai 1906*

*Conforme au texte du journal*

# DISCOURS PRONONCÉ À UN MEETING POPULAIRE CHEZ LA COMTESSE PANINA LE 9 (22) MAI 1906 [181]

## I. BREF COMPTE RENDU DE LA « NEVSKAÏA GAZÊTA »

Le camarade Karpov suppose qu'en réalité la Douma ne sera pas dispersée, parce que les cadets feront tout ce qui est possible pour empêcher cela. C'est ce qui ressort de leur activité à la Douma. Les cadets s'efforcent de combiner le vieux pouvoir avec la liberté populaire. Ensuite, l'orateur passe à la tactique du P.O.S.D.R. A son avis, le Congrès a adopté à l'égard de la Douma une résolution qui était « loin d'être complète et loin d'être juste. Nous devrons appliquer les décisions du Parti ouvrier social-démocrate de Russie unifié, mais nous compléterons ces décisions dans notre action ».

Selon l'opinion de l'orateur, le boycottage n'était pas une erreur. Le prolétariat a fait connaître sa volonté de balayer cette Douma. Cela n'a pas réussi, et alors ? qu'en résulte-t-il ? Bien entendu, le peuple ne tirera que des avantages de la Douma. Les actions conséquentes des députés ouvriers et paysans seront d'une grande utilité. Mais la pression sur la Douma est stérile. Avec un gouvernement qui se dresse contre le peuple, nous devons nous rappeler que seules les parties en lutte peuvent résoudre le conflit.

Aux paysans nous dirons : instruisez-vous, camarades paysans, afin que, lorsque le moment sera venu, vous soyez prêts vous aussi à soutenir le mouvement révolutionnaire.

*La « Nevskaïa Gazéta » n° 8, 11 (24) mai 1906*

*Conforme au texte du journal*

## II. BREF COMPTE RENDU DE LA « VOLNA »

Le camarade Karpov a pris la parole pour porter la contradiction aux orateurs précédents. Au citoyen Miakotine il a expliqué que l'arrangement était le résultat effectif de pourparlers, et que les pourparlers étaient la préparation à un arrangement, et que par suite, à l'égard du parti cadet, le citoyen Miakotine avait tout à fait tort. Admettant pleinement que les décisions du Congrès d'Unification étaient obligatoires pour tout le Parti, l'orateur a signalé que certaines de ses décisions étaient erronées, et que ces erreurs étaient à la source du ton injuste employé par le camarade Barténiev à l'égard du parti cadet. Dénoncer le parti cadet, a dit l'orateur, ne revient pas à le couvrir d'injures, puisque c'est un moyen nécessaire, et le moyen le plus rationnel, pour détacher les larges masses populaires de la bourgeoisie libérale, bourgeoisie hybride, timorée, qui vise à s'entendre avec le vieux pouvoir, et les amener vers la bourgeoisie démocratique révolutionnaire qui se prépare à une lutte décisive pour conquérir le pouvoir. Discréditer un parti tel que le parti cadet, c'est donner de puissantes impulsions au développement politique des masses populaires. Le moment précis où le conflit éclatera ne dépend pas, bien entendu, de notre volonté. Il dépend de la conduite du gouvernement, du degré de conscience politique et de la combativité des masses. Notre tâche est de mobiliser tous nos efforts pour arriver à ce que le prolétariat organisé joue, tant dans le nouvel essor révolutionnaire que dans la lutte décisive qui se rapproche inexorablement, le rôle de guide d'une armée révolutionnaire marchant vers la victoire.

*La « Volna » n° 14, 11 mai 1906*

*Conforme au texte du journal*

# RÉSOLUTION ADOPTÉE AU MEETING POPULAIRE CHEZ LA COMTESSE PANINA LE 9 (22) MAI 1906

L'assemblée signale à l'attention de tous les citoyens le fait qu'en organisant des pogromes et en renforçant constamment l'arbitraire policier et militaire, le gouvernement autocratique bafoue ouvertement la représentation populaire et se prépare à répondre par la violence à la revendication générale de liberté et aux revendications des paysans sur la terre.

L'assemblée déclare que le parti de la «liberté du peuple » (les cadets) n'exprime que timidement et incomplètement les revendications populaires, et ne remplit pas sa promesse de convoquer une Assemblée nationale constituante. Nous mettons le peuple en garde contre ce parti qui hésite entre la liberté populaire et le vieux pouvoir autocratique qui opprime le peuple.

L'assemblée appelle le Groupe paysan (« Groupe du Travail ») et le Groupe ouvrier de la Douma d'Etat à intervenir résolument, indépendamment des cadets, chacun avec ses propres revendications, et à faire connaître entièrement les revendications du peuple.

L'assemblée signale à l'attention de tous ceux qui ont à cœur la cause de la liberté que la conduite du gouvernement autocratique et la complète insatisfaction des besoins des

paysans et de tout le peuple rendent inévitable une lutte résolue en dehors de la Douma, une lutte pour le pouvoir absolu du peuple, seul capable de garantir la liberté et d'assurer les besoins de la population.

L'assemblée exprime sa conviction que, comme par le passé, le prolétariat sera à la tête de tous les éléments révolutionnaires du peuple.

*La « Volna » n° 14, 11 mai 1906*

*Conforme au texte du journal*

# LE GROUPE PAYSAN OU GROUPE DU TRAVAIL ET LE P.O.S.D.R.

Hier nous avons examiné l'attitude des social-démocrates à l'égard du Groupe ouvrier à la Douma *. Voyons maintenant la question du Groupe du Travail.

On sait que l'on désigne sous ce nom certains députés paysans à la Douma, dont le nombre atteint de 130 à 140 membres, qui ont commencé à se démarquer des cadets et à se constituer en parti indépendant. Cette séparation est loin d'être achevée, mais déjà elle s'est nettement tracée. Gorémykine l'a exprimé d'excellente façon dans une expression à succès ; le tiers des membres de la Douma (c'est-à-dire justement le Groupe ouvrier et le Groupe du Travail ensemble à quelque chose près) cherchent la potence.

Cette expression à succès a défini clairement la différence entre la démocratie bourgeoise révolutionnaire et non révolutionnaire (cadets). En quoi le Groupe paysan est-il révolutionnaire ? Moins dans ses revendications politiques, qui sont encore loin d'avoir fait l'objet d'un accord définitif, que dans ses revendications sur la terre. Les paysans réclament la terre, et en l'occurrence toute la terre. Les paysans réclament la terre à des conditions propres à améliorer effectivement leur situation matérielle, c'est-à-dire sans aucun rachat ou avec une indemnité de rachat la plus modeste possible. En d'autres termes, ce que les paysans réclament au fond ce n'est pas une réforme agraire mais

* Voir le présent tome, pp. 422-426. (*N.R.*)

une révolution agraire. Ils réclament un bouleversement qui ne touche en rien le pouvoir de l'argent, le fondement de la société bourgeoise, mais qui sapera de la façon la plus décisive les bases *économiques* du vieux régime du servage, de toute la Russie féodale des propriétaires fonciers et des fonctionnaires. Voilà pourquoi le prolétariat socialiste, de toute son âme, de toute son énergie, aidera les paysans à réaliser leurs revendications dans toute leur plénitude. Sans une complète victoire des paysans sur tous leurs oppresseurs hérités du vieux régime, une victoire complète de la révolution démocratique bourgeoise est impossible. Or, cette victoire est nécessaire à tout le peuple, nécessaire au prolétariat dans l'intérêt de sa grande lutte pour le socialisme.

Mais en soutenant la paysannerie révolutionnaire, le prolétariat ne doit pas oublier un seul instant son indépendance de classe, ses tâches de classe particulières. Le mouvement de la paysannerie est le mouvement d'une autre classe ; ce n'est pas une lutte prolétarienne, c'est une lutte de petits exploitants ; ce n'est pas une lutte contre les fondements du capitalisme, mais une lutte pour les débarrasser de tous les vestiges du servage. Les masses paysannes sont passionnées par leur grande lutte ; elles ont inévitablement l'impression que s'emparer de toute la terre, c'est résoudre définitivement la question agraire. Leur rêve est que la terre soit également répartie, qu'elle soit remise à tous les travailleurs, mais ils oublient le pouvoir du capital, la force de l'argent, l'économie marchande qui, même avec la plus « juste » répartition de la terre, engendrera de nouveau fatalement l'inégalité et l'exploitation. Passionnés par la lutte contre le servage, ils ne voient pas la lutte future, plus grande et plus difficile encore à mener contre toute la société capitaliste pour la réalisation complète du socialisme. La classe ouvrière sera toujours acquise à cette lutte et s'organisera à cet effet en un parti politique indépendant. Et les cruelles leçons du capitalisme instruiront nécessairement de plus en plus vite les petits exploitants agricoles, les obligeant à se convaincre de la justesse des points de vue de la social-démocratie et à se joindre au parti social-démocrate prolétarien.

Le prolétariat a souvent l'occasion, maintenant, d'entendre la bourgeoisie dire : il faut marcher avec la démocra-

tie bourgeoise. Sans elle, le prolétariat n'est pas à même d'accomplir la révolution. C'est exact. Mais la question est de savoir avec quelle démocratie le prolétariat peut et doit marcher *actuellement*, si c'est avec la démocratie cadette ou avec la démocratie paysanne, la démocratie révolutionnaire. A cette question, il ne peut y avoir qu'une réponse : pas avec la démocratie cadette, mais avec la démocratie révolutionnaire, pas avec les libéraux, mais avec la masse paysanne.

En nous rappelant cette réponse, nous ne devons pas perdre de vue que plus vite les paysans s'instruisent, plus ouvertement ils interviennent sur le plan politique, et plus on observe une attraction de tous les éléments révolutionnaires de la démocratie bourgeoise vers la paysannerie, et bien entendu, en même temps vers la petite bourgeoisie des villes. Les petites différences deviennent sans importance. Une question radicale surgit au premier plan : tels partis, groupes ou organisations marcheront-ils jusqu'au bout avec la paysannerie révolutionnaire ? On voit se dessiner de plus en plus nettement une fusion *politique* des socialistes-révolutionnaires, de certains socialistes indépendants, des radicaux les plus à gauche et d'une série d'organisations paysannes en une *démocratie révolutionnaire* unique.

C'est pourquoi les social-démocrates de l'aile droite ont commis une profonde erreur en s'écriant au Congrès (Martynov et Plékhanov) : « Les cadets sont plus importants en tant que parti que les socialistes-révolutionnaires. » Les socialistes-révolutionnaires par eux-mêmes ne valent rien. Mais en tant qu'expression des tendances spontanées de la paysannerie, ils constituent une partie de cette large, de cette puissante démocratie révolutionnaire sans laquelle le prolétariat ne peut même pas songer à la victoire complète de notre révolution. Le rapprochement, à la Douma, entre le Groupe paysan ou Groupe du Travail et les socialistes-révolutionnaires n'est pas le fait du hasard. Bien entendu, une partie des paysans saura comprendre le point de vue conséquent du prolétariat social-démocrate, mais l'autre, c'est incontestable, verra dans la jouissance « égalitaire » du sol la solution de la question agraire.

Le Groupe du Travail jouera probablement un grand rôle, aussi bien à la Douma que, et c'est encore plus impor-

tant, en dehors de la Douma. Les ouvriers conscients doivent s'efforcer de développer la propagande parmi les paysans, de séparer le Groupe du Travail des cadets, d'encourager ce groupe à présenter des revendications politiques complètes et achevées. Que s'organise donc un Groupe du Travail indépendant et uni, que ses liaisons s'étendent à l'extérieur de la Douma, qu'il comprenne enfin que la grande question agraire ne sera pas résolue à la Douma. Elle le sera par la lutte populaire contre le vieux pouvoir, et non par un vote à la Douma.

Il n'y a pas actuellement de cause plus importante pour le succès de la révolution que cette cohésion, cette éducation, cette préparation politique de la démocratie bourgeoise révolutionnaire. En dénonçant impitoyablement l'instabilité des cadets, le prolétariat socialiste soutiendra par tous les moyens cette grande cause. Ce faisant, il ne versera dans aucune illusion petite-bourgeoise. Il restera sur le terrain d'une lutte pour le socialisme, une lutte de classe, une lutte prolétarienne dans le sens le plus strict du terme.

Vive la victoire complète des paysans sur tous leurs oppresseurs ! dira le prolétariat. C'est dans cette victoire que réside le gage le plus sûr des succès de notre lutte prolétarienne pour le socialisme.

*La « Volna » n° 14, 11 mai 1906*

*Conforme au texte du journal*

# LA QUESTION DE LA TERRE À LA DOUMA

La première occupation des cadets à la Douma a été de composer l'adresse en réponse au discours du Trône. Ils ont rédigé une timide prière et non une revendication. Leur deuxième « occupation » a été de passer en silence aux affaires courantes lorsqu'on a refusé d'accepter cette adresse que transmettaient leurs délégués. C'était faire preuve d'encore plus de timidité. Leur troisième occupation est maintenant d'étudier la question de la terre mise à l'ordre du jour des travaux de la Douma.

Tous les ouvriers doivent suivre cette question avec une attention particulière. La question de la terre est celle qui inquiète le plus la masse paysanne. Or, les paysans sont devenus maintenant les alliés principaux, et presque les seuls alliés des ouvriers dans la révolution. Et c'est particulièrement dans la question de la terre que l'on verra si le parti des cadets, qui s'intitule lui-même parti de la liberté du peuple, est effectivement au service de cette liberté.

Que veut le peuple, c'est-à-dire avant tout la paysannerie ? La paysannerie veut la terre. Cela, tout le monde le sait. Les paysans veulent que toutes les terres de l'Etat appartiennent aux paysans. Les paysans veulent s'affranchir du joug des grands propriétaires fonciers et des fonctionnaires. Ils veulent reprendre la terre aux grands propriétaires fonciers, pour que ceux-ci n'obligent pas le moujik à payer le fermage par son travail, c'est-à-dire, en fait, à se soumettre comme par le passé à la corvée ; ils veulent reprendre le pouvoir aux fonctionnaires afin que ceux-ci ne puissent pas mener le peuple à la baguette. Voilà ce que

veulent les paysans. Et les ouvriers doivent aider les paysans, aussi bien dans la lutte pour la terre que pour poser la question de la terre de façon directe, claire et tout à fait précise.

Il est très facile d'embrouiller et d'obscurcir cette question. Il est facile de procéder de manière suivante : déclarer qu'évidemment les paysans doivent se voir attribuer les terres, mais en même temps subordonner cette attribution à des conditions supprimant tous les avantages qu'ils pourraient en tirer. Si ce sont une fois de plus les fonctionnaires qui effectuent le partage de la terre, si ce sont les propriétaires fonciers libéraux qui, une fois de plus, jouent le rôle d'« arbitres de paix », si c'est le vieux pouvoir autocratique qui détermine les « limites modestes » de l'indemnité de rachat, alors, au lieu d'avantages, les paysans n'en tireront qu'une nouvelle frustration, et comme en 1861, ils n'obtiendront encore une fois qu'une corde à leur cou. C'est pourquoi les ouvriers conscients doivent expliquer aux paysans avec une extrême énergie que, dans la question de la terre, ils doivent être particulièrement prudents et méfiants. La question du rachat de la terre et celle des autorités chargées d'effectuer l'« attribution de la terre » acquièrent dans la situation actuelle une importance énorme. Sur la question du rachat on peut déterminer tout de suite et sans risque d'erreurs qui est pour les paysans et qui est pour les propriétaires fonciers et aussi qui essaye de passer d'un camp à l'autre. Le paysan russe sait — ô combien ! — ce qu'est ce rachat. Là-dessus, les intérêts des paysans et ceux des grands propriétaires fonciers se démarquent de façon parfaite. Et c'est pourquoi le Congrès d'Unification du P.O.S.D.R. a agi très justement en remplaçant le mot « aliénation » dans le projet initial de programme agraire par le mot « confiscation » (c'est-à-dire aliénation sans rachat).

Dans la question des autorités chargées d'effectuer l'attribution, les intérêts des paysans et des fonctionnaires divergent aussi nettement que ceux des paysans et des propriétaires fonciers dans la question du rachat. C'est pourquoi les ouvriers socialistes doivent expliquer aux paysans, avec une insistance particulière, à quel point il importe que ce ne soit pas le vieux pouvoir qui prenne en main la question

agraire. Que les paysans sachent qu'il ne peut y avoir d'avantages à tirer d'une réforme agraire si celle-ci est réalisée par le vieux pouvoir. Et heureusement, sur le fond de cette question, le Congrès d'Unification du P.O.S.D.R. est parvenu à une unité de vue, puisque la résolution a nettement reconnu la nécessité de soutenir les actions révolutionnaires de la paysannerie. Il est vrai que le congrès a commis, à notre avis, une erreur ayant omis d'indiquer nettement que la réforme agraire doit être confiée uniquement à un pouvoir d'Etat *pleinement* démocratique et uniquement à des hommes politiques élus par le peuple, responsables devant lui et révocables par lui. Nous avons toutefois l'intention d'exprimer plus en détail une autre fois notre opinion à ce sujet.

Deux programmes agraires fondamentaux vont être présentés à la Douma. Les cadets qui ont la suprématie, voudraient ménager la chèvre et le chou, c'est-à-dire qu'ils sont pour une aliénation forcée de la majeure partie des terres des grands propriétaires fonciers, mais premièrement, ils proposent un rachat et, deuxièmement, ils sont pour que la question des voies et moyens de réalisation de la réforme agraire soit résolue selon les idées des fonctionnaires et des libéraux et non selon celles des paysans révolutionnaires. Dans leur programme agraire, les cadets comme toujours ondulent tels des couleuvres entre les propriétaires fonciers et les paysans, entre le vieux pouvoir et la liberté du peuple.

Le Groupe paysan ou Groupe du Travail n'a pas encore pleinement défini son programme agraire. Toute la terre doit appartenir au peuple travailleur, mais la question du rachat est, pour l'instant, passée sous silence, ainsi que celle du vieux pouvoir. Nous parlerons plus d'une fois de ce programme lorsque nous aurons obtenu des éclaircissements à son sujet.

Quant au gouvernement bureaucratique, bien entendu, il ne veut rien entendre même de la réforme agraire cadette. Ce gouvernement, à la tête duquel se trouvent les plus riches des propriétaires fonciers fonctionnaires dont chacun possède bien souvent des dizaines de milliers de déciatines de terre, « préférerait adopter la religion mahométane » (selon l'expression d'un écrivain spirituel) plutôt qu'admettre une aliénation forcée des terres des grands proprié-

taires fonciers. Autrement dit, la « *solution* » donnée à la question agraire par la Douma ne sera pas une véritable solution, mais simplement une proclamation, simplement un exposé des revendications. Et une fois de plus, les cadets formuleront de timides requêtes au lieu de revendications fières et courageuses, franches et ouvertes exprimées par les représentants du peuple. Nous souhaitons que cette fois au moins le Groupe du Travail agisse en toute indépendance par rapport aux cadets.

Les ouvriers socialistes, eux, doivent faire face maintenant à une tâche particulièrement importante. Par tous les moyens et de toutes nos forces, nous devons élargir l'organisation en général et les liaisons avec la paysannerie en particulier. Il faut expliquer aux paysans de façon aussi exhaustive, aussi claire, aussi détaillée et aussi circonstanciée que possible toute l'importance que présentent la question du rachat et celle de savoir si l'on peut abandonner la réforme agraire aux mains du vieux pouvoir. Il faut faire tous les efforts afin que l'alliance du prolétariat socialiste et de la paysannerie révolutionnaire se consolide et se développe, jusqu'au moment, inévitable et peu éloigné, où la crise politique actuelle trouvera son dénouement. Cette alliance, et elle seule, pourra garantir la solution heureuse de la question concernant la remise de « toute la terre » aux paysans, de la liberté complète et du pouvoir tout entier entre les mains du peuple.

*La « Volna » n° 16,*
*12 mai 1906*

*Conforme au texte du journal*

# RÉSOLUTION ET RÉVOLUTION

Hier l'éditorial de *Nacha Jizn*, aujourd'hui ceux de la *Retch*, de la *Douma*, de *Nacha Jizn*, de la *Strana*, du *Slovo*, bref toute la presse bourgeoise sans exception tombe à bras raccourcis sur la social-démocratie de gauche. Que s'est-il donc passé ? Qu'est donc devenue la superbe des « vainqueurs », des cadets, qui leur permettait récemment encore de tourner dédaigneusement le dos aux partisans du boycottage ? Adieu, les beaux jours de l'hégémonie cadette, où ces messieurs pleins de compassion pour les erreurs du prolétariat lui enseignaient une authentique sagesse gouvernementale. Que s'est-il donc passé ?

La renaissance de l'esprit révolutionnaire, répond M. Strouvé dans l'éditorial de la *Douma* du 11 mai. Il a raison. Les espoirs mis dans la Douma diminuent à chaque instant. L'idée de la façon dont s'obtient la liberté du peuple, devient plus claire à mesure que se découvre la véritable physionomie d'un parti qui, jouant sur son nom, a su tirer parti d'une certaine lassitude du peuple et de la politique de Witte-Dournovo, laquelle a interdit l'arène électorale aux véritables représentants des véritables intérêts du peuple. Certaines activités ouvertement contre-révolutionnaires soulignent de façon frappante que des formes de lutte nouvelles sont inévitables. Oui, durant les élections, la bourgeoisie pensait que la révolution était terminée, que le temps était venu pour elle de détourner à son profit les fruits de la lutte des ouvriers et des paysans. Mais elle s'est trompée. Elle a pris une accalmie temporaire pour un épuisement définitif, pour un arrêt de la révolution. Elle venait à peine de s'installer solidement dans les fauteuils de la Douma, elle venait à peine d'entamer de bonnes et agréables conversa-

tions avec le vieux pouvoir pour trouver un arrangement à l'amiable sur le dos des ouvriers et des paysans. Et voilà qu'on s'aperçoit soudain que les ouvriers et les paysans sont prêts à intervenir dans ce jeu et à démolir cet arrangement.

La réunion populaire à la maison de Panina a particulièrement révolté messieurs les cadets. Les discours des social-démocrates ont violemment agité ce marécage pourri. Mais voyons, nous crient messieurs les cadets, par vos critiques contre notre parti vous aidez le gouvernement. Cet argument n'est pas nouveau. Chaque fois que les social-démocrates s'avancent pour expliquer au prolétariat et à l'ensemble du peuple la signification véritable des événements qui s'accomplissent, pour dissiper le brouillard que les politiciens bourgeois répandent sur les ouvriers, pour mettre en garde les ouvriers contre les bourgeois qui bradent la liberté populaire, pour montrer aux ouvriers leur véritable place dans la révolution, messieurs les libéraux crient que cela affaiblit la révolution. Chaque fois que les social-démocrates disent que les ouvriers n'ont rien à faire sous les drapeaux de la bourgeoisie, qu'ils ont leur propre drapeau, celui de la social-démocratie, les libéraux commencent à vociférer que c'est là rendre service au gouvernement. Ce n'est pas vrai. La force de la révolution est dans le développement de la conscience de classe du prolétariat, dans le développement de la conscience politique de la paysannerie. Lorsqu'un social-démocrate critique la politique cadette, il fait progresser cette conscience, il renforce la révolution. Lorsqu'un cadet endort le peuple avec sa propagande, il obscurcit cette conscience, il affaiblit la révolution. Dire aux cadets : nous n'avons pas confiance en vous parce que vous ne proclamez pas assez pleinement et résolument les revendications du peuple, parce que vous préférez, plutôt que de lutter contre le gouvernement, marchander avec lui, cela ne signifie pas oublier le gouvernement à cause des cadets.

Cela signifie montrer au peuple le chemin de la lutte véritable et de la victoire véritable. Lorsque les masses prolétariennes et paysannes se feront une idée nette de ce chemin, les cadets n'auront plus personne avec qui marchander, car le vieux pouvoir sera condamné à la démolition.

Vous poussez le prolétariat à des actions ouvertes ! crient les cadets. Un instant, Messieurs ! Ce n'est pas à

vous de parler d'actions, ce n'est pas à vous, qui avez bâti votre carrière politique sur le sang des ouvriers et des paysans, de prononcer des discours de jésuites sur les « victimes inutiles ».

Au même meeting furent prononcées des paroles très justes et qui exprimaient pleinement l'opinion commune des social-démocrates sur l'inutilité d'« aiguillonner » le prolétariat. Tout le monde a pu lire dans la *Volna* qu'il était inutile de forcer les événements *. Mais forcer les événements est une chose, et les conditions dans lesquelles doit se jouer le prochain acte de ce grand drame en sont une autre. Nous appelons justement le prolétariat et la paysannerie à se préparer à cet événement, qui d'ailleurs ne dépend pas de nous seuls, mais, entre autres, de la mesure dans laquelle messieurs les cadets trahiront la cause de la liberté. Eclairer les conditions de la lutte, indiquer les formes qu'elle peut revêtir, montrer au prolétariat sa place dans la bataille imminente, travailler à organiser ses forces et à éduquer sa conscience, telle est notre tâche. Et dans le moment présent, cela signifie, entre autres, dénoncer constamment les cadets, mettre en garde contre le parti cadet. C'est ce que nous faisons, et c'est ce que nous continuerons à faire. Et lorsque les cadets s'émeuvent et s'emportent, cela signifie que nous ne nous y prenons pas trop mal. Et lorsque les cadets crient de pitoyables paroles sur l'affaiblissement de la révolution, cela signifie qu'ils pressentent déjà clairement que la vraie révolution, la révolution des ouvriers et des paysans, est prête à submerger la Douma cadette. Les cadets craignent que la révolution ne dépasse les limites marquées par la bourgeoisie et qui lui sont avantageuses. La classe ouvrière et la paysannerie doivent se rappeler que leurs intérêts vont au-delà de ces limites et que leur tâche est de conduire la révolution jusqu'au bout.

C'est ce qu'a dit la résolution de la réunion populaire qui a obligé le cadet Protopopov à regretter l'absence de commissaires de police. Soyez plus prudent dans vos écrits, Messieurs les cadets !

*La « Volna » n° 16, 13 mai 1906.*
*Signé : -s*

*Conforme au texte du journal*

* Voir le présent tome, p. 410. (*N.R.*)

# NI TERRE NI LIBERTÉ

Le Président du Conseil des ministres a fait connaître à la Douma d'Etat sa « déclaration » en réponse à l'adresse de celle-ci.

Tout le monde attendait avec impatience cette déclaration qui devait exposer le programme du gouvernement.

Et en effet, le « programme » du gouvernement est exposé de la façon la plus claire possible. Nous citerons en entier les deux points essentiels de cette déclaration :

« En ce qui concerne la solution du problème agraire paysan au moyen de la reconversion appropriée, indiquée par la Douma d'Etat, des terres des apanages, de la Couronne, des monastères, de l'Eglise, et de l'aliénation forcée des terres appartenant à des propriétaires privés, y compris celles des paysans propriétaires qui les ont acquises par voie d'achat, le Conseil des ministres considère de son devoir de déclarer que la solution de ce problème sur les propositions de la Douma d'Etat est absolument inadmissible. Le pouvoir d'Etat ne peut pas reconnaître des droits de propriété sur la terre pour les uns, et en même temps retirer ce droit aux autres. Le pouvoir d'Etat ne peut pas dénier en général le droit de propriété privée sur la terre, sans dénier, en même temps le droit de propriété privée sur n'importe quel autre bien. Le principe de l'imprescriptibilité et de l'inviolabilité de la propriété est, dans le monde entier et à tous les degrés de l'évolution de la vie civique, la pierre angulaire du bien-être populaire et du développement de la société, le pilier central de la vie de l'Etat, sans lequel l'existence même de l'Etat est inconcevable. La mesure proposée n'est pas nécessitée non plus par le fond du problème. Avec les moyens très vastes, et qui sont loin d'être épuisés, dont l'Etat dispose, et avec une large application de tous les procédés légitimes dans ce domaine, le problème agraire peut incontestablement être résolu avec succès sans désagréger la base même de notre régime politique ni miner les forces vives de notre patrie.

Les autres propositions d'ordre législatif incluses dans l'adresse de la Douma d'Etat se ramènent à instituer la responsabilité, vis-à-vis des représentants du peuple, des ministres qui jouissent de la confiance de la majorité de la Douma, à supprimer le Conseil d'Etat et à abolir les limites imposées par les lois spéciales à l'activité législative de la Douma d'Etat. Le Conseil des ministres considère qu'il n'a pas le droit de prendre en considération ces propositions ; elles concernent, en effet, un changement radical dans les lois fondamentales de l'Etat qui, de par leur nature, n'ont pas à être réexaminées sur l'initiative de la Douma d'Etat. »

Ainsi, en ce qui concerne la *terre* : « absolument inadmissible ». En ce qui concerne la *liberté*, c'est-à-dire en ce qui concerne les droits réels de la représentation populaire : « cela n'a pas à être réexaminé sur l'initiative de la Douma d'Etat ».

En ce qui concerne la terre, les paysans doivent tout attendre de la seule bonne volonté des grands propriétaires fonciers, du seul consentement des grands propriétaires fonciers. L'aliénation forcée est absolument inadmissible. La moindre amélioration de la vie paysanne est absolument inadmissible.

En ce qui concerne la liberté, le peuple doit tout attendre des seuls fonctionnaires eux-mêmes. Sans leur accord, les représentants du peuple ne pourront jamais rien décider. Le Conseil des ministres ne se juge même pas autorisé à prendre en considération les vœux de la Douma d'Etat concernant l'élargissement des droits de la représentation populaire. Les représentants du peuple ne doivent même pas songer à avoir des droits. Leur rôle est de demander. Celui des fonctionnaires est d'examiner ces demandes, de la manière dont sont examinées les « demandes » de la Douma dans la déclaration que nous venons de citer.

Ni terre ni liberté.

---

Nous ne pouvons pas procéder à une analyse plus poussée de la déclaration.

Nous verrons si les députés à la Douma sauront au moins tirer une leçon de cette déclaration. Les cadets n'en tireront probablement rien. Le Groupe du Travail et le Groupe ouvrier doivent maintenant montrer s'ils ont su devenir tant soit peu autonomes, indépendants des cadets, s'ils ont compris la nécessité de renoncer aux demandes, s'ils savent maintenant employer un langage franc et clair avec le peuple.

*La « Volna » n° 17, 14 mai 1906*

*Conforme au texte du journal*

# LA VICTOIRE ELECTORALE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE À TIFLIS

Selon les informations télégraphiques, les social-démocrates ont remporté une victoire complète aux élections de Tiflis. Sur 81 grands-électeurs, il y a eu 72 social-démocrates et seulement 9 cadets [182]. A Koutaïs, 4 députés ont été élus, tous social-démocrates [183]. Le candidat présenté par Tiflis à la Douma est Noï Jordania, un social-démocrate extrêmement influent sur le plan local.

Nous saluons la victoire de nos camarades caucasiens. Après la décision du Congrès d'Unification de notre Parti, la participation aux élections est devenue obligatoire, à la condition que le Parti ouvrier ne constitue pas d'alliances, c'est-à-dire qu'il ne conclue aucun accord avec les autres partis [184]. Si les camarades caucasiens ont fait élire leurs candidats en toute indépendance, ce qu'il est permis de penser en ce qui concerne Tiflis, ils ont par conséquent évité l'erreur commise par les camarades d'Armavir [185]. Il y a eu alors un respect total des décisions du congrès, et ce sont des social-démocrates dûment mandatés par le Parti qui entreront à la Douma, et qui y entreront strictement par les voies du Parti ; et alors il sera bientôt question de la nomination par le Comité central de représentants officiels de notre Parti à la Douma.

Nos lecteurs savent que nous étions pour le boycottage de la Douma. Nous avons voté au congrès contre la formation d'un groupe parlementaire social-démocrate, pour des considérations qui ont été exposées avec précision dans la

résolution publiée par le numéro 12 de la *Volna* *. Ce n'étaient pas des considérations de principe, mais dictées par la prudence et les conditions pratiques du moment. Mais il va de soi que maintenant, si c'est réellement par les voies du Parti que sont entrés à la Douma des social-démocrates représentant réellement le Parti, nous tous, à titre de membres du même Parti, nous les aiderons dans la mesure de nos forces à remplir leur difficile tâche.

Nous ne nous laisserons pas particulièrement séduire par la valeur de la victoire remportée à Tiflis. C'est seulement dans les conditions d'un parlementarisme réel et tant soit peu « sérieux » que les succès parlementaires de la social-démocratie nous réjouissent et peuvent nous réjouir entièrement et sans réserve. En Russie, ce parlementarisme n'existe pas. En Russie, les conditions du moment imposent à la social-démocratie des tâches immenses, qui ne se posent à aucun des partis social-démocrates d'Europe occidentale. Nous sommes incomparablement plus éloignés de la révolution socialiste que les camarades d'Europe occidentale, mais nous nous trouvons à la veille d'une révolution paysanne démocratique bourgeoise, dans laquelle le prolétariat jouera le rôle de guide. Ces particularités de la situation actuelle rendent inévitable le fait que ce n'est pas à la Douma que sera résolue la crise politique qui aujourd'hui mûrit si vite.

Dans un moment tel que celui que traverse actuellement la Russie, la participation des social-démocrates aux élections ne signifie nullement que la masse gagne réellement en force dans le cours de la campagne électorale. Sans liberté de la presse, sans réunions populaires, sans une large propagande, l'élection des députés social-démocrates n'indique pas le plus souvent la cohésion accrue d'un parti prolétarien uni et intégralement social-démocrate, mais exprime seulement la protestation véhémente de la population. Dans de telles conditions, les larges couches de la petite bourgeoisie votent parfois pour n'importe quel candidat opposé au gouvernement. Apprécier le jugement porté sur toute la tactique du boycottage dans l'ensemble de la Rus-

* Voir le présent tome, pp. 303-304. (*N.R.*)

sie uniquement sur la base des élections de Tiflis serait faire preuve d'un peu trop de hâte et de pas assez de réflexion.

Somme toute, personne ne sait encore quel rôle jouera en définitive, en tout et pour tout, la Douma cadette. Que les cadets soient les maîtres de la Douma, c'est un fait. Mais que les cadets se conduisent à la Douma comme de mauvais démocrates, comme des partisans de la liberté populaire timides et inconséquents, hésitants et instables, tous les social-démocrates sont d'accord là-dessus. Maîtres de la Douma, les cadets répandent plus que jamais parmi le peuple les illusions constitutionnelles et obscurcissent ainsi la conscience politique des ouvriers et des paysans.

Attendons les données de l'expérience pour juger à quel point il sera possible, à l'intérieur de la Douma, de se dresser contre les tendances réactionnaires des cadets. Souhaitons à nos camarades caucasiens, membres de la Douma, de monter à cette tribune nouvelle pour faire pleinement entendre pour la première fois leur voix, sans changer un iota à l'amère vérité, en dénonçant impitoyablement la foi en les paroles, les promesses et les paperasses, en comblant les lacunes de notre presse, que l'on restreint et que l'on persécute comme par le passé pour son franc parler, en appelant le prolétariat et la paysannerie révolutionnaire à poser les questions de façon parfaitement claire et précise, à résoudre en dehors de la Douma le procès imminent et final qui a pour objectif la liberté.

*La « Volna » n° 17,*
*14 mai 1906*

*Conforme au texte du journal*

# LE GOUVERNEMENT, LA DOUMA ET LE PEUPLE

La Douma est en désaccord avec le gouvernement. Elle a voté une motion de censure et a réclamé la démission du gouvernement. Celui-ci a fait la sourde oreille à la déclaration de la Douma et s'est mis à la bafouer encore plus ouvertement, lui proposant de s'occuper du blanchissage du linge des gardiens de bureau dans la ville de Iouriev.

Quel est le fond de ce désaccord, de ce heurt entre la Douma et le gouvernement ? La large masse des paysans, le public petit-bourgeois en général, et enfin, une série de politiciens bourgeois (cadets) pensent ou s'efforcent de convaincre eux-mêmes et de convaincre les autres que ce heurt est dû au gouvernement qui comprend mal ses tâches et sa situation. Cette incompréhension sera dissipée, les gens s'habitueront à la nouveauté, c'est-à-dire au régime constitutionnel, à la nécessité de résoudre les questions politiques par le vote des citoyens et non par les ordonnances du vieux pouvoir, et alors tout rentrera dans le bon chemin. Selon ce point de vue, nous avons affaire à un « conflit constitutionnel », c'est-à-dire au heurt des différentes institutions d'un Etat constitutionnel qui reconnaît effectivement, à côté du vieux pouvoir, celui des représentants du peuple. Patience et tout s'arrangera, ainsi pense le petit bourgeois des villes et ainsi raisonne le politicien bourgeois. Le premier pense ainsi par candeur, par manque d'expérience politique. Le politicien bourgeois pense ainsi parce que cela répond à ses intérêts de classe.

Ainsi, le journal *Retch*, principal organe des cadets, écrit : « Nos ministres ont encore moins d'expérience dans la théorie et la pratique du constitutionnalisme que la majorité de nos députés. » Tout vient, voyez-vous, de l'inexpérience de nos ministres qui n'ont pas étudié la théorie de l'Etat sous la férule des professeurs Kovalevski et Milioukov. Toute la question est là. Bon, ils ne l'ont pas apprise dans les livres, mais ils l'apprendront dans les discours prononcés à la Douma. Patience et tout s'arrangera. Et la *Retch* cadette cite à l'appui la bourgeoisie allemande. En 1848, cette bourgeoisie a elle aussi été — pour s'exprimer avec modération — en désaccord avec le gouvernement. Elle aussi travaillait à obtenir, ou voulait obtenir, les pleins pouvoirs et une liberté complète pour le peuple. Après que le gouvernement allemand eut réprimé la lutte populaire, la bourgeoisie fut autorisée à avoir ses représentants au parlement. Les représentants en question parlaient, le vieux pouvoir agissait. Les représentants parlaient et expliquaient aux ministres leur « incompréhension », ils leur enseignaient le « constitutionnalisme » et ils le leur ont enseigné pendant près de quinze ans, de la fin des années 40 au début des années 60. Dans les années 60, Bismarck se querella ouvertement avec les « représentants du peuple » issus de la bourgeoisie, mais ce fut la dernière flambée d'une querelle de famille. La bourgeoisie s'enthousiasma pour les victoires de l'armée allemande et se consola lorsqu'elle obtint le suffrage universel, laissant le pouvoir tout entier aux mains du gouvernement des nobles et des fonctionnaires.

Cet exemple de la dernière dispute sérieuse qui a opposé Bismarck aux représentants du « peuple » plaît particulièrement à la *Retch* cadette. La bourgeoisie allemande (quinze ans après l'écrasement définitif de la révolution) céda à Bismarck. Mais dans notre pays la bourgeoisie russe obtiendra tout de suite des concessions de Gorémykine. Et les cadets de jubiler d'avance : dans notre pays Gorémykine sera obligé de céder beaucoup plus que Bismarck à l'époque.

Nous l'accordons volontiers, il y a loin de Gorémykine à Bismarck. Mais nous pensons qu'à l'heure actuelle il est particulièrement important pour la classe ouvrière de comprendre *la nature même* des compromis entre la bourgeoisie

et tous les Bismarck, tandis que la mesure des futures concessions est l'affaire de l'avenir. Les Bismarck n'ont fait la paix avec la bourgeoisie que lorsque la révolution a été définitivement réprimée, lorsque la « liberté du peuple » s'est trouvée définitivement dupée de la bourgeoisie, lorsque celle-ci s'est gentiment mise à vivre en bonne intelligence avec le vieux pouvoir des nobles et des fonctionnaires qui défendaient les grands propriétaires fonciers contre la paysannerie et par-dessus tous les capitalistes contre les ouvriers.

Telle fut la base réelle, véritable, de la réconciliation entre Bismarck et les cadets allemands, pardon ! je veux dire et les progressistes prussiens. Voilà le revers de ce « constitutionnalisme » que les Kovalevski et Milioukov allemands enseignèrent aux Bismarck pendant les quinze ans qui ont suivi l'écrasement de la révolution. Peut-être nos professeurs l'ignorent-ils ? Ils connaissent les bouquins mais ils ignorent la vie ; les ouvriers eux, doivent le savoir.

Ce n'est pas du tout pour savoir sur quelles concessions les Gorémykine et la bourgeoisie libérale pourraient s'entendre qu'une lutte sérieuse s'est engagée actuellement en Russie. La lutte oppose la masse du peuple qui ne peut plus vivre sous les lois de l'ancien régime au vieux pouvoir féodal des fonctionnaires qui ne peut pas vivre dans un régime réellement constitutionnel. La lutte n'a pas pour objet de savoir comment il convient d'appliquer au mieux les leçons du constitutionnalisme, mais de savoir si le constitutionnalisme est possible en général.

Ce n'est pas un conflit parlementaire, et pour l'instant la Douma elle-même n'a rien d'un parlement, elle n'a rien d'un organe du « régime » bourgeois avec une constitution établie. Elle n'est que l'indice et le très faible porte-parole du mouvement populaire qui se développe en dehors d'elle ou en dépit d'elle.

Ces heurts avec le gouvernement ne signalent qu'*indirectement* les heurts qui opposent toutes les aspirations fondamentales et pressantes de la classe ouvrière et de la masse paysanne, d'une part, et d'autre part, la totalité des prérogatives, toute l'inviolabilité du vieux pouvoir. Ces aspirations pressantes s'expriment souvent par deux mots con-

cis : terre et liberté. Ces aspirations ne sont pas satisfaites. Les forces qui les soutiennent sont encore loin, très loin, de s'être entièrement déployées. Les conditions nécessaires à une pleine manifestation de ces forces ne font encore que mûrir.

Ce n'est pas sur les leçons de constitutionnalisme données par les Kovalevski à Gorémykine que nous devons actuellement axer l'attention du peuple. Ce n'est pas aux petites disputes entre les Bismarck et les hautes sphères de la bourgeoisie que nous devons penser le plus souvent aujourd'hui. La classe ouvrière et la paysannerie ne permettront pas aux cadets de transformer la Douma en un organe de semblables disputes et de semblables accords. Toute action des cadets exprimant leur hésitation dans ce sens doit être dénoncée. Le Groupe du Travail et le Groupe ouvrier à la Douma doivent savoir que c'est seulement en se démarquant des cadets, seulement en se plaçant au-dessus des leçons scolaires de constitutionnalisme, seulement en proclamant à haute voix les revendications du peuple, tous ses besoins, seulement en disant toute l'amère vérité qu'ils pourront contribuer dans la mesure de leurs forces à la lutte pour une liberté véritable.

*La « Volna » n° 20, 18 mai 1906*

*Conforme au texte du journal*

# LES CADETS EMPÊCHENT LA DOUMA DE S'ADRESSER AU PEUPLE

Nous venons de recevoir des informations concernant la séance d'aujourd'hui à la Douma. Une discussion était engagée sur un projet de loi abolissant la peine de mort. Un membre du Groupe du Travail, Aladine, posa la question de façon plus résolue que cela n'avait été fait jusqu'ici. « Nous devons lutter contre le pouvoir exécutif », dit-il (nous citons d'après une insertion de dernière minute dans l'édition du soir des *Birjévyé Viédomosti*). « Nous avons l'intention de harceler les ministres à coups d'interpellations, mais n'est-il pas évident qu'ils les ignoreront ? Non, nous devons choisir entre deux voies : ou bien continuer le jeu des interpellations, ou bien *prendre la cause du peuple entre nos propres mains.* » Aladine proposa de ne pas ajourner la question à un mois, de ne pas renvoyer le projet de loi en commission, mais de régler l'affaire séance tenante. Il termina son discours par ces mots : « Et malheur à nous *si nous ne faisons pas connaître toute la vérité au peuple*, si nous ne lui disons pas clairement que les coupables sont ceux qui ont entre leurs mains les canons et les mitrailleuses. »

Le prêtre Poïarkov s'exprima dans le même sens. « Le gouvernement *se moque* de la Douma d'Etat », dit-il. « Nous ne devons pas demander mais nous devons exiger que la peine de mort soit abolie dès aujourd'hui ou dès demain, autrement je propose que nous nous séparions, car je considère comme déshonorant de travailler et de recevoir de l'argent tant que la peine de mort n'est pas abolie. »

Ainsi, le Groupe du Travail a émis une proposition dont le sens est clair : s'adresser au peuple, — exiger, et non demander, — ne pas tenir compte des règlements bureaucratiques, — ne pas ajourner les questions et ne pas les renvoyer en commission.

Les cadets ont empêché la Douma de s'adresser au peuple. Le cadet Nabokov, qui a parlé après Poïarkov, a invité à « se maintenir dans la voie légale ». Il a insisté pour que le projet de loi soit renvoyé en commission.

Le président de la Douma (le cadet Dolgoroukov) a déclaré à la fin des débats : « Nous avons donc *quatre* propositions : il y en a deux *que je ne puis mettre aux voix* parce qu'elles *ne correspondent pas à la pratique parlementaire.* Ces deux propositions sont : s'adresser au peuple et s'adresser au monarque. »

Des deux autres propositions — 1) renvoyer en commission et 2) discuter séance tenante — la première a été adoptée *à l'unanimité* parce que la seconde eût été écartée.

Ainsi donc, le Groupe du Travail a encore une fois reculé devant l'insistance et les menaces des cadets et ne s'est pas maintenu sur la position résolue qu'il avait adoptée.

Le peuple, qui a une attitude consciente envers la lutte pour la liberté, doit protester contre la conduite des cadets à la Douma et appeler le Groupe du Travail à proclamer résolument et irréversiblement un appel au peuple et à le *réaliser* !

*Rédigé le 18 (31) mai 1906.*
*Publié le 19 mai 1906 dans la « Volna » n° 21.*
*Signé : N. L-ne*

*Conforme au texte du journal*

## ILS NE VEULENT MÊME PAS MARCHANDER !

Strouvé est blessé dans ses meilleurs sentiments. Le gouvernement s'est avéré plus bête qu'il ne le supposait, et avoir affaire à lui s'est révélé franchement désavantageux du point de vue commercial. M. Strouvé se faisait de la politique une idée très simple : la Douma, c'est-à-dire la majorité cadette à la Douma, interpellerait le gouvernement dans les formes correctes qui sont de mise dans les sphères des marchands les plus cultivés ; le gouvernement ferait quelques concessions, la Douma à son tour en rabattrait un peu, et ainsi la liberté du peuple règnerait en Russie. Que n'auraient pas fait pour cela messieurs les cadets ! Et voilà que le gouvernement fait preuve d'une pareille incompréhension d'un tel manque de sens des affaires !

M. Strouvé s'indigne :

Quand même, pour ce qui est des revendications et des propositions de la Douma, il (le gouvernement) aurait pu, négligeant les unes, adopter les autres, les faire siennes. Il aurait pu accepter des concessions radicales dans le domaine politique et s'efforcer de faire lâcher aux autres quelque chose dans le domaine économique. Il aurait aussi pu faire le contraire. Mais rejeter tout ce qu'il y a d'essentiel dans tous les domaines *litigieux* et, en refusant une réforme agraire fondée sur l'aliénation forcée des terres appartenant à des propriétaires privés, lancer un défi aux besoins du peuple et à son sens de la justice, cela ne pouvait

être que le fait de gens dont le sens, la sagesse politique se trouve au niveau le plus bas.

Donc, les revendications que la Douma proclame dans son adresse constituent un domaine *litigieux* ; ce n'est pas ce qui est *indispensable*, ce qui doit être conquis par tous les moyens possibles et faire immédiatement l'objet d'une nouvelle extension, ce n'est qu'un terrain de marchandages.

L'amnistie, le suffrage universel, les libertés et l'aliénation forcée de la terre, tout cela est litigieux, on peut marchander sur tout cela et... céder, à condition que le gouvernement cède quelque chose en échange.

Il faut se rappeler cela. M. Strouvé, dans l'ardeur de son indignation, a mangé le morceau en dévoilant la tactique des cadets que les social-démocrates dénonçaient depuis toujours devant le peuple.

Les revendications populaires, même sous la forme tronquée et falsifiée que leur donnent les cadets dans leur adresse, sont pour le parti cadet non pas le minimum indispensable, mais seulement le prix le plus élevé qu'ils étaient, dès le départ, décidés à baisser. Malheureusement pour M. Strouvé, le marché n'a pas eu lieu... parce que le gouvernement a manqué de « sagesse politique ». Selon le témoignage de M. Strouvé, cette sagesse se trouve au niveau le plus bas. Pourquoi ? Eh bien, parce que MM. Trépov, Gorémykine, Stichinski et autres ne veulent pas marchander avec les cadets à propos des droits populaires qu'ils rejettent carrément.

Un niveau élevé de « sagesse politique », cela signifie clairement vendre ouvertement la liberté du peuple.

Rappelez-vous cela, ouvriers et paysans ! A la veille du discours de Gorémykine à la Douma, messieurs les cadets disaient que la « sagesse politique », c'était marchander avec Trépov les restrictions des revendications populaires exprimées dans l'adresse.

Au grand dam de messieurs les cadets, il n'y a pas moyen de conclure le marché. Le heurt entre les intérêts réels du prolétariat et de la paysannerie et les intérêts réels du vieux pouvoir dans sa lutte pour l'existence ne peut entrer dans le cadre des transactions diplomatiques. Et ce n'est pas à cause de tel ou tel « niveau de sagesse politique » d'un

M. Strouvé ou d'un M. Trépov qu'il est impossible pour la révolution russe de s'engager dans la voie cadette. La nature même des intérêts qui s'affrontent pousse la révolution russe sur celle d'une lutte ouverte entre forces révolutionnaires et contre-révolutionnaires.

Aussi les marchands de la liberté du peuple, les courtiers de la révolution, les diplomates en temps de guerre ne vont-ils connaître perpétuellement que des déceptions.

*La « Volna » n° 21, 19 mai 1906.*
*Signé : —s*

*Conforme au texte du journal*

# À PROPOS DE L'APPEL DES DÉPUTÉS OUVRIERS À LA DOUMA D'ÉTAT [186]

Nous saluons chaleureusement l'appel du Groupe ouvrier des députés à la Douma, groupe dont les convictions sont les plus proches des nôtres ; c'est la première adresse directe de députés non pas au gouvernement, mais au peuple. L'exemple des députés ouvriers devrait, à notre avis, être suivi par le Groupe du Travail ou Groupe paysan.

Il y a beaucoup de choses vraies dans l'adresse des députés ouvriers, mais on y trouve aussi, à notre avis, certaines lacunes.

Les camarades ouvriers veulent « essayer d'obtenir que la Douma prépare la convocation d'une Assemblée constituante ». Il semble peu probable qu'en l'occurrence ils puissent compter sur l'ensemble de la Douma ou même sur sa majorité. Les libéraux qui dominent à la Douma ont promis plus d'une fois au peuple de convoquer une Assemblée constituante ; or, non seulement ils n'ont pas tenu cette promesse, mais ils n'ont même pas exprimé fermement et à haute voix cette revendication à la Douma. Dans ce domaine, les députés ouvriers peuvent seulement compter, plus ou moins fermement, sur le Groupe du Travail, c'est-à-dire sur les représentants paysans. C'est pourquoi la classe ouvrière ne peut se donner pour tâche de soutenir *l'ensemble* de la Douma —les libéraux russes sont trop peu sûrs —mieux vaut que les ouvriers fassent les efforts nécessaires pour soutenir les *députés paysans* et les pousser à agir en toute indépendance, et comme de véritables représentants de la paysannerie révolutionnaire.

Le prolétariat a montré qu'il est capable de se battre. Il rassemble actuellement ses forces pour entreprendre une nouvelle lutte, décisive, mais il ne peut le faire autrement qu'avec les paysans. Aussi les députés ouvriers ont-ils raison d'inviter le prolétariat à ne pas céder aux provocations de qui que ce soit et à ne pas susciter sans nécessité des collisions isolées avec l'ennemi. Le sang du prolétariat coûte trop cher pour qu'on puisse le répandre sans nécessité et sans être pleinement sûr de la victoire.

Seule la masse paysanne, consciente de l'impuissance et de l'insuffisance de la Douma actuelle, peut constituer pour le prolétariat un appui solide, garant de la victoire. Bien que les jugements et les décisions des assemblées ouvrières soient très utiles pour organiser la lutte de la classe ouvrière, ce n'est pas, toutefois, ce qui peut fournir un appui réel contre un ennemi déjà préparé à répliquer par la violence la plus sauvage aux revendications du peuple. Au contraire, la classe ouvrière doit expliquer aux masses paysannes également qu'elles se trompent en plaçant leurs espoirs, en toute simplicité d'esprit, dans les prières, les sentences, les supplications et les plaintes.

La manière dont les choses évoluent maintenant en Russie ne permet guère d'espérer pouvoir résoudre au moyen de mots et de votes la grande discussion sur le destin du peuple, sur la *terre* et la *liberté*.

*La « Volna » n° 21, 19 mai 1906*

*Conforme au texte du journal*

# LA QUESTION DE LA TERRE ET LA LUTTE POUR LA LIBERTÉ

La question de la terre est en discussion à la Douma. Deux solutions principales ressortent : celle des cadets et celle des « troudoviks », c'est-à-dire des députés paysans membres du Groupe du Travail.

A propos de ces solutions, le Congrès d'Unification du P.O.S.D.R. a eu parfaitement raison de déclarer dans sa résolution sur l'attitude à l'égard du mouvement paysan : « Les partis bourgeois s'efforcent d'utiliser et de se soumettre le mouvement paysan. Les uns (les socialistes-révolutionnaires) dans le but d'établir un socialisme petit-bourgeois utopique, les autres (les cadets) dans le but de conserver jusqu'à un certain point la grande propriété terrienne privée, et en même temps, d'affaiblir le mouvement révolutionnaire en satisfaisant par des concessions partielles les instincts de propriétaire des paysans. »

Examinons la signification de cette résolution. Les cadets sont à moitié un parti de propriétaires fonciers. Ce parti comprend de nombreux propriétaires fonciers libéraux. Il s'efforce de défendre les intérêts des propriétaires fonciers, n'accordant aux paysans que des *concessions* qui s'imposent. Les cadets s'efforcent de protéger, dans la mesure du possible, la grande propriété terrienne privée, refusant une aliénation complète des terres des propriétaires fonciers au profit de la paysannerie. Prenant position pour le rachat de la terre par les paysans, c'est-à-dire pour l'*achat* par les paysans des terres des grands propriétaires fonciers par l'intermédiaire de l'Etat, les cadets visent à faire des couches paysannes supérieures un « parti de l'ordre ». En

effet, quelles que soient les modalités du rachat, si « équitables » que puissent être les prix fixés, le rachat sera plus accessible au paysan aisé, tandis qu'il accablera lourdement la paysannerie pauvre. Quelles que soient les règles concernant le rachat par la communauté et autres qui seront inscrites sur le papier, en fait, la terre restera inévitablement aux mains de ceux qui pourront la racheter. Voilà pourquoi le rachat de la terre équivaut à renforcer les paysans riches au détriment des pauvres, à désunir les paysans, et de la sorte, à affaiblir leur lutte pour la liberté complète et pour toute la terre. Le rachat aura pour effet d'amener les paysans plus aisés à *abandonner* la cause de la liberté pour *passer* au côté du *vieux pouvoir*. Racheter la terre, c'est payer pour ne plus participer à la lutte pour la liberté ; avec le rachat, on attire par de l'argent une partie des combattants de la liberté dans le camp des adversaires de la liberté. Le paysan aisé qui aura racheté sa terre deviendra un petit propriétaire foncier, et son passage dans le camp du vieux pouvoir des propriétaires fonciers et des fonctionnaires sera particulièrement facile et durable.

C'est pourquoi le congrès social-démocrate a pu déclarer à très juste titre que le parti cadet (à moitié un parti de propriétaires fonciers) défend des mesures qui *affaiblissent* le mouvement révolutionnaire, c'est-à-dire la lutte pour la liberté.

Voyons maintenant comment les « troudoviks », c'est-à-dire les députés paysans à la Douma, résolvent la question de la terre. Ils n'ont pas encore complètement défini leur point de vue. Ils sont arrêtés à mi-chemin : entre les cadets et les « gris » (parti des socialistes-populistes), entre le rachat d'une partie des terres (cadets) et la confiscation de toutes les terres (socialistes-révolutionnaires), mais ils s'éloignent de plus en plus des cadets et se rapprochent de plus en plus des « gris ».

Le congrès social-démocrate a-t-il raison de dire à propos de ces derniers qu'ils forment un parti bourgeois ayant pour but un socialisme petit-bourgeois utopique ?

Prenons le tout dernier projet de réforme agraire proposé par les « gris » et publié hier dans leur journal : le *Narodny Vestnik* n° 9[187]. C'est un projet de loi portant suppression de toute propriété privée de la terre et établissant « la jouis-

sance égalitaire et universelle du sol ». Pourquoi les « gris » veulent-ils établir une jouissance égalitaire de la terre ? Parce qu'ils veulent supprimer la différence entre les riches et les pauvres. Ce désir est socialiste. C'est ce que veulent tous les socialistes. Mais il y a socialisme et socialisme, il existe même un socialisme des curés, un socialisme petit-bourgeois, et enfin un socialisme prolétarien.

Le socialisme petit-bourgeois, c'est le rêve du petit patron de supprimer la différence entre les riches et les pauvres. Le socialisme petit-bourgeois estime que l'on peut faire de tout le monde des petits patrons égaux, ni riches ni pauvres. Le socialisme petit-bourgeois rédige des projets de loi sur la jouissance égalitaire et universelle de la terre. Mais en fait, on ne peut pas supprimer la misère et la pauvreté de la façon dont l'entendent les petits patrons. Il ne peut y avoir de *jouissance* égalitaire du sol tant qu'existe le pouvoir de l'argent, le pouvoir du capital. Aucune loi au monde n'est capable de supprimer l'inégalité et l'exploitation tant qu'existera l'économie de marché, tant que subsistera le pouvoir de l'argent et la force du capital. Seule l'instauration d'une grande économie sociale et planifiée où la classe ouvrière obtiendra la propriété de toute la terre, des fabriques et des instruments de production, est capable de mettre fin à toute exploitation. C'est pourquoi le socialisme prolétarien (le marxisme) dénonce tous les vains espoirs que le socialisme petit-bourgeois place dans la possibilité d'une petite économie « égalitaire » et même en général dans la conservation de la petite exploitation en régime capitaliste.

Le prolétariat conscient soutient de toutes ses forces la lutte des paysans pour toute la terre et pour la liberté complète, mais il les met en garde contre tous les espoirs utopiques. Avec l'aide du prolétariat, les paysans peuvent s'affranchir complètement du pouvoir des grands propriétaires fonciers, ils peuvent mettre fin une fois pour toutes à la propriété féodale et à l'existence de l'Etat des propriétaires fonciers et des fonctionnaires. Les paysans peuvent même supprimer la propriété privée de la terre en général. Toutes les mesures de ce genre seront extrêmement profitables à la fois aux paysans, à la classe ouvrière et à l'ensemble du peuple. Les intérêts de la classe ouvrière exigent que la lutte paysanne soit épaulée avec le maximum de cohésion. Mais le

renversement le plus complet du pouvoir des propriétaires fonciers et des fonctionnaires ne détruira en aucune façon le pouvoir du capital. Et c'est seulement dans une société où le pouvoir des propriétaires fonciers et des fonctionnaires aura disparu que se jouera la dernière grande bataille entre le prolétariat et la bourgeoisie, la bataille pour le régime socialiste.

Voilà pourquoi les social-démocrates luttent résolument contre le programme de trahison des cadets et mettent les paysans en garde contre les espoirs utopiques qu'ils placent en l'« égalitarisme ». Pour remporter des succès dans la lutte actuelle pour la terre et la liberté, les paysans doivent agir en toute autonomie, en toute indépendance vis-à-vis des cadets. Les paysans ne doivent pas se laisser passionner par l'examen de divers projets d'organisation agraire. Tant que le pouvoir reste aux mains du vieux gouvernement autocratique, du gouvernement des propriétaires fonciers et des fonctionnaires, tous ces projets sur les « normes du travail », l'« égalitarisme », etc., sont une occupation vaine et oiseuse. La lutte des paysans pour la terre ne peut qu'être affaiblie par ce tas de paragraphes et de règlements dans les projets, qui ou bien seront rejetés complètement par le vieux pouvoir, ou bien seront transformés en un nouveau moyen de mystifier la paysannerie. Les « projets d'organisation agraire » n'aident pas les paysans à comprendre comment obtenir la terre, mais rendent plutôt plus difficile une juste compréhension des choses. Ces projets masquent le problème du vieux pouvoir détenu par le gouvernement des fonctionnaires sous une masse de fictions bureaucratiques mesquines et insignifiantes. Ils ne font que bourrer le crâne des paysans avec des rêveries sur le bon cœur des autorités, alors qu'en fait les vieilles autorités demeurent en place avec toute leur férocité et leur violence. Cessez, Messieurs, de jouer aux « projets d'organisation agraire » sur le papier : les paysans sauront facilement trouver une organisation agraire lorsqu'aura disparu l'obstacle représenté par le vieux pouvoir ; axez plutôt votre attention sur la lutte des paysans pour la suppression complète de cet obstacle.

*Rédigé le 19 mai (1er juin) 1906.*
*Publié le 20 mai 1906 dans la « Volna » n° 22*

*Conforme au texte du journal*

# GORÉMYKINIENS, OCTOBRISTES ET CADETS

Hier, nous avons signalé une nouvelle victoire remportée sans gloire par les cadets sur les troudoviks à la Douma d'Etat. Ils les ont obligés à retirer leur proposition d'appel au peuple et de discussion du projet de loi sur l'abolition de la peine de mort en dehors des formalités réduisant la Douma au rôle d'appendice pitoyable et impuissant de la bureaucratie.

Aujourd'hui, les gorémykiniens du *Novoïé Vrémia*[188] et les octobristes du *Slovo* confirment pleinement l'appréciation que nous avions donnée de la victoire des cadets sur les troudoviks. « Le Groupe du Travail, écrit le *Novoïé Vrémia*, a proposé quelque chose... qui va à l'encontre du statut même de la Douma. Il a réclamé que la Douma d'Etat juge le projet de loi sur le fond et ensuite qu'elle vote sans respecter le délai d'un mois, et par conséquent, sans donner au ministre de la Justice la possibilité d'exprimer son opinion. La moindre velléité de cette bonhomie à laquelle les Russes sont parfois enclins au détriment de la légalité aurait entraîné la Douma à accomplir des actes incontestablement illégaux, avec toutes les conséquences qu'implique la pente glissante de la pratique des « faits accomplis ».

Les orateurs cadets, poursuit le *Novoïé Vrémia*, « se sont vivement élevés contre la mesure illégale proposée par les troudoviks » et « ont remporté une brillante victoire ». Parlant du retrait par ces derniers de leur proposition, le *Novoïé Vrémia* note : « Tout s'est terminé pour le bien de tous et par le plus grand triomphe du droit. » Que les gorémykiniens chantent victoire à propos du triomphe d'un *pareil*

droit, c'est naturel ; personne n'attend autre chose d'eux. Par contre, et malheureusement, trop de gens attendent quelque chose des cadets. « Tout député qui se mettra à imiter l'exemple de M. Aladine, conclut le *Novoïé Vrémia*, méritera sans aucun doute d'être accusé d'impardonnable légèreté. »

Dans le journal octobriste *Slovo*, M. Hippolyte Hoffstetter réprimande les cadets et les sermonne paternellement : « Cela commence à sentir la vraie révolution. » Les cadets ne veulent pas de la révolution et doivent se montrer raisonnables. « Tant que la loi existante offre une possibilité de nouvelles conquêtes politiques et sociales fondées sur le droit et pleinement légales, le devoir sacré des membres conscients et d'avant-garde de la Douma d'Etat est de se maintenir dans une opposition ferme sur le terrain de la loi et non de provoquer des conflits à tout prix. »

La position des gorémykiniens et des octobristes est claire. Il est temps d'apprécier plus nettement et plus lucidement la position des cadets, qui est apparentée à la leur.

*Rédigé le 19 mai (1er juin) 1906.*
*Publié le 20 mai 1906 dans la « Volna » n° 22.*
*Signé : N. L-ne*

*Conforme au texte du journal*

# LIBERTÉ DE CRITIQUE ET UNITÉ D'ACTION [189]

Le tract suivant signé par le Comité central du P.O.S.D.R. est parvenu à la rédaction :

« Compte tenu du fait que la question *des limites de la liberté de critique des décisions prises par les Congrès du Parti* a été soulevée par un certain nombre d'organisations du Parti, le Comité central, considérant que les intérêts du prolétariat russe ont toujours exigé la plus grande unité dans la tactique du P.O.S.D.R., et qu'actuellement, *cette unité des actions politiques* des diverses fractions de notre Parti s'avère plus nécessaire que jamais, propose que :

1) dans la presse du Parti et dans ses réunions, une *pleine liberté* soit réservée à tous d'exprimer leur opinion personnelle et de défendre leur point de vue particulier ;

2) dans les réunions politiques élargies, les membres du Parti ne doivent pas mener une *propagande* contraire aux décisions du Congrès ;

3) que dans de *telles* réunions, aucun membre du Parti n'ait le droit *ni d'appeler à des actions en contradiction avec les décisions du Congrès*, ni de proposer des résolutions en désaccord avec ses décisions. (Les italiques sont de nous.) »

Si nous examinons cette résolution quant à son fond, nous y trouvons toute une série d'étrangetés. Elle signifie que « dans les réunions du Parti » on jouit d'une « pleine liberté » d'opinion et des critiques personnelles (§ 1), et que dans les « réunions élargies » (§ 2) « aucun membre du Parti ne doit appeler à des actions en contradiction avec les décisions du congrès ». Réfléchissez un instant à ce qu'il en résulte : dans les réunions du Parti, les membres du Parti ont *le droit* d'appeler à des actions en contradiction avec les décisions du congrès, et dans les réunions élargies, une pleine

liberté d'« exprimer son opinion personnelle » *n'est pas* « accordée » ! !

Les auteurs de la résolution se font une idée tout à fait erronée du rapport qui existe entre *la liberté de critique* à l'intérieur du Parti et *l'unité d'action* du Parti. La critique, dans la limite des *principes fondamentaux* du programme du Parti, doit être entièrement libre (rappelons, à cet égard, ne serait-ce que le discours de Plékhanov au deuxième Congrès du P.O.S.D.R.) non seulement dans les réunions du Parti, mais aussi dans les réunions élargies. Interdire une telle critique ou une telle « propagande » (car la critique ne peut être séparée de la propagande) est impossible. L'action politique du Parti doit être unie. Aucun « appel » détruisant l'unité d'actions déterminées n'est admissible ni dans les réunions élargies, ni dans les réunions du Parti, ni dans la presse de notre Parti.

De toute évidence, le Comité central a donné de la liberté de critique une définition inexacte et trop étroite, et de l'unité d'action une définition inexacte et trop large.

Prenons un exemple. Le congrès a décidé de participer aux élections à la Douma. Les élections sont une action tout à fait déterminée. Pendant la durée des élections (par exemple à Bakou actuellement), *tout* appel *à ne pas participer aux élections* est absolument inadmissible *où que ce soit*, de la part des membres du Parti. Durant cette même période, la critique de la décision sur les élections est également inadmissible, parce que dans la pratique, cela ferait obstacle au succès de la propagande électorale. Au contraire , la *critique* de la décision de participer aux élections *tant que* celles-ci n'ont pas encore été fixées, est *partout* admissible de la part des membres du Parti. Bien entendu, la mise en pratique de ce principe provoque aussi parfois des discussions et des malentendus, mais c'est *seulement* sur la base de ce principe *précisément*, que *tous* les désaccords et toutes les incompréhensions peuvent être réglés tout à l'honneur du Parti. Or la résolution du Comité central crée une situation impossible.

La résolution du Comité central est à la fois fausse quant au fond et *contraire aux statuts du Parti*. Le principe du centralisme démocratique et de l'autonomie des organisations locales signifie précisément *la liberté de critique*, entière-

ment et partout, tant qu'elle ne met pas obstacle à l'unité d'*une action déterminée*, et l'inadmissibilité de *toute* critique détruisant ou gênant *l'unité* d'une action décidée par le Parti.

Nous considérons que le Comité central a commis une grave erreur en publiant une résolution sur cette importante question sans avoir engagé une discussion préalable dans la presse et les organisations du Parti ; cette discussion lui aurait permis d'éviter les fautes que nous venons de signaler.

Nous appelons toutes les organisations du Parti à discuter maintenant cette résolution et à exprimer nettement leur opinion.

*La « Volna » n° 22, 20 mai 1906*

*Conforme au texte du journal*

# MAUVAIS CONSEILS

Le camarade Plékhanov vient de publier dans le *Courrier* [190] une lettre aux ouvriers. Il leur donne des conseils sur la façon de se conduire. Voici comment il raisonne. Le gouvernement n'interdit pas la critique la plus sévère à l'égard de la Douma. Il le fait pour diminuer son soutien par le peuple. Le gouvernement veut provoquer les ouvriers à se battre alors qu'ils ne sont pas encore prêts. Les ouvriers doivent déjouer les plans du gouvernement. Ils ne doivent pas se laisser troubler par le fait que ce sont les partis bourgeois qui règnent en maîtres à la Douma. La bourgeoisie qui domine à la Douma revendique la liberté pour tous et la terre pour les paysans. C'est pourquoi tout le peuple doit soutenir la Douma.

On trouve mêlées dans ce raisonnement des choses justes et des erreurs. Examinons sereinement et en détails les réflexions et conseils du camarade Plékhanov.

Première idée du camarade Plékhanov. Le gouvernement n'interdit pas la critique la plus sévère à l'égard de la Douma pour diminuer son soutien par le peuple.

Est-ce vrai ? Voyons où s'est exprimée ces derniers temps la critique la plus sévère à l'égard de la Douma. Dans les pages de journaux comme la *Nevskaïa Gazéta*, le *Diélo Naroda* [191], la *Volna* puis dans les réunions populaires. La bourgeoisie libérale, les cadets, qui ont la majorité à la Douma, étaient fous de colère contre cette critique, et notamment contre les réunions populaires à Pétersbourg. Les cadets sont allés jusqu'à se demander pourquoi les commissaires de police ne font pas attention aux meetings socialistes.

Qu'a fait le gouvernement ? Il a suspendu les journaux *Diélo Naroda* et *Nevskaïa Gazéta*, et il a intenté trois procès à la *Volna*. Il a interdit les meetings et il a engagé des poursuites judiciaires à la suite du meeting du 9 mai à la maison de Panina.

Cela nous montre clairement que le camarade Plékhanov *a tort*. Il a fait une grossière erreur.

Examinons la deuxième idée du camarade Plékhanov. Le gouvernement veut provoquer les ouvriers à se battre alors qu'ils ne sont pas encore prêts. Il serait déraisonnable de tomber dans cette provocation et d'appeler dès maintenant à l'insurrection armée.

C'est là une idée juste. Mais le camarade Plékhanov l'expose de façon si incomplète que cela prête aux pires malentendus. Il oublie d'ajouter, premièrement, que toute la conduite du gouvernement et toute son attitude à l'égard de la Douma rendent inévitable une nouvelle lutte en dehors de la Douma. Deuxièmement, il n'indique pas que les ouvriers devront s'unir avec la paysannerie pour s'engager dans cette lutte, en dépit des hésitations et des trahisons de la bourgeoisie libérale.

En exposant incomplètement une pensée pourtant juste, Plékhanov ne se rend pas compte qu'il porte de l'eau au moulin de la bourgeoisie libérale qui est arrivée à faire interdire les meetings socialistes. La bourgeoisie s'efforce de présenter les choses de telle façon que *toute* remarque des socialistes sur la carence des cadets, sur la lutte en dehors de la Douma apparaisse comme un appel nocif incitant les ouvriers à se battre *dès maintenant*. La bourgeoisie répand sciemment des mensonges sur les socialistes, et Plékhanov, en se trompant dans l'appréciation de la situation politique, contribue à ce mensonge.

Prenez, par exemple, la *Volna*, qui eut le plus à subir les injures et les invectives de la bourgeoisie. Est-ce que la *Volna* a appelé à se battre dès maintenant ? Non, elle ne l'a pas fait. En ce qui concerne la *Volna*, la bourgeoisie a menti. La *Volna* disait *il y a encore deux semaines* (n° 10) : « Nous ne devons pas forcer (c'est-à-dire accélérer artificiellement, pousser, précipiter) les événements. Notre intérêt actuel n'est pas d'accélérer l'explosion. Cela ne fait aucun doute *. »

* Voir le présent tome, p. 410. (*N.R.*)

C'est clair, semble-t-il ? Pourquoi la bourgeoisie a-t-elle donc menti et calomnié les socialistes ? Parce qu'ils ont dit la vérité, à savoir que la lutte en dehors de la Douma est inévitable, et que le prolétariat et la paysannerie mèneront cette lutte *en dépit* des trahisons de la bourgeoisie libérale.

Prenez la résolution adoptée au meeting de la maison de Panina (cette résolution a été publiée dans la *Volna* n° 14 et dans une série d'autres journaux *). Est-ce que cette résolution appelle au combat *dès maintenant* ? Non, elle ne le fait pas. Pourquoi la bourgeoisie libérale et tous les cadets se sont-ils donc tellement acharnés contre cette résolution ? Parce qu'elle dit la vérité, dénonçant au premier chef le gouvernement (« il bafoue la représentation populaire », « il se prépare à répondre par la violence »), ensuite les libéraux (« ils expriment *timidement et incomplètement* les revendications populaires », « ils hésitent entre la liberté et le vieux pouvoir ») ; parce que cette résolution appelle les membres du Groupe du Travail, les députés paysans, *à intervenir résolument, indépendamment des cadets* ; parce que, enfin, cette résolution déclare ouvertement qu'une lutte décisive en dehors de la Douma est *inévitable*. La bourgeoisie a déformé le sens de cette résolution, afin de présenter les socialistes comme des gens qui en dépit du bon sens, appellent au combat dès maintenant, et afin de *détourner les regards* des accusations qui sont effectivement portées contre la bourgeoisie. Si la bourgeoisie a agi ainsi, c'est qu'elle comprend très bien où sont ses intérêts. Le camarade Plékhanov se trompe et fait tout simplement écho à la bourgeoisie, car il n'apprécie pas de façon exacte l'attitude véritable du prolétariat à l'égard du gouvernement et de la bourgeoisie.

Prenons maintenant la troisième idée du camarade Plékhanov. « La bourgeoisie, à la Douma, revendique la liberté pour tous et la terre pour les paysans. » Est-ce vrai? Non, ce n'est que la moitié de la vérité, ou même le quart de la vérité. La bourgeoisie ne « revendique » pas, elle présente une requête au vieux pouvoir. La bourgeoisie a interdit que l'on parle de « revendications » à la Douma. La bourgeoisie (les cadets) revendique une « liberté » de la presse, par

* Voir le présent tome, pp. 428-429. (*N.R.*)

exemple, *telle* que pour leurs discours les socialistes puissent être enfermés en maison d'arrêt ou envoyés au bagne * [192]. Ce n'est pas la terre que la bourgeoisie revendique pour les paysans, mais *la vente d'une partie de la terre* aux paysans (car le rachat est une forme de vente). Le camarade Plékhanov a-t-il raison de passer sous silence *cet aspect incomplet*, cette *timidité* des projets bourgeois et cette hésitation des cadets ? Non, il a tort. Quelle est la signification de l'erreur du camarade Plékhanov ? Elle est extrêmement dangereuse pour le prolétariat et pour le succès de la lutte pour la liberté. Cette lutte se décidera en dehors de la Douma, tous les socialistes sont d'accord là-dessus, et elle peut s'enflammer, même malgré nous, dans un avenir pas très éloigné. Dans cette lutte, le prolétariat peut et doit marcher avec la paysannerie, *sans faire confiance* à la bourgeoisie libérale, avec ses hésitations, ses trahisons, ses volte-face. Quand on se bat rien n'est plus dangereux que de faire confiance aux girouettes. En passant sous silence la timidité, les hésitations et les trahisons de la bourgeoisie libérale, à la veille d'un nouveau tournant vers de nouvelles luttes, nous faisons du tort au prolétariat et à la cause de la liberté.

Passons maintenant à la dernière idée, ou le dernier conseil du camarade Plékhanov. « Tout le peuple doit soutenir unanimement la Douma. » Les ouvriers ne doivent pas se laisser troubler par le fait que ce sont les partis bourgeois qui prédominent à la Douma.

C'est juste. Les ouvriers ne doivent pas se « laisser troubler » par cela. Et d'ailleurs ils ne se laissent pas troubler. Ils sont prêts à soutenir la bourgeoisie dans la lutte contre le gouvernement. Mais la question est de savoir *quelle* bourgeoisie soutenir, *comment* la soutenir et dans *quelle* lutte. Les cadets ont l'habitude de passer ces questions sous silence, car elles mettent en lumière leur inconséquence. Mais de la part du social-démocrate Plékhanov, c'est une chose inconvenante.

Soutenir la « Douma » en général, cela signifie soutenir la Douma *cadette*, puisque les cadets y dominent. Un marxiste ne doit pas considérer la Douma comme une représen-

* Voir la *Volna* n° 22 « Nouveau projet de loi sur les travaux forcés ». (*N.R.*)

tation « du peuple » en général. Il est tenu d'examiner quelles sont précisément les classes qui parlent au nom de cette Douma.

Peut-on soutenir la Douma cadette en général ? Non, on ne le peut pas, car le prolétariat doit dénoncer et stigmatiser chaque action de la Douma qui manque de conséquence et de fermeté. Les camarades du *Courrier* dans la même page où figure l'article du camarade Plékhanov écrivent : « la fraction de gauche de la Douma (c'est-à-dire le Groupe du Travail et le Groupe ouvrier) supporte avec résignation la tutelle humiliante et *réactionnaire* de MM. Mouromtsev et Dolgoroukov » (présidents de la Douma, tous les deux cadets). Voilà la vérité. Voilà un langage de vraï socialiste. Le « peuple », ou le prolétariat, peut-il soutenir unanimement une « Douma » qui n'est autre que l'instrument d'une tutelle *réactionnaire* des libéraux sur les troudoviks ? Non, il ne le peut pas, et il ne le fera pas.

Il y a à la Douma deux partis bourgeois principaux : les cadets et les troudoviks. Les premiers constituent la bourgeoisie conciliatrice, celle qui trahit, qui se prépare notoirement à passer un marché avec l'autocratie, et qui est notoirement incapable de mener une lutte résolue. Les seconds constituent la petite bourgeoisie laborieuse, incroyablement opprimée qui rêve d'un partage égalitaire de la terre, qui est capable de lutter avec la plus grande résolution et la plus grande abnégation, et qui est poussée à cette lutte par tout le cours des événements et toute la conduite du gouvernement. *Laquelle* de ces deux bourgeoisies le prolétariat doit-il soutenir « *dès maintenant* » ? *La deuxième*, en mettant le peuple en garde contre la première qui n'est pas sûre. Le prolétariat doit soutenir et soutiendra les troudoviks contre les cadets, en dénonçant leur « tutelle réactionnaire » sur les troudoviks, et en appelant ces derniers à rejeter cette tutelle.

Et voici la dernière question : comment soutenir cette bourgeoisie, et dans quelle lutte ? A l'intérieur de la Douma, soutenir quelqu'un, cela signifie voter pour lui. Le Groupe ouvrier, comme on le sait, a refusé de voter pour la réponse des cadets (de la « Douma » en général) à l'adresse. Les députés ouvriers se sont refusés à « soutenir » *unanimement* la « Douma ». Mais alors, les ouvriers auraient-ils commis là

encore une « erreur » ? Si le camarade Plékhanov pense ainsi qu'il le dise franchement : ces choses-là doivent être exprimées sans réticences.

Le soutien sérieux, le soutien véritable sera exercé en dehors de la Douma. Cela dépend non pas de nous, mais de tout le cours des événements, de l'essence même de la lutte actuelle, car ce n'est pas la lutte de la Douma contre le gouvernement, c'est celle du peuple contre le vieux pouvoir. Il est étrange, et d'ailleurs faux, d'appeler ce « soutien de la Douma » seulement un « soutien ». Ce sera une lutte décisive en dehors de la Douma ; le prolétariat ne doit la commencer que dans l'union avec la paysannerie ; le prolétariat et la paysannerie vaincront en dépit de toute l'instabilité, des hésitations, des trahisons de la bourgeoisie libérale, cadette, « doumiste », en dépit des avances qu'elle fait à la réaction.

Nous voyons maintenant combien les conseils que le camarade Plékhanov donne à la classe ouvrière sont mauvais. Notre Congrès d'Unification a commis une certaine erreur : il a poussé un peu le Parti à droite et n'a pas suffisamment apprécié le danger qu'il y avait à se laisser entraîner à soutenir les cadets. Le camarade Plékhanov commet une grosse erreur : il va beaucoup plus loin à droite, en appelant le prolétariat à soutenir entièrement et sans réserve les cadets et la Douma cadette.

*La « Volna » n° 23, 21 mai 1906*

*Conforme au texte du journal*

# BRUITS ET RUMEURS SUR LA DISSOLUTION DE LA DOUMA D'ÉTAT

Les journaux ont déjà fait état d'un bref communiqué du *Pravitelstvenny Vestnik* [193] sur la proposition de dissoudre la Douma d'Etat le 15 juin, pour les vacances d'été ! Aujourd'hui les télégrammes d'agences démentent cette information, mais ils la démentent, comme le dit justement la *Retch*, de façon ambiguë, sans convaincre personne de quoi que ce soit.

Il demeure donc possible que, dans quelques semaines, la Douma soit dissoute « pour l'été ». C'est pourquoi la question soulevée par le *Courrier* de savoir si la Douma *se séparera*, présente un grand intérêt. Le *Courrier* cite les paroles de M. Roditchev à la Douma d'Etat : « Nous ne nous séparerons jamais, tant que nous n'aurons pas accompli ce pour quoi nous avons été envoyés ici », et celles d'un autre cadet, M. Grédeskul : « La Douma conserve dans cette lutte (contre le gouvernement) une autre ressource très importante : son pouvoir législatif ; c'est seulement lorsqu'elle l'aura épuisé que la Douma aura le droit de s'en aller et de déclarer au peuple sa complète impuissance. »

Le *Courrier* espère que M. Roditchev propose « sérieusement » à la Douma d'Etat de ne pas se séparer si le gouvernement la dissout. C'est pourquoi le *Courrier* soutient résolument Roditchev contre Grédeskul. A ce propos le *Courrier* parle avec un mépris parfaitement légitime de la perspective de « pondre un paquet de lois » (en partie directement policières, ajouterons-nous, et en partie timides et vagues)

« uniquement pour attester sa propre impuissance devant tout le peuple, puis se retirer ».

Nous sommes très heureux que les camarades du *Courrier* aient ainsi reconnu le rôle ridicule et peu reluisant que jouera la Douma si elle se contente de « pondre un paquet de lois » et de « démontrer son impuissance ». Nous sommes également très heureux que les camarades du *Courrier* considèrent comme possible de parler de la Douma « en tant que point de concentration des forces populaires, noyau autour duquel se constitue l'organisation de ces forces et s'unifie le mouvement », mais *seulement* à propos du *refus* éventuel de la Douma de se séparer. Nous sommes prêts à admettre que la Douma, en *refusant* de se limiter au seul terrain légal, pourrait rendre au mouvement plus de services qu'elle ne le fait maintenant. Mais jusqu'à présent, nous n'avons vu de la part de la Douma cadette qu'une lutte contre les timides tentatives de la part des troudoviks pour s'engager dans cette voie. Et nous n'« espérons » pas que monsieur Roditchev ait parlé « sérieusement ». En outre, nous pensons que si les Roditchev sont capables un jour de sortir du terrain légal et d'accomplir un acte dans le genre du refus de se séparer, *il ne convient pas de confier au gouvernement le choix d'un tel moment.* Le refus de se séparer, c'est choisir pour un heurt décisif un moment qui dépend du gouvernement, car c'est lui qui prendra l'ordonnance portant dissolution de la Douma. Cependant, ceux qui veulent choisir le meilleur moment pour cette collision (c'est-à-dire les troudoviks, puisque nous n'avons pas le droit de compter sur les cadets) doivent mener les choses de telle sorte que ce soient *eux-mêmes qui choisissent ce moment*, sans laisser au gouvernement le soin de le faire. Il est en effet possible que le gouvernement n'empêche pas les cadets de « pondre un paquet de lois », selon l'expression adroite et fielleuse du *Courrier*.

*La « Volna » n° 23,*
*21 mai 1906*

*Conforme au texte du journal*

## KAUTSKY ET LA DOUMA D'ETAT [194]

Une nouvelle brochure de Karl Kautsky vient de paraître : *La Douma d'Etat* (éditions « Amiran », Saint-Pétersbourg 1906, prix 3 kopecks). Il est extrêmement intéressant de relever quelques idées de l'auteur, concernant les questions qui font l'objet des discussions au sein de la social-démocratie russe. Tout d'abord, à propos du boycottage de la Douma. Les lecteurs savent, bien sûr, par quel procédé bon marché nos social-démocrates de l'aile droite ont éludé et éludent cette question. Leur raisonnement est fort simple. Participer à la lutte parlementaire, c'est agir en social-démocrate, ne pas y participer, c'est agir en anarchiste. *Autrement dit*, le boycottage était une erreur, et les bolcheviks sont des anarchistes. C'est précisément ainsi que raisonnait, par exemple, le camarade Négorev, piètre social-démocrate, et c'est ainsi que raisonne la masse de ceux qui pensent comme lui.

Kautsky est un marxiste. *C'est pourquoi* il raisonne autrement. Il juge indispensable d'examiner les conditions *historiques concrètes* de la Russie au lieu de répéter des propos standard pour un Européen.

« Dans de telles conditions, écrit Kautsky après avoir retracé brièvement les grands traits du régime doubassovien, *il n'y a rien d'étonnant* à ce que la majorité de nos camarades russes n'aient vu, dans la Douma convoquée de cette façon, rien d'autre qu'une révoltante falsification de la représentation populaire, et à ce qu'ils aient décidé de la boycotter et de ne pas prendre part à la campagne électorale. »

Kautsky ne trouve rien d'étonnant dans cette tactique « blanquiste » et « anarchiste ». N'est-il pas vrai qu'il serait très instructif pour le camarade Plékhanov et tous les mencheviks de réfléchir à cela ?

« Il n'y a rien d'étonnant, écrit plus loin Kautsky, à ce que la majorité de nos camarades russes, au lieu de participer à la campagne électorale pour entrer ensuite à la Douma, aient jugé *plus rationnel* de lutter pour renverser cette Douma et obtenir une Assemblée constituante. »

La conclusion qui en découle est évidente. Les marxistes doivent résoudre les problèmes historiques concrets en partant d'une analyse attentive de toutes les conditions politiques du moment, et non de phrases creuses sur l'opposition du blanquisme-anarchisme, etc.

A une époque où il devient de mode parmi nos social-démocrates de répéter, après les cadets, que le boycottage fut une erreur, Kautsky, qui examine les problèmes en toute impartialité, est loin de tirer une telle conclusion. Il ne se hâte pas de s'incliner servilement devant le fait de la convocation de la Douma, bien que cette brochure ait été écrite à un moment où la non-réussite de la tentative de « faire échec » à la Douma est devenue un fait indiscutable. Mais Kautsky n'est pas de ceux qui, après chaque insuccès (ne serait-ce même, par exemple, que celui de décembre), se hâtent de faire amende honorable et de reconnaître leur « faute ». Kautsky sait que, dans la lutte du prolétariat, les insuccès sont loin de signifier toujours des « fautes ».

Un autre passage important de la brochure de Kautsky concerne la question suivante : qui, c'est-à-dire quelles classes ou quels groupes de la société, peut vaincre dans la révolution russe actuelle. « Les paysans et le prolétariat, écrit Kautsky, pousseront vers la gauche les membres de la Douma avec de plus en plus d'énergie et sans cérémonie » (rappelez-vous cela, camarades de la *Nevskaïa Gazéta*, vous qui approuviez la « sagesse » cadette !) « ils renforceront de plus en plus *son aile gauche*, ils affaibliront et paralyseront de plus en plus leurs adversaires, *jusqu'à ce qu'ils remportent sur eux une victoire complète* » (p. 8).

Ainsi, Kautsky s'attend à ce que dans la révolution russe actuelle, ce soient *les paysans et le prolétariat* qui rem-

portent la victoire. Les camarades mencheviks ne nous expliqueront-ils pas où est la différence entre la dictature démocratique révolutionnaire de la paysannerie et du prolétariat et la victoire de ces derniers ? N'accuseront-ils pas Kautsky de blanquisme ou de populisme pour avoir dit que dans une révolution *bourgeoise*, le *vainqueur* pourrait être non pas la bourgeoisie, mais la paysannerie et le prolétariat ?

Quiconque voudra réfléchir à cette question ne sera pas loin de comprendre l'erreur fondamentale des mencheviks, qui inclinent toujours à penser que, dans une révolution bourgeoise, il ne peut être question que de la suprématie de la bourgeoisie, et qui, par suite, sont toujours effrayés par l'idée d'une conquête du pouvoir (et la victoire dans la révolution, c'est la conquête du pouvoir) par le prolétariat et la paysannerie.

La troisième idée importante et précieuse de Kautsky concerne la valeur de la Douma en tant que nouveau centre et grand pas en avant dans l'organisation du mouvement. « Quelle que soit la direction dans laquelle s'engagera la Douma, écrit Kautsky, les impulsions directes ou indirectes, intentionnelles ou non, qu'elle donne désormais à la révolution, exerceront une action simultanément dans toute la Russie et provoqueront partout simultanément une réaction. »

Cela est parfaitement juste. Ceux qui attribuent maintenant aux bolcheviks l'intention de « passer outre » à la Douma, ou même de la chasser, de l'ignorer, ceux-là ne disent pas la vérité. Déjà au Congrès d'Unification, les bolcheviks avaient présenté une résolution qui déclarait :

« La social-démocratie *doit tirer parti* de la Douma d'Etat, de ses heurts avec le gouvernement ou ses conflits intérieurs, pour combattre ses éléments réactionnaires, dénoncer impitoyablement l'inconséquence et l'instabilité des cadets, se montrer *particulièrement attentive* aux éléments de la démocratie révolutionnaire paysanne, les grouper, les opposer aux cadets, soutenir toutes leurs actions qui répondent aux intérêts du prolétariat, etc. * »

* Voir le présent tome, p. 304. (*N.R.*)

Ceux qui veulent juger les bolcheviks sur leurs résolutions, et non sur les racontars d'un quelconque Négorev, verront qu'entre Kautsky et les bolcheviks *il n'y a aucune divergence* sur la question de *la Douma d'Etat*.

Quant au groupe parlementaire social-démocrate à la Douma, Kautsky n'en parle pas du tout dans sa brochure.

*Le « Vestnik Jizni » n° 6,*
*23 mai 1906.*
*Signé : N. Lénine*

*Conforme au texte de la revue*

# LES CADETS, LES TROUDOVIKS ET LE PARTI OUVRIER

Si faussée que soit, du fait de la loi électorale et de l'organisation des élections, la représentation populaire à la Douma d'Etat, elle n'en fournit pas moins un matériel assez abondant pour l'étude de la politique des différentes classes de la Russie. Et elle permet de corriger les points de vue faux ou étroits sur cette question.

Il devient de plus en plus évident que les bolcheviks, dans leur projet de résolution au Congrès d'Unification, avaient eu raison de diviser, comme ils l'ont fait, les partis de la bourgeoisie en trois types principaux : les octobristes, les cadets et les démocrates révolutionnaires ou paysans *. On comprendra aisément qu'il est impossible d'envisager une cohésion complète et définitive des partis de chaque type : l'entrée en lice déclarée des différentes classes de la société russe dans une arène politique tant soit peu libre est par trop récente.

Les octobristes, c'est carrément l'organisation de classe des propriétaires fonciers et des grands capitalistes. Le caractère contre-révolutionnaire (antirévolutionnaire) de cette fraction de la bourgeoisie est parfaitement évident. Elle est du côté du gouvernement, bien qu'elle continue à se disputer avec lui sur le partage du pouvoir. Les Heiden et Cie s'unissent même parfois avec les cadets pour s'opposer au vieux pouvoir, mais même les gens les plus enclins à se laisser impressionner par n'importe quelle « opposition »

* Voir le présent tome, pp. 160-162. (*N.R.*)

n'en oublient pas pour autant la nature véritable du parti octobriste.

Les cadets constituent le principal parti du second type. Ce parti n'est pas lié exclusivement à l'une des classes de la société bourgeoise, mais il n'en est pas moins bourgeois des pieds à la tête. Son idéal, c'est une société bourgeoise bien ordonnée, débarrassée du servage, et dans laquelle il doit y avoir contre les attentats du prolétariat une protection du genre... de la Chambre haute, d'une armée permanente, d'un corps de fonctionnaires non élus, de lois draconiennes sur la presse, et ainsi de suite. Les cadets, c'est à moitié le parti de propriétaires fonciers. Il rêve déjà de se prémunir contre la révolution. Il a soif de compromis avec le vieux pouvoir. Il a peur de l'initiative révolutionnaire du peuple. L'inconstance et l'instabilité de ce parti deviennent de plus en plus évidentes à mesure que se déploie plus ouvertement son activité politique, en particulier à la Douma d'Etat. Et c'est pourquoi les voix des gens à courte vue, aveuglés par les succès du moment, qui sont pour le soutien aux cadets ne rencontreront jamais un large écho parmi la classe ouvrière.

Le troisième type de partis bourgeois, ce sont les troudoviks, c'est-à-dire le groupe des députés paysans à la Douma d'Etat, qui ces jours-ci ont fait connaître leur programme. Les social-démocrates révolutionnaires suivaient déjà depuis longtemps la naissance de partis politiques de ce type en Russie. L'Union paysanne en fut l'une des cellules de base ; les unions radicales de l'intelligentsia non possédante tendaient également, dans une certaine mesure, vers ce parti, et les socialistes-révolutionnaires se développaient dans la même direction, en se dégageant de l'enveloppe étroite d'un groupe d'intellectuels. La diversité des aspects et des nuances de ce courant correspond entièrement à la diversité des aspects et à l'importance numérique énorme de la petite bourgeoisie « travailleuse » de Russie. La paysannerie est le rempart principal de cette tendance, de ces partis. Les conditions objectives contraignent la paysannerie à une lutte résolue contre la propriété seigneuriale, contre le pouvoir des grands propriétaires fonciers et contre tout le vieux pouvoir d'Etat en général, étroitement lié au précédent. *Cette* démocratie bourgeoise est *contrainte*

de devenir révolutionnaire, tandis que les libéraux, les cadets et leurs semblables représentent une bourgeoisie qui, de par ses conditions d'existence, est *contrainte* de rechercher des compromis avec le vieux pouvoir. On comprend, dès lors, que la paysannerie exprime ses aspirations sous forme d'utopie, c'est-à-dire de désirs irréalisables, tels que la jouissance égalitaire du sol sous la domination du capital.

La conscience des particularités qui séparent ses intérêts de classe de ceux de la démocratie révolutionnaire oblige le prolétariat à s'organiser en un parti de classe strictement indépendant. Mais le prolétariat socialiste n'oublie jamais, sous prétexte qu'il doit critiquer les rêveries creuses, la tâche positive qu'il a à accomplir : soutenir de toutes ses forces la démocratie révolutionnaire dans la lutte contre le vieux pouvoir et le vieux régime, tout en mettant en garde le peuple contre l'instabilité de la bourgeoisie libérale et en diminuant les dommages dus à cette instabilité par ses alliances de combat avec la paysannerie révolutionnaire.

Telle doit être *la base* de toute la tactique, de toute la conduite politique du prolétariat social-démocrate dans le moment présent. Pour agir en commun avec la paysannerie, il doit s'efforcer de l'éclairer, de la soulever et de l'entraîner à la lutte, en battant en brèche, sans faiblir, sa confiance dans les « requêtes », les « sentences », la Douma d'Etat, cette institution de « requêtes » à l'échelle de toute la Russie. « Amener la large masse à comprendre la totale incapacité de la Douma » (résolution du Congrès d'Unification), telle est la tâche du prolétariat. Et, au nom des actions communes avec la paysannerie, il doit absolument se garder de toute explosion isolée ou inopportune. Mais dans le même but, qui est d'assurer le succès de la lutte imminente et inévitable, il est indispensable de dénoncer de la façon la plus impitoyable l'inconstance des cadets, de poser de la façon la plus claire la question de la « totale incapacité de la Douma », de lutter de la façon la plus résolue contre les tentatives faites pour estomper les différences entre les cadets et les troudoviks.

Voilà de quel point de vue le prolétariat socialiste doit apprécier les rapports entre les cadets et les troudoviks.

Prenez la question de la réforme agraire. Les cadets veulent le *rachat*. Les troudoviks veulent seulement donner une *indemnité* pour la terre, peut-être sous la forme d'une pension ou d'une place gratuite à l'asile de vieillards. La *Volna* a déjà expliqué la différence énorme qu'il y a entre le rachat et l'installation des propriétaires à l'asile de vieillards. Le parti ouvrier réclame la *confiscation*, c'est-à-dire l'aliénation sans rachat ni indemnité, bien qu'évidemment, le parti ouvrier ne s'oppose nullement à ce que les propriétaires fonciers nécessiteux soient recueillis à l'asile de vieillards. Il est clair que le parti ouvrier doit soutenir les troudoviks contre les cadets. En Russie, le rachat de la terre a déjà joué une fois le rôle le plus néfaste, en ruinant les paysans, en enrichissant les grands propriétaires fonciers et en renforçant le vieux pouvoir d'Etat. En Russie, à l'heure actuelle, les partisans du rachat ne peuvent être que des gens qui sont, à moitié, partisans du gouvernement.

Prenez le programme politique. Les cadets veulent une Chambre haute et un pouvoir populaire incomplet. Les troudoviks se prononcent résolument pour que, au-dessus d'un parlement élu au suffrage universel, etc., il ne puisse y avoir « aucune superstructure ni aucune barrière du genre Conseil d'Etat, Chambre des seigneurs, Deuxième Chambre et autres ». Le Groupe du Travail adopte presque entièrement le programme ouvrier minimum, avec la journée de travail de 8 heures, etc. Il est clair que là aussi, le parti ouvrier doit soutenir les troudoviks contre les cadets.

Prenons la question de la terre. Les cadets veulent laisser une partie de la terre en propriété aux paysans et aux propriétaires fonciers, et donner le reste à l'Etat. Les membres du Groupe du Travail veulent que toute la terre, même si cela ne se fait pas d'un seul coup, soit remise à l'Etat, et qu'en même temps soit instituée une jouissance égalitaire du sol. Il est clair que les troudoviks *vont plus loin* dans leur lutte contre la propriété seigneuriale et la propriété privée de la terre en général. Si le parti ouvrier, dans cette question également, ne soutenait pas les troudoviks contre les cadets, il commettrait une erreur grossière. Les erreurs des uns et des autres ne sont nullement une raison pour que le parti ouvrier ne soutienne pas la démocratie bourgeoise réellement révolutionnaire. Les cadets et les

troudoviks se trompent tous les deux lorsqu'ils considèrent comme possible de donner ne serait-ce qu'une partie de la terre à un Etat loin d'être entièrement démocratique. Mieux vaut le partage que la remise de la terre à un tel Etat. Mais cette erreur, malheureusement, a été aussi commise par le Congrès du P.O.S.D.R., qui a admis la remise d'une partie des terres entre les mains d'un Etat « démocratique », sans définir *exactement* le *degré*, la mesure de son démocratisme. La comparaison des programmes des cadets et du Groupe du Travail montre de façon particulièrement nette l'erreur commise par le Congrès social-démocrate.

Les troudoviks se trompent ensuite en jugeant concevable une jouissance égalitaire du sol, tant que subsiste l'économie marchande. Le parti ouvrier doit dénoncer et réfuter de la façon la plus résolue cette utopie petite-bourgeoise.

Mais, sous prétexte de lutter contre les *rêveries* creuses des petits exploitants, il serait déraisonnable d'oublier *les actes* effectivement révolutionnaires de cette classe dans la révolution actuelle. Un marxiste ne peut agir ainsi. C'est cette erreur que commet par exemple le *Courrier* (n° 5) lorsqu'il écrit : « Dans ses lignes essentielles, le projet de loi du Groupe du Travail est loin d'être satisfaisant » (c'est juste !) « et ne mérite pas d'être soutenu par la classe ouvrière » (c'est faux !).

Le parti ouvrier doit, tout en conservant sa pleine indépendance, soutenir là aussi les troudoviks contre les cadets. En dénonçant les erreurs des uns et des autres, il ne faut pas oublier que les troudoviks vont plus loin que les cadets, que la signification pratique de leurs erreurs, par rapport à celle des cadets, se révélera à un degré supérieur du développement révolutionnaire. En la personne des cadets, le peuple *se guérit* de ses illusions sur la possibilité de concilier liberté populaire et vieux pouvoir. En la personne des troudoviks, le peuple *se guérit* de ses illusions sur la possibilité de concilier jouissance égalitaire et capitalisme. En la personne des cadets, le peuple se guérit de ses premières illusions bourgeoises ; en la personne des troudoviks, il se guérit de ses dernières illusions bourgeoises. Les illusions des cadets empêchent la victoire de la révolution bourgeoise. Les erreurs des troudoviks empêche-

ront la victoire immédiate du socialisme (les ouvriers, eux, ne font pas de vœux, encore vains, en vue d'une telle victoire immédiate). D'où ressort clairement la différence énorme entre les cadets et les troudoviks ; le parti ouvrier doit strictement tenir compte de cette différence.

Si nous ne faisions pas cela, nous transformerions le prolétariat socialiste d'avant-garde de la révolution, de conseiller le plus conscient de la paysannerie, en complice inconscient de la bourgeoisie libérale.

*La « Volna » n° 25, 24 mai 1906*

*Conforme au texte du journal*

# LES CONSIDÉRATIONS DU CAMARADE PLÉKHANOV SUR LA TACTIQUE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

Les deux dernières livraisons du *Courrier* publient la première lettre du camarade Plékhanov « sur la tactique et le manque de tact ». La presse bourgeoise libérale a déjà fait remarquer très justement que le camarade Plékhanov va beaucoup plus loin à droite que le *Courrier*. Toute cette presse se répand en louanges à l'adresse du camarade Plékhanov et l'oppose à tout le reste de la social-démocratie.

Examinons avec plus de sang-froid les considérations du camarade Plékhanov.

Le camarade Plékhanov engage une polémique contre le *Kolokol* [195], journal social-démocrate de Poltava. Il en tire les citations suivantes :

« L'adoption d'un programme social-démocrate unique, écrivait le *Kolokol*, ne suffit pas à rendre social-démocrate ni un individu ni même tout un groupe. Pour cela, il est nécessaire d'adopter aussi entièrement les principes de la tactique social-démocrate.

Le signe distinctif de la social-démocratie qui la sépare des autres partis, c'est, outre son programme, son irréductible position de classe à l'égard de tous les autres partis, les partis bourgeois*. »

Très sévèrement, le camarade Plékhanov « brandit sa férule » sur les passages cités. Premièrement, à la place du mot « position », il réclame qu'on mette le mot « opposition ». Il nous semble que cette correction n'améliore en rien, et même ne fait qu'empirer la formulation de l'auteur. Deuxièmement, le camarade Plékhanov fait un travail de correcteur. Dans le texte, il n'y a pas de virgule après les

* Dans le texte russe, en effet, l'absence de virgule donne: « à l'égard de tous les autres partis bourgeois ». (*N.R.*)

mots « les autres partis ». Les correcteurs sans prétentions corrigent habilement ce genre de fautes sans rien dire. Quant aux correcteurs prétentieux, ils iront écrire là-dessus presque une demi-colonne de feuilleton !

Mais venons-en au fait. Quelles sont les objections du camarade Plékhanov sur le fond ? Il écrit : « L'auteur représente tous les autres partis *, bourgeois, comme une masse réactionnaire homogène. »

C'est *faux*. Dans les lignes citées, il n'y a pas l'ombre d'une semblable description. Et dans les lignes suivantes de l'auteur reproduites par Plékhanov lui-même, on fait *une nette distinction* entre deux genres de partis bourgeois : 1) « l'opposition cadette » et 2) la « droite ». La tentative du camarade Plékhanov d'attribuer à l'auteur l'idée d'une « masse réactionnaire homogène » est non seulement injustifiée, mais encore indigne d'un socialiste qui veut discuter sur le fond.

« Les différents partis bourgeois portent des couleurs différentes », déclare le camarade Plékhanov. Nous avons déjà montré que cette idée juste n'était pas du tout étrangère à l'auteur de l'article du *Kolokol*, qui distingue lui-même la couleur de l'« opposition cadette » et celle de « droite ». L'auteur n'a donc pas péché contre les « principes » de la tactique social-démocrate, en dépit de l'opinion de son critique pointilleux, mais maladroit. Mais pour définir la tactique de la social-démocratie *russe à l'époque* de la révolution, *il ne suffit pas* de distinguer ces deux « couleurs » de partis bourgeois. Il y a effectivement ici une lacune dans la pensée ou dans la formulation de l'auteur du *Kolokol* et cette lacune, le camarade Plékhanov ne l'a pas remarquée. Il a inventé des lacunes qui n'existaient pas, et il n'a pas vu celle qui était réelle.

Si le camarade Plékhanov avait voulu discuter avec les bolcheviks ** sur le fond, et pas seulement dans le but de

* Le camarade Plékhanov oublie *lui aussi* de mettre ici une virgule ou de supprimer le mot « autres », c'est-à-dire qu'il commet *lui-même* la faute qu'il condamne avec tant d'importance !

** Nous ne connaissons ni l'auteur de l'article paru dans le *Kolokol*, ni en général le comité de rédaction et la tendance de ce journal social-démocrate. Ce qui nous intéresse ici c'est le sens général de la « critique » plékhanovienne, et non pas spécialement sa polémique contre le *Kolokol*.

se divertir et de réjouir les journaux cadets, il n'aurait pas pu passer sous silence le fait que depuis longtemps ce sont justement les bolcheviks qui insistent sur la nécessité de distinguer dans les partis bourgeois au moins *trois* « couleurs » principales. C'est justement là que se cache l'une des différences radicales entre *les deux tactiques*, et c'est en vain que le camarade Plékhanov espère masquer cette différence des tactiques politiques au moyen de soupirs de petit bourgeois sur « le manque de tact ».

Voilà un an qu'est parue à l'étranger la brochure bolchevique *Deux tactiques* *, rééditée ensuite en Russie. Elle démontrait que l'erreur essentielle de tout le menchevisme, c'était de ne pas comprendre quels sont les éléments de la bourgeoisie qui peuvent, avec le prolétariat, conduire jusqu'au bout la révolution démocratique bourgeoise en Russie. Constamment et aujourd'hui encore, les mencheviks laissent entendre que la révolution bourgeoise doit être accomplie uniquement par la « bourgeoisie » (la bourgeoisie en général, sans distinction de « couleurs » !) et que le rôle du prolétariat est de l'aider. C'est pourquoi les mencheviks, y compris Plékhanov, n'ont jamais pu définir de façon tant soit peu marxiste *ce que* sera, du point de vue du regroupement politique des classes, « la victoire décisive dans la révolution actuelle », encore qu'ils parlent volontiers de « victoire décisive », même dans leurs résolutions. Quand les bolcheviks affirment que la victoire décisive ne peut être que la dictature du prolétariat et de la paysannerie, cela ne leur plaît pas, mais ils n'ont pu ni réfuter, ni corriger, ni donner une autre forme à cette thèse.

Les bolcheviks affirmaient et affirment toujours que précisément à l'époque de la révolution démocratique bourgeoise, seule la paysannerie peut être l'allié sérieux et solide du prolétariat (jusqu'à la victoire de ladite révolution). La paysannerie fait aussi partie de la « démocratie bourgeoise », mais d'une tout autre « couleur » que les cadets ou les octobristes. A *cette* démocratie bourgeoise-là, indépendamment de ce qu'elle veut, *l'histoire a assigné* un but effectivement révolutionnaire à l'égard du « vieux régime » de Russie. *Cette* démocratie bourgeoise est *contrainte* de

* Voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 9, pp. 9-139. (*N.R.*)

lutter contre les *fondements mêmes* de l'emprise des grands propriétaires fonciers et son émanation, le vieux pouvoir d'État. Les conditions objectives ne « contraignent » pas *cette* démocratie bourgeoise-là à tendre de toutes ses forces à la conservation du vieux pouvoir, à l'achèvement de la révolution par un *compromis* avec le vieux pouvoir. C'est pourquoi *cette* démocratie bourgeoise-là est de par ses tendances, — elles-mêmes conditionnées par ce qu'elle est *contrainte* de faire —, une *démocratie révolutionnaire*. Et les bolcheviks ont défini la tactique du prolétariat socialiste à l'époque de la révolution démocratique bourgeoise de la façon suivante : le prolétariat doit mener à sa suite la paysannerie, sans se fondre avec elle, et la mener contre le vieux pouvoir et le vieux régime, en paralysant l'instabilité et les hésitations de la bourgeoisie libérale, qui balance entre la liberté populaire et le vieux pouvoir.

Ce sont justement ces principes fondamentaux de la tactique du prolétariat social-démocrate russe à l'époque actuelle que les mencheviks n'ont pas compris. Et le camarade Plékhanov ne les a pas compris non plus. C'est cette question *concrète* concernant notre tactique qu'il s'efforce d'éluder, de masquer, de dissimuler grâce à ses raisonnements sur les fautes, les coquilles, grâce à ses citations mal choisies, etc.

Jugez-en vous-mêmes. Dans le numéro 5 du *Courrier*, Plékhanov va jusqu'à attribuer aux bolcheviks l'idée que « le prolétariat ne peut pas marcher avec la bourgeoisie... ce serait de l'opportunisme ».

Nous ne sommes pas encore morts, camarade Plékhanov ! Conter des balivernes sur notre compte comme si nous étions morts, c'est simplement se couvrir de honte. Quiconque connaît ne serait-ce qu'un petit peu *Vpériod*, le *Prolétari*, *Deux tactiques*, *La victoire des cadets* et autres brochures bolcheviques se rendra tout de suite compte que Plékhanov ne dit pas la vérité.

Depuis un an et demi déjà, les bolcheviks affirment que l'erreur des mencheviks vient de ce qu'ils ne savent pas distinguer la démocratie bourgeoise révolutionnaire de toute cette démocratie bourgeoise qui, précisément à notre époque, est en train de perdre rapidement son caractère révolutionnaire. Depuis un an et demi déjà, les bolcheviks

soulignent que les mencheviks, par crainte ridicule de se rapprocher des socialistes-révolutionnaires, *se rapprochent* outre mesure des cadets, en n'appréciant pas suffisamment la démocratie bourgeoise de *couleur révolutionnaire*. Les bolcheviks soulignent que *l'opportunisme* des mencheviks, c'est leur oubli des intérêts essentiels de la démocratie et, par conséquent, des intérêts du *socialisme* aussi, car les succès réels de ce dernier à l'époque de la révolution bourgeoise sont impossibles en dehors des succès de la démocratie — qui profitent temporairement au libéralisme —, c'est leur admiration aveugle pour les triomphes de pacotille des zemstvos ou des cadets.

Voilà en quoi consiste votre *opportunisme*, camarade Plékhanov !

Marx nous a appris, s'exclame Plékhanov, « à ne pas nous interroger sur ce que *veulent* les bourgeois, mais sur ce à quoi ils sont *contraints* ».

C'est exactement cela, camarade Plékhanov. C'est précisément cet enseignement de Marx que vous oubliez, en citant Marx tout aussi à tort que le faisait Bernstein qui sapait le marxisme. Vous oubliez que les *cadets* sont « contraints » de passer des *compromis* avec le vieux pouvoir, tandis que la *démocratie paysanne ou révolutionnaire* est « contrainte » de lutter résolument contre lui ou — tout au moins — que les cadets ne sont capables que de compromis, tandis que les paysans sont capables d'une lutte sérieuse. Au moyen de phrases *générales* sur ce à quoi sont contraints les bourgeois *en général*, le camarade Plékhanov *estompe* la question concrète qui est de savoir à quoi sont contraints les « bourgeois » portant la *couleur* cadette et ceux portant la *couleur* de la démocratie révolutionnaire.

Jugez maintenant qui, *en fait*, est incapable de distinguer les différentes couleurs de la bourgeoisie *russe* à notre époque ? Qui nourrit les ouvriers de scolastique, de pédantisme et de « vérités momifiées », au lieu de leur indiquer les différences essentielles qui existent précisément à l'époque actuelle à l'intérieur de la démocratie bourgeoise?

Les lecteurs qui s'intéressent sérieusement à ce problème ne doivent pas, pour le résoudre, se fier à des impressions fortuites, mais étudier sérieusement la littérature social-démocrate et les décisions des congrès. Prenez la

résolution du congrès sur la Douma d'Etat et comparez-la avec le projet de résolution des bolcheviks *. Vous verrez que c'est justement la résolution du congrès (menchevique) qui *est incapable* de distinguer clairement la démocratie paysanne de la démocratie cadette. Au contraire, c'est justement cette différence que signale la résolution des bolcheviks. La résolution du congrès se borne à conseiller de dénoncer l'inconséquence de *tous* les partis bourgeois, tandis que la nôtre parle de l'inconstance des cadets et de la nécessité de rassembler et de leur opposer la démocratie paysanne. Sous ce rapport, la résolution du congrès ne vaut absolument rien, car les socialistes de *tous* les pays doivent à *tout* moment dénoncer *tous* les partis bourgeois ; quiconque se borne à le dire ne fait que rabâcher comme un écolier des mots marxistes appris par cœur, mais ne sait ni les assimiler ni les appliquer à la Russie. Dire à l'époque de la révolution bourgeoise : « dénoncez tous les partis bourgeois », c'est ne rien dire du tout, et c'est même une contre-vérité, car une dénonciation sérieuse et efficace ne peut être fournie qu'à mesure que *tels ou tels* partis bourgeois apparaissent sur l'avant-scène *historique*. Au contraire, notre résolution distingue justement les « couleurs » qui jouent un rôle politique *aujourd'hui*. Et c'est pourquoi les premiers actes de la Douma d'Etat ont confirmé *précisément notre* résolution, en montrant à tout le monde de façon évidente l'inconstance des cadets et le caractère plus révolutionnaire des troudoviks.

Autre exemple : le problème de l'attitude à l'égard des partis bourgeois. Comment les mencheviks l'ont-ils résolu avant le congrès ? Par des phrases générales : voyez leur projet de résolution. Et les bolcheviks ? Par la distinction de *trois* formes d'opposition bourgeoise : les octobristes, les cadets et les démocrates révolutionnaires (voir le projet de la résolution bolchevique **). Comment le congrès a-t-il résolu ce problème ? Les mencheviks *n'ont pas osé* présenter leur propre résolution, et ils ont *réaffirmé la résolution d'Amsterdam* ! Des social-démocrates russes à l'époque de la révolution bourgeoise n'ont rien à dire sur la bourgeoisie

* Voir le présent tome, pp. 303-304. (*N.R.*)
** *Ibid*, pp. 160-162. (*N.R.*)

russe de différentes couleurs, et ne savent que répéter ce que les Européens de tous les pays disent cent ans après la révolution bourgeoise ! !

N'est-il pas clair que le très honoré Plékhanov agit comme le voleur qui crie au voleur ?

Prenez les raisonnements du camarade Plékhanov sur le « socialisme authentique » en Allemagne dans les années 40. En quoi consiste au fond ce « socialisme authentique » ? Dans l'incompréhension de la lutte des classes et de l'importance de la liberté politique, d'une part. Ensuite, dans l'incapacité de distinguer la valeur de telle ou telle couche de la bourgeoisie dans la lutte politique actuelle. N'est-il pas amusant de voir que le camarade Plékhanov essaie de *nous* reprocher cela à nous, alors que c'est précisément lui qui, à la tête des mencheviks, *estompe* la différence radicale, dans les conditions actuelles, qui existe entre la bourgeoisie de l'opposition cadette et la bourgeoisie démocratique révolutionnaire ?

En général, quand on reproche aux bolcheviks d'être tout près du « socialisme authentique », cela ne prête qu'à rire. Songez-y un peu : partout et toujours un chœur d'accusation s'est levé contre nous nous reprochant d'être trop rigides, figés, durs comme pierre. Et voici qu'au même moment, nos opposants nous traitent de « blanquistes », « anarchistes » et « socialistes authentiques ». Les blanquistes sont des conspirateurs (ils n'ont jamais été partisans de la grève générale), ils exagèrent l'importance du pouvoir révolutionnaire. Les anarchistes nient complètement aussi bien le pouvoir révolutionnaire que tout autre pouvoir, ils opposent à la rigoureuse organisation du blanquisme la désorganisation la plus complète. Les « socialistes authentiques » sont des espèces de disciples pacifiques de Lavrov [196], des semi-éducateurs, des non-révolutionnaires, des champions du raisonnement subtil et de la prêche abstraite. Les mencheviks ne pouvaient mieux se fouetter eux-mêmes qu'en inventant contre les bolcheviks ces accusations qui *s'excluent réciproquement*. Il nous suffit de montrer du doigt cette confusion pour répondre à leurs accusations.

Au contraire, nous avons toujours dit et nous disons que les mencheviks constituent l'aile droite de la social-démocratie, qu'ils penchent vers l'opportunisme, c'est-à-dire

vers l'oubli des intérêts constants, essentiels, radicaux du prolétariat, au nom des intérêts du moment, au nom des possibilités apparentes de se « conformer » aux humeurs, aux situations et aux rapports du moment.

A quoi se ramène toute la tactique actuelle du camarade Plékhanov ? A ramper à plat ventre devant le succès des cadets, à oublier les immenses aspects négatifs de leur conduite présente, à estomper leur caractère réactionnaire *par rapport* à l'élément révolutionnaire de la démocratie bourgeoise, à obscurcir la conscience des ouvriers et des paysans, capables de croire aux « requêtes » et à un parlement qui en réalité n'en est pas un.

Les cadets essaient de toutes leurs forces de se faire passer pour la démocratie bourgeoise en général, de cacher leur divergence avec le Groupe du Travail, de maquiller leurs désaccords avec la démocratie paysanne et d'obtenir précisément que l'on soutienne l'aile droite de la démocratie bourgeoise, celle qui est la moins sûre. Le camarade Plékhanov, indépendamment de ce à quoi il vise, n'arrive finalement qu'à une chose : il *soutient en fait* ces aspirations réactionnaires des cadets. Voilà pourquoi ils se répandent en louanges à son adresse.

Le camarade Plékhanov déclare : dès 1903 (IIe Congrès du P.O.S.D.R.) j'ai engagé une discussion contre ce qui était alors l'aile droite du parti (Akimov, Martynov et autres), en défendant la nécessité de soutenir tout mouvement *d'opposition* contre l'autocratie. C'est également ainsi que Marx envisageait les choses en 1847. Et Plékhanov veut faire croire aux lecteurs que les bolcheviks ont oublié cette vérité.

Le camarade Plékhanov se trompe. La thèse générale préconisant de soutenir l'opposition n'est pas niée par ceux qui résolvent la question concrète du soutien à accorder dans le moment *présent à telle ou telle fraction* de cette bourgeoisie oppositionnelle et révolutionnaire. L'erreur de Plékhanov est de substituer à une question historique *concrète* des considérations *abstraites*. Cela, premièrement. Et deuxièmement, l'erreur du camarade Plékhanov est de se faire une conception tout à fait *antihistorique* de la démocratie bourgeoise de Russie. Plékhanov oublie la façon dont la situation des différentes couches de cette démocratie bour-

geoise change à mesure que la révolution va de l'avant. Plus la révolution monte, plus vite elle abandonne chemin faisant les couches les moins révolutionnaires de la bourgeoisie. Qui ne comprend pas cela est complètement incapable d'y voir clair dans le déroulement de la révolution bourgeoise en général.

Deux exemples en guise d'explication.

En 1847, Marx soutenait la plus timide opposition de la bourgeoisie allemande contre le gouvernement [197]. Un an plus tard, en 1848, il flétrissait impitoyablement, férocement, il traînait dans la boue les très radicaux cadets allemands — beaucoup plus à gauche que les nôtres — qui menaient une « action organique » au parlement de Francfort, qui essayaient de bien faire croire au monde entier que ce travail organique avait la plus grande importance du point de vue de la propagande, sans se rendre compte que la lutte pour le pouvoir réel était inévitable. Marx s'était-il trahi lui-même ? Avait-il adopté un autre point de vue ? Etait-il tombé dans le blanquisme (comme le pensent les bernsteiniens et les professeurs libéraux allemands) ? Absolument pas. *C'est la révolution qui avait avancé.* Elle avait *laissé en arrière* non seulement les « chipoviens » allemands de 1847, mais aussi les « cadets » allemands de 1848. Gardien fidèle des intérêts de la classe d'avant-garde, Marx fustigeait impitoyablement le retard de ceux justement qui avaient le plus d'influence parmi les partis à la traîne.

Se référant à Marx, Plékhanov le déforme.

Deuxième exemple.

En 1903 — et même avant, en 1901 et 1902 —, l'ancienne *Iskra* soutenait les « chipoviens », c'est-à-dire à cette époque les timides libéraux des zemstvos, qui avaient, avec M. Strouvé, avancé le mot d'ordre : « Des droits et un zemstvo investi du pouvoir. » Puis la révolution progressa, et les social-démocrates passèrent, pour ainsi dire, des couches supérieures de l'opposition bourgeoise à ses couches inférieures révolutionnaires. Ils « harcelèrent » les chipoviens parce qu'ils ne revendiquaient pas nettement une constitution ; les constitutionnalistes, parce qu'ils ignoraient le suffrage universel, etc. ; les partisans du suffrage universel, parce qu'ils ne reconnaissaient pas la révolution, etc., à mesure que se développait, s'élargissait et s'approfondissait

l'ensemble du mouvement démocratique. Les social-démocrates révolutionnaires se sont-ils trahis eux-mêmes lorsque, du soutien des chipoviens oppositionnels des années 1901-1902 ils sont passés au soutien des paysans révolutionnaires en 1905-1906 ? Absolument pas. Ils sont restés fidèles à eux-mêmes.

C'est le camarade Plékhanov qui s'est trahi lui-même, lui qui, derrière le succès momentané des cadets, n'a pas vu les tâches démocratiques plus élevées et déjà imposées par la vie.

Poursuivons. Voici un exemple particulièrement frappant de l'attitude aussi peu critique que possible de Plékhanov à l'égard de la Douma cadette.

Le camarade Plékhanov reproduit la citation suivante du *Kolokol* :

« Appliquant ces thèses générales au groupe parlementaire ouvrier, nous pouvons dire que ce groupe exprimera les aspirations réelles de la fraction la plus consciente et la plus combative du prolétariat russe autrement dit, il sera qualifié de social-démocrate uniquement dans la mesure où, dans ses actions à la Douma, il appliquera les principes tactiques fondamentaux de la social-démocratie.

Ne pas s'embourber dans le marais oppositionnel cadet de la Douma, ne pas se mettre à la remorque de sa majorité cadette, mais s'opposer à elle, dénoncer l'étroitesse de ses aspirations, sa tendance à conclure des accords avec les partis de « droite » et le gouvernement, voilà la seule tactique digne des représentants du prolétariat qui soit en même temps une vraie tactique social-démocrate, et que nous devons instamment recommander aux représentants ouvriers à la Douma d'Etat. Toute autre tactique, en obscurcissant la conscience de classe du prolétariat, dont les membres de ce groupe se considèrent comme les représentants à la Douma, les transformera en complices des partis bourgeois et en instrument dirigé contre les tâches propres du prolétariat dans le cours de la révolution russe. »

Et Plékhanov écrit à ce propos :

« Si notre camarade de Poltava avait eu à appliquer ses thèses générales au parti socialiste en France, il n'aurait pas eu besoin d'apporter d'amendements tant soit peu importants aux dernières lignes de son article. Il aurait pu se borner à remplacer les mots : « cadets » par le mot : « radicaux » ; le mot « Douma » par le mot : « Chambre des députés » ; enfin, les mots : « révolution russe » par les mots : « mouvement socio-historique ». C'est étonnamment commode. »

Nous invitons le lecteur à relire encore une fois la citation du *Kolokol* et la remarque de Plékhanov. Cette der-

nière nous fait apparaître avec une rare netteté l'une des sources du tournant opéré par Plékhanov en direction de Bernstein.

Songez donc que dans les dernières lignes de l'article, le « *Kolokol* » *aurait pu se borner* à remplacer le mot : « cadets » par le mot : « radicaux » et le mot : « Douma » par le mot : « Chambre des députés ».

Par ce raisonnement, le camarade Plékhanov s'est définitivement trahi lui-même. Il a montré de façon évidente à quel point lui était étrangère toute compréhension de la nature des illusions constitutionnelles et, par conséquent, toute compréhension de la période actuelle de la révolution bourgeoise russe.

Entre les cadets russes et la Douma russe d'une part, et d'autre part les radicaux français et la Chambre des députés française, entre les relations réciproques des uns et des autres, il existe une différence *fondamentale*, qui a échappée à Plékhanov. Plékhanov n'a pas vu dans l'article du « *Kolokol* » *un mot tout petit*, mais au plus haut point caractéristique et significatif. Ce petit mot, c'est « *accord avec le gouvernement* ».

Réfléchissez un peu, camarade Plékhanov : peut-il être question en France d'un « accord » de la Chambre des députés avec le gouvernement ? Non, il ne peut en être question. Pourquoi ? Parce que, pour les problèmes essentiels, le gouvernement de ce pays est subordonné à la Chambre des députés. C'est la majorité de la Chambre qui constitue le véritable *gouvernement*, puisque c'est elle qui désigne aux postes de ministres les personnalités qui lui conviennent. Ayant obtenu la majorité à la Chambre des députés, les radicaux *deviennent par là même* le gouvernement. Les rapports parlementaires pour la période envisagée correspondent plus ou moins au rapport des forces réelles dans le peuple, et au rapport entre le pouvoir d'Etat et le peuple. Pour la période envisagée, la constitution écrite ne présente pas de divergences fondamentales avec la constitution réelle, effective, avec le rapport des forces.

En Russie, il peut *et il doit être* question de l'accord de la majorité de la Douma avec le gouvernement. Pourquoi ? Parce que dans notre pays, aussi bien de par la loi que de par la situation réelle, le pouvoir n'appartient *nul-*

*lement à la Douma*, mais au vieux gouvernement autocratique. La Douma n'est pas, comme la Chambre des députés, l'organe du pouvoir politique, mais un organe qui se charge des demandes, des requêtes, des déclarations où sont formulées les revendications d'une partie du peuple à l'égard du vieux pouvoir. C'est pourquoi la majorité de la Douma peut « conclure un accord » avec le gouvernement ; en France ce serait une absurdité. Les rapports parlementaires ne correspondent en rien au rapport réel des forces dans le pays, ni aux rapports existant entre le pouvoir d'Etat et le peuple.

En France, la lutte de classe réelle se déroule précisément entre les forces représentées à la Chambre des députés, et même, la représentation de ces forces correspond plus ou moins, dans le moment présent, à leur « importance combative » relative.

En Russie, la lutte réelle *ne se déroule nullement entre les forces* représentées à la Douma ; et à l'époque actuelle la représentation de ces forces à la Douma diverge de façon particulièrement brutale et radicale avec leur « importance combative » relative. Le gouvernement réel de la Russie n'est presque pas représenté à la Douma, il a d'autres « institutions » ; le prolétariat, lui non plus, n'est presque pas représenté ; quant à la paysannerie, elle est bien faiblement représentée, compte tenu de son importance.

En tentant de comparer la Russie et la France, le camarade Plékhanov montre qu'il est complètement embourbé dans les illusions constitutionnelles. Il prend le mot (parlement, chambre) pour la chose elle-même, l'étiquette pour le contenu. C'est pourquoi toutes les particularités essentielles de la période présente en Russie lui échappent complètement, période où la lutte mûrit entre le « peuple » le moins représenté à la Douma et le vieux pouvoir, et où le rôle de « conciliateurs », de transfuges dans cette lutte *devient* particulièrement important et particulièrement *dangereux*.

De même que Bernstein en 1899 a causé un immense préjudice au prolétariat allemand en prenant les intellectuels « conciliateurs » petits-bourgeois (les social-libéraux, qui voulaient faire la paix entre le prolétariat et la bourgeoisie) pour la bourgeoisie elle-même alors détentrice du pou-

voir véritable, de même Plékhanov en 1906 cause un préjudice immense au prolétariat russe en prenant les « conciliateurs » bourgeois semi-réactionnaires (les cadets qui veulent concilier la liberté populaire avec le vieux pouvoir) pour une force politique indépendante dans l'Etat, pour un pouvoir que l'on peut et qu'il est utile de soutenir.

En appelant à faire preuve de « tact » à l'égard des social-libéraux, à les soutenir, à ne pas les pousser du côté de la réaction, Bernstein appelait à soutenir une *fiction*. Il s'emballait pour un *fantôme* de paix sociale et il oubliait les tâches fondamentales de la lutte pour le pouvoir.

En appelant à faire preuve de « tact » à l'égard des cadets, à les soutenir, à ne pas les pousser du côté de la réaction, Plékhanov appelle à soutenir une *fiction*. Il s'est emballé pour un *fantôme* de parlementarisme (à une époque de révolution non pas socialiste, mais bourgeoise) *et il oublie les tâches fondamentales de la lutte pour le pouvoir*.

La bourgeoisie social-libérale, la bourgeoisie cadette est aux petits soins pour Bernstein et Plékhanov, elle les porte aux nues, leur fait de la publicité, reproduit leurs écrits pour les récompenser *des services* qu'ils lui rendent dans sa lutte contre le prolétariat.

Ouvriers, ne vous laissez pas induire en erreur. Les belles paroles sur le « tact » des social-démocrates et sur le « soutien » des cadets ont, dans la politique réelle, leur signification *propre*, qui n'est pas déterminée par les bonnes intentions de Plékhanov, *mais par le rapport réel des forces*. Plékhanov peut considérer et essayer de faire croire aux autres qu'il n'avait pas la moindre intention d'affaiblir ou d'estomper l'antagonisme politique et social des classes entre elles et celui entre le peuple et le vieux pouvoir. Mais les propos de Plékhanov, étant donné la situation politique actuelle, *prennent effectivement ce sens*, indépendamment de sa volonté.

Bernstein ne voulait pas la paix sociale (ou tout au moins il affirmait qu'il ne la voulait pas), mais la bourgeoisie comprenait, et elle avait raison, que telle était la signification réelle de ses propos. Jetez donc un coup d'œil sur la presse des cadets chez nous, en Russie. Elle félicite Plékhanov et, sans tenir compte de lui, elle tire *ses propres conclusions* des propos qu'il tient. Hier, dans la *Douma*

(n° 22), Kotliarevski démontrait que toute « lutte *de classe* et haine de classe » porte préjudice à la cause de la libération nationale. Il mettait directement en parallèle la lutte de la *Volna* et celle des guesdistes contre les jauressistes, de Ferry contre Turatti, de Kautsky contre Bernstein ; il exprimait sa crainte que « la propagande de la haine de classe, telle qu'elle se manifeste actuellement en Russie, en sapant la solidarité des différents groupes sociaux, solidarité si nécessaire à une action politique commune, ne sape à la racine (écoutez bien !) le terrain où agirait une représentation populaire valable ». « Ne sapera-t-elle (la haine de classe) pas l'esprit même du constitutionnalisme ? »

Aujourd'hui, dans la *Svoboda i Koultoura* (n° 7), M. Strouvé pousse les hauts cris parce que, dit-il, les social-démocrates « condamnent la liberté *à être déchirée par les débordements de la discorde de classe* », parce qu'ils « sont pris d'une passion unilatérale et malsaine, allant jusqu'à la frénésie, *pour les idées de la lutte de classe* » (p. 458), parce que « *la paix politique* » (rappelez-vous la « paix sociale » dans la bouche des bourgeois européens !) « nous présente des exigences tout à fait nouvelles » (page 514). La bourgeoisie comprend parfaitement que les idées de Plékhanov sèment précisément cette notion trompeuse de « paix politique » et estompent en fait toute discorde entre les classes, toute lutte de classe. Le camarade Plékhanov s'est fait prendre une patte, et l'« oiseau » s'est trouvé, par rapport à la politique actuelle, dans la cage de M. Strouvé.

« Les fortes paroles ne font pas la critique », écrit le camarade Plékhanov. « La critique développe effectivement la conscience, tandis qu'au contraire, les fortes paroles l'obscurcissent. Prenons ne serait-ce que celle de trahison. Nous crions si souvent à la trahison de la bourgeoisie que lorsqu'elle « trahira » effectivement — c'est-à-dire lorsqu'elle se réconciliera avec la bureaucratie —, et qu'il nous faudra vraiment aller le clamer sur les toits, nos cris ne produiront plus l'effet nécessaire, et nous serons dans la situation du gamin qui hurlait : « Au loup ! au loup ! » avant même que le loup ait paru. »

Quel magnifique échantillon de bernsteinisme russe nous offre ce petit extrait des raisonnements du camarade Plékhanov !

Premièrement, voyez comme le manque de terrain solide sous les pieds du camarade Plékhanov se fait manifestement sentir. En novembre 1905, il écrivait dans le numéro 3 des *Cahiers* : « ...Chez nous, beaucoup de gens ont poussé les hauts cris ces derniers temps à propos *d'on ne sait quelle* (!) trahison de la bourgeoisie. Mais qu'est-ce que la bourgeoisie peut donc trahir, à proprement parler ? Pas la révolution en tout cas, puisqu'elle n'a jamais été au service de l'idée révolutionnaire ! »

Ainsi, vous voyez qu'en novembre 1905, le camarade Plékhanov ne comprenait même pas, de manière générale, ce que la bourgeoisie *pouvait* trahir. Maintenant, il l'a compris. Non seulement il suppose que la bourgeoisie *peut* trahir quelque chose, mais il trouve même qu'*elle va trahir effectivement*. En l'espace de six mois, le camarade Plékhanov a changé de position : il disait d'abord que la bourgeoisie, de manière générale, ne pouvait rien trahir. Maintenant il déclare que la bourgeoisie trahira effectivement, c'est-à-dire qu'elle se réconciliera avec la bureaucratie.

Nous serions extrêmement heureux de voir le progrès accompli par le camarade Plékhanov si dans les autres domaines ses opinions n'étaient pas demeurées tout aussi branlantes. Le mot « trahison » est une parole forte, dit-il. Ce point de vue n'est pas nouveau. C'est celui de tous les bourgeois libéraux. Des milliers d'articles de la presse cadette inculquent au public russe l'idée que les discours sur les « trahisons » de la bourgeoisie ne sont que des paroles bien senties prononcées par les bolcheviks « déchaînés ». La bourgeoisie vient donc de trouver un nouvel allié sur ce point. Le camarade Plékhanov en est venu à son tour à la conviction que la « trahison » n'est rien d'autre qu'une « parole bien sentie ».

De même que naguère, contre Bernstein, il a fallu répéter et rabâcher l' a b c du marxisme, il faut maintenant en faire de même contre Plékhanov. Il commet une profonde erreur. La « trahison » n'est pas une « parole forte », mais c'est, du point de vue scientifique et politique, la seule expression juste des faits réels et des tendances réelles de la bourgeoisie. Le mot « trahison » exprime la même idée que le mot « arrangement ». Plékhanov lui-même ne peut manquer de le reconnaître, puisqu'il identifie trahison et

réconciliation avec la bureaucratie. Voyez maintenant comment la *Volna* « déchaînée » parlait de cette notion d'« arrangement ».

« Mais quelle est la nature des arrangements cadets ? », lisons-nous dans le numéro 13 de la *Volna*. *Ce n'est pas une trahison individuelle, évidemment. Un point de vue aussi grossier est tout à fait étranger au marxisme.* Leur nature réside uniquement en ceci : les cadets ne quittent ni ne veulent quitter le terrain du maintien du pouvoir de l'ancien régime, le terrain des ordres émanant de ce dernier *. »

Ainsi, la nature de la trahison ou des arrangements n'est pas du tout dans les trahisons individuelles. La nature de la trahison ou des arrangements réside *uniquement* en ce fait que le parti de la liberté « du peuple » (lisez : de la bourgeoisie) s'efforce de maintenir le pouvoir aux mains de la vieille autocratie, s'efforce de *partager* le pouvoir entre cette dernière et la bourgeoisie.

Le parti de la « liberté du peuple » trahit la liberté du peuple précisément en abandonnant une part considérable des droits du peuple et du pouvoir du peuple aux représentants *du vieux pouvoir*. Que le camarade Plékhanov ne veuille pas comprendre cette simple vérité, c'est là une chose tout bonnement monstrueuse. Il présente la situation comme si, dans notre pays, la bourgeoisie n'avait *pas encore* trahi, comme si elle ne trahirait que dans l'avenir.

C'est ne rien comprendre à la nature même de la trahison et des arrangements.

Des *milliers de fois* déjà, la bourgeoisie et des cadets ont trahi la liberté et *se sont réconciliés* avec la bureaucratie. Qu'est-ce que le programme du parti cadet ? Représente-t-il une action politique déterminée de la bourgeoisie ? C'est incontestable. Et précisément, ce programme est un programme de trahison et d'arrangements ! Et *chaque* acte politique des cadets, par un quelconque de ses aspects, applique, réalise, *précisément ce* programme. Le discours prononcé par Troubetskoï [198] en été 1905, les tergiversations dans la question des « quatre impératifs », le projet de loi draconien sur la liberté de la presse, tout cela cons-

* Voir le présent tome, p. 425. (*N.R.*)

titue précisément des actes de la bourgeoisie libérale qui mettent bien en application son programme de trahison.

Pour le camarade Plékhanov, les choses se présentent de telle sorte que si la bourgeoisie n'accomplit pas encore quelque acte *particulier*, il n'y aura aucune trahison de sa part. Ce n'est pas vrai. Si la bourgeoisie, et particulièrement les cadets, continuent à faire ce qu'ils ont fait jusqu'à présent, c'est bien la *somme de toutes leurs actions qui donnera un tableau complet de la trahison*. La nature de l'opportunisme social-démocrate actuel se révèle justement dans le fait qu'il ne peut comprendre cela.

Si le rêve petit-bourgeois des cadets se réalise, si la « pression pacifique » de la Douma et de l'« opinion publique » oblige le gouvernement à accorder quelques petites concessions, si le Conseil d'Etat montre quelques bonnes dispositions — selon la recette d'un membre du Conseil d'Etat, M. Khomiakov, dont les plans ont été publiés hier par le journal cadet la *Douma* — si le vieux pouvoir renouvelle le gouvernement en donnant quelques sièges aux cadets de droite et ainsi de suite, nous aurons en fin de compte, *précisément* « une réconciliation » entre les cadets et la bureaucratie. Toute l'erreur de Plékhanov c'est de croire que le chemin de la « trahison » est ou sera un chemin « nouveau » pour notre bourgeoisie, alors qu'en réalité, c'est le fait que la bourgeoisie continue à suivre son chemin habituel qui donne tout le « corps » de la trahison, pour s'exprimer en termes juridiques.

Lorsque la bourgeoisie trahira « effectivement », écrit Plékhanov, personne ne croira à nos cris, car tout le monde aura été trop habitué au mot « trahison ».

C'est la naïveté politique portée à son comble ! Toute la politique de la social-démocratie consiste à *éclairer* la voie dans laquelle la *masse* du peuple *aura* à s'engager. Portant haut le flambeau du marxisme, à chaque pas que font les diverses classes, à chaque événement politique et économique, nous montrons la *confirmation* que la vie apporte à notre théorie. Plus le capitalisme se développe, plus la lutte politique s'intensifie, et plus grande est la fraction du peuple qui est convaincue par nos paroles et par *la confirmation* que leur apporte la vie (ou l'histoire). Actuellement, disons, des centaines de milliers de person-

nes en Russie sont déjà convaincues de la justesse de notre jugement sur les cadets. Si la révolution se développe rapidement ou si l'on assiste à un brusque revirement vers quelque grave compromis entre les cadets et l'autocratie, ce seront des millions et même des dizaines de millions de personnes qui seront convaincues de la justesse de notre appréciation.

Donc prétendre que dans l'avenir l'on ne nous croira plus quand nous crierons à la trahison parce que dans le présent nous le crions *trop souvent*, c'est dire la plus énorme des absurdités. Le camarade Plékhanov s'efforce en vain de cacher cette absurdité sous des raisonnements du genre de ceux que les vieilles filles et les surveillantes ont l'habitude de servir aux lycéennes. « La critique doit aller au fond des choses », nous déclare-t-il d'un ton édifiant.

C'est intelligent et c'est nouveau. Votre critique aussi, camarade Plékhanov, doit aller au fond des choses. Mais tenez, vous assurez que la critique que nous faisons des cadets ne va pas au fond des choses, or *vous n'en donnez* aucun exemple *pratique* et tant soit peu important ; par contre, grâce à vos raisonnements généraux, vous semez dans l'esprit des lecteurs une foule d'opinions *non fondées* ! Rien qu'à voir votre façon de réduire la notion de « trahison » à une simple parole forte !

Et à ne prendre encore que cette phrase : « Dans nos rangs, la conscience de cette opposition (l'opposition des intérêts de la bourgeoisie et du prolétariat) a déjà acquis, peut-on dire, *la solidité d'un préjugé* . » Qu'entendez-vous par « nos rangs », camarade Plékhanov ? Les rangs des Russes qui habitent Genève ? Les rangs des membres de notre Parti en général ? Mais ne convient-il pas aussi de mentionner les larges rangs de la masse populaire ?

L'ouvrier qui a écrit dans le *Prizyv* [199] que Plékhanov jugeait les choses « *de loin* » a bien dit la vérité. La masse des prolétaires et semi-prolétaires n'a encore aucune idée ni de cette opposition d'intérêts en général, ni du caractère bourgeois des cadets. Or, aujourd'hui la presse cadette est sûrement dix fois supérieure à notre presse social-démocrate. La corruption du peuple par les idées cadettes se renforce à la fois par l'intermédiaire de la Douma

cadette et par l'intermédiaire de toutes les institutions libérales. Il faudrait avoir perdu tout sens de la réalité pour imaginer que nous *devançons* le cours des événements et les aspirations des masses lorsque nous dénonçons l'inconstance et la trahison des cadets. Au contraire, *nous sommes en retard*, en la matière, à la fois sur le cours des événements et sur les aspirations des masses ! Camarade Plékhanov, écrivez donc plutôt, contre les cadets, une critique de vulgarisation qui « aille au fond des choses » ! Cela sera beaucoup plus utile.

Passons maintenant aux conclusions de Plékhanov concernant la Douma.

« Notre gouvernement a déjà commis un bon nombre d'erreurs impardonnables », écrit-il. « Ces erreurs l'ont conduit au bord de l'abîme ; mais elles ne l'y ont pas encore poussé. *Il tombera dans l'abîme lorsque la Douma sera dissoute...* La Douma réveille même les plus endormis. Elle pousse en avant même les plus attardés. Elle détruit parmi les masses les dernières illusions politiques héritées de l'histoire... Le travail organique de la Douma aura la plus grande importance du point de vue de la propagande. »

Tâchez de considérer ces raisonnements de plus près. Le gouvernement tombera lorsque la Douma sera dissoute. Soit. Mais d'où ressort-il qu'elle sera dissoute si elle se borne à un travail organique ? Et qu'est-ce que le travail organique ? C'est le travail régulier de la Douma. La Douma dépose des projets de lois devant le Conseil d'Etat et adresse des demandes aux ministres. Le Conseil d'Etat et les ministres font traîner les choses en longueur et étouffent autant que possible les conflits qui surgissent. L'organe de presse du gouvernement russe, le *Rousskoïé Gossoudarstvo*, a déjà dit depuis longtemps : que la Douma fasse de l'opposition, soit ; mais seulement, qu'elle ne soit pas révolutionnaire. En d'autres termes : faites votre travail organique, mais pas un pas de plus.

A quoi bon dissoudre la Douma en raison de son travail organique ?? *Et on ne la dissoudra jamais*, si elle n'accomplit aucune action révolutionnaire, c'est-à-dire absolument non organique, ou si, en dehors de la Douma, ne se déclenche pas un mouvement tel que même une Douma cadette devienne une gêne pour le gouvernement. Cette hypothèse

nous paraît beaucoup plus vraisemblable que l'affirmation gratuite : « la Douma sera dissoute ».

Quant au gouvernement, il ne tombera pas au seul cas où la Douma serait dissoute. Il tombera aussi dans d'autres cas, car la Douma n'est pas du tout le *principal* facteur ni l'indice le plus fidèle du mouvement. Il ne tombera pas de lui-même, mais seulement par l'action énergique... d'un tiers (qui ne sera ni le gouvernement, ni la Douma). Eclairer le caractère inévitable de cette action, ses formes probables, le caractère et la composition de classe des protagonistes capables de réaliser cette « action », les conditions de son succès, et caetera et ainsi de suite, c'est tout cela que les social-démocrates doivent faire. Et ce sont précisément les cadets qui, avec le maximum d'acharnement, luttent contre ce travail des social-démocrates. Jeter le discrédit sur les cadets, c'est justement l'une des conditions de ce travail et le gage de la sympathie des masses à son égard.

Quiconque parle de la « chute » du gouvernement dans l'abîme tout en affirmant que la critique et les accusations de trahison dirigées contre les cadets sont inopportunes est incapable de joindre les deux bouts de ses raisonnements. La chute « dans l'abîme », c'est simplement parler au figuré, c'est une *phrase* révolutionnaire, dirais-je si je voulais imiter la manière de Plékhanov. Entre quelles mains le pouvoir passera-t-il ? Les ouvriers et les paysans peuvent-ils admettre qu'il passe entre celles des cadets qui le partageront aussitôt avec le vieux gouvernement autocratique ? De ce point de vue justement, n'est-il pas, particulièrement nécessaire de *mettre* le peuple *en garde* contre les cadets ?

Nous pensons que si. Nous pensons que le travail indispensable qui consiste à éclairer les masses sur le compte des cadets est entravé et contrecarré par l'opportunisme de Plékhanov, qui, sans le moindre fondement lutte contre une tactique dévoilant la véritable nature du parti cadet.

Lorsqu'il dit que le travail organique de la Douma aura la plus grande importance en matière de propagande, Plékhanov exprime le point de vue le plus unilatéral sur les choses. Ici, Plékhanov, comme nous l'avons

déjà indiqué dans la *Volna* *, est corrigé par les mencheviks eux-mêmes, lorsqu'ils tournent en ridicule, de façon tout à fait justifiée, la perspective de voir la Douma « pondre un paquet de lois ». Jusqu'à présent, la Russie a été le pays où existe la plus grande quantité de lois policières sur le papier. Si la Douma continue son travail « organique » en permanence, la Russie deviendra bientôt le pays où la plus grande quantité de lois radicales existera sur le papier. S'imaginer que l'effet de propagande de ces lois ou projets de lois est directement proportionnel à leur longueur ou à leur quantité, c'est faire preuve du plus magnifique pédantisme. Pour penser de la sorte, il faut avoir oublié l'exemple du parlement de Francfort, qui faisait de la manière la plus sérieuse son « travail organique » et s'imaginait, à l'instar de Plékhanov, que ce travail organique avait la plus grande importance en matière de propagande. Pour penser de la sorte, il faut ne pas voir ce qui se passe dès maintenant en Russie ; il faut ne pas voir les symptômes qui montrent que le public commence à être fatigué par le bla bla bla interminable des discours cadets à la Douma, ne pas voir quelle impression produisent les projets de lois « draconiens » des cadets et les balbutiements pitoyables par lesquels ils essaient de s'en justifier, ne pas voir cette peur petite-bourgeoise, infiniment repoussante, des cadets devant la nouvelle vague qui se lève, devant les nouvelles luttes inévitables, devant ce que Plékhanov a appelé « la chute dans l'abîme ». Dénoncer les cadets, camarade Plékhanov, c'est préparer la conscience des larges masses populaires à cette chute, à leur participation active à cette chute, c'est se préparer à *écarter* les cadets du « gâteau » lorsque cette chute se produira, c'est s'y préparer avec courage, avec aplomb.

La Douma sonne le réveil, la Douma dissipe les dernières illusions, nous dit-on. C'est vrai. Mais la « Douma » ne le fait que dans la mesure où *nous-mêmes* nous dénonçons la timidité et les hésitations de la Douma *cadette*, dans la mesure où *nous-mêmes* nous expliquons les faits relatifs à la Douma et qui indiquent la chute des illusions. Cela, les cadets ne le font pas. Au contraire, ils s'y opposent. Les cadets

* Voir le présent tome, pp. 474-475. (*N.R.*)

répandent les illusions constitutionnelles. Le zoubatovisme a aussi réveillé les ouvriers, il a aussi détruit les illusions mais il ne l'a fait de même que dans la mesure où nous avons lutté contre la corruption du peuple par le zoubatovisme. Et que l'on n'essaie pas de réfuter cet argument en déclarant que la Douma n'est pas zoubatovienne. Comparer n'est pas identifier. Que l'on essaie donc de me trouver un journal cadet ou une importante intervention politique des cadets dans lesquels (dans le journal ou dans l'intervention) il n'y aurait pas d'éléments de *corruption* de la conscience politique du peuple.

Voilà ce qu'oublie le camarade Plékhanov lorsqu'il déclare d'un air important et majestueux : « Voilà le sens de toute cette philosophie : tout est bien qui concourt à l'éducation politique du peuple, tout est mal qui met obstacle à cette éducation. » Tout le reste n'est que préjugés et discours scolastiques.

Oui, oui, en effet, il y a une aile de la social-démocratie qui verse dans une scolastique sans espoir. Laquelle : l'aile droite ou l'aile gauche ? Peut-on se figurer quelque chose de plus pédantesque, de plus mort, de plus authentiquement scolastique que cette réduction de la tactique du prolétariat au problème de l'éducation politique du peuple et cela à l'époque de la révolution ? Où est alors la limite entre la lutte de classe social-démocrate et la lutte d'un médiocre éducateur bourgeois ? La révolution bat son plein, les différentes classes entrent dans l'arène, les masses entreprennent un travail historique, les différentes nuances des partis bourgeois se dessinent, une crise politique complexe s'aggrave, un nouveau stade de la lutte est en formation sur le terrain préparé par les événements et l'expérience extrêmement riche de l'année 1905, et tout cela ne devrait être ramené qu'à une seule chose : l'éducation politique du peuple ! Géniale découverte, vraiment, de notre demoiselle de pensionnat. Joli « passe-partout », vraiment, pour toutes les questions concrètes de la politique, passe-partout qui d'ailleurs sera entièrement accepté et saisi des deux mains par n'importe quel cadet, et même par le parti des réformes démocratiques et même par Heiden. Oui, oui, c'est précisément ce « large » critère qu'il nous faut, c'est précisément ce qui unit les classes et les rend solidaires, au lieu

de semer la haine et la discorde. C'est ça ! Bravo, Plékhanov ! disent toutes ces bonnes gens : en effet, cette « solution » obscurcit ou éloigne forcément la question de cette « période de folie », de ce nouveau « tourbillon » qui épouvante tant les âmes bourgeoises. Il n'y aura pas de tourbillon, il n'y aura pas de catastrophe, camarade Plékhanov — soyez donc conséquent avec vous-même — il n'y aura pas d'abîme. L'éducation politique du peuple, voilà notre drapeau, voilà le sens de toute la philosophie.

Le camarade Plékhanov s'est rendu absolument semblable à ce cadet allemand moyen du parlement de Francfort. Ah ! Combien d'inimitables discours ces bavards n'ont-ils pas prononcés à propos de la conscience politique du peuple ! Combien d'admirables lois « organiques » n'ont-ils pas rédigées à cette fin ! Et comme ils ont protesté avec noblesse lorsqu'ils ont été éliminés *après* que le peuple en ait eu définitivement assez et après qu'ils aient perdu toute valeur révolutionnaire !

On nous dit : la révolution russe est plus profonde, elle est en train de prendre son essor, et ce n'est pas le barrage de la Douma cadette, ce ne sont pas les phrases cadettes, ni la timidité cadette, ni les projets de lois draconiens des cadets qui pourront l'arrêter. Oui, vous avez parfaitement raison, messieurs : la révolution russe est plus large, plus puissante et plus profonde. Elle est en train de prendre son essor. Elle déborde des cadets. Et nous, social-démocrates révolutionnaires, nous sommes précisément ceux qui exprimons ce plus profond mouvement et qui efforçons justement d'expliquer ce grand objectif aux ouvriers et aux paysans ; nous les aidons justement dans la mesure de nos forces à s'élever au-dessus du barrage cadet.

*« Vpériod » n° 1, 26 mai 1906.*
*Signé : N. L.*

*Conforme au texte du journal*

# RÉSOLUTION (II) DU COMITÉ DE PÉTERSBOURG DU P.O.S.D.R. SUR L'ATTITUDE À L'ÉGARD DE LA DOUMA D'ÉTAT [200]

Le gouvernement autocratique raille et tourne en dérision, de la façon la plus grossière, les représentants envoyés à la Douma d'Etat par la population de Russie. Le gouvernement récuse toutes les déclarations de la Douma qui expriment tant soit peu les besoins et les revendications du peuple, et continue inébranlablement sa politique de meurtres et de violences.

La Douma est impuissante. Elle est impuissante non seulement parce qu'elle n'a à sa disposition ni baïonnettes ni mitrailleuses, choses dont dispose le gouvernement, mais aussi parce que, dans son ensemble, elle n'est pas révolutionnaire, elle n'est pas capable de mener une lutte résolue. Les partis libéraux de la Douma ne soutiennent que timidement et incomplètement les revendications du peuple, ils se soucient davantage d'atténuer et d'affaiblir la lutte révolutionnaire qui se déroule actuellement que d'anéantir les ennemis du peuple. Mis à part les députés ouvriers, seul le Groupe du Travail se montre désireux de proclamer ouvertement et audacieusement les revendications populaires, mais dans ce domaine, lui aussi, s'est trouvé gêné jusqu'à présent par l'influence des mêmes partis libéraux, par son peu d'indépendance à leur égard.

Nous appelons le Groupe du Travail à mener une politique plus résolue et plus conséquente. Nous lui proposons

d'exiger de la Douma une adresse directe et ouverte au peuple, et, si la majorité de la Douma se refuse à lancer d'elle-même cet appel, nous pensons que le Groupe du Travail doit dire au peuple exactement *ce qu'il en est* : que la Douma est impuissante, qu'il est impossible d'attendre de cette dernière la terre et la liberté, que de toute évidence, le peuple devra prendre tout cela lui-même, que les choses évoluent maintenant vers une lutte décisive en dehors de la Douma.

Le Groupe du Travail doit déclarer que seules des actions de combat *communes* de la classe ouvrière et de la paysannerie sont en mesure de renverser le vieux pouvoir, qu'il est nécessaire de se préparer à ces actions, qu'il faut s'organiser dans ce but, jusqu'à ce que survienne le moment d'une action révolutionnaire décisive. En prévision de ce moment il faut accumuler et ménager les forces populaires, ne pas les disperser dans des escarmouches infructueuses, ne pas céder aux provocations montées par le gouvernement.

Si le Groupe du Travail fait tout cela, il aura accompli son devoir vis-à-vis du peuple, et alors seulement, il pourra se placer, à côté de l'organisation révolutionnaire du prolétariat, à la tête du grand mouvement populaire qui en finira avec les vieilles chaînes qui entravent le développement de la société.

*Publié en mai 1906 dans un tract du Comité de Pétersbourg du P.O.S.D.R.*

*Conforme au texte du tract*

# SUR LE MOT D'ORDRE D'UN GOUVERNEMENT ISSU DE LA DOUMA

Les documents publiés plus haut mettent à jour la discussion extrêmement importante qui a eu lieu au Comité de Saint-Pétersbourg de notre Parti. Cette discussion est importante sous deux rapports.

En premier lieu, il est absolument incontestable que, du point de vue formel, toute organisation autonome du Parti a le droit de prendre des résolutions indépendantes, et pas seulement le droit de contresigner les résolutions du Comité central.

Que la résolution du Comité de Pétersbourg ne contredise aucune décision du Congrès d'Unification, cela est évident. Dans les limites des décisions du congrès, les organisations locales sont tenues d'élaborer en toute indépendance leurs options fondamentales.

En second lieu, et sur le fond de la question, la résolution du Comité central est nettement insuffisante et *contredit les décisions du congrès*. Cette résolution n'a pas un seul mot pour dénoncer « l'incapacité de la Douma », elle n'élargit ni n'exacerbe en rien les conflits internes de la Douma. Cette résolution met en avant un mot d'ordre (« remplacement du gouvernement actuel par un gouvernement désigné par la Douma ») *qui ne peut en aucune façon être déduit de la résolution du Congrès*. Ce mot d'ordre est ambigu, il obscurcit la conscience du prolétariat, car sous la revendication d'un gouvernement issu de la Douma, les cadets cachent leur volonté de passer un compromis avec

le gouvernement autocratique et d'affaiblir la révolution, de rendre plus difficile la convocation d'une Assemblée constituante.

Remettant à une prochaine fois une analyse plus détaillée de cette résolution *, nous invitons tous les membres du Parti à apporter toute leur attention à la très importante discussion qui s'est engagée au Comité de Saint-Pétersbourg.

*« Vpériod » n° 2, 27 mai 1906* *Conforme au texte du journal*

* Voir le présent tome, pp. 528-533. (*N.R.*)

# DE LA SITUATION POLITIQUE ACTUELLE

La situation politique se clarifie à une vitesse qui nous réjouit sincèrement. Quelle joie d'être là à une époque où les masses populaires commencent à vivre leur vie politique. Tous les principaux groupes sociaux de la Russie contemporaine se sont maintenant engagés, d'une manière ou d'une autre, sur la voie de l'action politique ouverte et massive. Grâce à cette action ouverte, les conflits d'intérêts se révèlent impitoyablement. Les partis apparaissent avec leur visage véritable. Les événements délimitent avec une implacable rigueur les partisans des différentes classes, obligeant chacun à dire avec qui ou contre qui il est.

A la Douma d'Etat, ces conflits d'intérêts de classe qui provoquent cette délimitation politique se manifestent de façon beaucoup plus terne et plus sourde que dans les profondeurs de la vie populaire. A la Douma, c'est tout spécialement le parti des cadets qui se charge de la chose et pour lui tous les moyens sont bons afin d'effacer les limites trop nettes, estomper les contradictions trop aiguës, étouffer les explosions de la lutte qui se produisent ici et là. Mais « en bas », l'effervescence ne fait que s'intensifier. De nouveau on voit se mettre en branle, avec toute leur force de masse, le prolétariat, la paysannerie, les soldats, les employés des chemins de fer. Le mouvement de grèves se développe, on voit se former de nouvelles formes de grèves (les « grèves tournantes » qui embrassent une branche de production après l'autre ; nous reviendrons plus loin sur ces grèves tournantes), la lutte directe de la paysannerie pour la terre s'intensifie, les informations sur le réveil des soldats et des marins opprimés et abrutis se multiplient, les cheminots commencent à « se reprendre ». Quelque chose de nouveau et de jeune se met en mouvement, fait un bruit, bouillonne et s'agite partout. De nouvelles

pousses se fraient inéluctablement un chemin sous l'amas des ruines.

Et, bien que les cadets s'efforcent de fermer hermétiquement les contrevents du Palais de Tauride, la vie prend le dessus et un souffle d'air frais pénètre jusque-là. Le travail de délimitation des classes et d'éclaircissement politique fait son chemin là aussi. Les cadets ont encore la prédominance sur les troudoviks. Ils célèbrent encore aujourd'hui leur victoire d'hier, lorsqu'ils ont fait rejeter la proposition de ces derniers demandant la promulgation immédiate d'une loi abolissant la peine de mort, lorsqu'ils les ont obligés à retirer leur proposition sur l'institution immédiate des comités agricoles, comités locaux librement élus qui se chargeraient de régler la question de la terre.

Mais déjà, le fait même que les cadets sont obligés de lutter de plus en plus souvent pour garder leur prédominance à la Douma montre clairement qu'il y a une différence profonde entre eux et les troudoviks. Plus ces batailles se font fréquentes et aiguës, et plus nettement apparaîtra aux yeux du peuple la différence entre les propriétaires fonciers libéraux, les fabricants, les avocats, les professeurs d'une part, et le moujik d'autre part, le moujik cherche de toute son âme la liberté du peuple, et c'est pour cela qu'il n'y a pas d'accommodement possible entre le moujik et le parti de la « liberté du peuple ». Le moujik tend les bras à la recherche de la terre et de la liberté, et à cause de cette seule recherche, le fameux amour du peuple affiché par le fameux parti de la « liberté du peuple » est en train de craquer sous toutes ses coutures.

Les cadets arrivent encore à s'imposer aux troudoviks, mais leurs victoires soit font naître de véritables scandales pour leur parti, soit dévoilent toute leur « nature », avec la sincérité la plus réjouissante pour le prolétariat.

Le premier cas s'est présenté avec le projet de loi draconien des cadets sur la liberté de la presse. Ils essayent de se justifier, de se tirer d'affaire. Mais leurs pitoyables faux-fuyants ne font que les enferrer encore plus. Ils reconnaissent qu'il y a eu des « erreurs », qu'on a imprimé un « brouillon », mais ils sont incapables jusqu'à présent de corriger ces erreurs, de montrer un texte mis au propre.

Le deuxième cas s'est présenté avec les comités agrico-

les locaux [201]. La lutte politique ouverte a instantanément uni toute la gauche, c'est-à-dire les troudoviks et le prolétariat social-démocrate, contre les cadets. Les mencheviks sont tombés d'accord avec les bolcheviks dans l'appréciation des véritables intentions des cadets : trahir la révolution, étouffer la révolution au moyen de projets bureaucratiques, au moyen *de l'union des fonctionnaires et des libéraux contre les moujiks.* La question se posa clairement : les fonctionnaires et les propriétaires fonciers libéraux doivent-ils se soumettre aux dizaines de millions de paysans, ou bien ces dizaines de millions de paysans doivent-ils se soumettre à une poignée de fonctionnaires et de libéraux ? Toute la classe ouvrière, tous les représentants social-démocrates du prolétariat se sont dressés comme un seul homme pour défendre les paysans, contre les fonctionnaires et les libéraux. Les cadets, eux, se sont couverts de honte de façon magistrale. Nous les avons obligés à reconnaître publiquement *qu'ils ne voulaient pas donner la liberté complète ni toute la terre aux paysans, que, contre les paysans, ils recherchaient l'aide des fonctionnaires.* Dans les comités agricoles locaux, il est incontestable que les paysans doivent être en majorité, disent les uns : les paysans sont des dizaines de millions, tandis qu'il n'y a que quelques centaines de milliers de fonctionnaires et de propriétaires fonciers. D'autres répondent : les propriétaires fonciers et les paysans doivent être représentés à égalité, et les fonctionnaires participeront au travail et « contrôleront ».

Le prolétariat et la paysannerie consciente d'un côté, les fonctionnaires et les cadets, de l'autre. Tel est le regroupement prescrit par la vie dans la lutte à venir.

Gloire à vous, hommes d'Etat cadets ! Gloire à vous, journalistes de la *Retch* et de la *Douma*, vous nous aidez de façon admirable, nous révolutionnaires social-démocrates, à montrer au peuple la réalité politique telle qu'elle est, sans fards. Vous nous aidez à la fois par vos théories et par vos actes.

Dans vos théories, vous *devez* aller plus loin encore et toujours. Aujourd'hui, vous posez parfaitement bien la question : toute l'affaire se ramène « à une différence de principe dans les points de vue » (la *Retch*, n° 84). « Selon l'un de ces points de vue, la Douma n'est qu'une des « éta-

pes de la révolution * », alors que selon l'autre, la Douma est une voie vers la consolidation du régime constitutionnel sur une large base démocratique. »

C'est merveilleux, c'est ravissant, messieurs les journalistes de la *Retch* ! C'est parfaitement exact : nous avons affaire à *deux* points de vue de principe fondamentaux. Ou bien la Douma est une étape de la révolution. Ou bien la Douma est un instrument d'entente entre les fonctionnaires et les cadets, contre le prolétariat et la paysannerie révolutionnaire. Vous n'êtes pas satisfaits de cette interprétation ? Vous protestez ? Quels aimables plaisantins vous faites ! Ne vous êtes vous pas montrés sous votre jour véritable dans la question des comités agricoles locaux ? Quel est l'imbécile qui ne comprendra pas maintenant que sous le couvert de votre « large base démocratique » se cache une représentation *aussi égale que possible* des moujiks et des libéraux avec la *participation* des messieurs Gorémykine et autres fonctionnaires *ayant droit de contrôle.*

Et si d'aucuns restent sourds à toutes les paroles, à tous les discours, à toutes les déclarations et à toutes les théories des cadets, ils seront bien vite éclairés par leurs *actes.* Cela ne tardera pas. Nous disons seulement à l'adresse du parti de la « liberté du peuple » : ce que tu fais, fais-le au plus vite !

Et ce qu'il fait précisément, nous allons le voir dans les points suivants :

Le tournant politique opéré par notre gouvernement est âprement discuté par les journaux. Les banquiers français ne donnent pas d'argent, ils refusent même d'effectuer les paiements courants. Le journal le plus influent des capitalistes français, le *Temps* conseille de la façon la plus insistante au gouvernement russe de faire des concessions aux cadets. Witte et Dournovo sont partis à l'étranger pour essayer de convaincre les banquiers français. Cela n'a pas réussi. Ils n'ont pas confiance. Trépov discute activement la question de la composition d'un nouveau gouvernement. Pour le poste de premier ministre on pense à Kokovtsov ou à un autre fonctionnaire. Les ministres pressentis sont des cadets de droite.

* « Instrument de la révolution » dit la résolution du Congrès d'Unification du P.O.S.D.R.

On nous dira, peut-être, que ce ne sont là que des commérages de journaux. C'est possible. Mais il est possible aussi qu'il y ait là un soupçon de vérité. Il n'y a pas de fumée sans feu. Le journal *Novoïé Vrémia* est une girouette connue depuis longtemps. Son aptitude à flairer d'où vient le vent et à savoir plaire aux supérieurs a été démontrée pendant des dizaines d'années. Or, ces jours-ci, justement, ce journal a notoirement tourné casaque. Au lieu des paquets d'injures à l'adresse des cadets, nous y lisons les plus chaleureux appels au gouvernement pour qu'il fasse des concessions aux cadets *et pour qu'il forme un cabinet cadet*. Mais peut-être les cadets sont-ils révoltés par l'hypocrisie du *Novoïé Vrémia* ? Pas du tout. La *Retch* (n° 82 et n° 84) *a déjà cité deux fois* le *Novoïé Vrémia* sur cette question sans un mot de protestation, avec une évidente sympathie, regrettant simplement parfois certains échos du passé dans le même *Novoïé Vrémia*.

Ainsi, il est possible que nous soyons à la veille d'un gouvernement cadet présidé par quelqu'un du genre de Kokovtsov. Les journaux du soir d'aujourd'hui nous informent même que le gouvernement Gorémykine aurait déjà donné sa démission hier. Et nous disons encore une fois au parti de la « liberté du peuple » : ce que tu fais, fais-le au plus vite ! Rien ne pourrait apporter une clarté plus complète dans la situation politique actuelle que la désignation par le pouvoir suprême d'un gouvernement cadet. C'est alors précisément que les derniers espoirs à courte vue mis dans les cadets disparaîtraient, tous ceux de la gauche s'uniraient définitivement pour une action politique vivante, toutes discussions sur le soutien de la Douma et d'un gouvernement issu de la Douma prendraient fin, alors précisément le regroupement politique qui s'annonce dès maintenant deviendrait un fait réel et la base d'une nouvelle « étape ».

D'ailleurs, cette « étape » viendra aussi sans gouvernement cadet. Nous sommes « ferrés des quatre pieds », messieurs les cadets !

*Rédigé le 27 mai (9 juin) 1906.*
*Publié le 28 mai 1906 dans le journal « Vpériod » n° 3*

*Conforme au texte du journal*

# LA TACTIQUE DU PROLÉTARIAT ET LES TÂCHES DU MOMENT

L'information que nous avons mentionnée il y a trois jours sur la démission du gouvernement Gorémykine a été officiellement démentie. Mais les journaux qui ont quelques possibilités d'apprendre certaines choses auprès des sources « bien informées » ne croient pas à ce démenti. La campagne du *Novoïé Vrémia* en faveur d'un gouvernement cadet est devenue plus prudente, mais n'a pas cessé. Le *Novoïé Vrémia* a découvert un diplomate japonais qui estime que « le parti des cadets se pose des tâches politiques d'État » ; ce journal affirme même, par la bouche de M. Rozanov, que « les cadets n'abandonneront pas la civilisation même pour la révolution » et que « c'est tout ce que l'on peut faire pour le moment ». A son tour, le journal *Retch* pense que « l'on peut considérer la démission du cabinet Gorémykine comme une affaire réglée, et que la question se ramène à savoir qui sera son héritier ». En un mot, la question d'un gouvernement cadet reste à l'ordre du jour.

Les cadets sentent bien cela, et pas seulement cela peut-être. Ils sont « tombés en arrêt ». Ils se raccrochent des deux mains à toute ombre d'un soutien de la gauche qui pourrait leur venir en aide pour la réalisation de leurs plans. Ce n'est pas sans raison que l'organe principal du parti cadet, la *Retch*, a consacré son dernier éditorial à la question de l'attitude des social-démocrates à l'égard d'un gouvernement cadet. Nous reproduisons ci-dessous tout cet

article, comme un des signes les plus instructifs de l'esprit du temps.

Les auteurs expriment l'idée essentielle de cet éditorial dans les lignes suivantes : créer « un terrain commun sur lequel le mouvement de libération puisse se maintenir avec une pleine unanimité, *sans différence de tendances* ». Tel est, en effet, le but principal de toute la politique cadette. Mais ce n'est pas tout. Tel est le but principal de toute la politique libérale bourgeoise dans la révolution russe en général. Eliminer les « différentes tendances » dans le mouvement de libération, cela signifie éliminer la différence entre les revendications démocratiques de la bourgeoisie, de la paysannerie et du prolétariat. Cela signifie reconnaître « à l'unanimité » que la bourgeoisie libérale est l'expression et le porte-parole des aspirations de tout le mouvement de libération. Cela signifie transformer le prolétariat en instrument aveugle de la bourgeoisie libérale. Et, puisque chacun sait que le plus haut idéal politique de la bourgeoisie libérale, son intérêt de classe le plus profond, consiste à passer un compromis avec le vieux pouvoir, nous pouvons exprimer notre dernière phrase en d'autres termes. Nous pouvons dire que la *Retch* bourgeoise veut faire du prolétariat un complice aveugle dans l'arrangement entre les libéraux et le vieux pouvoir. Or, cet arrangement est d'abord dirigé contre le prolétariat, et ensuite, bien entendu, contre la paysannerie révolutionnaire.

Telle est la signification véritable d'un gouvernement cadet. Les heurts qui se sont produits récemment à la Douma d'Etat sur la question des comités agricoles locaux ont jeté la plus vive lumière sur la politique cadette. Ces comités devaient être un pouvoir local, le gouvernement devait rester le pouvoir central, mais la nature de la politique cadette, toujours et partout, demeure la même. Les cadets sont contre les élections générales aux comités locaux, ils sont pour une « représentation égale des propriétaires fonciers et des paysans avec la participation et sous le contrôle du vieux pouvoir ». Les cadets *ont été obligés* de faire cet aveu contre leur gré, car ils ont longtemps *caché la vérité*, ils ont longtemps jeté la poudre aux yeux en affirmant qu'« *en général* », ils étaient fermement partisans

aussi bien des comités agricoles locaux que du suffrage universel. Exactement de la même façon, les cadets sont contre la convocation d'une Assemblée constituante et pour un gouvernement cadet désigné par le pouvoir suprême. Ce gouvernement, en qualité d'organe du pouvoir central, sera exactement de la même nature que les comités locaux formés sur la base de la fameuse représentation égale, et ainsi de suite.

La tactique que doit adopter le prolétariat face à cette politique des cadets est évidente. Le prolétariat doit impitoyablement dénoncer sa véritable nature, sans admettre la moindre ambiguïté, sans qu'il puisse y avoir le moindre équivoque dans la conscience politique des ouvriers et des paysans. Le prolétariat doit mettre soigneusement à profit toutes les hésitations qui se manifestent dans la politique de « ceux qui possèdent le pouvoir » et de « ceux qui partagent le pouvoir » pour élargir et renforcer *sa propre* organisation de classe, pour consolider ses liens avec la paysannerie révolutionnaire, seule classe capable de mener le mouvement de libération *plus loin* que le « barrage » cadet, plus loin que les arrangements entre les cadets et le vieux pouvoir.

Mais le prolétariat ne devrait-il pas *soutenir* la revendication de la bourgeoisie libérale, c'est-à-dire la formation par le pouvoir suprême d'un gouvernement cadet ? Le prolétariat n'est-il pas obligé de le faire, étant donné qu'un gouvernement cadet faciliterait sa lutte pour la liberté et le socialisme ?

Non. Ce serait commettre l'erreur la plus profonde et *trahir* les intérêts du prolétariat. Cela signifierait sacrifier, pour la poursuite d'un succès momentané, les intérêts fondamentaux du prolétariat dans la révolution. Cela signifierait se laisser entraîner par un fantôme et conseiller au prolétariat de « déposer les armes » sans posséder la moindre garantie *réelle* que sa lutte serait *effectivement* facilitée. Ce serait la pire forme d'opportunisme.

La désignation par le pouvoir suprême d'un gouvernement cadet n'ébranlera en rien les fondements du vieux pouvoir. Le rapport réel des forces ne s'en trouve certes pas obligatoirement changé à l'avantage des classes effectivement révolutionnaires. La lutte entre le peuple et le vieux

pouvoir ne sera en rien éliminée par cette « réforme ». L'histoire des révolutions fournit des exemples de cas où l'on voit un gouvernement libéral de ce genre, désigné par le vieux pouvoir (par exemple en Allemagne en 1848), servir seulement de paravent à l'autocratie et aider mieux que n'importe quel autre gouvernement bureaucratique à étouffer la révolution.

Le prolétariat de Russie n'a pas de raisons de craindre un gouvernement cadet, qui dans tous les cas, aidera le peuple à comprendre la véritable nature des cadets, mais il ne doit en aucun cas soutenir une telle mesure, car celle-ci, par sa nature même, est la plus ambiguë, la plus trompeuse, la plus traîtresse qui soit.

Dès l'instant où il n'avait pas réussi à balayer la Douma, le prolétariat avait intérêt à ce que les cadets aient la majorité aux élections. Ainsi, ils s'« épuiseraient » plus vite que s'ils étaient en minorité. Mais le prolétariat s'est refusé à tout soutien des cadets aux élections, et le Congrès d'Unification du P.O.S.D.R. a confirmé cette décision en interdisant les alliances (les accords) avec les autres partis. Un gouvernement cadet sera avantageux pour le prolétariat *en ce sens* que, dans cette combinaison, les cadets « s'épuiseront » au plus tôt, cesseront d'être les maîtres, « s'éventeront » et se dénonceront au plus tôt. Mais jamais le prolétariat ne soutiendra les *arrangements* entre la bourgeoisie et Trépov pour le partage de la liberté du peuple.

Un véritable « soutien » du mouvement de libération, un véritable développement de ce mouvement ne peut être assuré que par le développement des organisations politiques et économiques du prolétariat et le renforcement de ses liens avec la paysannerie révolutionnaire. Cela seulement affaiblira réellement le vieux pouvoir et préparera sa chute. Quant à l'arrangement des cadets, c'est un jeu ambigu ; le soutenir est à la fois inutile, du point de vue des acquisitions réellement durables de la révolution, et nuisible, du point de vue du développement de la conscience, de la cohésion et de l'organisation des classes révolutionnaires.

*« Vpériod » n° 4, 30 mai 1906*

*Conforme au texte du journal*

# CE QUE PENSE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE ALLEMANDE DES CADETS

La presse libérale bourgeoise de toute la Russie s'efforce par tous les moyens de convaincre ses lecteurs que les « bolcheviks » social-démocrates de Russie n'ont absolument rien de commun avec la social-démocratie internationale. Ce sont, voyez donc, des anarchistes, des rebelles, des conspirateurs ; ils devraient prendre modèle sur les social-démocrates allemands ; ils devraient reconnaître que la voie principale est la « voie parlementaire », celle qu'ont prise les social-démocrates allemands. Des discours de ce genre remplissent les pages de dizaines de journaux cadets.

Pour le public russe, la lutte politique à découvert est encore une nouveauté. Le public russe ne sait pas encore qu'il a affaire ici à la méthode la plus usuelle de la *bourgeoisie de tous les pays* : affirmer toujours que les socialistes de son propre pays sont des gredins, des rebelles, et ainsi de suite, tandis que les socialistes des pays voisins, voilà des gens « raisonnables ». La bourgeoisie française injurie Jaurès mais félicite Bebel. La bourgeoisie allemande injurie Bebel mais félicite Jaurès. La bourgeoisie russe injurie les social-démocrates russes et félicite les social-démocrates allemands. Le procédé est bien vieux.

Les faits les voici. L'organe central du Parti social-démocrate allemand, *Vorwärts* — nous recevons ce journal très rarement, grâce aux « efforts » de la censure policière russe —, a publié récemment deux articles intitulés « La Douma et les cadets ». Non seulement la rédaction a publié

ces « lettres de Russie » en éditorial, mais elle les a assorties de la remarque suivante : « juste définition de la situation des cadets dans le mouvement révolutionnaire russe ».

Voyons donc quel est le jugement sur les cadets que l'organe central de la social-démocratie allemande considère comme *juste*. Que le lecteur ne nous en veuille pas de donner ces longues citations, mais il faut une fois pour toutes faire perdre aux journalistes libéraux russes l'habitude d'inventer de prétendus désaccords entre la social-démocratie allemande et la social-démocratie russe.

« Récemment encore, lit-on dans « La Douma et les cadets », on n'entendait absolument pas parler des cadets. Là où le sang coulait et où retentissaient les coups de feu, ils étaient absents. Ils étaient absents là où les masses populaires, entraînées par l'héroïsme de la lutte révolutionnaire et décidées à mourir ou vaincre sous le drapeau de la liberté prolétarienne, sacrifiaient leur vie. Ces politiciens réalistes avaient une trop grande sagesse politique, ils voyaient trop loin pour se laisser entraîner par un mouvement de masse en tête duquel marchaient des « réprouvés » et des rêveurs, des « fanatiques » de la révolution. Ils restaient assis tranquillement au coin du poêle, ces sages pleins de sang-froid, ces héros de la phrase, ces chevaliers d'un libéralisme de pacotille. Ils secouaient la tête d'un air affligé, remplis de crainte que la révolution n'aille trop loin, qu'elle n'ébranle les fondements depuis toujours sacrés de la vie bourgeoise, de la propriété, des bonnes mœurs politiques et de l'ordre.

Les cadets ont déjà démontré depuis longtemps les divers aspects que peuvent prendre leurs aptitudes à « rendre service ». Déjà, au temps de la Douma de Boulyguine, ils rêvaient de jeter un pont entre Witte, encore « innocent » à l'époque, et le libéralisme, qui se livrait à des coquetteries sans ambiguïté avec la Bourse étrangère. La Bourse, c'est en général le point faible du parti de la « liberté du peuple ». Il y a quelques jours seulement, les cadets se sont défendus avec indignation contre l'accusation selon laquelle ils auraient mené une propagande « traîtresse » contre le nouvel emprunt d'un milliard. Et de leur part, cette conduite est tout à fait compréhensible. Au temps de l'arbitraire policier le plus déchaîné, ils ont essayé de l'expliquer par le comportement de la démocratie. Au temps des incendies et des pogroms organisés par la camarilla, ils ont défendu de toute leur âme le trône et l'autel [302] contre l'assaut des socialistes qui ne reconnaissent rien, qui nient tout, qui détruisent tout.

Puis le temps est venu du fameux boycottage, la grande grève d'octobre a commencé, et la période sanglante des insurrections populaires, de la guerre civile, des rebellions militaires sur terre et sur mer. Les cadets furent balayés par la grande vague purifiante du reflux.

Désormais, on n'entendit plus parler des cadets. Les chevaliers du juste milieu se cachèrent. Dans le meilleur des cas, ils protestèrent bruyamment, se plaignirent à haute voix, mais, sous le grondement de la tempête révolutionnaire, on ne les entendit plus.

La réaction rendit le meilleur des services aux cadets. Lorsque les prisons se remplirent de nouveau, lorsque les lieux de déportation qui avaient été le tombeau des combattants russes s'animèrent à nouveau, c'est alors que revient l'époque des cadets. Leurs adversaires de gauche étaient réduits au silence. Les cadets parvinrent à mettre la main sur des journaux. Assez rares furent ceux d'entre eux à être touchés par les persécutions contre-révolutionnaires. Ce n'est pas contre eux que furent envoyées les expéditions punitives, ce n'est pas leurs maisons qui furent incendiées, ce n'est pas leurs filles qui furent violées par les Cosaques, ce n'est pas eux que concernaient les mesures de « pacification » de messieurs Dournovo et Witte, ce n'est pas eux que visaient les canons et les mitrailleuses, l'artillerie et l'infanterie, la marine de guerre et les Cosaques. Les cadets émergèrent aux premières places. Ce fut le commencement de la lutte par la parole. La révolution fut remplacée par la polémique, et sur ce terrain, les cadets se montrèrent des maîtres et des virtuoses sans égaux. En premier lieu, ils se lancèrent à l'assaut contre la révolution et contre les révolutionnaires, ils injurièrent les socialistes, calomnièrent le parti ouvrier. Ils entraient en polémique avec des adversaires à qui l'on avait fermé la bouche. Ils accusaient des gens qui ne pouvaient ni répondre ni se défendre. Mais le libéralisme russe ne pouvait encore se satisfaire de cela. Par la bouche de l'un de ses chefs les plus en vue, il déclara que tout l'héroïque mouvement de libération de la Russie était l'œuvre de ses mains, et que la chute de l'autocratie était son mérite. Les cadets exploitèrent effrontément le sang versé par les prolétaires, ils se revêtirent des lambeaux du drapeau rouge déchiré, ils proclamèrent que le libéralisme était l'âme de la lutte de libération, celui qui délivrerait la patrie des tyrans. Et bien que les prisons demeurassent archi-pleines et que l'on continuât à dresser des potences, les cadets n'en continuaient pas moins à chanter leurs propres louanges et à tonner contre ces révolutionnaires turbulents et insolents que rien n'arrête. »

L'auteur décrit plus loin le statut juridique de notre Douma, la loi sur le Conseil d'Etat, le rôle des cadets aux élections.

« Nos chers cadets désiraient passionnément l'évolution au lieu de la révolution, l'ordre légal au lieu de l'anarchie révolutionnaire et de la guerre civile. » Mais aux élections, le peuple les chargea de mandats révolutionnaires qui étaient très loin de leur plaire.

« En tant que diplomates nés et agents de change honnêtes, ils se flattèrent de l'espoir de calmer la révolution, de ranimer les opérations à la Bourse, d'attendrir l'autocratie, d'apaiser toutes les contradictions, d'écarter tous les conflits. Ils prêchaient la paix, mais la réalité devait apporter tout autre chose. Ils s'étaient présentés aux électeurs en tant que « démocrates constitutionnels », mais ils furent élus en tant que parti d'opposition *en général*, en tant que seul ou principal parti d'opposition. Ils voulaient un compromis, et ce sont des mandats

révolutionnaires qui leur furent confiés. Ils alignaient des phrases, mais on leur demandait de lutter, ils durent prêter serment, et on leur promit tout le soutien possible, jusques et y compris la lutte armée.

Enivrés par leur victoire, entraînés par les phrases révolutionnaires qu'ils avaient prodiguées au moment de la campagne électorale, plongés dans un milieu d'électeurs révolutionnaires, les cadets allèrent plus loin qu'ils ne l'auraient voulu. Ils n'avaient pas remarqué que dans leur dos avait grandi une force nouvelle qui les poussait à la lutte.

Les cadets comprirent trop tard qui les avait envoyés au parlement, qui leur avait donné les pleins pouvoirs avec un impératif aussi catégorique, qui leur faisait jouer un rôle qu'ils craignaient par-dessus tout et auquel ils se refusaient de toutes leurs forces. C'est la révolution russe qui les avait envoyés au parlement pour aplanir le chemin, c'est le peuple russe qui les y avait envoyés en les utilisant comme bélier pour ouvrir une nouvelle brèche dans les murs de l'autocratie, dont les citadelles principales seront prises ensuite non pas avec l'aide des cadets, mais avec celle des larges masses populaires. »

Les cadets constatèrent sans plaisir la présence à la Douma de députés paysans révolutionnaires qui menaçaient de gâcher leur jeu. Ils rêvaient d'une « *Douma cadette unanime* ». « Alors, d'une manière ou d'une autre, on pourrait éluder tous les problèmes révolutionnaires, noyer toute action véritable dans le flot des belles paroles... On pourrait se borner à des résolutions et à des projets, obtenir — et c'était là le maximum — un gouvernement cadet, consolider la monarchie constitutionnelle, étouffer la révolution au moyen de quelques menues concessions, renvoyer toutes les réformes aux calendes grecques et finalement atteindre le but voulu : mettre en place un parlementarisme libéral bourgeois... Oui, tout cela serait possible s'il n'y avait pas les paysans à la Douma ! » Et l'auteur de l'article, avec parfois des expressions franchement enthousiastes, décrit la volonté révolutionnaire des députés paysans à la Douma. « La révolution n'a pas seulement porté les cadets sur ses épaules jusqu'à la Douma, elle a aussi créé une « Montagne », « un parti de la Montagne », qui refusera tout compromis. La révolution est aussi représentée à la Douma. »

« Pauvres cadets, pauvres girondins russes ! Ils se sont trouvés entre le marteau et l'enclume, entre les baïonnettes du gouvernement et la révolution du prolétariat et de la paysannerie.

Ce n'est pas sans raisons que maintenant les cadets cachent aussi honteusement leur accoutrement rouge. Ce n'est pas sans raisons qu'ils

se sont débarrassés de leurs tonitruants mots d'ordre. Ce n'est pas sans raisons qu'ils se sont mis à parler maintenant de leurs sentiments respectueux à l'égard des prérogatives de l'ancien pouvoir. La situation devient inquiétante. Le gouvernement ne plaisante pas, et on n'obtiendra rien de lui si l'on se présente les mains vides. Mais la révolution, qui a envoyé les cadets à la Douma, la révolution elle non plus ne plaisante pas. Elle ne leur pardonnera pas leur trahison. Elle n'aura pas de pitié pour des pleutres qui se sont chargés d'un rôle révolutionnaire et qui ont perdu courage.

D'un côté l'absolutisme, de l'autre la révolution. Que vont faire les cadets ? »

Ainsi se termine l'article avec lequel l'Organe central du Parti social-démocrate allemand a exprimé son accord. N'est-il pas vrai que les « bolcheviks » sont tout bonnement couverts de honte par ces « raisonnables » social-démocrates allemands ? Que leur jugement sur les cadets et le nôtre divergent considérablement ? Que leur mot d'ordre et le nôtre : révolution du prolétariat et de la paysannerie sont extrêmement éloignés l'un de l'autre ?

Que le lecteur se demande aussi si nous serions en désaccord avec ces gens-là sur l'appréciation du gouvernement cadet ?

Non. En ce qui concerne l'absolutisme, en ce qui concerne les libéraux bourgeois, la social-démocratie révolutionnaire internationale est solidaire, maintenant comme toujours !

*« Vpériod » n° 5, 31 mai 1906*

*Conforme au texte du journal*

# LU DANS LA PRESSE

Dans le n° 86 de la *Retch*, M. Milioukov dresse le bilan du « premier mois de travail de la Douma ».

De façon générale, cet honorable auteur écrit :

« Tout ce que nous avons récapitulé ici en tant que démonstration des immenses succès qui ont couronné l'activité de la Douma au cours de son unique mois d'existence, tout cela représente des quantités impondérables. »

Mais il y a tout de même, au bilan du « premier mois de travail de la Douma », des résultats assez « pondérables »... tout au moins en perspective.

« Lorsque le *Temps* à l'étranger et le *Novoïé Vrémia* à Pétersbourg réclament un gouvernement « cadet », tout le monde comprend ce que cela veut dire. »

En ce qui concerne le « tout le monde comprend », l'expression est peut-être un peu trop énergique, M. Milioukov. Mais il est absolument certain que nombreux, nombreux sont ceux qui dès maintenant comprennent effectivement ce que « cela veut dire ». Il faut encore et toujours demander la même chose à MM. les cadets : ce que tu fais, fais-le au plus vite ! Alors, M. Milioukov, tout le monde comprendra bientôt en effet « ce que cela veut dire ».

*« Vpériod » n° 6, 31 mai 1906*

*Conforme au texte du journal*

# AUX OUVRIERS DE DÉCIDER

Une question extrêmement importante se pose au prolétariat social-démocrate de Russie, et particulièrement à celui de Pétersbourg : comment mener la prochaine campagne politique à l'égard de la Douma d'Etat ? Il est évidemment entendu que pour le parti social-démocrate unifié, cette question de la *prochaine* campagne ne se pose que *dans le cadre* de la résolution du Congrès d'Unification.

*Deux* plans de campagne ont été recommandés au prolétariat social-démocrate de Pétersbourg : l'un, dans la résolution du Comité central, l'autre, dans la résolution du Comité de Pétersbourg. Nous avons déjà publié le texte de ces deux résolutions * dans le numéro 2 du *Vpériod* [203], et nous avons l'intention maintenant de nous arrêter sur leurs différences fondamentales. Le paragraphe essentiel de la résolution du Comité central est le suivant : « nous soutiendrons la Douma dans tous ses actes destinés à renverser le gouvernement actuel et à le remplacer par un ministère désigné par la Douma, voyant dans ce remplacement une condition facilitant la convocation d'une Assemblée constituante ». La résolution du Comité de Pétersbourg ne parle pas du tout de soutenir une telle revendication mais porte l'essentiel de son attention sur l'impudence du gouvernement, sur l'impuissance de la Douma, sur la nécessité pour le Groupe du Travail de s'adresser au peuple sur le fait qu'une nouvelle lutte commune des ouvriers et des paysans est inévitable.

Ainsi, le principal point litigieux est de savoir s'il

* Voir le présent tome, pp. 509-510. (*N.R.*)

faut, oui ou non, soutenir les actes de la Douma qui ont pour but la constitution d'un gouvernement cadet. La résolution du Comité central ne s'exprime pas de façon claire lorsqu'elle parle d'un « gouvernement désigné par la Douma ». Mais tout le monde sait, et toute la presse libérale bourgeoise le souligne, qu'il s'agit précisément de la désignation par le pouvoir suprême d'un gouvernement susceptible de convenir à la Douma, c'est-à-dire d'un gouvernement cadet. Et c'est seulement dans ce sens que les larges masses de la classe ouvrière peuvent comprendre la résolution du Comité central.

Le prolétariat social-démocrate peut-il soutenir cette revendication : désignation par le pouvoir suprême d'un gouvernement cadet ? Non, il ne le peut pas. Un gouvernement cadet ne peut être qu'un *arrangement* entre l'autocratie et la bourgeoisie libérale contre les ouvriers socialistes et contre les paysans révolutionnaires. Evidemment, les social-démocrates utiliseraient, avec une force redoublée, la nouvelle situation qui résulterait de pareil arrangement ; les social-démocrates pèseront soigneusement leur tactique si cet arrangement facilite, ne serait-ce que temporairement, la lutte pour la liberté et pour le socialisme. Nous nous efforcerons de faire tourner cet arrangement dirigé contre la révolution à l'avantage de la révolution. Mais nous ne pouvons pas *soutenir* un arrangement entre les *bourgeois et les fonctionnaires* conclu *dans le dos* du peuple. Appeler le peuple ou le prolétariat à le soutenir, c'est corrompre sa conscience, c'est lui cacher la vérité sur la *nature véritable* de cet arrangement, *sur le danger* qu'il présente, sur le fait que la bourgeoisie et la bureaucratie ont l'intention de *créer ainsi des obstacles* à la convocation d'une Assemblée constituante.

Nous devons appeler les ouvriers et les paysans non pas à soutenir des arrangements, mais à lutter. Seule une sérieuse préparation à la lutte affaiblira *effectivement* l'autocratie, et seule la lutte est le gage *que tous les actes quels qu'ils soient*, aussi bien ceux de l'autocratie que ceux de la bourgeoisie, seront effectivement à l'avantage de la révolution. La résolution du Comité central *n'est pas juste.* Les ouvriers social-démocrates conscients *ne peuvent pas* adopter cette résolution qui leur est soumise.

Une deuxième question à présent. N'est-il pas obligatoire d'adopter cette résolution au nom de la discipline et de la soumission aux décisions du Congrès ? Examinez la résolution du Congrès d'Unification sur la Douma d'Etat, et vous verrez qu'il est impossible d'en déduire qu'il faut soutenir la revendication de la formation d'un gouvernement cadet, et que dans cette résolution il n'y *a même pas un mot* sur le « soutien » de la Douma en général. Voici, *intégralement*, la partie de la résolution du Congrès qui *définit* l'attitude à observer à l'égard de la Douma elle-même : « La social-démocratie doit : 1) mettre systématiquement à profit tous les conflits qui peuvent naître aussi bien entre le gouvernement et la Douma qu'à l'intérieur de la Douma elle-même, dans le but d'élargir et de renforcer le mouvement révolutionnaire, et pour cela : a) s'efforcer *d'élargir et d'aiguiser ces conflits* dans des proportions qui permettent d'en faire *le point de départ de larges mouvements de masse* visant le *renversement* du régime politique actuel ; b) s'efforcer dans chaque cas concret de lier les tâches politiques du mouvement aux revendications sociales et économiques de la masse ouvrière et paysanne ; c) par une large propagande parmi les masses populaires pour adresser à la Douma d'Etat des *revendications révolutionnaires*, organiser *une pression de l'extérieur sur la Douma* afin de la rendre elle-même *révolutionnaire*. 2) Orienter cette *intervention* de la social-démocratie de telle sorte que ces conflits, toujours plus aigus : a) révèlent aux masses populaires l'inconséquence de tous les partis bourgeois qui voudraient jouer à la Douma le rôle d'interprète de la volonté populaire, et b) amènent les larges masses (le prolétariat, la paysannerie, la petite bourgeoisie des villes) à avoir conscience de la *complète inutilité de la Douma* en tant qu'institution représentative, et de la nécessité de convoquer une Assemblée nationale constituante et ainsi de suite.

Les passages que nous avons soulignés montrent clairement que la résolution du Comité central appelant à soutenir la revendication d'un gouvernement cadet non seulement ne correspond pas à la résolution du congrès, mais se trouve même directement *en contradiction* avec elle. Le gouvernement cadet, c'est une revendication qui *n'est*

*pas révolutionnaire. Elle affaiblit et obscurcit* les conflits avec la Douma et à l'intérieur de la Douma, elle laisse dans l'ombre l'incapacité de la Douma, etc., etc. Ajoutons que la résolution du congrès ne parle *pas une seule fois* de « soutien » de la Douma, mais seulement de « pression », « utilisation », « intervention ».

La conclusion qui en découle est évidente. Le Comité central *n'a absolument pas le droit* d'exiger des organisations du Parti qu'elles adoptent sa résolution appelant à soutenir la revendication d'un gouvernement cadet. Tous les membres du Parti *sont tenus* de considérer la question en toute indépendance et en tout esprit critique et de se prononcer pour la résolution qui, à leur avis, résout *le plus justement* le problème dans le cadre des décisions du Congrès d'Unification. Les ouvriers social-démocrates de Pétersbourg savent que toute l'organisation du Parti repose maintenant *sur une base démocratique.* Cela signifie que *tous* les membres du Parti élisent les responsables, les membres des comités, etc., que *tous* les membres du Parti discutent et *résolvent* les questions relatives à une campagne politique du prolétariat, que *tous* les membres du Parti *déterminent* quelle doit être la tactique des organisations du Parti.

Nous sommes convaincus que le prolétariat social-démocrate de Pétersbourg agira de même vis-à-vis de cette question litigieuse, qu'il la discutera sous tous ses aspects, de façon circonstanciée et efficace, et qu'il trouvera de lui-même une solution à cette question : *faut-il soutenir la revendication d'un gouvernement cadet ou non* ?

Les ouvriers de Pétersbourg ne permettront à personne de les détourner par quelque sophisme, c'est-à-dire par quelque argument trompeur, de ce *droit* qui est le leur, de cette *obligation* qui est la leur en tant que social-démocrates et membres du Parti. Nous nous contenterons d'indiquer brièvement ces sophismes. Dans le *Courrier* (n° 13), L. Martov écrit : au nom de la discipline, ne désorganisez pas la campagne politique du Comité central. C'est là un sophisme. Aucune discipline n'oblige les membres du Parti à souscrire aveuglément à tous les projets de résolutions rédigés par le Comité central. Il n'a existé nulle part de règles qui obligent les organisations du Parti à renoncer

à leur droit de discussion et à se transformer en *souscripteurs* des résolutions du Comité central. L. Martov dit : les mencheviks se sont soumis sur la question du boycottage, à vous de vous soumettre maintenant. C'est là un sophisme. *Nous* nous sommes *tous* soumis aux décisions du congrès. *Aucun de nous* n'a appelé à lutter contre les élections à la Douma ni contre la désignation d'un groupe parlementaire social-démocrate. Nous nous sommes soumis, et selon la volonté du congrès, nous avons renoncé au boycottage. Mais nous avons le droit et le devoir de lutter, *dans le cadre des décisions du Congrès*, contre le soutien d'un gouvernement cadet, *qui n'a été prescrit par aucun congrès*. L. Martov élude la vraie question en n'utilisant que des paroles et des insinuations terribles sur les désorganisateurs. Il n'a pas soufflé mot sur la question de savoir si la résolution du Comité central contredit la décision du congrès. Il n'a pas soufflé mot sur le droit de *l'opposition*, c'est-à-dire sur le droit que possède *toute* organisation du Parti, dans les limites de la volonté du Congrès, de discuter la tactique du Comité central et de corriger ses écarts et ses erreurs. C'est pourquoi nous répondons de sang-froid à Martov : le désorganisateur c'est celui qui ne respecte pas les droits légitimes des organisations du Parti.

Nous signalons de sang-froid le fait que même des mencheviks (voir la lettre à la rédaction du camarade Vlassov [204] dans ce même numéro) ne sont pas d'accord pour soutenir un gouvernement cadet. Le camarade Rianchev lui-même, dans le n° 13 du *Courrier*, appelle *le Groupe ouvrier et le Groupe du Travail* « à lutter de toutes leurs forces » contre le projet de loi cadet sur la liberté de réunion, c'est-à-dire qu'il propose une tactique *purement bolchevique excluant* le soutien d'un gouvernement desdits cadets.

Si le comité de Vyborg propose la convocation d'une conférence de Pétersbourg avec élection des délégués « sans distinction de fractions, c'est-à-dire *sans aucune discussion* » — donc sans parler de ce qui est justement sujet à discussion ! — les ouvriers social-démocrates de Pétersbourg, bien entendu, ne feront que rire de cette décision. Jamais des ouvriers conscients ne régleront une question importante *sans débat*. Ni les récriminations pitoyables sur on

ne sait quelle « brutalité » dans les débats, ni les pleurs de L. Martov à propos de telle ou telle brusquerie qui l'a offensé, ni les menaces de scission de la part du même L. Martov ou de la part de qui que ce soit, n'obligeront les ouvriers à renoncer à régler par *eux-mêmes* la question. La menace de scission, la provocation à la scission, c'est un procédé indigne qui ne fait plaisir qu'à la bourgeoisie (voir le n° 29 de la *Douma*). Les ouvriers régleront *à la majorité* la question du soutien d'un gouvernement cadet et feront en sorte que personne, pas même le Comité central, *ne s'avise de saboter leur décision*, pleinement libre, pleinement indépendante et pleinement légitime adoptée *sur la base* des décisions du Congrès d'Unification.

*« Vpériod » n° 6, 1er juin 1906*

*Conforme au texte du journal*

## « CE N'EST PAS VERS LE HAUT QU'IL FAUT REGARDER MAIS VERS LE BAS »

Ainsi s'exprime aujourd'hui M. Jilkine dans le journal des cadets de gauche *Nacha Jizn*. Il remarque avec tristesse que les visages des cadets « rayonnent de présomption ». La déclaration enthousiaste de M. Milioukov : « Les cadets se différencient de l'extrême gauche », provoque ses protestations. Il ridiculise l'« extraordinaire sagesse politique » des cadets, qui d'une part, reconnaissent que la situation est « sans issue », et d'autre part, se targuent de piloter audacieusement le vaisseau de l'Etat dans la passe...

Arrêtons-nous sur ces raisonnements qui touchent à la question la plus essentielle de la situation politique actuelle. Et, disons que, de notre point de vue, il est particulièrement important de souligner qu'une juste appréciation de cette situation *est imposée* maintenant par la force des événements même à des gens qui ne partagent absolument pas les points de vue des social-démocrates de gauche et qui luttent contre nous avec un zèle particulier.

Des bruits venus du club de Paris des réactionnaires russes nous apprennent que « toutes hésitations ont cessé à Peterhof. Gorémykine a obtenu une pleine liberté d'action », c'est-à-dire la liberté de régler son compte à la Douma. Et *Nacha Jizn*, à qui la tendance des bolcheviks de tout montrer sous le jour le plus noir est étrangère, écrit : « Nous avons toutes les raisons pour accueillir ces bruits avec une confiance totale »... « La lutte s'intensifie »... telle est la conclusion de l'éditorial. « Ceux qui ont levé le glaive

périront par le glaive. » Quant à M. Jilkine, il écrit : « Y a-t-il beaucoup de gens en Russie pour croire à une issue victorieuse et pacifique du travail parlementaire ? Il faut être un romantique, un rêveur, un idéaliste pour se laisser tourner la tête par des songes aussi roses. » Et, à côté, M. Khijniakov déclare : « Nous n'éviterons pas les tempêtes révolutionnaires, il faut bien le reconnaître. La Douma est impuissante à ramener le mouvement sur une voie pacifique, car elle n'a pas le pouvoir d'améliorer la vie du peuple et sans ce pouvoir, il n'y a pas d'autres chemins que ceux de la révolution. Et dès à présent on perçoit clairement que le sentiment d'insatisfaction grandit sans cesse, que la croyance à la toute-puissance de la Douma disparaît de plus en plus pour faire place au désespoir » (le manque de foi dans la Douma, comme le manque de foi en Dieu, n'est pas encore du « désespoir »). « L'atmosphère se charge peu à peu d'électricité, on peut entendre par moments les grondements sourds du tonnerre, et il est possible qu'il faille s'attendre d'ici peu à un déchaînement des éléments. »

C'est ainsi que parlent des gens dont l'opinion nous est particulièrement précieuse, en raison de leur parti pris de négation à l'égard de la social-démocratie révolutionnaire. Les événements *ont obligé* ces gens à reprendre précisément les thèses sur lesquelles nous avons toujours insisté et pour lesquelles la bourgeoisie libérale nous a toujours fait la guerre, nous a toujours blâmés et couverts d'injures, forgeant sur le compte des « bolcheviks » tout un ramassis de commérages, de mensonges et de calomnies.

« Ce n'est pas vers le haut qu'il faut regarder mais vers le bas. » Cela signifie que, du fait des conditions historiques objectives indépendantes de notre volonté, la lutte parlementaire *ne peut pas* être, à l'heure actuelle, la forme *principale* du mouvement de libération en Russie. Il ne s'agit pas de « nier » cette lutte, il ne s'agit pas de refuser de l'utiliser — il est inutile d'en parler — il s'agit du fait que, par suite de l'évolution même des événements, la lutte *principale*, la lutte décisive se développe actuellement sur un autre terrain. La bourgeoisie libérale nous a calomniés un nombre infini de fois, nous bolcheviks, en disant que « nous poussons à la légère à l'emploi des moyens extrêmes ». (La *Retch* n° 88.) Regardez donc, messieurs, si

vraiment nous avons « poussé » Jilkine, Khijniakov, l'éditorialiste de *Nacha Jizn* ? Si vraiment nous avons « poussé » les soldats de Koursk et de Poltava, les paysans de Kiev, de Saratov et d'ailleurs ?

Nous avons « poussé » et réveillé ceux qui, depuis toujours, se promenaient avec un visage « rayonnant de présomption ». Nous avons dit que le choix de telle ou telle forme dans la lutte de libération ne dépendait pas de notre volonté, qu'il était indispensable de regarder bien en face, lucidement et sans faiblesse, une réalité qui ne laisse aucune possibilité de s'engager dans une « voie » dont même *Nacha Jizn* reconnaît aujourd'hui qu'elle est fermée. Nous avons dit que les socialistes ne pouvaient ni ne devaient sacrifier à des succès momentanés les intérêts fondamentaux de la démocratie et du socialisme, qu'ils avaient pour devoir de dévoiler devant les masses l'amère vérité concernant l'inconstance des cadets, l'impuissance de la Douma, l'inévitabilité des tempêtes révolutionnaires. Si la masse ne nous comprend pas aujourd'hui, impressionnée qu'elle est par les belles paroles des cadets au cours des réunions électorales, si elle ne nous comprend pas demain, impressionnée qu'elle sera par les premiers jours d'existence du premier parlement russe, après-demain en tout cas, elle se convaincra que nous avions raison. Les événements l'obligeront à voir dans la social-démocratie révolutionnaire un parti qui ne se laisse pas séduire par la pacotille, qui appelle fermement et avec conséquence à « regarder » précisément là où se joue inévitablement la lutte qui décide du sort d'une véritable liberté du peuple (et non de la liberté cadette).

Si notre révolution peut être appelée la grande révolution russe, c'est justement parce qu'elle a entraîné les gigantesques masses du peuple à participer à l'œuvre historique. A l'intérieur de ces masses, les contradictions de classes sont encore loin de s'être développées avec toute leur âpreté. Les partis politiques ne sont encore qu'en formation. C'est pourquoi nous ne sommes encore en mesure ni de diriger les masses, ni de les retenir à un degré tant soit peu notable. Mais ce que nous pouvons faire, après avoir étudié la situation telle qu'elle se présente et les rapports réels entre les classes, c'est juger inévitable telle ou telle direction dans leur activité historique, telle ou telle

forme principale de leur mouvement. Et ces connaissances socialistes qui sont les nôtres, nous devons les propager parmi les masses de la façon la plus large possible, sans nous laisser émouvoir par le fait que la vérité est souvent très amère, que souvent elle n'est pas visible tout de suite derrière le clinquant des étiquettes politiques à la mode ou des institutions politiques spectaculaires, sans nous laisser prendre au charme des belles inventions. Nous aurons accompli notre devoir si nous faisons tout pour éclairer ainsi les masses et pour les préparer à des formes de mouvement qui échappent aujourd'hui à un observateur superficiel, mais qui découlent inévitablement de toute la situation politique et économique du pays. Nous n'aurons pas accompli notre devoir, par contre, si nous dirigeons tous nos regards vers « le haut » et si nous laissons échapper ce qui avance, ce qui croît, ce qui se rapproche et grandit en bas.

*Rédigé le 1er (14) juin 1906.*
*Publié le 2 juin 1906 dans le journal « Vpériod » n° 7*

*Conforme au texte du journal*

# LA RÉACTION ENGAGE LA LUTTE ARMÉE

Depuis longtemps déjà la presse social-démocrate a mis l'accent sur la précarité, sur le peu d'enracinement du fameux « constitutionnalisme » russe. Tant que le vieux pouvoir reste en place et qu'il détient tout l'immense appareil d'Etat, il demeure impossible de parler sérieusement de la valeur de la représentation populaire, de la possibilité de satisfaire les besoins urgents de millions de personnes. Les sessions de la Douma d'Etat ont commencé, les discours de la bourgeoisie libérale sur la voie constitutionnelle pacifique se sont mis à couler à flot, tandis que commençaient à se développer les voies de fait organisées par les agents du gouvernement, à l'encontre des manifestants paisibles, les incendies criminels des maisons où se tenaient des réunions populaires et finalement des vrais pogroms.

Or, le mouvement paysan se développe. Les grèves des ouvriers deviennent de plus en plus âpres, de plus en plus fréquentes et larges. L'effervescence gagne même les corps de troupes les plus arriérés, l'infanterie de province et jusqu'aux cosaques.

Il y a beaucoup trop de matériau inflammable dans la vie de la Russie. La lutte est trop grande et trop intense, cette lutte qui a été préparée par des siècles de violence, de tortures, de souffrances, de pillages et d'exploitation sans précédent dans l'histoire. Il est impossible de faire entrer cette lutte du peuple contre le vieux pouvoir dans le cadre de la lutte de la Douma pour tel ou tel gouvernement. Il est impossible d'empêcher les plus opprimés et les plus obscurs des « sujets » de proclamer les revendications d'une indivi-

dualité humaine et civile qui s'éveille. Il est impossible, par un appel au respect de la loi, de retenir le vieux pouvoir, qui a toujours fait les lois lui-même, et qui lutte pour son existence par les derniers moyens, les plus désespérés, les plus sauvages et les plus furieux.

Le pogrom de Biélostok est un exemple particulièrement frappant parmi les faits témoignant du fait que le gouvernement a engagé des actions armées contre le peuple. C'est la vieille histoire des pogroms russes, vieille mais éternellement nouvelle, — *éternellement* jusqu'à la victoire du peuple, jusqu'à l'élimination complète du vieux pouvoir ! Voici quelques passages d'un télégramme envoyé par un citoyen de Biélostok, le grand-électeur Tsirine : « Un pogrom antisémite *préparé d'avance* a commencé. » « En dépit des bruits qui ont été répandus, un jour entier a passé *sans que parvienne la moindre ordonnance* gouvernementale. » « La propagande pour le pogrom était menée avec soin depuis déjà deux semaines ; dans les rues, le soir surtout, on distribuait des proclamations appelant au massacre non seulement des Juifs, mais aussi des intellectuels ; *sur tout cela, la police fermait les yeux.* »

Tableau bien connu ! La police prépare le pogrom d'avance. La police excite les auteurs du pogrom ; les imprimeries gouvernementales sortent des appels au massacre des Juifs. Au début du pogrom, la police n'intervient pas. La troupe assiste en silence aux exploits des Cent-Noirs. Ensuite, la police, cette même police, continue sa comédie de jugement et de poursuites contre les auteurs de pogroms. Les poursuites et les jugements par les fonctionnaires du vieux pouvoir ont invariablement le même résultat : l'affaire traîne en longueur, on ne trouve pas de coupables, parfois même des Juifs et des intellectuels battus et mutilés sont amenés devant le tribunal, puis des mois passent, et cette histoire vieille mais toujours nouvelle est oubliée, jusqu'au prochain pogrom. Les incitations infâmes, la corruption et l'utilisation de l'alcool pour faire marcher des bas-fonds de notre maudite « civilisation » capitaliste, les violences sauvages exercées par des hommes armés contre des hommes sans armes, la comédie des poursuites et des jugements engagés et prononcés par les coupables eux-mêmes. Et il se trouve encore des gens qui, voyant ces phéno-

mènes de la vie russe, pensent et disent que certains agissent « à la légère » en appelant le peuple à employer des « moyens extrêmes » ! Ce n'est pas seulement de « légèreté » qu'il faut faire preuve, mais de bassesse d'âme, de corruption politique, pour dire des choses pareilles lorsqu'on assiste à des événements tels que l'incendie de la Maison du peuple à Vologda (au début des séances de la Douma) ou le pogrom de Biélostok (après un mois de session de la Douma). Des millions d'appels n'exerceront pas sur le peuple la centième partie de l'action qu'exerce un seul événement de ce genre. Et parler de la « légèreté » de nos appels, c'est faire preuve d'autant de pédantisme désespéré, d'autant d'engourdissement civique que de condamner les farouches cris de vengeance qui montent des champs de bataille de Vologda et de Biélostok.

La Douma d'Etat a très bien agi en mettant immédiatement en discussion l'interpellation sur le pogrom de Biélostok, et en envoyant des membres de la Douma d'Etat à Biélostok même pour étudier l'affaire sur place. Mais, lorsque vous lisez cette interpellation, lorsque vous la comparez avec les discours des députés de la Douma d'Etat et avec les faits connus de tout le monde qui se sont produits au cours des pogroms, vous en ressentez un profond sentiment d'insatisfaction, un sentiment de révolte devant le style irrésolu de l'interpellation.

Jugez-en vous-mêmes. Les auteurs de l'interpellation se contentent de dire : « La population *redoute* que les pouvoirs locaux et une propagande mal intentionnée ne s'efforcent de présenter les victimes comme coupables elles-mêmes du malheur qui les a frappées »... « On répand dans ce sens de fausses informations. » Oui, oui, la population juive, opprimée et torturée, redoute cela et elle a toutes les raisons de le redouter. C'est la vérité. Mais c'est loin d'être *la vérité, toute entière*, messieurs les députés de la Douma et messieurs les auteurs de l'interpellation. Vous, députés du peuple, qui n'êtes pour l'instant encore ni battus ni torturés, vous savez parfaitement que cela n'est pas la vérité tout entière. Vous savez que la population opprimée *n'ose pas* désigner les *véritables* auteurs du pogrom. *A vous, de les désigner.* C'est pour cela que vous êtes députés du peuple. C'est pour cela que vous jouissez — même d'après les

lois russes — de la *pleine* liberté de parole à la Douma d'Etat. Ne vous placez donc pas *entre* la réaction et le peuple, à un moment où la réaction armée étrangle, bat et mutile une population sans armes. Placez-vous *entièrement et franchement* du côté du peuple. Ne vous bornez pas à retransmettre les craintes des philistins de voir les ignobles auteurs de pogroms déclarer coupables les victimes elles-mêmes. *Mettez franchement en accusation les vrais coupables*, c'est votre premier *devoir* devant le peuple. Ne demandez pas au gouvernement si des mesures sont envisagées pour protéger les Juifs et pour prévenir les pogroms, mais demandez-lui s'il continuera encore longtemps à couvrir les véritables coupables qui font partie eux-mêmes du gouvernement. Demandez au gouvernement s'il pense que le peuple se laissera encore longtemps induire en erreur sur le compte de ces véritables coupables. Accusez le gouvernement ouvertement, à haute et intelligible voix, appelez le peuple à organiser une milice et son autodéfense, *seul* moyen de se protéger contre les pogroms.

Cela ne correspond pas aux « usages parlementaires », direz-vous. N'avez-vous pas honte de formuler maintenant *encore* de tels arguments ? Ne comprenez-vous pas que le peuple vous condamnera si, même en de tels instants, vous n'êtes pas capables de rejeter le jeu parlementaire, si vous n'avez pas le courage de dire franchement, ouvertement et à haute voix ce que *vous savez et vous pensez en réalité* ?

Or, que vous sachiez la vérité sur les pogroms, les discours des députés de la Douma le prouvent assez. Le cadet Nabokov a dit : « Nous savons que dans bien des cas, l'administration a été tout à fait incapable de se laver du soupçon que la simultanéité du déclenchement des pogroms était le résultat soit d'organisations cent-noires agissant *au su des autorités locales*, soit, dans le meilleur des cas, d'une inaction systématique de ces autorités. »

Si vous *savez* cela, messieurs les cadets, vous deviez le dire dans votre interpellation. C'est ainsi qu'il faut écrire : nous *savons* ceci et cela, et nous demandons ceci et cela. Et si vous connaissez les « meilleurs » des cas, *il est indigne*, de la part de députés du peuple, de passer sous silence les *pires* : c'est-à-dire l'organisation directe des pogroms par la police, sur ordre venu de Pétersbourg.

« Biélostok n'est pas un cas exceptionnel », a dit justement Lévine. « C'est l'une des conséquences du système contre lequel vous voulez lutter. » C'est juste, citoyen Lévine ! Mais si dans un journal, nous ne pouvons parler que de « système », à la Douma il vous faut parler plus franchement et plus brutalement.

« Les pogroms, c'est tout un système. Dans les journées d'octobre (...) le gouvernement (...) n'a pas trouvé d'autre moyen pour lutter contre le mouvement de libération (...). Vous savez comment s'est terminé ce chapitre d'histoire. La même chose se répète actuellement (...). Ce système a été inventé et mis au point *avec perfidie*, et il est appliqué *avec la même perfidie*. Dans bien des cas, nous savons parfaitement qui prépare ces pogroms, nous savons parfaitement que les proclamations *sont distribuées par les soins des gendarmeries.* »

Encore une fois, vous avez raison, citoyen Lévine ! Et dans l'interpellation, il fallait écrire : le gouvernement suppose-t-il que la Douma ignore un fait connu de tous, à savoir que les proclamations ont été distribuées par les gendarmes et la police ?

Le député Ryjkov a carrément qualifié de *mensonge* et d'invention scélérate l'explication des pogroms par la haine raciale devant laquelle les pouvoirs publics seraient impuissants. Le député Ryjkov a cité toute une série de faits qui montrent la « coopération » de la police, des auteurs de pogroms et des Cosaques. « J'habite dans un centre industriel important, a-t-il dit, et je sais, par exemple, que si le pogrom de Lougansk n'a pas pris des proportions effroyables, *c'est uniquement parce que* (écoutez bien cela, messieurs : *uniquement* parce que) *les ouvriers sans armes* ont chassé de leurs mains nues les auteurs de pogroms, au risque d'être fusillés par la police. »

Le journal *Retch* place cette partie des discussions de la Douma sous le titre : « Le gouvernement en accusation ». Très bon titre. Cependant, la place de ce titre n'est pas dans un journal mais dans le *texte de l'interpellation* de la Douma. Ou bien il faut écrire ces interpellations de telle sorte qu'elles apparaissent comme de virulentes mises en accusation du gouvernement devant le peuple, ou bien s'attirer des remarques amères ou des moqueries pour la

disproportion criante entre le caractère monstrueux des faits et les prudents silences bureaucratiques d'interpellations tout empreintes d'une bureaucratique retenue. C'est seulement en choisissant la première voie que la Douma pourra faire passer aux réactionnaires l'envie de se moquer d'elle. Sinon, ils la railleront franchement et ouvertement. Lisez par exemple le *Novoïé Vrémia* d'aujourd'hui. Ces laquais des auteurs de pogroms rient aux éclats et se montrent tout joyeux : « On ne peut pas ne pas remarquer avec un plaisir tout particulier ( ! ! ) la hâte avec laquelle la Douma a interpellé le gouvernement sur le pogrom antisémite de Biélostok. » Comme vous le voyez, les auteurs de pogroms éprouvent un plaisir particulier : les laquais ont dévoilé eux-mêmes la vérité. La réaction est satisfaite à la fois par le pogrom de Biélostok, et par le fait que maintenant, on peut traiter la Douma de « Douma juive ». La réaction se répand en railleries : « S'il convient, comme on l'a déclaré aujourd'hui à la Douma d'Etat, de passer l'éponge sur les pogroms commis par les paysans contre la propriété privée dans les provinces russes, il convient tout aussi bien de passer l'éponge sur les pogroms contre la propriété juive dans les régions occidentales. »

Comme vous le voyez, messieurs les membres de la Douma, les réactionnaires sont plus francs que vous. Les discours des réactionnaires sont plus énergiques que vos discours à la Douma. Les réactionnaires n'ont pas peur de la guerre. Les réactionnaires n'ont pas peur d'établir un lien entre la Douma et la lutte des paysans pour la liberté. *N'ayez donc pas peur non plus d'établir un lien entre le pouvoir réactionnaire et les auteurs de pogroms* !

*Rédigé le 3 (16) juin 1906.*
*Publié le 4 juin 1906*
*dans le journal « Vpériod » n° 9*

*Conforme au texte du journal*

# RÉSOLUTION (III) DU COMITÉ DE PÉTERSBOURG DU P.O.S.D.R. SUR LA QUESTION D'UN GOUVERNEMENT ISSU DE LA DOUMA[205]

Considérant que :

1) la revendication, dans la période actuelle, de la désignation d'un gouvernement responsable pris dans la majorité de la Douma d'Etat apparaît justifiée et ambiguë, puisque :

a) la désignation d'un tel gouvernement ne pourrait constituer un passage effectif du pouvoir des mains de l'autocratie aux mains de la représentation populaire ;

b) cela constituerait au fond un arrangement entre la bourgeoisie libérale et l'autocratie au détriment du peuple et dans son dos ;

c) le prolétariat ne possède aucune garantie que cet arrangement, vu le rapport réel des forces politiques actuelles, lui apportera des facilités effectives pour mener sa lutte de classe (en tout cas, pas si effectives qu'elles puissent justifier le tort considérable que causerait au développement de la conscience de classe du prolétariat le soutien actif d'un arrangement bourgeois à une époque d'essor révolutionnaire).

2) Exiger la désignation d'un gouvernement responsable issu de la Douma, compte tenu de ce qui vient d'être dit, ne servirait qu'à renforcer les illusions constitutionnelles et à corrompre la conscience révolutionnaire du peu-

ple en faisant naître l'espoir d'un passage pacifique du pouvoir entre les mains du peuple et en laissant dans l'ombre les tâches fondamentales de la lutte pour la liberté ; — prenant tout cela en considération, l'assemblée décide que :

1) le prolétariat ne peut pas soutenir à l'heure actuelle la revendication exigeant la désignation d'un gouvernement issu de la Douma ;

2) le prolétariat soutient l'idée de la formation d'un comité exécutif choisi parmi les éléments révolutionnaires de la Douma, afin que ce comité coordonne les actions des organisations locales libres du peuple.

*« Vpériod » n° 10, 6 juin 1906*

*Conforme au texte du journal*

# NOTES

1. L'article *Nos tâches et le Soviet des députés ouvriers*, où les Soviets furent pour la première fois qualifiés d'organes de l'insurrection et considérés comme l'embryon d'un nouveau pouvoir révolutionnaire, a été écrit par Lénine au début de novembre 1905, à Stockholm, où il séjourna quelque temps avant de regagner la Russie. Cet article destiné au journal *Novaïa Jizn* [Vie Nouvelle] ne fut pas publié. Le manuscrit ne fut retrouvé qu'en automne 1940. — P. 9.

2. « *Novaïa Jizn* » [La Vie Nouvelle], premier journal bolchevique légal ; parut quotidiennement à Pétersbourg du 27 octobre (9 novembre) au 3 (16) décembre 1905. A son retour d'émigration, à peine arrivé à Pétersbourg au début de novembre, Lénine prit la direction du journal. La *Novaïa Jizn* était pratiquement l'Organe central du P.O.S.D.R. V. Vorovski, M. Olminski, A. Lounatcharski y collaboraient activement. M. Gorki y joua un grand rôle, lui apportant aussi une importante aide matérielle.

   Le tirage quotidien du journal atteignit 80 000 exemplaires. La *Novaïa Jizn* fit l'objet de nombreuses mesures de répression. Sur 27 numéros du journal, 15 furent saisis et détruits. Après la parution du 27e numéro, la *Novaïa Jizn* fut interdite par le gouvernement. Le dernier numéro, le 28e, parut illégalement. — P. 11.

3. *Les socialistes-révolutionnaires* (s.-r.), parti petit-bourgeois apparu en Russie fin 1901-début 1902, à la suite de l'union de divers groupes et cercles populistes (Union des socialistes-révolutionnaires, Parti des socialistes-révolutionnaires, etc.). Les organes officiels de ce parti furent les journaux *Révolutsionnaïa Rossia* [La Russie révolutionnaire] (1900-1905) et la revue *Viestnik Rousskoï Révolutsii* [Messager de la Révolution russe] (1901-1905). Les distinctions de classe entre prolétariat et petits patrons échappaient aux socialistes-révolutionnaires, qui estompaient la différenciation de classe et les contradictions au sein de la paysannerie, contestaient le rôle dirigeant du prolétariat dans la révolution. Les conceptions des socialistes-révolutionnaires offraient un mélange éclectique des idées du populisme

et du révisionnisme ; les socialistes-révolutionnaires s'efforçaient, selon l'expression de Lénine, de boucher les « trous populistes » à l'aide du « courant opportuniste à la mode qu'était la « critique » du marxisme » (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 9, p. 320). La tactique de la terreur individuelle, que les socialistes-révolutionnaires prêchaient comme principale méthode de lutte contre l'autocratie, causait un grand préjudice au mouvement révolutionnaire et rendait difficile l'organisation des masses en vue de la lutte révolutionnaire.

Le programme agraire des socialistes-révolutionnaires prévoyait l'abolition de la propriété privée de la terre et sa remise aux communautés sur la base d'une jouissance égalitaire, ainsi que le développement de toutes sortes de coopératives. Ce programme, que les socialistes-révolutionnaires essayaient de présenter comme un programme de « socialisation de la terre », n'avait rien de socialiste.

Dans son analyse du programme socialiste-révolutionnaire, Lénine a montré que le maintien de la production marchande et de l'exploitation privée sur les terres collectives n'élimine pas la domination du capital, ne délivre pas les paysans laborieux de l'exploitation et de la ruine. La coopération en régime capitaliste ne peut, elle non plus, sauver les petits paysans, car elle sert à enrichir la bourgeoisie rurale. Lénine notait aussi que la revendication de jouissance égalitaire des terres, sans être socialiste, revêtait toutefois un caractère révolutionnaire, démocratique et progressiste, puisqu'elle visait la jouissance seigneuriale de la terre de nature réactionnaire.

Le Parti bolchevique dénonça les tentatives faites par les socialistes-révolutionnaires pour se camoufler en socialistes, mena une lutte opiniâtre contre les socialistes-révolutionnaires pour l'influence à exercer sur les paysans, montra le préjudice de leur tactique de terreur individuelle pour le mouvement ouvrier. En même temps, les bolcheviks admettaient, dans certaines conditions, des accords provisoires avec les socialistes-révolutionnaires dans la lutte contre le tsarisme.

Le caractère hétérogène de la classe paysanne conditionnait l'instabilité politique et idéologique du parti socialiste-révolutionnaire, la confusion en matière d'organisation, les oscillations continuelles entre la bourgeoisie libérale et le prolétariat. Déjà à l'époque de la première révolution russe, l'aile droite se détacha du parti socialiste-révolutionnaire pour former un « Parti socialiste-populiste du travail », parti légal (les s.-p.) dont les conceptions se rapprochaient de celles des cadets, cependant que l'aile gauche devenait l'union mi-anarchiste des « maximalistes ». A l'époque de la réaction de Stolypine, le parti socialiste-révolutionnaire connut une décadence totale sur le plan de l'idéologie et de l'organisation. Au cours de la première guerre mondiale, la plupart des socialistes-révolutionnaires se rangeaient aux côtés des social-chauvins.

Après la victoire de la révolution démocratique bourgeoise de Février 1917, les socialistes-révolutionnaires, en accord avec

les mencheviks et les cadets, accordèrent tout leur appui au Gouvernement provisoire contre-révolutionnaire de la bourgeoisie et des grands propriétaires fonciers. Les leaders du parti (Kérenski, Avksentiev, Tchernov) furent membres du gouvernement. Le parti socialiste-révolutionnaire refusa de soutenir les revendications paysannes visant à abolir la propriété seigneuriale de la terre ; les ministres socialistes-révolutionnaires du gouvernement provisoire envoyèrent des expéditions punitives contre les paysans qui s'étaient emparés de ces terres.

L'aile gauche des socialistes-révolutionnaires fonda, fin novembre 1917, un parti indépendant, celui des socialistes-révolutionnaires de gauche. Soucieux de maintenir leur influence dans les masses paysannes, les socialistes-révolutionnaires de gauche reconnurent officiellement le pouvoir des Soviets et se mirent d'accord avec les bolcheviks mais peu après ils déclenchèrent la lutte contre le pouvoir des Soviets.

A l'époque de l'intervention militaire étrangère et de la guerre civile, les socialistes-révolutionnaires entreprirent des actions subversives contre-révolutionnaires, ils soutinrent activement les interventionnistes et les gardes blancs, prirent part aux complots contre-révolutionnaires, se livrèrent à des actes terroristes contre les responsables de l'Etat soviétique et du Parti communiste. Après la fin de la guerre civile, les socialistes-révolutionnaires continuèrent leur activité hostile à l'Etat soviétique à l'intérieur du pays, ainsi que dans le camp de l'émigration blanche. — P. 14.

4. Il s'agit de la grève politique générale d'octobre 1905 en Russie. — P. 16.

5. *Union des unions*, organisation politique de l'intelligentsia bourgeoise libérale ; fut formée en mai 1905 au premier Congrès des représentants de 14 unions des professions suivantes : avocats, écrivains, médecins, ingénieurs, enseignants, etc. Le congrès revendiqua la convocation d'une Assemblée constituante élue au suffrage universel. En juillet 1905, l'Union se prononça pour le boycottage de la Douma de Boulyguine, mais elle revint rapidement sur sa position et décida de prendre part aux élections à la Douma. A la fin de 1906, l'Union des unions se désagrégea. — P. 16.

6. *Le 9 janvier 1905*, les ouvriers des usines et fabriques de Pétersbourg avec leurs femmes et leurs enfants se dirigèrent vers le Palais d'Hiver pour remettre au tsar une pétition qui décrivait leur situation extrêmement pénible et où il était indiqué qu'ils ne jouissaient d'aucun droit. Sur l'ordre du tsar, la troupe tira sur cette manifestation d'ouvriers sans armes. En réponse à cette monstrueuse fusillade, des grèves politiques éclatèrent dans toute la Russie tandis que s'organisaient des manifestations avec le mot d'ordre : « A bas l'autocratie ! » Les événements

du 9 janvier ont déclenché la révolution de 1905-1907. — P. 20.

7. *Union paysanne de Russie*, organisation révolutionnaire démocratique, fondée en 1905. Aux premier et deuxième Congrès de l'Union, qui se tinrent à Moscou en août et novembre 1905, furent élaborés le programme et la tactique de l'Union. L'Union paysanne exigeait la liberté politique et la convocation immédiate d'une Assemblée constituante, elle s'en tenait à la tactique de boycottage de la Ire Douma d'Etat. Le programme agraire de l'Union exigeait la suppression de la propriété privée de la terre, la remise aux paysans, sans rachat, des terres appartenant aux monastères, à l'Eglise, aux apanages, à la Couronne et à l'Etat. Dans sa politique, l'Union se montrait hésitante et irrésolue. Exigeant la liquidation de la propriété foncière, elle consentait cependant à indemniser partiellement les propriétaires. Dès le début de ses activités, l'Union paysanne fut l'objet de répressions policières. Fin 1906, l'Union fut dissoute. — P. 20.

8. *De la réorganisation du Parti*, premier article de Lénine publié dans le journal *Novaïa Jizn*. Fut écrit par Lénine à son retour d'émigration. Il servit de base à la résolution sur la « Réorganisation du Parti », adoptée à la Conférence de Tammerfors en décembre 1905. — P. 21.

9. *Les indépendants*, membres de l'organisation provocatrice : « parti ouvrier social-indépendant », fondé à Pétersbourg en automne 1905, sur l'instigation du gouvernement impérial et avec la collaboration de la police. Cette organisation de type zoubatovien se proposait de détourner les ouvriers de la lutte révolutionnaire ; son programme publié dans le n°4 de la revue *Rousski Rabotchi* [L'ouvrier russe] du 15 (28) décembre 1905 posait le problème de la lutte contre la social-démocratie. Ce parti cessa d'exister au début de 1908, car il n'avait aucun succès parmi les masses ouvrières. — P. 21.

10. L'appel *A toutes les organisations du Parti et à tous les ouvriers social-démocrates*, avec comme sous-titre « Pour la convocation du IVe Congrès du P.O.S.D.R. », parut dans le n°9 de la *Novaïa Jizn* du 10 (23) novembre 1905. — P. 22.

11. Il s'agit de la nouvelle *Iskra* [L'Etincelle] opportuniste. Après le IIe Congrès du P.O.S.D.R., les mencheviks, avec le concours de Plékhanov, prirent l'*Iskra* en mains. A partir de novembre 1903 et du n° 52, l'*Iskra* devint un organe menchevique qui parut jusqu'en octobre 1905. — P. 22.

12. *Vendée*, province de l'Ouest de la France. A l'époque de la révolution bourgeoise de la fin du XVIIIe siècle une insurrection contre-révolutionnaire des paysans arriérés contre la république y éclata. L'insurrection était dirigée par le clergé catholique,

l'aristocratie, les émigrés royalistes, et soutenue par l'Angleterre. La Vendée est devenue le synonyme de soulèvement réactionnaire, de foyer de la contre-révolution. — P. 29.

13. L'article de Lénine *Le prolétariat et la paysannerie* fut reproduit par le groupe du P.O.S.D.R. de Soumy comme annexe au « Programme du Parti ouvrier social-démocrate de Russie ». Soumy 1905. — P. 32.

14. *Le groupe Libération du Travail*, premier groupe marxiste russe, fondé à Genève en 1883 par Plékhanov. P. Axelrod, L. Deutch, V. Zassoulitch, V. Ignatov en faisaient partie. Le groupe accomplit un immense travail pour la propagande du marxisme en Russie, ce qui porta un coup sérieux au populisme, obstacle idéologique principal à la diffusion du marxisme et au développement du mouvement social-démocrate en Russie. Deux projets de programme des social-démocrates russes (1883 et 1885), rédigés par Plékhanov et édités par le groupe « Libération du Travail », eurent une grande importance pour la création du Parti social-démocrate de Russie.

Lénine écrivait : « Le groupe « Libération du Travail » ne fonda la social-démocratie que théoriquement et fit un premier pas à la rencontre du mouvement ouvrier. » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 20, p. 289.) — P. 32.

15. « *Izvestia du Soviet des Députés Ouvriers* », organe officiel du Soviet des députés ouvriers de Pétersbourg ; parut du 17 (30) octobre au 14 (27) décembre 1905. C'était comme un bulletin d'informations sur les activités du Soviet. Le journal n'avait pas de rédaction permanente et se faisait imprimer dans les imprimeries de différents journaux bourgeois. Il parut 10 numéros en tout. Le numéro 11 fut saisi par la police en cours d'impression. — P. 37.

16. *Goutchkov, Alexandre Ivanovitch* (1862-1936), monarchiste, représentant de la grosse bourgeoisie industrielle et commerçante. — P. 38.

17. Le « *Prolétari* », hebdomadaire bolchevique illégal. Organe central du P.O.S.D.R., créé conformément à la décision du IIIe Congrès du Parti. Par décision de la session du Comité central, du 27 avril (10 mai) 1905, Lénine fut nommé rédacteur en chef de l'Organe central. Parut à Genève du 14 (27) mai au 12 (25) novembre 1905. 26 numéros sortirent des presses. Le *Prolétari* suivait la ligne politique de l'ancienne *Iskra* léniniste et assuma pleinement la succession du journal bolchevique *Vpériod* [En avant].

Lénine y publia environ 90 articles et notes. Ces articles déterminaient la ligne politique du journal, son contenu idéologique et son orientation bolchevique. Lénine accomplit un travail énorme au poste de dirigeant et rédacteur en chef du jour-

nal. Ses corrections donnaient aux articles publiés une haute tenue, un rigoureux esprit de parti, de la netteté et de la clarté dans la manière de poser les problèmes théoriques les plus importants et de mettre en lumière les problèmes pratiques du mouvement révolutionnaire.

V. Vorovski, A. Lounatcharski, M. Olminski collaborèrent constamment au journal, ainsi que N. Kroupskaïa, V. Vélitchkina, V. Karpinski. Le *Prolétari* était étroitement lié au mouvement ouvrier russe et publiait des articles et des notes d'ouvriers qui militaient dans le mouvement révolutionnaire. La correspondance et l'expédition des articles à Genève furent organisées par V. Bontch-Brouïévitch, S. Goussev et A. Oulianova-Elisarova. La correspondance de la rédaction avec les organisations locales et les lecteurs fut assurée par N. Kroupskaïa et L. Fotiéva.

Le *Prolétari* faisait immédiatement écho à tous les événements importants du mouvement ouvrier russe et international, il combattait sans répit les mencheviks et les autres éléments opportunistes et révisionnistes.

Le journal prit une part active à la propagation des résolutions du IIIe Congrès du Parti et joua un rôle important dans la cohésion des bolcheviks sur le plan de l'organisation et de l'idéologie. C'était le seul organe social-démocrate russe qui défendait fidèlement le marxisme révolutionnaire ; il étudiait tous les problèmes fondamentaux de la révolution qui se déroulait en Russie. En éclairant tous les aspects des événements de 1905, le *Prolétari* incitait les masses laborieuses à lutter pour la victoire de la révolution.

Le *Prolétari* jouissait d'une grande influence sur les organisations social-démocrates locales. Certains articles de Lénine étaient reproduits par les journaux bolcheviques et diffusés sous forme de tracts.

Après le départ de Lénine, au début de novembre 1905, le journal cessa bientôt de paraître. Les deux derniers numéros (25 et 26) furent publiés sous la rédaction de V. Vorovski ; Lénine avait cependant écrit pour ceux-ci quelques articles qui furent publiés après son départ de Genève. — P. 38.

18. *Oblomov*, héros du roman de même nom de Gontcharov ; propriétaire foncier ; synonyme de routine, marasme, inertie. — P. 40.

19. A la séance du 13 (26) novembre 1905 du Soviet de Pétersbourg, Lénine traita des mesures à prendre contre le lock-out instauré par les capitalistes en réponse à la journée de travail de huit heures imposée par les ouvriers. Lénine proposa une résolution qui devait servir de base au comité exécutif du Soviet de Pétersbourg pour la décision adoptée le 14 (27) novembre sur la lutte contre le lock-out. Lénine analyse cette décision dans l'article « Une provocation avortée » (voir le présent tome pp. 46-48.) — P. 44.

20. *Zemstvo*, autonomie administrative locale fondée en 1864 et dirigée par la noblesse dans les provinces centrales de la Russie tsariste. La compétence des zemstvos se bornait aux questions économiques locales (organisation d'hôpitaux, construction de routes, statistiques, assurances, etc.). Leur activité était contrôlée par les gouverneurs de province et le ministre de l'Intérieur, qui pouvaient annuler les décisions indésirables au gouvernement. — P. 47.

21. *Le congrès des zemstvos et des municipalités* eut lieu à Moscou du 6 au 13 (19-26) novembre 1905. Il se prononça contre la convocation de l'Assemblée constituante et exprima l'espoir que la Douma d'Etat apaiserait le mécontentement des paysans en leur octroyant quelques lots de terres. — P. 47.

22. Dans la deuxième quinzaine d'octobre, à la suite de la publication du manifeste impérial du 17 (30) octobre 1905, des meetings de protestation eurent lieu à Cronstadt. Les bolcheviks y dénonçaient la tentative tsariste de tromper les masses populaires. Tenant compte de la rapide montée de l'élan révolutionnaire des masses, l'organisation social-démocrate de Cronstadt prépara un plan d'action armée pour la fin d'octobre. Mais les événements commencèrent spontanément. Le 24 octobre (6 novembre) les marins, réunis en meeting, réclamèrent une amélioration de la nourriture, une augmentation de leur solde, la réduction de la durée de service, un traitement plus humain ; ils émirent également des revendications de caractère politique : république démocratique, suffrage universel, liberté de parole, de réunions et d'association, inviolabilité de la personne humaine, abolition des castes. Les soldats se joignirent aux matelots. La lutte pour la réalisation de ces revendications se transforma le 26 octobre (8 novembre) en une insurrection armée. Cependant, faute d'une direction solide et d'un plan de lutte, les insurgés agirent de façon désordonnée. Les autorités firent venir des troupes de Pétersbourg, et, le matin du 28 octobre (10 novembre), décrétèrent l'état de siège à Cronstadt et firent écraser l'insurrection. La peine de mort, le bagne ou la prison attendaient de nombreux insurgés arrêtés. Le comité de Pétersbourg du P.O.S.D.R. fit paraître le tract « Aux soldats et aux marins », qui disait la vérité sur les événements des 26-27 octobre (8-9 novembre). A l'appel des bolcheviks, les ouvriers de Pétersbourg et d'autres villes prirent la défense des marins et des soldats. Le 2 (15) novembre, le prolétariat de Pétersbourg décréta la grève générale. Craignant une manifestation révolutionnaire de masse, le gouvernement fut obligé de publier une déclaration précisant que les insurgés de Cronstadt ne seraient pas jugés par une cour martiale, mais par un simple tribunal militaire. Celui-ci condamna les insurgés à des peines disciplinaires, à la prison et certains aux travaux forcés. Le soulèvement de Cronstadt fut le résultat direct de l'influence que la lutte révolutionnaire des ouvriers et des paysans

exerçait sur les soldats et les matelots, et le résultat de l'activité des bolcheviks dans l'armée et la flotte. — P. 49.

23. Il s'agit du manifeste impérial du 17 octobre 1905, publié au moment de l'extension de la grève politique d'octobre à toute la Russie. Dans le manifeste, le tsar promettait « les libertés civiques » et une Douma « législative ». Le manifeste était une manœuvre politique de l'autocratie, afin de gagner du temps, de diviser les forces révolutionnaires, de briser la grève et d'écraser la révolution. Ce manifeste, destiné à tromper les masses populaires ne fut jamais appliqué. — P. 49.

24. « *Rouss* » [La Russie], quotidien libéral bourgeois ; parut à Pétersbourg de décembre 1903 à juin 1908 avec des interruptions et sous différents titres : *Rouss*, *Molva* [La Rumeur publique], *XX vek*, [XXe siècle]. — P. 49.

25. Il s'agit de la participation des troupes du tsar Nicolas Ier à l'écrasement du mouvement révolutionnaire de libération nationale dans les pays d'Europe occidentale. En 1848, le tsar fit pénétrer ses troupes en Roumanie, en Pologne, dans les pays baltes, en Ukraine occidentale, mit à la disposition de l'empereur d'Autriche un emprunt de six millions de roubles destiné à écraser le mouvement de libération national en Italie. En 1849, la révolution hongroise fut écrasée avec l'aide des troupes du tsar. — P. 49.

26. *La grève générale des postes et télégraphes* dura du 15 (28) novembre au 15 (28) décembre 1905. Le prétexte en fut donné par l'interdiction par les autorités de l'union des postes et télégraphes et le licenciement de plusieurs employés qui l'avaient organisée. Le congrès russe de l'Union des postes et télégraphes qui s'était ouvert à Moscou le 15 (28) novembre décida d'envoyer un télégramme à Witte, président du Conseil des ministres, afin d'exiger la réintégration des camarades licenciés. La réponse devait être donnée à 6 heures du soir, le même jour. Le gouvernement ne réagit pas dans le délai fixé et le congrès donna l'ordre de grève. Cette dernière s'étendit à toute la Russie. — P. 53.

27. « *Nacha Jizn* » [Notre Vie], journal quotidien, proche de l'aile gauche des cadets. Parut avec des interruptions du 6 (19) novembre 1904 au 11 (24) juillet 1906, à Pétersbourg. — P. 55.

28. Voir K. Marx et F. Engels. Œuvres choisies en deux volumes. Editions du Progrès, Moscou 1964, t. I, pp. 21-34. — P. 56.

29. *Constitutionnels-démocrates* : (cadets) parti dirigeant de la bourgeoisie monarchiste libérale de Russie ; fut fondé en octobre 1905 ; il comprenait des représentants de la bourgeoisie, des propriétaires fonciers, des membres des zemstvos et des intellectuels bourgeois. Les principaux leaders cadets étaient :

P. Milioukov, S. Mouromtsev, V. Maklakov, A. Chingarev, P. Strouvé, F. Roditchev, etc. Pour tromper les masses populaires, les cadets se donnèrent faussement le titre de « Parti de la liberté du peuple ». En réalité, ils ne voulaient pas aller au-delà de la monarchie constitutionnelle. Leur but principal était de combattre le mouvement révolutionnaire et de partager le pouvoir avec le tsar et les propriétaires féodaux. Pendant la première guerre mondiale, ils soutinrent activement la politique extérieure de conquête que menait le gouvernement tsariste. Au cours de la révolution démocratique bourgeoise de Février, ils s'efforcèrent de sauver la monarchie. Occupant une position prépondérente au Gouvernement provisoire bourgeois ils menaient une politique contre-révolutionnaire, hostile au peuple, et dans l'intérêt des impérialistes américano-anglo-français. Ennemis acharnés du pouvoir soviétique, ils participaient après la victoire de la grande Révolution socialiste d'Octobre à toutes les manifestations armées contre-révolutionnaires et à l'intervention armée. Dans l'émigration, après la défaite de l'intervention et de l'armée blanche, les cadets poursuivirent leur activité antisoviétique et contre-révolutionnaire. — P. 59.

30. *Manilov*, propriétaire foncier, personnage des *Ames Mortes* de Gogol. Personnification de la placidité, de la mièvrerie et des rêves creux. — P. 60.

31. L'article *L'autocratie agonisante et les nouveaux organes du pouvoir populaire* fut publié en tract par le Comité de l'Union des organisations social-démocrates de la ville de Nikolaev le 14 (27) décembre 1905 et fut ensuite reproduit dans le n° 2 du journal *Zabaïkalski Rabotchi* [L'ouvrier de Transbaïkalie], organe du comité de Tchita du P.O.S.D.R., le 18 (31) décembre 1905. — P. 62.

32. « *Slovo* » [La Parole], quotidien édité à Pétersbourg de 1904 à 1909, organe des représentants de droite des zemstvos. De novembre 1905 à juillet 1906, il fut l'organe du parti octobriste, puis l'organe du parti constitutionnel-monarchiste de « la rénovation pacifique », qui, sur le fond, ne se distinguait en rien des octobristes. — P. 63.

33. Il s'agit de la grève politique générale de 1905. — P. 65.

34. *Parti de l'ordre légal*, parti contre-révolutionnaire de la grande bourgeoisie commerçante et industrielle, des propriétaires fonciers et des couches supérieures de la bureaucratie ; fut constitué en automne 1905. Le parti défendit sans réserve le régime tsariste ; il approuva la dissolution de la Ire Douma ; au cours des élections à la IIe Douma, il s'unit aux Cent-Noirs de l'« Union des vrais Russes ». Ce parti cessa d'exister en 1907. — P. 69.

35. « *Osvobojdénié* » [Libération], journal libéral bourgeois, paraissant bimensuel et édité à l'étranger de 1902 à 1905 sous la

direction de Strouvé. En janvier 1904, il devint l'organe de l'« Union de libération », libérale-monarchiste, qui plus tard, forma le noyau du parti cadet. — P. 76.

36. *Radicaux-démocrates*, organisation petite-bourgeoise, fondée en novembre 1905 ; elle eut une position intermédiaire entre les cadets et les mencheviks. Ses membres tentèrent de publier un journal : *Radikal* [Le radical] dont un seul numéro parut. Les radicaux-démocrates exigeaient une république démocratique, bien qu'ils fussent prêts à prendre leur parti de la monarchie constitutionnelle, à condition que le Conseil des ministres soit responsable devant le parlement. Sur la question agraire, les radicaux-démocrates se prononcèrent pour l'expropriation des terres privées avec une indemnisation minimum, pour l'expropriation des terres d'Etat, des apanages, de la Couronne, des monastères et de l'Eglise sans aucune indemnisation. Au début de 1906, cette organisation se désagrégea, ses anciens membres rejoignirent les journaux semi-cadets : *Sans titre* et *Tovarichtch* [Le Camarade]. — P. 76.

37. Voir F. Engels, *La littérature politique des émigrés. Le programme des communards blanquistes émigrés.* — P. 83.

38. *La conférence de la « majorité » à Tammerfors* (Finlande) se tint du 12 au 17 (25-30) décembre 1905 à la place du congrès ordinaire du Parti décidé par le Comité central, congrès qui ne put avoir lieu en raison du début des événements révolutionnaires (grève des cheminots, insurrection armée de Moscou). Les représentants de 26 organisations bolcheviques participèrent à la conférence de Tammerfors. Lénine présenta des rapports sur la situation actuelle et sur la question agraire. La conférence adopta les résolutions sur la question agraire et la réorganisation du Parti proposées par Lénine ; elle se prononça pour le rétablissement de l'unité du Parti et la fusion des centres militants bolchevique et menchevique, ainsi que de leurs organes centraux, sur la base de l'égalité et chargea le Comité central unifié de convoquer un congrès d'unification. La conférence examina aussi la question des relations avec la Douma d'Etat et adopta une résolution sur le boycottage de la Ire Douma, rédigée par une commission à laquelle participait Lénine. Comme l'insurrection armée se déroulait à Moscou, la conférence, sur proposition de Lénine, termina rapidement ses travaux et les délégués se séparèrent afin de participer personnellement à l'insurrection.

Les résolutions de la conférence furent éditées en tracts par le Comité central et publiées dans le n° 1 du journal *Molodaïa Rossia* [La Jeune Russie] du 4 (17) janvier 1906 (voir *Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, conférences et assemblées plénières du Comité central*, 7e édition russe, Ire partie, 1953, pp. 98-101). — P. 86.

39. *Otrezki*, parcelles enlevées aux lots paysans au profit des propriétaires fonciers au moment de l'abolition du servage (1861). Par la suite, les propriétaires louèrent ces parcelles aux paysans à des conditions extrêmement dures. — P. 86.

40. *Les indemnités de rachat*, fixées par le « Règlement sur le rachat de la terre par les paysans affranchis », ratifié le 19 février 1861. Le gouvernement tsariste obligea les paysans à payer aux propriétaires fonciers les lots de terre concédés ; les indemnités étaient plusieurs fois plus élevées que leur valeur réelle. Lors de la conclusion du contrat de rachat, le gouvernement avait acquité la somme due aux propriétaires fonciers, laquelle était considérée comme la dette des paysans et que ces derniers devaient restituer durant 49 ans. Les annuités de cette dette portaient le nom d'indemnités de rachat. Celles-ci, trop lourdes, réduisaient les paysans à la ruine et à la misère massives. Les anciens paysans seigneuriaux, à eux seuls, acquittèrent au gouvernement tsariste près de deux milliards de roubles, alors que la valeur marchande de la terre remise aux paysans ne dépassait pas 544 millions de roubles. Comme les paysans n'avaient commencé à payer les indemnités que vers 1883, les délais du rachat ne devaient expirer qu'en 1932. Mais le mouvement paysan, pendant la première révolution russe de 1905-1907, contraignit le gouvernement à supprimer les indemnités de rachat à partir de janvier 1907. — P. 86.

41. L'article de Lénine *Le parti ouvrier et ses tâches dans la situation actuelle* parut le 4 (17) janvier 1906 dans l'hebdomadaire politique et littéraire *Molodaïa Rossia* [La Jeune Russie], organe légal des étudiants social-démocrates. Le département de la police engagea aussitôt des poursuites contre l'auteur de l'article. Le premier et unique numéro de *Molodaïa Rossia* qui sortit à Pétersbourg avec l'article de Lénine fut confisqué et son rédacteur en chef arrêté. — P. 91.

42. *Doubassov V. F.* (1845-1912), un des chefs de file de la réaction tsariste, bourreau sanglant de la révolution russe de 1905-1907. Nommé gouverneur général de Moscou en novembre 1905, ce fut lui qui écrasa l'insurrection armée de décembre à Moscou. — P. 91.

43. *Les événements de Moscou.* Il s'agit de l'héroïque insurrection armée des ouvriers de Moscou contre l'autocratie, en décembre 1905. Ce fut l'étape supérieure de la révolution de 1905-1907. Voir à ce sujet l'article de Lénine : « Les leçons de l'insurrection de Moscou ». (Œuvres, Paris-Moscou, t. 11, pp. 170-178.) — P. 92.

44. *La Douma de Boulyguine*, « Institution représentative » consultative que le gouvernement tsariste avait l'intention de convoquer en 1905. Le projet de loi sur la Douma et le règlement

des élections furent rédigés par une commission présidée par Boulyguine, ministre de l'Intérieur. Ces documents furent publiés en même temps que le manifeste impérial, le 6 (19) août 1905. Les bolcheviks se prononcèrent pour le boycottage actif de la Douma de Boulyguine. Le gouvernement ne parvint pas à convoquer cette Douma, balayée par la révolution. — P. 92.

45. « *Novoïé Vrêmia* » [Temps Nouveau] quotidien ; parut à Pétersbourg de 1868 jusqu'en octobre 1917. Au début ce fut un journal libéral modéré, mais à partir de 1876, il devint l'organe des milieux réactionnaires de la noblesse et de la bureaucratie. Le journal lutta non seulement contre le mouvement révolutionnaire, mais aussi contre le mouvement libéral-bourgeois. En 1905, il devint un des organes des Cent-Noirs. Lénine qualifiait le *Novoïé Vrêmia* de type-même du journal vendu. — P. 93.

46. L'article *La Douma d'Etat et la tactique des social-démocrates* analyse la résolution « Sur la Douma d'Etat » adoptée par la Ire Conférence du P.O.S.D.R. de Tammerfors, en décembre 1905. — P. 99.

47. *La loi du 11 (24) décembre 1905* sur les élections à la Douma d'Etat fut une concession accordée aux ouvriers par le gouvernement tsariste, à une période où l'insurrection armée de Moscou battait son plein. A la différence du projet de loi sur la « Douma consultative » de Boulyguine (du 6 août 1905), la loi prévoyait la convocation d'une Douma « législative ». Aux curies précédemment constituées : terrienne (propriétaires fonciers), urbaine (bourgeoisie) et paysanne, la loi ajoutait une curie ouvrière et augmentait quelque peu le nombre des électeurs urbains tout en conservant le chiffre total de leurs grands-électeurs. Les élections n'étaient pas générales : plus de 2 millions d'ouvriers, les paysans sans terre, les nomades, les militaires, les jeunes de moins de 25 ans, ainsi que les femmes étaient privés du droit de vote. Les élections n'étaient pas égales. Les indices suivants trahissaient le caractère de classe du système électoral : un grand-électeur représentait 2 000 électeurs dans la curie terrienne, 7 000 dans la curie urbaine, 30 000 dans la curie paysanne, 90 000 dans la curie ouvrière ; si bien qu'une voix de propriétaire foncier était égale à 3 voix de la bourgeoisie dans les villes, 15 voix paysannes et 45 voix ouvrières. Les grands-électeurs de la curie ouvrière ne représentaient que 4% du nombre total de ceux-ci. Seuls les ouvriers travaillant dans des entreprises occupant au moins 50 salariés avaient le droit de voter dans la curie ouvrière. Les entreprises de 50 à 1 000 salariés envoyaient un délégué. Les grosses entreprises envoyaient un délégué par millier de salariés. Les élections n'étaient pas directes mais à plusieurs degrés : trois pour les ouvriers et quatre pour les paysans. Pratiquement, le scrutin n'était pas secret. La loi assurait aux propriétaires fonciers et aux capitalistes une énorme prédominance à la Douma. Lénine indiqua qu'en réalité la loi du 11 (24) décem-

bre n'apportait rien de nouveau dans le caractère des élections. — P. 101.

48. *Dournovo, P.* (1844-1915), homme d'Etat réactionnaire de la Russie tsariste. Ministre de l'Intérieur en 1905, il adopta des mesures rigoureuses pour écraser la première révolution russe. — P. 104.

49. Il s'agit du « *manifeste financier* » publié dans la presse social-démocrate et libérale le 2 (15) décembre 1905 sous les signatures du Soviet des députés ouvriers de Pétersbourg, du Comité central du P.O.S.D.R., du Comité principal de l'Union paysanne de Russie et d'autres organisations. Le manifeste déclarait qu'il fallait priver le gouvernement tsariste de revenus financiers et appelait la population à refuser de payer les indemnités de rachat et tous autres paiements à l'Etat, à retirer les dépôts des caisses d'épargne et de la banque d'Etat.

Le bureau de l'Union des unions, au cours de sa séance du 4 (17) décembre 1905, prit la résolution de mettre à l'ordre du jour du congrès de l'Union la question de son adhésion à ce manifeste. Cependant, le IV^e^ Congrès de l'Union des unions qui eut lieu en janvier 1906, n'examina pas cette question. — P. 105.

50. Il s'agit de l'éditorial du journal *Narodnaïa Svoboda* [La Liberté du Peuple] n° 5 du 20 décembre 1905 (2 janvier 1906) écrit par le cadet Hessen. — P. 106.

51. L'article *La situation actuelle de la Russie et la tactique du parti ouvrier* fut publié dans le n°1 des *Partiinyé Izvestia* [Les Nouvelles du Parti] ; ce journal du Comité central unifié du P.O.S.D.R. fut créé après la fusion du Comité central bolchevique et de la Commission d'organisation menchevique, suivant les décisions de la Conférence de Tammerfors. Il sortit illégalement à Pétersbourg à la veille du IV^e^ Congrès du Parti (Congrès d'Unification). La rédaction des *Partiinyé Izvestia* était formée à parts égales de rédacteurs bolcheviks (*Prolétari*) et mencheviks (nouvelle *Iskra*). Parmi les rédacteurs bolcheviks il y avait Lénine, Lounatcharski et autres. Le journal publia deux numéros : un en février et un en mars 1906. Le n° 2 publia l'article de Lénine « La révolution russe et les tâches du prolétariat » sous la signature « Le bolchevik ». Après le IV^e^ Congrès (d'Unification) du P.O.S.D.R., la parution fut interrompue, car désormais bolcheviks et mencheviks publiaient leurs propres organes séparément. — P. 111.

52. « *Les Cahiers du Social-Démocrate* », organe de presse non périodique, édité par Plékhanov ; paraissait à Genève avec de grands intervalles de mars 1905 à avril 1912 ; il y eut en tout 16 numéros. L'édition des *Cahiers* fut reprise en 1916 à Petrograd ; il n'y eut qu'un seul numéro. — P. 112.

53. Il s'agit de la « Seconde adresse du Conseil Général de l'Association Internationale des Travailleurs sur la guerre franco-allemande. Aux membres de l'Association en Europe et aux Etats-Unis » du 9 septembre 1870. (Voir K. Marx, F. Engels. Œuvres choisies en deux volumes, Editions du Progrès, Moscou 1964, t. I, p. 528). — P. 112.

54. « *Pravo* » [Le Droit], quotidien juridique de tendance libérale ; parut à Pétersbourg de la fin 1898 à 1917. — P. 116.

55. *Trépov, D.* (1855-1906) ; en 1896-1905, chef de la police de Moscou. En janvier 1905, gouverneur général de Pétersbourg, puis vice-ministre de l'Intérieur. Instigateur des pogroms cent-noirs. — P. 118.

56. *La Conférence du P.O.S.D.R. de Pétersbourg* fut convoquée par le comité de Pétersbourg le 11 (24) février 1906 pour trancher la question de l'attitude à adopter envers la Douma d'Etat. Lénine dirigea les travaux de la conférence. 65 délégués avec voix délibératives étaient présents. Les élections à la conférence eurent lieu après la discussion et la mise aux voix des plates-formes tactiques des bolcheviks et des mencheviks à raison de 1 délégué pour 30 membres du Parti votant. Les bolcheviks obtinrent une large majorité. Les mencheviks exigèrent que soient déclarées non valables les voix de l'organisation de la banlieue du P.O.S.D.R. qui était presque entièrement bolchevique. Mais la conférence confirma qu'elle devait être représentée. Elle entendit le compte rendu d'activité du comité de Pétersbourg et adopta une résolution de Lénine reconnaissant la représentation à la conférence comme légale, la conférence elle-même valable et ses décisions obligatoires. Le rapport sur l'attitude envers la Douma d'Etat fut présenté par Lénine (ce rapport ne fut pas inscrit au procès-verbal de la conférence). A la fin de son rapport, Lénine donna lecture de sa résolution sur la tactique du boycottage actif. Les mencheviks présentèrent leur propre résolution. La conférence, à la majorité des voix, se prononça pour le boycottage actif de la Douma.

Une deuxième conférence de l'organisation de Pétersbourg fut convoquée fin février-début mars 1906 afin d'examiner et de ratifier définitivement la résolution sur la tactique du boycottage actif de la Douma. 62 délégués y participèrent. Après la discussion dans laquelle Lénine intervint à plusieurs reprises, la conférence prit pour base la résolution qu'il avait proposée. Une commission chargée de rédiger la résolution fut élue avec la participation de Lénine. Les mencheviks refusèrent d'y entrer et quittèrent la conférence. — P. 119.

57. *Aktm*, le menchevik L. Goldman, délégué à la conférence. — P. 119.

58. Lénine fait allusion au fait suivant qui montre combien les ouvriers se moquaient de la Douma : en février 1906, les ouvriers

de l'Usine mécanique de Pétersbourg fabriquèrent un mannequin portant l'inscription « Un député à la Douma d'Etat » et le promenèrent dans toute l'usine. — P. 124.

59. En 1889, le gouvernement tsariste, afin de raffermir le pouvoir des seigneurs terriens sur les paysans, instituait la fonction de chefs de zemstvo. On conféra à ces fonctionnaires choisis dans la noblesse terrienne des droits administratifs et judiciaires importants, à l'égard des paysans. — P. 124.

60. *Octobristes* ou *Union du 17 octobre*, parti contre-révolutionnaire de la grande bourgeoisie industrielle et des gros propriétaires fonciers aux méthodes de gestion capitalistes, fondé en novembre 1905. Reconnaissant en paroles le manifeste du 17 octobre dans lequel le tsar, effrayé par la révolution, avait promis au peuple les « libertés civiques » et la Constitution, les octobristes soutenaient sans réserve la politique intérieure et extérieure du gouvernement tsariste. Les leaders des octobristes étaient A. Goutchkov, gros industriel, et M. Rodzianko, propriétaire d'immenses domaines. — P. 124.

61. *Zoubatovisme*, politique du « socialisme policier » ; le colonel Zoubatov, chef de la Sécurité de Moscou, créa en 1901-1903 des organisations ouvrières légales destinées à détourner les ouvriers de la lutte politique contre l'autocratie. V. Plévé, ministre de l'Intérieur, aida Zoubatov à mettre ces organisations sur pied. Les zoubatoviens voulaient canaliser le mouvement ouvrier dans le sens de revendications économiques limitées, suggérer aux ouvriers l'idée que le gouvernement était prêt à donner satisfaction à ces revendications. La première organisation zoubatovienne fondée à Moscou en mai 1901, s'intitulait : « Association d'entraide mutuelle des ouvriers de la production mécanique ». D'autres organisations furent fondées à Minsk, Odessa, Vilno, Kiev, etc.

Les social-démocrates révolutionnaires, tout en dénonçant le caractère réactionnaire du zoubatovisme, utilisaient les organisations ouvrières légales pour entraîner les masses ouvrières dans la lutte contre l'autocratie. L'essor du mouvement révolutionnaire, en 1903, contraignit le gouvernement tsariste à dissoudre les organisations zoubatoviennes. — P. 124.

62. A la conférence du P.O.S.D.R. de Pétersbourg, qui se tint fin février-début mars 1906, le dirigeant menchevique Dan fut le premier à déclarer ouvertement que la participation à la Douma était admissible, alléguant la position de l'organisation social-démocrate de Poltava qui s'exprimait dans ce sens. Jusqu'alors, les mencheviks avançaient officiellement des mots d'ordre mitigés : participer aux élections des délégués et des grands-électeurs, mais ne pas élire à la Douma. — P. 125.

63. *Le Landtag uni de 1847*, assemblée unie des Landtags de province ; institué en avril 1847 à Berlin par Frédéric-Guillaume IV qui, pour résoudre ses graves problèmes financiers, désirait obtenir la garantie qu'un emprunt lui serait consenti par l'étranger. La séance d'ouverture eut lieu le 11 avril 1847. Mais comme le roi refusait de satisfaire les plus modestes revendications politiques de la majorité bourgeoise, le Landtag n'accepta pas de garantir l'emprunt. Le roi répliqua en dissolvant le Landtag en juin, ce qui eut pour effet d'accroître l'opposition dans le pays et d'accélérer la révolution en Allemagne. — P. 125.

64. Le tract *A tous les ouvriers et à toutes les ouvrières de la ville de Pétersbourg et des environs* fut écrit par Lénine après la conférence de Pétersbourg du P.O.S.D.R. le 11 (24) février 1906 sur la base des résolutions de cette conférence. — P. 128.

65. *Le projet de résolution sur la tactique du boycottage* fut soumis par Lénine à la séance du 11 (24) février 1906 de la conférence de Pétersbourg. La première rédaction du projet n'a pas été conservée. Il fut à nouveau discuté lors de la seconde conférence de Pétersbourg qui se tint fin février-début mars 1906 et fut revisé spécialement par une commission désignée à cet effet et à laquelle participa Lénine. — P. 132.

66. *La loi du 20 février 1906* et les deux décrets du Sénat sur la Douma d'Etat et le Conseil d'Etat réduisirent à néant toutes les promesses faites par le gouvernement tsariste dans le manifeste du 17 octobre 1906. Par cette loi le Conseil d'Etat, organe consultatif, devenait un organe législatif. Ses membres étaient pour moitié désignés et pour moitié élus parmi les éléments cent-noirs de la noblesse, des gros capitalistes et des membres du clergé. Il obtint légalement le droit de ratifier ou de rejeter n'importe quelle décision de la Douma. — P. 133.

67. *Union des Enseignants et des membres de l'Instruction publique de Russie* fondée au printemps 1905. Le IIe Congrès des délégués de l'Union des Enseignants qui se tint du 26 au 29 décembre 1905 (8-11 janvier 1906) adopta une résolution concernant la Ire Douma d'Etat. Cette dernière y était présentée comme une nouvelle tentative de gouvernement pour tromper le peuple. Le congrès se prononça pour la non-participation aux élections, tout en expliquant à la population le sens véritable de la Douma et en faisant tous les efforts possibles en vue d'organiser le peuple afin qu'il lutte pour l'Assemblée constituante. — P. 134.

68. *P.S.P., Parti socialiste polonais* (Polska partia socjalistyczna), parti nationaliste réformiste fondé en 1892. — P. 134.

69. *« Régime constitutionnel » de Chipov*, régime d'autocratie policière à peine limité par la constitution « octroyée par le tsar ». D. Chipov, libéral modéré, leader du mouvement des zemstvos

dans les années 1890 et 1900. En 1905, il fut un des chefs du parti contre-révolutionnaire des octobristes. Lénine qualifia de « zoubatovisme de zemstvo » le programme politique de Chipov adapté aux conditions policières. — P. 136.

70. F. Engels, « Quelques mots sur l'histoire de la Ligue des communistes ». (Voir K. Marx et F. Engels. Œuvres choisies en deux volumes, Editions du Progrès, Moscou 1965, p. 385.) — P. 138.

71. Voir K. Marx et F. Engels. « Troisième tour d'horizon international. De mai à octobre ». — P. 138.

72. « *Coupon* », « *Monsieur Coupon* », personnification du capital et des capitalistes dans la littérature russe en 1880-1900. Cette expression fut inventée par l'écrivain Gleb Ouspenski dans ses essais « De lourds péchés ». —P. 140.

73. *La guerre de Trente ans, 1618-1648*, guerre résultant de l'aggravation des contradictions opposant différents blocs d'Etats européens et qui revêtit la forme d'une lutte entre protestants et catholiques. Elle débuta en Bohème par un soulèvement contre le joug de la monarchie des Habsbourg et l'offensive de la réaction catholique. Les Etats européens qui s'engagèrent ensuite dans cette guerre se groupèrent en deux camps. Le pape, les Habsbourg d'Espagne et d'Autriche et les princes catholiques d'Allemagne, groupés sous la bannière du catholicisme, attaquèrent les pays protestants : Bohème, Danemark, Suède, République de Hollande et plusieurs Etats allemands convertis au protestantisme. Les rois de France, ennemis des Habsbourg, soutenaient les pays protestants. L'Allemagne fut le principal théâtre des opérations, et la victime des pillages et des convoitises des belligérants. Cette guerre qui au début revêtait le caractère d'une résistance aux forces réactionnaires féodales et absolutistes d'Europe, dégénéra, surtout à partir de 1635, en une série d'irruptions des envahisseurs étrangers rivaux en Allemagne. La conclusion en 1648 de la paix de Westphalie qui consacrait le morcellement politique de l'Allemagne mit fin à la guerre de Trente ans. — P. 141.

74. Voir F. Engels, « Révolution et contre-révolution en Allemagne » et Introduction à l'ouvrage de K. Marx *Les Luttes des classes en France (1848-1850)*. (Voir K. Marx et F. Engels. Œuvres choisies en deux volumes, Editions du Progrès, Moscou 1964, t. I, pp. 127-131). — P. 142.

75. *Kouropatkine, A.* (1848-1925), général du tsar. En 1904-1905, commandant en chef des forces armées russes en Extrême-Orient. — P. 143.

76. Il s'agit de l'Introduction de F. Engels à l'ouvrage de K. Marx *Les luttes des classes en France (1848-1850)*. Lors de la publica-

tion de l'« Introduction » en 1895, dans le journal *Vorwärts*, toutes les formules les plus importantes relatives à la lutte de classe du prolétariat furent supprimées, et le texte publié sous une forme altérée sans que l'auteur en fût informé. Cf. à ce sujet les lettres de F. Engels des 1/IV et 3/IV 1895 à Kautsky et à Lafargue.

Les leaders opportunistes de la social-démocratie allemande devaient utiliser cette publication pour justifier leur politique de refus en face de la révolution, de négation de l'insurrection armée et de la guerre de barricades, pour défendre leur tactique conciliatrice.

Le texte complet de l'« Introduction » fut publié pour la première fois en U.R.S.S. dans l'ouvrage de K. Marx *Les luttes des classes en France (1848-1850)* (voir K. Marx et F. Engels. Œuvres choisies en deux volumes, Editions du Progrès, Moscou 1964, t. I, pp. 114-136). — P. 143.

77. *Les conceptions à la Brentano*, « doctrine bourgeoise libérale, qui admet pour le prolétariat la lutte « de classe » non révolutionnaire » (Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 28, pp. 237-238). Selon cette doctrine, il serait possible de résoudre le problème ouvrier en régime capitaliste au moyen d'une législation ouvrière et de l'organisation des ouvriers en syndicats. Brentano fut un des représentants des « socialistes de la chaire » en économie politique bourgeoise. — P. 146.

78. *La plate-forme tactique des bolcheviks pour le Congrès d'Unification du P.O.S.D.R.* fut rédigée dans la deuxième quinzaine de février 1906. Toutes les résolutions de la plate-forme, excepté « Les tâches de classe du prolétariat dans la période actuelle de la révolution démocratique », furent écrites par Lénine. L'examen préliminaire de la plate-forme eut lieu, au cours de réunions de dirigeants du Parti, à Kuokkala (Finlande) où Lénine vécut quelque temps.

Au début de mars, la plate-forme fut examinée à Moscou avec la participation de Lénine, lors de la réunion des membres du Comité de Moscou, du groupe des agitateurs et propagandistes, du groupe littéraire, du bureau de Moscou du Comité central, des membres du Comité de la banlieue et d'autres militants du Parti ; puis à Pétersbourg au milieu du mois de mars au cours d'une réunion présidée par Lénine. Le 20 mars (2 avril), la plate-forme tactique des bolcheviks fut publiée dans le n° 2 des *Partiynyé Izvestia*, puis reproduite dans des tracts édités par le Comité central unifié du P.O.S.D.R. et le Comité unifié de Pétersbourg du P.O.S.D.R. — P. 149.

79. Il s'agit du tract du Comité central unifié du P.O.S.D.R. « Au parti » publié en février 1906 et consacré à l'examen des questions ayant trait à la convocation du IVe Congrès (d'Unification). — P. 151.

80. Par suite des désaccords sur la question agraire qui se manifestèrent de façon particulièrement nette à la veille du IVe Congrès (d'Unification) du P.O.S.D.R., le Comité central unifié institua une commission spéciale à laquelle Lénine participa, et chargée d'examiner cette question en prévision du congrès. Tous les points de vue qui s'étaient manifestés à l'intérieur de la social-démocratie sur la question agraire furent classés en quatre types principaux de projets que la commission présenta au congrès. Elle adopta à la majorité le point de vue de Lénine dont le projet fut présenté au congrès comme projet de la majorité de la commission agraire du Comité central unifié du P.O.S.D.R. Le projet de Lénine fut adopté en mars 1906 en même temps que la plate-forme tactique au cours des réunions des bolcheviks qui précédèrent le congrès. — P. 152.

81. *Parti des commerçants et des industriels*, parti contre-révolutionnaire des gros capitalistes ; fondé, par les fabricants G. Krestovnikov, V. Riabouchinski, etc., à Moscou, après la publication du manifeste du 17 (30) octobre 1905. Ce parti qui se déclarait partisan du manifeste du 17 (30) octobre demandait l'institution d'un pouvoir fort qui écraserait le mouvement révolutionnaire, se disait opposé à la convocation d'une Assemblée constituante, à la nationalisation de la terre, à la journée de travail de huit heures et à la liberté de grève. Fit bloc avec les octobristes pour les élections à la Ire Douma d'Etat. Fin 1906, le parti des commerçants et des industriels se désagrégea et la plupart de ses membres entra dans l'« Union du 17 octobre ». — P. 160.

82. *Parti des réformes démocratiques*, parti de la bourgeoisie libérale monarchiste ; fondé début 1906 à l'époque des élections à la Ire Douma d'Etat par les éléments qui jugeaient le programme des cadets trop à gauche. Les leaders en étaient : K. Arséniev, I. Ivanioukov, M. Kovalevski, V. Kouzmine-Karavaev, A. Posnikov, etc. Ce parti qui n'avait pas de base solide cessa d'exister fin 1907. — P. 161.

83. La brochure *Révision du programme agraire du parti ouvrier* servit de base au projet bolchevique présenté au IVe Congrès (d'Unification) au nom de la majorité de la commission agraire du Comité central unifié du P.O.S.D.R. La brochure contient les idées essentielles qui furent exposées plus tard par Lénine au Congrès d'Unification dans son rapport sur la question agraire. — P. 167.

84. *Les populistes*, représentants de la tendance petite-bourgeoise dans le mouvement révolutionnaire russe, apparue dans les années 60-70 du XIXe siècle. Les populistes voulaient abolir l'autocratie et remettre la terre des grands propriétaires fonciers à la paysannerie. Ils contestaient le développement inexorable en Russie des rapports capitalistes et du prolétariat, aussi pour eux

la principale force révolutionnaire n'était-elle pas le prolétariat, mais la paysannerie ; c'est dans la communauté rurale qu'ils voyaient le socialisme en germe. Soucieux de dresser les paysans contre l'autocratie, les populistes allaient à la campagne, « au peuple ». Ils partaient d'une conception erronée du rôle de la lutte de classes dans le développement historique, considérant que les héros forgent l'histoire et que les masses populaires les suivent passivement. Pour combattre l'autocratie, les populistes employaient la tactique de la terreur individuelle.

Dans les années 80-90, les populistes s'engagent dans la voie de la réconciliation avec le tsarisme, traduisant les intérêts des koulaks ; ils mènent une lutte acharnée contre le marxisme. — P. 171.

85. *Le « Social-Démocrate »*, recueil littéraire et politique publié par le groupe « Libération du Travail ». Une seule livraison parut en 1888. — P. 172.

86. *« Partage noir »*, un des mots d'ordre les plus populaires parmi les paysans de la Russie tsariste, exprimant leur désir de voir réalisé le partage général de la terre. — P. 172.

87. *L'« Iskra »* [L'Etincelle], premier journal marxiste illégal destiné à toute la Russie, fondé par Lénine en 1900, a joué un rôle décisif dans l'organisation d'un parti marxiste révolutionnaire au sein de la classe ouvrière.

Vu l'impossibilité de publier un journal révolutionnaire en Russie, par suite des persécutions policières, Lénine, alors qu'il était encore en déportation en Sibérie, avait dressé dans tous les détails un plan pour l'éditer à l'étranger. A la fin de sa déportation (janvier 1900), il entreprit immédiatement la réalisation de ce plan. En février 1900, Lénine mena à Pétersbourg des pourparlers avec V. Zassoulitch, venue illégalement de l'étranger, visant la participation du groupe « Libération du Travail » à la publication d'un journal quotidien marxiste pour toute la Russie. Fin mars-début avril 1900, eut lieu la « conférence de Pskov » qui mit en présence V. Lénine, L. Martov, A. Potressov, S. Radtchenko et les « marxistes légaux » P. Strouvé, M. Tougan-Baranovski. Au cours de cette conférence, fut examiné un projet de Lénine conformément auquel la rédaction de l'*Iskra* et la *Zaria* [L'Aube], revue scientifique et politique, devaient annoncer leurs programmes et leurs objectifs. Au cours du premier semestre de 1900, Lénine se rendit dans de nombreuses villes de Russie (Moscou, Pétersbourg, Riga, Smolensk, Nijni-Novgorod, Oufa, Samara, Syzran) où il prit contact avec les groupes social-démocrates, ainsi qu'avec des social-démocrates et obtint leur soutien pour la future *Iskra*. En août 1900, à l'arrivée de Lénine en Suisse, eut lieu un entretien entre Lénine et Potressov d'une part et les membres de « Libération du Travail » pour définir le programme et les objec-

tifs du journal et de la revue, les collaborateurs éventuels, la composition et le siège de la rédaction ; ces pourparlers faillirent se terminer par une rupture (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 4, pp. 345-362). Toutefois, ils arrivèrent finalement à s'entendre sur tous les points litigieux.

Le premier numéro de l'*Iskra* de Lénine parut en décembre 1900 à Leipzig ; les numéros suivants, à Munich ; à partir de juillet 1902, à Londres, et à dater du printemps 1903, à Genève. Une aide importante dans la mise sur pied du journal (organisation d'une imprimerie clandestine, acquisition de caractères russes, etc.) fut accordée par les social-démocrates allemands Clara Zetkin, A. Braun, etc., J. Marchlewski, révolutionnaire polonais qui vivait en ces années-là à Munich et H. Quelch, l'un des dirigeants de la Fédération social-démocrate d'Angleterre. La rédaction de l'*Iskra* comprenait V. Lénine, G. Plékhanov, L. Martov, P. Axelrod, A. Potressov, V. Zassoulitch. Le secrétaire de rédaction fut d'abord I. Smidovitch-Lehman ; à partir du printemps 1901, N. Kroupskaïa, chargée également de toute la correspondance de l'*Iskra* avec les organisations social-démocrates russes. L'*Iskra* centrait toute son attention sur la lutte révolutionnaire du prolétariat et de tous les travailleurs de Russie contre l'autocratie tsariste ; elle s'intéressait vivement aux événements marquants de la vie internationale, essentiellement à ceux du mouvement ouvrier international. Lénine était en fait rédacteur en chef et directeur de l'*Iskra*. Il publia des articles sur toutes les questions fondamentales ayant trait à l'édification du Parti et à la lutte de classe du prolétariat de Russie.

L'*Iskra* devint le centre d'unification des forces du Parti, de groupement et de formation de ses cadres. Dans nombre de villes (Pétersbourg, Moscou, Samara, etc.), des groupes et des comités du P.O.S.D.R. se constituèrent qui suivirent l'orientation de l'*Iskra* de Lénine. En janvier 1902, l'organisation russe de l'*Iskra* fut fondée au cours du congrès des « iskristes » à Samara. Les organisations iskristes se formèrent et travaillèrent sous la direction immédiate des disciples et compagnons de Lénine : N. Bauman, I. Babouchkine, S. Goussev, M. Kalinine, P. Krassikov, G. Krjijanovski, F. Lengnik, P. Lépéchinski, I. Radtchenko et d'autres.

Sur l'initiative de Lénine et avec sa participation directe, la rédaction de l'*Iskra* élabora un projet de programme du Parti (publié dans son numéro 21) et prépara le IIe Congrès du P.O.S.D.R. A la date de la réunion du congrès la plupart des organisations social-démocrates locales de Russie se joignirent à l'*Iskra*, approuvèrent sa tactique, son programme et son plan d'organisation, et la reconnurent comme leur organe dirigeant. Dans une résolution spéciale, le congrès fit ressortir le rôle exceptionnel joué par l'*Iskra* dans la lutte pour le Parti et la déclara Organe central du P.O.S.D.R.

Peu après le IIe Congrès du Parti, les mencheviks, grâce à l'appui de Plékhanov, s'emparèrent de l'*Iskra* et en firent un

organe de lutte contre le marxisme, contre le Parti, une tribune de propagande opportuniste. A partir du 52e numéro, l'*Iskra* avait cessé d'être l'organe de combat du marxisme révolutionnaire. — P. 173.

88. « *Zarïa* » [L'Aube], revue scientifique et politique marxiste, éditée légalement en 1901-1902 à Stuttgart par la rédaction de l'*Iskra*. Il en parut quatre numéros (en trois livraisons). La *Zarïa* fit la critique du révisionnisme russe et international et prit la défense des principes théoriques du marxisme. Dans la *Zarïa* furent publiés les articles de Lénine : « Notes de circonstance », « Les persécuteurs des zemstvos et les Hannibales du libéralisme », « La revue de politique intérieure », les quatre premiers chapitres de l'ouvrage *La question agraire et les « critiques de Marx »*, « Le programme agraire de la social-démocratie russe ». — P. 173.

89. *Le groupe « Borba »* [La lutte] s'est constitué à Paris, en été 1900. Il comprenait D. Riazanov, Y. Stéklov, E. Gourévitch. Le titre de « Borba » fut adopté par le groupe en mai 1901. Soucieux de concilier les tendances révolutionnaires et opportunistes dans la social-démocratie russe, le groupe « Borba » prit l'initiative de réunir (en juin 1901) à Genève une conférence des représentants des organisations social-démocrates à l'étranger : rédactions de l'*Iskra* et de la *Zarïa*, organisation « Le Social-Démocrate », le Comité à l'étranger du Bund et l'« Union des social-démocrates russes à l'étranger ». Le groupe « Borba » prit part aux travaux du Congrès d'« Unification » des organisations du P.O.S.D.R. à l'étranger, à Zürich (4-5 octobre 1901). En novembre 1901, le groupe fit connaître, comme point de son programme, une *Déclaration sur les publications du groupe social-démocrate « Borba »*. Dans ses éditions « Matériaux pour la rédaction du programme du Parti », Fasc. I-III, « Feuille volante du groupe « Borba », etc., le groupe « Borba » falsifiait la théorie révolutionnaire du marxisme, l'interprétait dans un esprit scolastique et doctrinaire, se montrait hostile aux principes d'organisation du Parti élaborés par Lénine. Par suite de ses dérogations aux conceptions et à la tactique social-démocrate, de ses actions désorganisatrices et du manque de contacts avec les organisations social-démocrates de Russie, le groupe ne fut pas admis au IIe Congrès qui en décréta la dissolution. — P. 174.

90. « X » — pseudonyme du menchevik P. Maslov. — P. 174.

91. « *Pravda* » [La Vérité], revue social-démocrate mensuelle, consacrée à l'art, la littérature et la vie sociale ; parut à Moscou de 1904 à 1906 avec une grande participation des mencheviks. — P. 176.

92. Le recueil *La période actuelle* parut à Moscou au début de 1906. Il fut composé par le groupe des conférenciers du Comité de

Moscou du P.O.S.D.R. et il reflétait dans ses grandes lignes le point de vue bolchevique. Peu de temps après sa parution, ce recueil fut confisqué par la police. — P. 177.

93. « *Mir Boji* » [Le Monde de Dieu], revue mensuelle littéraire et de vulgarisation scientifique, de tendance libérale ; parut à Pétersbourg de 1892 à 1906. Dans la période de la première révolution russe, des mencheviks y collaborèrent. Dès octobre 1906, la revue prit un nouveau titre : *Sovrémenny Mir* [Le monde contemporain]. — P. 177.

94. « *Moskovskié Viédomosti* » [Le Courrier de Moscou], quotidien ; commença à paraître en 1756 ; à partir de 1860 exprima les opinions des couches monarchistes des propriétaires fonciers les plus réactionnaires et du clergé ; en 1905, il devint l'un des principaux organes des Cent-Noirs. Durant la première révolution russe, le journal eut pour rédacteur en chef V. Gringmut, organisateur du « Parti monarchiste russe », parti cent-noir. Le journal fut interdit peu après la Révolution d'Octobre 1917. — P. 181.

95. *Gringmut, V.* (1851-1907), publiciste réactionnaire russe ; de 1897 à 1907, rédacteur en chef du journal monarchiste *Moskovskié Viédomosti*. Durant la révolution de 1905-1907, fut un des organisateurs et leaders de l'« Union du peuple russe » d'inspiration cent-noire. — P. 181.

96. *Kutler, N.* (1859-1924), homme d'Etat de la Russie tsariste, membre des IIe et IIIe Doumas d'Etat, cadet en vue. — P. 182.

97. Le « scrutin aux quatre impératifs », appellation qui désigne un système électoral démocratique comportant quatre points suffrage universel, égal, direct et à scrutin secret. — P. 185.

98. *La Commission Chidlovski*, commission gouvernementale, spécialement instituée le 29 janvier (11 février) 1905 par oukase du tsar et chargée « d'élucider sans délai les causes du mécontentement des ouvriers de la ville de Saint-Pétersbourg et de ses « environs », à la suite du mouvement gréviste consécutif au « Dimanche sanglant » du 9 janvier. A la tête de la commission se trouvait N. Chidlovski, sénateur et membre du Conseil d'Etat. La commission comprenait des fonctionnaires, des directeurs d'usines d'Etat et des patrons. En outre, des délégués ouvriers, choisis par voie d'élections indirectes devaient également faire partie de la commission. A cette occasion, les bolcheviks se livrèrent à un vaste travail d'explication, en dénonçant les buts véritables du tsarisme qui, en instituant cette commission, visait à détourner les ouvriers de la lutte révolutionnaire. Lorsque les délégués présentèrent leurs revendications au gouvernement : liberté de parole, de réunions, de la presse, inviolabilité de la personne, etc., Chidlovski dé-

clara, le 18 février (3 mars), qu'elles ne pouvaient être satisfaites. Dès lors, la plupart des délégués refusèrent d'élire leurs députés et lancèrent un appel aux ouvriers de Pétersbourg, qui les soutinrent par la grève. Le 20 février (5 mars) 1905, la commission fut dissoute avant d'avoir procédé à son travail. — P. 208.

99. Il s'agit du décret promulgué par le tsar le 8 (21) mars et publié le 11 (24) mars 1906 au moment des élections à la Ire Douma d'Etat. Pour incitation au boycottage des élections à la Douma, la loi prévoyait une peine d'emprisonnement de quatre à huit mois. — P. 208.

100. « *Retch* » [La Parole], quotidien, organe central du parti cadet ; parut à Pétersbourg à partir du 23 février (8 mars) 1906, sous la direction de P. Milioukov, I. Hessen, avec la collaboration suivie de M. Vinaver, P. Dolgoroukov, P. Strouvé, etc. Le 22 juillet (4 août) 1906, la publication de la *Retch* fut interrompue pour reprendre le 9 (22) août. Elle fut interdite par le Comité révolutionnaire militaire du Soviet de Petrograd, le 26 octobre (8 novembre) 1917. Jusqu'à août 1918, elle continua à paraître sous différents titres : *Nacha Retch* [Notre Parole], *Svobodnaïa Retch* [La Libre Parole], *Vek* [Siècle], *Novaïa Retch* [La Nouvelle Parole], *Nach Vek* [Notre Siècle]. — P. 210.

101. « *Rousskiĕ Viĕdomosti* » [Le Courrier russe], quotidien édité à Moscou à partir de 1863 par des professeurs libéraux de l'Université de Moscou et des membres des zemstvos ; il exprimait les intérêts des propriétaires fonciers libéraux et de la bourgeoisie ; à partir de 1905, il devint l'organe des constitutionnels-démocrates de droite ; il fut interdit après la Révolution d'Octobre 1917, comme les autres journaux contre-révolutionnaires.

Les données sur les grands-électeurs citées par Lénine sont tirées des notes « Elections » dans le n° 76 des *Rousskiĕ Viĕdomosti* du 19 mars (1er avril) 1906. — P. 214.

102. *Petit-Judas Golovlev*, type du propriétaire possédant des serfs, hypocrite et bigot, tiré du roman de Saltykov-Chtchédrine *Messieurs Golovlev*. — P. 219.

103. « *Poliarnaïa Zvezda* » [L'Etoile Polaire], hebdomadaire, organe de l'aile droite du parti cadet ; parut à Pétersbourg de 1905 à 1906 sous la direction de P. Strouvé. En avril-mai 1906, la *Poliarnaïa Zvezda* fut remplacée par la revue *Svoboda i Koultoura* [Liberté et Culture] — P. 219.

104. *Second congrès du Parti constitutionnel-démocrate* (*cadet*), eut lieu à Pétersbourg du 5 au 11 (18-24) janvier 1906. Sur la question de la tactique du parti, le congrès décida de prendre « en qualité de déclaration du parti » le rapport de M. Vinaver, lu

à la séance du 11 (24) janvier 1906. La thèse principale en était la reconnaissance de la grève politique comme moyen de lutte pacifique contre le gouvernement. La déclaration disait que le théâtre principal de l'activité du parti était « l'assemblée représentative organisée », c'est-à-dire la Douma d'Etat. En réalité, le congrès avait adopté une position d'arrangement avec le gouvernement. — P. 221.

105. *Les bonshommes-joujoux*, c'est ainsi que dans un de ses récits Saltykov-Chtchédrine nommait les marionnettes dont Izouvérov, l'habile artisan qui les avaient confectionnées disait : « De l'intelligence, elles n'en ont pas, des désirs non plus, elles ne se livrent à aucun acte, à la place de tout cela, il n'y a que l'apparence... ». — P. 222.

106. Afin d'écraser la révolution en Russie, le gouvernement tsariste conclut en avril 1906 un accord avec la France aux termes duquel ce pays consentait à la Russie un emprunt d'un montant de 843 millions de roubles. — P. 230.

107. Il s'agit de l'article du publiciste réactionnaire M. Katkov « Exposé des circonstances qui ont accompagné les événements du 1er mars » qui fut publié dans les *Moskovskié Viédomosti* n° 65 du 6 (18) mars 1881. — P. 233.

108. « *Svoboda i Koultoura* » [Liberté et Culture], hebdomadaire de l'aile droite du parti cadet ; parut à Pétersbourg à la place de la *Poltarnaïa Zvezda* [Etoile Polaire] du 1er (14) avril au 31 mai (13 juin) 1906 sous la rédaction de S. Franko. P. Strouvé y collabora étroitement. Il en parut huit numéros. La publication fut arrêtée par suite d'une forte diminution du tirage. — P. 252.

109. *Une dame agréable sous tous les rapports*, personnage des *Ames mortes* de Gogol. — P. 253.

110. « *Sans Titre* », hebdomadaire politique ; parut à Pétersbourg du 24 janvier (6 février) au 14 (27) mai 1906. Le rédacteur en était S. Prokopovitch ; E. Kouskova y collaborait étroitement ainsi que V. Bogoutcharski, V. Khijniakov ; *Sans Titre*, groupe semi-cadet, semi-menchevique de l'intelligentsia bourgeoise russe. Sous couverture de leur apolitisme formel, ils prêchaient le libéralisme bourgeois et l'opportunisme, soutenaient les révisionnistes de la social-démocratie russe et internationale. — P. 255.

111. *Emélian Pougatchev* (env. 1742-1775) : chef d'un puissant soulèvement des paysans et des cosaques russes contre le servage. — P. 257.

112. En mars 1885, le Reichstag allemand discuta des subventions par le gouvernement aux entreprises privées afin que

soit organisé un service de transport régulier, par bateaux à vapeur, vers l'Asie Orientale, l'Australie et l'Afrique ; la majorité de la fraction social-démocrate (aile droite soutenant en fait la politique coloniale de Bismarck) vota pour la création de lignes régulières vers l'Asie Orientale et l'Australie ; elle promit en outre son accord pour les autres lignes, à la condition que les nouveaux paquebots soient construits dans les chantiers navals allemands. C'est seulement lorsque le Reichstag eut rejeté cette demande que la fraction vota contre le soutien des subventions pour les lignes maritimes en général. La conduite de la majorité de la fraction se heurta à une vive résistance de la part des organisations social-démocrates. F. Engels critiqua la position opportuniste de la fraction parlementaire. — P. 258.

113. « *Les Jeunes* », groupe petit-bourgeois de la social-démocratie allemande qui prit naissance en 1890. Le noyau essentiel du groupe se composait d'étudiants qui n'avaient pas terminé leurs études, de jeunes littérateurs (d'où le nom du groupe). Le groupe adopta une plate-forme niant toute participation social-démocrate au parlement. En octobre 1891, au congrès du parti à Erfurt, les « Jeunes » furent exclus du parti. — P. 258.

114. *Bernsteiniade* ou *Bernsteinisme*, courant opportuniste hostile au marxisme dans la social-démocratie internationale, apparu en Allemagne à la fin du XIXe siècle et ainsi appelé d'après le nom du social-démocrate opportuniste allemand Édouard Bernstein. Après la mort de F. Engels, Bernstein se mit à réviser ouvertement la doctrine révolutionnaire de K. Marx dans l'esprit du libéralisme bourgeois, cherchant à transformer le parti social-démocrate en un parti petit-bourgeois de réformes sociales. — P. 258.

115. « *Séverny Goloss* » [La Voix du Nord], quotidien légal, organe unifié du P.O.S.D.R. ; parut à Pétersbourg à partir du 6 (19) décembre 1905 sous la direction commune des bolcheviks et des mencheviks. Dès le troisième numéro du 8 (21) décembre, le journal fut interdit. En remplacement du *Séverny Goloss* parut le journal *Nach Goloss* [Notre Voix] qui n'eut qu'un seul numéro le 18 (31) décembre 1905. — P. 259.

116. « *Natchalo* » [Le Commencement], quotidien menchevique légal, parut à Pétersbourg du 13 (26) novembre au 2 (15) décembre 1905, soit seize numéros. — P. 259.

117. Voir F. Engels, « Marx et la *Neue Rheinische Zeitung* (1848-1849) » (K. Marx et F. Engels. Œuvres choisies en deux volumes, Editions du Progrès, Moscou 1965, t. II, pp. 357-366) ; F. Engels, « Révolution et contre-révolution en Allemagne. VII. L'Assemblée Nationale de Francfort ». K. Marx et F. Engels, Articles de la *Neue Rheinische Zeitung*, 7 novembre 1848. — P. 269.

118. Voir F. Engels, « La question militaire en Prusse et le Parti ouvrier allemand » ; K. Marx et F. Engels, *Annonce au journal « Social-Démocrate »* ; F. Engels, « Note sur la brochure *La question militaire en Prusse et le Parti ouvrier allemand* » ; K. Marx, « A propos de la brochure de F. Engels *La question militaire en Prusse et le Parti ouvrier allemand* » ; K. Marx, « Déclaration sur les raisons de refus de collaborer au journal *Social-Démocrate* ». — P. 270.

119. *Riman, N.* (1864-1917), colonel de l'armée tsariste. Pendant l'écrasement de l'insurrection armée de décembre 1905 à Moscou, il commandait l'expédition punitive de la ligne ferroviaire Moscou-Kazan.
*Loujénovski, G.* (1870-1906), en 1905-1906, un des chefs des pogroms cent-noirs ; s'est illustré dans la répression sauvage du mouvement révolutionnaire paysan dans la région de Tambov. Assassiné en 1906 par les socialistes-révolutionnaires. — P. 272.

120. « *Tovarichtch* » [Le Camarade], quotidien bourgeois ; parut à Pétersbourg du 15 (28) mars 1906 au 30 décembre 1907 (12 janvier 1908). S. Prokopovitch et E. Kouskova en furent les collaborateurs immédiats.
Officiellement, le journal n'était l'organe d'aucun parti, mais en réalité, il était celui des cadets de gauche. Certains mencheviks y écrivaient. — P. 280.

121. La critique du libéralisme bourgeois qui s'organisa plus tard en formation politique autour de la revue *Osvobojdénié* [Libération], fut donnée par Lénine dans son article « Les persécuteurs des zemstvos et les Annibals du libéralisme », publié en 1901 dans les nos 2 et 3 de la *Zarïa* (Œuvres, Paris-Moscou, t. 5, pp. 27-77). Les premiers numéros de l'*Osvobojdénié* furent critiqués par Lénine dans les articles : « Un projet de la nouvelle loi sur les grèves », « Lutte politique et politicaillerie », « Monsieur Strouvé démasqué par son collaborateur », qui parurent dans l'*Iskra* (Œuvres, Paris-Moscou, t. 6, pp. 210-228, 256-265, 362-370). — P. 282.

122. Voir K. Marx, *Les luttes des classes en France (1848-1850)* (K. Marx et F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes, Editions du Progrès, Moscou 1964, t. I, pp. 114-246) — P. 285.

123. *Girondins*, groupement politique, lors de la révolution française de 1789. Ils exprimaient les intérêts de la bourgeoisie modérée, hésitaient entre la révolution et la contre-révolution et menaient une politique de compromis avec la monarchie. — P. 286.

124. *Le quatrième Congrès (d'Unification) du P.O.S.D.R.* se tint à Stockholm du 10 au 25 avril (23 avril-8 mai) 1906.
Participaient au congrès : 112 délégués avec voix délibératives représentant 57 organisations locales du Parti et 22 délé-

gués avec voix consultatives. Parmi les délégués bolcheviks on notait V. Lénine, E. Iaroslavski, V. Vorovski, M. Frounzé, S. Chaoumian, M. Kalinine, N. Kroupskaïa, A. Lounatcharski, F. Serguéev (Artem), I. Skvortsov-Stépanov, et autres.

Les mencheviks furent en majorité au congrès, car de nombreuses organisations bolcheviques, qui s'étaient mises à la tête des actions armées des masses, furent dispersées et ne purent par conséquent envoyer leurs délégués. Les mencheviks qui étaient implantés surtout dans les régions non industrielles pas encore touchées par le mouvement révolutionnaire de masse, eurent ainsi la possibilité de se faire représenter au congrès par un plus grand nombre de délégués.

Les questions débattues au congrès furent : 1) Révision du programme agraire ; 2) Appréciation de la situation actuelle et tâches de classe du prolétariat ; 3) Attitude à adopter envers la Douma d'Etat ; 4) Insurrection armée ; 5) Actions armées ; 6) Fusion avec les partis social-démocrates nationaux ; 7) Statuts du Parti.

Sur toutes ces questions une lutte acharnée opposa bolcheviks et mencheviks. Lénine prononça des rapports et discours sur la question agraire, sur la situation actuelle et les tâches de classe du prolétariat, sur l'attitude à l'égard de la Douma d'Etat, sur l'insurrection armée et d'autres questions. Lénine participa aux travaux de la commission qui élabora le projet des statuts à donner au Parti. La prédominance des mencheviks détermina le caractère des résolutions adoptées. Après une âpre lutte le congrès vota les résolutions mencheviques sur la Douma d'Etat et l'insurrection armée. Il adopta le programme agraire des mencheviks. En ce qui concerne l'attitude envers les partis bourgeois le congrès se contenta de confirmer la résolution adoptée par le Congrès international d'Amsterdam. Une résolution de compromis sur les syndicats et une résolution sur l'attitude envers le mouvement paysan furent adoptées sans discussion.

D'autre part, se pliant à l'exigence des militants, le congrès accepta la formule de Lénine pour le premier paragraphe des Statuts rejetant la formule opportuniste de Martov. La formule bolchevique sur le centralisme démocratique fut également incluse dans les Statuts.

Le Comité central, élu au Congrès, se composa de 3 bolcheviks et de 7 mencheviks, la rédaction de l'Organe central — *Le Social-Démocrate* — était composée uniquement de mencheviks.

La lutte qui se déroula au congrès révéla aux masses toute l'importance des divergences de principe qui opposaient mencheviks et bolcheviks.

Une analyse des travaux du congrès fut donnée par Lénine dans la brochure *Rapport sur le Congrès d'Unification du P.O.S.D.R.* (Lettre aux ouvriers de Pétersbourg) (voir le présent tome, pp. 329-401). — P. 287.

125. Le rapport de Lénine au IVe Congrès (d'Unification) du Parti sur la question agraire ne fut pas inclus au procès-verbal des travaux du congrès et n'a pas encore été retrouvé. Dans le procès-verbal, rédigé principalement par les mencheviks, n'ont pas été conservés de même les comptes rendus du rapport de Lénine sur la situation actuelle et de son discours de clôture sur la question de l'attitude envers la Douma d'Etat. Les autres discours de Lénine ne furent pas transcrits intégralement dans le procès-verbal. — P. 289.

126. *John*, le menchevik P. Maslov. — P. 289.

127. Lénine fait allusion au passage de l'article de Marx publié dans la *Neue Rheinische Zeitung* n° 169 du 15 décembre 1848. « Tout le terrorisme français n'était rien d'autre qu'une manière plébéienne de se venger des ennemis de la bourgeoisie, de l'absolutisme, du féodalisme et de la petite bourgeoisie ». Voir l'article « Bourgeoisie et contre-révolution ». — P. 291.

128. « *Narodnaïa Volia* » [La Volonté du Peuple], organisation politique secrète composée de populistes terroristes, fondée en août 1879 après la scission de l'organisation populiste « Zemlia i Volia » [Terre et Liberté]. Elle était dirigée par un Comité exécutif comprenant A. Jéliabov, A. Mikhaïlov, M. Frolenko, N. Morozov, V. Figner, S. Pérovskaïa, A. Kviatkovski, etc.

Gardant les positions du socialisme utopique populiste, les adeptes de la « Narodnaïa Volia » s'engagèrent dans la voie de la lutte politique considérant que la tâche primordiale était de renverser l'autocratie et de conquérir la liberté politique. Leur programme prévoyait l'organisation d'une « représentation populaire permanente » élue au suffrage universel, la proclamation des libertés démocratiques, la remise de la terre au peuple, des mesures pour remettre les usines et les fabriques aux ouvriers. « Les adeptes de la « Narodnaïa Volia », a écrit Lénine, firent un pas en avant en passant à la lutte politique, mais sans réussir à la rattacher au socialisme » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 8, p. 65).

Les adeptes de la « Narodnaïa Volia » luttèrent héroïquement contre l'autocratie tsariste, mais se réclamant de la théorie erronée des héros « actifs » et de la foule « passive », ils voulaient transformer la société sans la participation du peuple, par leurs propres forces, par la terreur individuelle, en intimidant et en désorganisant le gouvernement. Après le 1er mars 1881 (assassinat d'Alexandre II), le gouvernement anéantit l'organisation « Narodnaïa Volia » par des répressions féroces, des provocations et des exécutions. Les multiples tentatives faites pour ressusciter cette organisation au cours des années 80 échouèrent. C'est ainsi qu'en 1886 se forma un groupe sous la direction de A. Oulianov (frère aîné de Lénine) et de P. Chévyrev, qui suivait les traditions de la « Narodnaïa Volia ». En 1887, le groupe qui avait vainement essayé d'organiser un

attentat contre Alexandre III, fut découvert et ses membres actifs furent exécutés.

Tout en critiquant le programme et la tactique erronés, utopiques, de terreur individuelle de la « Narodnaïa Volia », Lénine avait la plus grande estime pour sa lutte pleine d'abnégation contre le tsarisme. Il appréciait hautement la technique de son action conspirative et son organisation strictement centralisée. — P. 293.

129. *Kartvêlov*, le menchevik caucasien N. Tchitchinadzé. — P. 296.

130. *Borissov*, S. Souvorov qui rejoignit les bolcheviks au IVe Congrès (d'Unification) du P.O.S.D.R. — P. 297.

131. Lénine cite les *Thèses sur Feuerbach* de K. Marx (voir K. Marx et F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes, Editions du Progrès, Moscou 1965, t. II, pp. 439-442). — P. 298.

132. *I. Pétrounkévitch et F. Roditchev*, propriétaires fonciers, cadets en vue, dirigeants de zemstvo. — P. 298.

133. « *Rousskoïé Gossoudarstvo* » [L'Etat russe], organe gouvernemental ; parut à Pétersbourg du 1er (14) février au 15 (28) mai 1906. — P. 298.

134. *Ptitsyne*, le menchevik B. Solovéïtchik. — P. 300.

135. *Léonov*, le menchevik V. Lévitski (Zederbaum). — P. 301.

136. Voir K. Marx, *Les luttes de classes en France (1848-1850)*. (K. Marx et F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes, Editions du Progrès, Moscou 1964, t. I, pp. 210-211). — P. 301.

137. A l'occasion du IVe Congrès (d'Unification) du P.O.S.D.R., bolcheviks et mencheviks présentèrent des projets de résolution sur l'attitude à avoir à l'égard de la Douma d'Etat, mais lorsque le congrès examina cette question les deux projets rédigés avant les élections à la Douma se trouvaient périmés, et de nouveaux projets furent présentés à leur place. La commission chargée de rédiger une résolution commune sur la Douma d'Etat, nommée à la 7e séance du congrès et comprenant G. Plékhanov, P. Axelrod, V. Lénine, F. Dan, I. Skvortsov-Stépanov (Fédorov), A. Lounatcharski (Voïnov) et O. Ermanski (Roudenko) ne parvint pas à réaliser l'unanimité et deux résolutions furent présentées au congrès : une menchevique (Plékhanov, Axelrod et Dan) et une bolchevique (Lénine, Skvortsov-Stépanov et Lounatcharski). Le président de la 16e séance donna lecture du nouveau projet de résolution bolchevique, rédigé par Lénine, et en fit autant à la 17e séance lorsque Lénine présentait son corapport sur la Douma. Le projet de résolution sur la Douma d'Etat fut publié après le IVe Congrès (d'Unification) dans le journal

*Volna* [La Vague] n° 12 du 9 mai 1906 avec une postface de Lénine. (Voir le présent tome, p. 421.) — P. 303.

138. Lénine fait allusion à un incident qui se produisit à la 21e séance du congrès. Après le rejet par les mencheviks de l'amendement proposé par les bolcheviks pour le dernier paragraphe de la résolution menchevique sur la Douma d'Etat, dix délégués bolcheviks, parmi lesquels Lénine, réclamèrent un vote nominal sur cet amendement. A la suite de cela, un menchevik, délégué de l'organisation de Kharkov, accusa les bolcheviks de « freiner les travaux du congrès en rassemblant du matériel de propagande contre l'autorité des décisions du congrès ». En réponse à cette accusation, Lénine présenta, au nom des bolcheviks, une déclaration dans laquelle il prenait note du fait que les mencheviks manifestaient un esprit de fraction très étroit (voir le présent tome, p. 320). — P. 311.

139. *Vorobiev*, le menchevik caucasien V. Lomtatidzé. — P. 311.

140. Au congrès, les bolcheviks qualifièrent la résolution menchevique sur la question « De l'insurrection armée » de résolution « contre l'insurrection armée ». Lénine souligne également la chose dans son « Rapport sur le Congrès d'Unification du P.O.S.D.R. » (voir le présent tome, p. 385). — P. 311.

141. *Winter*, L. Krassine. — P. 311.

142. *Akimov V.* (Makhnovetz), opportuniste à tous crins, l'un des idéologues de l'économisme, rejoignit l'aile droite des mencheviks ; il prit la parole à la 22e séance du congrès pour prononcer un rapport particulier sur la question de l'insurrection armée, dans lequel il se prononçait ouvertement contre l'insurrection. — P. 313.

143. *Le premier point du projet de résolution menchevique sur l'insurrection armée* qui figurait au congrès, commençait par cette phrase : « Attendu : 1°) que l'obstination bornée du gouvernement russe place le peuple dans la nécessité de lui arracher ses propres droits... ». Cette formulation appartenait à Plékhanov. A la commission chargée de préparer la résolution sur l'insurrection armée, Plékhanov, au lieu des mots « arracher le pouvoir d'Etat », qui se trouvaient dans le projet initial, demanda qu'on écrive « lui arracher ses propres droits ». Ayant rencontré des objections, Plékhanov renonça à son amendement. Cependant, juste avant la séance du congrès, la fraction menchevique de la commission présenta au congrès le premier point de la résolution dans la formulation de Plékhanov. L'amendement provoqua une véhémente protestation de la part de Lénine et de la fraction bolchevique du congrès. Plékhanov fut obligé de le retirer. — P. 313.

144. *L'amendement de Mouratov* (M. Morozov, délégué de l'organisation de Samarcande), introduit à la 21e séance du congrès demandait de reconnaître, du fait que le Parti ne prenait pas part aux élections, que la question de la formation d'un groupe parlementaire social-démocrate ne pouvait « être résolue que dans la mesure où la composition du groupe social-démocrate élu à la Douma est connue et où les députés social-démocrates sont reconnus par toutes les organisations ouvrières dans les régions desquelles ont eu lieu les élections » (voir « Le IVe Congrès (d'Unification) du P.O.S.D.R. », éd. russe, 1934, pp. 368-369). Cet amendement fut rejeté par la majorité menchevique du congrès. — P. 314.

145. *Stodoline*, le bolchevik N. Nakoriakov. — P. 315.

146. *L'« Adresse »* fut écrite par Lénine immédiatement après la clôture des travaux du Congrès d'Unification. Elle fut discutée et adoptée lors d'une réunion des Délégués bolcheviks qui eut lieu à la Maison du Peuple de Stockholm. L'« Adresse » fut contresignée par 26 bolcheviks qui avaient participé au congrès et qui représentaient les principales organisations du Parti. — P. 322.

147. La question de la fusion nécessaire du Parti social-démocrate de Pologne et du P.O.S.D.R. fut reconnue par la social-démocratie de Pologne et de Lituanie (S.D.P. et L.) et mise plus d'une fois à l'ordre du jour de leurs congrès. Au IIe Congrès du P.O.S.D.R. (1903), qui examina la question de l'unification, la social-démocratie de Pologne et de Lituanie ne rejoignit pas les rangs du P.O.S.D.R. à cause de désaccords sur la question nationale. En janvier 1906, la direction centrale du parti social-démocrate de Pologne et de Lituanie engagea à nouveau des pourparlers avec le Comité central unifié du P.O.S.D.R. sur l'unification. A la suite de ces pourparlers, fut élaboré un projet d'accord que le représentant du parti social-démocrate de Pologne et de Lituanie présenta au congrès. Ce projet avec amendements fut adopté par le Congrès d'Unification du P.O.S.D.R. — P. 322.

148. *Le Parti social-démocrate de Lettonie* fut fondé en juin 1904 au Ier Congrès du Parti. Le IIe Congrès, en juin 1905, vota le programme du Parti et adopta la résolution sur la nécessité d'unification avec le P.O.S.D.R. En 1905, le Parti dirigeait les manifestations révolutionnaires des ouvriers et préparait les masses à l'insurrection armée.

Au IVe Congrès (d'Unification), il entra dans le P.O.S.D.R. à titre d'organisation territoriale. Après le congrès, il prit le nom de social-démocratie du territoire de Lettonie. — P. 322.

149. *Le Bund*, « Union générale des ouvriers juifs de Lituanie, de Pologne et de Russie ». Fondé en 1897 à Vilno lors du congrès

constitutif des groupes social-démocrates juifs, il groupait principalement les artisans juifs semi-prolétaires des régions occidentales de la Russie. Au Ier Congrès du P.O.S.D.R. en 1898, le Bund adhéra au P.O.S.D.R. « à titre d'organisation autonome, indépendante dans les seules questions concernant spécialement le prolétariat juif » (*Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, de ses conférences et des séances plénières du Comité central*, éd. russe, Ire partie, 1954, p. 14).

Le Bund a semé des germes de nationalisme et de séparatisme au sein du mouvement ouvrier de Russie. En avril 1901, le IVe Congrès du Bund décida de modifier les bases de l'organisation fixées par le Ier Congrès du P.O.S.D.R. Le congrès déclarait dans sa résolution qu'il considérait le P.O.S.D.R. comme une union fédérative d'organisations nationales et que le Bund devait y entrer en tant que partie fédérative.

Le IIe Congrès du P.O.S.D.R. rejeta les revendications du Bund qui voulait se faire reconnaître comme l'unique représentant du prolétariat juif. Après ce rejet le Bund quitta le Parti. En 1906, sur la base d'une décision du IVe Congrès (d'Unification), le Bund adhéra de nouveau au P.O.S.D.R.

A l'intérieur du P.O.S.D.R., les bundistes soutenaient constamment l'aile opportuniste du Parti (économistes, mencheviks, liquidateurs), combattaient les bolcheviks et le bolchevisme. A la revendication du programme des bolcheviks du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, le Bund opposait celle d'autonomie nationale-culturelle. Pendant la réaction stolypinienne, le Bund avait des positions liquidatrices, et participa activement à la création du « bloc anti-parti d'Août ». Pendant la première guerre mondiale (1914-1918), les bundistes adoptèrent des positions social-chauvines. En 1917, le Bund soutint le Gouvernement provisoire contre-révolutionnaire et combattit aux côtés des ennemis de la Révolution socialiste d'Octobre. Au cours de l'intervention étrangère et de la guerre civile, les leaders du Bund se joignirent aux forces de la contre-révolution. En même temps, parmi les militants de base du Bund, s'amorçait un revirement en faveur d'une collaboration avec le pouvoir des Soviets. En mars 1921, le Bund prit le parti de se dissoudre, certains de ses membres entrèrent au P.C.(b)R., selon les règles établies. — P. 322.

150. Lors de la discussion au congrès du 7e paragraphe des statuts du Parti, la question des rapports entre le Comité central et l'Organe central fit naître des divergences. Les mencheviks insistaient pour que les rédacteurs de l'Organe central soient élus au congrès et pour qu'on leur donne le droit à la voix délibérative lors des discussions des problèmes politiques au Comité central. Les bolcheviks insistaient pour que la rédaction de l'Organe central soit désignée par le Comité central et pour que celui-ci ait le droit de destituer les membres de la rédaction. La majorité menchevique du congrès réussit à faire adopter sa proposition. La formulation bolchevique de ce paragraphe fut

adoptée lors de la révision des statuts au Ve Congrès (Congrès de Londres) en 1907 (voir *Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, de ses conférences et des séances plénières du Comité central*, éd. russe, 1re partie, 1954, pp. 170-172). — P. 327.

151. La brochure intitulée *Rapport sur le Congrès d'Unification du P.O.S.D.R.* (*Lettre aux ouvriers de Pétersbourg*) fut l'objet des persécutions de la censure et de la police. Cette dernière opéra une perquisition à l'imprimerie « Diélo » à Pétersbourg, où la brochure avait été tirée ; la brochure fut saisie et déposée au Comité de Pétersbourg pour les affaires de presse. Ce dernier prononça son interdiction. Cependant, la brochure fut transportée à Moscou où elle fut éditée.

La brochure parut aux éditions « Vpériod » avec en annexe les projets de résolutions présentés au congrès par les bolcheviks et les mencheviks, les résolutions adoptées par le congrès et divers autres documents. C'est à ces textes que Lénine, dans le cours de son exposé, se réfère constamment. Une courte introduction à cet appendice était donnée à la fin de la brochure (voir le présent tome, p. 401.) — P. 329.

152. *Parti révolutionnaire ukrainien (P.R.U.) :* organisation petite-bourgeoise et nationaliste, constituée au début de l'année 1900. En décembre 1905, le P.R.U. prit le nom de Parti ouvrier social-démocrate d'Ukraine et adopta une décision d'unification avec le P.O.S.D.R., à la condition que le Parti ouvrier social-démocrate d'Ukraine soit reconnu comme « seul représentant du prolétariat ukrainien » au P.O.S.D.R. Le IVe Congrès (d'Unification) du P.O.S.D.R. rejeta la proposition du représentant du Parti ouvrier social-démocrate d'Ukraine sur une discussion immédiate des conditions d'unification et chargea le Comité central du P.O.S.D.R. de résoudre ce problème. L'accord ne se fit pas. Par la suite, le Parti ouvrier social-démocrate d'Ukraine se retrouva dans le camp de la contre-révolution nationaliste-bourgeoise. — P. 334.

153. *La Commission des mandats* fut élue à la première séance du congrès. Elle était composée de deux bolcheviks, deux mencheviks et d'un conciliateur qualifié de « neutre » (le président de la commission). Le congrès ratifia le règlement des travaux de la Commission et adopta la résolution de Lénine qui obligeait cette dernière à présenter au congrès des rapports écrits. Les travaux de la Commission des mandats et la discussion de ses rapports aux séances plénières du congrès se déroulèrent dans une atmosphère de lutte intense entre bolcheviks et mencheviks. Les rapports se firent particulièrement tendus à la sixième séance, à la suite de la proposition de la commission d'annuler le mandat du délégué bolchevik de l'organisation de Kharkov Artamonov (F. Serguéev-Artem). Les membres bolcheviks de la commission déclarèrent qu'ils quittaient celle-ci. Après cela,

le congrès élut une nouvelle commission des mandats qui comprenait des mencheviks et des conciliateurs. — P. 337.

154. *La Protestation des ouvriers de Tiflis contre les pleins pouvoirs de la délégation menchevique de Tiflis*, qui portait 200 signatures, fut lue à la 20e séance du congrès. Les ouvriers faisaient savoir que les mencheviks de Tiflis, en établissant la liste des membres du Parti, n'avaient pas respecté les statuts du P.O.S.D.R. : ils avaient en effet inclus n'importe qui dans la liste des membres du Parti. Les mencheviks avaient « compté » à Tiflis plus de trois mille adhérents. Les ouvriers social-démocrates de la ville affirmaient que Tiflis ne pouvait être représentée au congrès par 11 délégués. — P. 337.

155. Dans les procès-verbaux du IVe Congrès (d'Unification) du P.O.S.D.R., édités en 1907, il y avait de très graves lacunes : une série de rapports et de discours prononcés au congrès, en particulier certains discours et rapports de Lénine, n'y étaient pas consignés. — P. 338.

156. *Schmidt*, P. Roumiantsev ; au IVe Congrès (d'Unification) du P.O.S.D.R., il rejoignit les rangs bolcheviques. — P. 341.

157. Lénine fait allusion à l'abolition du servage en Russie (1861). — P. 343.

158. *Klioutchevski, V.* (1841-1911) et *Eftmenko, A.* (1848-1919), historiens russes. — P. 344.

159. *Démian*, I. Téodorovitch. — P. 345.

160. *La soupe-maison à la Démian*, titre d'une fable célèbre de Krylov. — P. 346.

161. *Kostrov*, N. Jordania, leader des mencheviks du Caucase. — P. 350.

162. *Voïnov*, le bolchevik A. Lounatcharski. — P. 354.

163. Lénine cite les *Thèses sur Feuerbach* de Karl Marx (voir K. Marx et F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes, Editions du Progrès, Moscou 1964, t. II, p. 442). — P. 360.

164. *Boris Nikolaïévitch*, le menchevik B. Solovéitchik. — P. 366.

165. « *Nevskaïa Gazéta* » [Le journal de la Néva], organe légal des mencheviks ; commença à paraître à Pétersbourg en mai 1906. — P. 376.

166. Dans son article « Les persécuteurs des zemstvos et les Annibals du libéralisme », Lénine donnait une critique du mot d'ordre de Chipov « les droits et un zemstvo investi du pouvoir », mot

d'ordre soutenu par Strouvé dans sa préface à la note du ministre des Finances Witte « L'autocratie et le zemstvo ». (Voir Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 5, pp. 27-77.) — P. 377.

167. *Groupe du Travail* (Troudoviks), groupe de démocrates petits-bourgeois aux Doumas d'Etat, composé de paysans et intellectuels d'inspiration populiste. Leur fraction fut constituée en avril 1906 avec les députés paysans de la Ire Douma d'Etat.

Le groupe revendiquait l'abolition de toutes les restrictions de caste et de nationalité, la démocratisation de l'auto-gestion des zemstvos et des municipalités, le suffrage universel pour élire les députés à la Douma d'Etat. Leur programme agraire partait des principes populistes d'égalitarisme dans la jouissance de la terre : constitution d'un fonds appartenant au peuple tout entier avec les terres de l'Etat, des apanages, de la Couronne, des monastères ainsi que les terres privées, si la surface de la propriété excédait la norme fixée. Les propriétaires dont les terres étaient aliénées devaient être indemnisés. V. Lénine a noté que le troudovik, paysan typique, « ne refuserait pas de s'entendre avec la monarchie, il se calmerait, s'il obtenait *son* lopin de terre dans le cadre du régime bourgeois, mais à l'heure actuelle, il met tous ses efforts à combattre les propriétaires fonciers pour conquérir la terre, à lutter contre l'Etat féodal pour la démocratie ». (Œuvres, Paris-Moscou, t. 11, p. 232).

A la Douma d'Etat, les troudoviks hésitaient entre les cadets et les social-démocrates, en raison même de la nature de classe des petits patrons paysans. Mais comme les troudoviks représentaient les masses paysannes, les bolcheviks avaient adopté à la Douma une tactique d'accord avec eux dans certaines questions pour la lutte commune contre l'autocratie tsariste et les cadets. En 1917, le « groupe du Travail » fusionna avec le parti des « socialistes-populistes » et soutint activement le Gouvernement provisoire bourgeois. Après la Révolution socialiste d'Octobre, les troudoviks se placèrent dans le camp de la contre-révolution. — P. 378.

168. *Nazar*, le bolchevik N. Nakoriakov. — P. 378.

169. Pour l'Instruction du Comité central sur le groupe parlementaire adoptée par le Congrès d'Unification, voir *Le P.C.U.S. dans les décisions et les résolutions de ses congrès, de ses conférences et des séances plénières du Comité central*, 7e édition russe, 1re partie, 1953, p. 137. — P. 379.

170. « *Douma* » [La Douma], quotidien du soir, organe de l'aile droite du parti des cadets. Parut du 27 avril (10 mai) au 13 (26) juin 1906 à Pétersbourg sous la direction de P. Strouvé, avec la collaboration de certains députés à la Ire Douma d'Etat : S. Kotliarevski, P. Novgorodtsev, I. Pétrounkévitch, F. Roditchev, L. Iasnopolski, etc. — P. 379.

171. *Economisme*, courant opportuniste au sein de la social-démocratie russe de la fin du XIXe-début du XXe siècle, variété de l'opportunisme international. Les organes de presse des « économistes » étaient le journal *Rabotchaïa Mysl* [La Pensée Ouvrière] (1897-1902) et la revue *Rabotchéïé Dïélo* [La Cause Ouvrière] (1899-1902). Les documents du programme des économistes que Lénine appelait les « bernsteiniens russes », étaient contenus dans le *Credo* écrit en 1899 par E. Kouskova.

Les « économistes » limitaient les objectifs de la classe ouvrière à la lutte économique pour l'augmentation des salaires, l'amélioration des conditions de travail, etc., affirmant que la lutte politique devait être menée par la bourgeoisie libérale. Ils niaient le rôle directeur du parti de la classe ouvrière, estimant que le parti doit se borner à contempler le processus spontané du mouvement, enregistrer les événements. Ils s'inclinaient devant le mouvement ouvrier spontané et abaissaient la valeur de la théorie révolutionnaire, de la conscience, affirmaient que l'idéologie socialiste peut surgir du mouvement ouvrier spontané, niaient la nécessité de l'introduction de la conscience socialiste par le parti marxiste dans le mouvement ouvrier et par là même ils déblayaient la voie à l'idéologie bourgeoise. Les « économistes » défendaient la dispersion et l'« esprit partisan » à l'intérieur du mouvement social-démocrate ; ils s'opposaient à la nécessité de fonder un parti centralisé de la classe ouvrière. L'« économisme » menaçait de détourner la classe ouvrière de la voie révolutionnaire de classe et de la transformer en appendice politique de la bourgeoisie.

Les ouvrages suivants de Lénine sont consacrés à une critique approfondie des conceptions « économistes » : « Protestation des social-démocrates de Russie » (contre le *Credo*, écrite en Sibérie (1899) et signée par dix-sept marxistes exilés), « Un mouvement rétrograde dans la social-démocratie russe », « A propos d'une « profession de foi », « Entretien avec les défenseurs de l'économisme » (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 4, pp. 171-186, 262-293, 294-305). Dans *Que faire ?* Lénine paracheva la défaite idéologique de l'« économisme » (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 5, pp. 355-534). L'*Iskra* léniniste joua un grand rôle dans la lutte contre l'« économisme ». — P. 380.

172. Le 24 octobre 1905, le n° 249 du *Vorwärts* publiait une information de la Direction du Parti social-démocrate allemand, datée du 23 octobre 1905, annonçant des changements dans la rédaction du journal. Six rédacteurs de tendance révisionniste étaient écartés ; les nouveaux rédacteurs étaient proches de l'aile gauche du parti, Rosa Luxembourg entrait à la direction du journal.

Les opportunistes tentèrent d'organiser une campagne en faveur des rédacteurs évincés, mais les larges masses des membres du parti approuvèrent et soutinrent la ligne de la Direction du Parti social-démocrate allemand. — P. 391.

173. *Le Congrès d'Amsterdam de la IIe Internationale* se tint du 14 au 20 août (nouveau calendrier) 1904. L'attitude à l'égard des partis bourgeois fut exprimée par le congrès dans sa résolution sur « Les règles internationales de la tactique socialiste ». La résolution interdisait aux socialistes de participer aux gouvernements bourgeois et repoussait l'idée d'une collaboration entre les partis socialistes et bourgeois. — P. 392.

174. Lénine fait allusion à la *Volna*.
*Volna* [La Vague], quotidien bolchevique, parut légalement à Pétersbourg du 26 avril (9 mai) au 24 mai (6 juin) 1906. Il y eut 25 numéros. — P. 402.

175. Les journaux bolcheviques légaux du printemps et de l'été 1906 : *Volna* [La Vague], *Vpériod* [En Avant], *Ekho* [L'Echo] comportaient une rubrique de Revue de presse. Lénine écrivit toute une série d'articles pour cette rubrique.
Dans la note reproduite ici, Lénine critique un article de L. Martov. — P. 419.

176. *Partisans de Millerand*, représentants d'un courant opportuniste dans la social-démocratie. Millerand était un socialiste réformiste français qui entra en 1899 au gouvernement bourgeois réactionnaire et soutint sa politique dirigée contre le peuple. L'entrée de Millerand au gouvernement bourgeois fut un exemple frappant de la politique de collaboration des classes prônée par les leaders social-démocrates opportunistes, de leur refus de la lutte révolutionnaire, de leur trahison des intérêts des classes laborieuses. Qualifiant les partisans de Millerand de révisionnistes et de renégats, Lénine indiquait qu'en entrant dans un gouvernement bourgeois, les social-réformistes devenaient automatiquement des prête-noms, un paravant pour les capitalistes, une arme que le gouvernement employait pour duper les masses. — P. 419.

177. Cet article fut écrit par Lénine en qualité de postface à la résolution « Sur la Douma d'Etat » introduite par lui-même au Congrès d'Unification du P.O.S.D.R. (voir le présent tome, pp. 303-304) et publiée dans la *Volna* n° 12 du 9 (22) mai 1906. — P. 421.

178. *Le groupe du comte Heiden*, aile « gauche » de la fraction des octobristes à la Ire Douma d'Etat, à laquelle se joignirent également un certain nombre de cadets de droite. Lors de la discussion du 5 (18) mai 1906 sur l'adresse de réponse de la Douma au discours du Trône, le groupe Heiden refusa de voter le texte de l'adresse rédigé par les cadets dans un esprit de monarchie constitutionnelle, la considérant comme trop radicale et quitta la salle des séances. Après la dissolution de la Ire Douma d'Etat, le groupe se constitua en « Parti de la rénovation pacifique », proche des octobristes. Lénine donna les caractéristiques politiques de Heiden et de son groupe dans son article « A la mémoire

du comte Heiden » (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 13, pp. 47-55). — P. 424.

179. Les mots placés entre guillemets sont une paraphrase des derniers vers du poème de Lermontov « Pensées ». — P. 425.

180. La note *A propos de la question d'organisation* fut écrite par Lénine en qualité de postface de la rédaction à un article portant le même titre et consacré à la question des rapports entre les mencheviks et les bolcheviks dans les organisations locales du Parti. — P. 427.

181. Ce *meeting populaire* fut organisé par le Club social et politique de Pétersbourg dans la maison de la comtesse Panina, le 9 (22) mai 1906 à la suite de l'Adresse de réponse de la Douma au discours du Trône. Près de 3 000 personnes y assistaient. Plus de la moitié de cette assistance était composée d'ouvriers. C'est là que Lénine prit pour la première fois la parole dans une réunion de masse, sous le nom de Karpov. Le discours de Lénine était une réponse aux orateurs qui l'avaient précédé : le « socialiste-populaire » Miakotine et le menchevik Dan (Barténiev), qui prêchaient l'alliance avec les cadets. En conclusion Lénine proposa une résolution qui fut adoptée presque unanimement. — P. 428.

182. Les informations de l'Agence télégraphique de Pétersbourg sur les élections à Tiflis que Lénine employa dans son article étaient inexactes. Ce n'étaient pas 81, mais 80 grands-électeurs qui avaient été désignés à Tiflis, soit 71 social-démocrates et 9 cadets. — P. 445.

183. Il s'agit de l'élection des grands-électeurs de Koutaïs. L'élection de députés à la Douma se fit plus tard. La province de Koutaïs envoya trois députés à la Ire Douma d'Etat : I. Gomartéli, S. Djaparidzé, I. Ramichvili, tous trois mencheviks. — P. 445.

184. Lénine fait allusion à la résolution « Sur l'attitude à l'égard de la Douma d'Etat » qui déclare : « ... partout où les élections à la Douma ne sont pas encore faites et où le P.O.S.D.R. peut présenter ses candidats sans dresser une liste commune avec les autres partis, il doit s'efforcer de faire élire ses candidats à la Douma ». (Le quatrième Congrès (d'Unification) du P.O.S.D.R., Moscou 1959, p. 526.) — P. 445.

185. Il s'agit de l'activité désorganisatrice du comité menchevique d'Armavir du P.O.S.D.R., qui avait violé les décisions du Congrès d'Unification sur l'interdiction de conclure des alliances avec les partis bourgeois. Au moment des élections à la Douma, le comité d'Armavir lança un appel dans lequel il proposait de voter pour les social-démocrates, ou tout au moins, pour des candidats qui ne soient « pas plus à droite que les cadets ». — P. 445.

186. Cet article fut écrit par Lénine en qualité de « Postface de la rédaction » à l'Appel des députés ouvriers de la Douma intitulé « A tous les ouvriers de Russie ». Cet appel fut publié en même temps que la postface de Lénine dans le n° 21 de la *Volna* du 19 mai (1er juin) 1906. — P. 457.

187. Lénine fait allusion au « Projet de loi agraire fondamentale » élaboré en séance privée par des députés du Groupe du Travail. Signé par 33 députés (surtout des membres du Groupe du Travail), le projet fut soumis le 6 (19) juin 1906 à l'examen de la Douma, mais celle-ci le repoussa le 8 (21) juin. Le « Projet des 33 » revendiquait la suppression complète et immédiate de la propriété privée de la terre et constituait un additif au projet agraire des membres du Groupe du Travail qui avait été présenté à la Douma le 23 mai (5 juin) 1906 (« Projet des 104 ») et qui réclamait une jouissance égalitaire de la terre sur la base des normes de travail. — P. 460.

188. *Les gorémykiniens*, représentants des cercles gouvernementaux bureaucratiques et réactionnaires de la Russie tsariste, à la tête desquels se trouvait le président du Conseil des Ministres d'alors, I. Gorémykine. L'organe de ces cercles était le journal cent-noir *Novoïé Vrémia* [Temps Nouveau]. — P. 463.

189. Le 11 (24) mai 1906, eut lieu une assemblée de 300 membres du P.O.S.D.R. de l'arrondissement de Moscou de la ville de Pétersbourg, assemblée consacrée au bilan des travaux du Congrès d'Unification. Des rapports furent présentés par Lénine (ce texte n'a pas été conservé) et par le menchevik Dan. A la fin de la réunion, une bataille s'engagea entre les bolcheviks et les mencheviks sur la question de savoir si l'on pouvait admettre que les décisions du Congrès d'Unification fussent critiquées dans la presse et dans des réunions publiques. Les mencheviks qui s'efforçaient à toute occasion de limiter la lutte idéologique suscitée par les décisions du congrès, considéraient que la critique n'était admissible que dans les réunions du Parti. Ils présentèrent une résolution dans ce sens. Lénine proposa un amendement à la résolution. Cet amendement disait que toutes les décisions du congrès devaient être soumises à la discussion non seulement dans les réunions du Parti, mais aussi dans les pages des journaux social-démocrates et dans les réunions populaires. La résolution avec l'amendement de Lénine fut adoptée à l'unanimité moins 39 voix (*Volna* n° 15, 12 mai 1906). En réponse à l'amendement de Lénine, le Comité central, qui était constitué en majorité de mencheviks, prit une résolution que Lénine critique dans cet article. — P. 465.

190. « *Courrier* », quotidien menchevique légal ; parut à Pétersbourg en mai et juin 1906. — P. 468.

191. « *Dïélo Naroda* » [La Cause du Peuple], quotidien légal du parti socialiste-révolutionnaire ; parut à Pétersbourg au mois de mai 1906. — P. 468.

192. Lénine fait allusion au « Projet de loi sur la presse » publié dans l'organe central des cadets, la *Retch* des 17 et 18 (30 et 31) mai 1906. Pour violation des règlements de la censure tsariste, le projet de loi prévoyait les travaux forcés pour huit ans au maximum. — P. 471.

193. « *Pravitelstvenny Vestnik* » [Courrier du gouvernement], quotidien, organe officiel du gouvernement tsariste ; parut à Pétersbourg de 1869 à 1917. — P. 474.

194. L'article « *Kautsky et la Douma d'Etat* » fut publié dans le *Vestnik Jizni* n° 6.

Le « *Vestnik Jizni* » [Le Courrier de la Vie] était un hebdomadaire scientifique, littéraire et politique, organe bolchevique légal ; il parut irrégulièrement à Pétersbourg du 30 mars (12 avril) 1906 jusqu'à septembre 1907 ; du début jusqu'au 19 novembre (2 décembre) 1906, treize numéros virent le jour. A partir de janvier 1907, le *Vestnik Jizni* fut transformé en revue mensuelle ; sept numéros parurent. Prenaient part à la rédaction du journal : V. Lénine, M. Olminski, V. Vorovski, A. Lounatcharski, M. Gorki et autres. Dans le numéro 12 de la revue Lénine écrivit l'article intitulé « Le radical russe a bien » l'esprit de l'escalier ». — P. 476.

195. « *Kolokol* » [La Cloche], quotidien social-démocrate légal. Parut à Poltava du 18 (31) janvier au 8 (21) juin 1906. La rédaction appartenait surtout à des mencheviks. — P. 486.

196. *Lavrov P.* (1823-1900), sociologue et publiciste russe, idéologue en vue du populisme. — P. 492.

197. Voir l'article de Karl Marx « Le communisme du « Rheinische Beobachter ». — P. 494.

198. Le prince Troubetskoï (1862-1905), libéral, partisan d'une constitution modérée. En juin 1905, membre d'une délégation de personnalités de zemstvos, qui se rendit chez Nicolas II, Troubetskoï tint au tsar un discours-programme. — P. 501.

199. « *Prizyv* » [L'Appel], journal populaire, parut à Pétersbourg du 15 (28) janvier au 15 (28) juin 1906. A partir de la fin mars 1906, des bolcheviks collaborèrent au journal. — P. 503.

200. *La Résolution (II) du Comité de Pétersbourg du P.O.S.D.R.* et l'article *Sur le mot d'ordre d'un ministère issu de la Douma* publiés à sa suite et écrits par Lénine en qualité de postface de la rédaction du *Vpériod* reflètent la lutte entre bolcheviks et mencheviks

sur la question de la Douma d'Etat, lutte qui prit la forme d'un conflit entre le Comité central et le Comité de Pétersbourg du P.O.S.D.R.

Le 13 (26) mai 1906, le gouvernement rejeta les demandes de la Douma cadette exposées dans son adresse. En réponse, la Douma adopta une résolution dans laquelle elle exprimait sa « défiance » à l'égard du ministère et réclamait sa démission. Le Comité central menchevique du P.O.S.D.R. fit parvenir aux organisations du Parti une résolution dans laquelle il proposait de soutenir la Douma cadette et sa revendication de la constitution d'un ministère issu de la Douma, c'est-à-dire cadet. Le Comité de Pétersbourg dirigé par Lénine manifesta son opposition à cette résolution. A sa séance des 23-24 mai (5-6 juin) 1906, le Comité de Pétersbourg rejeta la résolution menchevique du Comité central et adopta celle de Lénine. Neuf membres mencheviks du Comité de Pétersbourg réclamèrent que l'on suspende l'application de la résolution bolchevique jusqu'à ce que cette question soit tranchée par le Comité central ou par une conférence générale des arrondissements de la ville. Cette demande des mencheviks fut également rejetée par le Comité de Pétersbourg. Le comité décida également de convoquer une conférence générale des arrondissements ; il décida que les procès-verbaux et les documents de la séance seraient portés à la connaissance des arrondissements, que la résolution de Lénine qui avait été adoptée et la déclaration des 9 membres mencheviques du Comité de Pétersbourg seraient publiés dans la presse, à titre de document en vue d'une discussion au cours de la conférence. — P. 509.

201. Le 24 mai (6 juin) 1906, à la 14e séance de la Douma d'Etat, les troudoviks présentèrent une proposition portant les signatures de 35 députés et demandant l'institution immédiate de comités agraires locaux élus au suffrage universel, égal, direct et au scrutin secret. Ces comités devraient effectuer les travaux préliminaires à la mise en application d'une réforme agraire et participer à la discussion des projets de réforme agraire soumis à la Douma. La question des comités agraires et celle du rachat constituaient, selon la formule de Lénine, « le nœud véritable de la question agraire », car il s'agissait de savoir qui allait procéder à la réforme : les paysans ou les propriétaires fonciers.

Les cadets répondirent par de violentes critiques à la proposition du Groupe du Travail, tant à la Douma que dans la presse. Le lendemain de la déclaration des 35, la *Retch*, organe central des cadets, s'élevait résolument contre le projet, écrivant que de tels comités pouvaient pousser « vers la gauche » la solution du problème.

Les bolcheviks soutinrent l'idée de l'institution des comités agraires locaux qu'ils considéraient comme une des formes d'organisation des masses pour la lutte révolutionnaire. Lénine a écrit: « Les gouvernements ouvriers dans les villes, les comités paysans dans les campagnes (qui, à un moment donné, se transforment en des comités élus au suffrage universel, etc.), telle est la seule

forme possible d'organisation de la révolution victorieuse, c'est-à-dire la dictature du prolétariat et de la paysannerie. Il n'est pas étonnant que les libéraux abhorrent ces formes d'organisation des classes qui se battent pour la liberté ! » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 13, p. 412.). — P. 515.

202. Les mots « Thron und Altar » (« Le trône et l'autel ») du texte allemand cité par Lénine furent supprimés dans le journal *Vpériod*, pour des raisons de censure. — P. 523.

203. « *Vpériod* » [En Avant], journal quotidien bolchevique légal ; parut à Pétersbourg du 26 mai (8 juin) 1906 à la place du journal *Volna* interdit par le gouvernement. Le rôle dirigeant y appartenait à Lénine. M. Olminski, V. Vorovski, A. Lounatcharski prenaient part à la rédaction du journal. Ce dernier fut en butte aux répressions policières. A son 17e numéro du 14 (27) juin 1906, il fut interdit et remplacé par *Ekho* [L'Echo].

La « Résolution (II) du Comité de Pétersbourg du P.O.S.D.R.» fut publiée dans le journal *Vpériod* sous forme abrégée. — P. 528.

204. *Vlassov* : A. Rykov. — P. 532.

205. La présente résolution est liée au conflit qui opposa le Comité central et le comité de Pétersbourg du P.O.S.D.R. sur la question de l'attitude à l'égard de la Douma d'Etat. Avec la résolution (II) du Comité de Pétersbourg du P.O.S.D.R. (voir le présent tome, pp. 509-510), elle constituait la plate-forme tactique des bolcheviks. C'est sur la base de cette plate-forme que se déroula la discussion et qu'eurent lieu les élections à la conférence des arrondissements de l'organisation de Pétersbourg. Cette conférence se tint les 11 et 12 (24 et 25) juin 1906 en Finlande, à Terrioki, sous la direction de Lénine.

Le journal *Vpériod* publia la résolution avec une note de la rédaction : « La rédaction du *Vpériod* partage entièrement les points de vue essentiels de cette résolution et recommande aux camarades de la proposer dans les réunions et meetings ouvriers. » — P. 544.

# LA VIE ET L'ŒUVRE
# DE V. LÉNINE

## CHRONOLOGIE

*(Novembre 1905-juin 1906)*

## *1905*

*Fin octobre-début novembre* — Lénine attend à Stockholm les papiers qui lui permettront de rentrer en Russie.

*2-4 (15-17) novembre* — Lénine écrit à Stockholm « Nos tâches et le Soviet des députés ouvriers (Lettre à la rédaction) ».

*5 (18) novembre* — Lénine arrive à Helsingfors.

*7-8 (21 ou 22) novembre* — Lénine arrive à Pétersbourg.

*8 ou 9 (21 ou 22) novembre* — Lénine dirige une réunion de la fraction bolchevique de la rédaction du journal *Novaïa Jizn*. On y choisit les membres de la rédaction et on élabore le programme du journal.

*9 (22) novembre* — Lénine participe à la réunion du Comité central au cours de laquelle est votée à l'unanimité l'adresse « A toutes les organisations du Parti, et à tous les ouvriers soçial-démocrates » au sujet de la convocation du IVe Congrès du P.O.S.D.R.

*10 (23) novembre* — Le n° 9 du journal *Novaïa Jizn* publie le début de l'article de Lénine « De la réorganisation du Parti », premier article écrit après son retour d'émigration.

*12(25) novembre* — Dans l'éditorial « Le prolétariat et la paysannerie » du n° 11 de la *Novaïa Jizn*, Lénine salue le congrès de l'Union paysanne de Russie.

*13(26) novembre* — L'article de Lénine « L'organisation du Parti et la littérature de parti » est publié dans le n° 12 de la *Novaïa Jizn*. Lénine intervient au Congrès du Soviet des députés ouvriers de Pétersbourg sur la lutte contre le lock-out décidé par les capitalistes en réponse à la journée de travail de huit heures imposée de force par les ouvriers. La résolution proposée par Lénine est votée.

*15(28) novembre* — Le n° 13 de la *Novaïa Jizn* publie en éditorial l'article de Lénine « Une provocation avortée ». Il publie aussi la suite de l'article « De la réorganisation du Parti ». Lénine écrit l'article « L'armée et la révolution », qui est publié dans le n° 14 de la *Novaïa Jizn* du 16 (29) novembre.

*16(29) novembre* — A la réunion des responsables du Parti de Pétersbourg dans le local de la société de libre échange, Lénine fait un rapport sur le thème : « Critique du programme agraire du Parti socialiste-révolutionnaire ».

Le n° 14 de la *Novaïa Jizn* publie la fin de l'article de Lénine « De la réorganisation du Parti ».

*18 novembre (1er décembre)* — Les articles de Lénine « La balance est instable » et « Instruisez-vous auprès de vos ennemis » paraissent dans le n° 16 de la *Novaïa Jizn*.

*20 novembre (3 décembre)* — L'article de Lénine « Bureaucratie révolutionnaire et efficacité révolutionnaire » consacré à l'Assemblée constituante est publié dans le n° 18 de la *Novaïa Jizn*.

*23 novembre (6 décembre)* — L'article de Lénine « L'autocratie agonisante et les nouveaux organes du pouvoir populaire » est publié en éditorial dans le n° 19 de la *Novaïa Jizn*.

*24 novembre (7 décembre)* — Lénine écrit l'article « Socialisme et anarchisme » qui paraît dans le n° 21 de la *Novaïa Jizn*, le 25 novembre (8 décembre).

*26 novembre et 2 décembre (9 et 15 décembre)* — Les nos 22 et 27 de la *Novaïa Jizn* publient l'article de Lénine « Le parti socialiste et le révolutionnarisme sans-parti ».

*27 novembre (10 décembre)* — Lénine participe à la réunion du Comité central du P.O.S.D.R., consacrée à la préparation de la lutte armée, la modification de la composition de la rédaction du journal *Novaïa Jizn* et la publication à Moscou du journal bolchevique *Borba*.

*Novembre* — Lénine intervient à la conférence élargie du comité de Pétersbourg du P.O.S.D.R. sur l'attitude du Parti envers les Soviets des députés ouvriers.

*3 (16) décembre* — V. Lénine et N. Kroupskaïa s'installent légalement à Pétersbourg au n° 15/8 du Grétcheski Pros-

pect. Mais Lénine est l'objet d'une surveillance très étroite et, au bout de quelques jours, il est obligé de passer dans la clandestinité. L'article « Socialisme et religion » est publié dans le n° 28 de la *Novaïa Jizn*.

Lénine participe à la conférence commune du Comité central du P.O.S.D.R., du comité de Pétersbourg du Parti et du Comité exécutif du Soviet de Pétersbourg des députés ouvriers, convoquée d'urgence à propos de l'interdiction de la *Novaïa Jizn*. La conférence examine aussi la question de l'insurrection armée.

*12-17 (25-30) décembre* — Lénine dirige la première conférence bolchevique de Tammerfors (Finlande) où il présente des rapports sur la période actuelle et la question agraire. La conférence vote les résolutions proposées par Lénine sur la question agraire et la convocation d'un congrès d'unification. Lénine participe à la commission élaborant la résolution sur l'attitude envers la Douma, qui est adoptée par la conférence.

*22 décembre (4 janvier 1906)* — Lénine participe à la réunion, à Pétersbourg, des membres du Comité central et des délégués à la conférence bolchevique de Tammerfors ; il fait un rapport sur la plate-forme tactique des bolcheviks à l'égard de la Douma.

*Fin 1905 ou début 1906* — Lénine écrit le plan de l'article « Etapes, orientation et perspectives de la révolution ».

## *1906*

*Début de l'année jusqu'à la mi-mars* — Lénine participe aux travaux de la commission agraire, formée par le Comité central unifié du P.O.S.D.R. chargée de préparer le programme agraire pour le IVe Congrès du Parti.

*4 (17) janvier* — Le n° 1 du journal *Molodaïa Rossia* publie en éditorial l'article de Lénine « Le parti ouvrier et ses tâches dans la situation actuelle ».

*Janvier* — Lénine écrit un article défendant la tactique bolchevique d'un boycottage actif de la première Douma : « Faut-il boycotter la Douma d'Etat ? Plate-forme de la « majorité ». L'article paraît en janvier, sous forme de tracts dans les publications du Comité central et du Comité central unifié du P.O.S.D.R. Lénine écrit l'article « La

Douma d'Etat et la tactique des social-démocrates », qui paraît en février dans la brochure *La Douma d'Etat et les social-démocrates.*

*Avant le 4 (17) février* — Lénine présente à la réunion des organisations social-démocrates de l'arrondissement Moskovskaïa Zastava à Pétersbourg, le rapport « Sur les élections à la Douma ».

*7 (20) février* — L'article de Lénine « La situation actuelle de la Russie et la tactique du Parti ouvrier » paraît dans le n° 1 du journal *Partiinyé Izvestia.*

*Avant le 11 (24) février* — Lénine intervient à la réunion des militants bolcheviks de Pétersbourg sur la tactique de boycottage actif de la Douma.

*11 (24) février* — Lénine dirige les travaux de la conférence générale de Pétersbourg, fait un exposé sur l'attitude envers la Douma et présente son projet de résolution sur la tactique de boycottage de la Douma. La conférence se prononce pour le boycottage à la majorité des voix.

*Après le 11 (24) février* — Lénine écrit « A tous les ouvriers et à toutes les ouvrières de la ville de Pétersbourg et des environs ». L'adresse est publiée en tract par le Comité central unifié du P.O.S.D.R.

*Fin février (début mars)* — Lénine dirige la deuxième conférence générale de Pétersbourg du P.O.S.D.R., défend sa résolution « De la tactique du boycottage » qui est adoptée. A Kuokkala (Finlande), Lénine prépare la plate-forme tactique des bolcheviks dans les projets de résolutions pour le Congrès d'Unification du P.O.S.D.R.

*Première quinzaine de mars* — Lénine arrive à Moscou pour organiser la discussion des projets de résolutions pour le Congrès d'Unification du P.O.S.D.R. ; il participe à la réunion du groupe dirigeant des bolcheviks de Moscou.

Lénine participe à la réunion du Comité du P.O.S.D.R. de l'arrondissement de Zamoskvorétchié, à Moscou, intervient dans la discussion de la résolution sur l'attitude envers les Soviets des députés ouvriers. A la conférence du comité du P.O.S.D.R. de la périphérie de Moscou, Lénine prend part au débat sur la participation de l'organisation de Moscou à la campagne pour les élections à la Douma.

*Mi (fin) mars* — Lénine dirige les réunions du groupe bolchevique de Pétersbourg, consacrées à la discussion de la plate-forme tactique.

*20 mars (2 avril)* — Le n° 2 du journal *Partiinyé Izvestia* publie deux articles de Lénine : « La révolution russe et les tâches du prolétariat » (en éditorial) et « Plate-forme tactique pour le Congrès d'Unification du P.O.S.D.R. Projet de résolutions pour le Congrès d'Unification du P.O.S.D.R. »

*Deuxième quinzaine de mars* — Lénine écrit la brochure *Révision du programme agraire du parti ouvrier*, qui paraît début avril à Pétersbourg.

*24-28 mars (6-10 avril)* — Lénine écrit la brochure *La victoire des cadets et les tâches du parti ouvrier* qui paraît en avril à Pétersbourg.

*26 mars (8 avril)* — Lénine est élu délégué de l'organisation de Pétersbourg, au IVe Congrès (d'Unification) du P.O.S.D.R.

*Mars* — Lénine écrit la préface de l'édition russe de la brochure *K. Kautsky. Il n'y a plus de social-démocratie !*

*Fin mars (début avril)* — Lénine dirige à Pétersbourg la réunion du groupe des délégués bolcheviks au IVe Congrès.

*Avant le 10 (23) avril* — Lénine arrive à Stockholm pour participer aux travaux du IVe Congrès ; il intervient à une réunion bolchevique privée contre la proposition de saboter le congrès en raison de la prédominance des mencheviks.

*10-25 avril (23 avril-8 mai)* — IVe Congrès (d'Unification) du P.O.S.D.R. à Stockholm. Lénine est élu au présidium du Congrès ; il participe aux travaux du congrès ; il est membre de la commission qui élabore le projet de statuts du P.O.S.D.R.

*Ire séance* — Lénine propose une résolution lors de la discussion du règlement de la commission des mandats. La résolution est adoptée.

*3e séance* — Lénine assure la présidence ; il donne lecture de l'ordre du jour, intervient dans les débats sur l'ordre du jour, propose de le compléter en y inscrivant les questions « De l'appréciation de la période actuelle » et des organisations nationales

du P.O.S.D.R. La proposition de Lénine est acceptée.

*4e séance* — Lénine assure la présidence ; il propose de confier à la commission agraire la préparation des rapports et de désigner les rapporteurs.

*5e séance* — Lénine présente un rapport sur la question agraire.

*7e séance* — Lénine assure la présidence ; il est élu à la commission pour les questions de la Douma.

*8e séance* — Lénine assure la présidence lors de la discussion de la question agraire.

*9e séance* — Lénine assure la présidence ; il prononce le discours de conclusion sur la question agraire.

*10e séance* — Lénine assure la présidence ; il propose de faire ratifier tous les procès-verbaux par le congrès.

*11e séance* — Lénine assure la présidence ; il intervient sur le vote de la résolution tactique sur la question agraire.

*13e séance* — Lénine présente le rapport « Sur la période actuelle et les tâches de classe du prolétariat ».

*16e séance* — Lénine prononce le discours de conclusion sur la question « De la période actuelle et les tâches de classe du prolétariat ».

*17e séance* — Lénine est élu à la commission pour la préparation de la résolution « Sur l'attitude envers l'insurrection armée » ; il est corapporteur sur la question de l'attitude envers la Douma et donne lecture du projet de résolution.

*18e séance* — Lénine assure la présidence ; il demande qu'on accorde la parole dans les discussions aux représentants des organisations nationales social-démocrates sur la question de l'attitude envers la Douma.

*19e séance* — Lénine prononce le discours de conclusion sur la question de l'attitude envers la Douma.

*21e séance* — Lénine assure la présidence ; il défend la proposition d'écarter la question de l'organisation du groupe parlementaire social-démocrate jusqu'à ce que l'effectif des social-démocrates élus à la Douma soit connu.

| | |
|---|---|
| *22e séance* | Lénine prononce un discours sur l'insurrection armée. |
| *24e séance* | Lénine assure la présidence ; il salue au nom du Congrès le Parti social-démocrate polonais qui a fusionné avec le P.O.S.D.R. |
| *26e séance* | Lénine assure la présidence ; il fait une déclaration écrite (opinion particulière) sur la question du groupe parlementaire social-démocrate et propose un amendement au statut d'unification avec le Bund. |
| *27e séance* | Le premier paragraphe des statuts, sur l'appartenance au Parti, est voté par le congrès sous la forme que lui a donné Lénine. |
| *25-26 avril (8-9 mai)* | Lénine écrit « Adresse au Parti des délégués du Congrès d'Unification, membres de l'ancienne fraction bolchevique ». Les délégués bolcheviques de 26 organisations du Parti signent l'adresse. |
| *Fin avril (début mai)* | Lénine rentre à Pétersbourg par Abo (Finlande), une fois achevés les travaux du IVe Congrès (d'Unification) du P.O.S.D.R. |
| *5 (18) mai* | L'article de Lénine « La lutte pour la liberté et la lutte pour le pouvoir » paraît en éditorial dans le n° 9 de la *Volna*. |
| *6 (19) mai* | L'article de Lénine « Un nouvel essor » paraît en éditorial dans le n° 10 de la *Volna*.<br>Lénine fait un rapport sur le IVe Congrès (d'Unification) du P.O.S.D.R. à la réunion du Parti à Pétersbourg. |
| *9 (22) mai* | Le n° 12 de la *Volna* publie les articles de Lénine « La Douma et le peuple » (en éditorial), « Lu dans la presse » et « A propos de la résolution bolchevique sur la Douma d'Etat ».<br>Sous le nom de Karpov, Lénine participe à un meeting populaire dans la maison de la comtesse Panina et prononce un discours sur la tactique du P.O.S.D.R. envers la Douma. La résolution proposée par Lénine est votée. |
| *10 (23) mai* | Lénine présente un rapport sur le IVe Congrès (d'Unification) du P.O.S.D.R. à la réunion des organisations social-démocrates du secteur *Franco-russe* de Pétersbourg. |

Le n° 13 de la *Volna* publie les articles de Lénine « Le Groupe Ouvrier à la Douma d'Etat » (éditorial) et « A propos de la question d'organisation ».

*11 (24) mai* — Lénine présente un rapport sur le IVe Congrès (d'Unification) à la réunion des organisations social-démocrates de l'arrondissement Moskovski à Pétersbourg et apporte un amendement à la résolution proposée à la réunion. Cet amendement est approuvé.
L'article de Lénine « Le Groupe paysan ou Groupe du Travail et le P.O.S.D.R. » paraît en éditorial dans le n° 14 de la *Volna*.

*12(25) mai* — L'article de Lénine « La question de la terre à la Douma » paraît en éditorial dans le n° 15 de la *Volna*.

*13 (26) mai* — L'article de Lénine « Résolution et révolution » paraît dans le n° 16 de la *Volna*.

*14 (27) mai* — Le n° 17 de la *Volna* publie les articles de Lénine « Ni terre ni liberté » (éditorial) et « La victoire électorale de la social-démocratie à Tiflis ».

*18 (31) mai* — L'article de Lénine « Le gouvernement, la Douma et le peuple » paraît en éditorial dans le n° 20 de la *Volna*.
Lénine écrit l'article « Les cadets empêchent la Douma de s'adresser au peuple », qui est publié dans le n° 21 de la *Volna* du 19 mai (1er juin).

*19 mai (1er juin)* — Le n° 21 de la *Volna* publie les articles de Lénine : « Ils ne veulent même pas marchander ! » et « A propos de l'appel des députés ouvriers à la Douma d'Etat ». Lénine écrit les articles « La question de la terre et la lutte pour la liberté » et « Gorémykiniens, octobristes et cadets », qui sont publiés dans le n° 22 de la *Volna* du 20 mai (2 juin).

*20 mai (2 juin)* — L'article de Lénine « Liberté de critique et unité d'action » est publié dans le n° 22 de la *Volna*.

*21 mai (3 juin)* — Le n° 23 de la *Volna* publie l'article de Lénine « Mauvais conseils » (éditorial) comportant la critique de l'article de Plékhanov dans le journal *Courrier* et « Bruits et rumeurs sur la dissolution de la Douma ».

Lénine fait un rapport sur le IVe Congrès (d'Unification) à la réunion des organisations social-démocrates de l'arrondissement de Narva à Pétersbourg.

*23 mai (5 juin)* L'article de Lénine « Kautsky et la Douma d'Etat » paraît dans le n° 6 de l'hebdomadaire *Vestnik Jizni*.
Lénine fait une conférence sur la question agraire à la réunion des ouvriers du quartier Saint-Gall de Pétersbourg ; au cours de la même réunion, à la demande des ouvriers, il prononce un discours sur l'attitude des bolcheviks et des mencheviks à l'égard de la Douma.

*24 mai (6 juin)* L'article de Lénine « Les cadets, les troudoviks et le parti ouvrier » paraît en éditorial dans le n° 25 de la *Volna*.

*26 mai (8 juin)* L'article de Lénine « Les considérations du camarade Plékhanov sur la tactique de la social-démocratie » paraît dans le n° 1 du journal *Vpériod*. L'article est repris dans la brochure publiée en 1906 à Pétersbourg, aux éditions *Vpériod*.

*27 mai (9 juin)* Le n° 2 du *Vpériod* publie la « Résolution (II) du Comité de Pétersbourg du P.O.S.D.R. sur l'attitude à l'égard de la Douma » (elle a paru également en tract du Comité de Pétersbourg, en mai 1906) et l'article « Sur le mot d'ordre d'un gouvernement issu de la Douma ».
Lénine écrit un article « De la situation politique actuelle », publié en éditorial dans le n° 3 du journal *Vpériod* du 28 mai (10 juin).

*30 mai (12 juin)* L'article de Lénine « La tactique du prolétariat et les tâches du moment » paraît dans le n° 4 du *Vpériod*.

*31 mai (13 juin)* Les articles de Lénine « Ce que pense la social-démocratie allemande des cadets » et « Lu dans la presse » sont publiés dans le n° 5 du *Vpériod*.

*Mai* Lénine écrit la brochure *Rapport sur le Congrès d'Unification du P.O.S.D.R.* (*Lettre aux ouvriers de Pétersbourg*). La brochure est publiée en juin 1906.

*1er (14) juin* — L'article de Lénine « Aux ouvriers de décider » paraît dans le n° 6 du *Vpériod*.
Lénine écrit l'article « Ce n'est pas vers le haut qu'il faut regarder, mais vers le bas », publié en éditorial dans le n° 7 du journal *Vpériod* du 2 (15) juin.

*3 (16) juin* — Lénine écrit l'article « La réaction engage la lutte armée », publié en éditorial dans le n° 9 du *Vpériod* du 4 (17) juin.

*6 (19) juin* — Le n° 10 du *Vpériod* publie « La résolution (III) du Comité de Pétersbourg du P.O.S.D.R. sur la question d'un gouvernement issu de la Douma ».

## TABLE DES MATIÈRES

Préface . . . . . 7

1905

NOS TÂCHES ET LE SOVIET DES DÉPUTÉS OUVRIERS (*Lettre à la rédaction*) . . . . . 9

DE LA RÉORGANISATION DU PARTI . . . . . 21

I . . . . . 21
II . . . . . 25
III . . . . . 29

LE PROLÉTARIAT ET LA PAYSANNERIE . . . . . 32

L'ORGANISATION DU PARTI ET LA LITTÉRATURE DE PARTI 37

RÉSOLUTION ADOPTÉE LE 14 (27) NOVEMBRE 1905 PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF DU SOVIET DES DÉPUTÉS OUVRIERS DE PÉTERSBOURG SUR LA LUTTE CONTRE LE LOCK-OUT 44

UNE PROVOCATION AVORTÉE . . . . . 46

L'ARMÉE ET LA RÉVOLUTION . . . . . 49

LA BALANCE EST INSTABLE . . . . . 53

INSTRUISEZ-VOUS AUPRÈS DE VOS ENNEMIS. . . . . 55

BUREAUCRATIE RÉVOLUTIONNAIRE ET EFFICACITÉ RÉVOLUTIONNAIRE . . . . . 57

L'AUTOCRATIE AGONISANTE ET LES NOUVEAUX ORGANES DU POUVOIR POPULAIRE . . . . . 62

SOCIALISME ET ANARCHISME . . . . . 67

LE PARTI SOCIALISTE ET LE RÉVOLUTIONNARISME SANS-PARTI . . . . . 71

I . . . . . 71
II . . . . . 75

SOCIALISME ET RELIGION . . . . . 80

RÉSOLUTION SUR LA QUESTION AGRAIRE ADOPTÉE PAR LA CONFÉRENCE DE LA « MAJORITÉ » À TAMMERFORS. *12-17 (25-30) décembre 1905* . . . . . 86

ÉTAPES, ORIENTATION ET PERSPECTIVES DE LA RÉVOLUTION. 89

*1906*

LE PARTI OUVRIER ET SES TÂCHES DANS LA SITUATION ACTUELLE . . . . . 91

FAUT-IL BOYCOTTER LA DOUMA D'ÉTAT ? *La plate-forme de la «majorité»* . . . . . 95

LA DOUMA D'ÉTAT ET LA TACTIQUE DES SOCIAL-DÉMOCRATES 99

LA SITUATION ACTUELLE DE LA RUSSIE ET LA TACTIQUE DU PARTI OUVRIER . . . . . 111

LA CONFÉRENCE DE VILLE DE PÉTERSBOURG DU P.O.S.D.R. *11 (24) février 1906* . . . . . 119

INTERVENTION SUR LA VALIDITÉ DES MANDATS DES DÉLÉGUÉS DES ORGANISATIONS DE LA BANLIEUE ET DE L'ARRONDISSEMENT DE VYBORG. . . . . 119

RÉSOLUTION CONTRE LA PROPOSITION DE MARTOV D'ANNULER LE RAPPORT DU COMITÉ DE PÉTERSBOURG . . 121

EXPOSÉ DES MOTIFS . . . . . 121

PROPOSITION SUR LE RAPPORT DU COMITÉ DE PÉTERSBOURG 121

INTERVENTION EN FAVEUR DE LA PROPOSITION . . . . . 122

REMARQUE À PROPOS DE LA RÉSOLUTION SUR LA TACTIQUE DU BOYCOTTAGE . . . . . 122

LA CONFÉRENCE DE VILLE DE PÉTERSBOURG DU P.O.S.D.R. (II) *Fin février (début mars) 1906* . . . . . 123

INTERVENTION EN FAVEUR DE LA RÉSOLUTION SUR LA TACTIQUE DU BOYCOTTAGE . . . . . 123

OBJECTIONS CONTRE LES AMENDEMENTS AUX POINTS 3 et 6 DU PROJET DE RÉSOLUTION. . . . . 124

INTERVENTIONS LORS DE LA DISCUSSION DES POINTS 7 ET 8 DU PROJET DE RÉSOLUTION . . . . . 125

DÉCLARATION ÉCRITE AU BUREAU DE LA CONFÉRENCE 126

RÉSOLUTION SUR L'EXPOSÉ DES MOTIFS DE LA TACTIQUE DU BOYCOTTAGE . . . . . 126

À TOUS LES OUVRIERS ET À TOUTES LES OUVRIÈRES DE LA VILLE DE PÉTERSBOURG ET DES ENVIRONS . . . . . 128

RÉSOLUTION DE L'ORGANISATION DE PÉTERSBOURG DU P.O.S.D.R. SUR LA TACTIQUE DU BOYCOTTAGE . . . . 132

LA RÉVOLUTION RUSSE ET LES TÂCHES DU PROLÉTARIAT 136

I . . . . . 136
II . . . . . 139
III . . . . . 144

PLATE-FORME TACTIQUE POUR LE CONGRÈS D'UNIFICATION DU P.O.S.D.R. *Projet de résolutions pour le Congrès d'Unification du P.O.S D.R.* . . . . . 149
LA PÉRIODE ACTUELLE DE LA RÉVOLUTION DÉMOCRATIQUE . . . . . 152
L'INSURRECTION ARMÉE . . . . . 154
LES ACTIONS ARMÉES. . . . . 156
LE GOUVERNEMENT RÉVOLUTIONNAIRE PROVISOIRE ET LES ORGANES LOCAUX DU POUVOIR RÉVOLUTIONNAIRE 157
LES SOVIETS DES DÉPUTÉS OUVRIERS . . . . . 159
L'ATTITUDE À L'ÉGARD DES PARTIS BOURGEOIS . . . 160
L'ATTITUDE À L'ÉGARD DES PARTIS SOCIAL-DÉMOCRATES NATIONAUX . . . . . 162
LES SYNDICATS . . . . . 163
L'ATTITUDE À L'ÉGARD DE LA DOUMA D'ÉTAT . . . . 164
LES BASES DE L'ORGANISATION DU PARTI . . . . . 166

RÉVISION DU PROGRAMME AGRAIRE DU PARTI OUVRIER 167

I. Coup d'œil rapide sur la question agraire dans l'histoire de la social-démocratie russe . . . . . 171
II. Quatre courants au sein de la social-démocratie en matière de programme agraire . . . . . 176
III. La principale erreur du camarade Maslov . . . . . 186
IV. Les objectifs de notre programme agraire . . . . . 192
V. Projet de programme agraire . . . . . 197

PRÉFACE À L'ÉDITION RUSSE DE LA BROCHURE : K. KAUTSKY, « IL N'Y A PLUS DE SOCIAL-DÉMOCRATIE ! » . . . . . 199

LA VICTOIRE DES CADETS ET LES TÂCHES DU PARTI OUVRIER 201

I. Quelle signification objective a revêtu notre participation aux élections à la Douma? . . . . . 203
II. La signification sociale et politique des premières élections . . . . . 213
III. Que représente le parti de la liberté du peuple? . . . 218
IV. Le rôle et la signification de la Douma cadette . . . . 226
V. Un échantillon de la présomption des cadets . . . . . 244
Digression. Conversation à la portée de tous avec les publicistes cadets et les doctes professeurs . . . . . 248
VI. Conclusion . . . . . 279

*CONGRÈS D'UNIFICATION DU P.O.S.D.R. 10 (23) AVRIL-25 AVRIL (8 MAI) 1906* 287

1. DISCOURS DE CLÔTURE SUR LA QUESTION AGRAIRE 289

2. DISCOURS DE CONCLUSION SUR LA PÉRIODE ACTUELLE ET LES TÂCHES DE CLASSE DU PROLÉTARIAT. 300

3. PROJET DE RÉSOLUTION SUR LA DOUMA D'ÉTAT PRÉSENTÉ AU CONGRÈS D'UNIFICATION DU PARTI . . . . 303

4. CORAPPORT SUR LA QUESTION DE L'ATTITUDE À L'ÉGARD DE LA DOUMA D'ÉTAT . . . . . 305

5. DISCOURS SUR LA QUESTION DE L'INSURRECTION ARMÉE . . . . . 311

6. INTERVENTION EN FAVEUR DE L'AMENDEMENT DE MOURATOV (MOROSOV) SUR LE GROUPE PARLEMENTAIRE SOCIAL-DÉMOCRATE. . . . . 314

7. OPINION PARTICULIÈRE SUR LA COMPOSITION DE LA FRACTION PARLEMENTAIRE DU P.O.S.D.R. . . . . 315

8. RÉSOLUTION SUR LES COMPTES QUE LA COMMISSION DES MANDATS DEVRA RENDRE AU CONGRÈS . . . . 317

9. DÉCLARATION SUR LA NÉCESSITÉ DE SOUMETTRE TOUS LES PROCÈS-VERBAUX À LA RATIFICATION DU CONGRÈS 318

10. DÉCLARATION ÉCRITE À LA 17e SÉANCE DU CONGRÈS 319

11. DÉCLARATION ÉCRITE À LA 21e SÉANCE DU CONGRÈS 320

12. DÉCLARATIONS ÉCRITES À LA 26e SÉANCE DU CONGRÈS 321

ADRESSE AU PARTI DES DÉLÉGUÉS DU CONGRÈS D'UNIFICATION, MEMBRES DE L'ANCIENNE FRACTION « BOLCHEVIQUE » . . . . . 322

RAPPORT SUR LE CONGRÈS D'UNIFICATION DU P.O.S.D.R. (*Lettre aux ouvriers de Pétersbourg*) . . . . . 329

I. Composition du Congrès . . . . . 334
II. Election du bureau, ordre du jour du Congrès . . . . 339
III. La question agraire . . . . . 341
IV. Appréciation de la période révolutionnaire et des tâches de classe du prolétariat . . . . . 363
V. L'attitude à l'égard de la Douma d'Etat . . . . . 371
VI. L'insurrection armée . . . . . 381
VII. La fin du congrès . . . . . 388
VIII. Bilan du congrès . . . . . 394
Annexe. Documents pour l'appréciation des travaux du Congrès d'Unification du P.O.S.D.R. . . . . 401

LA LUTTE POUR LA LIBERTÉ ET LA LUTTE POUR LE POUVOIR 402

UN NOUVEL ESSOR . . . . . 405

À PROPOS DU BILAN DU CONGRÈS . . . . . 411

LA DOUMA ET LE PEUPLE . . . . . 415

LU DANS LA PRESSE . . . . . 419

À PROPOS DE LA RÉSOLUTION BOLCHEVIQUE SUR LA DOUMA D'ÉTAT . . . . . 421
LE GROUPE OUVRIER DE LA DOUMA D'ÉTAT . . . . . 422
À PROPOS DE LA QUESTION D'ORGANISATION . . . . . 427
DISCOURS PRONONCÉ À UN MEETING POPULAIRE CHEZ LA COMTESSE PANINA, le 9 (22) MAI 1906 . . . . . 428
I. Bref comte rendu de la «Nevskaïa Gazéta» . . . . . 428
II. Bref compte rendu de la «Volna» . . . . . 429
RÉSOLUTION ADOPTÉE AU MEETING POPULAIRE CHEZ LA COMTESSE PANINA, LE 9 (22) MAI 1906 . . . . . 430
LE GROUPE PAYSAN OU GROUPE DU TRAVAIL ET LE P.O.S.D.R. 432
LA QUESTION DE LA TERRE À LA DOUMA . . . . . 436
RÉSOLUTION ET RÉVOLUTION . . . . . 440
NI TERRE NI LIBERTÉ . . . . . 443
LA VICTOIRE ÉLECTORALE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE À TIFLIS . . . . . 445
LE GOUVERNEMENT, LA DOUMA ET LE PEUPLE . . . . . 448
LES CADETS EMPÊCHENT LA DOUMA DE S'ADRESSER AU PEUPLE. 452
ILS NE VEULENT MÊME PAS MARCHANDER ! 454
À PROPOS DE L'APPEL DES DÉPUTÉS OUVRIERS À LA DOUMA D'ÉTAT. . . . . 457
LA QUESTION DE LA TERRE ET LA LUTTE POUR LA LIBERTÉ 459
GORÉMYKINIENS, OCTOBRISTES ET CADETS . . . . . 463
LIBERTÉ DE CRITIQUE ET UNITÉ D'ACTION . . . . . 465
MAUVAIS CONSEILS . . . . . 468
BRUITS ET RUMEURS SUR LA DISSOLUTION DE LA DOUMA D'ÉTAT . . . . . 474
KAUTSKY ET LA DOUMA D'ÉTAT . . . . . 476
LES CADETS, LES TROUDOVIKS ET LE PARTI OUVRIER . . . 480
LES CONSIDÉRATIONS DU CAMARADE PLÉKHANOV SUR LA TACTIQUE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE . . . . . 486
RÉSOLUTION (II) DU COMITÉ DE PÉTERSBOURG DU P.O.S.D.R. SUR L'ATTITUDE À L'ÉGARD DE LA DOUMA D'ÉTAT . . . 509
SUR LE MOT D'ORDRE D'UN GOUVERNEMENT ISSU DE LA DOUMA . . . . . 511
DE LA SITUATION POLITIQUE ACTUELLE . . . . . 513
LA TACTIQUE DU PROLÉTARIAT ET LES TÂCHES DU MOMENT 518
CE QUE PENSE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE ALLEMANDE DES CADETS 522

LU DANS LA PRESSE . . . . . 527
AUX OUVRIERS DE DÉCIDER . . . . . 528
« CE N'EST PAS VERS LE HAUT QU'IL FAUT REGARDER MAIS VERS LE BAS » . . . . . 534
LA RÉACTION ENGAGE LA LUTTE ARMÉE . . . . . 538
RÉSOLUTION (III) DU COMITÉ DE PÉTERSBOURG DU P.O.S.D.R. SUR LA QUESTION D'UN GOUVERNEMENT ISSU DE LA DOUMA . . . . . 544
Notes . . . . . 547
La vie et l'œuvre de V. Lénine . . . . . 593

## ILLUSTRATIONS

Première page du manuscrit de V. Lénine «Nos tâches et le Soviet des députés ouvriers». — Novembre 1905 . . . . 10-11
Première page du manuscrit de V. Lénine «Etapes, orientation et perspectives de la révolution». — 1905 . . . . . 87
Couverture de la brochure de V. Lénine «Révision du programme agraire du parti ouvrier». — 1906 169
Couverture de la brochure de V. Lénine «Rapport sur le Congrès d'Unification du Parti ouvrier social-démocrate de Russie». — 1906 . . . . . 331

CE VOLUME A ÉTÉ TRADUIT, SOUS LA RESPONSABILITÉ DE ROGER GARAUDY, PAR CLAUDE LIGNY, ANDRÉE ROBEL, ALEXANDRE TARASSÉVITCH-SKRYLNIKOV

В. И. ЛЕНИН

СОБРАНИЕ СОЧИНЕНИЙ

ТОМ 10

*На французском языке*

*Achevé d'imprimer en octobre 1967 par les Editions du Progrès, Moscou*

éditions
sociales paris
*
éditions
du progrès
moscou

LIVRE
CLUB
DIDEROT